SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

Traités et Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations

UNIVERSITY OF LONDON
INSTITUTE OF ...
LEGAL ...
30 JAN 1964
RUSSELL SQUARE
LONDON, W.C.1.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

Traités et Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations

VOLUME CXCV **1939** **Nos 4532-4566**

TABLE DES MATIÈRES

Pages

N° 4532. — Pays-Bas et Roumanie :

Accord de transfert. Signé à Bucarest, le 10 octobre 1938 9

N° 4533. — Grèce et Lettonie :

Traité de commerce et de navigation, et protocole de signature, signés à Riga, le 15 janvier 1938, et échange de notes y relatif de la même date 19

N° 4534. — Bulgarie et Grèce :

Echanges de notes comportant des arrangements commerciaux. Sofia, les 25 mai et 16 septembre 1938, et 11 et 15 mars 1938 27

N° 4535. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Pologne :

Accord concernant la limitation des armements navals et l'échange de renseignements relatifs aux constructions navales, et protocole de signature, signés à Londres, le 27 avril 1938, échange de notes y relatif de la même date, et protocole modifiant l'accord susmentionné, signé à Londres, le 22 juillet 1938 39

N° 4536. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Inde et France :

Echange de notes comportant un accord relatif aux documents d'identité pour le personnel des aéronefs. Paris, le 15 juillet 1938 73

N° 4537. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Italie :

Accord relatif à des questions d'intérêt mutuel, comprenant un protocole et des annexes, signés à Rome, le 16 avril 1938, et échanges de notes y relatifs de la même date, et déclaration relative à la mise en vigueur de ces instruments, signée à Rome, le 16 novembre 1938 77

N° 4538. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Egypte et Italie :

Accord de bon voisinage, signé à Rome, le 16 avril 1938, échanges de notes de la même date concernant le lac Tsana et le canal de Suez, et échanges de notes relatifs à la mise en vigueur de ces notes, Rome, le 16 novembre 1938... 103

N° 4539. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Bulgarie :

Echange de notes relatif aux dispositions militaires, navales et aériennes du Traité de Neuilly, avec annexe. Sofia, les 12 août et 24 novembre 1938 117

N° 4540. — Danemark et Norvège :

Echange de notes comportant un accord concernant l'application de certaines dispositions législatives adoptées par les deux pays en conséquence de leur adhésion à la Convention internationale du 25 août 1924 pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement. Oslo, le 30 décembre 1938 121

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations

VOLUME CXCV **1939** **Nos. 4532-4566**

TABLE OF CONTENTS.

Page

No. 4532. — The Netherlands and Roumania :

Transfer Agreement. Signed at Bucharest, October 10th, 1938 9

No. 4533. — Greece and Latvia :

Treaty of Commerce and Navigation, and Protocol of Signature, signed at Riga, January 15th, 1938, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date 19

No. 4534. — Bulgaria and Greece :

Exchanges of Notes constituting Commercial Agreements. Sofia, May 25th and September 16th, 1938, and March 11th and 15th, 1938 27

No. 4535. — Great Britain and Northern Ireland and Poland :

Agreement providing for the Limitation of Naval Armament and the Exchange of Information concerning Naval Construction, and Protocol of Signature, signed at London, April 27th, 1938, Exchange of Notes relating thereto of the same Date, and Protocol modifying the above-mentioned Agreement, signed at London, July 22nd, 1938 ... 39

No. 4536. — Great Britain and Northern Ireland and India and France :

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Documents of Identity for Aircraft Personnel. Paris, July 15th, 1938. 73

No. 4537. — Great Britain and Northern Ireland and Italy :

Agreement regarding Questions of Mutual Concern consisting of a Protocol and Annexes, signed at Rome, April 16th, 1938, and Exchanges of Notes relating thereto of the same Date, and Declaration bringing into Force these Instruments, signed at Rome, November 16th, 1938 77

No. 4538. — Great Britain and Northern Ireland, Egypt and Italy :

Bon Voisinage Agreement, signed at Rome, April 16th, 1938, Exchanges of Notes of the same Date relating to Lake Tsana and to the Suez Canal, and Exchanges of Notes regarding the Coming into Force of these Notes, Rome, November 16th, 1938 ... 103

No. 4539. — Great Britain and Northern Ireland and Bulgaria :

Exchange of Notes regarding the Military, Naval and Air Clauses of the Treaty of Neuilly, with Annex. Sofia, August 12th and November 24th, 1938 117

No. 4540. — Denmark and Norway :

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Application of Certain Legislative Provisions adopted by the Two Countries in consequence of their Accession to the International Convention of August 25th, 1924, for the Unification of Certain Rules relating to Bills of Lading. Oslo, December 30th, 1938 121

Pages

N° 4541. — Norvège et Suède :

Echange de notes comportant un accord concernant l'application de certaines dispositions législatives adoptées par les deux pays en conséquence de leur adhésion à la Convention internationale du 25 août 1924 pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement. Oslo, le 30 décembre 1938 127

N° 4542. — Estonie et Pays-Bas :

Protocole tarifaire. Signé à Tallinn, le 22 novembre 1938 133

N° 4543. — Grèce et Turquie :

Règlement général pour l'application des prescriptions de l'article 107 du Traité de Lausanne concernant la circulation sur la ligne de chemin de fer entre la frontière gréco-turque près de Pythion et la frontière gréco-bulgare près de Svilengrad. Signé à Istamboul, le 25 novembre 1937 137

N° 4544. — Etats-Unis d'Amérique et Grèce :

Echange de notes comportant un accord commercial provisoire, Athènes, le 15 novembre 1938, et note supplémentaire, Athènes, le 19 novembre 1938 145

N° 4545. — Finlande et Suède :

Accord concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jauge des navires. Signé à Stockholm, le 9 janvier 1939 157

N° 4546. — France et Norvège :

Déclaration concernant la délivrance gratuite réciproque des expéditions d'actes de l'état civil. Signée à Paris, le 28 février 1939 165

N° 4547. — Lettonie et Pologne :

Accord concernant les ouvriers agricoles polonais, saisonniers et autres, signé à Riga, le 29 octobre 1938, et arrangements y annexés de la même date 169

N° 4548. — Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, etc.

Convention pour coordonner et étendre les traités existant entre les Etats américains et en assurer l'exécution, adoptée par la Conférence interaméricaine pour le maintien de la paix. Signée à Buenos-Ayres, le 23 décembre 1936 229

N° 4549. — Etats-Unis d'Amérique et Yougoslavie :

Arrangement entre l'Administration des postes des Etats-Unis d'Amérique et l'Administration des postes du Royaume de Yougoslavie concernant l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Béograd, le 16 avril 1938, et à Washington, le 10 juin 1938 259

N° 4550. — France et Suisse :

Acte additionnel à la Convention du 15 juin 1869 sur la compétence judiciaire et l'exécution des jugements en matière civile. Signé à Paris, le 4 octobre 1935... 287

N° 4551. — France et Suisse :

Accord sur le régime de la route internationale de Grand Lucelle à Klösterli, et protocole final. Signés à Paris, le 29 janvier 1937 291

N° 4552. — Pologne et Suisse :

Traité d'extradition et d'entr'aide judiciaire en matière pénale, et protocole final. Signés à Berne, le 19 novembre 1937 297

N° 4553. — France et Suisse :

Convention sur les rapports de voisinage et la surveillance des forêts limitrophes, et protocole de signature, signés à Berne, le 31 janvier 1938, et échange de notes y relatif de la même date 313

Page

No. 4541. — Norway and Sweden :

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Application of Certain Legislative Provisions adopted by the Two Countries in consequence of their Accession to the International Convention of August 25th, 1924, for the Unification of Certain Rules relating to Bills of Lading. Oslo, December 30th, 1938 127

No. 4542. — Estonia and the Netherlands :

Protocol regarding Tariff Questions. Signed at Tallinn, November 22nd, 1938 133

No. 4543. — Greece and Turkey :

General Regulations for the Application of the Provisions of Article 107 of the Treaty of Lausanne regarding Traffic on the Railway Line between the Greco-Turkish Frontier near Pythion and the Greco-Bulgarian Frontier near Svilengrad. Signed at Istanbul, November 25th, 1937 137

No. 4544. — United States of America and Greece :

Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement, Athens, November 15th, 1938, and Supplementary Note, Athens, November 19th, 1938 145

No. 4545. — Finland and Sweden :

Agreement regarding Reciprocal Recognition of Tonnage Certificates for Vessels. Signed at Stockholm, January 9th, 1939 157

No. 4546. — France and Norway :

Declaration regarding the Reciprocal Issue, Free of Charge, of Copies of Civil Status Records. Signed at Paris, February 28th, 1939 165

No. 4547. — Latvia and Poland :

Agreement regarding Polish Agricultural Labourers, Seasonal and Other, signed at Riga, October 29th, 1938, and Arrangements annexed thereto of the same Date 169

No. 4548. — United States of America, Argentine Republic, Bolivia, Brazil, Chile, etc.

Convention to co-ordinate, extend and assure the Fulfilment of the Existing Treaties between the American States, adopted by the Inter-American Conference for the Maintenance of Peace. Signed at Buenos Aires, December 23rd, 1936 229

No. 4549. — United States of America and Yugoslavia :

Agreement between the Postal Administration of the United States of America and the Postal Administration of the Kingdom of Yugoslavia concerning the Exchange of Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Belgrade, April 16th, 1938, and at Washington, June 20th, 1938 259

No. 4550. — France and Switzerland :

Additional Act to the Convention of June 15th, 1869, regarding Jurisdiction and the Execution of Judgments in Civil Matters. Signed at Paris, October 4th, 1935 287

No. 4551. — France and Switzerland :

Agreement regarding the Regime of the International Road from Grand Lucelle to Klösterli, and Final Protocol. Signed at Paris, January 29th, 1937 291

No. 4552. — Poland and Switzerland :

Treaty regarding Extradition and Judicial Assistance in Criminal Matters, and Final Protocol. Signed at Berne, November 19th, 1937 297

No. 4553. — France and Switzerland :

Convention concerning Neighbourly Relations and the Surveillance of Frontier Forests, and Protocol of Signature, signed at Berne, January 31st, 1938, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date 313

Pages

N° 4554. — Equateur et Suède :

Convention de navigation. Signée à Quito, le 11 novembre 1938 347

N° 4555. — Belgique et France :

Protocole relatif aux travailleurs. Signé à Bruxelles, le 6 mars 1939 353

N° 4556. — Etats-Unis d'Amérique et Mexique :

Echange de notes comportant un accord relatif à l'échange des publications officielles, avec annexes. Washington, les 3 juin et 29 août 1938 359

N° 4557. — Etats-Unis d'Amérique et Etats-Unis du Brésil :

Accord relatif à une mission militaire des Etats-Unis d'Amérique au Brésil. Signé à Rio de Janeiro, le 12 novembre 1938 375

N° 4558. — Chili et Cuba :

Convention de commerce et de navigation. Signée à La Havane, le 13 mars 1937 389

N° 4559. — Union économique belgo-luxembourgeoise et Lettonie :

Accord additionnel, avec annexes, à la Convention du 22 février 1936 pour favoriser les échanges commerciaux entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Lettonie. Signé à Bruxelles, le 31 janvier 1939 401

N° 4560. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Inde et Egypte :

Accord entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et l'Egypte relatif à la reconnaissance réciproque des certificats d'enregistrement et de jaugeage des navires, signé à Londres, le 20 février 1939, et échange de notes de la même date comportant un accord relatif à l'application des dispositions de l'accord susdit entre l'Egypte et l'Inde 407

N° 4561. — Danemark et Suède :

Echange de notes comportant un accord concernant l'application de certaines dispositions législatives adoptées par les deux pays en conséquence de leur adhésion à la Convention internationale du 25 août 1924 pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement. Stockholm, le 30 décembre 1938 413

N° 4562. — Etats-Unis d'Amérique et Finlande :

Echange de notes comportant un accord relatif à l'échange des publications officielles, avec annexes. Washington, les 28 et 30 décembre 1938 419

N° 4563. — Finlande et Hongrie :

Echange de notes comportant un accord relatif à la dispense pour les ressortissants des deux pays de l'obligation du visa sur les passeports diplomatiques. Budapest, le 27 mars 1939 425

N° 4564. — Roumanie et Turquie :

Convention réglementant l'émigration de la population turque de Dobroudja, signée à Bucarest, le 4 septembre 1936, et échanges de notes y relatifs de la même date 429

N° 4565. — Cuba et Portugal :

Accord commercial, avec annexes et protocole de signature. Signés à La Havane, le 6 septembre 1938 443

N° 4566. — Belgique, France et Pays-Bas :

Accord relatif à certaines questions touchant le régime applicable à la navigation du Rhin, et protocole de signature, signés à Bruxelles, le 3 avril 1939, et échanges de notes y relatifs de la même date 471

ERRATUM 500

Page

No. 4554. — Ecuador and Sweden :

Convention regarding Navigation. Signed at Quito, November 11th, 1938 347

No. 4555. — Belgium and France :

Protocol regarding Workers. Signed at Brussels, March 6th, 1939 353

No. 4556. — United States of America and Mexico :

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Exchange of Official Publications, with Annexes. Washington, June 3rd and August 29th, 1938 359

No. 4557. — United States of America and United States of Brazil :

Agreement concerning a Military Mission of the United States of America to Brazil. Signed at Rio de Janeiro, November 12th, 1938 375

No. 4558. — Chile and Cuba :

Convention of Commerce and Navigation. Signed at Havana, March 13th, 1937 389

No. 4559. — Economic Union of Belgium and Luxemburg and Latvia :

Additional Agreement, with Annex, to the Convention of February 22nd, 1936, for facilitating Commercial Exchanges between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and Latvia. Signed at Brussels, January 31st, 1939 401

No. 4560. — Great Britain and Northern Ireland and India and Egypt :

Agreement between Great Britain and Northern Ireland and Egypt regarding the Reciprocal Recognition of Certificates of Registry and Tonnage of Ships, signed at London, February 20th, 1939, and Exchange of Notes of the same Date constituting an Agreement regarding the Application of the Provisions of the above Agreement between Egypt and India 407

No. 4561. — Denmark and Sweden :

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Application of Certain Legislative Provisions adopted by the Two Countries in consequence of their Accession to the International Convention of August 25th, 1924, for the Unification of Certain Rules relating to Bills of Lading. Stockholm, December 30th, 1938 413

No. 4562. — United States of America and Finland :

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Exchange of Official Publications, with Annexes. Washington, December 28th and 30th, 1938 419

No. 4563. — Finland and Hungary :

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Exemption, for Nationals of both Countries, from the Obligation to obtain a Visa on Diplomatic Passports. Budapest, March 27th, 1939 425

No. 4564. — Roumania and Turkey :

Convention regulating the Emigration of the Turkish Population of the Dobrudja, signed at Bucharest, September 4th, 1936, and Exchanges of Notes relating thereto of the same Date 429

No. 4565. — Cuba and Portugal :

Commercial Agreement, with Annexes and Protocol of Signature. Signed at Havana, September 6th, 1938 443

No. 4566. — Belgium, France and the Netherlands :

Agreement regarding Certain Questions connected with the Regime applicable to Navigation on the Rhine, and Protocol of Signature, signed at Brussels, April 3rd, 1939, and Exchanges of Notes relating thereto of the same Date 471

ERRATUM 500

NOTE

Sauf indication contraire, les traductions des textes originaux des traités, etc., publiés dans ce Recueil, *ont été établies par le Secrétariat de la Société des Nations.*

NOTE

Unless otherwise indicated, the translations of the original texts of treaties, etc., published in this Series *have been made by the Secretariat of the League of Nations.*

N° 4532.

PAYS-BAS ET ROUMANIE

Accord de transfert. Signé à Bucarest, le 10 octobre 1938.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement a eu lieu le 11 *mars* 1939.

THE NETHERLANDS AND ROUMANIA

Transfer Agreement. Signed at Bucharest, October 10th, 1938.

French official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration took place March 11*th,* 1939.

N° 4532. — ACCORD [1] DE TRANSFERT ENTRE LE ROYAUME DES PAYS-BAS ET LE ROYAUME DE ROUMANIE. SIGNÉ A BUCAREST, LE 10 OCTOBRE 1938.

LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS et LE GOUVERNEMENT ROUMAIN désirant faciliter le règlement des paiements entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Roumanie, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Les sommes dues pour l'achat de marchandises roumaines importées directement ou indirectement dans les Pays-Bas seront versées, à l'échéance, en florins néerlandais (dénommés ci-après florins) auprès du Nederlandsch Clearinginstituut.

2. Pour autant que des frais de transport et d'autres frais payables en dehors de la Roumanie sont compris dans le prix d'achat, le Nederlandsch Clearinginstituut pourra autoriser la déduction de ces frais des sommes à verser auprès de ce dernier, à condition que ces frais soient de caractère habituel et économiquement justifiés.

3. Lorsque la somme due sera libellée en une autre devise que le florin, elle sera versée en florins sur la base du cours moyen coté pour la devise en cause à la séance de la Bourse d'Amsterdam qui précède le jour du versement.

4. Le Nederlandsch Clearinginstituut avisera chaque jour la Banque nationale de Roumanie des versements ainsi opérés. L'avis de versement mentionnera le nom du donneur d'ordre dans les Pays-Bas, la nature de la marchandise et le nom du bénéficiaire en Roumanie, ainsi que la répartition des sommes versées conformément aux pourcentages mentionnés à l'article II.

Article II.

Des montants versés, 30 % seront mis par le Nederlandsch Clearinginstituut à la disposition de la personne ou de la banque indiquée comme bénéficiaire au moment du versement, pour être vendus librement conformément aux dispositions en vigueur en Roumanie, en règlement de dettes envers des créanciers de n'importe quel pays. En ce qui concerne les produits pétroliers une quote-part de 20 % sera laissée à la disposition des exportateurs roumains pour être utilisée selon la réglementation en vigueur en Roumanie.

Le Gouvernement roumain s'engage à faire affecter le solde des montants en florins versés auprès du Nederlandsch Clearinginstituut et porté au crédit d'un compte spécial à ouvrir au nom de la Banque nationale de Roumanie, de la manière suivante :

1. 50 % seront à la disposition de la Banque nationale de Roumanie, à charge pour elle d'en payer dans l'ordre chronologique des échéances, le service de la Dette publique, ainsi que toutes les dettes des caisses autonomes et des collectivités publiques (y compris les dettes des municipalités et la quote-part de 5 % à la charge de la Roumanie pour les emprunts gérés par la caisse commune des porteurs des dettes publiques autrichiennes et hongroises émises avant la guerre).

Il est entendu que les paiements au titre du service de la Dette publique et des autres dettes visées à l'alinéa précédent, comprennent les paiements envers les personnes physiques de nationalité néerlandaise et les personnes physiques ou morales domiciliées

[1] En ce qui concerne les Pays-Bas, le présent accord est également applicable aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4532. — TRANSFER AGREEMENT [1] BETWEEN THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS AND THE KINGDOM OF ROUMANIA. SIGNED AT BUCHAREST, OCTOBER 10TH, 1938.

THE NETHERLANDS GOVERNMENT and THE ROUMANIAN GOVERNMENT being desirous of facilitating the regulation of payments between the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Roumania, the undersigned, duly authorised for that purpose, have agreed upon the following provisions :

Article I.

1. Sums due for the purchase of Roumanian goods imported directly or indirectly into the Netherlands shall on the due date be paid in Netherlands guilders (hereinafter called " guilders ") to the Nederlandsch Clearinginstituut.

2. In so far as the cost of transport and other costs payable outside Roumania are included in the purchase price, the Nederlandsch Clearinginstituut may authorise the said costs to be deducted from the sums to be paid to it, on condition that they are incurred in the ordinary course of business and economically justifiable.

3. When the sum due is expressed in a currency other than the guilder, it shall be paid in guilders at the middle rate quoted for the currency in question at the Amsterdam Bourse on the day preceding payment.

4. The Nederlandsch Clearinginstituut shall advise the National Bank of Roumania each day of payments thus effected. The advice of payment shall mention the name of the party ordering payment in the Netherlands, the nature of the goods and the name of the payee in Roumania, together with the allocation of the sums paid in accordance with the percentages specified in Article II.

Article II.

Of the sums paid, 30 % shall be placed by the Nederlandsch Clearinginstituut at the disposal of the person or bank indicated at the time of payment as being the payee, and shall be freely sold in accordance with the provisions in force in Roumania, for the settlement of debts to creditors of any country. In respect of petroleum products, a quota of 20 % shall be placed at the disposal of Roumanian exporters, to be used in accordance with the regulations in force in Roumania.

The Roumanian Government undertakes to use for the following purposes the balance of payments in guilders made to the Nederlandsch Clearinginstituut and credited to a special account which shall be opened in the name of the National Bank of Roumania :

1. 50 % shall remain at the disposal of the National Bank of Roumania, to be used for the discharge, in the chronological order of the dates on which they become due, of obligations arising out of the National Debt, and of all debts incurred by autonomous paying offices and public bodies (including the debts of municipalities and the quota of 5 % for which Roumania is liable in respect of loans controlled by the Common Fund of holders of Austrian and Hungarian Government stock issued before the war).

It is understood that payments in connection with the National Debt and the other debts referred to in the preceding paragraph include payments to physical persons of Netherlands nationality and physical or juridical persons normally domiciled in the

[1] As regards the Netherlands, this Agreement applies also to the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

normalement dans le Royaume des Pays-Bas représentant des intérêts néerlandais, pour autant qu'il est établi que les titres en cause leur appartenaient au 1er juillet 1936 (ou bien que dès cette date ces titres ont appartenu sans interruption à des personnes des mêmes catégories). Il n'est porté atteinte ni aux contrats d'emprunts, ni aux accords intervenus entre le Gouvernement roumain et les porteurs.

2. 50 % seront affectés dans l'ordre chronologique des demandes de paiements introduites à la Banque nationale de Roumanie, au règlement des créances commerciales et des frais et commissions y accessoires — pour autant qu'ils soient usuels et économiquement justifiés — résultant de l'importation de marchandises originaires des Pays-Bas.

Article III.

1. La Banque nationale de Roumanie aura la faculté de disposer immédiatement par le débit de son compte près le Nederlandsch Clearinginstituut de toutes les sommes y versées.

2. Toutefois, une réserve de 400.000 florins sera laissée au crédit du compte susmentionné, pour être affectée aux paiements prévus par l'article II chiffres 1 et 2 du présent accord. La Banque nationale de Roumanie pourra convertir cette réserve en or ou en devises libres de son choix.

3. Le Gouvernement roumain s'engage à faire reconstituer par la Banque nationale de Roumanie près le Nederlandsch Clearinginstituut les avoirs dont elle aura disposé conformément au chiffre 1 ci-dessus, pour les affecter au règlement à l'échéance des diverses catégories de créances, selon la répartition fixée à l'article II du présent accord.

Article IV.

1. Ne seront admises aux paiements sur les disponibilités prévues par l'article II chiffre 2, que les créances commerciales accompagnées d'une copie de facture, visée par le Crisis Uitvoer Bureau.

2. Le visa sera accordé dans le cadre des échanges commerciaux normaux et courants, dans la limite du disponible trimestriel d'importation et seulement sur présentation d'une attestation spéciale (dovada), délivrée par les autorités compétentes en Roumanie à l'importateur roumain qui l'enverra préalablement à l'exportateur néerlandais.

3. Ce disponible sera calculé sur la base de l'exportation roumaine aux Pays-Bas au cours du trimestre précédent, compte tenu du pourcentage fixé à l'article II chiffre 2, en y ajoutant les reliquats non utilisés des trimestres précédents.

Article V.

1. La Banque nationale de Roumanie mettra, sans retard, à la disposition des bénéficiaires en Roumanie la contre-valeur en lei des montants versés sur son compte chez le Nederlandsch Clearinginstituut, au cours officiel plus la prime en vigueur en Roumanie.

2. De même, la Banque nationale de Roumanie vendra, dans l'ordre chronologique des demandes de paiement, aux débiteurs en Roumanie les montants en florins nécessaires au règlement des créances visées à l'article II chiffres 1 et 2, en appliquant le cours officiel plus la prime en vigueur en Roumanie et donnera sans retard les ordres de paiement à valoir sur les disponibilités auprès du Nederlandsch Clearinginstituut.

Les ordres de paiement indiqueront pour chaque vente de change le chiffre de l'article II auquel la vente a trait, ainsi que le nom du bénéficiaire et toutes les indications nécessaires à identifier la créance. En ce qui concerne le règlement des créances visées à l'article II chiffre 2, l'ordre de paiement sera accompagné de la copie de la facture portant le visa du Crisis Uitvoer Bureau.

3. Lorsque la dette sera libellée en une autre monnaie que le florin, la conversion de florins aura lieu — sauf convention contraire entre les parties au contrat — sur la base du cours moyen de la devise en cause à la Bourse de Londres le jour précédant la date de l'ordre de paiement de la Banque nationale de Roumanie.

Kingdom of the Netherlands and representing Netherlands interests, provided it is established that the securities in question belonged to them on July 1st, 1936 (or that the said securities have since that date belonged without interruption to persons coming within the same categories). This shall in no way affect loan contracts or agreements concluded between the Roumanian Government and the bondholders.

2. 50 % shall be devoted, in the chronological order of applications for payments received at the National Bank of Roumania, to the settlement of commercial debts and of all costs and commissions pertaining thereto — provided that they are customary and economically justifiable — resulting from the importation of goods originating in the Netherlands.

Article III.

1. The National Bank of Roumania shall have the right, by debiting its account with the Nederlandsch Clearinginstituut, immediately to dispose of all the sums paid into the said account.

2. Nevertheless, a reserve of 400,000 guilders shall be left in the above account and shall be used for effecting the payments mentioned in Article II, subsections 1 and 2, of the present Agreement. The National Bank of Roumania may convert this reserve into gold or into free currency, as it wishes.

3. The Roumanian Government undertakes to cause the National Bank of Roumania to pay back to the Nederlandsch Clearinginstituut any sums of which it has disposed in accordance with subsection 1 above, and to use them for settling the various categories of debts on the due date, in accordance with the percentages specified in Article II of the present Agreement.

Article IV.

1. Payments out of the funds specified in Article II, subsection 2, shall be effected only in respect of commercial debts accompanied by a copy of the invoice bearing the visa of the Crisis Uitvoer Bureau.

2. The said visa shall be granted only in connection with normal and current commercial exchanges, up to the limit imposed by the quarterly import quota, and only on presentation of a special certificate *(dovada)* issued by the competent authorities in Roumania to the Roumanian importer, who shall previously send it to the Netherlands exporter.

3. The import quota shall be reckoned on the basis of Roumanian exports to the Netherlands during the preceding quarter, together with any balance not used up in previous quarters, due account being taken of the percentage specified in Article II, subsection 2.

Article V.

1. The National Bank of Roumania shall place at the disposal of payees in Roumania without delay the equivalent in lei, at the official rate of exchange plus the premium in force in Roumania, of the sums paid into its account with the Nederlandsch Clearinginstituut.

2. Similarly, the National Bank of Roumania shall sell to debtors in Roumania, in the chronological order of applications for payment and at the official rate of exchange plus the premium in force in Roumania, the sums in guilders necessary for the settlement of debts referred to in Article II, subsections 1 and 2, and shall, without delay, issue the appropriate orders for payment out of the funds standing in its account with the Nederlandsch Clearinginstituut.

In the case of each sale of currency, the said orders for payment shall indicate under which subsection of Article II the sale is effected, together with the name of the payee and any other particulars required for the establishment of the claim. In the case of debts referred to in Article II, subsection 2, the order for payment shall be accompanied by a copy of the invoice bearing the visa of the Crisis Uitvoer Bureau.

3. If the debt is expressed in a currency other than the guilder, the conversion into guilders shall take place — unless otherwise agreed between the parties to the contract — at the middle rate quoted for the currency in question on the London Stock Exchange on the day preceding the date of the order for payment made by the National Bank of Roumania.

Article VI.

Il est entendu que le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque nationale de Roumanie accepteront à effectuer, même avant l'importation de la marchandise, des paiements représentant le prix d'achat ou un acompte sur ce prix, à condition que ce paiement soit basé sur vente contre documents ou autre mode de paiement correspondant aux usages commerciaux et prévus dans les contrats de vente ou de livraison. Les intéressés sont tenus à présenter les contrats sur demande.

Article VII.

Les opérations de compensation en marchandises seront réglées par les dispositions du présent article, à savoir :

1. Sous réserve du régime d'importation en vigueur dans chacun des deux pays, les opérations de compensation en marchandises admises par la réglementation roumaine (listes A et B)[1] pourront être effectuées sans autorisation préalable.

Les modifications qui seront apportées aux listes A et B, ainsi que la date de leur entrée en vigueur seront communiquées au Nederlandsch Clearinginstituut.

2. La contre-valeur f.o.b. des importations de marchandises roumaines aux Pays-Bas effectuées sous le régime du présent article sera, à l'échéance, versée en florins auprès du Nederlandsch Clearinginstituut. En même temps la partie versante remettra à cette Institution l'attestation de la Banque nationale de Roumanie autorisant l'exportateur roumain à affecter tout ou partie de la contre-valeur de son exportation à des achats de marchandises à importer en Roumanie.

3. Le Nederlandsch Clearinginstituut répartira les montants versés comme dit ci-dessus de la manière suivante :

a) Le pourcentage en devises libres réservé à la Banque nationale de Roumanie, suivant la réglementation roumaine, sera immédiatement laissé à la libre disposition de cette Institution.

b) Le solde sera porté au crédit de comptes bloqués appelés « Comptes de compensations », non productifs d'intérêts, ouverts auprès du Nederlandsch Clearinginstituut au nom du créancier en Roumanie désigné par les parties versantes au moment du paiement comme étant le bénéficiaire des versements en cause ; celui ci en sera dûment avisé par le Nederlandsch Clearinginstituut.

4. Les titulaires des « Comptes de compensations » pourront utiliser les montants figurant au crédit de ces comptes, au paiement en faveur des maisons néerlandaises établies dans le Royaume des Pays-Bas, de marchandises figurant à la liste B de la réglementation roumaine. Ces comptes pourront également être débités par le crédit d'autres « Comptes de compensations » ouverts en exécution du présent article.

Il appartiendra aux titulaires des « Comptes de compensations » de donner au Nederlandsch Clearinginstituut toutes instructions relatives à l'exécution des opérations prévues au présent chiffre.

Les dispositions de l'article II et IV du présent accord ne s'appliquent pas aux paiements prévus par les dispositions du présent article.

5. Sur demande de leurs détenteurs, les montants existant au crédit des « Comptes de compensations » pourront aussi être virés au compte spécial de la Banque nationale de Roumanie prévu par le présent accord ; tout montant viré de la sorte audit compte spécial sera affecté uniquement aux paiements prévus par l'article II chiffre 2 de l'accord.

Article VIII.

Il est entendu qu'en tout ce qui concerne le présent accord, l'expression Royaume des Pays-Bas vise le territoire du Royaume en Europe aussi bien que les territoires néerlandais d'outre-mer. Partout où dans le présent accord figure l'expression « Pays-Bas » le territoire néerlandais en Europe est seul visé.

[1] Non reproduites.

Article VI.

It is understood that the Nederlandsch Clearinginstituut and the National Bank of Roumania shall agree to effect payments representing the purchase price, or an instalment of the said price, even before goods are imported, provided that such payments are based upon a sale in virtue of certain documents or upon some other method of payment in accordance with commercial usage and specified in the contracts of sale or delivery. The parties concerned shall be bound to produce the contracts on demand.

Article VII.

Goods compensation transactions shall be regulated by the provisions of the present Article as follows :

1. Subject to the import control system in force in each of the two countries, goods compensation transactions allowed by the Roumanian regulations (Lists A and B)[1] may be effected without previous authorisation.

Any modifications which may be made in Lists A and B and the date of their coming into force shall be communicated to the Nederlandsch Clearinginstituut.

2. The equivalent f.o.b. of Roumanian goods imported into the Netherlands in accordance with the present Article shall be paid to the Nederlandsch Clearinginstituut in guilders on the due date. At the same time, the party effecting payment shall submit to the said institution a statement by the National Bank of Roumania authorising the Roumanian exporter to use all or part of the equivalent of the goods exported by him for the purchase of goods to be imported into Roumania.

3. The Nederlandsch Clearinginstituut shall allocate in the following manner all sums paid as specified above :

(a) The percentage in free currency reserved for the National Bank of Roumania, in accordance with the Roumanian regulations, shall immediately be left at the free disposal of that institution.

(b) The balance shall be credited to non-interest-bearing blocked accounts, known as " Compensation Accounts ", which shall be opened with the Nederlandsch Clearinginstituut in the name of the creditor in Roumania indicated at the time of payment by the parties effecting it as being the payee concerned ; the latter shall be duly advised by the Nederlandsch Clearinginstituut.

4. Holders of " Compensation Accounts " may use the sums credited to those accounts to pay Netherlands business houses established in the Kingdom of the Netherlands for goods specified in List B of the Roumanian regulations. These accounts may also be debited for the payment of sums to other " compensation accounts " opened in execution of the present Article.

Holders of " Compensation Accounts " shall give the Nederlandsch Clearinginstituut all necessary instructions regarding the execution of the transactions referred to in the present subsection.

The provisions of Articles II and IV of the present Agreement shall not apply to payments referred to in the present Article.

5. Sums standing to the credit of " Compensation Accounts " may, at the request of their holders, be paid into the special account of the National Bank of Roumania provided for by the present Agreement ; any sum so paid into the said special account shall be used exclusively for effecting the payments referred to in Article II, subsection 2, of the Agreement.

Article VIII.

It is understood that in all matters pertaining to the present Agreement the term " Kingdom of the Netherlands " shall be taken to mean the territory of that Kingdom in Europe and the Netherlands territories overseas. Wherever the term " Netherlands " appears in the present Agreement, only Netherlands territory in Europe is meant.

[1] Not reproduced.

Article IX.

Chaque gouvernement s'engage à prendre, en ce qui le concerne les mesures nécessaires, afin que les dispositions du présent accord soient respectées.

Article X.

1. Les deux gouvernements veilleront au bon fonctionnement du présent accord. A cet effet, une commission mixte sera instituée par les deux gouvernements, qui pourra leur soumettre toute proposition utile.

2. Les questions techniques concernant l'application du présent accord seront réglées, le cas échéant, entre la Banque nationale de Roumanie et le Nederlandsch Clearinginstituut.

Article XI.

Les soldes en florins néerlandais qui, à l'entrée en vigueur du présent accord, se trouvent au crédit des comptes spéciaux auprès du N.C.I. mentionnés à l'article III de l'Accord [1] de paiements du 28 août 1936, seront utilisés conformément aux dispositions de ce dernier accord et du *Modus vivendi* [2] du 21 août 1937.

Article XII.

1. Lorsque le présent accord viendra à l'expiration, les envois de marchandises roumaines et néerlandaises pas encore importées à ce moment dans le pays de destination mais expédiées de l'autre pays au plus tard trois jours après la date du préavis visé à l'article XIII (2) et (3) seront réglés d'après les dispositions du présent accord.

2. Les montants affectés pour le règlement des créances visées à l'article II chiffres 1 et 2 seront utilisés conformément aux dispositions du présent accord.

3. Les importateurs néerlandais devront continuer à verser le prix d'achat de leurs importations de marchandises roumaines auprès du Nederlandsch Clearinginstituut tant qu'il y aura des demandes de change non couvertes par les montants y affectés pour le règlement de créances néerlandaises visées à l'article II chiffres 1 et 2 échues avant la date de l'expiration de l'accord, y compris les créances pas encore échues avant cette date résultant d'envois de marchandises qui ont eu lieu au plus tard à la date mentionnée à l'alinéa 1 ci-dessus.

4. Les versements visés à l'alinéa précédent serviront uniquement au règlement des créances en cause.

Article XIII.

1. Le présent accord entrera en vigueur le 1er octobre 1938 et remplace l'Accord en date du 28 août 1936 et le *Modus vivendi* du 21 août 1937 qui, sous réserve des dispositions de l'article XI du présent accord, cessent de produire leurs effets dès l'entrée en vigueur du présent accord.

2. Le présent accord restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1939. S'il n'est pas dénoncé un mois avant l'expiration, il sera prorogé par tacite réconduction et il pourra être dénoncé à tout moment par l'une des deux Parties, avec un préavis d'un mois.

3. Au cas où un changement essentiel se produirait dans les éléments qui constituent la base du présent accord, chacun des deux gouvernements aura le droit de le dénoncer avec un préavis de 15 jours.

Fait à Bucarest, en double expédition aujourd'hui le 10 octobre 1938.

Pour le Gouvernement royal des Pays-Bas:
L. G. VAN HOORN.

Pour le Gouvernement royal de Roumanie:
M. CONSTANTINESCU.

Certifié pour copie conforme :
Le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas,
A. M. Snouck Hurgronje.

[1] Vol. CLXXXII, page 363, de ce recueil.
[2] Vol. CLXXXII, page 363 ; et vol. CLXXXIX, page 508, de ce recueil.

Article IX.

Each Government undertakes, for its part, to take all necessary steps to ensure that the provisions of the present Agreement shall be respected.

Article X.

1. The two Governments shall take steps to provide for the efficient operation of the present Agreement. For this purpose, a Joint Committee shall be set up by the two Governments, and shall be authorised to submit to them any proposals for that purpose.

2. Technical questions concerning the application of the present Agreement shall be settled as they arise between the National Bank of Roumania and the Nederlandsch Clearinginstituut.

Article XI.

Any balances in Netherlands guilders standing, at the entry into force of the present Agreement, to the credit of the special accounts with the N.C.I. mentioned in Article III of the Payments Agreement[1] of August 28th, 1936, shall be used in accordance with the provisions of the said Agreement and of the *Modus Vivendi*[2] of August 21st, 1937.

Article XII.

1. When the present Agreement expires, consignments of Roumanian and Netherlands goods which have not yet been imported into the country of destination but have been despatched from the other country not more than three days after the date of the notice referred to in Article XIII (2) and (3), shall be dealt with in accordance with the provisions of the present Agreement.

2. Sums intended for settling the debts referred to in Article II, subsections 1 and 2, shall be used in accordance with the provisions of the present Agreement.

3. Netherlands importers shall continue to pay to the Nederlandsch Clearinginstituut the purchase price of Roumanian goods imported by them, as long as there shall be any applications for foreign currency not covered by the sums allotted to that purpose for settling all such Netherlands debts referred to in Article II, subsections 1 and 2, as shall become due before the date of expiration of the Agreement, including debts not yet due before that date but resulting from the consignment of goods not later than the date mentioned in subsection 1 above.

4. The payments referred to in the preceding subsection shall be used exclusively for settling the debts concerned.

Article XIII.

1. The present Agreement shall come into force on October 1st, 1938, and shall supersede the Agreement dated August 28th, 1936, and the *Modus Vivendi* of August 21st, 1937, which, subject to the provisions of Article XI of the present Agreement, shall cease to have effect as from the coming into force of the present Agreement.

2. The present Agreement shall remain in force till June 30th, 1939. If not denounced one month before expiration, it shall be prolonged by tacit agreement and may be denounced at any time by either Party at one month's notice.

3. Should any essential change occur in the conditions upon which the present Agreement is based, each of the two Governments shall have the right to denounce it at 15 days' notice.

Done at Bucharest, in duplicate, this 10th day of October, 1938.

For the Royal Netherlands Government:
L. G. VAN HOORN.

For the Royal Roumanian Government:
M. CONSTANTINESCU.

---

[1] Vol. CLXXXII, page 363, of this Series.

[2] Vol. CLXXXII, page 363 ; and Vol. CLXXXIX, page 508, of this Series.

N° 4533.

GRÈCE ET LETTONIE

Traité de commerce et de navigation, et protocole de signature, signés à Riga, le 15 janvier 1938, et échange de notes y relatif de la même date.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Grèce près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le 15 *mars* 1939.

GREECE AND LATVIA

Treaty of Commerce and Navigation, and Protocol of Signature, signed at Riga, January 15th, 1938, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Greece to the League of Nations. The registration took place March 15*th,* 1939.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

Nº 4533. — TRAITÉ [1] DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME DE GRÈCE ET LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE. SIGNÉ A RIGA, LE 15 JANVIER 1938.

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, animés du désir de favoriser le développement des relations commerciales entre les deux pays, ont décidé de conclure à cet effet un traité et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES :

Son Excellence Monsieur Kimon COLLAS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Grèce en Lettonie;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE:

Son Excellence Monsieur Ludvigs ĒKIS, ministre des Finances;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement en tout ce qui concerne leur commerce, leur industrie et leur navigation un traitement aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé à la nation la plus favorisée.

Article 2.

Les ressortissants ainsi que les sociétés de caractère économique de l'un des pays contractants, jouiront à l'égard du droit d'accéder à l'autre pays, d'y acquérir, posséder, louer et d'y occuper des biens meubles et immeubles, et d'y exercer leur industrie ainsi qu'à l'égard des impôts et taxes de quelque nature qu'ils

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 4 janvier 1939.

No. 4533. — TREATY [1] OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE KINGDOM OF GREECE AND THE REPUBLIC OF LATVIA. SIGNED AT RIGA, JANUARY 15TH, 1938.

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, being desirous of promoting the development of commercial relations between the two countries, have decided for this purpose to conclude a Treaty and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES :

His Excellency Monsieur Kimon COLLAS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Greece in Latvia ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

His Excellency Monsieur Ludvigs ĒKIS, Minister of Finance ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to grant each other, in all matters affecting their commerce, industry and navigation, treatment as favourable as that which is or may be granted to the most-favoured nation.

Article 2.

Nationals and companies of an economic character of either of the contracting countries shall enjoy, as regards the right to enter the other State, to acquire, possess, rent and occupy movable and immovable property, and to carry on their industry there, and also as regards taxes and charges of any kind whatsoever,

[1] The exchange of ratifications took place at Rome, January 4th, 1939.

soient, d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants et aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les marchandises et les autres produits du sol et de l'industrie de la Lettonie qui seront importés en Grèce et les produits du sol et de l'industrie de la Grèce qui seront importés en Lettonie, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, ne pourront, en ce qui concerne l'importation, l'exportation, la réexportation et le transit, être assujettis à des droits de douane, taxes, surtaxes, impôts, contributions, restrictions ou obligations générales ou locales autres ou plus élevés ou à d'autres formalités d'entrée ou de sortie que ceux qui seront imposés à la nation la plus favorisée.

Article 4.

Si l'une des Parties est forcée de prohiber ou de restreindre l'importation ou l'exportation de marchandises, elle prendra en considération les intérêts de l'autre Partie.

Il sera fait exception au principe de la nation la plus favorisée pour des prohibitions ou restrictions établies dans les cas suivants :

1° Pour des raisons de sécurité publique ;

2° Quand il s'agit de dispositions particulières qui seraient jugées par l'État respectif nécessaires en raison de l'état de guerre ;

3° Pour des raisons de santé publique ou de protection des animaux et de plantes ;

4° Quand il s'agit de marchandises qui font ou pourraient faire l'objet d'un monopole d'État ;

5° Pour des raisons de protection du patrimoine national artistique, historique ou archéologique.

Article 5.

Les deux Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer des représentants consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre Partie où les représentants consulaires d'un tiers pays quelconque sont admis.

Après avoir reçu l'exequatur du gouvernement du pays de leur résidence, les représentants consulaires de chacune des deux Parties con-

treatment as favourable as that which is granted to nationals and companies of the most-favoured nation.

Article 3.

Goods and other products of the soil and industry of Latvia imported into Greece, and products of the soil and industry of Greece imported into Latvia, whether for consumption, warehousing in bond, re-export or transit, shall not, on importation, exportation, re-exportation or in transit, be subject to other or higher Customs duties, charges, surcharges, taxes, contributions, restrictions or general or local dues or other entry or exit formalities than those imposed on the most-favoured nation.

Article 4.

Should either of the Parties be obliged to prohibit or restrict the importation or exportation of goods, it shall take into consideration the interests of the other Party.

An exception to the most-favoured-nation principle shall be made in respect of prohibitions or restrictions imposed in the following circumstances :

(1) For reasons of public safety ;

(2) In the case of special provisions deemed by the State concerned to be necessary because of a state of war ;

(3) For reasons of public health or for the protection of animals and plants ;

(4) In the case of goods which are or may be subject to a State monopoly ;

(5) For the purpose of protecting national treasures of artistic, historical or archæological value.

Article 5.

The two Contracting Parties shall grant each other the right to appoint consular representatives in all ports, towns and places of the other Party where consular representatives of any third country are allowed.

After receiving the exequatur of the Government of their country of residence, the consular representatives of each of the two Contracting

tractantes jouiront sur le territoire de l'autre de tous les privilèges et exemptions et de la même compétence qui sont ou pourront être accordés aux représentants consulaires d'une tierce Puissance. Cependant ces privilèges, exemptions et compétences ne seront pas accordés aux représentants consulaires de l'un des deux pays dans l'autre dans une plus grande étendue que ceux accordés aux représentants consulaires de l'autre pays dans le premier.

Article 6.

Les navires de commerce appartenant aux ressortissants ou aux sociétés de chacun des pays contractants, leurs équipages et cargaisons jouiront à leur arrivée aux territoires ou possessions de l'autre pays, soit qu'ils viennent directement du pays d'origine, soit d'un autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou la destination de leur cargaison, sous tous les rapports, d'un traitement aussi favorable que celui accordé aux navires, équipages et cargaisons de la nation la plus favorisée.

Article 7.

La nationalité des navires sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les lettres de jauge et autres documents relatifs à la jauge, délivrés par l'une des Parties contractantes, si le jaugeage a été exécuté d'après le système Moorsom, seront reconnus par l'autre Partie, et les navires respectifs ne seront assujettis de part et d'autre pour le paiement des droits à aucune nouvelle opération de jaugeage.

Article 8.

En cas de naufrage, échouement, avarie en mer ou relâche forcée d'un navire de l'une des deux Parties contractantes dans les eaux de l'autre, le navire et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements du pays respectif accorderont, dans les circonstances analogues, aux navires nationaux. Aide et assistance seront données, dans la même mesure qu'aux nationaux, au capitaine, à l'équipage et aux passagers, tant pour eux-mêmes que pour le navire et sa cargaison.

Parties shall enjoy, on the territory of the other, all privileges and exemptions and the same competence as are or may be granted to the consular representatives of a third Power. Such privileges, exemptions and competence shall not, however, be granted to the consular representatives of one of the two countries in the other to a greater extent than to the consular representatives of the other country in the former.

Article 6.

Trading ships belonging to nationals or companies of either of the contracting countries, together with their crews and cargoes, shall, on their arrival in the territory or possessions of the other country, whether coming directly from their country of origin or from another country, and whatever the place of provenance or destination of their cargo, enjoy in all respects treatment as favourable as that granted to the ships, crews and cargoes of the most-favoured nation.

Article 7.

The nationality of ships shall be accepted by each Party as that stated in the documents and certificates issued for this purpose by the competent authorities of the respective States, in conformity with the laws and regulations of each country.

Tonnage certificates and other documents relating to tonnage issued by either of the Contracting Parties shall, if the tonnage measurement has been carried out by the Moorsom system, be accepted by the other Party, and the ships concerned shall not be liable to any fresh tonnage measurement operation in respect of the payment of dues.

Article 8.

In the event of shipwreck, stranding, damage at sea or forced abandonment of a ship belonging to either of the two Contracting Parties in the waters of the other, the ship and its cargo shall enjoy the same privileges and immunities as the laws and regulations of the country concerned grant in similar circumstances to ships of their own nationals. Aid and assistances shall be given to the captain, crew and passengers, in respect both of their persons and of the ship and its cargo, in the same measure as to nationals.

En ce qui concerne le droit de sauvetage, il sera fait application de la législation du pays où le sauvetage a eu lieu.

Les marchandises sauvées d'un navire échoué ou naufragé ne seront assujetties à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient introduites dans le pays pour la consommation intérieure.

Article 9.

Ne seront pas censés déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée, qui est la base du présent traité, les franchises, immunités et privilèges mentionnés ci-après, savoir :

a) Les privilèges qui ont été ou seront accordés à des Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic local à l'intérieur de l'une et l'autre zone frontière (sur une profondeur maxima de 15 kilomètres des deux côtés de la frontière).

b) Les privilèges qui ont été ou qui seront consentis par l'une des Parties contractantes à un tiers Etat en vertu d'une union douanière déjà existante ou qui sera conclue à l'avenir.

c) Les franchises, immunités et privilèges spéciaux que la Lettonie reconnaît ou reconnaîtra à un des Etats baltiques (Finlande, Estonie et Lithuanie) en raison d'accords particuliers. Il en est de même en ce qui concerne les privilèges spéciaux que la Lettonie pourrait accorder à l'Union des Républiques soviétiques socialistes en vertu de conventions ou d'accords douaniers spéciaux.

Article 10.

Le présent traité signé à Riga, sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Athènes aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur le lendemain de l'échange des ratifications, mais sera mis en application provisoire cinq jours après sa signature.

Le présent traité restera en vigueur jusqu'à l'expiration du délai de trois mois à partir de la date où l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre sa résolution de le dénoncer.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Riga, en double exemplaire, le 15 janvier 1938.

(Signé) K. COLLAS. *(Signé)* L. ÊKIS.

As regards salvage rights, the laws of the country in which salvage took place shall apply.

Goods salvaged from a stranded or wrecked ship shall not be subject to any Customs duty unless imported into the country for home consumption.

Article 9.

The exemptions, immunities and privileges hereinafter mentioned shall not be regarded as a breach of the principle of most-favoured-nation treatment :

(a) Privileges which have been or may be granted to contiguous States with a view to facilitating local traffic within the two frontier zones (to a maximum depth of 15 km. on each side of the frontier) ;

(b) Privileges which have been or may be granted by either of the Contracting Parties to a third State in virtue of a Customs union already existing or concluded hereafter ;

(c) The special exemptions, immunities and privileges which Latvia has granted or may grant to one of the Baltic States (Finland, Estonia and Lithuania) in virtue of special agreements. The same applies to any special privileges which Latvia may grant to the Union of Soviet Socialist Republics under the terms of special Customs conventions or agreements.

Article 10.

The present Treaty, signed at Riga, shall be ratified and the ratifications exchanged at Athens as soon as possible. It shall come into force the day after the exchange of ratifications, but its application for the five days following signature shall only be provisional.

The present Treaty shall remain in force until three months have elapsed from the date on which either of the Contracting Parties has notified the other of its intention to terminate it.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Riga, in duplicate, this 15th day of January, 1938.

(Signed) K. COLLAS. *(Signed)* L. ÊKIS.

No. 4533

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation entre le Royaume de Grèce et la République de Lettonie en date d'aujourd'hui les plénipotentiaires des deux Parties contractantes sont convenus de ne pas fixer une durée pour le présent traité étant donné que des consolidations tarifaires n'y sont pas prévues.

Fait à Riga, en double exemplaire, le 15 janvier 1938.

(Signé) K. COLLAS. *(Signé)* L. ÊKIS.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On proceeding to sign the Treaty of Commerce and Navigation between the Kingdom of Greece and the Republic of Latvia, dated this day, the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have agreed not to fix any period of validity for the present Treaty since no consolidated duties are provided for therein.

Done at Riga, in duplicate, this 15th day of January, 1938.

(Signed) K. COLLAS. *(Signed)* L. ÊKIS.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

MINISTRE DES FINANCES
DE LETTONIE.

RIGA, *le* 15 *janvier* 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au moment de signer le Traité de commerce et de navigation gréco-letton, j'ai l'honneur de vous confirmer par la présente que, pour ce qui est de la demande du Gouvernement hellénique concernant l'admission de la clause des Etats de l'Entente balkanique, le Gouvernement letton s'engage de considérer cette clause comme automatiquement incluse et faisant partie intégrante du Traité de commerce et de navigation gréco-letton signé ce jourd'hui le 15 janvier 1938, dans le cas ou la susdite clause aurait été admise comme exception à la clause de la nation la plus favorisée et insérée au même titre que la clause des Etats baltes dans deux traités de commerce à conclure l'un entre la Grèce et l'une des grandes Puissances (Allemagne, France, Grande-Bretagne) et l'autre entre la Grèce et l'un des Pays baltes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) L. ÊKIS.

Son Excellence
Monsieur Kimon Collas,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Grèce en Lettonie.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

MINISTRY OF FINANCE
OF LATVIA.

RIGA, *January* 15*th*, 1938.

SIR,

At the time of signing the Treaty of Commerce and Navigation between Greece and Latvia, I have the honour to confirm to you by the present note that, with regard to the Hellenic Government's request for the acceptance of the clause concerning the States of the Balkan Entente, the Latvian Government undertakes to consider this clause as automatically included in, and an integral part of, the Treaty of Commerce and Navigation between Greece and Latvia, signed this 15th day of January, 1938, provided the said clause is recognised as an exception to the most-favoured-nation clause and inserted on the same terms as the Baltic States clause in two treaties of commerce to be concluded, the one between Greece and one of the Great Powers (Germany, France, Great Britain) and the other between Greece and one of the Baltic States.

I have the honour to be, etc.

(Signed) L. ÊKIS.

His Excellency.
Monsieur Kimon Collas,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of Greece in Latvia.

II.

LÉGATION ROYALE
DE GRÈCE.

RIGA, *le* 15 *janvier* 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre datée du 15 janvier 1938 et conçue dans ces termes :

« MONSIEUR LE MINISTRE,

Au moment de signer le Traité de commerce et de navigation gréco-letton, j'ai l'honneur de vous confirmer par la présente que, pour ce qui est de la demande du Gouvernement hellénique concernant l'admission de la clause des Etats de l'Entente balkanique, le Gouvernement letton s'engage de considérer cette clause comme automatiquement incluse et faisant partie intégrante du Traité de commerce et de navigation gréco-letton signé ce jourd'hui le 15 janvier 1938, dans le cas ou la susdite clause aurait été admise comme exception à la clause de la nation la plus favorisée et insérée au même titre que la clause des Etats baltes dans deux traités de commerce à conclure l'un entre la Grèce et l'une des grandes Puissances (Allemagne, France, Grande-Bretagne) et l'autre entre la Grèce et l'un des Pays baltes. »

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) K. COLLAS.

Son Excellence
Monsieur L. Êkis,
Ministre des Finances
de Lettonie.

Pour copie conforme :

Le Directeur
des Affaires conventionnelles et commerciales
au Min. des Aff. étrangères,
P. Œconomou-Gouras.

II.

ROYAL LEGATION
OF GREECE.

RIGA, *January 15th*, 1938.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter dated January 15th, 1938, which reads as follows :

" SIR,

At the time of signing the Treaty of Commerce and Navigation between Greece and Latvia, I have the honour to confirm to you by the present note that, with regard to the Hellenic Government's request for the acceptance of the clause concerning the States of the Balkan Entente, the Latvian Government undertakes to consider this clause as automatically included in, and an integral part of, the Treaty of Commerce and Navigation between Greece and Latvia, signed this 15th day of January, 1938, provided the said clause is recognised as an exception to the most-favoured-nation clause and inserted on the same terms as the Baltic States clause in two treaties of commerce to be concluded, the one between Greece and one of the Great Powers (Germany, France, Great Britain) and the other between Greece and one of the Baltic States. "

I have the honour to be, etc.

(Signed) K. COLLAS.

His Excellency
Monsieur L. Êkis,
Minister of Finance
of Latvia.

N° 4534.

BULGARIE ET GRÈCE

Echanges de notes comportant des arrangements commerciaux. Sofia, les 25 mai et 16 septembre 1938, et 11 et 15 mars 1938.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Grèce près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le 15 *mars* 1939.

BULGARIA AND GREECE

Exchanges of Notes constituting Commercial Agreements. Sofia, May 25th and September 16th, 1938, and March 11th and 15th, 1938.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Greece to the League of Nations. The registration took place March 15th, 1939.

Nº 4534. — ÉCHANGES DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BULGARE ET HELLÉNIQUE COMPORTANT DES ARRANGEMENTS COMMERCIAUX. SOFIA, LES 25 MAI ET 16 SEPTEMBRE 1938, ET 11 ET 15 MARS 1938.

I.

LÉGATION ROYALE DE GRÈCE.

Nº 1093.

NOTE VERBALE

La Légation royale de Grèce a l'honneur de confirmer au Ministère royal des Affaires étrangères et des Cultes que le Gouvernement royal de Grèce et le Gouvernement royal de Bulgarie, animés du désir de faciliter les échanges commerciaux entre la Grèce et la Bulgarie, ont résolu de s'accorder réciproquement à l'égard des produits naturels ou fabriqués originaires des deux pays respectifs et énumérés ci-dessous, le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée, pour tout ce qui concerne les droits de douane et droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges, auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

a) Produits naturels ou fabriqués d'origine grecque à importer en Bulgarie :

Position du tarif douanier bulgare :	
141	Térébenthine.
314	Articles en cuir non spécialement dénommés.
176 *b)*	Extraits de tannerie.
114	Huile d'olive comestible.
56	Olives.
62 *c)* 1	Raisins secs noirs.
62 *c)* 2	Raisins secs blancs soultanine.
145	Colophane.
60	Amandes.
356	Fils de coton.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4534. — EXCHANGES OF NOTES BETWEEN THE BULGARIAN AND HELLENIC GOVERNMENTS CONSTITUTING COMMERCIAL AGREEMENTS. SOFIA, MAY 25TH AND SEPTEMBER 16TH, 1938, AND MARCH 11TH AND 15TH, 1938.

I.

ROYAL LEGATION OF GREECE.

No. 1093.

NOTE VERBALE.

The Royal Legation of Greece has the honour to confirm to the Royal Ministry of Foreign Affairs and Public Worship that the Royal Government of Greece and the Royal Government of Bulgaria, being desirous of promoting commercial exchanges between Greece and Bulgaria, have decided to grant reciprocally, in respect of the natural or manufactured products originating in the two countries and enumerated below, unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment, in all matters concerning Customs duties and accessory duties, the method of levying duties, and the regulations, formalities and charges which may be required in respect of Customs clearance operations.

(a) Natural or manufactured products of Greek origin imported into Bulgaria :

Designation in the Bulgarian Customs tariff :	
141	Turpentine.
314	Leather articles not specially mentioned.
176 *(b)*	Tanning materials : extracts.
114	Edible olive oil.
56	Olives.
62 *(c)* 1	Black raisins.
62 *(c)* 2	White sultana raisins.
145	Colophony.
60	Almonds.
356	Cotton thread.

Position du tarif douanier bulgare :	
361, 362, 363	Tissus de coton non spécialement dénommés, non blanchis, blanchis et teints.
346	Tissus de laine.
183	Laques et vernis.
184 *a)*	Charbon pour dessiner.
98 *a)*	Cognac.
193 *c)* 1	Acide tartrique.
589	Lie de vin, tartre.
238 *a)*	Marbre.
192 *c)* 4	Acide sulfurique.
77	Légumes de toutes espèces.
245	Plâtre.
248	Pierre ponce.
347	Tapis.
53	Oranges, mandarines.
67 *a)*	Citrons.
112	P tisseries sucrées.
97	Bière.
33	Poissons de toutes sortes en contenants hermétiques.
30	Poissons de toutes sortes frais.
587	Engrais chimiques.
192	Combinaisons chimiques non organiques.
193	Combinaisons chimiques organiques.
196	Sel marin.
136	Mastic.
29	Miel.
329	Déchets de soie naturelle.
452	Plomb en barres.
54	Figues.
98 et 99	Spiritueux et liqueurs de toute sorte.
161	Colle forte.
167	Pâtes pour l'apprêt des tissus.
73	Piment moulu.
122	Huiles et graisses de toutes sortes, non spécialement dénommées pour usages industriels.
128	Savon.
233	Balais.
315	Fourrures.
248	Emeri.
578	Eponges.
279 *b)*	Vitres.
284	Bouteilles.

b) Produits naturels ou fabriqués d'origine bulgare à importer en Grèce :

Classe du tarif douanier grec :	
1 alpha 1-2	Bœufs et taureaux.
1 bêta 1-2	Vaches.
1 gamma 1-2	Buffles.
1 delta	Veaux et bouvillons.
1 epsilon	Brebis et moutons.
1 zêta	Chèvres et boucs.
1 êta	Agneaux et chevreaux pesant jusqu'à 10 kg.

Designation in the Bulgarian Customs tariff :	
361, 362, 363	Cotton tissues not specially mentioned, unbleached, bleached and dyed.
346	Woollen tissues.
183	Lacquers and varnishes.
184 *(a)*	Drawing charcoal.
98 *(a)*	Cognac.
193 *(c)* 1	Tartaric acid.
589	Wine lees, tartar.
238 *(a)*	Marble.
192 *(c)* 4	Sulphuric acid.
77	Vegetables of all kinds.
245	Gypsum.
248	Pumice stone.
347	Carpets.
53	Oranges, mandarines.
67 *(a)*	Lemons.
112	Sugared pastry.
97	Beer.
33	Fish of all kinds in airtight receptacles.
30	Fish of all kinds, fresh.
587	Chemical fertilisers.
192	Inorganic chemical compounds.
193	Organic chemical compounds.
196	Sea salt.
136	Mastic (putty).
29	Honey.
329	Natural silk waste.
452	Lead in bars.
54	Figs.
98 and 99	Spirits and liqueurs of all kinds.
161	Carpenter's glue.
167	Preparations for sizing tissues.
73	All-spice, ground.
122	Oils and greases of all kinds not specially mentioned, for industrial purposes.
128	Soap.
233	Brooms.
315	Furs
248	Emery.
578	Sponges.
279 *(b)*	Glass plates.
284	Bottles.

(b) Natural or manufactured products of Bulgarian origin to be imported into Greece :

Classification in the Greek Customs tariff :	
1 alpha 1–2	Oxen and bulls.
1 beta 1–2	Cows.
1 gamma 1–2	Buffaloes.
1 delta	Calves and young cattle.
1 epsilon	Ewes and sheep.
1 zeta	She-goats and he-goats.
1 eta	Lambs and kids, weighing 10 kg. or less.

Classe du tarif douanier grec :	
1 thêta	Porcs.
1 rho	Volatile en général.
2 alpha 2	Viandes fraîches de porc.
2 alpha 2 *bis*	Porcs abattus, pesant plus de 10 kg. par tête.
2 alpha 5	Viandes fraîches de poulets.
2 bêta 1-7	Viandes en général, préparées exclusivement pour l'alimentation ou avec des condiments sans réduction de la tare des récipients.
2 gamma	Viandes conservées (salées ou en saumure ou fumées), non dénommées ailleurs.
3 alpha 1-6	Fromages.
Ex 3 bêta	Graisses de porc.
3 bêta 3	Beurre de cuisine, fondu, ainsi que beurre de moutons et de chèvres, destiné à être fondu, salé ou non.
3 gamma 1	Lait avec ou sans sucre, sans réduction de la tare des récipients, stérilisé ou non.
3 delta	Œufs de poulets ou œufs d'autres volatiles.
Ex 5	Cocons, ainsi que déchets de cocons.
7 delta 1-2	Maïs.
7 epsilon	Sorgho et maïs blanc.
7 zêta	Millet.
7 êta	Orge.
7 thêta	Avoine.
Ex 7 kappa	Moutarde.
9 alpha-zêta	Légumes secs.
9 iota-kappa	Riz.
9 lambda	Pommes de terre.
15 lambda 1-2	Graines de moutarde.
16 alpha 3	Semences de courges.
16 bêta 3	Graines de tournesol.
Ex 16 lambda	Graines de ricin.
17 thêta 1-2	Huiles végétales, non spécialement dénommées.
28	Sucre.
Ex 33	Mélasse.
44 alpha 1	Bois à brûler.
44 bêta 1-2	Charbons de bois.
45 alpha-épsilon	Bois de pin et de hêtre.
46 alpha-delta	Bois de chêne, de ch taignier, d'orme et d'autres.
59 alpha 1	Charbons de terre.
59 alpha 2	Briquettes.
Ex 203 alpha-delta	Chanvre.
	Œufs en poudre.

Le présent arrangement entre en vigueur en date de ce jour et pourra être dénoncé à tout moment avec un préavis d'un mois.

Les importations de part et d'autre, dûment autorisées au moment de l'expiration de cet arrangement, seront liquidées conformément aux dispositions ci-dessus énoncées.

Classification in the Greek Customs tariff :	
1 theta	Pigs.
1 rho	Poultry generally.
2 alpha 2	Fresh pork.
2 alpha 2 *bis*	Slaughtered pigs, weighing more than 10 kg. per head.
2 alpha 5	Fresh poultry.
2 beta 1–7	Meats in general, prepared exclusively for use as food or with condiments, no tare allowance being made for containers.
2 gamma	Preserved meats (salt, pickled or smoked), not elsewhere mentioned.
3 alpha 1–6	Cheese.
Ex 3 beta	Pig's fat.
3 beta 3	Melted cooking butter, also butter made from sheep's or goat's milk for melting, salted or not.
3 gamma 1	Milk with or without sugar, no tare allowance being made for containers, sterilised or not.
3 delta	Eggs of poultry and other birds.
Ex 5	Cocoons, cocoon waste.
7 delta 1–2	Maize.
7 epsilon	Sorghum and white maize.
7 zeta	Millet.
7 eta	Barley.
7 theta	Oats.
Ex 7 kappa	Mustard.
9 alpha-zeta	Dried vegetables.
9 iota-kappa	Rice.
9 lambda	Potatoes.
15 lambda 1-2	Mustard seed.
16 alpha 3	Pumpkin seed.
16 beta 3	Sunflower seed.
Ex 16 lambda	Castor oil plant seed.
17 theta 1–2	Vegetable oils not specially mentioned.
28	Sugar.
Ex 33	Molasses.
44 alpha 1	Firewood.
44 beta 1–2	Charcoal.
45 alpha-epsilon	Pine and beech wood.
46 alpha-delta	Oak, chestnut, elm and other wood.
59 alpha 1	Mineral coal.
59 alpha 2	Briquettes.
Ex 203 alpha-delta	Hemp.
	Egg powder.

The present Agreement shall come into force on to-day's date and may be denounced at any time at one month's notice.

Imports on both sides, duly authorised at the time of the expiry of the present Agreement, shall be carried out in accordance with the above provisions.

La Légation royale de Grèce saisit cette occasion pour réitérer au Ministère royal des Affaires étrangères et des Cultes les assurances de sa haute considération.

SOFIA, *le* 25 *mai* 1938.

Au Ministère royal
des Affaires étrangères et des Cultes,
En ville.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DES CULTES.
N° 13847-25-II.

SOFIA, *le* 25-V-1938.

NOTE VERBALE

Le Ministère royal des Affaires étrangères et des Cultes a l'honneur de confirmer à la Légation royale de Grèce que le Gouvernement royal de Bulgarie et le Gouvernement royal de Grèce, animés du désir de faciliter les échanges commerciaux entre la Bulgarie et la Grèce, ont résolu de s'accorder réciproquement, à l'égard des produits naturels ou fabriqués originaires des deux pays respectifs et énumérés ci-dessous, le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée, pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

a) Produits naturels ou fabriqués d'origine grecque à importer en Bulgarie :

Position du tarif douanier bulgare :	
141	Térébenthine.
314	Articles en cuir non spécialement dénommés.
176 *b)*	Extraits de tannerie.
114	Huile d'olive comestible.
56	Olives.
62 *c)* 1	Raisins secs noirs.
62 *c)* 2	Raisins secs blancs soultanine.
145	Colophane.
60	Amandes.
356	Fils de coton.

The Royal Legation of Greece avails itself of this opportunity, etc.

SOFIA, *May 25th*, 1938.

The Royal Ministry of Foreign Affairs
and Public Worship,
Sofia.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS AND PUBLIC WORSHIP.
No. 13847-25-II.

SOFIA, *May 25th*, 1938.

NOTE VERBALE.

The Royal Ministry of Foreign Affairs and Public Worship has the honour to confirm to the Royal Legation of Greece that the Royal Government of Bulgaria and the Royal Government of Greece, desirous of promoting commercial exchanges between Bulgaria and Greece, have decided to grant reciprocally, in respect of the natural or manufactured products originating in the two countries and enumerated below, unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment, in all matters concerning Customs duties and accessory duties, the method of levying duties, and the regulations, formalities and charges which may be required in respect of Customs clearance operations.

(a) Natural or manufactured products of Greek origin imported into Bulgaria :

Designation in the Bulgarian Customs tariff :	
141	Turpentine.
314	Leather articles not specially mentioned.
176 *(b)*	Tanning materials : extracts.
114	Edible olive oil.
56	Olives.
62 *(c)* 1	Black raisins.
62 *(c)* 2	White sultana raisins.
145	Colophony.
60	Almonds.
356	Cotton thread.

Position du tarif douanier bulgare :	
361, 362, 363	Tissus de coton non spécialement dénommés, non blanchis, blanchis et teints.
346	Tissus de laine.
183	Laques et vernis.
184 *a)*	Charbon pour dessiner.
98 *a)*	Cognac.
193 *c)* 1	Acide tartrique.
589	Lie de vin, tartre.
238 *a)*	Marbre.
192 *c)* 4	Acide sulfurique.
77	Légumes de toutes espèces.
245	Plâtre.
248	Pierre ponce.
347	Tapis.
53	Oranges, mandarines.
67 *a)*	Citrons.
112	P tisseries sucrées.
97	Bière.
33	Poissons de toutes sortes en contenants hermétiques.
30	Poissons de toutes sortes frais.
587	Engrais chimiques.
192	Combinaisons chimiques non organiques.
193	Combinaisons chimiques organiques.
196	Sel marin.
136	Mastic.
29	Miel.
329	Déchets de soie naturelle.
452	Plomb en barres.
54	Figues.
98 et 99	Spiritueux et liqueurs de toute sorte.
161	Colle forte.
167	Pâtes pour l'apprêt des tissus.
73	Piment moulu.
122	Huiles et graisses de toutes sortes, non spécialement dénommées, pour usages industriels.
128	Savon.
233	Balais.
315	Fourrures.
248	Emeri.
578	Eponges.
279 *b)*	Vitres.
284	Bouteilles.

b) Produits naturels ou fabriqués d'origine bulgare à importer en Grèce :

Classe du tarif douanier grec :	
1 alpha 1-2	Bœufs et taureaux.
1 bêta 1-2	Vaches.
1 gamma 1-2	Buffles.
1 delta	Veaux et bouvillons.
1 epsilon	Brebis et moutons.
1 zêta	Chèvres et boucs.
1 êta	Agneaux et chevreaux pesant jusqu'à 10 kg.

Designation in the Bulgarian Customs tariff :	
361, 362, 363	Cotton tissues not specially mentioned, unbleached, bleached and dyed.
346	Woollen tissues.
183	Lacquers and varnishes.
184 *(a)*	Drawing charcoal.
98 *(a)*	Cognac.
193 *(c)* 1	Tartaric acid.
589	Wine lees, tartar.
238 *(a)*	Marble.
192 *(c)* 4	Sulphuric acid.
77	Vegetables of all kinds.
245	Gypsum.
248	Pumice stone.
347	Carpets.
53	Oranges, mandarines.
67 *(a)*	Lemons.
112	Sugared pastry.
97	Beer.
33	Fish of all kinds in airtight receptacles.
30	Fish of all kinds, fresh.
587	Chemical fertilisers.
192	Inorganic chemical compounds.
193	Organic chemical compounds.
196	Sea salt.
136	Mastic (putty).
29	Honey.
329	Natural silk waste.
452	Lead in bars.
54	Figs.
98 and 99	Spirits and liqueurs of all kinds.
161	Carpenter's glue.
167	Preparations for sizing tissues.
73	All-spice, ground.
122	Oils and greases of all kinds not specially mentioned, for industrial purposes.
128	Soap.
233	Brooms.
315	Furs.
248	Emery.
578	Sponges.
279 *(b)*	Glass plates.
284	Bottles.

(b) Natural or manufactured products of Bulgarian origin to be imported into Greece :

Classification in the Greek Customs tariff :	
1 alpha 1–2	Oxen and bulls.
1 beta 1–2	Cows.
1 gamma 1–2	Buffaloes.
1 delta	Calves and young cattle.
1 epsilon	Ewes and sheep.
1 zeta	She-goats and he-goats.
1 eta	Lambs and kids, weighing 10 kg. or less.

Classe du tarif douanier grec :	
1 thêta	Porcs.
1 rho	Volatile en général.
2 alpha 2	Viandes fraîches de porc.
2 alpha 2 *bis*	Porcs abattus, pesant plus de 10 kg. par tête.
2 alpha 5	Viandes fraîches de poulets.
2 bêta 1-7	Viandes en général, préparées exclusivement pour l'alimentation ou avec des condiments, sans réduction de la tare des récipients.
2 gamma	Viandes conservées (salées ou en saumure ou fumées), non dénommées ailleurs.
3 alpha 1-6	Fromages.
Ex 3 bêta	Graisse de porc.
3 bêta 3	Beurre de cuisine, fondu, ainsi que beurre de moutons et de chèvres, destiné à être fondu, salé ou non.
3 gamma 1	Lait avec ou sans sucre, sans réduction de la tare des récipients, stérilisé ou non.
3 delta	Œufs de poule ou œufs d'autres volailles.
Ex 5	Cocons, ainsi que déchets de cocons.
7 delta 1-2	Maïs.
7 epsilon	Sorgho et maïs blanc.
7 zêta	Millet.
7 êta	Orge.
7 thêta	Avoine.
Ex 7 kappa	Moutarde.
9 alpha-zêta	Légumes secs.
9 iota-kappa	Riz.
9 lambda	Pommes de terre.
15 lambda 1-2	Graines de moutarde.
16 alpha 3	Semences de courges.
16 bêta 3	Graines de tournesol.
Ex 16 lambda	Graines de ricin.
17 thêta 1-2	Huiles végétales, non spécialement dénommées.
28	Sucre.
Ex 33	Mélasse.
44 alpha 1	Bois à brûler.
44 bêta 1-2	Charbons de bois.
45 alpha-épsilon	Bois de pin et de hêtre.
46 alpha-delta	Bois de chêne, de châtaignier, d'orme et d'autres.
59 alpha 1	Charbons de terre.
59 alpha 2	Briquettes.
Ex 203 alpha-delta	Chanvre. Œufs en poudre.

Le présent arrangement entre en vigueur en date de ce jour et pourra être dénoncé à tout moment avec un préavis d'un mois.

Les importations de part et d'autre, dûment autorisées au moment de l'expiration de cet arrangement, seront liquidées conformément aux dispositions ci-dessus énoncées.

Classification in the Greek Customs tariff:	
1 theta	Pigs.
1 rho	Poultry generally.
2 alpha 2	Fresh pork.
2 alpha 2 *bis*	Slaughtered pigs, weighing more than 10 kg. per head.
2 alpha 5	Fresh poultry.
2 beta 1-7	Meats in general, prepared exclusively for use as food or with condiments, no tare allowance being made for containers.
2 gamma	Preserved meats (salt, pickled or smoked), not elsewhere mentioned.
3 alpha 1-6	Cheese.
Ex 3 beta	Pig's fat.
3 beta 3	Melted cooking butter, also butter made from sheep's or goat's milk for melting, salted or not.
3 gamma 1	Milk with or without sugar, no tare allowance being made for containers, sterilised or not.
3 delta	Eggs of poultry and other birds.
Ex 5	Cocoons, cocoon waste.
7 delta 1-2	Maize.
7 epsilon	Sorghum and white maize.
7 zeta	Millet.
7 eta	Barley.
7 theta	Oats.
Ex 7 kappa	Mustard.
9 alpha-zeta	Dried vegetables.
9 iota-kappa	Rice.
9 lambda	Potatoes.
15 lambda 1-2	Mustard seed.
16 alpha 3	Pumpkin seed.
16 beta 3	Sunflower seed.
Ex 16 lambda	Castor oil plant seed.
17 theta 1-2	Vegetable oils not specially mentioned.
28	Sugar.
Ex 33	Molasses.
44 alpha 1	Firewood.
44 beta 1-2	Charcoal.
45 alpha-epsilon	Pine and beech wood.
46 alpha-delta	Oak, chestnut, elm and other wood.
59 alpha 1	Mineral coal.
59 alpha 2	Briquettes.
Ex 203 alpha-delta	Hemp. Egg powder.

The present Agreement shall come into force on to-day's date and may be denounced at any time at one month's notice.

Imports on both sides, duly authorised at the time of the expiry of the present Agreement, shall be carried out in accordance with the above provisions.

Le Ministère royal des Affaires étrangères et des Cultes saisit cette occasion pour réitérer à la Légation royale de Grèce les assurances de sa haute considération.

A la Légation royale de Grèce,
En ville.

I.

LÉGATION ROYALE DE GRÈCE
A SOFIA.
N° 1845.

NOTE VERBALE

Comme suite à sa note verbale *sub* N° 1093 du 25 mai dernier, la Légation royale de Grèce a l'honneur de confirmer au Ministère royal des Affaires étrangères et des Cultes que le Gouvernement royal de Grèce et le Gouvernement royal de Bulgarie, animés du désir de faciliter les échanges commerciaux entre les deux pays et de compléter les arrangements pris à la date ci-haut mentionnée, ont résolu ce qui suit :

1° Chacun des deux pays aura la faculté de comprendre dans la liste des produits de l'autre pays jouissant du traitement inconditionnel et illimité de la clause de la nation la plus favorisée tout autre produit dont il jugerait utile l'importation.

2° Le traitement inconditionnel et illimité de la clause de la nation la plus favorisée sera étendu aux navires battant pavillon des deux pays dans leurs ports respectifs.

Le présent arrangement entre en vigueur en date de ce jour et pourra être dénoncé à tout moment avec un préavis d'un mois.

La Légation royale saisit cette occasion pour réitérer au Département royal les assurances de sa haute considération.

SOFIA, *le* 16 *septembre* 1938.

Au Ministère royal des Affaires
étrangères et des Cultes,
En ville.

The Royal Ministry of Foreign Affairs and Public Worship avails itself of this opportunity, etc.

The Royal Legation of Greece,
Sofia.

I.

ROYAL LEGATION OF GREECE,
SOFIA.
No. 1845.

NOTE VERBALE.

With reference to its Note Verbale No. 1093 of May 25th last, the Royal Legation of Greece has the honour to confirm to the Royal Ministry of Foreign Affairs and Public Worship that the Royal Government of Greece and the Royal Government of Bulgaria, desirous of promoting commercial exchanges between the two countries and of completing the arrangements made at the above-mentioned date, have decided as follows :

(1) Each of the two countries shall be entitled to include in the list of products of the other country enjoying unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment any other product the importation of which it may regard as desirable.

(2) Unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment shall be extended to vessels flying the flag of either country in their respective ports.

The present Agreement shall come into force on the present date and may be denounced at any time at one month's notice.

The Royal Legation avails itself of this opportunity, etc.

SOFIA, *September 16th*, 1938.

The Royal Ministry of Foreign Affairs
and Public Worship,
Sofia.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DES CULTES.

N° 22277-42-II.

SOFIA, *le* 16-IX-1938.

NOTE VERBALE

Comme suite à sa note verbale N° 13847-25-II du 25 mai dernier, le Ministère royal des Affaires étrangères et des Cultes a l'honneur de confirmer à la Légation royale de Grèce que le Gouvernement royal de Bulgarie et le Gouvernement royal de Grèce, animés du désir de faciliter les échanges commerciaux entre les deux pays et de compléter les arrangements pris à la date ci-haut mentionnée, ont résolu ce qui suit :

1° Chacun des deux pays aura la faculté de comprendre dans la liste des produits de l'autre pays jouissant du traitement inconditionnel et illimité de la clause de la nation la plus favorisée tout autre produit, dont il jugerait utile l'importation.

2° Le traitement inconditionnel et illimité de la clause de la nation la plus favorisée sera étendu aux navires battant pavillon des deux pays dans leurs ports respectifs.

Le présent arrangement entre en vigueur en date de ce jour et pourra être dénoncé à tout moment avec un préavis d'un mois.

Le Ministère royal des Affaires étrangères et des Cultes saisit cette occasion pour réitérer à la Légation royale de Grèce les assurances de sa haute considération.

A la Légation royale de Grèce,
En ville.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS AND PUBLIC WORSHIP.

No. 22277-42-II.

SOFIA, *September 16th*, 1938.

NOTE VERBALE.

With reference to its Note Verbale No. 13847-25-II of May 25th last, the Royal Ministry of Foreign Affairs and Public Worship has the honour to confirm to the Royal Legation of Greece that the Royal Government of Bulgaria and the Royal Government of Greece, desirous of promoting commercial exchanges between the two countries and completing the arrangements made at the above-mentioned date, have decided as follows :

(1) Each of the two countries shall be entitled to include in the list of products of the other country enjoying unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment any other product the importation of which it may regard as desirable.

(2) Unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment shall be extended to vessels flying the flag of either country in their respective ports.

The present Agreement shall come into force on the present date and may be denounced at any time at one month's notice.

The Royal Ministry of Foreign Affairs and Public Worship avails itself of this opportunity, etc.

The Royal Legation of Greece,
Sofia.

I.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DES CULTES.

N° 382-39-II.

SOFIA, *le* 11-III-1938.

NOTE VERBALE

Le Ministère royal des Affaires étrangères et des Cultes a l'honneur de porter à la connais-

I.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS AND PUBLIC WORSHIP.

No. 382-39-II.

SOFIA, *March 11th*, 1938.

NOTE VERBALE.

The Royal Ministry of Foreign Affairs and Public Worship has the honour to inform the

sance de la Légation de Grèce qu'il est prêt, sur la base de la réciprocité, à supprimer la formalité de la légalisation des certificats d'origine, accompagnant des marchandises de part et d'autre. Dans ces conditions, les certificats d'origine délivrés par les autorités compétentes en Grèce seront acceptés où de droit en Bulgarie sans leur exiger de légalisation ou de traduction. De même, les certificats d'origine bulgare, délivrés par les Chambres de commerce et d'industrie bulgares à Sofia, Plovdiv, Bourgas, Varna et Roussé devront être également acceptés où de droit en Grèce sans leur exiger la légalisation ou la traduction. Les certificats d'origine bulgare seront établis en langue française.

En portant ce qui précède à la connaissance de la Légation de Grèce, le Ministère royal des Affaires étrangères et des Cultes a l'honneur de la prier de vouloir bien lui communiquer son accord avec ce qui précède, ainsi que de l'aviser quelles sont les autorités compétentes en Grèce qui auront à délivrer les certificats d'origine grecque.

Le Ministère royal des Affaires étrangères et des Cultes profite de l'occasion pour réitérer à l'honorable Légation les assurances de sa haute considération.

A la Légation de Grèce,
En ville.

II.

LÉGATION ROYALE DE GRÈCE.

N° 491.

NOTE VERBALE

Se référant à la note verbale *sub* N° 382-39-II du Ministère royal des Affaires étrangères et des Cultes, en date du 11 courant, la Légation royale de Grèce a l'honneur de porter à sa connaissance, qu'ainsi qu'il résulte de ses instructions, le Gouvernement royal hellénique est prêt, sur la base de la réciprocité, à supprimer la formalité de la légalisation des certificats d'origine accompagnant des marchandises de part et d'autre.

Dans ces conditions, les certificats d'origine délivrés par les Chambres de commerce et d'industrie bulgares à Sofia, Plovdiv, Bourgas, Varna et Roussé seront acceptés où de droit

Legation of Greece that it is prepared, on a basis of reciprocity, to abolish the formality of legalising certificates of origin accompanying goods coming from either of the two Parties. In these circumstances, certificates of origin issued by the competent authorities in Greece shall be duly accepted in Bulgaria, without the requirement of legalisation or translation. Similarly, certificates of Bulgarian origin issued by the Bulgarian Chambers of Commerce and Industry at Sofia, Plovdiv, Burgas, Varna and Russe shall also be duly accepted in Greece, without the requirement of legalisation or translation. The Bulgarian certificates of origin shall be drawn up in the French language.

In bringing the above to the notice of the Legation of Greece, the Royal Ministry of Foreign Affairs and Public Worship has the honour to request the Legation to be so good as to communicate its agreement with the above and to notify it which are the competent authorities in Greece who will have to issue Greek certificates of origin.

The Royal Ministry of Foreign Affairs and Public Worship avails itself of this opportunity, etc.

The Legation of Greece,
Sofia.

II.

ROYAL LEGATION OF GREECE.

No. 491.

NOTE VERBALE.

With reference to Note Verbale No. 382-39-II from the Royal Ministry of Foreign Affairs and Public Worship, dated the 11th instant, the Royal Legation of Greece has the honour to inform the Royal Ministry that, according to its instructions, the Royal Government of Greece is prepared, on a basis of reciprocity, to abolish the formality of legalising certificates of origin accompanying goods coming from either of the two Parties.

In these circumstances, certificates of origin issued by the Bulgarian Chambers of Commerce and Industry at Sofia, Plovdiv, Burgas, Varna and Russe shall be duly accepted in Greece

en Grèce sans leur exiger de légalisation ou de traduction. De même, les certificats d'origine grecs, délivrés par les autorités compétentes en Grèce devront être également acceptés où de droit en Bulgarie sans leur exiger la légalisation ou la traduction. Les certificats d'origine grecs seront établis en langue française.

En portant ce qui précède à la connaissance du Ministère royal, la Légation de Grèce se réserve de lui communiquer ultérieurement quelles sont les autorités en Grèce qui auront à délivrer les certificats d'origine en question.

La Légation de Grèce saisit cette occasion pour renouveler au Ministère royal les assurances de sa haute considération.

SOFIA, *le* 15 *mars* 1938.

Au Ministère royal des Affaires étrangères et des Cultes,
En ville.

Pour copie conforme :

p. le Directeur des Affaires conventionnelles et commerciales au Min. des Aff. étrangères,
B. Demertzis.

without the requirement of legalisation or translation. Similarly, certificates of Greek origin issued by the competent authorities in Greece shall also be duly accepted in Bulgaria, without the requirement of legalisation or translation. The Greek certificates of origin shall be made out in the French language.

In bringing the above to the notice of the Royal Ministry, the Legation of Greece stipulates that it will communicate later which authorities in Greece will have to issue the certificates of origin in question.

The Legation of Greece avails itself of this opportunity, etc.

SOFIA, *March* 15*th*, 1938.

The Royal Ministry of Foreign Affairs and Public Worship,
Sofia.

N° 4535.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET POLOGNE

Accord concernant la limitation des armements navals et l'échange de renseignements relatifs aux constructions navales, et protocole de signature, signés à Londres, le 27 avril 1938, échange de notes y relatif de la même date, et protocole modifiant l'accord susmentionné, signé à Londres, le 22 juillet 1938.

Textes officiels anglais et polonais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement a eu lieu le 15 *mars* 1939.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND POLAND

Agreement providing for the Limitation of Naval Armament and the Exchange of Information concerning Naval Construction, and Protocol of Signature, signed at London, April 27th, 1938, Exchange of Notes relating thereto of the same Date, and Protocol modifying the above-mentioned Agreement, signed at London, July 22nd, 1938.

English and Polish official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took place March 15*th*, 1939.

No. 4535. — AGREEMENT [1] BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE POLISH GOVERNMENT PROVIDING FOR THE LIMITATION OF NAVAL ARMAMENT AND THE EXCHANGE OF INFORMATION CONCERNING NAVAL CONSTRUCTION. SIGNED AT LONDON, APRIL 27TH, 1938.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE POLISH GOVERNMENT,

Desiring to make provision for the limitation of naval armaments and for the exchange of information concerning naval construction,

Have agreed as follows :

PART I. — DEFINITIONS.

Article 1.

For the purposes of the present Agreement, the following expressions are to be understood in the sense hereinafter defined:

A. — *Standard Displacement.*

(1) The standard displacement of a surface vessel is the displacement of the vessel complete, fully manned, engined, and equipped ready for sea, including all armament and ammunition, equipment, outfit, provisions and fresh water for crew, miscellaneous stores and implements of every description that are intended to be carried in war, but without fuel or reserve feed water on board.

(2) The standard displacement of a submarine is the surface displacement of the vessel complete (exclusive of the water in non-watertight structure), fully manned, engined, and equipped ready for sea, including all armament and ammunition, equipment, outfit, provisions for crew, miscellaneous stores and implements of every description that are intended to be carried in war, but without fuel, lubricating oil, fresh water or ballast water of any kind on board.

(3) The word " ton " except in the expression " metric tons " denotes the ton of 2,240 lb. (1,016 kilog.).

B. — *Categories.*

(1) *Capital Ships* are surface vessels of war belonging to one of the two following sub-categories :

(a) Surface vessels of war, other than aircraft-carriers, auxiliary vessels, or capital ships of sub-category *(b)*, the standard displacement of which exceeds 10,000 tons (10,160 metric tons) or which carry a gun with a calibre exceeding 8 in. (203 mm.).

(b) Surface vessels of war, other than aircraft-carriers, the standard displacement of which does not exceed 8,000 tons (8,128 metric tons) and which carry a gun with a calibre exceeding 8 in. (203 mm.).

---

[1] The exchange of ratifications took place at London, November 22nd, 1938.
Came into force November 22nd, 1938.

By a communication received in the Secretariat on November 16th, 1939, His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in the United Kingdom informed the Secretary-General that :

> In consequence of the state of war which exists with Germany, and in accordance with Article 24 of this Agreement, all the obligations of His Majesty's Government in the United Kingdom under this Agreement have been suspended indefinitely.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N° 4535. — UKŁAD [1] POMIĘDZY RZĄDEM POLSKI A RZĄDEM ZJEDNOCZONEGO KRÓLESTWA WIELKIEJ BRYTANJI I PÓŁNOCNEJ IRLANDJI W SPRAWIE OGRANICZENIA ZBROJEŃ MORSKICH I WYMIANY INFORMACYJ DOTYCZĄCYCH BUDOWLI MORSKICH, PODPISANY W LONDYNIE DNIA 27-GO KWIETNIA, 1938 r.

RSĄD ZJEDNOCZONEGO KRÓLESTWA WIELKIEJ BRYTANII I PÓŁNOCNEJ IRLANDJI i RZĄD POLSKI,

kierowane chęcią ograniczenia zbrojeń morskich i wymiany informacyj dotyczących budowli morskich zgodziły się na następujące postanowienia :

CZĘŚĆ I. — DEFINICJ.

Artykuł 1.

Następujące określenia, służące celom zawieranego układu należy rozumieć w sensie ustalonym poniżej :

A. — *Standartowa Wyporność.*

(1) Wyporność standartowa okrętu nawodnego jest to wyporność okrętu wykończonego, z pełną załogą, zaopatrzonego we wszystkie mechanizmy, wyekwipowanego do wyjścia na morze, włącznie z pełnym uzbrojeniem i amunicją, z wyposażeniem, urządzeniem, żywnością i wodą słodką dla załogi, z wszelkiego rodzaju zapasa mi i narzędziami, które okręt ma posiadać w czasie wojny, jednak bez paliwa i zapasu wody do kotłów.

(2) Wyporność standartowa okrętu podwodnego jest to wyporność wynurzonego, wykończonego okrętu (nie wliczając wody znajdującej się w przedziałach niewodoszczelnych), z pełną załogą, zaopatrzonego we wszystkie mechanizmy, wyekwipowanego do wyjścia na morze, włącznie z pełnym uzbrojeniem i amunicją, z wyposażeniem, urządzeniem, z żywnością dla załogi, z wszelkiego rodzaju zapasami i narzędziami, które okręt ma posiadać w czasie wojny, jednak bez paliwa, smarów, słodkiej wody oraz wody balastowej jakiegokolwiek rodzaju.

(3) Słowo « tona », za wyjątkiem wyrażenia « tona metryczna » oznacza 2,240 funtów (1,016 kg.).

B. — *Kategorie.*

(1) *Okręty liniowe* są to nawodne okręty wojenne należące do jednej z dwóch następujących podkategorii :

(a) Nawodne okręty wojenne, inne niż lotniskowce, okręty pomocnicze albo okręty liniowe z podkategorii *(b)*, których standartowa wyporność przekracza 10,000 ton (10,160 ton metrycznych), albo które posiadają działo o kalibrze ponad 8 cali (203 mm.) ;

(b) Nawodne okręty wojenne, inne niż lotniskowce, których wyporność standartowa nie przekracza 8,000 ton (8,128 ton metrycznych) i które posiadają działo o kalibrze ponad 8 cali (203 mm.).

---

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 22 novembre 1938.
Entré en vigueur le 22 novembre 1938.
Par une communication reçue au Secrétariat le 16 novembre 1939, le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a informé le Secrétaire général que, :

En conséquence de l'état de guerre qui existe avec l'Allemagne et conformément à l'article 24 de cet accord, toutes les obligations découlant de cet accord pour le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni ont été indéfiniment suspendues.

(2) *Aircraft-Carriers* are surface vessels of war, whatever their displacement, designed or adapted primarily for the purpose of carrying and operating aircraft at sea. The fitting of a landing-on or flying-off deck on any vessel of war, provided such vessel has not been designed or adapted primarily for the purpose of carrying and operating aircraft at sea, shall not cause any vessel so fitted to be classified in the category of aircraft-carriers.

The category of aircraft-carriers is divided into two sub-categories as follows :

(a) Vessels fitted with a flight deck, from which aircraft can take off, or on which aircraft can land from the air.

(b) Vessels not fitted with a flight deck as described in *(a)* above.

(3) *Light Surface Vessels* are surface vessels of war other than aircraft-carriers, minor war vessels or auxiliary vessels, the standard displacement of which exceeds 100 tons (102 metric tons) and does not exceed 10,000 tons (10,160 metric tons), and which do not carry a gun with a calibre exceeding 8 in. (203 mm.).

The category of light surface vessels is divided into three sub-categories as follows :

(a) Vessels which carry a gun with a calibre exceeding 6.1 in. (155 mm.).

(b) Vessels which do not carry a gun with a calibre exceeding 6.1 in. (155 mm.) and the standard displacement of which exceeds 3,000 tons (3,048 metric tons).

(c) Vessels which do not carry a gun with a calibre exceeding 6.1 in. (155 mm.) and the standard displacement of which does not exceed 3,000 tons (3,048 metric tons).

(4) *Submarines* are all vessels designed to operate below the surface of the sea.

(5) *Minor War Vessels* are surface vessels of war, other than auxiliary vessels, the standard displacement of which exceeds 100 tons (102 metric tons) and does not exceed 2,000 tons (2,032 metric tons), provided they have none of the following characteristics :

(a) Mount a gun with a calibre exceeding 6.1 in. (155 mm.).
(b) Are designed or fitted to launch torpedoes.
(c) Are designed for a speed greater than 20 knots.

(6) *Auxiliary Vessels* are naval surface vessels the standard displacement of which exceeds 100 tons (102 metric tons), which are normally employed on fleet duties or as troop transports, or in some other way than as fighting ships, and which are not specifically built as fighting ships, provided they have none of the following characteristics :

(a) Mount a gun with a calibre exceeding 6.1 in. (155 mm.).
(b) Mount more than eight guns with a calibre exceeding 3 in. (76 mm.).
(c) Are designed or fitted to launch torpedoes.
(d) Are designed for protection by armour plate.
(e) Are designed for a speed greater than 28 knots.
(f) Are designed or adapted primarily for operating aircraft at sea.
(g) Mount more than two aircraft-launching apparatus.

(7) *Small Craft* are naval surface vessels the standard displacement of which does not exceed 100 tons (102 metric tons).

C. — *Over Age.*

Vessels of the following categories and sub-categories shall be deemed to be " over-age " when the undermentioned number of years have elapsed since completion :

	Years
(a) Capital ships	26
(b) Aircraft-carriers	20
(c) Light surface vessels, sub-categories *(a)* and *(b)* :	
(i) If laid down before the 1st January, 1920	16
(ii) If laid down after the 31st December, 1919	20
(d) Light surface vessels, sub-category *(c)*	16
(e) Submarines	13

(2) *Lotniskowce* są to nawodne okręty wojenne, o dowolnej wyporności, wybudowane lub urządzone przedewszystkim dla celów transportowania i umożliwienia akcji samolotów na morzu. Jeżeli dany okręt nie został wybudowany lub urządzony przedewszystkim dla celów transportowania i umożliwienia akcji samolotów na morzu, to późniejsze urządzenie na nim pokładu do lądowania lub do startowania nie będzie powodem do zaklasyfikowania go do kategorii lotniskowców.

Kategoria lotniskowców dzieli się na dwie następujące podkategorie :

(a) Okręty posiadające pokład lotniczy, z którego samoloty mogą startować i na którym mogą lądować ;

(b) Okręty, które takiego pokładu (opisanego pod *(a)*) nie posiadają.

(3) *Lekkie okręty nawodne* są to nawodne okręty wojenne, inne niż lotniskowce, mniejsze okręty wojenne, albo okręty pomocnicze, których standartowa wyporność przekacza 100 ton (102 tony metryczne) a nie przekracza 10,000 ton (10,160 ton metrycznych) i które nie posiadają działa o kalibrze ponad 8 cali (203 mm.).

Kategoria lekkich okrętów nawodnych dzieli się na trzy następujące podkategorie :

(a) Okręty, które posiadają działo o kalibrze ponad 6.1 cali (155 mm.) ;

(b) Okręty, które nie posiadają działa o kalibrze ponad 6.1 cali (155 mm.), a których wyporność standartowa przekacza 3,000 ton (3,048 ton metrycznych) ;

(c) Okręty, które nie posiadają działa o kalibrze ponad 6.1 cali (155 mm.), a których wyporność standartowa nie przekracza 3,000 ton (3,048 ton metrycznych) ;

(4) *Okręty podwodne* są to wszystkie okręty, przeznaczone do akcji pod powierzchnią morza.

(5) *Małe okręty wojenne* są to nawodne okręty wojenne, inne niż okręty pomocnicze, których standartowa wyporność przekracza 100 ton (102 tony metryczne) a nie przekracza 2,000 ton (2,032 tony metryczne) z zastrzeżeniem, że :

(a) Ich uzbrojenie artyleryjskie nie przekracza kalibru 6.1 cali (155 mm.) ;

(b) Nie są przystosowane lub wyposażone w uzbrojenie torpedowe ;

(c) Nie są przystosowane do osiągania szybkości ponad 20 węzłów.

(6) *Okręty pomocnicze* są to okręty nawodne marynarki, których standartowa wyporność przekracza 100 ton (102 tony metryczne), a które normalnie używane są do służby przy flocie, albo jako okręty do transportu wojska, albo też dla celów innych niż te, którym służą okręty bojowe i które nie są specjalnie zbudowane jako okręty bojowe, z zastrzeżeniem że :

(a) Ich uzbrojenie artyleryjskie nie przekracza kalibru 6.1 cali (155 mm).) ;

(b) Nie posiadają więcej jak 8 dział o kalibrze ponad 3 cale (76 mm.) ;

(c) Nie są przystosowane lub wyposażone w uzbrojenie torpedowe ;

(d) Nie są przystosowane do opancerzenia ;

(e) Nie są przystosowane do rozwijania szybkości ponad 28 węzłów ;

(f) Nie są w założeniu swoim przeznaczone lub przystosowane przedewszystkim do akcji samolotów na morzu ;

(g) Nie posiadają więcej niż dwie wyrzutnie dla samolotów.

(7) *Drobne okręty* są to nawodne okręty marynarki, których standartowa wyporność nie przekracza 100 ton (102 tony metryczne).

C. — *Okres prekluzyjny.*

Okręty należące do niżej wymienionych kategoryj i podkategoryj będą uważane za « przestarzałe, » jeżeli od chwili ich wykończenia upłynął następujący okres czasu — dla :

	lat.
(a) Okrętów liniowych	26
(b) Lotniskowców	20
(c) Lekkich okrętów nawodnych podkategoryj *(a)* i *(b)* :	
(i) Jeżeli zostały założone na pochylni przed 1.I.1920 . .	16
(ii) Jeżeli zostały założone na pochylni po 31.XII.1919 . .	20
(d) Lekkich okrętów nawodnych podkategorii *(c)*	16
(e) Okrętów podwodnych	13

D. — *Month.*

The word " month " in the present Agreement with reference to a period of time denotes the month of thirty days.

PART II. — LIMITATION.

Article 2.

After the date of the coming into force of the present Agreement, no vessel exceeding the limitations as to displacement or armament prescribed by this Part of the present Agreement shall be acquired by either Contracting Government or constructed by, for or within the jurisdiction of either Contracting Government.

Article 3.

No vessel which at the date of the coming into force of the present Agreement carries guns with a calibre exceeding the limits prescribed by this Part of the present Agreement shall, if reconstructed or modernised, be rearmed with guns of a greater calibre than those previously carried by her.

Article 4.

(1) No capital ship shall exceed 35,000 tons (35,560 metric tons) standard displacement.

(2) No capital ship shall carry a gun with a calibre exceeding 16 in. (406 mm.).

(3) No capital ship of sub-category *(a)*, the standard displacement of which is less than 17,500 tons (17,780 metric tons), shall be laid down or acquired prior to the 1st January, 1943.

(4) No capital ship, the main armament of which consists of guns of less than 10 in. (254 mm.) calibre, shall be laid down or acquired prior to the 1st January, 1943.

Article 5.

(1) No aircraft-carrier shall exceed 23,000 tons (23,368 metric tons) standard displacement or carry a gun with a calibre exceeding 6.1 in. (155 mm.).

(2) If the armament of any aircraft-carrier includes guns exceeding 5.25 in. (134 mm.) in calibre, the total number of guns carried which exceed that calibre shall not be more than ten.

Article 6.

(1) No light surface vessel of sub-category *(b)* exceeding 8,000 tons (8,128 metric tons) standard displacement, and no light surface vessel of sub-category *(a)* shall be laid down or acquired prior to the 1st January, 1943.

(2) Notwithstanding the provisions of paragraph (1) above, if the requirements of the national security of either Contracting Government are, in the opinion of that Government, materially affected by the actual or authorised amount of construction by any Government of light surface vessels of sub-category *(b)*, or of light surface vessels not conforming to the restrictions of paragraph (1) above, such Contracting Government shall, upon notifying the other Contracting Government of its intentions and the reasons therefor, have the right to lay down or acquire light surface vessels of sub-categories *(a)* and *(b)* of any standard displacement up to 10,000 tons (10,160 metric tons) subject to the observance of the provisions of Part III of the present Agreement. The other Contracting Government shall thereupon be entitled to exercise the same right.

(3) It is understood that the provisions of paragraph (1) above constitute no undertaking expressed or implied to continue the restrictions therein prescribed after the year 1942.

D. — *Miesiąc.*

Słowo « miesiąc » użyte w niniejszym Układzie w odniesieniu do okresu czasu oznacza miesiąc o 30 dniach.

CZĘŚĆ II. — OGRANICZENIA.

Artykuł 2.

Po dacie wejścia w życie Układu niniejszego Układające się Rządy nie nabędą dla siebie, ani w granicach własnej jurysdykcji nie zbudują same i nie zamówią dla siebie żadnego okrętu, przekraczającego granice wyporności lub uzbrojenia przewidziane w tej części niniejszego Układu.

Artykuł 3.

Okręt, który w dniu wejścia w życie niniejszego Układu posiada działa o kalibrze przekraczającym granice przewidziane w tej części niniejszego Układu, nie może wrazie przebudowy lub zmodernizowania być ponownie uzbrojony w działa większego kalibru od dział poprzednio przez niego posiadanych.

Artykuł 4.

(1) Okręt liniowy nie może posiadać wyporności standartowej przekraczającej 35,000 ton (35,560 ton metrycznych).

(2) Okręt liniowy nie może posiadać działa o kalibrze ponad 16 cali (406 mm.).

(3) Żaden okręt liniowy, należący do podkategorii *(a)*, a posiadający standartową wyporność mniejszą niż 17,500 ton (17,780 ton metrycznych) nie może być założony na pochylni lub zakupiony przed 1. stycznia 1943 r.

(4) Żaden okręt liniowy, którego główne uzbrojenie składałoby się z dział o kalibrze mniejszym jak 10 cali (254 mm.) nie może być założony na pochylni lub zakupiony przed 1. stycznia 1943 r.

Artykuł 5.

(1) Lotniskowiec nie może mieć wyporności standartowej przekraczającej 23,000 ton (23,368 ton metrycznych), ani też posiadać działa o kalibrze ponad 6.1 cali (155 mm.).

(2) Jeżeli uzbrojenie jakiegokolwiek lotniskowca obejmuje działa o kalibrze ponad 5.25 cali (134 mm.), ogólna ilość dział o tym kalibrze nie może przekraczać liczby dziesięciu.

Artykuł 6.

(1) Żaden lekki okręt nawodny z podkategorii *(b)* o wyporności standartowej ponad 8,000 ton (8.128 ton metrycznych), ani też żaden lekki okręt nawodny z podkategorii *(a)*, nie mogą być założone na pochylni, ani też nabyte przed 1. stycznia 1943 r.

(2) Niezależnie od postanowień powyższego par. 1-ego, każdy z Układających się Rządów—o ile w jego mniemaniu bezpieczeństwo jego kraju jest istotnie zagrożone ze strony jakiegokolwiek Rządu przez rzeczywistą lub zatwierdzoną ilość budowli lekkich okrętów nawodnych podkategorii *(b)*, lub też lekkich okrętów nawodnych niezgodnych z ograniczeniami powyższego paragrafu (1)—będzie miał prawo, po zanotyfikowaniu drugiemu Układającemu się Rządowi swych zamiarów oraz powodów które je wywołały,—założenia na pochylni lub nabycia lekkich okrętów nawodnych podkategorii *(a)* i *(b)* o wszelkiej standartowej wyporności aż do 10.000 ton (10,160 ton metrycznych) przy zachowaniu postanowień Części III-ej niniejszego Układu. Drugi Układający się Rząd będzie w takim wypadku upoważniony do korzystania z tego samego prawa.

(3) Rozumie się, że postanowienia powyższego paragrafu 1-ego nie stanowią ani wyraźnego ani domniemanego zobowiązania do przedłużenia przewidzianych w nim ograniczeń na czas po roku 1942.

Article 7.

No submarine shall exceed 2,000 tons (2,032 metric tons) standard displacement or carry a gun exceeding 5.1 in. (130 mm.) in calibre.

Article 8.

Every vessel shall be rated at its standard displacement, as defined in Article 1 A of the present Agreement.

Article 9.

No preparations shall be made in merchant ships in time of peace for the installation of warlike armaments for the purpose of converting such ships into vessels of war, other than the necessary stiffening of decks for the mounting of guns not exceeding 6.1 in. (155 mm.) in calibre.

Article 10.

Vessels which were laid down before the date of the coming into force of the present Agreement, the standard displacement or armament of which exceeds the limitations or restrictions prescribed in this Part of the present Agreement for their category or sub-category, or vessels which before that date were converted to target use exclusively or retained exclusively for experimental or training purposes under the provisions of any previous international agreement, shall retain the category or designation which applied to them before the said date.

PART III. — Advance Notification and Exchange of Information.

Article 11.

(1) Each Contracting Government shall communicate every year to the other Contracting Government information, as hereinafter provided, regarding its annual programme for the construction and acquisition of all vessels of the categories and sub-categories mentioned in Article 12 *(a)*, whether or not the vessels concerned are constructed within its own jurisdiction, and periodical information giving details of such vessels and of any alterations to vessels of the said categories or sub-categories already completed.

(2) For the purposes of this and the succeeding Parts of the present Agreement, information shall be deemed to have reached the Government of the United Kingdom on the date on which it is communicated to the British Representative in Warsaw and the Polish Government on the date on which it is communicated to the Polish Representative in London.

(3) This information shall be treated as confidential until published by the Contracting Government supplying it.

Article 12.

The information to be furnished under the preceding Article in respect of vessels constructed by or for a Contracting Government shall be given as follows; and so as to reach the other Contracting Government within the periods or at the times mentioned :

(a) Within the first four months of each calendar year, the Annual Programme of construction of all vessels of the following categories and sub-categories, stating the number of vessels of each category or sub-category and, for each vessel, the calibre of the largest gun. The categories and sub-categories in question are :

Capital Ships :
- Sub-category *(a)*.
- Sub-category *(b)*.

Aircraft-Carriers :
- Sub-category *(a)*.
- Sub-category *(b)*.

Light Surface Vessels :
- Sub-category *(a)*.
- Sub-category *(b)*.
- Sub-category *(c)*.

Submarines.

Artykuł 7.

Okręty podwodne nie mogą mieć wyporności standartowej przekraczającej 2,000 ton (2,032 ton metrycznych), ani też posiadać działa o kalibrze ponad 5.1 cali (130 mm.).

Artykuł 8.

Każdy okręt będzie klasyfikowany—stosownie do jego standartowej wyporności—według Art. 1 A. niniejszego Układu.

Artykuł 9.

Żadne przygotowania do instalacji uzbrojenia wojennego na statkach handlowych, celem zamiany ich na okręty wojenne, nie mogą być dokonywane w czasie pokoju, poza usztywnieniem pokładów, pozwalającym na zainstalowanie na nich dział o kalibrze nie przekraczającym 6.1 cali (155 mm.).

Artykuł 10.

Okręty założone na pochylni przed wejściem w życie niniejszego Układu, a których standartowa wyporność lub uzbrojenie przekracza przepisane w niniejszej Części tego Układu ograniczenia danych kategoryj czy podkategoryj, albo też okręty, które przed tą datą zostały przystosowane do służenia wyłącznie jako okręty—tarcze, lub zatrzymane wyłącznie dla celów doświadczalnych albo wyszkoleniowych, stosownie do jakiegokolwiek poprzedniego międzynarodowego porozumienia, będą nadal zaliczone do tej samej kategorii lub zatrzymają to samo określenie, które miały przed wejściem w życie niniejszego Układu.

CZĘŚĆ III. — UPRZEDZANIE I WYMIANA INFORMACJI.

Artykuł 11.

(1) Każdy z Układających się Rządów zobowiązuje się przesyłać co roku drugiemu Rządow informacje wymienione poniżej, dotyczące rocznego programu budowy i nabywania wszystkich okrętów, należących do kategoryj i podkategoryj wymienionych w Art. 12 *(a)*, bez względu na to, czy dane okręty są wybudowane w granicach własnej jurysdykcji, czy też nie, oraz periodycznie, szczegółowe informacje o tych okrętach i o wszelkich zmianach już dokonanych na okrętach danych kategoryj, czy podkategoryj.

(2) W związku z tą i następnemi częściami niniejszego Układu uznaje się, że informacje są zakomunikowane Rządowi Zjednoczonego Królestwa z chwilą gdy zostaną złożone Przedstawicielowi Brytyjskiemu w Warszawie i że są zakomunikowane Rządowi Polskiemu z chwilą gdy zostaną złożone Przedstawicielowi Polskiemu w Londynie.

(3) Informacje powyższe będą uważane za poufne aż do chwili ich ogłoszenia przez ten z Układających się Rządów, który ich udzielił.

Artykuł 12.

Informacje, o okrętach wybudowanych przez Układający się Rząd albo dla niego, których należy udzielać zgodnie z poprzednim artykułem, winny być podane jak następuje i tak, aby doszły do wiadomości drugiego Układającego się Rządu w następujących terminach :

(a) W ciągu pierwszych czterech miesięcy każdego roku kalendarzowego roczny program budowy wszystkich okrętów niżej wymienionych kategorii i podkategorii, z wyszczególnieniem ilości okrętów każdej kategorii lub podkategorii, a dla każdego okrętu kalibru największego działa. Kategorie te i podkategorie są następujące :

Okręty liniowe :
Podkategoria *(a)*,
Podkategoria *(b)*,

Lotniskowce :
Podkategoria *(a)*,
Podkategoria *(b)*,

Lekkie okręty nawodne :
Podkategoria *(a)*,
Podkategoria *(b)*,
Podkategoria *(c)*,

Okręty podwodne.

(b) Not less than four months before the date of the laying of the keel, the following particulars in respect of each such vessel :

Name or designation ;
Category and sub-category ;
Standard displacement in tons and metric tons ;
Length at waterline at standard displacement ;
Extreme beam at or below waterline at standard displacement ;
Mean draught at standard displacement ;
Designed horse-power ;
Designed speed ;
Type of machinery ;
Type of fuel ;
Number and calibre of all guns of 3 in. (76 mm.) calibre and above ;
Approximate number of guns of less than 3 in. (76 mm.) calibre ;
Number of torpedo tubes ;
Whether designed to lay mines ;
Approximate number of aircraft for which provision is to be made.

(c) As soon as possible after the laying-down of the keel of each such vessel, the date on which it was laid.

(d) Within one month after the date of completion of each such vessel, the date of completion together with all the particulars specified in paragraph *(b)* above relating to the vessel on completion.

(e) Annually during the month of January, in respect of vessels belonging to the categories and sub-categories mentioned in paragraph *(a)* above :

(i) Information as to any important alterations which it may have proved necessary to make during the preceding year in vessels under construction, in so far as these alterations affect the particulars mentioned in paragraph *(b)* above.

(ii) Information as to any important alterations made during the preceding year in vessels previously completed, in so far as these alterations affect the particulars mentioned in paragraph *(b)* above.

(iii) Information concerning vessels which may have been scrapped or otherwise disposed of during the preceding year. If such vessels are not scrapped, sufficient information shall be given to enable their new status and condition to be determined.

(f) Not less than four months before undertaking such alterations as would cause a completed vessel to come within one of the categories or sub-categories mentioned in paragraph *(a)* above, or such alterations as would cause a vessel to change from one to another of the said categories or sub-categories ; information as to her intended characteristics as specified in paragraph *(b)* above.

Article 13.

No vessel coming within the categories or sub-categories mentioned in Article 12 *(a)* shall be laid down by either Contracting Government until after the expiration of a period of four months both from the date on which the Annual Programme in which the vessel is included, and from the date on which the particulars in respect of that vessel prescribed by Article 12 *(b)*, have reached the other Contracting Government.

Article 14.

If a Contracting Government intends to acquire a completed or partially completed vessel coming within the categories or sub-categories mentioned in Article 12 *(a)*, that vessel shall be declared at the same time and in the same manner as the vessels included in the Annual Programme prescribed in the said Article. No such vessel shall be acquired until after the expiration of a period

(b) Conajmniej na 4 miesiące przed założeniem okrętu na pochylnię—następujące szczegóły, odnoszące się do każdego z tych okrętów :

Nazwa lub określenie.
Kategoria i podkategoria.
Standartowa wyporność w tonach i tonach metrycznych.
Długość wzdłuz linji wodnej przy standartowej wyporności.
Największa szerokość wzdłuż albo pod linią wodną przy standartowej wyporności.
Srednie zanurzenie przy standartowej wyporności.
Przewidziana siła w HP.
Przewidziana szybkość.
Typ maszyn.
Rodzaj paliwa.
Ilość i kaliber wszystkich dział o kalibrze 3 cale (76 mm.) i powyżej.
Przybliżona ilość dział o kalibrze mniejszym niż 3 cale (76 mm.).
Ilość wyrzutni torpedowych.
Czy są one przystosowane do stawiania min.
Przybliżona ilość samolotów, dla których mają być zrobione instalacje.

(c) Po założeniu okrętu na pochylni należy podać w jak najkrótszym czasie dokładną datę założenia okrętu.

(d) W przeciągu miesiąca od ukończenia każdego z tych okrętów datę ukończenia wraz ze wszystkimi szczegółami, wymienionymi w par. *(b)* dotyczącymi ukończonego okrętu.

(e) Co roku w ciągu miesiąca stycznia, jeśli chodzi o okręty, należące do kategoryj i podkategoryj wymienionych w powyższym par. *(a)* :

(i) Informacje o wszelkich ważnych zmianach, które trzeba było wprowadzić w roku poprzedzającym w okrętach znajdujących się w budowie, jeżeli zmiany te dotyczą szczegółów wymienionych w par. *(b)* j.w.

(ii) Informacje o wszelkich ważnych zmianach, jeżeli dotyczą one szczegółów wymienionych w par. *(b)* j.w., które wprowadzono w roku poprzedzającym na okrętach ukończonych poprzednio.

(iii) Informacje dotyczące okrętów, które w roku poprzedzającym zostały zniszczone lub zdeklasowane w jakikolwiek sposób. Jeżeli okręty nie zostały zniczczone to należy dostarczyć informacyj wystarczających dla ustalenia ich nowych cech charakterystycznych i przeznaczenia.

(f) Conajmniej na cztery miesiące przed przeprowadzeniem takich zmian, które umożliwiają zaliczenie gotowego okrętu do jednej z kategoryj lub podkategoryj wymienionych w powyższym par. *(a)* lub takich zmian, które wpłynęły na przesunięcie okrętu z jednej do drugiej z wymienionych kategoryj lub podkategoryj ; informacje dotyczące zamierzonych właściwości okrętu wyszczególnione w powyższym par. *(b)*.

Artykuł 13.

Okręty należące do kategoryj lub podkategoryj wyszczególnionych w Art. 12 *(a)*, mogą być założone na pochylnię przez każdy z Układających się Rządów, dopiero po upływie czterech miesięcy tak od dnia otrzymania drugi z Układających się Rządów Rocznego Programu, w którym dany okręt jest uwzględniony jak od dnia otrzymania szczegółów odnoszących się do danego okrętu, przewidzianych w Art. 12 *(b)*.

Artykuł 14.

Jeżeli jeden z Układających się Rządów pragnie nabyć gotowy lub częściowo gotowy okręt podpadający pod kategorie lub podkategorie, wymienione w Art. 12 *(a)*, wówczas okręt ten należy zadeklarować jednocześnie i w ten sam sposób, jak okręty objęte Rocznym programem, przewidzianym we wspomnianym artykule.

of four months from the date on which such declaration has reached the other Contracting Government. The particulars mentioned in Article 12 *(b)*, together with the date on which the keel was laid, shall be furnished in respect of such vessel so as to reach the other Contracting Government within one month after the date on which the contract for the acquisition of the vessel was signed. The particulars mentioned in Article 12 *(d)*, *(e)* and *(f)* shall be given as therein prescribed.

Article 15.

At the time of communicating the Annual Programme prescribed by Article 12 *(a)*, each Contracting Government shall inform the other Contracting Government of all vessels included in its previous Annual Programmes and declarations that have not yet been laid down or acquired, but which it is the intention to lay down or acquire during the period covered by the first-mentioned Annual Programme.

Article 16.

If, before the keel of any vessel coming within the categories or sub-categories mentioned in Article 12 *(a)* is laid, any important modification is made in the particulars regarding her which have been communicated under Article 12 *(b)*, information concerning this modification shall be given, and the laying of the keel shall be deferred until at least four months after this information has reached the other Contracting Government.

Article 17.

Neither Contracting Government shall lay down or acquire any vessel of the categories or sub-categories mentioned in Article 12 *(a)*, which has not previously been included in its Annual Programme of construction or declaration of acquisition for the current year or in any earlier Annual Programme or declaration.

Article 18.

If the construction, modernisation or reconstruction of any vessel coming within the categories or sub-categories mentioned in Article 12 *(a)*, which is for the order of a Government not a party to the present Agreement, is undertaken within the jurisdiction of either Contracting Government, that Government shall promptly inform the other Contracting Government of the date of the signing of the contract and shall also give as soon as possible in respect of the vessel all the information mentioned in Article 12 *(b)*, *(c)* and *(d)*.

Article 19.

Each Contracting Government shall give lists of all its minor war vessels and auxiliary vessels with their characteristics, as enumerated in Article 12 *(b)*, and information as to the particular service for which they are intended, so as to reach the other Contracting Government within one month after the date of the coming into force of the present Agreement ; and, so as to reach the other Contracting Government within the month of January in each subsequent year, any amendments in the lists and changes in the information.

Article 20.

Each Contracting Government shall communicate to the other Contracting Government, so as to reach the latter within one month after the date of the coming into force of the present Agreement, particulars, as mentioned in Article 12 *(b)*, of all vessels of the categories or sub-categories mentioned in Article 12 *(a)*, which are then under construction for the first-named Contracting Government, whether or not such vessels are being constructed within its own jurisdiction, together with similar particulars relating to any such vessels then under construction within its own jurisdiction for a Government not a party to the present Agreement.

Article 21.

(1) At the time of communicating the initial Annual Programme of construction and declaration of acquisition, each Contracting Government shall inform the other Contracting

Okręt taki może być nabyty dopiero po upływie czterech miesięcy od dnia otrzymania odpowiedniej deklaracji przez drugi Układający się Rząd.

Informacje dotyczące szczegółów wymienionych w Art. 12 *(b)* oraz daty założenia okrętu na pochylni, muszą być przesłane drugiemu Układającemu się Rządowi w ciągu miesiąca od dnia podpisania umowy o nabyciu danego okrętu. Szczegóły przewidziane w Art. 12 *(d)*, *(e)* i *(f)* powinny być dostarczone zgodnie z postanowieniami tego artykułu.

Artykuł 15.

W chwili komunikowania Rocznego Programu, przewidzianego w Art. 12 *(a)*, każdy z Układających się Rządów powinien informować drugi Układający się Rząd o wszystkich okrętach wymienionych w poprzednich Rocznych Programach i deklaracjach, które nie zostały jednak założone na pochylni, lub nabyte, ale które dany Rząd zamierza założyć lub nabyć w czasokresie ważności komunikowanego Programu Rocznego.

Artykuł 16.

Jeżeli przed założeniem na pochylni jakiegoś okrętu, zaliczonego do kategorji, czy podkategorji wymienionych w Art. 12 *(a)*, poczynione zostaną ważne zmiany w szczegółach dotyczących tego okrętu, określonych w Art. 12 *(b)*, informacje o powyższych zmianach powinny być podane i założenie okrętu na pochylni wstrzymane conajmniej na cztery miesiące, licząc od daty otrzymania przez drugi Układający się Rząd powyższych informacyj.

Artykuł 17.

Żaden z Układających się Rządów nie założy na pochylni ani nie nabędzie okrętu zaliczonego do kategorji lub podkategorji wymienionych w Art. 12 *(a)*, jeżeli okręt ten nie był uprzednio wymieniony w Rocznym Programie budowy, albo w deklaracji o nabyciu na rok bieżący, bądź we wcześniejszych Programach Rocznych lub deklaracjach.

Artykuł 18.

Jeżeli jeden z Układających się Rządów podejmie się w granicach swej jurysdykcji wybudowania, zmodernizowania albo przebudowania jakiegokolwiek okrętu, zaliczonego do kategorji lub podkategorji wymienionych w Art. 12 *(a)*—dla Rządu, który Układu niniejszego nie podpisał, to jest on zobowiązany zawiadomić drugi Układający się Rząd, w możliwie krótkim terminie, o dacie podpisania takiego kontraktu, oraz przesłać jak najprędzej szczegóły dotyczące okrętu, wymienione w Art. 12 *(b)*, *(c)* i *(d)*.

Artykuł 19.

Każdy z Układających się Rządów zobowiązuje się podać spis wszystkich swych małych wojennych i pomocniczych okrętów, wraz z ich cechami, wyliczonemi w Art. 12 *(b)*, oraz informacje co do celów, jakim okręty te mają służyć, tak, by drugi z Układających się Rządów otrzymał je w ciągu miesiąca od daty wejścia w życie niniejszego Układu. Późniejsze zaś poprawki w spisach i zmiany informacji, powinny być dostarczone drugiemu Układającemu się Rządowi w miesiącu styczniu każdego następnego roku.

Artykuł 20.

Każdy z Układających się Rządów zobowiązuje się do zawiadomienia drugiego Układającego się Rządu w ten sposób, aby zawiadomienia doszło w ciągu miesiąca od daty wejścia w życie niniejszego Układu, o szczegółach wymienionych w Art. 12 *(b)*, odnoszących się do wszelkich okrętów kategorji lub podkategorji wymienionych w Art. 12 *(a)*, które w danym czasie są budowane dla tego Rządu bez względu na to, czy okręty te budowane są w granicach własnej jurysdykcji, czy też nie, wraz z podobnymi informacjami dotyczącymi okrętów budowanych w granicach własnej jurysdykcji dla jakiegokolwiek Rządu, który do niniejszego Układu nie należy.

Artykuł 21.

(1) Każdy z Układających się Rządów w chwili komunikowania pierwszego Programu Rocznego o budowie i deklaracji o zakupie powienien poinforpować drugi Układający się Rząd

Government of any vessels of the categories or sub-categories mentioned in Article 12 *(a)*, which have been previously authorised and which it is the intention to lay down or acquire during the period covered by the said Programme.

(2) Nothing in this Part of the present Agreement shall prevent either Contracting Government from laying down or acquiring, at any time during the four months following the date of the coming into force of the Agreement, any vessel included, or to be included, in its initial Annual Programme of construction or declaration of acquisition, or previously authorised, provided that the information prescribed by Article 12 *(b)* concerning each vessel shall be communicated so as to reach the other Contracting Government within one month after the date of the coming into force of the present Agreement.

(3) The initial Annual Programme of construction and declaration of acquisition, to be communicated under Articles 12 *(a)* and 14, shall reach the other Contracting Government within one month after the date of the coming into force of the present Agreement.

PART IV. — GENERAL AND SAFEGUARDING CLAUSES.

Article 22.

Neither Contracting Government shall, by gift, sale or any mode of transfer, dispose of any of its surface vessels of war or submarines in such a manner that such vessel may become a surface vessel of war or a submarine in any foreign navy. This provision shall not apply to auxiliary vessels.

Article 23.

(1) Nothing in the present Agreement shall prejudice the right of either Contracting Government, in the event of loss or accidental destruction of a vessel, before the vessel in question has become over-age, to replace such vessel by a vessel of the same category or sub-category as soon as the particulars of the new vessel mentioned in Article 12 *(b)* shall have reached the other Contracting Government.

(2) The provisions of the preceding paragraph shall also govern the immediate replacement, in such circumstances, of a light surface vessel of sub-category *(b)* exceeding 8,000 tons (8,128 metric tons) standard displacement, or of a light surface vessel of sub-category *(a)*, before the vessel in question has become over-age, by a light surface vessel of the same sub-category of any standard displacement up to 10,000 tons (10,160 metric tons).

Article 24.

(1) If either Contracting Government should become engaged in war, such Contracting Government may, if it considers the naval requirements of its defence are materially affected, suspend, in so far as it is concerned, any or all of the obligations of the present Treaty, provided that such Contracting Government shall promptly notify the other Contracting Government that the circumstances require such suspension, and shall specify the obligations it is considered necessary to suspend.

(2) The other Contracting Government shall in such case promptly examine the situation thus presented with a view to deciding on the obligations of the present Agreement, if any, which that Contracting Government may deem it necessary to suspend ; and may in consequence suspend, in so far as it is concerned, any or all of the obligations of the present Agreement, provided that notice is promptly given to the Contracting Government effecting the suspension under the preceding paragraph of the obligations which it is considered necessary to suspend.

(3) On the cessation of hostilities, the Contracting Governments shall consult together with a view to fixing a date upon which the obligations of the Agreement which have been suspended shall again become operative, and to agreeing upon any amendments in the present Agreement which may be considered necessary.

Article 25.

(1) In the event of any vessel not in conformity with the limitations and restrictions as to standard displacement and armament prescribed by Articles 4, 5 and 7 of the present Agreement

o wszystkich okrętach należących do kategorji lub podkategorji, wymienionych w Art. 12 *(a)*, których budowa została uprzednio zatwierdzona, a które Rząd w okresie trwania podanego Programu Rocznego zamierza założyć na pochylni lub nabyć.

(2) Żadne postanowienie tej Części niniejszego Układu nie przeszkadza któremukolwiek z Układających się Rządów, w czasie czterech miesięcy od dnia wejścia w życie Układu w założeniu na pochylni lub nabyciu jakiegokolwiek okrętu już wliczonego lub mającego być wliczonym do pierwszego Programu Rocznego budowy lub do deklaracji o zakupie, bądź poprzednio zatwierdzonego—pod warunkiem, że informacje przewidziane w Art. 12 *(b)*, dotyczące każdego okrętu, będą przesłane tak, by drugi Układający się Rząd otrzymał je w przeciągu miesiąca od daty wejścia w życie niniejszego Układu.

(3) Pierwszy Program Roczny budowy i deklaracja o zakupie—przewidziane w Art. 12 *(a)* i 14—powinny być otrzymane przez każdy z Układających się Rządów w przeciągu miesiąca, od dnia wejścia w życie niniejszego Układu.

CZĘŚĆ IV. — KLAUZULE OGÓLNE I GWARANCYJNE.

Artykuł 22.

Żaden z Układających się Rządów nie uczyni darowizny, nie sprzeda, ani w jakikolwiek bądź inny sposób nie odstąpi żadnego nawodnego ani podwodnego okrętu tak, by mogły one być użyte jako okręt nawodny lub podwodny Marynarki obcej. Zastrzeżenie to nie dotyczy okrętów pomocniczych.

Artykuł 23.

(1) Wrazie straty lub przypadkowego zniszczenia nieprzestarzałego okrętu, klauzule niniejszego Układu nie stoją na przeszkodzie temu, by każdy z Układających się Rządów okręt taki zastąpił okrętem tej samej kategorji, albo podkategorji, i to natychmiast po otrzymaniu przez drugi Układający się Rząd szczegółów, wymienionych w Art. 12 *(b)*, dotyczących nowego okrętu.

(2) Postanowienia poprzedniego paragrafu dotyczą również natychmiastowego zastąpienia —w tychże okolicznościach—lekkich okrętów nawodnych podkategorji *(b)*, o wyporności standartowej ponad 8,000 ton (8,128 ton metrycznych) albo lekkich okrętów nawodnych podkategorji *(a)* —(jeżeli okręt o którym mowa, nie jest przestarzały), przez lekkie okręty nawodne tej samej podkategorji, o wyporności standartowej nie przekraczającej 10,000 ton (10,160 ton metrycznych).

Artykuł 24.

(1) Wrazie gdyby którykolwiek z Układających się Rządów znajdował się w stanie wojny, to może on—jeżeli uważa, że wymogi jego obrony morskiej są istotnie zagrożone—zawiesić w swoim zakresie stosowanie poszczególnych albo wszystkich zobowiązań niniejszego Układu, jednak pod warunkiem niezwłocznego zawiadomienia drugiego Układającego się Rządu o okolicznościach wymagających takiego zawieszenia, przyczem powinien wyliczyć te zobowiązania, które uważa za potrzebne zawiesić.

(2) W takim wypadku drugi Układający się Rząd zastanowi się bezzwłocznie nad wytworzoną w ten sposób sytuacją celem powzięcia decyzji co do tych zobowiązań niniejszego Układu, które będzie eventualnie uważał za konieczne zawiesić ; w konsekwencji, ma on prawo zawiesić w swoim zakresie poszczególne lub wszystkie zowowiązania niniejszego Układu, pod warunkiem zakomunikowania tego niezwłocznie temu Układającemu się Rządowi, który, stosownie do poprzedniego paragrafu pierwszy wypowiedział czasowo niniejszy Układ.

(3) Po zaprzestaniu działań wojennych Układające się Rządy skomunikują się wzajemnie, celem ustalenia daty, od której zawieszone warunki Układu zaczną obowiązywać na nowo, a także ustalą wszelkie poprawki, których wprowadzenie do niniejszego Układu mogłoby być uznane za potrzebne.

Artykuł 25.

(1) W wypadku zatwierdzenia budowy, wybudowania lub nabycia przez jakikolwiek Rząd nie należący do niniejszego Układu okrętu, nie odpowiadającego warunkom przepisanym przez

being authorised, constructed or acquired by a Government not a party to the present Agreement, each Contracting Government reserves the right to depart if, and to the extent to which, it considers such departures necessary in order to meet the requirements of its national security :

(a) During the remaining period of the Agreement, from the limitation and restrictions of Articles 3, 4, 5, 6 (1) and 7 ; and

(b) During the current year, from its Annual Programmes of construction and declarations of acquisition.

This right shall be exercised in accordance with the following provisions :

(2) Either Contracting Government who considers it necessary that such right should be exercised, shall notify the other Contracting Government to that effect, stating precisely the nature and extent of the proposed departures and the reasons therefor.

(3) The Contracting Governments shall thereupon consult together and endeavour to reach an agreement with a view to reducing to a minimum the extent of the departures which may be made.

(4) On the expiration of a period of three months from the date of the first of any notifications which may have been given under paragraph (2) above, each of the Contracting Governments shall, subject to any agreement which may have been reached to the contrary, be entitled to depart during the remaining period of the present Agreement from the limitations and restrictions prescribed in Articles 3, 4, 5, 6 (1) and 7 thereof.

(5) On the expiration of the period mentioned in the preceding paragraph, either Contracting Government shall be at liberty, subject to any agreement which may have been reached during the consultations provided for in paragraph (3) above, and on informing the other Contracting Government, to depart from its Annual Programmes of construction and declaration of acquisition and to alter the characteristics of any vessels building or which have already appeared in its Programmes or declarations.

(6) In such event, no delay in the acquisition, the laying of the keel, or the altering of any vessel shall be necessary by reason of any of the provisions of Part III of the present Agreement. The particulars mentioned in Article 12 *(b)* shall, however, be communicated to the other Contracting Government before the keels of any vessels are laid. In the case of acquisition, information relating to the vessel shall be given under the provisions of Article 14.

Article 26.

(1) If the requirements of the national security of either Contracting Government should, in the opinion of that Government, be materially affected by any change of circumstances, other than those provided for in Articles 6 (2), 24 and 25 of the present Agreement, such Contracting Government shall have the right to depart for the current year from its Annual Programmes of construction and declarations of acquisition. The amount of construction by either Government to the Agreement, within the limitations and restrictions thereof, shall not, however, constitute a change of circumstances for the purposes of the present Article. The above-mentioned right shall be exercised in accordance with the following provisions :

(2) Such Contracting Government shall, if it desires to exercise the above-mentioned right, notify the other Contracting Government to that effect, stating in what respects it proposes to depart from its Annual Programmes of construction and declarations of acquisition, giving reasons for the proposed departure.

(3) The Contracting Governments will thereupon consult together with a view to agreement as to whether any departures are necessary in order to meet the situation.

(4) On the expiration of a period of three months from the date of the first of any notifications which may have been given under paragraph (2) above, each of the Contracting Governments shall, subject to any agreement which may have been reached to the contrary, be entitled to depart from its Annual Programmes of construction and declarations of acquisition, provided notice is promptly given to the other Contracting Government stating precisely in what respects it is proposed so to depart.

Art. 4, 5 i 7 Układu, dotyczącym standartowej wyporności i uzbrojenia, każdy z Układających się Rządów rezerwuje sobie prawo odchyleń od powziętych zobowiązań w granicach, które uważa za wskazane, ażeby zadośćuczynić bezpieczeństwu swego kraju :

(a) Na cały pozostały okres ważności niniejszego Układu—od ograniczeń artykułów 3, 4, 5, 6 (1) i 7,

(b) Oraz na dany rok bieżący—od Rocznego Programu budowy oraz deklaracji o zakupie.

Prawo to będzie wykonywane według następujących postanowień :

(2) Każdy z Układających się Rządów, jeżeli będzie uważał za konieczne skorzystać z tego prawa, zawiadomi o tym drugi Układający się Rząd, określając dokładnie charakter i rozmiary proponowanych odchyleń oraz ich przyczyny.

(3) Układające się Rządy skomunikują się celem osiągnięcia porozumienia co do zmniejszenia do minimum rozmiaru odchyleń, które mogą być zrobione.

(4) Po upływie trzech miesięcy od daty pierwszej notyfikacji, dokonanej w myśl powyższego paragrafu 2, każdy z Układających się Rządów jest uprawniony—przy uwzględnieniu wszelkich przeciwnych postanowień, co do których mogło nastąpić porozumienie — odstąpić od ograniczeń i restrykcyj przewidzianych w artykułach 3, 4, 5 ,6, (1) i 7 niniejszego Układu na pozostały okres jego ważności.

(5) Po upływie okresu czasu wymienionego w powyższym paragrafie, każdy z Układających się Rządów może—przy uwzględnieniu wszelkich porozumień, które mogły być osiągnięte podczas konsultacji przewidzianej w paragrafie 3 i po zawiadomieniu drugiego Układającego się Rządu —odstąpić od Programu Rocznego budowy i deklaracji o zakupie i zmienić cechy okrętów budujących się albo przewidzianych w Programach i deklaracjach.

(6) W takim wypadku żadna zwłoka tak w nabywaniu, w zakładaniu na pochylni, jak i w zmianach wprowadzanych do oktętów, na podstawie Części III. niniejszego Układu, nie będzie konieczna. Jednakowoż szczegóły wymienione w Art. 12 *(b)* powinny być przesłane drugiemu Układającemu się Rządowi przed założeniem okrętu na pochylni. Wrazie zakupu—informacje dotyczące danego okrętu winny być przesłane zgodnie z Art. 14.

Artykuł 26.

(1) Jeżeli względy bezpieczeństwa kraju jednego z Układających się Rządów będą, zdaniem tego Rządu, poważnie zagrożone, z powodu zmiany okoliczności innych niż te, które zostały wymienione w Art. 6 (2), 24 i 25 niniejszego Układu, to Rząd ten może w danym roku odstąpić od Swojego Programu Rocznego budowy i deklaracji o zakupie.

Jednakowoż ogólna ilość budowli, dokonanych przez każdy z Układających się Rządów w granicach ograniczeń i restrykcji tego Układu nie może być uważana—w związku z niniejszym artykułem —za zmianę okoliczności.

Powyższe prawo będzie wykonywane według następujących postanowień :

(2) Jeżeli jeden z Układających się Rządów pragnie z powyższego prawa skorzystać, powinien o tym zawiadomić drugi Układający się Rząd, stwierdzając w jakich granicach ma zamiar odstąpić od Programu Rocznego budowy i deklaracji o zakupie, oraz podając przyczyny proponowanych odchyleń.

(3) W tym wypadku Układające się Rządy skomunikują się, celem ustalenia czy w danej sytuacji, jakiekolwiek odstępstwa od omawianych ograniczeń są potrzebne.

(4) Po upływie okresu trzech miesięcy od daty pierwszego zawiadomienia, w myśl paragrafu (2), każdy z Układających się Rządów jest uprawniony—przy uwzględnieniu wszelkich przeciwnych postanowień, co do których mogło nastąpić porozumienie—odstąpić od Rocznego Programu budowy i deklaracji o zakupie, pod warunkiem, że zawiadomi o tem w jaknajkrótszym czasie drugi Układający się Rząd, podając dokładne powody takiego postępowania.

(5) In such event, no delay in the acquisition, the laying of the keel, or the altering of any vessel shall be necessary by reason of any of the provisions of Part III of the present Agreement. The particulars mentioned in Article 12 *(b)* shall, however, be communicated to the other Contracting Government before the keels of any vessels are laid. In the case of acquisition, information relating to the vessel shall be given under the provisions of Article 14.

PART V. — FINAL CLAUSES.

Article 27.

The present Agreement shall remain in force until the 31st December, 1942.

Article 28.

(1) The Contracting Governments will, during the last quarter of 1940, consult together with a view to entering into a new agreement for the reduction and limitation of naval armament.

(2) In the course of the consultation referred to in the preceding paragraph, views shall be exchanged in order to determine whether, in the light of the circumstances then prevailing and the experience gained in the interval in the design and construction of capital ships, it may be possible to agree upon a reduction in the standard displacement or calibre of guns of capital ships to be constructed under future annual programmes, and thus, if possible, to bring about a reduction in the cost of capital ships.

Article 29.

None of the provisions of the present Agreement shall constitute a precedent for any future treaty.

Article 30.

The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged in London as soon as possible. It shall come into force immediately on the exchange of ratifications.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate in London, the 27th day of April, 1938, in English and Polish, both texts being equally authentic.

(L. S.) HALIFAX. *(L. S.)* Edward RACZYŃSKI.
(L. S.) Duff COOPER. *(L. S.)* Tadeusz J. M. STOKLASA.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of signing the Agreement bearing this day's date, the undersigned, duly authorised to that effect by their respective Governments, have agreed as follows :

1. If, before the coming into force of the above-mentioned Agreement, the naval construction of any Power, or any change of circumstances, should appear likely to render undesirable the coming into force of the Agreement in its present form, the Contracting Governments will consult as to whether it is desirable to modify any of its terms to meet the situation thus presented.

2. The present Protocol, of which the English and Polish texts shall both be equally authentic, shall come into force on this day's date.

In faith whereof the undersigned have signed the present Protocol and have affixed thereto their seals.

Done in London, the 27th day of April, nineteen hundred and thirty-eight.

(L. S.) HALIFAX. *(L. S.)* Edward RACZYŃSKI.
(L. S.) Duff COOPER. *(L. S.)* Tadeusz J. M. STOKLASA.

(5) W takim wypadku żadna zwłoka tak w nabywaniu, w zakładaniu na pochylni, jak i w zmianach wprowadzanych do okrętów nie będzie konieczna na podstawie Części III niniejszego Układu. Jednakowoż szczegóły wymienione w Art. 12 *(b)* powinny być przesłane drugiemu Układającemu się Rządowi przed założeniem okrętu na pochylni. Wrazie zakupu—informacje dotyczące danego okrętu winny być przesłane zgodnie z Art. 14.

CZĘŚĆ V. — POSTANOWIENIA KONCOWE.

Artykuł 27.

Układ nimejszy pozostanie w mocy do dnia 31. grudnia 1942 r.

Artykuł 28.

(1) Układające się Rządy porozumieją się w ciagu ostatniego kwartału 1940 r., w celu zawarcia nowego Układu o zmniejszeniu i ograniczeniu zbrojeń morskich.

(2) W czasie konsultacji, o której mowa w poprzednim paragrafie zostaną wymienione poglądy celem ustalenia, czy w świetle okoliczności w danej chwili przeważających i doświadczenia nabytego w międzyczasie w projektowaniu i budowie okrętów liniowych, będzie możliwe zgodzić się na zmniejszenie standartowej wyporności lub kalibru dział okrętów liniowych, które miałyby być zbudowane na podstawie przyszłych programów rocznych, aby w ten sposób, o ile okaże się to możliwe, doprowadzić do zmniejszenia kosztów okrętów liniowych.

Artykuł 29.

Żadne z postanowień niniejszego Układu nie będzie stanowiło precedensu dla jakiegokolwiek przyszłego traktatu.

Artykuł 30.

Niniejszy Układ będzie ratyfikowany i dokumenty ratyfikacyjne zostaną wymienione w Londynie możliwie jaknajprędzej. Wejdzie on w życie z chwilą wymiany dokumentów ratyfikacyjnych.

Na dowód czego niżej podpisani, należycie w tym celu upoważnieni, podpisali niniejszy Układ i wycisnęli na nim swe pieczęcie.

Sporządzono w dwóch oryginalnych egzemplarzach w Londynie, dnia 27 kwietnia 1938 r. w języku angielskim i polskim, przyczym obydwa teksty są jednakowo miarodajne.

(L. S.) HALIFAX. *(L. S.)* Edward RACZYŃSKI.
(L. S.) Duff COOPER. *(L. S.)* Tadeusz J. M. STOKLASA.

PROTOKOŁ PODPISANIA.

W chwili podpisania Układu noszącego datę dnia dzisiejszego, niżej podpisani, należycie do tego upoważnieni przez swoje odnośne Rządy, zgodzili się na następujące postanowienia:

(1) Jeżeli przed wejściem w życie powyższego Układu budowle morskie jakiegokolwiek mocarstwa lub jakakolwiek zmiana okoliczności zdawałaby się czynić niepożądanym wejście w życie Układu w jego formie obecnej, Układające się Rządy naradzą się, czy jest pożądaną zmiana któregokolwiek z jego postanowień w celu przystosowania się do powstałej w ten sposób sytuacji.

(2) Protokół niniejszy, którego oba teksty angielski i polski będą jednakowo miarodajne, wejdzie w życie w dniu dzisiejszym.

Na dowód czego niżej podpisani podpisali protokół niniejszy i wycisnęli na nim swoje pieczęcie.

Sporządzono w Londynie dnia 27 kwietnia tysiąc dziewięćset trzydziestego ósmego roku.

(L. S.) HALIFAX. *(L. S.)* Edward RACZYŃSKI.
(L. S.) Duff COOPER. *(L. S.)* Tadeusz J. M. STOKLASA.

EXCHANGE OF NOTES. — POROZUMIENIE.

I. Count E. Raczyński to Lord Halifax.

Texte polonais. — Polish Text.

Ambasada Rzeczypospolitej
Polskiej w Londynie.

Londyn, *dnia 27. kwietnia* 1938 *r.*

Panie Ministrze,

Przystępując do podpisania Układu z dnia dzisiejszego pomiędzy Rządem Polskim i Rządem Zjednoczonego Królestwa Wielkiej Brytanii i Północnej Irlandii o ograniczeniu zbrojeń morskich, pragnę złożyć następujące oświadczenie w imieniu Rządu Polskiego :

(1) Rząd Polski podziela nadzieje Rządu J.Kr.M. w Zjednoczonym Królestwie, że Układ dwustronny pomiędzy Zjednoczonym Królestwem a Polską może przygotować drogę do zawarcia ogólnego Układu w terminie późniejszym, w którym wszystkie zainteresowane kraje mogłyby ewentualnie stać się stronami. Rząd Polski przyjął przeto zobowiązania zawarte w Artykule 4 i 6 Układu z daty dzisiejszej.

(2) Przyjmując na siebie to zobowiązanie rozumie, że zgodnie z Artykułem 29 żadne z ograniczeń niniejszego Układu nie będzie stanowiło precedensu dla jakiejkolwiek przyszłej budowy, która może nastąpić po 1 stycznia 1943 r., w kategoriach okrętów liniowych i lekkich okrętów nawodnych.

(3) W tych okolicznościach Rząd Polski zastrzega sobie, po 31. grudnia 1942 r., pełną swobodę co do tego, czy jakiekolwiek zobowiązanie dotyczące budowy lub nabycia okrętów o wyporności między 8,000 a 17,500 ton może być przyjęte w jakimkolwiek przyszłym traktacie.

Mam zaszczyt, &c.

Edward Raczyński,
Ambasador Rzeczypospolitej.

[1] Traduction. — Translation.

Polish Embassy.

London, *April 27th*, 1938.

Sir,

On proceeding to the signature of the Agreement signed this day between the Polish Government and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland for the limitation of naval armaments, I desire to make the following statement on behalf of the Polish Government :

(1) The Polish Government share the hope of His Majesty's Government in the United Kingdom that a bilateral agreement between the United Kingdom and Poland may prepare the way for the conclusion of a general agreement at a later date to which all interested countries may eventually become parties. The Polish Government have therefore assumed the obligations contained in Article 4 and Article 6 of the Agreement of to-day's date.

(2) In assuming this obligation they understand that in accordance with Article 29 none of the limitations of the present Treaty shall constitute a precedent for any future construction that may take place after the 1st January, 1943, in the categories of capital ships and light surface vessels.

(3) In these circumstances, the Polish Government reserve to themselves, after the 31st December, 1942, full liberty as to whether any obligation in regard to the construction or acquisition of war vessels with a displacement between 8,000 tons and 17,500 tons can be undertaken in any future treaty.

I have the honour, etc.

Edward Raczyński,
Ambassador of the Republic.

[1] Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

[1] Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

II. LORD HALIFAX TO COUNT E. RACZYŃSKI.

FOREIGN OFFICE.

SIR, LONDON, *April 27th*, 1938.

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of to-day's date in which you state that the Polish Government reserve to themselves, after the 31st December, 1942, full liberty as to whether any obligation in regard to the construction or acquisition of war vessels with a displacement between 8,000 tons and 17,500 tons can be undertaken in any future treaty.

2. In reply, I have the honour to assure your Excellency that the statement in question is in accordance with the views of His Majesty's Government in the United Kingdom and is regarded by them as correctly representing the position concerning this matter.

I have, etc. HALIFAX.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

PROTOCOL

MODIFYING THE ANGLO-POLISH AGREEMENT OF APRIL 27TH, 1938, FOR THE LIMITATION OF NAVAL ARMAMENT. SIGNED AT LONDON, JULY 22ND, 1938.

Whereas by Article 4 (1) of the Anglo-Polish Naval Agreement signed in London on the 27th April, 1938, it is provided that no capital ships shall exceed 35,000 tons (35,560 metric tons) standard displacement ;

And whereas by paragraph 1 of the Protocol of Signature attached to the said Agreement it is provided that if, before its coming into force, any change of circumstances should appear likely to render undesirable the coming into force of the Agreement in its present form, the signatory Governments are to consult as to whether it is desirable to modify any of its terms ;

And whereas such a change of circumstances has been brought about by the modification which, as a result of recent discussions, has been made in the other Naval Treaties and Agreements by which His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland is bound (viz. : London Naval Treaty[1] of the 25th March, 1936, Anglo-German Naval Agreement[2] of the 17th July, 1937, and the Anglo-Soviet Naval Agreement[3] of the 17th July, 1937) ;

[1] Vol. CLXXXIV, page 115, of this Series.
[2] Vol. CLXXXVII, page 43, of this Series.
[3] Vol. CLXXXVII, page 93, of this Series.

PROTOKOL

ZMENIAJĄCY UKŁAD MORSKIEGO POLSKO-ANGIELSKIEGO Z. 27. KIETNIA 1938 R. PODPISANY W LONDYNIE DNIA 22-GO, LIPCA 1938 R.

Zważywszy, że zgodnie z art. 4 (1) Układu Morskiego polsko-angielskiego, podpisanego w Londynie 27. kwietnia 1938 r., zostało przewidziane, iż standartowa wyporność okrętów liniowych nie przekroczy 35,000 ton (35,560 ton metrycznych) ;

I zważywszy, że w paragrafie 1. protokółu podpisania załączonego do wspomnianego Układu, zostało przewidziane, iż, jeżeli przed wejściem w życie, jakakolwiek zmiana okoliczności zdawałaby się czynić niepożądanym wejście w życie Układu w jego formie obecnej, Układające Rządy naradzą się, czy jest pożądaną zmiana któregokolwiek z jego postanowień ;

I zważywszy, że na skutek rozmów odbytych w ostatnich czasach, zaszła zmiana okoliczności przez modyfikacje wprowadzone w innych Traktatach, i Układach Morskich, zawartych przez Rząd Zjednoczonego Królestwa Wielkiej Brytanii i Północnej Irlandii (a mianowicie : Londyński Traktat[1] Morski z dn. 25. marca 1936 r., Układ[2] Morski angielsko-niemiecki z 17. lipca 1937 r., Układ[3] Morski angielsko-sowiecki z 17. lipca 1937 r.) ;

[1] Vol. CLXXXIV, page 115, de ce recueil.
[2] Vol. CLXXXVII, page 43, de ce recueil.
[3] Vol. CLXXXVII, page 93, de ce recueil.

And whereas consultations on the subject have taken place between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Polish Government, as provided in paragraph 1 of the said Protocol of Signature ;

The undersigned, duly authorised by their respective Governments, have agreed as follows :

1. As from this date the figure of 35,000 tons (35,560 metric tons) in Article 4 (1) of the said Anglo-Polish Naval Agreement shall be replaced by the figure of 45,000 tons (45,720 metric tons).

2. The present Protocol, of which the English and Polish texts shall both be equally authentic, shall come into force on the date when the said Naval Agreement comes into force.

In faith whereof the undersigned have signed the present Protocol.

Done in London, the 22nd day of July, 1938.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

Alexander CADOGAN.

For the Polish Government :

Edward RACZYŃSKI.

I zważywsky, że wymieniono poglądy na ten temat pomiędzy Rządem Zjednoczonego Królestwa i Rządem Polskim, jak to przewidziane jest w paragrafie 1. protokółu podpisania ;

Niżej podpisani, należycie do tego upoważnieni przez swe odnośne Rządy, zgodzili się na następujące postanowienia :

1. Z dniem dzisiejszym 35,000 ton (35,560 ton metrycznych) zastrzeżonych w art. 4 (1) wspomnianego Układu Morskiego polsko-angielskiego będzie zastąpione przez 45,000 ton (45,720 ton metrycznych) ;

2. Protokół niniejszy, którego oba teksty polski i angielski będą jednakowo miarodajne, wejdzie w życie w dniu wejścia w życie wspomnianego Układu Morskiego.

Na dowód czego niżej podpisani podpisali Protokół niniejszy.

Sporządzono w Londynie, dnia 22. lipca 1938 r.

Za Rząd Zjednoczonego Królestwa Wielkiej Brytanii i Północnej Irlandii :

Alexander CADOGAN.

Za Rząd Polski :

Edward RACZYŃSKI.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4535. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT POLONAIS CONCERNANT LA LIMITATION DES ARMEMENTS NAVALS ET L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX CONSTRUCTIONS NAVALES. SIGNÉ A LONDRES, LE 27 AVRIL 1938.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT POLONAIS,

Désireux de prendre des mesures en vue d'une limitation des armements navals et d'un échange de renseignements concernant les constructions navales,

Sont convenus de ce qui suit :

PREMIÈRE PARTIE. — DÉFINITIONS.

Article premier.

Dans le présent accord, les expressions suivantes doivent s'entendre respectivement avec le sens ci-après :

A. *Déplacement type.*

1. Le déplacement type d'un bâtiment de surface est le déplacement du bâtiment achevé, avec son équipage complet, toutes ses machines et chaudières, prêt à prendre la mer, ayant tout son armement et toutes ses munitions, ses installations, équipements, vivres, eau douce pour l'équipage, approvisionnements divers, outillages et rechanges de toute nature qu'il doit emporter en temps de guerre, mais sans combustible et sans eau de réserve pour l'alimentation des machines et chaudières.

2. Le déplacement type d'un sous-marin est le déplacement en surface du bâtiment achevé (non compris l'eau des compartiments non étanches), avec son équipage complet, toutes ses machines, prêt à prendre la mer, ayant tout son armement et toutes ses munitions, ses installations, équipements, vivres pour l'équipage, approvisionnements divers, outillages et rechanges de toute nature qu'il doit emporter en temps de guerre, mais sans combustible, huile lubrifiante, eau douce ou eau de ballast de toute sorte.

3. Le mot « tonne », sauf dans l'expression « tonnes métriques », désigne une tonne de 1.016 kilogrammes (2.240 lb.).

B. *Classes.*

1. Les *bâtiments de ligne* sont des bâtiments de guerre de surface appartenant à l'une des deux sous-classes suivantes :

a) Bâtiments de guerre de surface, autres que les bâtiments porte-aéronefs, les bâtiments auxiliaires ou les bâtiments de ligne de la sous-classe *b)*, dont le déplacement type est supérieur à 10.000 tonnes (10.160 tonnes métriques) ou qui portent un canon d'un calibre supérieur à 203 millimètres (8 pouces) ;

b) Bâtiments de guerre de surface, autres que les bâtiments porte-aéronefs, dont le déplacement type n'est pas supérieur à 8.000 tonnes (8.128 tonnes métriques) et qui portent un canon d'un calibre supérieur à 203 millimètres (8 pouces).

2. Les *bâtiments porte-aéronefs* sont des bâtiments de guerre de surface qui, quel que soit leur déplacement, sont conçus ou aménagés principalement pour transporter et mettre en action

des aéronefs en mer. Si un bâtiment de guerre n'a pas été conçu ou aménagé principalement pour transporter et mettre en action des aéronefs en mer, l'installation sur ce bâtiment d'un pont d'atterrissage ou d'envol n'aura pas pour effet de le faire entrer dans la classe des bâtiments porte-aéronefs.

La classe des bâtiments porte-aéronefs se subdivise en deux sous-classes, à savoir :

a) Bâtiments pourvus d'un pont tel que les aéronefs puissent y prendre leur vol ou s'y poser ;

b) Bâtiments non pourvus du pont décrit au paragraphe *a)* ci-dessus.

3. Les *bâtiments légers de surface* sont des bâtiments de guerre de surface, autres que les bâtiments porte-aéronefs, les petits navires de combat ou les bâtiments auxiliaires, dont le déplacement type est supérieur à 100 tonnes (102 tonnes métriques), sans dépasser 10.000 tonnes (10.160 tonnes métriques), et qui ne portent pas de canon d'un calibre supérieur à 203 millimètres (8 pouces).

La classe des bâtiments légers de surface se subdivise en trois sous-classes, à savoir :

a) Bâtiments portant un canon d'un calibre supérieur à 155 millimètres (6,1 pouces) ;

b) Bâtiments qui ne portent pas de canon d'un calibre supérieur à 155 millimètres (6,1 pouces) et dont le déplacement type est supérieur à 3.000 tonnes (3.048 tonnes métriques) ;

c) Bâtiments qui ne portent pas de canon d'un calibre supérieur à 155 millimètres (6,1 pouces) et dont le déplacement type n'est pas supérieur à 3.000 tonnes (3.048 tonnes métriques).

4. Les *sous-marins* sont tous les bâtiments conçus pour naviguer au-dessous de la surface de la mer.

5. Les *petits navires de combat* sont des bâtiments de guerre de surface, autres que les bâtiments auxiliaires, dont le déplacement type est supérieur à 100 tonnes (102 tonnes métriques), sans dépasser 2.000 tonnes (2.032 tonnes métriques), et qui n'ont aucune des caractéristiques suivantes :

a) Etre armés d'un canon d'un calibre supérieur à 155 millimètres (6,1 pouces) ;

b) Etre conçus ou équipés pour lancer des torpilles ;

c) Etre conçus pour atteindre une vitesse supérieure à vingt nœuds.

6. Les *bâtiments auxiliaires* sont des bâtiments de surface faisant partie de la flotte militaire, dont le déplacement type est supérieur à 100 tonnes (102 tonnes métriques), qui sont normalement utilisés pour le service de la flotte, ou comme transports de troupes, ou pour tout emploi autre que celui de bâtiments combattants, qui ne sont pas spécialement construits pour être des bâtiments combattants, et qui n'ont aucune des caractéristiques suivantes :

a) Etre armés d'un canon d'un calibre supérieur à 155 millimètres (6,1 pouces) ;

b) Etre armés de plus de huit canons d'un calibre supérieur à 76 millimètres (3 pouces) ;

c) Etre conçus ou équipés pour lancer des torpilles ;

d) Etre conçus pour être protégés par des plaques de blindage ;

e) Etre conçus pour atteindre une vitesse supérieure à vingt-huit nœuds ;

f) Etre conçus ou aménagés principalement pour mettre en action des aéronefs en mer ;

g) Etre équipés de plus de deux appareils à lancer des aéronefs.

7. Les *petits bâtiments* sont des bâtiments de surface faisant partie de la flotte militaire, dont le déplacement type n'est pas supérieur à 100 tonnes (102 tonnes métriques).

C. *Bâtiments hors d'âge.*

Les bâtiments des classes et sous-classes suivantes seront considérés comme « hors d'âge » lorsque, depuis leur achèvement, se sera écoulé le nombre d'années indiqué ci-dessous :

a) Pour un bâtiment de ligne	26 ans
b) Pour un bâtiment porte-aéronefs	20 ans
c) Pour un bâtiment léger de surface des sous-classes *a)* et *b)* :	
(i) S'il a été mis sur cale avant le 1er janvier 1920. .	16 ans
(ii) S'il a été mis sur cale après le 31 décembre 1919.	20 ans

d) Pour un bâtiment léger de surface de la sous-classe *c)*. 16 ans
e) Pour un sous-marin . . . . . 13 ans

D. *Mois.*

Dans le présent accord, le mot « mois », lorsqu'il se réfère à une période de temps, doit être entendu comme correspondant à une durée de trente jours.

PARTIE II. — LIMITATIONS.

Article 2.

A partir de la date de l'entrée en vigueur du présent accord, aucun bâtiment dépassant les limites de déplacement ou d'armement prévues à la présente partie dudit accord ne devra être acquis par l'un ou l'autre des gouvernements contractants, ni construit par lui, ou pour son compte, ou dans le ressort de sa juridiction.

Article 3.

Aucun bâtiment qui, à la date d'entrée en vigueur du présent accord, portera des canons d'un calibre supérieur aux limites fixées à la présente partie dudit accord, ne sera, s'il est reconstruit ou modernisé, réarmé de canons d'un calibre supérieur à celui des canons qu'il portait précédemment.

Article 4.

1. Aucun bâtiment de ligne n'aura un déplacement type supérieur à 35.000 tonnes (35.560 tonnes métriques).

2. Aucun bâtiment de ligne ne portera de canon d'un calibre supérieur à 406 millimètres (16 pouces).

3. Aucun bâtiment de ligne de la sous-classe *a)* dont le déplacement type serait inférieur à 17.500 tonnes (17.780 tonnes métriques) ne sera mis sur cale ou acquis avant le 1er janvier 1943.

4. Aucun bâtiment de ligne dont l'armement principal consisterait en canons d'un calibre inférieur à 254 millimètres (10 pouces) ne sera mis sur cale ou acquis avant le 1er janvier 1943.

Article 5.

1. Aucun bâtiment porte-aéronefs n'aura un déplacement type supérieur à 23.000 tonnes (23.368 tonnes métriques), ni ne portera de canon d'un calibre supérieur à 155 millimètres (6,1 pouces).

2. Si l'armement d'un bâtiment porte-aéronefs comprend des canons d'un calibre supérieur à 134 millimètres (5,25 pouces), le nombre total de canons dépassant ce calibre ne devra pas être supérieur à dix.

Article 6.

1. Aucun bâtiment léger de surface de la sous-classe *b)* dont le déplacement type dépasserait 8.000 tonnes (8.128 tonnes métriques) et aucun bâtiment léger de surface de la sous-classe *a)* ne seront mis sur cale ou acquis avant le 1er janvier 1943.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, si les nécessités de la sécurité nationale de l'un ou l'autre gouvernement contractant sont, de l'avis de ce gouvernement, matériellement affectées par les constructions, commencées ou autorisées par un gouvernement quelconque, de bâtiments légers de surface de la sous-classe *b)* ou de bâtiments légers de surface non conformes aux restrictions prévues à l'alinéa 1 ci-dessus, ledit gouvernement contractant pourra, après avoir notifié ses intentions à l'autre gouvernement contractant, avec raisons à l'appui, mettre sur cale ou acquérir des bâtiments légers de surface des sous-classes *a)* et *b)* d'un déplacement type ne dépassant pas 10.000 tonnes (10.160 tonnes métriques), à condition d'observer les dispositions de la partie III du présent accord. L'autre gouvernement contractant pourra alors exercer le même droit.

3. Il est entendu que les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus ne constituent aucun engagement explicite ou implicite de continuer à appliquer les restrictions prévues dans ledit paragraphe après l'année 1942.

Article 7.

Aucun sous-marin n'aura un déplacement type supérieur à 2.000 tonnes (2.032 tonnes métriques) ni ne portera de canon d'un calibre supérieur à 130 millimètres (5,1 pouces).

Article 8.

Tout bâtiment sera compté pour son déplacement type tel qu'il est défini au paragraphe A de l'article premier du présent accord.

Article 9.

Il ne sera fait, en temps de paix, aucune installation préparatoire sur les navires de commerce, en vue de les armer pour les transformer en bâtiments de guerre ; toutefois il sera permis de renforcer les ponts pour y monter des canons d'un calibre ne dépassant pas 155 millimètres (6,1 pouces).

Article 10.

Conserveront leur classe ou leur désignation précédente, les bâtiments mis sur cale avant la date d'entrée en vigueur du présent accord, dont le déplacement type ou l'armement dépasserait les limitations ou restrictions prévues pour leur classe ou leur sous-classe à la présente partie dudit accord, ainsi que les bâtiments qui, avant cette date, et conformément aux dispositions de tout accord international antérieur, ont été transformés pour être exclusivement utilisés comme cibles, ou ont été conservés pour servir exclusivement à des expériences ou à l'instruction.

PARTIE III. — PRÉAVIS ET ÉCHANGES DE RENSEIGNEMENTS.

Article 11.

1. Chaque gouvernement contractant communiquera chaque année à l'autre gouvernement contractant, ainsi qu'il est prévu ci-après, des renseignements concernant son programme annuel de construction et d'acquisition de tous bâtiments des classes et sous-classes mentionnées au paragraphe *a)* de l'article 12, que ceux-ci soient ou non construits dans le ressort de sa juridiction ; il lui communiquera également, de manière périodique, des renseignements détaillés relatifs auxdits bâtiments ainsi qu'à toutes les modifications qui seraient apportées à des bâtiments déjà achevés desdites classes ou sous-classes.

2. Aux fins de la présente partie et des parties suivantes du présent accord, tout renseignement sera considéré comme étant parvenu au Gouvernement du Royaume-Uni à la date à laquelle en aura reçu communication le représentant britannique à Varsovie, et au Gouvernement polonais, à la date à laquelle en aura reçu communication le représentant polonais à Londres.

3. Ces renseignements devront conserver un caractère confidentiel jusqu'à leur publication par le gouvernement contractant qui les a fournis.

Article 12.

Les renseignements à fournir en vertu de l'article précédent au sujet de bâtiments construits par un gouvernement contractant ou pour son compte seront donnés comme suit et de façon à parvenir à l'autre gouvernement contractant dans les délais ou au moment prescrits :

a) Dans les quatre premiers mois de chaque année civile, le programme annuel de construction de tous bâtiments des classes et sous-classes ci-après, en indiquant le nombre de bâtiments de chaque classe ou sous-classe et, pour chaque bâtiment, le calibre du plus gros canon. Les classes et sous-classes en question sont les suivantes :

Bâtiments de ligne :
Sous-classe *a)*.
Sous-classe *b)*.
Bâtiments porte-aéronefs :
Sous-classe *a)*.
Sous-classe *b)*.
Bâtiments légers de surface :
Sous-classe *a)*.
Sous-classe *b)*.
Sous-classe *c)*.
Sous-marin.

b) Au moins quatre mois avant la date de la mise sur cale, les renseignements suivants au sujet de chacun de ces bâtiments :

Nom ou appellation.
Classe et sous-classe.
Déplacement type en tonnes et en tonnes métriques.
Longueur à la ligne de flottaison correspondant au déplacement type.
Largeur maximum à ou sous la ligne de flottaison correspondant au déplacement type.
Tirant d'eau moyen correspondant au déplacement type.
Puissance en chevaux prévue.
Vitesse prévue.
Type des machines.
Type du combustible.
Nombre et calibre de tous les canons d'un calibre égal ou supérieur à 76 millimètres (3 pouces).
Nombre approximatif des canons d'un calibre inférieur à 76 millimètres (3 pouces).
Nombre de tubes lance-torpilles.
Le navire est-il conçu pour la pose des mines ?
Nombre approximatif des aéronefs pour lesquels des installations sont prévues.

c) Aussitôt que possible après la mise sur cale de chacun de ces bâtiments, la date à laquelle celle-ci a eu lieu.

d) Dans le mois qui suit la date d'achèvement de chacun de ces bâtiments, la date de cet achèvement, ainsi que toutes les caractéristiques indiquées au paragraphe *b)* ci-dessus concernant le bâtiment à son achèvement.

e) Chaque année, au cours du mois de janvier, pour les bâtiments appartenant aux classes et sous-classes mentionnées au paragraphe *a)* ci-dessus :

(i) Des renseignements sur toutes modifications importantes qu'il serait devenu nécessaire d'apporter, au cours de l'année précédente, aux bâtiments en construction, pour autant que ces modifications affectent les caractéristiques mentionnées au paragraphe *b)* ci-dessus ;

(ii) Des renseignements sur toutes modifications importantes apportées, au cours de l'année précédente, à des bâtiments déjà achevés, pour autant qu'elles affectent les caractéristiques mentionnées au paragraphe *b)* ci-dessus ;

(iii) Des renseignements concernant les bâtiments qui auraient été détruits ou déclassés de quelque autre façon au cours de l'année précédente. Si ces bâtiments n'ont pas été détruits, il sera donné des renseignements suffisants pour permettre de déterminer leur nouvelle destination et leur nouvel état.

f) Au moins quatre mois avant d'entreprendre des modifications de nature à faire entrer un bâtiment déjà achevé dans une des classes ou sous-classes mentionnées au paragraphe *a)* ci-dessus, ou à faire passer un bâtiment de l'une dans l'autre de ces classes ou sous-classes : des renseignements sur ses caractéristiques projetées, comme indiqué au paragraphe *b)* ci-dessus.

Article 13.

Aucun bâtiment entrant dans les classes ou sous-classes mentionnées au paragraphe *a)* de l'article 12 ne sera mis sur cale par l'un des gouvernements contractants avant l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date à laquelle seront parvenus à l'autre gouvernement

contractant, tant le programme annuel dans lequel le bâtiment est compris que les caractéristiques relatives à ce bâtiment mentionnées au paragraphe *b)* de l'article 12.

Article 14.

Si un gouvernement contractant a l'intention d'acquérir un bâtiment totalement ou partiellement achevé, entrant dans les classes ou sous-classes mentionnées au paragraphe *a)* de l'article 12, ce bâtiment devra être déclaré en même temps et de la même façon que les bâtiments inclus dans le programme annuel prescrit par ledit paragraphe. Un tel bâtiment ne pourra pas être acquis avant l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date à laquelle ladite déclaration sera parvenue à l'autre gouvernement contractant. Les caractéristiques indiquées au paragraphe *b)* de l'article 12 seront fournies pour ce bâtiment, en même temps que la date de sa mise sur cale, de façon à parvenir à l'autre gouvernement contractant dans le délai d'un mois à compter de la date de la signature du contrat d'achat du bâtiment. Les caractéristiques qui font l'objet des paragraphes *d)*, *e)* et *f)* de l'article 12 seront fournies ainsi qu'il est prévu auxdits paragraphes.

Article 15.

Au moment où il communiquera le programme annuel prévu au paragraphe *a)* de l'article 12, chaque gouvernement contractant fera connaître à l'autre gouvernement contractant quels sont les bâtiments, compris dans ses déclarations et ses programmes annuels précédents, qui n'ont pas encore été mis sur cale ou acquis par lui, mais qu'il a l'intention de mettre sur cale ou d'acquérir pendant la période couverte par ledit programme.

Article 16.

Si, avant la mise sur cale d'un bâtiment entrant dans les classes ou sous-classes mentionnées au paragraphe *a)* de l'article 12, une modification importante est apportée aux caractéristiques déjà communiquées en application du paragraphe *b)* du même article, les renseignements concernant cette modification devront être communiqués ; la mise sur cale sera retardée jusqu'à l'expiration d'un délai d'au moins quatre mois à compter de la date à laquelle ces renseignements seront parvenus à l'autre gouvernement contractant.

Article 17.

Aucun gouvernement contractant ne pourra mettre sur cale ou acquérir de bâtiment des classes ou sous-classes mentionnées au paragraphe *a)* de l'article 12, si ce bâtiment n'a pas été antérieurement compris dans son programme annuel de construction ou dans sa déclaration d'acquisition pour l'année en cours, ou dans l'un de ses programmes ou déclarations antérieurs.

Article 18.

Au cas où, dans le ressort de la juridiction de l'un des gouvernements contractants, serait entreprise la construction, la modernisation ou la reconstruction d'un bâtiment entrant dans les classes ou sous-classes mentionnées au paragraphe *a)* de l'article 12, pour le compte d'un gouvernement non partie au présent accord, le gouvernement contractant intéressé portera sans délai à la connaissance de l'autre gouvernement contractant la date de la signature du contrat et, aussitôt que possible, tous les renseignements relatifs audit bâtiment indiqués aux paragraphes *b)*, *c)* et *d)* de l'article 12.

Article 19.

Chaque gouvernement contractant communiquera, de façon à ce qu'elles parviennent à l'autre gouvernement contractant dans le mois qui suivra la date de l'entrée en vigueur du présent accord, des listes de tous ses petits navires de combat et navires auxiliaires comportant les caractéristiques énoncées au paragraphe *b)* de l'article 12, et l'indication de l'emploi particulier auquel ils sont destinés ; par la suite, il communiquera, de façon à ce qu'elles parviennent à la connaissance de

l'autre gouvernement contractant dans le courant du mois de janvier de chaque année, toutes modifications qu'il conviendrait d'apporter à ces listes ainsi qu'aux indications susvisées.

Article 20.

Chaque gouvernement contractant communiquera à l'autre gouvernement contractant, de façon à ce qu'elles lui parviennent dans le mois qui suivra la date d'entrée en vigueur du présent accord, les caractéristiques indiquées au paragraphe *b)* de l'article 12 de tous bâtiments des classes et sous-classes mentionnées au paragraphe *a)* du même article, qui seraient à ce moment en construction pour son compte, que ces bâtiments soient ou non construits dans le ressort de sa juridiction, ainsi que les mêmes caractéristiques concernant de tels bâtiments en construction à ce moment dans le ressort de sa juridiction pour le compte d'un gouvernement non partie au présent accord.

Article 21.

1. Au moment où il communiquera son premier programme annuel de construction et sa première déclaration d'acquisition, chaque gouvernement contractant fera connaître à l'autre gouvernement contractant tous les bâtiments appartenant aux classes et sous-classes mentionnées au paragraphe *a)* de l'article 12, qui ont été précédemment autorisés et qu'il a l'intention de mettre sur cale ou d'acquérir pendant la période couverte par ledit programme.

2. Aucune disposition de la présente partie du présent accord n'empêchera l'un ou l'autre des gouvernements contractants de mettre sur cale ou d'acquérir à tout moment dans les quatre mois qui suivront la date d'entrée en vigueur du présent accord, tout bâtiment compris ou à comprendre dans son premier programme annuel de construction ou dans sa première déclaration d'acquisition, ou précédemment autorisé, à condition que les renseignements prescrits au paragraphe *b)* de l'article 12 soient, pour chaque bâtiment, fournis de façon à parvenir à l'autre gouvernement contractant dans le mois qui suivra la date d'entrée en vigueur du présent accord.

3. Le premier programme annuel de construction et la première déclaration d'acquisition à communiquer en vertu du paragraphe *a)* de l'article 12, ou de l'article 14, devront parvenir à l'autre gouvernement contractant dans le mois qui suivra l'entrée en vigueur du présent accord.

PARTIE IV. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET CLAUSES DE SAUVEGARDE.

Article 22.

Aucun gouvernement contractant ne disposera à titre gratuit, à titre onéreux, ou autrement, de ses bâtiments de guerre de surface ou de ses sous-marins, dans des conditions permettant à une marine étrangère de les employer comme tels. La présente disposition ne s'applique pas aux bâtiments auxiliaires.

Article 23.

1. Aucune disposition du présent accord ne portera atteinte au droit qu'a chaque gouvernement contractant, en cas de perte ou de destruction accidentelle, de remplacer un bâtiment qui ne serait pas encore hors d'âge, par un bâtiment de la même classe ou sous-classe, aussitôt que les caractéristiques du nouveau bâtiment, comme prévu au paragraphe *b)* de l'article 12, seront parvenues à l'autre gouvernement contractant.

2. Les dispositions du paragraphe précédent s'appliqueront également au remplacement immédiat, dans les mêmes circonstances, d'un bâtiment léger de surface de la sous-classe *b)* dont le déplacement type dépasse 8.000 tonnes (8.128 tonnes métriques), ou d'un bâtiment léger de surface de la sous-classe *a)*, avant que le bâtiment en question soit hors d'âge, par un bâtiment léger de surface de la même sous-classe dont le déplacement type pourra atteindre 10.000 tonnes (10.160 tonnes métriques).

Article 24.

1. Si l'un des deux gouvernements contractants se trouve engagé dans une guerre, il pourra, s'il estime que les exigences de sa défense maritime en sont matériellement affectées, suspendre,

pour ce qui le concerne, l'exécution d'une ou de toutes les obligations du présent traité, à condition de notifier sans retard à l'autre gouvernement contractant que les circonstances exigent cette suspension, et de spécifier les obligations dont il juge nécessaire de suspendre l'exécution.

2. Dans ce cas, l'autre gouvernement contractant examinera sans retard la situation qui se présente en vue de décider quelles sont éventuellement les obligations du présent accord dont il estime nécessaire de suspendre l'exécution. En conséquence, ce gouvernement pourra suspendre, pour ce qui le concerne, l'exécution d'une ou de toutes les obligations du présent accord, à condition de donner sans retard au gouvernement contractant qui a décidé la suspension visée au paragraphe précédent, avis des obligations dont il juge nécessaire de suspendre l'exécution.

3. A la cessation des hostilités, les gouvernements contractants se consulteront en vue de fixer la date à laquelle les obligations de l'accord dont l'exécution a été suspendue entreront de nouveau en vigueur, et de convenir des amendements au présent accord qui seraient jugés nécessaires.

Article 25.

1. Au cas où des bâtiments non conformes aux limitations et restrictions en matière de déplacement type et d'armement prescrites par les articles 4, 5 et 7 du présent accord seraient autorisés, construits ou acquis par un gouvernement non partie audit accord, chaque gouvernement contractant se réserve le droit de déroger, dans le cas et dans la mesure où il estimerait de telles dérogations nécessaires pour répondre aux exigences de sa sécurité nationale :

a) Pendant le reste de la durée de l'accord, aux limitations et restrictions des articles 3, 4, 5, 6 (1) et 7 ;

b) Pendant l'année en cours, à ses programmes annuels de construction et à ses déclarations d'acquisition.

Ce droit sera exercé conformément aux dispositions suivantes :

2. Tout gouvernement contractant qui estimerait nécessaire d'exercer ce droit, en donnera notification à l'autre gouvernement contractant, en indiquant avec précision la nature, la portée et les motifs des dérogations projetées.

3. Après quoi, les gouvernements contractants se consulteront et s'efforceront d'aboutir à un accord en vue de réduire au minimum la portée des dérogations éventuelles.

4. A l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle aura été faite la première des notifications prévues au paragraphe 2 ci-dessus, chaque gouvernement contractant sera, sauf accord contraire, fondé à déroger, pendant le reste de la durée du présent accord, aux limitations et restrictions prescrites par les articles 3, 4, 5, 6 (1) et 7 dudit accord.

5. A l'expiration du délai visé au paragraphe précédent, chaque gouvernement contractant pourra, sous réserve des accords auxquels auraient abouti les consultations prévues au paragraphe 3 ci-dessus et après en avoir informé l'autre gouvernement contractant, déroger à ses programmes annuels de construction et à ses déclarations d'acquisition, et modifier les caractéristiques de tous bâtiments en construction ou figurant dans ses programmes ou déclarations.

6. En pareil cas, aucune des dispositions de la partie III du présent accord ne pourra être invoquée pour imposer un retard dans l'aquisition, la mise sur cale ou la modification d'aucun bâtiment. Toutefois, les renseignements prévus au paragraphe *b)* de l'article 12 seront communiqués à l'autre gouvernement contractant avant la mise sur cale de tout bâtiment. En cas d'acquisition, les renseignements relatifs aux bâtiments acquis seront fournis conformément aux dispositions de l'article 14.

Article 26.

1. Au cas où l'un des gouvernements contractants estimerait que les exigences de sa sécurité nationale sont affectées dans une mesure appréciable par un changement de circonstances autre que ceux prévus aux articles 6 (2), 24 et 25 du présent accord, ce gouvernement contractant aura le droit de déroger, pendant l'année en cours, à ses programmes annuels de construction et à ses déclarations d'acquisition. Toutefois, le volume des constructions auxquelles l'un des gouvernements contractants procéderait dans le cadre des limitations et restrictions établies par ledit accord,

ne saurait constituer un changement de circonstances aux fins du présent article. Le droit susmentionné sera exercé conformément aux dispositions ci-après :

2. Ledit gouvernement contractant, s'il estime nécessaire d'exercer ce droit, en avisera l'autre gouvernement contractant, en indiquant dans quelle mesure il se propose de déroger à ses programmes annuels de construction et à ses déclarations d'acquisition et en faisant connaître les motifs des dérogations projetées.

3. Après quoi, les gouvernements contractants se consulteront en vue de déterminer d'un commun accord si des dérogations sont nécessaires pour faire face à la situation.

4. A l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle aura été faite la première des notifications prévues au paragraphe 2 ci-dessus, chaque gouvernement contractant sera, sauf accord contraire, fondé à déroger à ses programmes annuels de construction et à ses déclarations d'acquisition, à condition d'en aviser sans délai l'autre gouvernement contractant, en indiquant avec précision dans quelle mesure il entend y déroger.

5. En pareil cas, aucune des dispositions de la partie III du présent accord ne pourra être invoquée pour imposer un retard dans l'acquisition, la mise sur cale ou la modification d'aucun bâtiment. Toutefois, les renseignements prévus au paragraphe *b)* de l'article 12 seront communiqués à l'autre gouvernement contractant avant la mise sur cale de tout bâtiment. En cas d'acquisition, les renseignements relatifs aux bâtiments acquis seront fournis conformément aux dispositions de l'article 14.

PARTIE V. — DISPOSITIONS FINALES.

Article 27.

Le présent accord demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1942.

Article 28.

1. Au cours du dernier trimestre de 1940, les gouvernements contractants se consulteront en vue de conclure un nouvel accord concernant la réduction et la limitation des armements navals.

2. Au cours de la consultation prévue au paragraphe précédent, les gouvernements contractants échangeront leurs vues afin de déterminer si, à la lumière des circonstances du moment ainsi que de l'expérience acquise d'ici là dans l'établissement des plans et dans la construction des bâtiments de ligne, il serait possible de se mettre d'accord sur une réduction du déplacement type ou du calibre de l'artillerie des bâtiments de ligne dont les programmes annuels futurs prévoiraient la construction et de parvenir par là, si possible, à une réduction du coût des bâtiments de ligne.

Article 29.

Aucune disposition du présent accord ne constituera un précédent pour tout traité futur.

Article 30.

Le présent accord sera ratifié, et les instruments de ratification seront échangés à Londres le plus tôt possible. Il entrera en vigueur immédiatement à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, le 27 avril 1938, en double expédition, en langues anglaise et polonaise, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) HALIFAX.
(L. S.) Duff COOPER.
(L. S.) Edward RACZYŃSKI.
(L. S.) Tadeusz J. M. STOKLASA.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer l'accord qui porte la date de ce jour, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit :

1. Si, avant l'entrée en vigueur de l'accord susmentionné, les constructions navales d'une Puissance, ou un changement de circonstances, paraissent de nature à ne pas rendre désirable l'entrée en vigueur de l'accord dans sa forme actuelle, les gouvernements contractants se consulteront afin de déterminer s'il convient de modifier l'une quelconque de ses dispositions pour faire face à la situation qui se présenterait.

2. Le présent protocole, dont les textes anglais et polonais feront également foi, entrera en vigueur à la date de ce jour.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, le 27 avril mil neuf cent trente-huit.

(L. S.) HALIFAX.
(L. S.) Duff COOPER.
(L. S.) Edward RACZYŃSKI.
(L. S.) Tadeusz J. M. STOKLASA.

ÉCHANGE DE NOTES

I. LE COMTE E. RACZYŃSKI A LORD HALIFAX.

AMBASSADE DE POLOGNE.

MONSIEUR LE MINISTRE, LONDRES, *le 27 avril* 1938.

En procédant à la signature de l'accord, conclu à la date de ce jour, entre le Gouvernement polonais et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, concernant la limitation des armements navals, je désire faire la déclaration suivante au nom du Gouvernement polonais :

1. Le Gouvernement polonais partage l'espoir du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni qu'un accord bilatéral entre le Royaume-Uni et la Pologne prépare la voie à la conclusion, à une date ultérieure, d'un accord général auquel tous les pays intéressés pourront finalement participer. Le Gouvernement polonais a, en conséquence, assumé les obligations contenues aux articles 4 et 6 de l'accord en date de ce jour.

2. En assumant cette obligation, il est entendu que, conformément à l'article 29, aucune des restrictions contenues dans le présent traité ne constituera un précédent pour toute construction future qui pourra avoir lieu après le 1er janvier 1943 portant sur des bâtiments appartenant aux catégories des bâtiments de ligne et des bâtiments légers de surface.

3. Dans ces conditions, le Gouvernement polonais se réserve, à partir du 31 décembre 1942, de reprendre sa pleine et entière liberté relativement à la question de savoir si, dans un traité futur quelconque, pourront figurer des obligations relativement à la construction ou à l'acquisition de bâtiments de guerre ayant un déplacement de 8.000 à 17.500 tonnes.

Veuillez agréer, etc.

Edward RACZYŃSKI,
Ambassadeur de la République.

II. LORD HALIFAX AU COMTE E. RACZYŃSKI.

FOREIGN OFFICE.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR, LONDRES, *le 27 avril* 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note adressée par Votre Excellence, en date de ce jour, et par laquelle vous avez bien voulu indiquer que le Gouvernement polonais se réserve, à partir du 31 décembre 1942, de reprendre sa pleine et entière liberté relativement à la question de savoir si, dans un traité futur quelconque, pourront figurer des obligations relativement à la construction ou à l'acquisition de bâtiments de guerre ayant un déplacement de 8.000 à 17.500 tonnes.

2. En réponse à cette note, j'ai l'honneur d'assurer Votre Excellence que cette déclaration concorde avec les vues du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et que ce gouvernement considère qu'elle représente avec exactitude la situation à cet égard.

Veuillez agréer, etc. HALIFAX.

PROTOCOLE

PORTANT MODIFICATION DE L'ACCORD ANGLO-POLONAIS DU 27 AVRIL 1938 POUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS NAVALS. SIGNÉ A LONDRES, LE 22 JUILLET 1938.

Attendu qu'aux termes du paragraphe 1 de l'article 4 de l'Accord naval anglo-polonais, signé à Londres le 27 avril 1938, il est prévu qu'aucun bâtiment de ligne n'aura un déplacement type supérieur à 35.000 tonnes (35.560 tonnes métriques) ;

Attendu qu'aux termes du paragraphe 1 du protocole de signature annexé audit accord, il est prévu que si, avant son entrée en vigueur, un changement de circonstances paraît de nature à ne pas rendre désirable l'entrée en vigueur de l'accord dans sa forme actuelle, les gouvernements contractants se consulteront en vue de déterminer s'il convient de modifier l'une quelconque de ses dispositions ;

Attendu qu'un tel changement de circonstances est résulté de la modification qui, à la suite de discussions récentes, a été apportée dans les autres traités et accords navals qui lient le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (c'est-à-dire : le Traité naval de Londres du 25 mars 1936, l'Accord naval anglo-allemand du 17 juillet 1937 et l'Accord naval anglo-soviétique du 17 juillet 1937) ;

Et attendu que des consultations sur ce point ont eu lieu entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement polonais, conformément au paragraphe 1 dudit protocole de signature ;

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit :

1. A dater de ce jour, le chiffre de 35.000 tonnes (35.560 tonnes métriques), qui figure au premier alinéa de l'article 4 dudit accord naval anglo-polonais, sera remplacé par le chiffre de 45.000 tonnes (45.720 tonnes métriques).

2. Le présent protocole, dont les textes anglais et polonais feront également foi, entrera en vigueur à la même date que ledit accord naval.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent protocole.

Fait à Londres, le 22 juillet 1938.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
Alexander CADOGAN.

Pour le Gouvernement polonais :
Edward RACZYŃSKI.

N° 4536.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET INDE ET FRANCE

Echange de notes comportant un accord relatif aux documents d'identité pour le personnel des aéronefs. Paris, le 15 juillet 1938.

Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement a eu lieu le 15 *mars* 1939.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND INDIA AND FRANCE

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Documents of Identity for Aircraft Personnel. Paris, July 15th, 1938.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took place March 15*th,* 1939.

No. 4536. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF INDIA AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING DOCUMENTS OF IDENTITY FOR AIRCRAFT PERSONNEL. PARIS, JULY 15TH, 1938.

Nº 4536. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE L'INDE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE COMPORTANT UN ACCORD RELATIF AUX DOCUMENTS D'IDENTITÉ POUR LE PERSONNEL DES AÉRONEFS. PARIS, LE 15 JUILLET 1938.

I. SIR E. PHIPPS TO M. BONNET.

BRITISH EMBASSY.

MONSIEUR LE MINISTRE, PARIS, *July 15th*, 1938.

I have the honour to state on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and of the Government of India, that they agree to the following provisions as constituting an Agreement on a reciprocal basis between them and the Government of the Republic :

(1) As from the date of this note all French citizens arriving by air as members of the operating personnel of aircraft employed on regular French air lines may enter the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and India upon the production, in lieu of national passports, of documents in the forms of which specimens[1] are hereto attached. (The specimens attached are of certificates and licences issued in France. The certificates and licences issued in French Colonies, Protectorates and Mandated Territories are similar in form to those issued in France. They contain, however, appropriate variations in matters of detail.)

(2) The above provision is regarded as also applying to Northern Rhodesia, Gambia, Sierra Leone, Gold Coast, Nigeria and Cyprus.

(3) As from the date of this note all British subjects or British-protected persons arriving by air as members of the operating personnel of aircraft employed on regular British air lines may enter France upon the production, in lieu of national passports, of documents in the form of which specimens[1] are hereto attached. (The specimens attached are of certificates and licences issued in the United Kingdom. The certificates and licences issued in India and in British Colonies, Protectorates and Mandated Territories concerned are similar in form to those issued in the United Kingdom. They contain, however, appropriate variations in matters of detail.)

(4) The above provision is regarded as applying to French Indo-China and French territory in China (Fort Bayard), Senegal, French Guinea, Ivory Coast, Dahomey, Togo under French mandate, and French Equatorial Africa.

(5) The present Agreement shall not affect existing requirements in respect of visas for entry into the territories concerned.

---

[1] Not reproduced.

(6) The provisions of the Agreement do not absolve holders of certificates and licences in either of the forms hereto annexed from compliance with the immigration regulations in force at the place of arrival.

(7) The documents referred to in provisions (1) and (3) shall be exempt from stamping on entry and departure.

2. The operation of the Agreement is limited in all cases to persons who are not prohibited immigrants in the terms of the Immigration Regulations in force at the place of arrival.

3. The present note and your Excellency's reply of the same date in a similar sense shall be regarded as placing on record the understanding arrived at in this matter, which may be terminated on either side by three months' notice given through the diplomatic channel.

I have, etc. Eric PHIPPS.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I. SIR E. PHIPPS A M. BONNET.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

MONSIEUR LE MINISTRE, PARIS, *le* 15 *juillet* 1938.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance, au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et du Gouvernement de l'Inde, que ces gouvernements acceptent que les dispositions suivantes constituent un accord sur la base de la réciprocité entre eux et le Gouvernement de la République :

(*Voir note II*, mutatis mutandis.)

Veuillez agréer, etc. Eric PHIPPS.

II. M. LÉGER TO SIR E. PHIPPS.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR, PARIS, *le* 15 *juillet* 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa note en date de ce jour et de lui faire savoir que le Gouvernement de la République accepte que les dispositions suivantes constituent un accord sur la base de la réciprocité avec le Gouvernement de Sa Majesté le Roi dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement des Indes :

(1) A partir de la date de la présente note, tous ressortissants britanniques ou protégés britanniques arrivant par la voie des airs comme membres du personnel navigant, à bord des aéronefs utilisés sur les lignes aériennes régulières britanniques, pourront entrer en France sur la production, à la place de passeports nationaux, de documents conformes aux spécimens[1] ci-annexés. (Les spécimens annexés sont ceux des certificats et licences délivrés dans le Royaume-Uni. Les certificats et brevets délivrés dans l'Inde et les colonies britanniques, protectorats et territoires sous mandat intéressés sont, dans la forme, semblables à ceux délivrés dans le Royaume-Uni ; ils renferment toutefois les modifications de détail appropriées.)

(2) Les dispositions ci-dessus sont considérées comme s'appliquant à l'Indochine française, au territoire français en Chine (Fort-Bayard), au Sénégal, à la Guinée française, à la Côte d'Ivoire, au Dahomey, au Togo sous mandat français et à l'Afrique-Equatoriale française.

(3) A partir de la date de la présente note, tous les ressortissants français arrivant par la voie des airs comme membres du personnel navigant, à bord des aéronefs utilisés

[1] Non reproduits.

sur les lignes aériennes régulières françaises, pourront entrer dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et dans l'Inde sur production, à la place de passeports nationaux, de documents conformes aux spécimens[1] ci-annexés. (Les spécimens annexés sont ceux des brevets et licences délivrés en France. Les brevets et licences délivrés dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français sont, dans la forme, semblables à ceux délivrés en France et valables dans les mêmes conditions. Ils renferment toutefois des modifications de détail appropriées.)

(4) Les dispositions ci-dessus sont considérées comme s'appliquant aussi à la Rhodésie du Nord, la Gambie, le Sierra-Leone, la Côte de l'Or, la Nigéria et Chypre.

(5) Le présent accord n'affectera pas les réglementations en vigueur concernant les visas d'entrée dans les territoires intéressés.

(6) Les dispositions de l'accord ne dispensent pas les porteurs de certificats ou de brevets dans l'une quelconque des formules ci-annexées de se conformer aux règlements d'immigration en vigueur au lieu d'arrivée.

(7) Les documents visés aux paragraphes (1) et (3) seront exempts du timbrage à l'entrée et au départ.

L'application de l'accord est limitée dans tous les cas aux personnes dont l'immigration n'est pas interdite aux termes des règlements d'immigration en vigueur au lieu d'arrivée.

La présente note et la communication de Votre Excellence, en date de ce jour, rédigées dans des termes analogues, seront considérées comme consacrant l'accord des deux gouvernements, réalisé en cette matière et auquel chaque Partie pourra mettre fin moyennant préavis de trois mois donné par la voie diplomatique.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Ministre des Affaires étrangères et par délégation :

L'Ambassadeur de France, Secrétaire général,

Alexis LÉGER.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR, PARIS, *July 15th*, 1938.

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of to-day's date and to inform you that the Government of the Republic agrees that the following provisions shall constitute an Agreement on a reciprocal basis with the Government of His Majesty The King in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and the Government of India :

(As in No. I, mutatis mutandis.)

Accept, etc. Alexis LÉGER.

---

[1] Non reproduits.

[2] Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

[2] Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

N° 4537.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET ITALIE

Accord relatif à des questions d'intérêt mutuel, comprenant un protocole et des annexes, signés à Rome, le 16 avril 1938, et échanges de notes y relatifs de la même date, et déclaration relative à la mise en vigueur de ces instruments, signée à Rome, le 16 novembre 1938.

Textes officiels anglais et italien communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement a eu lieu le 15 *mars* 1939.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ITALY

Agreement regarding Questions of Mutual Concern consisting of a Protocol and Annexes, signed at Rome, April 16th, 1938, and Exchanges of Notes relating thereto of the same Date, and Declaration bringing into Force these Instruments, signed at Rome, November 16th, 1938.

English and Italian official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took place March 15*th,* 1939.

No. 4537. — AGREEMENT BETWEEN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ITALY REGARDING QUESTIONS OF MUTUAL CONCERN CONSISTING OF A PROTOCOL AND ANNEXES. SIGNED AT ROME, APRIL 16TH, 1938.

No. 1. — PROTOCOL.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE ITALIAN GOVERNMENT, animated by the desire to place the relations between the two countries on a solid and lasting basis and to contribute to the general cause of peace and security, have decided to undertake conversations in order to reach agreement on questions of mutual concern:

And the said conversations having taken place;

His Excellency the Right Honourable the EARL OF PERTH, G.C.M.G., C.B., His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Rome; and

His Excellency Count GALEAZZO CIANO DI CORTELLAZZO, Minister for Foreign Affairs;

duly authorised for that purpose by their respective Governments, have drawn up the present Protocol and have signed the Agreements and Declarations annexed hereto, each of which shall be regarded as a separate and self-contained instrument:

(1) Reaffirmation of the Declaration[1] of the 2nd January, 1937, regarding the Mediterranean and of the Notes exchanged on the 31st December, 1936;

(2) Agreement regarding the Exchange of Military Information;

(3) Agreement regarding Certain Areas in the Middle East;

(4) Declaration regarding Propaganda;

(5) Declaration regarding Lake Tsana;

(6) Declaration regarding the Military Duties of Natives of Italian East Africa;

(7) Declaration regarding the Free Exercise of Religion and the Treatment of British Religious Bodies in Italian East Africa;

(8) Declaration regarding the Suez Canal.

The said instruments shall take effect on such date as the two Governments shall together determine. Except in so far as any of them contain provisions with regard to their revision or duration, each of the said instruments shall remain in force indefinitely, but should either Government at any time consider that a change of circumstances renders the revision of any of these instruments necessary, the two Governments will consult together with a view to such a revision.

The two Governments agree that, immediately after the taking effect of the said instruments, negotiations will be opened, in which the Egyptian Government will be invited to participate so far as all questions affecting Egypt or the Anglo-Egyptian Sudan are concerned, with a view to a definitive agreement on the boundaries between the Sudan, Kenya and British Somaliland on the one side and Italian East Africa on the other; and with regard to other questions affecting reciprocally *(a)* Italian interests on the one hand and British, Egyptian or Sudan interests on the other hand in the above-mentioned territories, and *(b)* the relations between those territories. These negotiations will also include the question of commercial relations between the Sudan and Italian East Africa.

It is also agreed that negotiations between the Government of the United Kingdom and the Italian Government will take place as soon as possible on the subject of commercial relations

[1] Vol. CLXXVII, page 241, of this Series.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 4537. — ACCORDO TRA IL REGNO UNITO DI GRAN BRETAGNA E DELL'IRLANDA DEL NORD E L'ITALIA SULLE QUESTIONI DI MUTUO INTERESSE CHE COMPRENDE UN PROTOCOLLO E ALLEGATI. FIRMATO A ROMA, IL 16 APRILE 1938.

No. 1. — PROTOCOLLO.

IL GOVERNO ITALIANO ed IL GOVERNO DEL REGNO UNITO DI GRAN BRETAGNA E DELL'IRLANDA DEL NORD, animati dal desiderio di porre su una base solida e duratura le relazioni tra i due Paesi e di contribuire alla causa generale della pace e della sicurezza, hanno deciso di entrare in conversazioni allo scopo di raggiungere un accordo sulle questioni di mutuo interesse ;

e le dette conversazioni avendo avuto luogo ;

Sua Eccellenza il Conte GALEAZZO CIANO DI CORTELLAZZO, Ministro degli Affari Esteri, e
Sua Eccellenza il Molto Onorevole Conte di PERTH, C. G. M. G., C. B., Ambasciatore Straordinario e Plenipotenziario di Sua Maestà Britannica a Roma,

debitamente autorizzati all'uopo dai loro rispettivi Governi, hanno redatto il presente Protocollo ed hanno firmato gli Accordi e Dichiarazioni che vi sono annessi, ciascuno dei quali dovrà essere considerato come un atto separato e per sè stante :

1° Conferma della Dichiarazione[1] del 2 gennaio 1937, relativa al Mediterraneo, e delle Note scambiate il 31 dicembre 1936 ;

2° Accordo relativo allo Scambio di Informazioni Militari ;

3° Accordo relativo a talune Zone del Medio Oriente ;

4° Dichiarazione relativa alla Propaganda ;

5° Dichiarazione relativa al Lago Tana ;

6° Dichiarazione relativa agli Obblighi Militari degli Indigeni dell'Africa Orientale Italiana ;

7° Dichiarazione relativa al libero Esercizio della Religione e al Trattamento degli Enti religiosi Britannici in Africa Orientale Italiana ;

8° Dichiarazione relativa al Canale di Suez.

Tali atti entreranno in vigore alla data che i due Governi fisseranno d'accordo. Ciascuno di essi, a meno che non contenga disposizioni relativamente alla sua revisione o durata, rimarrà in vigore senza limiti di tempo, ma qualora uno dei due Governi in qualunque momento ritenga che un mutamento di circostanze renda necessaria la revisione di taluno di questi atti, i due Governi si consulteranno allo scopo di procedere a una tale revisione.

I due Governi convengono che, immediatamente dopo l'entrata in vigore dei detti atti, saranno aperti negoziati, ai quali il Governo egiziano sarà invitato a partecipare per quel che riguarda tutte le questioni interessanti l'Egitto o il Sudan anglo-egiziano, in vista di un accordo definitivo sulle frontiere fra il Sudan, il Kenya e la Somalia britannica da un lato e l'Africa Orientale Italiana dall'altro ; nonchè in relazione ad altre questioni che riguardano reciprocamente *(a)* interessi italiani da un lato e interessi britannici, egiziani o sudanesi dall'altro nei territori sopra menzionati, e *(b)* i rapporti fra detti territori. Questi negoziati includeranno altresì la questione dei rapporti commerciali fra il Sudan e l'Africa Orientale Italiana.

I due Governi convengono inoltre che avranno luogo al più presto possibile negoziati fra il Governo del Regno Unito ed il Governo italiano sulla questione dei rapporti commerciali tra l'Africa

[1] Vol. CLXXVII, page 241, de ce recueil.

between Italian East Africa and the United Kingdom, India, and British colonies, overseas territories, protectorates and mandated territories administered by the Government of the United Kingdom, including the subject of the application, on conditions to be established, to the whole of Italian East Africa of the Treaty[1] of Commerce and Navigation signed at Rome on the 15th June, 1883. These negotiations will be inspired by the common desire to further commercial relations between these territories and to ensure adequate facilities for trade.

Done at Rome, in duplicate, the 16th April, 1938, in the English and Italian languages, both of which shall have equal force.

PERTH. CIANO.

No. 2. — ANNEX 1.

REAFFIRMATION OF THE DECLARATION OF JANUARY 2ND, 1937, REGARDING THE MEDITERRANEAN AND OF THE NOTES EXCHANGED ON DECEMBER 31ST, 1936.

The Government of the United Kingdom and the Italian Government hereby reaffirm the Declaration signed in Rome on the 2nd January, 1937, regarding the Mediterranean and the Notes exchanged between the two Governments on the 31st December, 1936, regarding the *status quo* in the Western Mediterranean.

Done at Rome, in duplicate, the 16th April, 1938, in the English and Italian languages, both of which shall have equal force.

PERTH. CIANO.

No. 3. — ANNEX 2.

AGREEMENT REGARDING THE EXCHANGE OF MILITARY INFORMATION.

The Government of the United Kingdom and the Italian Government agree that in the month of January each year a reciprocal exchange of information shall take place through the Naval, Military and Air Attachés in London and Rome regarding any major prospective administrative movements or redistribution of their respective naval, military and air forces. This exchange of information will take place in respect of such forces stationed in or based on :

(1) Overseas possessions of either Party (which phrase shall for this purpose be deemed to include protectorates and mandated territories) in or with a seaboard on the Mediterranean, the Red Sea or the Gulf of Aden, and

(2) Territories in Africa other than those referred to in paragraph (1) above and lying in an area bounded on the west by longitude 20° east and on the south by latitude 7° south.

Such an exchange of information will not necessarily preclude the occasional communication of supplementary military information should either Party consider that the political circumstances of the moment make it desirable.

The two Governments further agree to notify each other in advance of any decision to provide new naval or air bases in the Mediterranean east of longitude 19° east and in the Red Sea or approaches thereto.

Done at Rome, in duplicate, the 16th April, 1938, in the English and Italian languages, both of which shall have equal force.

PERTH. CIANO.

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 74, page 63.

Orientale Italiana e il Regno Unito, l'India, le Colonie britanniche, i territori d'Oltremare, i Protettorati ed i territori sottoposti a mandato amministrati dal Governo del Regno Unito, compresa la questione dell'applicazione, in base a condizioni da stabilirsi, del Trattato[1] di Commercio e Navigazione firmato a Roma il 15 giugno 1883 a tutta l'Africa Orientale Italiana. Questi negoziati saranno ispirati al comune desiderio di sviluppare i rapporti commerciali fra i predetti territori e di assicurare adeguate facilitazioni al commercio.

Fatto a Roma, in duplice esemplare, il 16 aprile 1938, in lingua italiana ed inglese, ciascuna delle quali farà ugualmente fede.

CIANO. PERTH.

No. 2. — ALLEGATO 1.

CONFERMA DELLA DICHIARAZIONE DEL 2 GENNAIO 1937 RELATIVA AL MEDITERRANEO E DELLE NOTE SCAMBIATE IL 31 DICEMBRE 1936.

Il Governo italiano e il Governo del Regno Unito con la presente confermano la Dichiarazione firmata in Roma il 2 gennaio 1937, relativa al Mediterraneo, e le Note scambiate fra i due Governi il 31 dicembre 1936 relative allo *statu quo* nel Mediterraneo Occidentale.

Fatto a Roma, in duplice esemplare, il 16 aprile 1938, in lingua italiana e inglese, ciascuna delle quali farà egualmente fede.

CIANO. PERTH.

No. 3. — ALLEGATO 2.

ACCORDO RELATIVO ALLO SCAMBIO DI INFORMAZIONI MILITARI.

Il Governo Italiano e il Governo del Regno Unito convengono che nel mese di gennaio di ciascun anno avrà luogo, pel tramite degli Addetti Militari, Navali e Aerei a Londra e a Roma, uno scambio reciproco di informazioni riguardanti qualsiasi rilevante progettato movimento amministrativo o ridistribuzione delle rispettive forze militari, navali ed aeree. Questo scambio di informazioni avrà luogo nei riguardi di dette forze che hanno stanza o base :

1° Nei possedimenti d'oltremare di ciascuna delle due Parti (questa frase ai fini del presente Accordo sarà considerata come comprendente i protettorati e i territori sotto mandato) che si trovano o che hanno coste sul Mediterraneo, il Mar Rosso o il Golfo di Aden, e.

2° Nei territori in Africa non nominati nel precedente paragrafo 1° e situati in una zona delimitata all'ovest dal 20° di longitudine est ed a sud dal 7° di latitudine sud.

Tale scambio di informazioni non escluderà necessariamente la comunicazione occasionale di informazioni militari supplementari qualora una delle due Parti consideri che le circostanze politiche del momento la rendano desiderabile.

I due Governi concordano inoltre di notificarsi reciprocamente in anticipo qualsiasi decisione relativa alla istituzione di nuove basi navali od aeree nel Mediterraneo ad oriente del 19° di longitudine est e nel Mar Rosso o nei relativi accessi.

Fatto a Roma, in duplice esemplare, il 16 aprile 1938, in lingua italiana e inglese, ciascuna delle quali farà egualmente fede.

CIANO. PERTH.

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome X, page 550.

No. 4. — ANNEX 3.

ANGLO-ITALIAN AGREEMENT REGARDING CERTAIN AREAS IN THE MIDDLE EAST.

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Italian Government,

Being desirous of ensuring that there shall be no conflict between their respective policies in regard to the areas in the Middle East referred to in the present Agreement,

Being desirous, moreover, that the same friendly spirit which has attended the signing of to-day's Protocol, and of the documents annexed thereto, should also animate their relations in regard to those areas,

Have agreed as follows :

Article 1.

Neither Party will conclude any agreement or take any action which might in any way impair the independence or integrity of Saudi Arabia or of the Yemen.

Article 2.

Neither Party will obtain or seek to obtain a privileged position of a political character in any territory which at present belongs to Saudi Arabia or to the Yemen or in any territory which either of those States may hereafter acquire.

Article 3.

The two Parties recognise that, in addition to the obligations incumbent on each of them in virtue of Articles 1 and 2 hereof, it is in the common interest of both of them that no other Power should acquire or seek to acquire sovereignty or any privileged position of a political character in any territory which at present belongs to Saudi Arabia or to the Yemen or which either of those States may hereafter acquire, including any islands in the Red Sea belonging to either of those States, or in any other islands in the Red Sea to which Turkey renounced her rights by Article 16 of the Treaty[1] of Peace signed at Lausanne on the 24th July, 1923. In particular they regard it as an essential interest of each of them that no other Power should acquire sovereignty or any privileged position on any part of the coast of the Red Sea which at present belongs to Saudi Arabia or to the Yemen or in any of the aforesaid islands.

Article 4.

(1) As regards those islands in the Red Sea to which Turkey renounced her rights by Article 16 of the Treaty of Peace signed at Lausanne on the 24th July, 1923, and which are not comprised in the territory of Saudi Arabia or of the Yemen, neither Party will, in or in regard to any such island :

(a) Establish its sovereignty, or

(b) Erect fortifications or defences.

(2) It is agreed that neither Party will object to :

(a) The presence of British officials at Kamaran for the purpose of securing the sanitary service of the pilgrimage to Mecca in accordance with the provisions of the Agreement[2] concluded at Paris on the 19th June, 1926, between the Governments of Great Britain and Northern Ireland and of India, on the one part, and the Government of the Netherlands, on the other part ; it is also understood that the Italian Government may appoint an Italian Medical Officer to be stationed there on the same conditions as the Netherlands Medical Officer under the said Agreement ;

[1] Vol. XXVIII, page 11, of this Series.

[2] Vol. LVII, page 41 ; Vol. CLVI, page 197 ; and Vol. CLXIV, page 375, of this Series.

N° 4. — ALLEGATO 3.

ACCORDO ITALO-BRITANNICO RELATIVO AD ALCUNE ZONE DEL MEDIO ORIENTE.

Il Governo Italiano e il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord,

essendo desiderosi di assicurare che non vi sarà conflitto fra le loro rispettive politiche in riguardo alle zone del Medio Oriente a cui si riferisce il presente accordo,

essendo anzi desiderosi che lo stesso amichevole spirito che ha presieduto alla firma dell'odierno Protocollo, e dei documenti a questo annessi, abbia anche ad ispirare le loro relazioni in riguardo a tali zone,

hanno convenuto quanto segue :

Art. 1.

Nessuna delle due Parti concluderà alcun accordo o intraprenderà alcuna azione che possa in qualsiasi modo compromettere l'indipendenza o integrità dell'Arabia Saudiana o dello Yemen.

Art. 2.

Nessuna delle due Parti otterrà o cercherà di ottenere una posizione privilegiata di carattere politico in qualsiasi territorio che attualmente appartiene all'Arabia Saudiana o allo Yemen o in qualsiasi territorio che ciascuno di questi Stati potrà in seguito acquistare.

Art. 3.

Le due Parti riconoscono che, in aggiunta agli obblighi che a ciascuna di esse incombono in virtù degli articoli 1 e 2 di cui sopra, è nel loro comune interesse che nessuna altra Potenza acquisti o cerchi di acquistare sovranità o qualsiasi posizione privilegiata di carattere politico in qualsiasi territorio che attualmente appartiene all'Arabia Saudiana o allo Yemen o che ciascuno di questi Stati potrà in seguito acquistare, compresa qualsiasi isola del Mar Rosso appartenente all'uno o all'altro di questi Stati, o in qualsiasi altra isola nel Mar Rosso su cui la Turchia ha rinunciato ai suoi diritti con l'art. 16 del Trattato[1] di Pace firmato a Losanna il 24 luglio 1923. In particolare esse considerano come un interesse essenziale di ciascuna di esse che nessuna altra Potenza acquisti sovranità o qualsiasi posizione privilegiata su qualsiasi parte della costa del Mar Rosso che attualmente appartiene all'Arabia Saudiana o allo Yemen o in qualsiasi delle anzidette isole.

Art. 4.

(1) Per quanto si riferisce a quelle isole del Mar Rosso sulle quali la Turchia ha rinunciato ai suoi diritti con l'art. 16 del Trattato di Pace firmato a Losanna il 24 luglio 1923, e che non sono comprese nel territorio dell'Arabia Saudiana o dello Yemen, nessuna delle due Parti :

(a) stabilirà la propria sovranità, o
(b) erigerà fortificazioni o difese

su nessuna di dette isole o nei riguardi di esse.

(2) E' convenuto che nessuna delle due Parti farà obiezioni :

(a) alla presenza di funzionari britannici a Camaran allo scopo di assicurare il servizio sanitario del pellegrinaggio alla Mecca in conformità delle disposizioni dell'Accordo[2] concluso a Parigi il 19 giugno 1926 fra il Governo di Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord e il Governo dell'India da una parte ed il Governo dei Paesi Bassi dall'altra parte ; è anche inteso che il Governo italiano potrà nominare un ufficiale sanitario italiano che vi risiederà nelle stesse condizioni dell'ufficiale sanitario olandese secondo il detto Accordo ;

[1] Vol. XXVIII, page 11, de ce recueil.

[2] Vol. LVII, page 41 ; vol. CLVI, page 197 ; et vol. CLXIV, page 375, de ce recueil.

(b) The presence of Italian officials at Great Hanish, Little Hanish and Jebel Zukur for the purpose of protecting the fishermen who resort to those islands ;

(c) The presence at Abu Ail, Centre Peak and Jebel Teir of such persons as are required for the maintenance of the lights on those islands.

Article 5.

(1) The two Parties agree that it is in the common interest of both of them that there shall be peace between Saudi Arabia and the Yemen and within the territories of those States. But, while they will at all times exert their good offices in the cause of peace, they will not intervene in any conflict which, despite their good offices, may break out between or within those States.

(2) The two Parties also recognise that it is in the common interest of both of them that no other Power should intervene in any such conflict.

Article 6.

As regards the zone of Arabia lying to the east and south of the present boundaries of Saudi Arabia and of the Yemen or of any future boundaries which may be established by agreement between the Government of the United Kingdom, on the one hand, and the Governments of Saudi Arabia or of the Yemen, on the other :

(1) The Government of the United Kingdom declare that in the territories of the Arab rulers under their protection within this zone :

(a) No action shall be taken by the Government of the United Kingdom which shall be such as to prejudice in any way the independence or integrity of Saudi Arabia or of the Yemen (which both Parties have undertaken to respect in Article 1 hereof), within any territory at present belonging to those States or within any additional territory which may be recognised by the Government of the United Kingdom as belonging to either of those States as a result of any agreement which may hereafter be concluded between the Government of the United Kingdom and the Government of either of them ;

(b) The Government of the United Kingdom will not undertake, or cause to be undertaken, any military preparations or works other than military preparations or works of a purely defensive character for the defence of the said territories or of the communications between different parts of the British Empire. Furthermore, the Government of the United Kingdom will not enrol the inhabitants of any of these territories, or cause them to be enrolled, in any military forces other than forces designed and suited solely for the preservation of order and for local defence ;

(c) While the Government of the United Kingdom reserve the liberty to take in these territories such steps as may be necessary for the preservation of order and the development of the country, they intend to maintain the autonomy of the Arab rulers under their protection.

(2) The Italian Government declare that they will not seek to acquire any political influence in this zone.

Article 7.

The Government of the United Kingdom declare that within the limits of the Aden Protectorate as defined in the Aden Protectorate Order, 1937, Italian citizens and subjects (including Italian companies) shall have liberty to come, with their ships and goods, to all places and ports, and they shall have freedom of entry, travel and residence and the right to exercise there any description of business, profession, occupation or industry, so long as they satisfy and observe the conditions and regulations from time to time applicable in the Protectorate to the citizens and subjects and ships of any country not being a territory under the sovereignty, suzerainty, protection or mandate of His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India.

(b) alla presenza di funzionari italiani nella Grande Hanish, nella Piccola Hanish e nel Gebel Zucur allo scopo di proteggere i pescatori che frequentano queste isole ;

(c) alla presenza ad Abu Ail, Centre Peak e Gebel Tair delle persone che sono necessarie per il mantenimento dei fari in queste isole.

Art. 5.

(1) Le due Parti convengono che è nel loro comune interesse che vi sia pace fra l'Arabia Saudiana e lo Yemen ed entro i territori di questi Stati. Tuttavia, pur esercitando in ogni tempo i loro buoni uffici per la causa della pace, esse non interverranno in alcun conflitto che, malgrado i loro buoni uffici, avesse a verificarsi fra questi Stati o entro i loro territori.

(2) Le due Parti riconoscono anche che è nel loro comune interesse che nessun'altra Potenza intervenga in tali conflitti.

Art. 6.

Per quanto riguarda la zona dell'Arabia situata ad est ed a sud degli attuali confini dell'Arabia Saudiana e dello Yemen o di qualsiasi futuro confine che potrà essere stabilito d'accordo fra il Governo del Regno Unito, da una parte, e i Governi dell'Arabia Saudiana o dello Yemen, dall'altra :

(1) Il Governo del Regno Unito dichiara che nei territori dei capi arabi sotto la sua protezione entro tale zona :

(a) nessuna azione sarà intrapresa dal Governo del Regno Unito, che possa essere di natura da pregiudicare in qualsiasi modo l'indipendenza o integrità dell'Arabia Saudiana o dello Yemen (che entrambe le Parti si sono impegnate a rispettare nell'art. 1 di cui sopra), in qualsiasi territorio che attualmente appartiene a questi Stati o in ogni altro territorio che potrà essere riconosciuto dal Governo del Regno Unito come appartenente all'uno o all'altro di questi Stati come risultato di qualsiasi accordo che potrà in seguito essere concluso fra il Governo del Regno Unito e il Governo dell'uno o l'altro di essi ;

(b) il Governo del Regno Unito non intraprenderà, nè farà in modo che sia intrapreso, alcun apprestamento od opera militare all'infuori degli apprestamenti od opere militari di puro carattere difensivo per la difesa dei detti territori o delle comunicazioni fra le differenti parti dell'Impero britannico. Inoltre, il Governo del Regno Unito non arruolerà gli abitanti di alcuno di questi territori, nè farà in modo che essi siano arruolati, in alcuna forza militare all'infuori delle forze destinate e atte esclusivamente al mantenimento dell'ordine e alla difesa locale ;

(c) mentre il Governo del Regno Unito si riserva la libertà di prendere in questi territori quelle disposizioni che potranno essere necessarie per il mantenimento dell'ordine e per lo sviluppo del paese, esso intende di mantenere l'autonomia dei capi arabi sotto la sua protezione.

(2) Il Governo italiano dichiara che non cercherà di acquistare alcuna influenza politica in questa zona.

Art. 7.

Il Governo del Regno Unito dichiara che entro i limiti del Protettorato di Aden come definito nell'Aden Protectorate Order, 1937, i cittadini e sudditi italiani (comprese le società italiane) avranno libertà di recarsi, con le loro navi e merci, in tutte le località e porti, e avranno libertà di entrare, viaggiare e risiedere ed il diritto di esercitarvi ogni genere di affari, professioni, occupazioni o industrie, in quanto si conformino ed osservino le condizioni e i regolamenti che sono o saranno applicabili nel Protettorato ai cittadini e sudditi e alle navi di qualsiasi Paese che non sia un territorio sotto la sovranità, *suzeraineté*, protettorato o mandato di Sua Maestà il Re di Gran Bretagna, Irlanda e dei Domini Britannici al di là dei mari, Imperatore delle Indie.

Article 8.

(1) Should either Party at any time give notice to the other that they consider that a change has taken place in the circumstances obtaining at the time of the entry into force of the present Agreement, such as to necessitate a modification of the provisions of the Agreement, the two Parties will enter into negotiations with a view to the revision or amendment of any of the provisions of the Agreement.

(2) At any time after the expiration of a period of ten years from the entry into force of this Agreement either Party may notify the other of its intention to determine the Agreement. Any such notification shall take effect three months after the date on which it is made.

Done at Rome, in duplicate, the 16th April, 1938, in the English and Italian languages, both of which shall have equal force.

PERTH. CIANO.

No. 5. — ANNEX 4.

DECLARATION REGARDING PROPAGANDA.

The two Governments welcome the opportunity afforded by the present occasion to place on record their agreement that any attempt by either of them to employ the methods of publicity or propaganda at its disposal in order to injure the interests of the other would be inconsistent with the good relations which it is the object of the present Agreement to establish and maintain between the two Governments and the peoples of their respective countries.

Done at Rome, in duplicate, the 16th April, 1938, in the English and Italian languages, both of which shall have equal force.

PERTH. CIANO.

No. 6. — ANNEX 5.

DECLARATION REGARDING LAKE TSANA.

The Italian Government confirm to the Government of the United Kingdom the assurance given by them to the Government of the United Kingdom on the 3rd April, 1936, and reiterated by the Italian Minister for Foreign Affairs to His Majesty's Ambassador at Rome on the 31st December, 1936, to the effect that the Italian Government were fully conscious of their obligations towards the Government of the United Kingdom in the matter of Lake Tsana and had no intention whatever of overlooking or repudiating them.

Done at Rome, in duplicate, the 16th April, 1938, in the English and Italian languages, both of which shall have equal force.

PERTH. CIANO.

Art. 8.

(1) Se in qualsiasi momento una delle due Parti notificasse all'altra che essa considera che un cambiamento ha avuto luogo nelle circostanze esistenti al momento dell'entrata in vigore del presente Accordo, tale da rendere necessaria una modificazione delle disposizioni dell'Accordo stesso, le due Parti entreranno in trattative allo scopo di rivedere o emendare qualsiasi disposizione dell'Accordo.

(2) In qualunque momento dopo spirato il periodo di dieci anni dall'entrata in vigore di questo Accordo ciascuna delle Parti potrà notificare all'altra la sua intenzione di porre fine all'Accordo. Tale notifica avrà effetto tre mesi dopo la data alla quale è stata fatta.

Fatto a Roma, in duplice esemplare, il 16 aprile 1938, in lingua italiana e inglese, ciascuna delle quali farà egualmente fede.

CIANO. PERTH.

N° 5. — ALLEGATO 4.

DICHIARAZIONE RELATIVA ALLA PROPAGANDA.

I due Governi colgono con soddisfazione l'opportunità che fornisce loro la presente occasione di registrare il loro accordo nel senso che qualsiasi tentativo da parte di uno di essi di impiegare i metodi di pubblicità o propaganda a sua disposizione allo scopo di arrecar danno agli interessi dell'altro sarebbe incompatibile con le buone relazioni che il presente Accordo mira a stabilire e mantenere fra i due Governi ed i popoli dei loro rispettivi paesi.

Fatto a Roma, in duplice esemplare, il 16 aprile 1938, in lingua italiana e inglese, ciascuna delle quali farà egualmente fede.

CIANO. PERTH.

N° 6. ALLEGATO 5.

DICHIARAZIONE RELATIVA AL LAGO TANA.

Il Governo Italiano conferma al Governo del Regno Unito l'assicurazione da esso data al Governo del Regno Unito il 3 aprile 1936, e ripetuta dal Ministro Italiano degli Affari Esteri all'Ambasciatore di Sua Maestà Britannica a Roma il 31 dicembre 1936, nel senso che il Governo Italiano era pienamente consapevole delle sue obbligazioni verso il Governo del Regno Unito nella questione del Lago Tana e non aveva la benchè minima intenzione di ignorarle o ripudiarle.

Fatto a Roma, in duplice esemplare, il 16 aprile 1938, in lingua italiana e inglese, ciascuna delle quali farà egualmente fede.

CIANO. PERTH.

No. 7. — ANNEX 6.

DECLARATION REGARDING THE MILITARY DUTIES OF NATIVES OF ITALIAN EAST AFRICA.

The Italian Government reaffirm the assurance which they gave in their Note to the League of Nations of the 29th June, 1936, that Italy on her side was willing to accept the principle that natives of Italian East Africa should not be compelled to undertake military duties other than local policing and territorial defence.

Done at Rome, in duplicate, the 16th April, 1938, in the English and Italian languages, both of which shall have equal force.

PERTH. CIANO.

No. 8. — ANNEX 7.

DECLARATION REGARDING THE FREE EXERCISE OF RELIGION AND THE TREATMENT OF BRITISH RELIGIOUS BODIES IN ITALIAN EAST AFRICA.

Without prejudice to any Treaty engagements which may be applicable, the Italian Government declare that they intend to assure to British nationals in Italian East Africa the free exercise of all cults compatible with public order and good morals ; and in this spirit they will examine favourably any request which may reach them from the British side to assure in Italian East Africa religious assistance to British nationals ; and that as regards other activities of British religious Bodies in Italian East Africa in humanitarian and benevolent spheres, such requests as may reach the Italian Government will be examined, the general line of policy of the Italian Government in this matter and the principles of legislation in force in Italian East Africa being borne in mind.

Done at Rome, in duplicate, the 16th April, 1938, in the English and Italian languages, both of which shall have equal force.

PERTH. CIANO.

No. 9. — ANNEX 8.

DECLARATION REGARDING THE SUEZ CANAL.

The Government of the United Kingdom and the Italian Government hereby reaffirm their intention always to respect and abide by the provisions of the Convention[1] signed at Constantinople on the 29th October, 1888, which guarantees at all times and for all Powers the free use of the Suez Canal.

Done at Rome, in duplicate, the 16th April, 1938, in the English and Italian languages, both of which shall have equal force.

PERTH. CIANO.

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 79, page 18.

No. 7. — ALLEGATO 6.

DICHIARAZIONE RELATIVA AGLI OBBLIGHI MILITARI DEGLI INDIGENI DELL'AFRICA ORIENTALE ITALIANA.

Il Governo italiano conferma l'assicurazione data nella sua nota del 29 giugno 1936 alla Società delle Nazioni che l'Italia da parte sua era disposta ad accettare il principio che gli indigeni dell'Africa Orientale Italiana non dovrebbero essere costretti ad altri obblighi militari all'infuori della polizia locale e della difesa territoriale.

Fatto a Roma, in duplice esemplare, il 16 aprile 1938, in lingua italiana e inglese, ciascuna delle quali farà egualmente fede.

CIANO. PERTH.

No. 8. — ALLEGATO 7.

DICHIARAZIONE RELATIVA AL LIBERO ESERCIZIO DELLA RELIGIONE E AL TRATTAMENTO DEGLI ENTI RELIGIOSI BRITANNICI IN AFRICA ORIENTALE ITALIANA.

Senza pregiudizio di qualsiasi impegno derivante da Trattati che possa essere applicabile, il Governo italiano dichiara che intende assicurare ai cittadini, sudditi e protetti britannici nell'Africa Orientale Italiana il libero esercizio di tutti i culti compatibili con l'ordine pubblico e il buon costume ; e in tale spirito esaminerà favorevolmente ogni domanda che dovesse pervenirgli da parte britannica intesa ad assicurare assistenza di carattere religioso ai cittadini, sudditi e protetti britannici nell'Africa Orientale Italiana ; e che, her quanto concerne altre attività di Enti religiosi britannici nell'Africa Orientale Italiana nel campo umanitario ed assistenziale, le domande che pervenissero al Governo Italiano verranno esaminate tenendo presenti le direttive generali del Governo Italiano in materia e le norme della legislazione in vigore nell'Africa Orientale Italiana.

Fatto a Roma, in duplice esemplare, il 16 aprile 1938, in lingua italiana e inglese, ciascuna delle quali farà egualmente fede.

CIANO. PERTH.

No. 9. — ALLEGATO 8.

DICHIARAZIONE RELATIVA AL CANALE DI SUEZ.

Il Governo italiano e il Governo del Regno Unito riaffermano con la presente il loro proposito di sempre rispettare e uniformarsi alle disposizioni della Convenzione[1] firmata a Costantinopoli il 29 ottobre 1888, che garantisce in tutti i tempi e per tutte le Potenze il libero uso del Canale di Suez.

Fatto a Roma, in duplice esemplare, il 16 aprile 1938, in lingua italiana e inglese, ciascuna delle quali farà egualmente fede.

CIANO. PERTH.

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XV, page 557.

No. 10.

SCAMBIO DI NOTE

CONCERNENTE L'AMMONTARE DELLE FORZE ITALIANE IN LIBIA. ROMA, IL 16 APRILE 1938.

EXCHANGE OF NOTES

REGARDING THE STRENGTH OF ITALIAN FORCES IN LIBYA. ROME, APRIL 16TH, 1938.

(a) COUNT CIANO TO LORD PERTH.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

IL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI.

ROMA, 16 *aprile* 1938-XVI.

ECCELLENZA,

Nel corso delle nostre recenti conversazioni Vostra Eccellenza ha menzionato la questione dell'ammontare delle forze italiane in Libia.

Ho l'onore di informare Vostra Eccellenza che il Capo del Governo ha disposto una diminuzione di tali forze. I ritiri sono già incominciati in ragione di 1000 uomini alla settimana e saranno continuati in ragione non inferiore a tale cifra finchè gli effettivi italiani in Libia raggiungeranno il piede di pace. Ciò che rappresenterà in definitiva una diminuzione degli effettivi in Libia di non meno della metà delle forze esistenti al momento dell'inizio delle conversazioni.

Voglia gradire, ecc. CIANO.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

ROME, *April 16th*, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

During our recent conversations Your Excellency has referred to the question of the strength of the Italian forces in Libya.

I have the honour to inform Your Excellency that the Head of the Government has given orders for a diminution of these forces. Withdrawals have already begun at the rate of 1,000 a week and will be continued at not less than this rate until the Italian Libyan effectives reach peace strength. This will constitute an ultimate diminution of these effectives by not less than half the numbers present in Libya when our conversations commenced.

I avail, etc. CIANO.

(b) LORD PERTH TO COUNT CIANO.

BRITISH EMBASSY.

YOUR EXCELLENCY, ROME, *April 16th*, 1938.

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of to-day's date in which Your Excellency informed me of the intentions of the Head of the Italian Government with regard to the progressive diminution of the Italian forces in Libya.

I shall have pleasure in communicating this information to His Majesty's Government in the United Kingdom.

I avail, etc. PERTH.

No. 11.

SCAMBIO DI NOTE

CONCERNENTE LE ASSICURAZIONI ITALIANE RELATIVE ALLA POLITICA IN SPAGNA, POSSEDIMENTI SPAGNOLI D'OLTRE MARE E NELLA ZONA SPAGNOLA DEL MAROCCO; E CONCERNENTE LE INTENZIONI DEL GOVERNO DEL REGNO UNITO ALL'UOPO DI CHIARIRE LA POSIZIONE DEI MEMBRI DELLA SOCIETÀ DELLE NAZIONI NEI RIGUARDI DELLA SITUAZIONE IN ETIOPIA. ROMA, IL 16 APRILE 1938.

EXCHANGE OF NOTES

REGARDING ITALIAN ASSURANCES IN REGARD TO POLICY IN SPAIN, SPANISH POSSESSIONS OVERSEAS AND THE SPANISH ZONE OF MOROCCO; AND REGARDING THE UNITED KINGDOM INTENTIONS CONCERNING THE CLARIFICATION OF THE POSITION OF MEMBERS OF THE LEAGUE OF NATIONS IN REGARD TO THE SITUATION IN ETHIOPIA. ROME, APRIL 16TH, 1938.

[1] Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

[1] Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

(a) COUNT CIANO TO LORD PERTH.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

IL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI.

ROMA, 16 *Aprile* 1938-XVI.

ECCELLENZA,

Vostra Eccellenza ricorderà che nel corso delle nostre recenti conversazioni io detti a Vostra Eccellenza alcune assicurazioni relative alla politica del Governo italiano in connessione con la Spagna. Desidero ora di confermare queste assicurazioni e darne formalmente atto.

In primo luogo, il Governo italiano ha l'onore di confermare la sua piena adesione alla formula del Governo del Regno Unito per l'evacuazione proporzionale dei volontari stranieri dalla Spagna, e si impegna a dare pratica e reale esecuzione a tale evacuazione nel momento e alle condizioni che saranno determinate dal Comitato di non intervento sulla base della formula suddetta.

In secondo luogo, desidero confermare che, se tale evacuazione non è stata completata al momento in cui avrà termine la guerra civile in Spagna, tutti i restanti volontari italiani lasceranno immediatamente il territorio spagnolo e tutto il materiale da guerra italiano sarà ritirato contemporaneamente.

In terzo luogo, desidero ripetere la mia precedente assicurazione che il Governo italiano non ha alcuna mira territoriale o politica, e non cerca alcuna posizione economica privilegiata, nella Spagna metropolitana, nelle Isole Baleari, in alcuno dei possedimenti spagnoli d'oltre mare, o nella zona spagnola del Marocco, o nei riguardi dei suddetti territori, e che non ha alcuna intenzione di mantenere qualsiasi forza armata in alcuno dei territori suddetti.

Voglia gradire, ecc. CIANO.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

ROME, *April 16th*, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

Your Excellency will remember that, in the course of our recent conversations, I gave Your Excellency certain assurances regarding the policy of the Italian Government in connexion with Spain. I now wish to reaffirm those assurances and to place them on record.

First, the Italian Government have the honour to confirm their full adherence to the United Kingdom formula for the proportional evacuation of the foreign volunteers from Spain, and pledge themselves to give practical and real application to such an evacuation at the moment and on the conditions which shall be determined by the Non-Intervention Committee on the basis of the above-mentioned formula.

I desire secondly to reaffirm that if this evacuation has not been completed at the moment of the termination of the Spanish civil war, all remaining Italian volunteers will forthwith leave Spanish territory and all Italian war material will simultaneously be withdrawn.

I wish thirdly to repeat my previous assurance that the Italian Government have no territorial or political aims, and seek no privileged economic position, in or with regard to either Metropolitan Spain, the Balearic Islands, any of the Spanish possessions overseas, or the Spanish zone of Morocco, and that they have no intention whatever of keeping any armed forces in any of the said territories.

I avail, etc. CIANO.

(b) LORD PERTH TO COUNT CIANO.

BRITISH EMBASSY.

YOUR EXCELLENCY, ROME, *April 16th*, 1938.

In reply to Your Excellency's Note of to-day's date, I have the honour to take note of the reaffirmation contained therein of the assurances which Your Excellency has already given me, during the course of our recent conversations, regarding the policy of the Italian Government in connexion with Spain. His Majesty's Government in the United Kingdom, to whom I shall not

[1] Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

[1] Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

fail to transmit this communication, will, I feel sure, be gratified at its contents. In this connexion I hardly need to remind Your Excellency that His Majesty's Government regard a settlement of the Spanish question as a prerequisite of the entry into force of the Agreement between our two Governments.

I have further the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government, being desirous that such obstacles as may at present be held to impede the freedom of member States as regards recognition of Italian sovereignty over Ethiopia should be removed, intend to take steps at the forthcoming meeting of the Council of the League of Nations for the purpose of clarifying the situation of member States in this regard.

I avail, etc. PERTH.

No. 12.

SCAMBIO DI NOTE

CONCERNENTE LA ADESIONE DELL'ITALIA AL TRATTATO PER LA LIMITAZIONE DEGLI ARMAMENTI NAVALI, FIRMATO A LONDRA IL 25 MARZO 1936. ROMA, IL 16 APRILE 1938.

EXCHANGE OF NOTES

REGARDING THE ACCESSION OF ITALY TO THE TREATY FOR THE LIMITATION OF NAVAL ARMAMENT, SIGNED AT LONDON, MARCH 25TH, 1936. ROME, APRIL 16TH, 1938.

(a) COUNT CIANO TO LORD PERTH.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

IL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI.

ROMA, 16 *aprile* 1938-XVI.

ECCELLENZA,

Ho l'onore di informare Vostra Eccellenza che il Governo italiano ha deciso di aderire al Trattato[2] navale firmato a Londra il 25 marzo 1936, in conformità alla procedura stabilita all'art. 31 del predetto trattato.

Tale adesione avrà luogo non appena gli atti allegati al protocollo firmato oggi entreranno in vigore.

Nel portare a conoscenza di Vostra Eccellenza quanto precede, desidero aggiungere che il Governo italiano si propone nel frattempo di conformarsi alle disposizioni del trattato predetto.

Voglia gradire, ecc. CIANO.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

ROME, *April 16th*, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that the Italian Government have decided to accede to the Naval Treaty[2] signed in London on the 25th March, 1936, in accordance with the procedure laid down in Article 31 of that Treaty. This accession will take place so soon as the instruments annexed to the Protocol signed this day come into force.

In advising Your Excellency of the foregoing I desire to add that the Italian Government intend in the meantime to act in conformity with the provisions of the aforesaid Treaty.

I avail, etc. CIANO.

(b) LORD PERTH TO COUNT CIANO.

BRITISH EMBASSY.

YOUR EXCELLENCY, ROME, *April 16th*, 1938.

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of to-day's date in which Your Excellency informed me of the decision of the Italian Government to accede to the

[1] Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

[2] Vol. CLXXXIV, page 115, de ce recueil.

[1] Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

[2] Vol. CLXXXIV, page 115, of this Series.

Naval Treaty signed in London on the 25th March, 1936, so soon as the instruments annexed to the Protocol signed this day come into force, and in the meantime to act in conformity with the provisions of the aforesaid Treaty.

I shall have pleasure in communicating this decision to His Majesty's Government in the United Kingdom.

I avail, etc.

PERTH.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

DECLARATION

BY THE GOVERNMENTS OF THE UNITED KINGDOM AND ITALY BRINGING INTO FORCE THE PROTOCOL OF APRIL 16TH, 1938, AND ANNEXED AGREEMENTS AND DECLARATIONS. SIGNED AT ROME, NOVEMBER 16TH, 1938.

Whereas a Protocol between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Italian Government, regarding questions of mutual concern, was drawn up on the 16th April, 1938 ; and

Whereas the Agreements and Declarations annexed to the said Protocol, and more particularly described therein, were on that date signed by the Plenipotentiaries of the said Governments ; and

Whereas it is provided in the Protocol that the said instruments shall take effect on such date as the two Governments shall together determine ;

Now, therefore, the undersigned, duly authorised by their respective Governments, declare that the Agreements and Declarations referred to in the said Protocol shall take effect this day.

Done in duplicate at Rome the 16th day of November, 1938.

PERTH. CIANO.

DICHIARAZIONE

DEL GOVERNO DEL REGNO UNITO E DEL GOVERNO ITALIANO PER METTERE IN VIGORE IL PROTOCOLLO DEL 16 APRILE 1938, E GLI ACCORDI E DICHIARAZIONI ANNESSI. FIRMATO A ROMA IL 16 NOVEMBRE 1938.

Premesso che tra il Governo italiano e il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord fu redatto in data 16 aprile 1938-XVI un protocollo relativo a questioni di mutuo interesse ;

Che gli accordi e dichiarazioni annessi al detto protocollo e ivi più particolarmente specificati furono firmati alla data suindicata dai plenipotenziari dei detti governi ;

Che il protocollo prevede che i detti atti entreranno in vigore alla data che i due governi fisseranno di comune accordo ;

I sottoscritti, debitamente autorizzati dai loro governi rispettivi, dichiarano che gli accordi e dichiarazioni indicati nel protocollo anzidetto entreranno in vigore in data odierna.

Fatto in duplice esemplare a Roma il 16 novembre 1938-XVII.

CIANO. PERTH.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4537. — ACCORD ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET L'ITALIE RELATIF A DES QUESTIONS D'INTÉRÊT MUTUEL, COMPRENANT UN PROTOCOLE ET DES ANNEXES. SIGNÉS A ROME, LE 16 AVRIL 1938.

N° 1. — PROTOCOLE

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT ITALIEN, désireux de donner aux relations entre les deux pays une base solide et durable et d'apporter une contribution à la cause générale de la paix et de la sécurité, ont décidé d'engager des conversations afin d'arriver à un accord sur les questions d'un intérêt mutuel ;

Et lesdites conversations ayant eu lieu :

Son Excellence le très honorable EARL OF PERTH, G. C. M. G., C. B., ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté à Rome ; et

Son Excellence le comte GALEAZZO CIANO DI CORTELLAZZO, ministre des Affaires étrangères ;

dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont élaboré le présent protocole et signé les accords et déclarations y annexés, dont chacun sera considéré comme un instrument distinct et complet :

1° Réaffirmation de la Déclaration du 2 janvier 1937 concernant la Méditerranée, et des Notes échangées le 31 décembre 1936 ;

2° Accord concernant l'échange de renseignements militaires ;

3° Accord concernant certaines zones du Moyen-Orient ;

4° Déclaration concernant la propagande ;

5° Déclaration concernant le lac Tsana ;

6° Déclaration concernant les obligations militaires des indigènes de l'Afrique orientale italienne ;

7° Déclaration concernant le libre exercice de la religion et le traitement des entités religieuses britanniques dans l'Afrique orientale italienne ;

8° Déclaration concernant le canal de Suez.

Lesdits instruments entreront en vigueur à la date que les deux gouvernements fixeront d'un commun accord. Chacun de ces instruments, s'il ne contient pas de dispositions spéciales relativement à sa revision ou à sa durée, restera en vigueur indéfiniment. Toutefois, si l'un des deux gouvernements estime, à un moment quelconque, qu'un changement de circonstances rend nécessaire la revision de l'un quelconque de ces instruments, les deux gouvernements se consulteront en vue de procéder à cette revision.

Les deux gouvernements conviennent d'entamer, immédiatement après l'entrée en vigueur desdits instruments, des négociations auxquelles le Gouvernement égyptien sera invité à participer en ce qui concerne toutes les questions intéressant l'Egypte ou le Soudan anglo-égyptien, en vue d'arriver à un accord définitif relativement aux frontières entre le Soudan, le Kénia et la Somalie britannique, d'une part, et l'Afrique orientale italienne, d'autre part ; et relativement aux autres questions concernant réciproquement : *a)* les intérêts italiens, d'une part, et les intérêts britanniques, égyptiens ou soudanais, d'autre part, dans les territoires susmentionnés ; et *b)* les relations entre ces territoires. Ces négociations porteront également sur la question des relations commerciales entre le Soudan et l'Afrique orientale italienne.

Il est convenu, en outre, que des négociations auront lieu, aussitôt que possible, entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement italien au sujet des relations commerciales

entre l'Afrique orientale italienne et le Royaume-Uni, l'Inde, les colonies, territoires d'outre-mer, protectorats britanniques et territoires sous mandat administrés par le Gouvernement du Royaume-Uni, y compris la question de l'application, selon des conditions à déterminer, à l'ensemble de l'Afrique orientale italienne du Traité de commerce et de navigation signé à Rome le 15 juin 1883. Ces négociations s'inspireront du désir commun de développer les relations commerciales entre ces territoires et d'assurer au commerce des facilités adéquates.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 16 avril 1938, en langue anglaise et en langue italienne, les deux textes faisant également foi.

PERTH. CIANO.

N° 2. — ANNEXE 1.

RÉAFFIRMATION DE LA DÉCLARATION DU 2 JANVIER 1937 CONCERNANT LA MÉDITERRANÉE ET DES NOTES ÉCHANGÉES LE 31 DÉCEMBRE 1936.

Le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement italien réaffirment, par la présente, la Déclaration signée à Rome le 2 janvier 1937 concernant la Méditerranée et les Notes échangées par les deux gouvernements le 31 décembre 1936, relativement au *statu quo* en Méditerranée occidentale.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 16 avril 1938, en langue anglaise et en langue italienne, les deux textes faisant également foi.

PERTH. CIANO.

N° 3. — ANNEXE 2.

ACCORD CONCERNANT L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS MILITAIRES.

Le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement italien conviennent qu'au cours du mois de janvier de chaque année un échange réciproque de renseignements aura lieu, par l'intermédiaire des attachés naval, militaire et de l'air à Londres et à Rome, au sujet de tout mouvement administratif important ou de toute redistribution importante de leurs forces navales, militaires et aériennes respectives qui seraient envisagés. Cet échange de renseignements portera sur les forces stationnées ou ayant leur base dans :

1° Les possessions d'outre-mer de l'une et l'autre Partie (à cet effet, l'expression susdite sera considérée comme comprenant les protectorats et les territoires sous mandat) qui se trouvent dans la Méditerranée, la mer Rouge ou le golfe d'Aden ou qui y ont un littoral ; et

2° Les territoires d'Afrique autres que ceux qui sont visés au paragraphe 1 ci-dessus et situés dans une zone limitée à l'ouest par le vingtième degré de longitude est et au sud par le septième degré de latitude sud.

Cet échange de renseignements n'exclura pas nécessairement la communication occasionnelle de renseignements militaires supplémentaires dans le cas où l'une ou l'autre Partie considérerait que les circonstances politiques du moment la rendent souhaitable.

Les deux gouvernements conviennent en outre de se notifier réciproquement à l'avance toute décision visant l'établissement de nouvelles bases navales ou aériennes dans la Méditerranée à l'est du dix-neuvième degré de longitude est ainsi que dans la mer Rouge ou dans les abords de celle-ci.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 16 avril 1938, en langue anglaise et en langue italienne, les deux textes faisant également foi.

PERTH. CIANO.

N° 4. — ANNEXE 3.

ACCORD ANGLO-ITALIEN CONCERNANT CERTAINES ZONES DU MOYEN-ORIENT.

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement italien,

Désireux d'écarter toute possibilité de conflit entre leurs politiques respectives en ce qui concerne les zones du Moyen-Orient visées par le présent accord,

Désireux, en outre, que le même esprit amical qui a présidé à la signature du protocole de ce jour et des documents y annexés anime également leurs relations au sujet de ces zones,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Aucune des deux Parties ne conclura un accord ou n'entreprendra une action de nature à compromettre, de quelque façon que ce soit, l'indépendance ou l'intégrité de l'Arabie saoudienne ou du Yémen.

Article 2.

Aucune des deux Parties n'obtiendra ou ne cherchera à obtenir une situation privilégiée de caractère politique dans un territoire quelconque appartenant actuellement à l'Arabie saoudienne ou au Yémen, ni dans aucun territoire que l'un ou l'autre de ces Etats pourrait acquérir ultérieurement.

Article 3.

Les deux Parties reconnaissent qu'en sus des obligations qui incombent à chacune d'elles en vertu des articles 1 et 2 ci-dessus, il est de leur intérêt commun qu'aucune autre Puissance n'acquière ou ne cherche à acquérir une souveraineté ou une situation privilégiée de caractère politique dans un territoire quelconque appartenant actuellement à l'Arabie saoudienne ou au Yémen, ni dans aucun territoire que l'un ou l'autre de ces Etats pourrait acquérir ultérieurement, y compris toutes les îles de la mer Rouge appartenant à l'un ou l'autre de ces Etats, ou dans toutes autres îles de la mer Rouge sur lesquelles la Turquie a fait abandon de ses droits par l'article 16 du Traité de paix signé à Lausanne le 24 juillet 1923. Elles regardent en particulier comme un intérêt essentiel de chacune d'elles qu'aucune autre Puissance n'acquière de souveraineté ou de situation privilégiée sur une partie quelconque du littoral de la mer Rouge qui appartient actuellement à l'Arabie saoudienne ou au Yémen, ni dans l'une quelconque des îles susmentionnées.

Article 4.

1. En ce qui concerne les îles de la mer Rouge sur lesquelles la Turquie a fait abandon de ses droits par l'article 16 du Traité de paix signé à Lausanne le 24 juillet 1923 et qui ne sont pas comprises dans le territoire de l'Arabie saoudienne ou du Yémen, aucune des deux Parties :

a) N'établira sa souveraineté, ou

b) N'édifiera de fortifications ou de défenses

dans l'une quelconque ou en ce qui concerne l'une quelconque de ces îles.

2. Il est convenu qu'aucune des deux Parties ne fera d'objection :

a) A la présence de fonctionnaires britanniques à Kamaran en vue d'assurer le service sanitaire du pèlerinage de La Mecque, conformément aux dispositions de l'Accord conclu à Paris le 19 juin 1926 entre les Gouvernements de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Inde, d'une part, et le Gouvernement des Pays-Bas, d'autre part ; il est également entendu que le Gouvernement italien pourra désigner un fonctionnaire médical italien pour y résider dans les mêmes conditions que le fonctionnaire médical néerlandais en vertu dudit accord ;

b) A la présence de fonctionnaires italiens à Grand-Hanish, Petit-Hanish et à Djebel-Zoukour, en vue de protéger les pêcheurs qui fréquentent ces îles ;

c) A la présence, à Abou-Ail, à Centre Peak et à Djebel-Teir du personnel nécessaire à l'entretien des feux dans ces îles.

Article 5.

1. Les deux Parties conviennent qu'il est de leur intérêt commun que la paix existe entre l'Arabie saoudienne et le Yémen et à l'intérieur des territoires de ces Etats. Cependant, tout en exerçant en tout temps leurs bons offices pour la cause de la paix, elles n'interviendront dans aucun conflit qui, en dépit de ces bons offices, pourrait éclater entre ces Etats ou dans leurs territoires.

2. Les deux Parties reconnaissent également qu'il est de leur intérêt commun qu'aucune autre Puissance n'intervienne dans un tel conflit.

Article 6.

En ce qui concerne la zone de l'Arabie située à l'est et au sud des frontières actuelles de l'Arabie saoudienne et du Yémen ou de toute frontière qui pourrait être établie dans l'avenir par un accord entre le Gouvernement du Royaume-Uni, d'une part, et les Gouvernements de l'Arabie saoudienne ou du Yémen, de l'autre :

1. Le Gouvernement du Royaume-Uni déclare que, dans les territoires des chefs arabes placés sous sa protection et situés dans cette zone :

a) Le Gouvernement du Royaume-Uni n'entreprendra aucune action de nature à porter préjudice d'une façon quelconque à l'indépendance ou à l'intégrité de l'Arabie saoudienne ou du Yémen (que les deux Parties se sont engagées à respecter par l'article premier ci-dessus), dans aucun territoire appartenant actuellement à ces Etats ni dans aucun autre territoire qui pourra être reconnu par le Gouvernement du Royaume-Uni comme appartenant à l'un ou l'autre de ces Etats en vertu de tout accord qui pourra être ultérieurement conclu entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de l'un ou l'autre de ces deux Etats ;

b) Le Gouvernement du Royaume-Uni n'entreprendra ni ne fera entreprendre de préparatifs ou travaux militaires autres que des préparatifs ou travaux militaires d'un caractère purement défensif en vue de la défense desdits territoires ou des communications entre différentes parties de l'Empire britannique. En outre, le Gouvernement du Royaume-Uni n'enrôlera ni ne fera enrôler les habitants de l'un quelconque de ces territoires dans des forces militaires autres que celles qui sont affectées et aptes exclusivement au maintien de l'ordre et à la défense locale ;

c) Tout en se réservant la faculté de prendre, dans ces territoires, telles mesures qui pourront être nécessaires pour le maintien de l'ordre et le développement du pays, le Gouvernement du Royaume-Uni entend maintenir l'autonomie des chefs arabes placés sous sa protection.

2. Le Gouvernement italien déclare qu'il ne cherchera pas à acquérir d'influence politique dans cette zone.

Article 7.

Le Gouvernement du Royaume-Uni déclare que, dans les limites du Protectorat d'Aden définies dans l'« Aden Protectorate Order, 1937 », les citoyens et sujets italiens (y compris les sociétés italiennes) auront la liberté d'accès, avec leurs navires et leurs marchandises, à toutes les localités et ports et la liberté de pénétrer, de voyager et de résider ainsi que le droit d'exercer tout genre de commerce, de profession, d'occupation ou d'industrie, pourvu qu'ils respectent et observent les conditions et règlements qui sont ou seront applicables, dans le Protectorat, aux citoyens et sujets et navires et bateaux de tout pays qui ne constitue pas un territoire placé sous la souveraineté, la suzeraineté, le protectorat ou le mandat de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes.

Article 8.

1. Si à un moment quelconque l'une des deux Parties notifie à l'autre qu'elle considère qu'il est intervenu, dans les circonstances existant lors de l'entrée en vigueur du présent accord, un changement de nature à nécessiter une modification des dispositions de l'accord, les deux Parties engageront des négociations en vue de reviser ou d'amender l'une quelconque des dispositions de l'accord.

2. A un moment quelconque, postérieurement à l'expiration d'une période de dix années à dater de l'entrée en vigueur du présent accord, l'une des deux Parties pourra notifier à l'autre son intention de mettre fin à l'accord. Cette notification prendra effet trois mois après la date à laquelle elle aura été faite.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 16 avril 1938, en langue anglaise et en langue italienne, les deux textes faisant également foi.

PERTH. CIANO.

N° 5. — ANNEXE 4.

DÉCLARATION CONCERNANT LA PROPAGANDE.

Les deux gouvernements se félicitent de l'occasion qui leur est offerte d'enregistrer leur accord sur le point suivant : toute tentative, de la part de l'un d'eux, pour utiliser les méthodes de publicité ou de propagande à sa disposition en vue de nuire aux intérêts de l'autre, serait incompatible avec les bonnes relations que le présent accord a pour but d'instaurer et de maintenir entre les deux gouvernements et les peuples de leurs pays respectifs.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 16 avril 1938, en langue anglaise et en langue italienne, les deux textes faisant également foi.

PERTH. CIANO.

N° 6. — ANNEXE 5.

DÉCLARATION CONCERNANT LE LAC TSANA.

Le Gouvernement italien confirme au Gouvernement du Royaume-Uni l'assurance donnée par lui au Gouvernement du Royaume-Uni le 3 avril 1936 et réitérée par le ministre italien des Affaires étrangères à l'ambassadeur de Sa Majesté à Rome le 31 décembre 1936, aux termes de laquelle le Gouvernement italien est pleinement conscient de ses obligations envers le Gouvernement du Royaume-Uni relativement au lac Tsana et n'a aucune intention quelconque de les ignorer ni de les répudier.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 16 avril 1938, en langue anglaise et en langue italienne, les deux textes faisant également foi.

PERTH. CIANO.

N° 7. — ANNEXE 6.

DÉCLARATION CONCERNANT LES OBLIGATIONS MILITAIRES DES INDIGÈNES DE L'AFRIQUE ORIENTALE ITALIENNE.

Le Gouvernement italien confirme l'assurance, donnée par lui dans sa note à la Société des Nations en date du 29 juin 1936, que l'Italie est disposée, pour sa part, à accepter le principe que

les indigènes de l'Afrique orientale italienne ne devront pas être soumis à des obligations militaires autres que celles qui visent à assurer la police locale et la défense territoriale.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 16 avril 1938, en langue anglaise et en langue italienne, les deux textes faisant également foi.

PERTH. CIANO.

N° 8. — ANNEXE 7.

DÉCLARATION CONCERNANT LE LIBRE EXERCICE DE LA RELIGION ET LE TRAITEMENT DES ENTITÉS RELIGIEUSES BRITANNIQUES DANS L'AFRIQUE ORIENTALE ITALIENNE.

Sans préjudice de tous engagements contractuels qui peuvent être applicables, le Gouvernement italien déclare qu'il a l'intention d'assurer aux nationaux britanniques dans l'Afrique orientale italienne le libre exercice de tous les cultes compatibles avec l'ordre public et la morale ; que, dans cet esprit, il examinera favorablement toute requête qui pourrait lui parvenir du côté britannique à l'effet d'assurer, dans l'Afrique orientale italienne, une assistance religieuse à des nationaux britanniques ; et que, en ce qui concerne les autres activités des entités religieuses britanniques en Afrique orientale italienne dans le domaine humanitaire et dans celui de la bienfaisance, les requêtes qui pourront parvenir au Gouvernement italien seront examinées compte tenu de l'orientation générale de la politique du Gouvernement italien en la matière et des principes de législation en vigueur dans l'Afrique orientale italienne.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 16 avril 1938, en langue anglaise et en langue italienne, les deux textes faisant également foi.

PERTH. CIANO.

N° 9. — ANNEXE 8.

DÉCLARATION CONCERNANT LE CANAL DE SUEZ.

Le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement italien réaffirment, par la présente, leur intention de respecter et d'appliquer constamment les dispositions de la Convention, signée à Constantinople le 29 octobre 1888, qui garantit en tout temps et pour toutes les Puissances le libre usage du canal de Suez.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 16 avril 1938, en langue anglaise et en langue italienne, les deux textes faisant également foi.

PERTH. CIANO.

N° 10

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'EFFECTIF DES FORCES ITALIENNES EN LYBIE. ROME, LE 16 AVRIL 1938.

a) LE COMTE CIANO A LORD PERTH.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR, ROME, *le* 16 *avril* 1938-XVI.

Au cours de nos récentes conversations, Votre Excellence a mentionné la question de l'effectif des forces italiennes en Lybie.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Chef du gouvernement a donné des ordres pour que ces forces fussent diminuées. Les retraits ont déjà commencé à raison de mille hommes par semaine et se poursuivront à une cadence non inférieure à celle-ci jusqu'à ce que les effectifs italiens de Lybie soient ramenés à leur pied de paix. Il en résultera, en définitive, une diminution de ces effectifs qui ne sera pas inférieure à la moitié des forces présentes en Lybie au moment où nos conversations ont commencé.

Je saisis cette occasion, etc. CIANO.

b) LORD PERTH AU COMTE CIANO.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

MONSIEUR LE MINISTRE, ROME, *le* 16 *avril* 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour, dans laquelle Votre Excellence m'a fait connaître les intentions du Chef du Gouvernement italien en ce qui concerne la réduction progressive des forces italiennes en Lybie.

Je me ferai un plaisir de communiquer cette information au Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni.

Je saisis cette occasion, etc. PERTH.

N° 11.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF AUX ASSURANCES ITALIENNES EN CE QUI CONCERNE LA POLITIQUE EN ESPAGNE, DANS LES POSSESSIONS ESPAGNOLES D'OUTRE-MER ET DANS LA ZONE ESPAGNOLE DU MAROC ; ET AUX INTENTIONS DU ROYAUME-UNI EN CE QUI CONCERNE LA CLARIFICATION DE LA POSITION DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS AU SUJET DE LA SITUATION EN ETHIOPIE. ROME, LE 16 AVRIL 1938.

a) LE COMTE CIANO A LORD PERTH.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR, ROME, *le* 16 *avril* 1938-XVI.

Votre Excellence se rappellera qu'au cours de nos récentes conversations, j'ai donné à Votre Excellence certaines assurances concernant la politique du Gouvernement italien au sujet de l'Espagne. Je désire maintenant réaffirmer ces assurances et en donner formellement acte.

En premier lieu, le Gouvernement italien a l'honneur de confirmer sa pleine adhésion à la formule du Royaume-Uni pour l'évacuation proportionnelle des volontaires étrangers d'Espagne, et il s'engage à passer à l'exécution pratique et réelle de cette évacuation au moment et dans les conditions qui seront déterminés par le Comité de non-intervention sur la base de la formule susmentionnée.

Je désire, en second lieu, confirmer que, si cette évacuation n'était pas achevée au moment de la fin de la guerre civile espagnole, tous les volontaires italiens restant quitteront immédiatement le territoire espagnol et tout le matériel de guerre italien sera simultanément retiré.

Je désire, en troisième lieu, renouveler ma précédente assurance que le Gouvernement italien n'a aucune visée territoriale ou politique et ne recherche aucune situation économique privilégiée dans l'Espagne métropolitaine, dans les îles Baléares, dans aucune des possessions espagnoles d'outre-mer, ni dans la zone espagnole du Maroc ou en ce qui concerne ces territoires, et qu'il n'a aucune intention de maintenir des forces armées dans l'un quelconque des territoires susmentionnés.

Je saisis cette occasion, etc.

CIANO.

b) LORD PERTH AU COMTE CIANO.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

MONSIEUR LE MINISTRE, ROME, *le* 16 *avril* 1938.

En réponse à la note de Votre Excellence en date de ce jour, j'ai l'honneur de prendre acte de la confirmation, qui y est contenue, des assurances que Votre Excellence m'a déjà données, au cours de nos récentes conversations, sur la politique du Gouvernement italien au sujet de l'Espagne. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, auquel je ne manquerai pas de transmettre cette communication, se félicitera, j'en suis sûr, de son contenu. A cet égard, j'ai à peine besoin de rappeler à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté considère le règlement de la question espagnole comme une condition préalable de l'entrée en vigueur de l'accord entre nos deux gouvernements.

J'ai, d'autre part, l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté, désireux de voir disparaître les obstacles qui peuvent être considérés, actuellement, comme limitant la liberté d'action des Etats membres, en ce qui concerne la reconnaissance de la souveraineté italienne sur l'Ethiopie, a l'intention de prendre, lors de la prochaine session du Conseil de la Société des Nations, des mesures en vue de clarifier la position des Etats membres à cet égard.

Je saisis cette occasion, etc.

PERTH.

N° 12

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'ADHÉSION DE L'ITALIE AU TRAITÉ POUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS NAVALS SIGNÉ A LONDRES LE 25 MARS 1936. ROME, LE 16 AVRIL 1938.

a) LE COMTE CIANO A LORD PERTH.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR, ROME, *le* 16 *avril* 1938-XVI.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement italien a décidé d'adhérer au Traité naval signé à Londres le 25 mars 1936, conformément à la procédure stipulée à l'article 31 dudit traité. Cette adhésion aura lieu dès que les instruments annexés au protocole signé ce jour entreront en vigueur.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, je désire ajouter que le Gouvernement italien a l'intention, dans l'intervalle, de se conformer aux dispositions du traité précité.

Je saisis cette occasion, etc. CIANO.

b) LORD PERTH AU COMTE CIANO.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

MONSIEUR LE MINISTRE, ROME, *le* 16 *avril* 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date de ce jour, par laquelle Votre Excellence m'a informé de la décision du Gouvernement italien d'adhérer au Traité naval, signé à Londres le 25 mars 1936, dès que les instruments annexés au protocole signé ce jour entreront en vigueur, et de se conformer, dans l'intervalle, aux dispositions du traité précité.

Je me ferai un plaisir de communiquer cette décision au Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni.

Je saisis cette occasion, etc. PERTH.

DÉCLARATION

DES GOUVERNEMENTS DU ROYAUME-UNI ET DE L'ITALIE RELATIVE A LA MISE EN VIGUEUR DU PROTOCOLE DU 16 AVRIL 1938 AINSI QUE DES ACCORDS ET DÉCLARATIONS Y ANNEXÉS. SIGNÉE A ROME, LE 16 NOVEMBRE 1938.

Considérant qu'un protocole a été établi, le 16 avril 1938, entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement italien, au sujet de questions d'intérêt réciproque, et

Considérant que les accords et déclarations annexés audit protocole, et plus particulièrement spécifiés dans cet instrument, ont été, à la date susindiquée, signés par les plénipotentiaires desdits gouvernements, et

Considérant qu'il est prévu dans le protocole que lesdits instruments entreront en vigueur à la date qui sera fixée d'un commun accord par les deux gouvernements,

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, déclarent que les accords et déclarations visés par ledit protocole entreront en vigueur à la date de ce jour.

Fait en double exemplaire, à Rome, le 16 novembre 1938.

PERTH. CIANO.

N° 4538.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD, ÉGYPTE ET ITALIE

Accord de bon voisinage, signé à Rome, le 16 avril 1938, échanges de notes de la même date concernant le lac Tsana et le canal de Suez, et échanges de notes relatifs à la mise en vigueur de ces notes, Rome, le 16 novembre 1938.

Textes officiels anglais et italien communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement a eu lieu le 15 *mars* 1939.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, EGYPT AND ITALY

Bon Voisinage Agreement, signed at Rome, April 16th, 1938, Exchanges of Notes of the same Date relating to Lake Tsana and to the Suez Canal, and Exchanges of Notes regarding the Coming into Force of these Notes, Rome, November 16th, 1938.

English and Italian official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took place March 15*th,* 1939.

No. 4538. — BON VOISINAGE AGREEMENT [1] BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, THE EGYPTIAN GOVERNMENT AND THE ITALIAN GOVERNMENT. SIGNED AT ROME, APRIL 16TH, 1938.

The ITALIAN GOVERNMENT on the one hand and, on the other hand, in respect of Kenya and British Somaliland, the GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, and, in respect of the Sudan, the GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM and the EGYPTIAN GOVERNMENT ;

Desiring to provide for friendly relations in East Africa ;

Undertake, in addition to proceeding in due course to the discussion of detailed questions connected with the frontiers between Italian East Africa and the Sudan, Kenya and British Somaliland as provided in the Protocol [2] signed to-day by the Government of the United Kingdom and the Italian Government, at all times to co-operate for the preservation of good neighbourly relations between the said territories and to endeavour by every means in their power to prevent raids or other unlawful acts of violence being carried out across the frontiers of any of the above-mentioned territories ;

Agree that in view of the fact that, by virtue of the Italian Decree of the 12th April, 1936, slavery was prohibited in Ethiopia, as it had already been abolished in the other above-mentioned territories, the good neighbourly relations referred to above shall include co-operation to prevent the evasion of the anti-slavery laws of the respective territories ;

Agree that nationals of the other Party shall not be enrolled in the native troops, bands or formations of a military nature maintained in the above-mentioned territories, including

[1] Came into force November 16th, 1938

[2] See page 78 of this Volume.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 4538. — ACCORDO [1] DI BUON VICINATO TRA IL GOVERNO DEL REGNO UNITO DI GRAN BRETAGNA E DELL'IRLANDA DEL NORD, IL GOVERNO EGIZIANO E IL GOVERNO ITALIANO. FIRMATO A ROMA, IL 16 APRILE 1938.

Il GOVERNO ITALIANO da una parte, e dall'altra il GOVERNO DEL REGNO UNITO DI GRAN BRETAGNA E DELL'IRLANDA DEL NORD per il Kenya e la Somalia Britannica, ed il GOVERNO DEL REGNO UNITO e il GOVERNO EGIZIANO per il Sudan ;

desiderosi di assicurare relazioni amichevoli nell'Africa Orientale ;

si impegnano, oltre che a procedere a tempo debito alla discussione delle questioni particolareggiate connesse con le frontiere tra l'Africa Orientale Italiana ed il Sudan, il Kenya e la Somalia Britannica, come stabilito nel Protocollo [2] firmato in data odierna dal Governo Italiano e dal Governo del Regno Unito, a cooperare in ogni tempo al mantenimento di relazioni di buon vicinato tra i detti territori e di cercare con ogni mezzo in loro potere di impedire che vengono effettuate incursioni od altri atti illegali di violenza attraverso le frontiere di ognuno dei suddetti territori ;

convengono che, tenuto conto che, in virtù del Decreto italiano del 12 aprile 1936, la schiavitù fu abolita in Etiopia, così come essa era già stata abolita negli altri territori sopra menzionati, nelle relazioni di buon vicinato di cui al paragrafo precedente rientrerà la cooperazione necessaria ad impedire l'evasione delle leggi antischiaviste dei rispettivi territori ;

convengono che i cittadini, sudditi e protetti dell'altra Parte non saranno arruolati nelle truppe, bande o formazioni a tipo militare di colore dei territori anzidetti, compresi in

[1] Entré en vigueur le 16 novembre 1938.

[2] Voir page 79 de ce volume.

in particular any such nationals who are deserters from the troops, bands or formations maintained in, or refugees from, the territories of the other Party.

In witness whereof, the undersigned, duly authorised thereto by their respective Governments, have signed the present Agreement.

Done at Rome, in triplicate, the 16th April, 1938, in the English and Italian languages, both of which shall have equal force.

PERTH.
CIANO.
Mostafa EL SADEK.

particolare i cittadini, sudditi o protetti che siano disertori delle truppe, bande o formazioni dei territori dell'altra Parte o rifugiati provenienti da detti territori.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati dai loro rispettivi Governi, hanno firmato il presente Accordo.

Fatto a Roma, in triplice esemplare, il 16 aprile 1938, in lingua italiana e inglese, ciascuna delle quali farà ugualmente fede.

CIANO.
Mostafa EL SADEK.
PERTH.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE EGYPTIAN AND ITALIAN GOVERNMENTS REGARDING LAKE TSANA. ROME, APRIL 16TH, 1938.

SCAMBIO DI NOTE

TRA IL GOVERNO DI SUA MAESTÀ NEL REGNO UNITO E I GOVERNI EGIZIANO E ITALIANO RELATIVO AL LAGO TANA. ROMA, 16 APRILE 1938.

I. LORD PERTH TO MOSTAFA EL SADEK BEY.

BRITISH EMBASSY.

YOUR EXCELLENCY, ROME, *April 16th*, 1938.

I have the honour to inform Your Excellency that the following Declaration regarding Lake Tsana was signed to-day by the Italian Minister for Foreign Affairs and myself, as Annex 5 [1] to the Protocol which Count Ciano and I have also signed to-day :

> " The Italian Government confirm to the Government of the United Kingdom the assurance given by them to the Government of the United Kingdom on the 3rd April, 1936, and reiterated by the Italian Minister for Foreign Affairs to His Majesty's Ambassador at Rome on the 31st December, 1936, to the effect that the Italian Government were fully conscious of their obligations towards the Government of the United Kingdom in the matter of Lake Tsana and had no intention whatever of overlooking or repudiating them. "

Further, I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government for their part declare that they agree that the assurances given to them in the above Declaration concerning Lake Tsana shall apply equally to the Egyptian Government.

I avail, etc. PERTH.

II. MOSTAFA EL SADEK BEY TO LORD PERTH.

LÉGATION DE S. M. LE ROI D'EGYPTE
A ROME.

YOUR EXCELLENCY, *April 16th*, 1938.

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of to-day's date, which reads as follows :

[1] See page 86 of this Volume.

[1] Voir page 98 de ce volume.

" I have the honour to inform Your Excellency that the following Declaration regarding Lake Tsana was signed to-day by the Italian Minister for Foreign Affairs and myself, as Annex 5 to the Protocol which Count Ciano and I have also signed to-day :

" ' The Italian Government confirm to the Government of the United Kingdom the assurance given by them to the Government of the United Kingdom on the 3rd April, 1936, and reiterated by the Italian Minister for Foreign Affairs to His Majesty's Ambassador at Rome on the 31st December, 1936, to the effect that the Italian Government were fully conscious of their obligations towards the Government of the United Kingdom in the matter of Lake Tsana and had no intention whatever of overlooking or repudiating them. '

" Further, I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government for their part declare that they agree that the assurances given to them in the above Declaration concerning Lake Tsana shall apply equally to the Egyptian Government. "

I shall have pleasure in communicating this information to the Egyptian Government.

I avail, etc. Mostafa El Sadek.

III. Count Ciano to Mostafa El Sadek Bey.

Texte italien. — Italian Text.

Il Ministro degli Affari Esteri.

Roma, 16 *aprile* 1938-XVI.

Eccellenza,

Ho l'onore d'informare l'Eccellenza Vostra che oggi è stata firmata dall'Ambasciatore di Sua Maestà Britannica a Roma e da me la seguente Dichiarazione relativa al Lago Tana, che costituisce l'Allegato 5 al Protocollo che Lord Perth ed io abbiamo pure firmato in data di oggi :

« Il Governo Italiano conferma al Governo del Regno Unito l'assicurazione da esso data al Governo del Regno Unito il 3 aprile 1936, e ripetuta dal Ministro Italiano degli Affari Esteri all'Ambasciatore di Sua Maestà Britannica a Roma il 31 dicembre 1936, nel senso che il Governo Italiano era pienamente consapevole delle sue obbligazioni verso il Governo del Regno Unito nella questione del Lago Tana e non aveva la benchè minima intenzione di ignorarle o ripudiarle. »

Ho inoltre l'onore di informare Vostra Eccellenza che il Governo Italiano per parte sua

[1] Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

[1] Traduction. — Translation.

The Minister for Foreign Affairs.

Rome, *April 16th*, 1938.

Your Excellency,

I have the honour to inform Your Excellency that the following Declaration regarding Lake Tsana was signed to-day by Lord Perth and myself as Annex 5 to the Protocol which Lord Perth and I have also signed to-day :

" The Italian Government confirm to the Government of the United Kingdom the assurance given by them to the Government of the United Kingdom on the 3rd April, 1936, and reiterated by the Italian Minister for Foreign Affairs to His Majesty's Ambassador at Rome on the 31st December, 1936, to the effect that the Italian Government were fully conscious of their obligations towards the Government of the United Kingdom in the matter of Lake Tsana and had no intention whatever of overlooking or repudiating them. "

Further, I have the honour to inform Your Excellency that the Italian Government for

[1] Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

dichiara che esso è d'accordo che le assicurazioni date al Governo di Sua Maestà Britannica con la sopratrascritta Dichiarazione concernente il lago Tana si applicano ugualmente al Governo Egiziano.

Voglia gradire, etc. CIANO.

their part declare that they agree that the assurances given to the Government of the United Kingdom in the above Declaration concerning Lake Tsana apply equally to the Egyptian Government.

I avail, etc. CIANO.

IV. MOSTAFA EL SADEK BEY TO COUNT CIANO.

LÉGATION DE S. M. LE ROI D'EGYPTE
A ROME.

YOUR EXCELLENCY, *April 16th*, 1938.

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of to-day's date, which reads as follows :

" I have the honour to inform Your Excellency that the following Declaration regarding Lake Tsana was signed to-day by Lord Perth and myself as Annex 5 to the Protocol which Lord Perth and I have also signed to-day :

" ' The Italian Government confirm to the Government of the United Kingdom the assurance given by them to the Government of the United Kingdom on the 3rd April, 1936, and reiterated by the Italian Minister for Foreign Affairs to His Majesty's Ambassador at Rome on the 31st December, 1936, to the effect that the Italian Government were fully conscious of their obligations towards the Government of the United Kingdom in the matter of Lake Tsana and had no intention whatever of overlooking or repudiating them. '

" Further, I have the honour to inform Your Excellency that the Italian Government for their part declare that they agree that the assurances given to His Majesty's Government in the above Declaration concerning Lake Tsana apply equally to the Egyptian Government. "

I shall have pleasure in communicating this information to the Egyptian Government.

I avail, etc. Mostafa EL SADEK.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE EGYPTIAN AND ITALIAN GOVERNMENTS REGARDING THE SUEZ CANAL. ROME, APRIL 16TH, 1938.

SCAMBIO DI NOTE

TRA IL GOVERNO DI SUA MAESTA NEL REGNO UNITO E I GOVERNI EGIZIANO E ITALIANO RELATIVO AL CANAL DI SUEZ. ROMA, 16 APRIL 1938.

I. LORD PERTH TO MOSTAFA EL SADEK BEY.

BRITISH EMBASSY.

YOUR EXCELLENCY, ROME, *April 16th*, 1938.

I have the honour to inform Your Excellency that the following Declaration regarding the Suez Canal was signed to-day by the Italian Minister for Foreign Affairs and myself as Annex 8 [1] to the Protocol which we have also signed to-day :

" The Government of the United Kingdom and the Italian Government hereby reaffirm their intention always to respect and abide by the provisions of the Convention [2]

[1] See page 88 of this Volume.

[2] *British and Foreign State Papers*, Vol. 79, page 18.

[1] Voir page 99 de ce volume.

[2] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XV, page 557.

signed at Constantinople on the 29th October, 1888, which guarantees at all times and for all Powers the free use of the Suez Canal. "

I have the honour to communicate the above Declaration to Your Excellency as the Representative of the territorial Power concerned.

I avail, etc. PERTH.

II. MOSTAFA EL SADEK BEY TO LORD PERTH.

LÉGATION DE S. M. LE ROI D'EGYPTE
A ROME.

YOUR EXCELLENCY, *April 16th*, 1938.

I have the honour to acknowledge the receipt of the Note of to-day's date in which Your Excellency informed me of the Declaration regarding the Suez Canal signed to-day by Your Excellency and the Italian Minister for Foreign Affairs as Annex 8 to the Protocol which Your Excellency and Count Ciano have also signed to-day.

I have the honour to inform Your Excellency that the Egyptian Government, as the territorial Power concerned, take note of the intention of the Government of the United Kingdom and the Italian Government and associate themselves therewith.

I avail, etc. Mostafa EL SADEK.

III. COUNT CIANO TO MOSTAFA EL SADEK BEY.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

IL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI.

ROMA, 16 *aprile* 1938-XVI.

ECCELLENZA,

Ho l'onore d'informare l'Eccellenza Vostra che oggi è stata firmata dall'Ambasciatore di Sua Maestà Britannica a Roma e da me la seguente Dichiarazione relativa al Canale di Suez che costituisce l'Allegato 8 al Protocollo che Lord Perth ed io abbiamo pure firmato in data di oggi :

« Il Governo Italiano ed il Governo del Regno Unito riaffermano con la presente il loro proposito di sempre rispettare e uniformarsi alle disposizioni della Convenzione firmata a Costantinopoli il 29 ottobre 1888, che garantisce in tutti i tempi e per tutte le Potenze il libero uso del Canale di Suez. »

Ho l'onore di comunicare la Dichiarazione sopratrascritta all'Eccellenza Vostra quale Rappresentante della Potenza territoriale interessata.

Voglia gradire, etc. CIANO.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

ROME, *April 16th*, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that the following Declaration regarding the Suez Canal was signed to-day by Lord Perth and myself as Annex 8 to the Protocol which Lord Perth and I have also signed to-day :

" The Italian Government and the Government of the United Kingdom hereby reaffirm their intention always to respect and abide by the provisions of the Convention signed at Constantinople on the 29th October, 1888, which guarantees at all times and for all Powers the free use of the Suez Canal. "

I have the honour to communicate the above Declaration to Your Excellency as the Representative of the territorial Power concerned.

I avail, etc. CIANO.

[1] Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

[1] Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

IV. MOSTAFA EL SADEK BEY TO COUNT CIANO.

LÉGATION DE S. M. LE ROI D'EGYPTE
A ROME.

YOUR EXCELLENCY, *April 16th*, 1938.

I have the honour to acknowledge the receipt of Note of to-day's date in which Your Excellency informed me of the Declaration regarding the Suez Canal signed to-day by Your Excellency and His Majesty's Ambassador at Rome as Annex 8 to the Protocol which you and Lord Perth have also signed to-day.

I have the honour to inform Your Excellency that the Egyptian Government, as the territorial Power concerned, take note of the intention of the Italian Government and the Government of the United Kingdom and associate themselves therewith.

I avail, etc. MOSTAFA EL SADEK.

EXCHANGES OF NOTES

BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE EGYPTIAN AND ITALIAN GOVERNMENTS REGARDING THE COMING INTO FORCE OF THE PRECEDING NOTES. ROME, NOVEMBER 16TH, 1938.

SCAMBIO DI NOTE

TRA IL GOVERNO DI SUA MAESTA NEL REGNO UNITO E I GOVERNI EGIZIANO E ITALIANO RELATIVO ALL'ENTRATA IN VIGORE DELLE NOTE PRECEDENTI. ROMA, 16 NOVEMBRE 1938.

I. LORD PERTH TO M. MOHAMED HOSNY OMAR.

BRITISH EMBASSY.

SIR, ROME, *November 16th*, 1938.

With reference to the Notes relating to Lake Tsana and to the Suez Canal which I addressed to Mostafa El Sadek Bey on the 16th April and of which His Excellency acknowledged the receipt on the same date, I have the honour to inform you that the Italian Minister for Foreign Affairs and I have to-day signed a Declaration by which the Declarations referred to in the above-mentioned Notes have taken effect.

I avail, etc. PERTH.

II. M. MOHAMED HOSNY OMAR TO LORD PERTH.

LÉGATION DE S. M. LE ROI D'EGYPTE
A ROME.

YOUR EXCELLENCY, *November 16th*, 1938.

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of to-day's date, which reads as follows :

> " With reference to the Notes relating to Lake Tsana and to the Suez Canal which I addressed to Mostafa El Sadek Bey on the 16th April and of which His Excellency acknowledged the receipt on the same date, I have the honour to inform you that the Italian Minister for Foreign Affairs and I have to-day signed a Declaration by which the Declarations referred to in the above-mentioned Notes have taken effect. "

I shall have pleasure in communicating this information to the Egyptian Government.

I avail, etc.

M. HOSNY OMAR.

III. COUNT CIANO TO M. MOHAMED HOSNY OMAR.

IL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI.

SIGNOR INCARICATO D'AFFARI, ROMA, 16 *novembre* 1938-XVII.

Con riferimento alle Note relative al Lago Tana e al Canale di Suez, che ho inviato a Mostafà El Sadek Bey il 16 aprile e delle quali Sua Eccellenza ha accusato ricevuta alla stessa data, ho l'onore di informarVi che l'Ambasciatore Britannico a Roma ed io abbiamo oggi firmato una Dichiarazione con la quale le Dichiarazioni citate nelle Note sopramenzionate sono entrate in vigore.

Gradisca, etc. CIANO.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

M. LE CHARGÉ D'AFFAIRES, ROME, *November 16th*, 1938.

(As in No. IV.)

Accept, etc. CIANO.

IV. M. MOHAMED HOSNY OMAR TO COUNT CIANO.

LÉGATION DE S. M. LE ROI D'EGYPTE A ROME.

YOUR EXCELLENCY, *November 16th*, 1938.

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of to-day's date, which reads as follows :

> " With reference to the Notes relating to Lake Tsana and to the Suez Canal which I addressed to Mostafa El Sadek Bey on the 16th April and of which his Excellency acknowledged the receipt on the same date, I have the honour to inform you that His Majesty's Ambassador at Rome and I have to-day signed a Declaration by which the Declarations referred to in the above-mentioned Notes have taken effect. "

I shall have pleasure in communicating this information to the Egyptian Government.

I avail, etc.

M. HOSNY OMAR.

---

[1] Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

[1] Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4538. — ACCORD DE BON VOISINAGE ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN. SIGNÉ A ROME, LE 16 AVRIL 1938.

LE GOUVERNEMENT ITALIEN, d'une part, et, d'autre part, LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD pour le Kénia et la Somalie britannique et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN pour le Soudan ;

Désireux d'assurer des relations amicales en Afrique orientale ;

S'engagent non seulement à discuter en temps utile les questions de détail relatives aux frontières entre l'Afrique orientale italienne et le Soudan, le Kénia et la Somalie britannique, comme il est prévu au protocole, en date de ce jour, signé par le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement italien, mais encore à coopérer en tout temps au maintien de relations de bon voisinage entre lesdits territoires et à s'efforcer par tous les moyens en leur pouvoir d'empêcher que des incursions ou autres actes de violence illégaux ne puissent être commis à travers les frontières de l'un quelconque des territoires susmentionnés ;

Conviennent que, étant donné qu'en vertu du Décret italien du 12 avril 1936, l'esclavage a été aboli en Ethiopie comme il l'avait déjà été dans les autres territoires susmentionnés, les susdites relations de bon voisinage comporteront la coopération nécessaire pour empêcher toute infraction aux lois antiesclavagistes des territoires respectifs ;

Conviennent que les ressortissants de l'autre Partie ne seront pas enrôlés dans les troupes, bandes ou formations indigènes, à caractère militaire, maintenues dans les territoires susmentionnés, y compris, en particulier, ceux de ces ressortissants qui seraient déserteurs des troupes, bandes ou formations maintenues dans les territoires de l'autre Partie ou qui seraient des réfugiés en provenance desdits territoires.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord.

Fait à Rome, en triple exemplaire, le 16 avril 1938, en langue anglaise et en langue italienne, les deux textes faisant également foi.

PERTH.
CIANO.
Mostafa EL SADEK.

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LES GOUVERNEMENTS ÉGYPTIEN ET ITALIEN RELATIF AU LAC TSANA. ROME, LE 16 AVRIL 1938.

I. LORD PERTH A MOSTAFA EL SADEK BEY.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

MONSIEUR LE MINISTRE, ROME, *le 16 avril* 1938.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que la déclaration ci-après, relative au lac Tsana, a été signée ce jour par le ministre italien des Affaires étrangères et moi-même et figure en annexe N° 5 au protocole que le comte Ciano et moi-même avons également signé ce jour :

« Le Gouvernement italien confirme au Gouvernement du Royaume-Uni l'assurance donnée par lui au Gouvernement du Royaume-Uni le 3 avril 1936 et réitérée par le ministre italien des Affaires étrangères à l'ambassadeur de Sa Majesté à Rome, le 31 décembre 1936, aux termes de laquelle le Gouvernement italien est pleinement conscient

de ses obligations envers le Gouvernement du Royaume-Uni relativement au lac Tsana et n'a aucune intention quelconque de les ignorer ni de les répudier. »

De plus, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté, pour sa part, déclare qu'il est d'accord pour que les assurances qui lui sont données dans la déclaration ci-dessus concernant le lac Tsana s'appliquent également au Gouvernement égyptien.

Je saisis cette occasion, etc. PERTH.

II. MOSTAFA EL SADEK BEY A LORD PERTH.

LÉGATION DE S. M. LE ROI D'EGYPTE
A ROME.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR, *Le 16 avril 1938.*

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date de ce jour, ainsi conçue :

« J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que la déclaration ci-après, relative au lac Tsana, a été signée ce jour par le ministre italien des Affaires étrangères et moi-même et figure en annexe N° 5 au protocole que le comte Ciano et moi-même avons également signé ce jour :

» « Le Gouvernement italien confirme au Gouvernement du Royaume-Uni l'assurance donnée par lui au Gouvernement du Royaume-Uni le 3 avril 1936 et réitérée par le ministre italien des Affaires étrangères à l'ambassadeur de Sa Majesté à Rome le 31 décembre 1936, aux termes de laquelle le Gouvernement italien est pleinement conscient de ses obligations envers le Gouvernement du Royaume-Uni relativement au lac Tsana et n'a aucune intention quelconque de les ignorer ni de les répudier. »

» De plus, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté, pour sa part, déclare qu'il est d'accord pour que les assurances qui lui sont données dans la déclaration ci-dessus concernant le lac Tsana s'appliquent également au Gouvernement égyptien. »

Je ne manquerai pas de communiquer cette information au Gouvernement égyptien.

Je saisis cette occasion, etc.

Mostafa EL SADEK.

III. LE COMTE CIANO A MOSTAFA EL SADEK BEY.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MONSIEUR LE MINISTRE, ROME, *le 16 avril* 1938-XVI.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que la déclaration ci-après, relative au lac Tsana, a été signée ce jour par lord Perth et moi-même et figure en annexe N° 5 au protocole que lord Perth et moi-même avons également signé ce jour :

« Le Gouvernement italien confirme au Gouvernement du Royaume-Uni l'assurance donnée par lui au Gouvernement du Royaume-Uni le 3 avril 1936 et réitérée par le ministre italien des Affaires étrangères à l'ambassadeur de Sa Majesté à Rome le 31 décembre 1936, aux termes de laquelle le Gouvernement italien est pleinement conscient de ses obligations envers le Gouvernement du Royaume-Uni relativement au lac Tsana et n'a aucune intention quelconque de les ignorer ni de les répudier. »

De plus, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement italien, pour sa part, déclare qu'il est d'accord pour que les assurances données au Gouvernement du Royaume-Uni dans la déclaration ci-dessus concernant le lac Tsana s'appliquent également au Gouvernement égyptien.

Je saisis cette occasion, etc. CIANO.

IV. MOSTAFA EL SADEK BEY AU COMTE CIANO.

LÉGATION DE S. M. LE ROI D'EGYPTE A ROME.

MONSIEUR LE MINISTRE, *Le* 16 *avril* 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date de ce jour, ainsi conçue :

« J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que la déclaration ci-après, relative au lac Tsana, a été signée ce jour par lord Perth et moi-même et figure en annexe N° 5 au protocole que lord Perth et moi-même avons également signé ce jour :

» « Le Gouvernement italien confirme au Gouvernement du Royaume-Uni l'assurance donnée par lui au Gouvernement du Royaume-Uni le 3 avril 1936 et réitérée par le ministre italien des Affaires étrangères à l'ambassadeur de Sa Majesté à Rome le 31 décembre 1936, aux termes de laquelle le Gouvernement italien est pleinement conscient de ses obligations envers le Gouvernement du Royaume-Uni relativement au lac Tsana et n'a aucune intention quelconque de les ignorer ni de les répudier. »

» De plus, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement italien, pour sa part, déclare qu'il est d'accord pour que les assurances données au Gouvernement de Sa Majesté dans la déclaration ci-dessus concernant le lac Tsana s'appliquent également au Gouvernement égyptien. »

Je ne manquerai pas de communiquer cette information au Gouvernement égyptien.

Je saisis cette occasion, etc.

Mostafa EL SADEK.

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LES GOUVERNEMENTS ÉGYPTIEN ET ITALIEN RELATIF AU CANAL DE SUEZ. ROME, LE 16 AVRIL 1938.

I. LORD PERTH A MOSTAFA EL SADEK BEY.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

MONSIEUR LE MINISTRE, ROME, *le* 16 *avril* 1938.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que la déclaration ci-après, relative au canal de Suez, a été signée ce jour par le ministre des Affaires étrangères d'Italie et moi-même, et figure en annexe N° 8 au protocole que nous avons également signé ce jour :

« Le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement italien réaffirment, par la présente, leur intention de respecter et d'appliquer constamment les dispositions de la Convention, signée à Constantinople le 29 octobre 1888, qui garantit en tout temps et pour toutes les Puissances le libre usage du canal de Suez. »

J'ai l'honneur de communiquer la déclaration ci-dessus à Votre Excellence en votre qualité de représentant de la Puissance territoriale intéressée.

Je saisis cette occasion, etc. PERTH.

II. MOSTAFA EL SADEK BEY A LORD PERTH.

LÉGATION DE S. M. LE ROI D'EGYPTE A ROME.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR, *Le* 16 *avril* 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note en date de ce jour par laquelle Votre Excellence a bien voulu m'informer de la déclaration relative au canal de Suez signée ce jour par Votre

Excellence et le ministre italien des Affaires étrangères et qui figure en annexe N° 8 au protocole que Votre Excellence et le comte Ciano ont également signé ce jour.

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement égyptien, en sa qualité de Puissance territoriale intéressée, prend note de l'intention du Gouvernement du Royaume-Uni et du Gouvernement italien et s'y associe.

Je saisis cette occasion, etc. Mostafa El Sadek.

III. Le comte Ciano a Mostafa El Sadek Bey.

Le Ministre des Affaires étrangères.

Monsieur le Ministre, Rome, *le* 16 *avril* 1938-XVI.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que la déclaration suivante, relative au canal de Suez, a été signée ce jour par lord Perth et moi-même, et figure en annexe N° 8 au protocole que lord Perth et moi-même avons également signé ce jour :

« Le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement italien réaffirment, par la présente, leur intention de respecter et d'appliquer constamment les dispositions de la Convention, signée à Constantinople le 29 octobre 1888, qui garantit en tout temps et pour toutes les Puissances le libre usage du canal de Suez. »

J'ai l'honneur de communiquer la déclaration ci-dessus à Votre Excellence en votre qualité de représentant de la Puissance territoriale intéressée.

Je saisis cette occasion, etc. Ciano.

IV. Mostafa El Sadek Bey au comte Ciano.

Légation de S. M. le Roi d'Egypte a Rome.

Monsieur le Ministre, *Le* 16 *avril* 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note en date de ce jour par laquelle Votre Excellence a bien voulu m'informer de la déclaration relative au canal de Suez signée ce jour par Votre Excellence et l'ambassadeur de Sa Majesté à Rome et qui figure en annexe N° 8 au protocole que vous-même et lord Perth avez également signé ce jour.

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement égyptien, en sa qualité de Puissance territoriale intéressée, prend note de l'intention du Gouvernement italien et du Gouvernement du Royaume-Uni et s'y associe.

Je saisis cette occasion, etc. Mostafa El Sadek.

ÉCHANGES DE NOTES

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LES GOUVERNEMENTS ÉGYPTIEN ET ITALIEN RELATIFS A LA MISE EN VIGUEUR DES NOTES PRÉCÉDENTES. ROME, LE 16 NOVEMBRE 1938.

I. Lord Perth a M. Mohamed Hosny Omar.

Ambassade de Grande-Bretagne.

Monsieur le Chargé d'Affaires, Rome, *le* 16 *novembre* 1938.

En ce qui concerne les notes relatives au lac Tsana et au canal de Suez que j'ai adressées le 16 avril à Mostafa El Sadek Bey et dont Son Excellence a accusé réception le même jour, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le ministre italien des Affaires étrangères et moi-même avons signé ce jour une déclaration aux termes de laquelle les déclarations visées dans les notes susmentionnées sont entrées en vigueur.

Veuillez agréer, etc. Perth.

II. M. MOHAMED HOSNY OMAR A LORD PERTH.

LÉGATION DE S. M. LE ROI D'EGYPTE A ROME.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR, *Le 16 novembre* 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date de ce jour, ainsi conçue :

« En ce qui concerne les notes relatives au lac Tsana et au canal de Suez que j'ai adressées le 16 avril à Mostafa El Sadek Bey et dont Son Excellence a accusé réception le même jour, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Ministre italien des Affaires étrangères et moi-même avons signé ce jour une déclaration aux termes de laquelle les déclarations visées dans les notes susmentionnées sont entrées en vigueur. »

Je ne manquerai pas de communiquer cette information au Gouvernement égyptien.

Je saisis cette occasion, etc.

M. HOSNY OMAR.

III. LE COMTE CIANO A M. MOHAMED HOSNY OMAR.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. ROME, *le 16 novembre* 1938-XVII.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En ce qui concerne les notes relatives au lac Tsana et au canal de Suez que j'ai adressées le 16 avril à Mostafa El Sadek Bey et dont Son Excellence a accusé réception le même jour, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que l'ambassadeur de Sa Majesté à Rome et moi-même avons signé ce jour une déclaration aux termes de laquelle les déclarations visées dans les notes susmentionnées sont entrées en vigueur.

Veuillez agréer, etc. CIANO.

IV. M. MOHAMED HOSNY OMAR AU COMTE CIANO.

LÉGATION DE S. M. LE ROI D'EGYPTE A ROME.

MONSIEUR LE MINISTRE, *Le 16 novembre* 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date de ce jour, ainsi conçue :

« En ce qui concerne les notes relatives au lac Tsana et au canal de Suez que j'ai adressées le 16 avril à Mostafa El Sadek Bey et dont Son Excellence a accusé réception le même jour, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que l'ambassadeur de Sa Majesté à Rome et moi-même avons signé ce jour une déclaration aux termes de laquelle les déclarations visées dans les notes susmentionnées sont entrées en vigueur. »

Je ne manquerai pas de communiquer cette information au Gouvernement égyptien.

Je saisis cette occasion, etc.

M. HOSNY OMAR.

N° 4539.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET BULGARIE

Echange de notes relatif aux dispositions militaires, navales et aériennes du Traité de Neuilly, avec annexe. Sofia, les 12 août et 24 novembre 1938.

Textes officiels français et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement a eu lieu le 15 *mars* 1939.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND BULGARIA

Exchange of Notes regarding the Military, Naval and Air Clauses of the Treaty of Neuilly, with Annex. Sofia, August 12th and November 24th, 1938.

French and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took place March 15*th,* 1939.

N° 4539. — ÉCHANGE DE NOTES[1] ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT BULGARE RELATIF AUX DISPOSITIONS MILITAIRES, NAVALES ET AÉRIENNES DU TRAITÉ DE NEUILLY. SOFIA, LES 12 AOUT ET 24 NOVEMBRE 1938.

I. LE Dr KIOSSÉIVANOFF A M. COOTE.

SOFIA, *le 12 août* 1938.

M. LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien porter à la connaissance du Gouvernement de Sa Majesté britannique, signataire du Traité de Neuilly et de la Convention[3] concernant la frontière de Thrace, signée à Lausanne le 24 juillet 1923, qu'entre la Bulgarie, d'une part, et la Grèce, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie, comme Etats membres de l'Entente balkanique, d'autre part, a été conclu et signé à Salonique le 31 juillet dernier un Accord[4] concernant la renonciation de ces Etats, en ce qui les concerne, à l'application des dispositions contenues dans la Partie IV (Clauses militaires, navales et aériennes) du Traité de Neuilly, ainsi qu'à l'application des dispositions contenues dans la Convention concernant la frontière de Thrace, signée à Lausanne le 24 juillet 1923.

L'Accord de Salonique, dont ci-joint copie certifiée conforme, par lequel les Etats membres de l'Entente balkanique reconnaissent à la Bulgarie l'égalité des droits en matière d'armement, est une manifestation de la confiance qui règne dans les rapports entre les Etats balkaniques et une confirmation de leur désir et de leur volonté de collaborer pour la consolidation de la paix dans les Balkans.

[1] Entré en vigueur le 24 novembre 1938.
[2] Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.
[3] Vol. XXVIII, page 139, de ce recueil.
[4] Voir page 119 de ce volume.

No. 4539. — EXCHANGE OF NOTES[1] BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE BULGARIAN GOVERNMENT REGARDING THE MILITARY, NAVAL AND AIR CLAUSES OF THE TREATY OF NEUILLY. SOFIA, AUGUST 12TH AND NOVEMBER 24TH, 1938.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I. DR. KIOSSÉIVANOFF TO MR. COOTE.

SOFIA, *August 12th*, 1938.

M. LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to ask you to be so good as to bring to the knowledge of the Government of the United Kingdom, signatory of the Treaty of Neuilly and of the Convention[3] regarding the Frontiers of Thrace, signed at Lausanne on the 24th July, 1923, that Bulgaria of the one part and Greece, Roumania, Turkey and Yugoslavia, as States members of the Balkan Entente, of the other part, have concluded and signed at Salonica on the 31st July last an Agreement[4] to dispense, so far as these States are concerned, with the carrying out of the provisions contained in Part IV (Military, Naval and Air Clauses) of the Treaty of Neuilly, as well as the provisions contained in the Convention regarding the Frontiers of Thrace, signed at Lausanne on the 24th July, 1923.

The Salonica Agreement, of which a certified copy is attached, is the recognition by the States members of the Balkan Entente that Bulgaria has equal rights in the matter of armament. It indicates the confidence which exists in the relations between the Balkan States, and is a confirmation of their desire and willingness to collaborate in the consolidation of the peace of the Balkans.

[1] Came into force November 24th, 1938.
[2] Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.
[3] Vol. XXVIII, page 139, of this Series.
[4] See page 119 of this Volume.

En exprimant sa reconnaissance au Gouvernement de Sa Majesté britannique de l'intérêt bienveillant, témoigné à la réalisation de cet accord, qui est une contribution à ses efforts pour le maintien de la paix, le Gouvernement royal de Bulgarie aime à espérer que le Gouvernement de Sa Majesté britannique voudra bien renoncer, en ce qui le concerne, à l'application desdites dispositions, contenues dans le Traité de Neuilly et dans la Convention concernant la frontière de Thrace, signée à Lausanne le 24 juillet 1923.

Je vous serais très obligé de transmettre à votre gouvernement la prière de vouloir bien procéder aux communications nécessaires auprès des Gouvernements de Sa Majesté britannique dans les Dominions du Canada et de la Nouvelle-Zélande ainsi qu'auprès des Gouvernements du Commonwealth d'Australie, de l'Union Sud-africaine et des Indes, en leur qualité de signataires du Traité de Neuilly.

Veuillez, etc.

Le Président du Conseil
et Ministre des Affaires étrangères
et des Cultes,
G. KIOSSÉIVANOFF.

In expressing its thanks to the Government of His Majesty for its benevolent interest, witnessed by the realisation of this Agreement, which is a contribution to its efforts for the maintenance of peace, the Royal Government of Bulgaria ventures to hope that His Majesty's Government will agree to dispense, so far as it is concerned, with the carrying out of the said provisions contained in the Treaty of Neuilly and in the Convention concerning the Frontiers of Thrace, signed at Lausanne on the 24th July, 1923.

I shall be much obliged if your Government will be so good as to make the necessary communications to His Majesty's Governments in Canada and New Zealand, as well as the Governments of the Commonwealth of Australia, the Union of South Africa and India, as signatories of the Treaty of Neuilly.

I have, etc.

G. KIOSSÉIVANOFF,
President of the Council, etc.

ANNEXE A LA NOTE N° I.

ACCORD ENTRE L'ENTENTE BALKANIQUE ET LA BULGARIE.

Prenant en considération :

Que la Bulgarie est attachée à la politique de raffermissement de la paix dans les Balkans et qu'elle est animée du désir d'entretenir avec les Etats balkaniques des relations de bon voisinage et de confiante collaboration, et

Que les Etats de l'Entente balkanique sont animés à l'égard de la Bulgarie du même esprit pacifique et du même désir de coopération,

Les soussignés :

Son Excellence M. le Dr Georges KIOSSÉIVANOFF, président du Conseil des ministres, ministre des Affaires étrangères de Bulgarie, d'une part, et

Son Excellence M. Jean METAXAS, président du Conseil des ministres, ministre des Affaires étrangères de Grèce, en sa qualité de président en exercice du Conseil permanent de l'Entente balkanique, agissant au nom de tous les membres de l'Entente balkanique, d'autre part,

ENCLOSURE IN NOTE No. I.

AGREEMENT BETWEEN THE BALKAN ENTENTE AND BULGARIA.

Taking into consideration :

That Bulgaria adheres to the policy of the reaffirmation of peace within the Balkans, and that she desires to share with the Balkan States relations of good neighbourliness and trustful collaboration, and

That the States of the Balkan Entente are inspired as regards Bulgaria by the same pacific spirit and the same desire for co-operation,

The undersigned :

His Excellency M. le Dr. Georges KIOSSÉIVANOFF, President of the Council of Ministers, Minister for Foreign Affairs of Bulgaria, of the one part, and

His Excellency M. Jean METAXAS, President of the Council of Ministers, Minister for Foreign Affairs of Greece, in his capacity as officiating President of the Permanent Council of the Balkan Entente, acting in the name of all the members of the Balkan Entente, of the other part,

Déclarent au nom des Etats qu'ils représentent que ces Etats prennent l'engagement de s'abstenir dans leurs relations mutuelles de tout recours à la force, conformément aux accords que chacun de ces Etats a souscrits en matière de non-agression, et qu'ils conviennent, en ce qui les concerne, à renoncer à l'application des dispositions contenues dans la Partie IV (Clauses militaires, navales et aériennes) du Traité de Neuilly ainsi que des dispositions contenues dans la Convention concernant la frontière de Thrace signée à Lausanne le 24 juillet 1923.

Fait à Thessalonique, en double exemplaire, le 31 juillet 1938.

G. KIOSSÉIVANOFF. J. METAXAS.

Declare in the name of the States which they represent that these States undertake to abstain, in their mutual relations, from all recourse to force, in conformity with the agreements regarding non-aggression to which each of these States is a party, and that they agree, so far as they are concerned, to dispense with the carrying out of the provisions contained in Part IV (Military, Naval and Air Clauses) of the Treaty of Neuilly, as well as the provisions contained in the Convention regarding the Frontiers of Thrace, signed at Lausanne on the 24th July, 1923.

Done at Salonica, in duplicate, the 31st July, 1938.

G. KIOSSÉIVANOFF. J. METAXAS.

II. MR. RENDEL TO DR. KIOSSÉIVANOFF.

BRITISH LEGATION.

SOFIA, *November 24th*, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

As Mr. Coote had the honour to inform you in his note of the 13th August, he did not fail to transmit to His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs the contents of the Note in which your Excellency informed him of the Agreement concluded at Salonica on the 31st July last between Bulgaria, on the one part, and Greece, Roumania, Turkey and Yugoslavia as States members of the Balkan Entente, on the other.

2. I have now received instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom have been happy to learn of the conclusion of this Agreement, which they are confident will lead to the development of still closer and friendlier relations between the States parties to it.

3. I am further to inform your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom do not, so far as they are concerned, intend in future to rely on the provisions contained in Part IV (Military Clauses) of the Treaty of Neuilly or the provisions of the Convention signed at Lausanne on the 24th July, 1923, regarding the Thracian frontier.

I avail, etc. G. W. RENDEL.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

II. M. RENDEL AU Dr KIOSSÉIVANOFF.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

SOFIA, *le 24 novembre* 1938.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Comme M. Coote a eu l'honneur de vous le faire savoir par sa note en date du 13 août, il n'a pas manqué de transmettre au principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères la teneur de la note par laquelle Votre Excellence a bien voulu l'informer de la conclusion de l'Accord signé à Salonique le 31 juillet dernier entre la Bulgarie, d'une part, et la Grèce, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie, comme Etats membres de l'Entente balkanique, d'autre part.

2. J'ai maintenant l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de vous faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a été heureux d'apprendre la conclusion de cet accord qui permettra aux Etats parties à cet instrument de nouer des relations encore plus étroites et amicales.

3. Au surplus, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni n'a pas l'intention, pour ce qui le concerne, de faire état à l'avenir des dispositions contenues dans la partie IV (Clauses militaires) du Traité de Neuilly non plus que des dispositions de la Convention concernant la frontière de Thrace qui a été signée à Lausanne le 24 juillet 1923.

Veuillez agréer, etc. G. W. RENDEL.

N° 4540.

DANEMARK ET NORVÈGE

Echange de notes comportant un accord concernant l'application de certaines dispositions législatives adoptées par les deux pays en conséquence de leur adhésion à la Convention internationale du 25 août 1924 pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement. Oslo, le 30 décembre 1938.

Textes officiels danois et norvégien communiqués par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le 18 *mars* 1939.

DENMARK AND NORWAY

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Application of Certain Legislative Provisions adopted by the Two Countries in consequence of their Accession to the International Convention of August 25th, 1924, for the Unification of Certain Rules relating to Bills of Lading. Oslo, December 30th, 1938.

Danish and Norwegian official texts communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations. The registration took place March 18*th,* 1939.

N° 4540. — NOTEVEKSLING [1] MELLEM DEN DANSKE OG DEN NORSKE REGERING VEDRØRENDE ANVENDELSEN AF VISSE LOVBESTEMMELSER VEDTAGET I DE TO LANDE SOM FØLGE AF DERES TILSLUTNING TIL DEN INTERNATIONALE KONVENTION AF 25. AUGUST 1924 OM ENSARTEDE REGLER ANGAAENDE KONOSSEMENTER. OSLO, DEN 30. DECEMBER 1938.

N° 4540. — UTVEKSLING AV NOTER [1] MELLEM DEN NORSKE OG DANSKE REGJERING ANGAAENDE ANVENDELSEN AV VISSE LOVBESTEMMELSER VEDTAT I DE TO LAND EFTER TILTREDELSEN TIL DEN INTERNATIONALE KONVENTION AV 25 AUGUST 1924, OM ENSARTEDE REGLER FOR KONOSSEMENTER. OSLO DEN 30 DESEMBER 1938.

I.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

KGL. DANSK GESANDTSKAB.

OSLO, 30 *December* 1938.

HR. UDENRIGSMINISTER,

Ved kgl. Anordninger af 21 August 1938 er det bestemt, at den danske Lov af 7 Maj 1937 om Ændringer i Söloven og Lov af samme Dato om Gennemförelse af den internationale Konvention [2] af 25 August 1924 om Konnossementer sættes i Kraft fra 1 Januar 1939.

I den Anledning har jeg den Ære efter Bemyndigelse fra den danske Regering at meddele Hr. Udenrigsministeren, at den danske Regering under Forudsætning af Gensidighed og med Gyldighed fra 1 Januar 1939 vil fastsætte följende :

1) Bestemmelserne i den danske Sölovs Paragraf 122 Stk 1 og 2 vil finde Anvendelse ogsaa for Fart mellem Danmark og Norge.

2) Bestemmelsen i den danske Sölovs Paragraf 171 Stykke 3 förste Punktum vil finde Anvendelse i Fart mellem Danmark og Norge.

3) Der vil i Fart mellem Danmark og Norge kunne udfærdiges Konnossementer og lignende Dokumenter (documents similaires) i Overensstemmelse med Forskrifterne i den danske Sölov uden at Bestemmelserne i den internationale Konvention om Konnossementer af 25 Auguste 1924 kommer til Anvendelse paa dem eller paa det Retsforhold som derved begrundes mellem Bortfragter og Dokumentets Indehaver, jfr. Lov Nr. 150 af 7 Maj 1937 Par. 8, samt det Forbehold som blev taget ved Deponeringen i Bryssel den 1 Juli 1938 ved Danmarks Tiltrædelsesdokument til Konventionen.

Saafremt den norske Regering er beredt til paa sin Side at træffe tilsvarende Foranstaltninger tillader jeg mig at foreslaa, at denne Note tilligemed det Svar som Hr. Udenrigsministeren godhetsfuldt vil tilstille mig skal udgöre en mellem de to Regeringer truffet Overenskomst, som bliver i Kraft indtil den af en af Parterne opsiges til Ophör med 6 Maaneders Varsel.

---

[1] Entré en vigueur le 1er janvier 1939.

[2] Vol. CXX, page 155; vol. CLVI, page 234; vol. CLXXVII, page 408; et vol. CLXXXI, page 394, de ce recueil.

[1] Came into force January 1st, 1939.

[2] Vol. CXX, page 155; Vol. CLVI, page 234; Vol. CLXXVII, page 408; and Vol. CLXXXI, page 394, of this Series.

Modtag Hr. Udenrigsminister, Forsikringen om min mest udmærkede Höjagtelse.

Hr. Udenrigsminister, Professor Halvdan Koht,
Det Kgl. norske Udenrigsdepartement,
Oslo.

(s) Henrik KAUFFMANN.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 7 mars 1939.

Le Directeur des Affaires de la Société des Nations,
Rolf Andersen.

II.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

UTENRIKSDEPARTEMENTET.

HERR SENDEMANN, OSLO, 30 *desember* 1938.

Ved kgl. resolusjon av 28 oktober 1938 er det bestemt at lov av 4 februar 1938 om forandring i lov om sjöfarten av 20 juli 1893 med tilleggslover, og lov av samme dag om gjennemföring av den internasjonale konvensjon om konnossementer av 25 august 1924, den förste forsåvidt ikraftsettelse ikke allerede er skjedd, settes i kraft fra 1 januar 1939.

Videre er det ved kgl. resolusjon av 23 desember 1938, i henhold til sjöfartslovens § 122 og § 171, begges siste avsnitt (jfr. ovennevnte lov av 4 februar 1938), fastsatt at de i nevnte paragrafer omhandlede bestemmelser, under forutsetning av gjensidighet, fra 1 januar 1939 utvides til også å gjelde fart mellem Norge og Danmark og Norge og Sverige.

Under henvisning til ovenstående har jeg den ære å meddele Dem följende :

1) Bestemmelsene i den norske sjöfartslovs § 122, 1 og 2 ledd, slik som den lyder efter endringsloven av 4 februar 1938, vil fra 1 januar 1939 få anvendelse også i fart mellem Norge og Danmark.

2) Bestemmelsene i den norske sjöfartslovs § 171, tredje ledd, förste punktum, vil, fra 1 januar 1939, også få anvendelse i fart mellem Norge og Danmark.

3) Den norske lovgivning vil tillate at det i fart mellem Norge og Danmark utferdiges konnossementer og lignende dokumenter (documents similaires) i samsvar med forskriftene i den norske sjöfartslov uten at bestemmelsene i den internasjonale konvensjon om konnossementer av 25 august 1924 kommer til anvendelse på dem eller på det rettsforhold som derved begrunnes mellem bortfrakteren og dokumentets innehaver, jfr. loven av 4 februar 1938 om gjennemföring av konvensjonen, § 9, og det forbehold som blev tatt ved deponeringen i Brussel den 1 juli 1938 av Norges tiltredelsesdokument til konvensjonen.

Da De i en note av idag har meddelt mig at den danske sjöfartslov fra 1 januar 1939 vil få tilsvarende anvendelse, er den ovenfor forutsatte gjensidighet tilstede. Jeg er enig i at Deres note sammen med nærværende svar skal utgjöre en overenskomst mellem de to regjeringer, hvilken overenskomst kan opsies fra begge sider med 6 måneders varsel.

Motta, Herr Sendemann, forsikringen om min utmerkede höiaktelse.

Herr Henrik Kaufmann,
Danmarks Sendemann,
etc., etc., etc.

(s.) Halvdan KOHT.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 7 mars 1939.

Le Directeur des Affaires de la Société des Nations,
Rolf Andersen.

TRADUCTION.

Nº 4540. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET NORVÉGIEN COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT L'APPLICATION DE CERTAINES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ADOPTÉES PAR LES DEUX PAYS EN CONSÉQUENCE DE LEUR ADHÉSION À LA CONVENTION INTERNATIONALE DU 25 AOUT 1924 POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES RÈGLES EN MATIÈRE DE CONNAISSEMENT. OSLO, LE 30 DÉCEMBRE 1938.

I.

LÉGATION ROYALE DU DANEMARK.

OSLO, *le* 30 *décembre* 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

La Proclamation royale du 21 août 1938 prévoit la mise en vigueur, à la date du 1er janvier 1939, de la loi danoise du 7 mai 1937 concernant des modifications à la loi sur la navigation maritime, ainsi que de la loi de la même date sur l'application de la Convention internationale du 25 août 1924 concernant le connaissement.

A ce propos, j'ai l'honneur de vous faire connaître, d'ordre du Gouvernement danois, que celui-ci désire, sous réserve de réciprocité, établir les dispositions suivantes, à dater du 1er janvier 1939 :

1. Les dispositions de la loi danoise sur la navigation maritime, § 122, paragraphes 1 et 2, s'appliqueront également au trafic maritime entre le Danemark et la Norvège.

2. Les dispositions de la loi danoise sur la navigation maritime, § 171, paragraphe 3, sous-paragraphe 1, s'appliqueront au trafic maritime entre le Danemark et la Norvège.

TRANSLATION.

No. 4540. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE APPLICATION OF CERTAIN LEGISLATIVE PROVISIONS ADOPTED BY THE TWO COUNTRIES IN CONSEQUENCE OF THEIR ACCESSION TO THE INTERNATIONAL CONVENTION OF AUGUST 25TH, 1924, FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES RELATING TO BILLS OF LADING. OSLO, DECEMBER 30TH, 1938.

I.

ROYAL DANISH LEGATION.

OSLO, *December* 30*th*, 1938.

SIR,

It is provided in the Royal Proclamation of August 21st, 1938, that the Danish Law of May 7th, 1937, regarding amendments to the Navigation Law and the law of the same date regarding the application of the International Convention of August 25th, 1924, relating to bills of lading, is to be put into force as from January 1st, 1939.

In this connection, I have the honour, under instructions from the Danish Government, to inform you that, subject to reciprocity, the Danish Government wishes to establish the following provisions as from January 1st, 1939:

(1) The provisions of the Danish Navigation Law, § 122, paragraphs 1 and 2, will also apply to traffic between Denmark and Norway.

(2) The provisions of the Danish Navigation Law, § 171, paragraph 3, sub-paragraph 1, will apply to traffic between Denmark and Norway.

3. Dans le commerce par mer entre le Danemark et la Norvège, les connaissements et autres documents similaires pourront être établis conformément aux dispositions de la loi danoise sur la navigation maritime, sans que les dispositions de la Convention internationale du 25 août 1924 concernant le connaissement s'appliquent auxdits documents ou aux rapports que ceux-ci établissent entre le transporteur et le possesseur du document (voir la loi nº 150 du 7 mai 1937, § 8, ainsi que la réserve qui a été formulée lorsque le document concernant l'adhésion du Danemark à ladite convention fut déposé à Bruxelles le 1er juillet 1938).

Si le Gouvernement norvégien est disposé, de son côté, à adopter des mesures correspondantes, je me permets de proposer que la présente note et la réponse que vous voudrez bien m'adresser constituent un accord entre les deux gouvernements, destiné à rester en vigueur aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des deux Parties, avec un préavis de six mois.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Henrik KAUFFMANN.

Monsieur le professeur Halvdan Koht,
Ministre des Affaires étrangères,
Département royal des Affaires étrangères de Norvège,
Oslo.

II.

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, *le* 30 *décembre* 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

La Résolution royale du 28 octobre 1938 prévoit que la loi du 4 février 1938 concernant la modification de la loi du 20 juillet 1893 sur la navigation maritime et des lois qui la complètent, ainsi que la loi de la même date concernant l'application de la Convention internationale du 25 août 1924 sur le connaissement, seront mises en vigueur dans la mesure où la première n'a pas déjà été appliquée à dater du 1er janvier 1939.

La Résolution royale du 23 décembre 1938, concernant la loi sur la navigation maritime, § 122, dernier paragraphe, et § 171, dernier paragraphe (voir la loi susmentionnée du 4 février

(3) In traffic between Denmark and Norway, bills of lading and similar documents may be made out in accordance with the provisions of the Danish Navigation Law, without the provisions of the International Convention of August 25th, 1924, relating to bills of lading being applied to them or to the legal relationship which is thereby established between the carrier and the owner of the document (see Law No. 150 of May 7th, 1937, § 8, and the reservation made when the document regarding the accession of Denmark to the Convention was deposited at Brussels on July 1st, 1938).

Provided the Norwegian Government is prepared for its part to make corresponding arrangements, I venture to propose that the present note, together with the reply which you will be good enough to send me, shall constitute an Agreement between the two Governments, which shall remain in force until it is denounced by one of the Parties at six months' notice.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Henrik KAUFFMANN.

Professor Halvdan Koht,
Minister for Foreign Affairs,
Royal Norwegian Department of Foreign Affairs,
Oslo.

II.

DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, *December* 30*th*, 1938.

SIR,

It is provided by the Royal resolution of October 28th, 1938, that the Law of February 4th, 1938, regarding the amendment of the Navigation Law of July 20th, 1893, with supplementary laws, and the law of the same date regarding the application of the International Convention of August 25th, 1924 relating to bills of lading shall, in so far as the former has not already been applied, be put in force as from January 1st, 1939.

It is further provided by the Royal resolution of December 23rd, 1938, regarding the Navigation Law, § 122, last paragraph, and § 171, last paragraph (see the above-mentioned Law of

1938), prévoit, en outre, que les dispositions figurant dans lesdits articles seront étendues, à dater du 1er janvier 1939 et sous réserve de réciprocité, au trafic maritime entre la Norvège et le Danemark et la Norvège et la Suède.

A ce propos, j'ai l'honneur de vous communiquer ce qui suit :

1. Les dispositions de la loi norvégienne sur la navigation maritime, § 122, paragraphes 1 et 2, amendées par la loi du 4 février 1938, s'appliqueront à dater du 1er janvier 1939 au trafic maritime entre la Norvège et le Danemark.

2. Les dispositions de la loi norvégienne sur la navigation maritime, § 171, paragraphe 3, sous-paragraphe 1, s'appliqueront également, à dater du 1er janvier 1939, au trafic maritime entre la Norvège et le Danemark.

3. Dans le trafic maritime entre la Norvège et le Danemark, la législation norvégienne autorisera l'établissement des connaissements et documents similaires, conformément aux dispositions de la loi norvégienne sur la navigation maritime, sans que les dispositions de la Convention internationale du 25 août 1924 concernant le connaissement doivent s'appliquer à ces documents ou au rapport légal qu'ils établissent de ce fait entre le transporteur et le possesseur du document (voir la loi du 4 février 1938 concernant l'application de la convention, article 9, ainsi que la réserve qui a été formulée lorsque le document concernant l'adhésion de la Norvège à la convention fut déposé à Bruxelles le 1er juillet 1938).

Attendu que vous m'avez fait savoir, par une note en date de ce jour, que la loi danoise sur la navigation maritime sera mise en vigueur d'une manière correspondante à dater du 1er janvier 1939, la réciprocité susmentionnée se trouvera appliquée. Il est entendu que votre note et la présente réponse constitueront un accord entre les deux gouvernements, qui pourra être dénoncé par l'une des deux Parties avec un préavis de six mois.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Halvdan KOHT.

Monsieur Henrik Kauffmann,
Ministre du Danemark, etc.

February 4th, 1938), that the provisions referred to in the Articles mentioned shall, subject to reciprocity, be extended as from January 1st, 1939, to apply also to traffic between Norway and Denmark and Norway and Sweden.

In this connection, I have the honour to make the following communication :

(1) The provisions of the Norwegian Navigation Law, § 122, paragraphs 1 and 2, as amended by the Law of February 4th, 1938, will apply as from January 1st, 1939, to traffic between Norway and Denmark.

(2) The provisions of the Norwegian Navigation Law, § 171, paragraph 3, subparagraph 1, will also be applied as from January 1st, 1939, to traffic between Norway and Denmark.

(3) The Norwegian legislation will permit bills of lading and similar documents in traffic between Norway and Denmark to be made out in accordance with the provisions of the Norwegian Navigation Law, without the provisions of the International Convention of August 25th, 1924, relating to bills of lading being applied to them or to the legal relationship which is thereby established between the carrier and the owner of the document (see Law of February 4th, 1938, regarding the application of the Convention, Article 9, and the reservation made when the document relating to the accession of Norway to the Convention was deposited at Brussels on July 1st, 1938).

Since you have informed me in a note of to-day's date that the Danish Navigation Law will be correspondingly applied as from January 1st, 1939, the above-mentioned reciprocity is provided for. I agree that your note, together with the present reply, shall constitute an Agreement between the two Governments, which may be denounced by either Party at six months' notice.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Halvdan KOHT.

Monsieur Henrik Kauffmann,
Danish Minister, etc., etc., etc.

N° 4541.

NORVÈGE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un accord concernant l'application de certaines dispositions législatives adoptées par les deux pays en conséquence de leur adhésion à la Convention internationale du 25 août 1924 pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement. Oslo, le 30 décembre 1938.

Textes officiels norvégien et suédois communiqués par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement a eu lieu le 18 *mars* 1939.

NORWAY AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Application of Certain Legislative Provisions adopted by the Two Countries in consequence of their Accession to the International Convention of August 25th, 1924, for the Unification of Certain Rules relating to Bills of Lading. Oslo, December 30th, 1938.

Norwegian and Swedish official texts communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations and by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration took place March 18*th,* 1939.

N° 4541. — NOTEVÄXLING [1] MELLAN DEN NORSKA OCH DEN SVENSKA REGERINGEN ANGÅENDE TILLÄMPNINGEN AV VISSA LAGBESTÄMMELSER ANTAGNA I DE TVÅ LÄNDERNA EFTER ANSLUTNINGEN TILL DEN INTERNATIONELLA KONVENTIONEN AV DEN 25 AUGUSTI 1924 ANGÅENDE ENSARTADE REGLER FÖR KONNOSSEMENT. OSLO, DEN 30 DECEMBER 1938.

N° 4541. — UTVEKSLING AV NOTER [1] MELLEM DEN NORSKE OG SVENSKE REGJERING ANGAAENDE ANVENDELSEN AV VISSE LOVBESTEMMELSER VEDTAT I DE TO LAND EFTER TILTREDELSEN TIL DEN INTERNATIONALE KONVENTION AV 25 AUGUST 1924, OM ENSARTEDE REGLER FOR KONOSSEMENTER. OSLO, DEN 30 DESEMBER 1938.

I.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

KUNGL. SVENSKA BESKICKNINGEN.

HERR UTRIKESMINISTER, OSLO, *den* 30 *december* 1938.

Sedan Kungl. Maj:t förordnat, att lagen den 5 juni 1936 om ändring i vissa delar av sjölagen samt lagen samma dag i anledning av Sveriges tillträde till 1924 års internationella konvention [2] rörande konnossement skola träda i kraft den 1 januari 1939, har jag äran bringa till Herr Utrikesministerns kännedom, att svenska Regeringen under förutsättning av ett motsvarande åtagande från Norska Regeringens sida kommer att före den 1 januari 1939 utfärda föreskrifter av följande innebörd :

1) Bestämmelserna i 122 § första och andra styckena sjölagen, enligt lydelsen i lagen den 5 juni 1936 om ändring i vissa delar av sjölagen, skola från och med den 1 januari 1939 äga tillämpning jämväl i avseende å fart mellan Sverige och Norge.

2) Bestämmelsen i 171 § tredje stycket första punkten sjölagen, enligt lydelsen i lagen den 5 juni 1936 om ändring i vissa delar av sjölagen, skall från och med den 1 januari 1939 äga tillämpning jämväl i avseende å fart mellan Sverige och Norge.

3) Lagen i anledning av Sveriges tillträde till 1924 års internationella konvention rörande konnossement skall icke äga tillämpning å fart mellan Sverige och Norge, i följd varav, i överensstämmelse med förbehåll som gjordes vid Sveriges anslutning till konventionen, i fart mellan Sverige och Norge må angående befordran av gods utfärdas konnossement eller liknande åtkomsthandling (documents similaires) i enlighet med föreskrifterna i sjölagen, utan att bestämmelserna i konventionen bliva tillämpliga däråå eller å rättsförhållandet mellan bortfraktaren och innehavaren av handlingen.

Därest Norska Regeringen är beredd att å sin sida göra ett motsvarande åtagande, tillåter jag mig föreslå, att denna note tillsammans med det svar, som Herr Utrikesministern behagar

[1] Entré en vigueur le 1er janvier 1939.

[2] Vol. CXX, page 155 ; vol. CLVI, page 234 ; vol. CLXXVII, page 408 ; et vol. CLXXXI, page 394, de ce recueil.

[1] Came into force January 1st, 1939.

[2] Vol. CXX, page 155 ; Vol. CLVI, page 234 ; Vol. CLXXVII, page 408 ; and Vol. CLXXXI, page 394, of this Series.

tillställa mig, skall utgöra en mellan de båda regeringarna träffad överenskommelse, vilken förbliver i kraft in till utgången av sex månader efter från endera regeringens sida verkställd uppsägning.

Mottag, Herr Utrikesminister, försäkran om min utmärkta högaktning.

Hans Excellens
Herr Dr. Koht,
Norges Utrikesminister, etc., etc., etc.

(s) Christian GÜNTHER.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères.
Oslo, le 7 mars 1939.
Le Directeur des Affaires de la Société des Nations,
Rolf Andersen.

II.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

UTENRIKSDEPARTEMENTET.

HERR SENDEMANN, OSLO, 30 *desember* 1938.

Ved kgl. resolusjon av 28 oktober 1938 er det bestemt at lov av 4 februar 1938 om forandring i lov om sjöfarten av 20 juli 1893 med tilleggslover, og lov av samme dag om gjennemföring av den internasjonale konvensjon om konnossementer av 25 august 1924, den förste forsåvidt ikraftsettelse ikke allerede er skjedd, settes i kraft fra 1 januar 1939.

Videre er det ved kgl. resolusjon av 23 desember 1938, i henhold til sjöfartslovens § 122 og § 171, begges siste avsnitt (jfr. ovennevnte lov av 4 februar 1938), fastsatt at de i nevnte paragrafer omhandlede bestemmelser, under forutsetning av gjensidighet, fra 1 januar 1939 utvides til også å gjelde fart mellem Norge og Sverige og Norge og Danmark.

Under henvisning til ovenstående har jeg den ære å meddele Dem följende :

1) Bestemmelsene i den norske sjöfartslovs § 122, 1 og 2 ledd, slik som den lyder efter endringsloven av 4 februar 1938, vil fra 1 januar 1939 få anvendelse også i fart mellem Norge og Sverige.

2) Bestemmelsene i den norske sjöfartslovs § 171, tredje ledd, förste punktum, vil, fra 1 januar 1939, også få anvendelse i fart mellem Norge og Sverige.

3) Den norske lovgivning vil tillate at det i fart mellem Norge og Sverige utferdiges konnossementer og lignende dokumenter (documents similaires) i samsvar med forskriftene i den norske sjöfartslov uten at bestemmelsene i den internasjonale konvensjon om konnossementer av 25 august 1924 kommer til anvendelse på dem eller på det rettsforhold som derved begrunnes mellem bortfrakteren og dokumentets innehaver, jfr. loven av 4 februar 1938 om gjennemföring av konvensjonen, § 9, og det forbehold som blev tatt ved deponeringen i Brussel den 1 juli 1938 av Norges tiltredelsesdokument til konvensjonen.

Da De i en note av idag har meddelt mig at den svenske sjöfartslov fra 1 januar 1939 vil få tilsvarende anvendelse, er den ovenfor forutsatte gjensidighet tilstede. Jeg er enig i at Deres note sammen med nærværende svar skal utgjöre en overenskomst mellem de to regjeringer, hvilken overenskomst kan opsies fra begge sider med 6 måneders varsel.

Motta, Herr Sendemann, forsikringen om min utmerkede höiaktelse.

Herr Christian Günther,
Sveriges Sendemann, etc., etc., etc.

(s.) Halvdan KOHT.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères.
Oslo, le 7 mars 1939.
Le Directeur des Affaires de la Société des Nations,
Rolf Andersen.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 28 avril 1939.
Le Chef des Archives p. i.,
C^te^ Lewenhaupt.

TRADUCTION.

Nº 4541. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS NORVÉGIEN ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT L'APPLICATION DE CERTAINES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ADOPTÉES PAR LES DEUX PAYS EN CONSÉQUENCE DE LEUR ADHÉSION A LA CONVENTION INTERNATIONALE DU 25 AOUT 1924 POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES RÈGLES EN MATIÈRE DE CONNAISSEMENT. OSLO, LE 30 DÉCEMBRE 1938.

I.

LÉGATION ROYALE DE SUÈDE.

OSLO, *le* 30 *décembre* 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le roi ayant décrété la mise en vigueur, à la date du 1er janvier 1939, de la loi du 5 juin 1936 concernant la modification de certaines parties de la loi sur la navigation maritime, ainsi que de la loi de la même date concernant l'adhésion de la Suède à la Convention internationale de 1924 sur le connaissement, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Suède fera publier, avant le 1er janvier 1939, le règlement suivant, à condition que des mesures correspondantes soient prises par le Gouvernement de Norvège :

1. Les dispositions du § 122, paragraphes 1 et 2, de la loi sur la navigation maritime, conformément à la rédaction contenue dans la loi du 5 juin 1936 amendant certaines parties de la loi sur la navigation maritime, seront appliquées à dater du 1er janvier 1939 au trafic maritime entre la Suède et la Norvège.

2. Les dispositions du § 171, paragraphe 3, sous-paragraphe 1, de la loi sur la navigation maritime, conformément à la rédac-

TRANSLATION.

No. 4541. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE NORWEGIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE APPLICATION OF CERTAIN LEGISLATIVE PROVISIONS ADOPTED BY THE TWO COUNTRIES IN CONSEQUENCE OF THEIR ACCESSION TO THE INTERNATIONAL CONVENTION OF AUGUST 25TH, 1924, FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES RELATING TO BILLS OF LADING. OSLO, DECEMBER 30TH, 1938.

I.

ROYAL SWEDISH LEGATION.

OSLO, *December 30th*, 1938.

SIR,

The King having decreed that the Law of June 5th, 1936, regarding the amendment of certain parts of the Navigation Law and the law of the same date regarding the accession of Sweden to the International Convention of 1924 relating to bills of lading shall come into force on January 1st, 1939, I have the honour to inform you that the Swedish Government, subject to corresponding steps being taken by the Norwegian Government, will issue regulations to the following effect before January 1st, 1939 :

(1) The provisions of § 122, paragraphs 1 and 2, of the Navigation Law according to the wording contained in the Law of June 5th, 1936, amending certain parts of the Navigation Law, shall be applied as from January 1st, 1939, to traffic between Sweden and Norway.

(2) The provisions of § 171, paragraph 3, sub-paragraph 1, of the Navigation Law, according to the wording contained in the

tion contenue dans la loi du 5 juin 1936 amendant certaines parties de la loi sur la navigation maritime, s'appliqueront également, à dater du 1er janvier 1939, au trafic maritime entre la Suède et la Norvège.

3. La loi concernant l'adhésion de la Suède à la Convention internationale de 1924 sur le connaissement ne s'appliquera pas au trafic maritime entre la Suède et la Norvège, étant donné qu'en raison des réserves qui ont été formulées lorsque la Suède a adhéré à ladite convention, le connaissement et autres documents similaires peuvent être établis en vue du transport de marchandises dans le trafic maritime entre la Suède et la Norvège, conformément aux dispositions de la loi sur la navigation maritime, sans que les dispositions de cette convention doivent s'appliquer à ces documents ou au rapport juridique entre le transporteur et le possesseur des documents.

Si le Gouvernement de Norvège est disposé à prendre, de son côté, des mesures correspondantes, je me permets de proposer que la présente note et la réponse que vous voudrez bien m'adresser, constituent un accord entre les deux gouvernements, qui restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois après sa dénonciation par l'un des deux gouvernements.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Christian GÜNTHER.

Son Excellence le Dr Koht,
Ministre des Affaires étrangères
de Norvège,
etc., etc., etc.

II.

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, *le* 30 *décembre* 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

La Résolution royale du 28 octobre 1938 prévoit que la loi du 4 février 1938 concernant la modification de la loi du 20 juillet 1893 sur la navigation maritime et des lois qui la complètent, ainsi que la loi de la même date concernant l'application de la Convention internationale du 25 août 1924 sur le connaissement, seront mises en vigueur, dans la mesure où la première n'a pas déjà été appliquée, à dater du 1er janvier 1939.

La Résolution royale du 23 décembre 1938, concernant la loi sur la navigation maritime,

(3) The Law regarding the accession of Sweden to the International Convention of 1924 relating to bills of lading shall not apply to traffic betwen Sweden and Norway in view of the fact that, under the reservations made when Sweden acceded to the Convention, bills of lading or similar documents may be made out for the carriage of goods in traffic between Sweden and Norway in accordance with the provisions of the Navigation Law without the provisions of the Convention being applicable thereto or to the legal relationship between the carrier and the owner of the documents.

If the Norwegian Government is prepared for its part to take corresponding steps, I venture to propose that the present note, together with the reply which you will be good enough to send me, shall constitute an Agreement between the two Governments, which shall remain in force until the expiry of six months after denunciation by either Government.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Christian GÜNTHER.

His Excellency Dr. Koht,
Norwegian Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

II.

DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, *December* 30*th*, 1938.

SIR,

It is provided by the Royal resolution of October 28th, 1938, that the Law of February 4th, 1938, regarding the amendment of the Navigation Law of July 20th, 1893, with supplementary laws, and the law of the same date regarding the application of the International Convention of August 25th, 1924, relating to bills of lading shall, in so far as the former has not already been applied, be put in force as from January 1st, 1939.

It is further provided by the Royal resolution of December 23rd, 1938, regarding the Navi-

§ 122, dernier paragraphe, et § 171, dernier paragraphe (voir la loi susmentionnée du 4 février 1938), prévoit, en outre, que les dispositions figurant dans lesdits articles seront étendues, à dater du 1er janvier 1939 et sous réserve de réciprocité, au trafic maritime entre la Norvège et la Suède et la Norvège et le Danemark.

A cet égard, j'ai l'honneur de vous communiquer ce qui suit :

1. Les dispositions de la loi norvégienne sur la navigation maritime, § 122, paragraphes 1 et 2, amendées par la loi du 4 février 1938, s'appliqueront à dater du 1er janvier 1939 au trafic maritime entre la Norvège et la Suède.

2. Les dispositions de la loi norvégienne sur la navigation maritime, § 171, paragraphe 3, sous-paragraphe 1, s'appliqueront également, à dater du 1er janvier 1939, au trafic maritime entre la Norvège et la Suède.

3. Dans le trafic maritime entre la Norvège et la Suède, la législation norvégienne autorisera l'établissement du connaissement et des documents similaires conformément aux dispositions de la loi norvégienne sur la navigation maritime, sans que les dispositions de la Convention internationale du 25 août 1924 concernant le connaissement doivent s'appliquer à ces documents ou au rapport juridique qu'ils établissent de ce fait entre le transporteur et le possesseur du document (voir la loi du 4 février 1938 concernant l'application de la convention, § 9, ainsi que la réserve qui a été formulée lorsque le document concernant l'adhésion de la Norvège à la convention fut déposé à Bruxelles le 1er juillet 1938).

Attendu que vous m'avez informé, dans une note en date de ce jour, que la loi de la Suède sur la navigation maritime sera appliquée d'une manière correspondante à dater du 1er janvier 1939, la réciprocité susmentionnée se trouvera réalisée. Je conviens que votre note et la présente réponse constituent un accord entre les deux gouvernements, qui pourra être dénoncé par l'une des deux Parties moyennant un préavis de six mois.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Halvdan KOHT.

Monsieur Christian Günther,
Ministre de Suède,
etc., etc., etc.

gation Law, § 122, last paragraph, and § 171, last paragraph (see the above-mentioned Law of February 4th, 1938), that the provisions referred to in the Articles mentioned shall, subject to reciprocity, be extended as from January 1st, 1939, to apply also to traffic between Norway and Sweden and Norway and Denmark.

In this connection, I have the honour to make the following communication :

(1) The provisions of the Norwegian Navigation Law, § 122, paragraphs 1 and 2, as amended by the Law of February 4th, 1938, will apply as from January 1st, 1939, to traffic between Norway and Sweden.

(2) The provisions of the Norwegian Navigation Law, § 171, paragraph 3, subparagraph 1, will also be applied as from January 1st, 1939, to traffic between Norway and Sweden.

(3) The Norwegian legislation will permit bills of lading and similar documents in traffic between Norway and Sweden to be made out in accordance with the provisions of the Norwegian Navigation Law, without the provisions of the International Convention of August 25th, 1924, relating to bills of lading being applied to them or to the legal relationship which is thereby established between the carrier and the owner of the document (see Law of February 4th, 1938, regarding the application of the Convention, § 9, and the reservation made when the document relating to the accession of Norway to the Convention was deposited at Brussels on July 1st, 1938).

Since you have informed me in a note of today's date that the Swedish Navigation Law will be correspondingly applied as from January 1st, 1939, the above-mentioned reciprocity is provided for. I agree that your note, together with the present reply, shall constitute an Agreement between the two Governments, which may be denounced by either Party with six months' notice.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Halvdan KOHT.

Monsieur Christian Günther,
Swedish Minister,
etc., etc., etc.

N° 4542.

ESTONIE ET PAYS-BAS

Protocole tarifaire. Signé à Tallinn, le 22 novembre 1938.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement a eu lieu le 23 mars 1939.

ESTONIA AND THE NETHERLANDS

Protocol regarding Tariff Questions. Signed at Tallinn, November 22nd, 1938.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration took place March 23rd, 1939.

N° 4542. — PROTOCOLE [1] TARIFAIRE ENTRE L'ESTONIE ET LES PAYS-BAS. SIGNÉ A TALLINN, LE 22 NOVEMBRE 1938.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES PAYS-BAS, désirant favoriser et développer les relations commerciales entre les deux pays et en se référant à l'Arrangement commercial conclu en date de ce jour entre la République d'Estonie et le Royaume des Pays-Bas, sont convenus de ce qui suit :

Les droits de douane estoniens pour les marchandises originaires et en provenance du territoire douanier du Royaume des Pays-Bas ne dépasseront pas les chiffres fixés ci-après :

Position du tarif douanier estonien	Désignation des marchandises	Unité de perception		Droit de douane en couronnes
24 p. 3	Cacao en poudre	kilo	brut	0,75
ex 62,6	Plantes vivantes, à l'exception des arbres fruitiers	»	»	0,075
ex 62,7	Oignons à fleurs et à plantes décoratives	»	»	0,50
ex 169,10	Appareils de T.S.F., d'un poids jusqu'à 16 kilos.	»	net	4,50
ex 169,10	Appareils de T.S.F., d'un poids au-dessus de 16 kilos	»	»	3,00
169,11	Parties d'appareils de T.S.F. et de haut-parleurs	»	»	2,00

Le présent protocole tarifaire entrera en vigueur le jour de la notification de sa ratification par le président de la République au Gouvernement de la Reine et aura la même validité que l'arrangement commercial, signé en date de ce jour.

Fait à Tallinn, le 22 novembre 1938.

K. SELTER. L. P. J. DE DECKER.

[1] Entré en vigueur le 15 mars 1939.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4542. — PROTOCOL [1] REGARDING TARIFF QUESTIONS BETWEEN ESTONIA AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT TALLINN, NOVEMBER 22ND, 1938.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA and THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS, being desirous of promoting and developing commercial relations between the two countries, and referring to the Commercial Arrangement concluded this day between the Republic of Estonia and the Kingdom of the Netherlands, have agreed upon the following :

Estonian Customs duties on goods originating in and arriving from the Customs territory of the Kingdom of the Netherlands shall not exceed the following figures :

Item of the Estonian Customs tariff	Designation of goods	Unit for calculation of duty	Customs duty in crowns
24 p. 3	Cocoa powder	kg. gross	0.75
ex 62.6	Living plants, except fruit trees	,, ,,	0.075
ex 62.7	Bulbs of flowers and ornamental plants	,, ,,	0.50
ex 169.10	Wireless sets not exceeding 16 kg. in weight	,, net	4.50
ex 169.10	Wireless sets exceeding 16 kg. in weight	,, ,,	3.00
169.11	Wireless and loudspeaker parts	,, ,,	2.00

The present Tariff Protocol shall come into force on the day of the notification to Her Majesty's Government of its ratification by the President of the Republic and shall have the same validity as the Commercial Arrangement signed this day.

Done at Tallinn, the 22nd day of November, 1938.

K. SELTER. L. P. J. DE DECKER.

[1] Came into force March 15th, 1939.

N° 4543.

GRÈCE ET TURQUIE

Règlement général pour l'application des prescriptions de l'article 107 du Traité de Lausanne concernant la circulation sur la ligne de chemin de fer entre la frontière gréco-turque près de Pythion et la frontière gréco-bulgare près de Svilengrad. Signé à Istamboul, le 25 novembre 1937.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Grèce près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le 23 mars 1939.

GREECE AND TURKEY

General Regulations for the Application of the Provisions of Article 107 of the Treaty of Lausanne regarding Traffic on the Railway Line between the Greco-Turkish Frontier near Pythion and the Greco-Bulgarian Frontier near Svilengrad. Signed at Istanbul, November 25th, 1937.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Greece to the League of Nations. The registration took place March 23rd, 1939.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4543. — RÈGLEMENT[1] GÉNÉRAL GRÉCO-TURC POUR L'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS DE L'ARTICLE 107 DU TRAITÉ[2] DE LAUSANNE CONCERNANT LA CIRCULATION SUR LA LIGNE DE CHEMIN DE FER ENTRE LA FRONTIÈRE GRÉCO-TURQUE PRÈS DE PYTHION ET LA FRONTIÈRE GRÉCO-BULGARE PRÈS DE SVILENGRAD. SIGNÉ A ISTAMBOUL, LE 25 NOVEMBRE 1937.

Article premier.

Le présent règlement sera appliqué aux trois tronçons du réseau ferroviaire se trouvant entre la frontière gréco-turque près de Pythion et la frontière gréco-bulgare près de Svilengrad qui seront indiqués dans le présent règlement par le terme « Zone de l'article 107 ».

Article 2.

Les opérations de transit sur ces tronçons seront sous la surveillance des représentants des deux gouvernements.

Lesdits représentants doivent inspecter ensemble, au moins une fois par mois la zone de l'article 107, sans préjudice des inspections qui, dans l'intervalle, pouraient être faites par chacun d'eux séparément, ou en commun par tous les deux, pour s'assurer de l'exécution du présent règlement.

Article 3.

Les différends qui pourraient surgir du fait du transit visé à l'article premier du présent règlement, soit entre les administrations du chemin de fer exploitant les réseaux ferroviaires, soit entre les douaniers ou les agents de la police hellène et turque accompagnant les trains de voyageurs, ou autrement et ayant trait à

[1] Entré en vigueur le 25 novembre 1937.

[2] Vol. XXVIII, pages 90 et 92, de ce recueil.

No. 4543. — GENERAL GRECO-TURKISH REGULATIONS[1] FOR THE APPLICATION OF THE PROVISIONS OF ARTICLE 107 OF THE TREATY[2] OF LAUSANNE REGARDING TRAFFIC ON THE RAILWAY LINE BETWEEN THE GRECO-TURKISH FRONTIER NEAR PYTHION AND THE GRECO-BULGARIAN FRONTIER NEAR SVILENGRAD. SIGNED AT ISTANBUL, NOVEMBER 25TH, 1937.

Article 1.

The present Regulations shall apply to the three sections of the railway system between the Greco-Turkish frontier near Pythion and the Greco-Bulgarian frontier near Svilengrad, which shall be referred to in the present Regulations by the term " zone of Article 107 ".

Article 2.

Transit operations on the said sections shall be under the supervision of representatives of the two Governments.

The said representatives shall together inspect the zone of Article 107 at least once a month, without prejudice to such inspections as may be carried out in the interval by either of them separately or by both together, with a view to ensuring the execution of the present Regulations.

Article 3.

Any disputes regarding the interpretation or application of the present Regulations which may arise in connection with the transit operations specified in Article 1 thereof, whether between the Administrations of the railway lines in question or between the Greek and Turkish Customs or police officers accompanying pas-

[1] Came into force November 25th, 1937.

[2] Vol. XXVIII, pages 91 and 93, of this Series

l'interprétation ou l'application du présent règlement, seront tranchés d'un commun accord par les deux représentants.

A défaut d'accord les représentants s'adresseront à leurs gouvernements respectifs.

Dans le cas où les deux gouvernements se trouveraient dans l'impossibilité de donner une solution au différend surgi la question sera réglée par voie d'arbitrage. En cas de désaccord quant à la personne de l'arbitre, celui-ci sera, désigné par le Conseil de la Société des Nations, à la demande de l'un ou de l'autre des deux gouvernements. L'arbitre arrêtera les règles de procédure de l'arbitrage. La sentence rendue par l'arbitre sera obligatoire de plein droit pour les deux Parties.

Article 4.

Les trains de voyageurs traversant la zone de l'article 107, soit en marche, soit dans les stations, seront placés sous la surveillance et la garde des agents de police hellènes et turcs les uns et les autres devant prêter main forte seulement à la demande des agents de police hellènes sur le territoire hellénique et turcs sur le territoire turc.

Ces agents porteront leurs uniformes et leurs armes, mais tout en étant libres dans les stations ils ne pourront sortir de leurs emprises.

Dans les trains spéciaux les gendarmes hellènes ou turcs resteront pendant la marche dans les compartiments qui leur auront été assignés.

Article 5.

L'arrestation de voyageurs traversant en transit la zone de l'article 107 ne pourra avoir lieu, qu'en cas de crime ou de délit flagrant, prévu et puni par la législation du pays traversé (meurtre, tentative de meurtre, violence grave, vol, attentat contre la sécurité du convoi, contrebande, etc.). En pareil cas il sera procédé à l'arrestation, par les agents de police du pays, sur le territoire duquel le crime flagrant aura été commis.

Article 6.

Les voyageurs circulant sur lesdits tronçons ne pourront, sous aucun prétexte, mettre pied à terre avant d'arriver à leur lieu de destination, sauf, bien entendu, en cas de force majeure dûment constaté.

senger trains or in any other manner, shall be settled by joint agreement by the two representatives.

Failing such agreement, the representatives shall apply to their respective Governments.

Should the two Governments find themselves unable to settle the dispute, it shall be settled by arbitration. In the event of disagreement regarding the person of the arbitrator, the latter shall be appointed by the Council of the League of Nations, at the request of either of the two Governments. The arbitrator shall draw up the rules of procedure for arbitration. The decision announced by the arbitrator shall be legally binding upon both Parties.

Article 4.

Passenger trains crossing the zone of Article 107 shall be placed, both while running and while making stops at stations, under the supervision and protection of the Greek and Turkish police officers, who may provide assistance only at the request of the Greek police officers on Greek territory and of the Turkish police officers on Turkish territory, respectively.

The said officers shall wear their uniforms and shall carry arms ; they shall enjoy freedom of movement when in stations, but may not exceed the limits set by their respective functions.

In special trains, the Greek or Turkish police officers shall remain during transit in the compartments assigned to them.

Article 5.

Passengers in transit through the zone of Article 107 shall be arrested only in the event of a serious (flagrant) crime or offence specified in and punishable by the legislation of the country whose territory they are crossing (murder, attempted murder, grave violence, theft, acts endangering the train, smuggling, etc.). In such cases, the arrest shall be effected by the police officers of the country in whose territory the crime has been committed.

Article 6.

Passengers travelling on the said sections may on no account alight from the train before reaching their destination, except of course in the case of *force majeure* duly found to be such.

Ceux qui descendront du train, seront — s'ils sont transportables — remis par les gendarmes de la localité aux agents de la police hellène ou turque du train et poursuivront leur voyage sans être nullement retenus dans cette localité.

Article 7.

Un voyageur n'est considéré comme étant en transit que s'il est muni d'un titre régulier de transport de chemin de fer.

Les voyageurs non munis de ce titre régulier ne seront pas descendus du train au cas où la question des frais de leur voyage sera réglée entre les deux administrations de chemin de fer.

Article 8.

Les commissaires de gare hellènes de Pythion et Dikéa et le commissaire turc de Karaagatch, chargés de la vérification des passeports, ont le droit de vérifier, sur le train, les premiers ceux des voyageurs à destination des gares helléniques et le second ceux des voyageurs à destination de Karaagatch. Lesdits commissaires auront le droit de demander aux chefs de trains Simplon-Orient-Express une note contenant les noms des voyageurs en transit et le numéro de leurs passeports.

Article 9.

Les commissaires de gare sont obligés de se référer d'urgence au représentant respectif de leurs pays, pour tout incident ou difficulté qui pourraient surgir sur la zone de l'article 107.

Article 10.

Les voyageurs et leurs effets, ainsi que les marchandises et colis de toute espèce passant en transit, soit dans les trains prévus par l'itinéraire des administrations de chemin de fer exploitant les réseaux, soit par trains spéciaux dans la zone de l'article 107, ne seront soumis à aucune taxe ou droit du fait du transit, contrôle ou revision de douane et des passeports et circuleront librement.

Article 11.

Les passagers des wagons-lits attachés aux trains ordinaires des chemins de fer de l'Etat turc, ainsi que ceux des wagons internationaux y compris les wagons circulant entre Stamboul et la Bulgarie et *vice versa*, voyageront sous tous les rapports aux mêmes conditions que ceux du Simplon-Orient-Express.

Those leaving the train shall, if transportable, be handed over by the police officers of the locality to the Greek or Turkish police officers of the train, and they shall continue their journey without any detention in the said locality.

Article 7.

A passenger shall be regarded as being in transit only if he bears a regular authorisation entitling him to travel by rail.

Passengers who do not hold such an authorisation shall not be required to leave the train if the question of their travelling expenses is settled between the two railway Administrations.

Article 8.

The Greek officials at the stations of Pythion and Dikea and the Turkish official at Karagach responsible for the supervision of passports shall have the right to inspect passports on the train in the case of passengers travelling to Greek stations and of those travelling to Karagach, respectively. The said officials shall have the right to require from the guards of the Simplon-Orient Express a note containing the names of passengers in transit and the numbers of their passports.

Article 9.

In the event of any incident or difficulty in the zone of Article 107, the station officials at stations shall apply immediately to the respective representative of their country.

Article 10.

Passengers and their effects, and goods and parcels of all kinds, shall not be subject, when in transit through the zone of Article 107, whether in trains specified in the time-tables of the railway Administrations operating the lines or in special trains, to any toll or duty on account of such transit, nor to any Customs or passport supervision or inspection, and they shall have the right to circulate freely.

Article 11.

Passengers in sleeping-cars attached to the ordinary trains of the Turkish State Railways, and those in international carriages, including carriages working between Istanbul and Bulgaria and *vice versa*, shall travel in all respects upon the same conditions as those in the Simplon-Orient Express.

Les voyageurs allant de Turquie et de Grèce à l'étranger, et *vice versa*, ainsi que ceux allant de Istanbul à Karaagatch, et *vice versa*, auront droit d'utiliser lesdits wagons entre Pythion et Svilengrad.

Article 12.

Les dispositions des articles 4, 5 et 6 seront également en vigueur pour tous les trains spéciaux de voyageurs.

Article 13.

Les agents de police hellènes et turcs accompagnant les trains de voyageurs sont tenus de fournir aux représentants tous renseignements demandés, soit conjointement par les deux représentants, soit séparément, par chacun d'eux.

CLAUSES CONCERNANT LES ADMINISTRATIONS DES CHEMINS DE FER HELLÉNIQUES ET DES CHEMINS DE FER DE L'ETAT TURC.

Article 14.

Les Administrations des chemins de fer helléniques et des chemins de fer de l'Etat turc attribueront dans les trains conventionnels traversant journellement la zone de l'article 107 un nombre suffisant de wagons respectivement attribués aux voyageurs pour la Grèce (pancarte en grec et en turc), pour la Turquie (pancarte en turc et en grec) et pour le transit international (pancarte en français).

Les voyageurs pour la Grèce devront prendre exclusivement les voitures destinées pour la Grèce et réciproquement ceux pour la Turquie les voitures destinées pour la Turquie.

Article 15.

Les administrations exploitant les réseaux ferroviaires doivent aviser 6 heures au moins à l'avance les agents de liaison de Pythion et Karaagatch de la mise en marche de tout train spécial. Lesdits agents de liaison sont tenus à leur tour d'aviser les commissaires de ces gares.

Les auto-draisines sont considérées comme trains spéciaux et circulent conformément aux dispositions ci-haut, prévues pour lesdits trains.

Article 16.

Les Administrations des chemins de fer gardent tous leurs droits sur l'exploitation de

Passengers proceeding from Turkey and Greece to other countries and *vice versa*, and those proceeding from Istanbul to Karagach and *vice versa*, shall have the right to travel in the said carriages between Pythion and Svilengrad.

Article 12.

The provisions of Articles 4, 5, and 6 shall also apply to all special passenger trains.

Article 13.

The Greek and Turkish police officers accompanying passenger trains shall furnish the representatives with all the information which may be requested, either jointly by the two representatives or by either of them separately.

CLAUSES CONCERNING THE ADMINISTRATIONS OF THE GREEK RAILWAYS AND THE TURKISH STATE RAILWAYS.

Article 14.

The Administrations of the Greek Railways and of the Turkish State Railways shall provide, on all the statutory trains which daily cross the zone of Article 107, a sufficient number of carriages to accommodate respectively passengers to Greece (itinerary notices in Greek and in Turkish), and passengers to Turkey (itinerary notices in Turkish and in Greek), and for the international transit traffic (itinerary notices in French).

Passengers to Greece shall travel exclusively in the carriages proceeding to Greece and similarly passengers to Turkey shall travel in the carriages proceeding to Turkey.

Article 15.

The Administrations operating the railways shall give at least 6 hours' notice to the liaison agents at Pythion and Karagach when it is intended to run a special train. The said liaison agents shall in turn notify the officials at the above stations.

Rail motors *(auto-draisines)* shall be regarded as special trains and shall run in accordance with the above provisions relating to such trains.

Article 16.

The railway Administrations reserve all rights in regard to the operation of their lines, for

leurs réseaux, prévus par les conventions internationales y relatives.

Elles ont, en particulier, tout droit pour procéder à la revision des billets des voyageurs dans tous les trains circulant sur leur propre réseau.

Cette revision sera effectuée en commun avec les agents qui accompagnent le train et qui seront obligés d'assister à la revision.

CLAUSES DOUANIÈRES.

Article 17.

Pour prévenir la contrebande dans les trains de voyageurs traversant la zone Pythion-Svilengrad les employés des douanes helléniques et turques qui seront jugés nécessaires pourront accompagner les trains et exercer la surveillance en commun dans tous les wagons, mais ils ne pourront accomplir des actes d'autorité, que comportent leurs fonctions, que dans les wagons de transit appartenant à leur pays et sur leur territoire national.

Article 18.

Les Gouvernements grec et turc s'engagent à ne soumettre à aucun droit de timbre les manifestes remis à la douane par les Administrations des chemins de fer helléniques et des chemins de fer de l'Etat turc.

Article 19.

Les Administrations de chemins de fer helléniques et des chemins de fer de l'Etat turc continueront à remettre aux douanes helléniques et turques les manifestes contenant la liste des marchandises transportées en transit. Lesdites administrations percevront sur la base des montants inscrits sur leurs tarifs approuvés, les frais supplémentaires qu'elles sont obligées de faire pour l'établissement des susdits manifestes. L'opération se fera conformément à l'article 3 de la Convention [1] de Barcelone, relative à la liberté des opérations de transit,

[1] Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 181 ; vol. CIV, page 495 ; vol. CXXXIV, page 393 ; et vol. CXLII, page 340, de ce recueil.

which provision is made in the international conventions relating thereto.

In particular, they shall have the right to inspect passengers' tickets in all trains running on their own lines.

Such inspection shall be carried out in conjunction with the officials accompanying the train, who shall be present at the inspection.

CUSTOMS CLAUSES.

Article 17.

With a view to the prevention of smuggling on passenger trains crossing the Pythion-Svilengrad zone, such employees of the Greek and Turkish Customs as may be deemed necessary shall have the right to accompany the trains and to exercise joint supervision in all carriages ; they shall, however, take action in pursuance of their official duties only in transit carriages belonging to their respective countries and in their national territory.

Article 18.

The Greek and Turkish Governments agree that the statements supplied to the Customs by the Administrations of the Greek Railways and of the Turkish State Railways shall not be subject to any stamp duty.

Article 19.

The Administrations of the Greek Railways and of the Turkish State Railways shall continue to supply the Greek and Turkish Customs with statements containing a list of the goods conveyed in transit. On the basis of the sums entered in their approved tariffs, the said Administrations shall collect the charges for such additional expenses as they are obliged to incur in the preparation of the above statements. This operation shall be effected in accordance with Article 3 of the Barcelona Convention [1] on Freedom of Transit, to which

[1] Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XIX, page 279 ; Vol. XXIV, page 155 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 181 ; Vol. CIV, page 495 ; Vol. CXXXIV, page 393 ; and Vol. CXLII, page 340, of this Series.

convention à laquelle avait adhéré la Grèce et qui, en ce qui concerne la Turquie, a été mise en vigueur par l'article 101 du Traité de Lausanne.

Article 20.

Les marchandises en transit ne seront soumises à aucune autre taxe spéciale ou formalité douanière quelconque.

Article 21.

Les dispositions des articles 17, 18, 19 et 20 seront en vigueur pour tous les trains traversant la zone de l'article 107, c'est-à-dire pour les trains prévus par les itinéraires des Administrations des chemins de fer helléniques et des chemins de fer de l'Etat turc ainsi que pour les trains spéciaux de voyageurs et marchandises.

CLAUSES FINALES.

Article 22.

Les dispositions du présent règlement seront valables seulement pour les trains traversant à la fois la zone hellénique et la zone turque.

Ne seront soumis à aucune surveillance prévue par l'article 107, ni, par conséquent, aux dispositions du présent règlement les trains locaux qui traversent seulement le territoire hellénique sans passer par le territoire turc ou le territoire turc sans passer par le territoire hellénique.

Article 23.

Le présent règlement entrera en vigueur à partir de la date de sa signature, date à laquelle l'ancien règlement général pour l'application des prescriptions de l'article 107 du Traité de Lausanne sera abrogé.

Fait à Istanbul, le 25 novembre 1937.

(Signé) Ep. STASSINOPOULOS.
(Signé) S. KIZILTAS.

Pour copie conforme :

Le Directeur
des Affaires conventionnelles et commerciales
au Min. des Aff. étrangères,
P. Œconomou-Gouras.

Greece acceded and which came into force as regards Turkey under Article 101 of the Treaty of Lausanne.

Article 20.

Goods in transit shall be subject to no special charge or Customs formality whatsoever.

Article 21.

The provisions of Articles 17, 18, 19 and 20 shall apply to all trains crossing the zone of Article 107, i. e. to trains specified in the time-tables of the Administrations of the Greek Railways and the Turkish State Railways, and to special passenger and goods trains.

FINAL CLAUSES.

Article 22.

The present Regulations shall be valid only for trains crossing both the Greek and Turkish zones.

Local trains running only in Greek, without passing through Turkish, territory, or only in Turkish, without passing through Greek, territory shall not be subject to any supervision as specified in Article 107, nor, consequently, to the present Regulations.

Article 23.

The present Regulations shall come into force as from the date of their signature, upon which date the former General Regulations for the application of the provisions of Article 107 of the Treaty of Lausanne shall be abrogated.

Done at Istanbul, this 25th day of November, 1937.

(Signed) Ep. STASSINOPOULOS.
(Signed) S. KIZILTAS.

N° 4544.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET GRÈCE

Echange de notes comportant un accord commercial provisoire, Athènes, le 15 novembre 1938, et note supplémentaire, Athènes, le 19 novembre 1938.

Textes officiels anglais et grec de l'échange de notes communiqués par le délégué permanent de la Grèce près la Société des Nations et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 23 *mars* 1939.

Texte officiel anglais de la note supplémentaire communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cette note a eu lieu le 25 *avril* 1939.

UNITED STATES OF AMERICA AND GREECE

Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement, Athens, November 15th, 1938, and Supplementary Note, Athens, November 19th, 1938.

English and Greek official texts of the Exchange of Notes communicated by the Permanent Delegate of Greece to the League of Nations and by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place March 23*rd*, 1939.

English official text of the Supplementary Note communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Note took place April 25*th*, 1939.

No. 4544. — EXCHANGE OF NOTES[1] BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE HELLENIC GOVERNMENT CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. ATHENS, NOVEMBER 15TH, 1938.

I.

LEGATION OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

No. 375.

EXCELLENCY, ATHENS, *November 15th*, 1938.

I have the honor to make the following statement of my understanding of the Agreement reached through recent conversations held at Athens by representatives of the Government of the United States of America and the Government of the Kingdom of Greece with reference to the treatment which the United States of America shall accord to the commerce of the Kingdom of Greece and which the Kingdom of Greece shall accord to the commerce of the United States of America.

These conversations have disclosed a mutual understanding between the two Governments which is that the United States of America will accord to the commerce of the Kingdom of Greece and the Kingdom of Greece will accord to the commerce of the United States of America, its territories and possessions, non-discriminatory treatment.

Accordingly the two Governments have agreed upon the following provisions :

I.

With respect to Customs duties or charges of any kind imposed on or in connection with importation or exportation, and with respect to the method of levying such duties or charges, and with respect to all rules and formalities in connection with importation or exportation, and with respect to all laws or regulations affecting the sale, taxation or use of imported goods within the country, any advantage, favor, privilege or immunity which has been or may hereafter be granted by the United States of America or the Kingdom of Greece to any article originating in or destined for any third country, shall be accorded immediately and unconditionally to the like article originating in or destined for the Kingdom of Greece or the United States of America, respectively.

II.

1. Neither the Government of the United States of America nor the Royal Hellenic Government shall regulate by import licenses or permits the importation into its territory of any article in which the other country has an interest, or by any method maintain limitation or control of the amount of importation of any such article, unless similar action is taken with respect to the importation of such article from all other countries.

2. If imports of such an article from the other country are, directly or indirectly, restricted by such regulation, limitation, or control, the Government taking such action shall establish in advance, and inform the other Government of, the total amount permitted to be imported from all countries during any specified period, which shall not be shorter than three months, and of any increase in such amount during the specified period, and shall either :

(a) Impose no limitation on the part of such total amount which may be imported from the other country ; or

[1] Entré en vigueur le 1er janvier 1939.

[1] Came into force January 1st, 1939.

(b) Establish in advance, and inform the other country concerning, the quota of such article which shall be permitted to be imported from the other country during the specified period. Such quota, as originally established or subsequently changed, shall be equivalent to the proportion of the total importation of such article which the other country supplied during past years, account being taken in so far as practicable in appropriate cases of any special factors which may have affected or may be affecting the trade in that article. Where a quota for importation from the other country is established, no obstacle, administrative or otherwise, shall be placed in the way of importation sufficient to fill the quota alloted to the other country. If the total amount permitted entry from all countries is increased during any quota period, the quota established for the other country shall be increased proportionately.

3. If the Government of either country establishes or maintains such regulation, limitation, or control of the importation of an article in which the other country has an interest, it shall :

(a) Make public the regulations regarding the issuance of licenses or permits, or regarding any other method of limitation or control, before such regulations are put into force ;

(b) Administer any system of licenses or permits or any other method of limitation or control so as not to discriminate against importation from the other country, and in no manner, directly or indirectly, influence importers regarding the country from which they shall seek permission to import any such article ;

(c) Ensure that there shall be no undue delay in the issuance of licenses or permits ;

(d) Ensure that any duly qualified importer seeking to establish new, or to re-establish old, trade connections with the other country, or to maintain such trade connections, shall be given reasonable opportunity to import any such article ; and upon request inform any such duly qualified importer whose application is rejected of the reasons for such rejection ;

(e) At all times upon request advise the Government of the other country of the amount of any such article, the growth, produce, or manufacture of each exporting country which has been imported, or for which licenses or permits for importation have been granted.

4. The provisions of this Article shall also be applicable with respect to any regulation, limitation, or control imposed by either Government upon the importation of such article at a particular rate of duty or charge.

III.

In the event that the Government of the United States of America or the Royal Hellenic Government establishes or maintains, directly or indirectly, any form of control of the means of international payment, it shall, in the administration of such control :

(a) Impose no prohibition, restriction, condition, or delay on the transfer of payment for imported articles the growth, produce, or manufacture of the other country, or of payments necessary for and incidental to the importation of such articles ;

(b) Accord unconditionally, with respect to rates of exchange and taxes or surcharges on exchange transactions in connection with payments for or payments necessary and incidental to the importation of all articles the growth, produce, or manufacture of the other country, treatment no less favorable than that accorded in connection with the importation of any article whatsoever the growth, produce, or manufacture of any third country ; and

(c) Accord unconditionally, with respect to all rules and formalities applying to exchange transactions in connection with payments for or payments necessary and incidental to the importation of articles the growth, produce, or manufacture of the other country, treatment no less favorable than that accorded in connection with the importation of the like articles the growth, produce, or manufacture of any third country.

IV.

1. In the event that the Government of the United States of America or the Royal Hellenic Government establishes or maintains a monopoly for the importation, production, or sale of a particular commodity or grants exclusive privileges, formally or in effect, to one or more agencies to import, produce, or sell a particular commodity, the Government of the country establishing or maintaining such monopoly, or granting such monopoly privileges, agrees that in respect of the foreign purchases of such monopoly or agency the commerce of the other country shall receive fair and equitable treatment. To this end it is agreed that in making its foreign purchases of any product such monopoly or agency will be influenced solely by those considerations, such as price, quality, marketability, and terms of sale, which would ordinarily be taken into account by a private commercial enterprise interested solely in purchasing such product on the most favorable terms.

2. It is agreed that the Government of each country, in the awarding of contracts for public works and generally in the purchase of supplies, shall not discriminate against the other country in favor of any third country.

V.

1. The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America or the Kingdom of Greece to adjacent countries in order to facilitate frontier traffic, and advantages resulting from a Customs union to which either the United States of America or the Kingdom of Greece may become a party, shall be excepted from the operation of this Agreement.

2. The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America, its territories or possessions, the Philippine Islands, or the Panama Canal Zone to one another or to the Republic of Cuba shall be excepted from the operation of this Agreement.

3. Subject to the requirement that, under like circumstances and conditions, there shall be no arbitrary discrimination by either country against the other country in favor of any third country, the provisions of this Agreement shall not extend to prohibitions or restrictions (1) imposed on moral or humanitarian grounds ; (2) designed to protect human, animal or plant life or health ; (3) relating to prison-made goods ; (4) relating to the enforcement of police or revenue laws.

4. Nothing in this Agreement shall be construed to prevent the adoption of measures prohibiting or restricting the importation or exportation of gold or silver, or to prevent the adoption of such measures as either Government may see fit with respect to the control of the export or sale for export of arms, ammunition, or implements of war, and, in exceptional circumstances, all other military supplies, and it is agreed, further, that nothing in this Agreement shall be construed to prevent the adoption or enforcement of measures relating to neutrality.

VI.

The present Agreement shall replace the exchange of notes between the Government of the United States and the Government of the Kingdom of Greece of December 9th, 1924, and shall become operative on the first day of January, 1939, and shall continue in force until superseded by a more comprehensive commercial agreement or by a definitive treaty of commerce and navigation, or until denounced by either country by advance written notice of not less than thirty days.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Lincoln MacVEAGH.

His Excellency
John Metaxas,
President of the Council of Ministers and Minister for Foreign Affairs,
Athens.

II.

TEXTE GREC. — GREEK TEXT.

ΥΠΟΥΡΓΕΙΟΝ ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

Ἀριθ. πρωτ. 27043)Γ)1)λ.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 *Νοεμβρίου* 1938.

Κύριε Πρεσβευτά,

Ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν τὴν λῆψιν τῆς ἀπὸ 15 *Νοεμβρίου* 1938 *ὑμετέρας ἐπιστολῆς ἐχούσης οὕτω :*

« Ἔχω τὴν τιμὴν νὰ δηλώσω ὑμῖν τὰ ἑξῆς περὶ τοῦ τρόπου, καθ' ὃν ἀντιλαμβάνομαι τήν ἐπιτευχθεῖσαν συμφωνίαν διὰ τῶν προσφάτως ἐν Ἀθήναις διεξαχθεισῶν συνομιλιῶν μεταξὺ ἀντιπροσώπων τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς καὶ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ἐν σχέσει πρὸς τὴν μεταχείρισιν ἥτις θέλει παρασχεθῇ ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς εἰς τὸ ἐμπόριον τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος, καὶ ὑπὸ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος εἰς τὸ ἐμπόριον τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς.

Ἐκ τῶν συνομιλιῶν τούτων διεπιστώθη ἀμοιβαία συμφωνία μεταξὺ τῶν δύο Κυβερνήσεων ὅπως αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι τῆς Ἀμερικῆς παρέχωσιν εἰς τὸ ἐμπόριον τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος, καὶ τὸ Βασίλειον τῆς Ἑλλάδος παρέχῃ εἰς τὸ ἐμπόριον τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, τῶν ἐδαφῶν καὶ κτήσεων αὐτῆς, μεταχείρισιν μὴ ἀποτελοῦσαν μειονεκτικὴν διάκρισιν (non-discriminatory treatment).

Κατὰ ταῦτα αἱ δύο Κυβερνήσεις συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κατωτέρω διατάξεων.

I.

Ἐν σχέσει πρὸς τοὺς τελωνειακοὺς δασμοὺς καὶ τὰ πάσης φύσεως τέλη, τοὺς ἐπιβαλλομένους ἐπὶ τῆς εἰσαγωγῆς ἢ ἐξαγωγῆς, ἢ ἐν συναφείᾳ πρὸς ταύτας καὶ ἐν σχέσει πρὸς τὴν μέθοδον τῆς ἐπιβολῆς τῶν ἐν λόγῳ δασμῶν ἢ τελῶν, καὶ ἐν σχέσει πρὸς πάσας τὰς διατάξεις καὶ διατυπώσεις τὰς ἀναφερομένας εἰς τὴν εἰσαγωγὴν ἢ ἐξαγωγήν, καὶ ἐν σχέσει πρὸς πάντας τοὺς νόμους ἢ κανονισμοὺς τοὺς ἀφορῶντας τὴν πώλησιν, φορολογίαν ἢ χρῆσιν ἐντὸς τῆς χώρας τῶν εἰσαγομένων ἐμπορευμάτων, πᾶν πλεονέκτημα, εὔνοια, προνόμιον ἢ ἀπαλλαγὴ ἥτις ἔχει παρασχεθῇ ἢ θέλει παρασχεθῇ μεταγενεστέρως ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς ἢ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ὑπὲρ οἱουδήποτε εἴδους προελεύσεως ἢ προορισμοῦ οἱασδήποτε τρίτης χώρας, θέλει παρασχεθῇ ἀμέσως καὶ ἄνευ ὅρων εἰς τὸ αὐτὸ εἶδος προελεύσεως ἢ προορισμοῦ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ἢ τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς.

II.

1. *Οὔτε ἡ Κυβέρνησις τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς οὔτε ἡ Βασιλικὴ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θέλουσι ρυθμίζει τὴν εἰσαγωγὴν εἴδους τινὸς διὰ τὸ ὁποῖον ἐνδιαφέρεται ἡ ἑτέρα χώρα δι' ἀδειῶν ἢ ἐγκρίσεων εἰσαγωγῆς, οὐδὲ θέλουσιν διατηρῇ καθ' οἱονδήποτε τρόπον περιορισμοὺς ἢ ἔλεγχον τῆς ποσότητος τῆς εἰσαγωγῆς τοιούτου τινος εἴδους, πλὴν ἐὰν ἤθελε ληφθῇ τὸ αὐτὸ μέτρον ἐπὶ τῆς εἰσαγωγῆς τοῦ εἴδους τούτου ἐκ πάσης ἄλλης χωρας.*

2. *Ἐὰν ἡ εἰσαγωγὴ τοιούτου τινος εἴδους ἐκ τῆς ἑτέρας χώρας ἤθελεν ἢ περιωρισμένη, ἀμέσως ἢ ἐμμέσως, διὰ τοιαύτης ρυθμίσεως, περιορισμοῦ ἢ ἐλέγχου, ἡ Κυβέρνησις ἥτις ἤθελεν ἐφαρμόσῃ τοιοῦτον μέτρον ὀφείλει νὰ καθορίζῃ ἐκ τῶν προτέρων τὸ συνολικὸν ποσὸν τοῦ ὁποίου θὰ ἐπιτρέπεται ἡ εἰσαγωγὴ ἐκ πασῶν τῶν χωρῶν ἐντὸς προσδιωρισμένης τινὸς χρονικῆς περιόδου, οὐχὶ*

μικροτέρας τῶν τριῶν μηνῶν, καὶ νὰ πληροφορῇ τὴν ἑτέραν Κυβέρνησιν περὶ τούτου ὡς καὶ περὶ πάσης αὐξήσεως τοῦ εἰρημένου ποσοῦ κατὰ τὴν προσδιωρισμένην χρονικὴν περίοδον, ὀφείλει δὲ εἴτε·

(α) Νὰ μὴ ἐπιβάλῃ περιορισμὸν ὡς πρὸς τὸ τμῆμα τοῦ ρηθέντος συνολικοῦ ποσοῦ, ὅπερ θὰ δύναται νά εἰσαχθῇ ἐκ τῆς ἑτέρας χώρας ἢ

(β) Νὰ καθορίζῃ ἐκ τῶν προτέρων, καὶ πληροφορῇ περὶ τούτου τὴν ἑτέραν χώραν, τὸ ποσοστὸν (quota) ἐκ τοῦ εἴδους τούτου, ὅπερ θὰ ἐπιτρέπεται νὰ εἰσάγεται ἐκ τῆς ἑτέρας χώρας κατὰ τὴν προσδιορισθεῖσαν χρονικὴν περίοδον. Τὸ ποσοστὸν τοῦτο, ὡς ὡρίσθη ἀρχικῶς ἢ ἐτροποποιήθη μεταγενεστέρως, δέον νὰ ἦ ἰσοδύναμον πρὸς τὸ ποσοστὸν τῆς συνολικῆς εἰσαγωγῆς τοῦ εἴδους τούτου, τὸ ὁποῖον ἐπρομήθευσεν ἡ ἑτέρα χώρα κατὰ πιρωχημένα ἔτη, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν, ἐφ' ὅσον τοῦτο εἶναι ἐφικτόν, εἰς ἐνδεδειγμένας περιπτώσεις τῶν τυχὸν εἰδικῶν παραγόντων οἵτινες δυνατὸν νὰ ἐπέδρασαν ἢ νὰ ἐπιδρῶσιν ἐπὶ τοῦ ἐμπορίου τοῦ εἴδους τούτου. Εἰς ἃς περιπτώσεις ἤθελε προσδιορισθῇ ποσοστὸν διὰ τὴν ἐκ τῆς ἑτέρας χώρας εἰσαγωγὴν δέον να μὴ παρεμβάλληται διοικητικῆς ἢ ἑτέρας φύσεως κώλυμα εἰς τὴν ἀπαιτουμένην πρὸς κάλυψιν τοῦ παραχωρηθέντος τῇ ἑτέρᾳ χώρᾳ ποσοστοῦ εἰσαγωγήν. Ἐὰν, διαρκούσης χρονικῆς τινος περιόδου περιορισμῶν, ἤθελεν αὐξηθῇ τὸ συνολικὸν ποσὸν εἰσαγωγῆς ἐκ πασῶν τῶν χωρῶν, τὸ διὰ τὴν ἑτέραν χώραν καθορισθὲν ποσοστὸν δέον νὰ αὐξηθῇ κατ' ἀναλογίαν.

3. Ἐὰν ἡ Κυβέρνησις ἑκατέρας χώρας ἤθελεν εἰσαγάγῃ ἢ διατηρῇ τοιαύτην ρύθμισιν, περιορισμὸν ἢ ἔλεγχον ἐπὶ τῆς εἰσαγωγῆς εἴδους διὰ τὸ ὁποῖον ἐδιαφέρεται ἡ ἑτέρα χώρα, ὀφείλει ὅπως:

(α) Δίδῃ δημοσιότητα εἰς τοὺς κανονισμοὺς τοὺς ἀφορῶντας τὴν ἔκδοσιν ἐγκρίσεων ἢ ἀδειῶν, ἢ τοὺς ἀφοῦῶντας οἱωνδήποτε ἕτερον σύστημα περιωρισμοῦ ἢ ἐλέγχου, πρὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῶν εἰρημένων κανονισμῶν.

(β) Ἐφαρμόζῃ οἱονδήποτε σύστημα ἐγκρίσεων ἢ ἀδειῶν ἢ οἱανδήποτε ἑτέραν μέθοδον περιορισμοῦ ἢ ἐλέγχου κατὰ τρόπον τοιοῦτον, ὥστε νὰ μὴ θέτῃ εἰς μειονεκτικὴν διάκρισιν τὴν ἐκ τῆς ἑτέρας χώρας εἰσαγωγήν καὶ μή ἐπηρεάζῃ καθ' οἱονδήποτε τρόπον, ἀμέσως ἢ ἐμμέσως, τοὺς εἰσαγωγεῖς ὡς ποὸς τὴν χώραν διὰ τὴν ὁποίαν δέον νὰ ζητήσωσιν ἄδειαν εἰσαγωγῆς τοῦ τοιούτου εἴδους.

(γ) Μεριμνᾷ ὅπως οὐδεμία ἀδικαιολόγητος βραδύτης ἐπέρχεται εἰς τὴν ἔκδοσιν τῶν ἐγκρίσεων ἢ ἀδειῶν.

(δ) Μεριμνᾷ, ὅπως παρέχεται εἰς πάντα νομίμως ἔχοντα ἢ ἀποκτήσοντα τὴν ἰδιότητα τοῦ εἰσαγωγέως, ἐπιζητοῦντα νὰ συνάψῃ νέας ἢ νά ἀποκαταστήσῃ παλαιάς, ἐμπορικὰς σχέσεις μετὰ τῆς ἑτέρας χῶρας, ἢ νὰ διατηρήσῃ τοιαύτας ἐμπορικὰς σχέσεις, λογικὴ εὐκαιρία ἵνα εἰσαγάγῃ οἱονδήποτε τοιοῦτον εἶδος, καὶ ὅπως τῇ αἰτήσει παντὸς τοιούτου νομίμως ἔχοντος ἢ ἀποκτήσαντος τὴν ἰδιότητα εἰσαγωγέως τοὺ ὁποίου ἡ αἴτησις ἤθελεν ἀπορριφθῇ ἀνακοινοῦνται εἰς αὐτὸν οἱ λόγοι τῆς ἀπορρίψεως.

(ε) Πληροφορῇ, ὁσάκις ἤθελε ζητηθῇ τοῦτο, τὴν Κυβέρνησιν τῆς ἑτέρας χώρας περὶ τοῦ ποσοῦ παντὸς τοιούτου εἴδους, παραγωγῆς ἢ κατασκευῆς ἑκάστης ἐξαγωγικῆς χώρας, τὸ ὁποῖον εἰσήχθη, ἢ διὰ τὸ ὁποῖον ἐχορηγήθησαν ἐγκρίσεις ἢ ἄδειαι εἰσαγωγῆς.

4. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου θέλουσιν ἔχει ἐφαρμογὴν καὶ ἐπὶ πάσης ρυθμίσεως, περιορισμοῦ ἢ ἐλέγχου ἐπιβαλλομένων ὑπὸ ἑκατέρας τῶν Κυβερνήσεων κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν τοιούτου εἴδους ἐπὶ εἰδικῷ ὅασμῷ ἢ τέλει.

III.

Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν ἡ Κυβέρνησις τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς ἢ ἡ Βασιλικὴ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἤθελεν ἐπιβάλει ἢ διατηρῇ, ἀμέσως ἢ ἐμμέσως, οἱονδήποτε εἶδος ἐλέγχου τῶν μέσων διεθνῶν πληρωμῶν, ἀναλαμβάνει ὅπως, ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τοῦ τοιούτου ἐλέγχου:

(α) Μὴ ἐπιβάλλῃ περιορισμόν, ἀπαγόρευσιν, ὅρον, ἢ καθυστέρησίν τινα διὰ τὴν μεταφοράν τῆς ἀξίας εἰσαχθέντων εἰδῶν παραγωγῆς ἢ κατασκευῆς τῆς ἑτέρας χώρας, ἢ διὰ πληρωμὰς ἀπαιτουμένας διὰ τὴν εἰσαγωγὴν τοιούτων εἰδῶν καὶ ἀναγομένας εἰς ταύτην.

(β) Παρέχῃ ἄνευ ὅρων, ὡς πρὸς τὰς τιμὰς τοῦ συναλλάγματος, τοὺς φόρους ἢ τὰ πρόσθετα τέλη ἐπὶ τῶν συναλλαγματικῶν πράξεων τῶν σχετικῶν πρὸς πληρωμὰς διὰ τὴν εἰσαγωγήν, παντὸς εἴδους παραγωγῆς ἢ κατασκευῆς τῆς ἑτέρας χώρας, ἢ ἀναγκαίας ἢ ἀναγομένας εἰς ταύτην, μετιχείρισιν οὐχὶ ὀλιγώτερον εὐνοϊκὴν τῆς παρεχομένης διὰ τὴν εἰσαγωγὴν οἱουδήποτε εἴδους παραγωγῆς ἢ κατασκευῆς οἱασδήποτε τρίτης χώρας, καὶ

(γ) Παρέχῃ ἄνευ ὅρων, ὡς πρὸς πάντας τοὺς κανονισμοὺς καὶ διατυπώσεις τοὺς ἀφορῶντας πράξεις ἐπὶ συναλλάγματος σχετικὰς πρὸς πληρωμὰς διὰ τὴν εἰσαγωγὴν εἰδῶν παραγωγῆς ἢ κατασκευῆς, τῆς ἑτέρας χώρας ἢ ἀναγκαίας ἢ ἀναγομένας εἰς ταύτην, μεταχείρισιν οὐχὶ ὀλιγώτερον εὐνοϊκὴν τῆς παρεχομένης διὰ τὴν εἰσαγωγὴν τῶν αὐτῶν προϊόντων παραγωγῆς ἢ κατασκευῆς οἱασδήποτε τρίτης χώρας.

IV.

1. Ἐν ᾗ περιπτώσει ἡ Κυβέρνησις τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς ἢ ἡ Βασιλικὴ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἤθελεν ἱδρύσει ἢ διατηρῇ μονοπώλιον διὰ τὴν εἰσαγωγήν, παραγωγὴν ἢ πώλησιν ὡρισμένου τινὸς εἴδους ἢ ἤθελε παραχωρήσει, τύποις ἢ κατ' οὐσίαν, εἰς ἕνα ἢ περισσοτέρους ὀργανισμοὺς ἀποκλειστικὰ προνόμια εἰσαγωγῆς, παραγωγῆς ἢ πωλήσεως ὡρισμένου εἴδους, ἡ Κυβέρνησις τῆς συνιστώσης ἢ διατηρούσης τοιοῦτον μονοπώλιον ἢ παραχωρούσης τοιαῦτα μονοπωλιακὰ προνόμια χώρας, συμφωνεῖ, ὅπως, ἐν σχέσει πρὸς τὰς ἐκ τοῦ ἐξωτερικοῦ προμηθείας τοῦ τοιούτου μονοπωλίου ἢ ὀργανισμοῦ, παρέχηται εἰς τὸ ἐμπόριον τῆς ἑτέρας χώρας δικαία καὶ ἴση μεταχείρισις. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον συμφωνεῖται ὅπως, ἐν τῇ διενεργείᾳ τῶν ἐκ τοῦ ἐξωτερικοῦ προμηθειῶν οἱουδήποτε εἴδους, τὸ ἐν λόγῳ μονοπώλιον ἢ ὀργανισμὸς ἐπηρεάζηται μόνον ὑπὸ τῶν παραγόντων ἐκείνων, ὡς εἶνε ἡ τιμή, ποιότης, δυνατότης διαθέσεως καὶ ὅροι πωλήσεως, οἵτινες συνήθως λαμβάνονται ὑπ' ὄψιν ὑπὸ ἰδιωτικῶν ἐμπορικῶν ἐπιχειρήσεων ἐνδιαφερομένων ἀποκλειστικῶς, ὅπως προμηθεύωνται τὰ τοιαῦτα εἴδη ὑπὸ τοὺς μᾶλλον εὐνοϊκοὺς ὅρους.

2. Συμφωνεῖται ὅτι ἡ Κυβέρνησις ἑκατέρας τῶν χωρῶν, ἐν τῇ κατακυρώσει συμβάσεων δημοσίων ἔργων καὶ γενικῶς κατὰ τὴν προμήθειαν ὑλικοῦ, δὲν θέλει μεροληπτεῖ ἔναντι τῆς ἑτέρας χώρας ὑπέρ οἱασδήποτε τρίτης χώρας.

V.

1. Τὰ ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς ἢ ὑπὸ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ἤδη παρεχόμενα, ἢ τυχὸν ἐφεξῆς παρασχεθησόμενα κλεονεκτήματα πρὸς ὁμόρους χώρας πρὸς τὸν σκοπὸν διευκολύνσεως τῆς μεθοριακῆς ἐπικοινωνίας ὡς ἐπίσης καὶ τὰ πλεονεκτήματα ἅτινα ἤθελον προκύψει ἐκ τελωνειακῆς ἑνώσεως, εἰς ἣν αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι τῆς Ἀμερικῆς ἢ τὸ Βασίλειον τῆς Ἑλλάδος ἤθελον μετάσχει, θά ἐξαιρῶνται τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας.

2. Τὰ πλεονεκτήματα ἅτινα ἤδη παρέχονται ἢ ἤθελον παρασχεθῇ ἐφεξῆς ὑτὸ τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, τῶν ἐδαφῶν ἢ τῶν κτήσεών των, τῶν Φιλιππίνων Νήσων ἢ τῆς Ζώνης τῆς Διώρυγος τοῦ Παναμᾶ, πρὸς ἀλλήλας ἢ πρὸς τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κούβας, θὰ ἐξαιρῶνται τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας.

3. Μὲ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι ὑπὸ τὰς αὐτάς συνθήκας καὶ ὅρους, οὐδὲν αὐθαίρετον μεροληπτικὸν μέτρον θέλει ἐφαρμοσθῇ ὑπὸ τῆς μιᾶς χώρας εἰς βάρος τῆς ἑτέρας πρὸς ὄφελος οἱασδήποτε τρίτης χώρας, οἱ ὅροι τῆς παρούσης συμφωνίας δὲν θὰ ἔχωσιν ἐφαρομογὴν ἐπὶ ἀπαγορεύσεων καὶ περιορισμῶν (1) ἐπιβαλλομένων διὰ λόγους ἠθικοὺς ἢ ἀνθρωπιστικούς· (2) ἀποσκοπούντων τὴν προστασίαν τῆς ζωῆς ἢ τῆς ὑγείας ἀνθρώτων, ζώων ἢ φυτῶν· (3) ἀφορώντων εἴδη κατασκευαζόμενα παρὰ φυλακισμένων, καὶ (4) ἀφορώντων τὴν ἐφαρμογὴν ἀστυνομικῶν ἢ φορολογικῶν νόμων.

4. Οὐδεμία διάταξις τῆς παρούσης Συμφωνίας δύναται νὰ θεωρηθῇ ὡς ἐμποδίζουσα τὴν υἱοθέτησιν μέτρων ἀπαγορεύσεως ἢ περιορισμοῦ τῆς εἰσαγωγῆς ἢ ἐξαγωγῆς χρυσοῦ ἢ ἀργύρου, ἢ ὡς παρακωλύουσα τὴν λῆψιν τοιούτων μέτρων οἷα ἑκατέρα Κυβέρνησις ἤθελε τυχὸν κρίνει σκόπιμα ἐν σχέσει πρὸς τὸν ἔλεγχον τῆς ἐξαγωγῆς, ἢ πωλήσεως πρὸς ἐξαγωγὴν, ὅπλων, πολεμοφοδίων ἢ

ὀργάνων πολέμου καί εἰς ἐξαιρετικὰς περιπτώσεις, παντὸς ἑτέρου στρατιωτικοῦ ὑλικοῦ. Ὡσαύτως συμφωνεῖται ὅτι οὐδεμία διάταξις τῆς παρούσης Συμφωνίας θέλει θεωρηθῇ ὡς παρακωλύουσα τὴν υἱοθέτησιν ἢ ἐφαρμογὴν μέρων ἀφορώντων τὴν οὐδετερότητα.

VI.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θέλει ἀντικαταστήσῃ τὴν ἀνταλλαγὴν διακοινώσεων μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς καὶ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος τῆς 9ης Δεκεμβρίου 1924 καὶ θέλει τεθῇ εἰς ἐφαρμογὴν τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1939, θέλει δὲ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ μέχρις οὗ ἀντικατασταθῇ ὑπὸ πληρεστέρας ἐμπορικῆς συμφωνίας ἢ ὁριστικῆς συμβάσεως ἐμπορίου καὶ ναυτιλίας, ἢ μέχρι καταγγελίας ταύτης ὑπὸ ἑκατέρας τῶν δύο χωρῶν κατόπιν ἐγγράφου προειδοποιήσεως τριάκοντα τοὐλάχιστον ἡμερῶν».

Γνωρίζων ὑμῖν ὅτι ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις εἶναι σύμφωνος πρὸς τὸ περιεχόμενον τῆς ἀνωτέρω ὑμετέρας ἐπιστολῆς, παρακαλῶ Κύριε Πρεσβευτά, νά δεχθῆτε τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξαιρέτου πρὸς ὑμᾶς ὑπολήψεώς μου.

(Ὑπ. *I.* ΜΕΤΑΞΑΣ.)

Αὐτοῦ Ἐξοχότητα
Κύριον Lincoln MacVeagh
Ἔκτακτον Ἀπεσταλμένον καὶ Πληρεξούσιον Ὑπουργὸν
τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς
Ἐνταῦθα.

Pour copie conforme :

P. le Directeur des Affaires conventionnelles
et commerciales au Min. des Aff. étrangères,
B. Demertzis.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 27039/G/1/1.

MR. MINISTER, ATHENS, *November 15th*, 1938.

I have the honor to acknowledge the receipt of your Note of November 15th, 1938, reading as follows :

(As in Note No. I.)

In informing you that the Greek Government is in agreement with the contents of the above Note, I beg you to accept, Mr. Minister, the assurances of my highest consideration.

J. METAXAS.

To His Excellency Mr. Lincoln MacVeagh,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the United States of America,
Athens.

[1] Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

[1] Translation of the Government of the United States of America.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4544. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT HELLÉNIQUE COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE. ATHÈNES, LE 15 NOVEMBRE 1938.

I.

LÉGATION DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

N° 375.

ATHÈNES, *le* 15 *novembre* 1938.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de confirmer dans la déclaration ci-après les termes de l'accord conclu, au cours des conversations tenues récemment à Athènes entre le représentant du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le représentant du Gouvernement du Royaume de Grèce, au sujet du traitement à accorder à l'avenir par les Etats-Unis d'Amérique au commerce du Royaume de Grèce et par le Royaume de Grèce au commerce des Etats-Unis d'Amérique.

Ces conversations ont permis de constater l'existence d'une entente réciproque entre les deux gouvernements en vertu de laquelle les Etats-Unis d'Amérique accorderont au commerce du Royaume de Grèce et le Royaume de Grèce accordera au commerce des Etats-Unis d'Amérique et de leurs territoires et possessions un traitement non discriminatoire.

En foi de quoi, les deux gouvernements sont convenus des dispositions ci-après :

I.

En ce qui concerne les droits de douane ou les redevances de toute nature frappant l'importation ou l'exportation ou perçus à l'occasion de l'importation ou de l'exportation, le mode de perception de ces droits ou redevances, les règles ou formalités applicables à l'importation ou à l'exportation ainsi que les lois ou règlements visant la vente, l'imposition ou l'emploi à l'intérieur du pays de marchandises importées, tous avantages, faveurs, privilèges ou immunités qui auront été ou pourront être accordés à l'avenir par les Etats-Unis d'Amérique ou par le Royaume de Grèce à un article en provenance ou à destination d'un tiers pays seront accordés immédiatement et sans condition au produit similaire originaire du Royaume de Grèce ou des Etats-Unis d'Amérique ou destiné à l'un ou à l'autre de ces deux pays respectivement.

II.

1. Ni le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ni le Gouvernement royal hellénique ne réglementeront, par le moyen de licences ou de permis, l'importation dans leur territoire d'aucun article intéressant l'autre pays, ni ne maintiendront par aucune méthode la limitation ou le contrôle des quantités importées d'un tel article, à moins que des mesures analogues ne soient prises à l'égard de l'importation dudit article en provenance de tous les autres pays.

2. Dans le cas où l'importation d'un article en provenance de l'autre pays serait directement ou indirectement limitée par une restriction ou un contrôle de cet ordre, le gouvernement adoptant la mesure fixera à l'avance et portera à la connaissance de l'autre gouvernement la quantité totale dont l'importation sera autorisée en provenance de tous les pays au cours d'une période déterminée, qui ne devra pas être inférieure à trois mois, et toute augmentation de la quantité autorisée au cours de cette même période ; en outre, ou bien :

a) Il n'appliquera aucune limitation à la fraction de la quantité totale dont l'importation dans l'autre pays sera autorisée ; ou bien

b) Il fixera à l'avance et portera à la connaissance de l'autre pays le contingent dudit article dont l'importation sera autorisée en provenance de l'autre pays au cours

de la période indiquée. Ce contingent, tel qu'il aura été fixé à l'origine ou modifié ultérieurement, sera proportionnellement égal à la fraction des importations totales dudit article que l'autre pays aura fournie au cours des dernières années, compte tenu, pour autant qu'il sera possible de le faire le cas échéant, de tout facteur particulier qui aurait pu influencer ou pourrait influencer le commerce dudit article. Lorsqu'un contingent aura été établi pour l'importation en provenance de l'autre pays, aucun obstacle, administratif ou autre, ne sera opposé à l'importation d'une quantité égale au contingent alloué à l'autre pays. Si, au cours d'une période de contingentement, la quantité totale dont l'importation en provenance de tous les pays est autorisée subit une augmentation, le contingent fixé en faveur de l'autre pays subira une augmentation proportionnelle.

3. Au cas où le gouvernement de l'un ou l'autre pays établirait ou maintiendrait une réglementation, une limitation ou un contrôle de cet ordre, applicable aux importations d'un article intéressant l'autre pays, il devra :

a) Publier la réglementation concernant la délivrance des licences ou permis ou concernant toute autre méthode de limitation ou de contrôle avant de mettre cette réglementation en vigueur ;

b) Appliquer le système de licences ou de permis ou tout autre mode de limitation ou de contrôle, de façon à n'exercer aucune discrimination à l'égard des importations en provenance de l'autre pays et de façon à n'influencer en aucune manière, ni directement ni indirectement, les importateurs dans le choix du pays en provenance duquel ils demanderont l'autorisation d'importer ledit article ;

c) Veiller à ce qu'il ne se produise aucun retard anormal dans la délivrance des licences ou permis ;

d) Veiller à ce que tout importateur dûment qualifié qui cherchera à établir ou à renouer des relations commerciales avec l'autre pays ou à maintenir ces relations obtienne des facilités raisonnables pour l'importation dudit article ; et, sur demande, faire connaître à tout importateur dûment qualifié dont la demande est rejetée les raisons de ce rejet ;

e) Informer en tout temps, sur demande, le gouvernement de l'autre pays des quantités dudit article, récoltées, produites ou fabriquées par chaque pays exportateur, qui auront été importées ou pour l'importation desquelles des licences ou permis auront été accordés.

4. Les dispositions du présent article s'appliqueront également à toute réglementation, à toute limitation ou à tout contrôle imposé par l'un ou l'autre des deux gouvernements à l'importation dudit article à un taux particulier en ce qui concerne les droits de douane ou toutes autres redevances.

III.

Au cas où le Gouvernement des Etats-Unis ou le Gouvernement royal hellénique établirait ou maintiendrait, directement ou indirectement, un système quelconque de contrôle des moyens de paiement internationaux, il s'engage en ce qui concerne l'application de ce contrôle :

a) A n'imposer aucune interdiction, aucune restriction, aucune condition ou aucun délai au transfert des paiements concernant les articles importés qui auront été récoltés, produits ou manufacturés dans l'autre pays, ou des paiements nécessités directement ou indirectement par l'importation desdits articles ;

b) A accorder inconditionnellement, en ce qui concerne le taux du change et les taxes ou surtaxes grevant les opérations de change relatives au paiement des importations d'articles récoltés, produits ou manufacturés dans l'autre pays, ou aux paiements nécessités par lesdites importations, un traitement qui ne sera pas moins favorable que le traitement accordé aux importations d'un article quelconque récolté, produit ou manufacturé dans tout autre pays tiers ; et

c) A accorder inconditionnellement, en ce qui concerne les règles et formalités relatives à des opérations de change ayant trait au paiement des importations d'articles récoltés, produits ou manufacturés dans l'autre pays, ou aux paiements nécessités par lesdites importations, un traitement qui ne sera pas moins favorable que le traitement accordé

aux importations des articles similaires récoltés, produits ou manufacturés dans tout autre pays tiers.

IV.

1. Au cas où le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou le Gouvernement royal hellénique établirait ou maintiendrait un monopole sur l'importation, la production ou la vente d'un article, ou accorderait, en bonne et due forme ou de fait, des privilèges exclusifs à un ou plusieurs organismes pour l'importation, la production ou la vente d'un article, le gouvernement du pays établissant ou maintenant un tel monopole ou accordant de tels privilèges exclusifs devra, en ce qui concerne les achats à l'étranger effectués par ledit monopole ou ledit organisme, accorder au commerce de l'autre pays un traitement juste et équitable. A cet effet, il est convenu que, dans les achats de marchandises qu'il effectuera à l'étranger, ce monopole ou cet organisme se laissera guider uniquement par les considérations de prix, de qualité, de facilités d'écoulement et de conditions de vente que ferait normalement entrer en ligne de compte une entreprise commerciale privée, animée du seul souci d'acheter les marchandises en question aux conditions les plus favorables.

2. Il est convenu que le gouvernement de l'un et l'autre pays, dans l'attribution des contrats de travaux publics et, d'une façon générale, dans ses achats, n'exercera aucune discrimination à l'égard de l'autre pays au profit d'un pays tiers.

V.

1. Les avantages qui ont été ou qui pourront être accordés par les Etats-Unis d'Amérique ou le Royaume de Grèce à des pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier ainsi que les avantages résultant d'une union douanière à laquelle les Etats-Unis d'Amérique ou le Royaume de Grèce pourront devenir parties, seront exclus de l'application du présent accord.

2. Les avantages que se sont accordés ou pourront s'accorder, à titre de réciprocité, les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions, les îles Philippines ou la zone du Canal de Panama, et les avantages qu'ils ont accordés ou pourront accorder à la République de Cuba, seront exclus de l'application du présent accord.

3. Etant entendu que dans des circonstances et dans des conditions identiques aucun des deux pays n'exercera de discrimination arbitraire au préjudice de l'autre pays ou en faveur d'un pays tiers, les dispositions du présent accord ne s'appliqueront pas aux prohibitions ou restrictions : 1° imposées pour des raisons de moralité ou d'humanité ; 2° destinées à protéger la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des végétaux ; 3° visant les articles fabriqués dans les prisons ; 4° ayant trait à l'application de lois de police ou de lois fiscales.

4. Aucune disposition du présent accord ne sera considérée comme s'opposant à l'adoption de mesures interdisant ou restreignant l'importation ou l'exportation de l'or ou de l'argent ni à l'adoption de toutes mesures que l'un ou l'autre des deux gouvernements pourra juger opportunes pour assurer le contrôle des exportations ou de la vente en vue de l'exportation des armes, munitions ou matériels de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, de toutes autres fournitures de guerre ; il est entendu d'autre part qu'aucune disposition du présent accord ne sera considérée comme s'opposant à l'adoption ou à l'application des mesures ayant trait à la neutralité.

VI.

Le présent accord se substituera à l'Echange de notes intervenu entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement royal de Grèce, en date du 9 décembre 1924, et deviendra applicable le 1er janvier 1939 ; il demeurera en vigueur jusqu'à ce qu'il ait été remplacé par un accord commercial plus complet ou par un traité de commerce et de navigation définitif ou jusqu'à ce qu'il ait été dénoncé par l'un ou l'autre des deux pays moyennant un préavis de trente jours au moins, donné par écrit.

Veuillez agréer, etc.

Lincoln MacVEAGH.

Son Excellence M. John Metaxas,
Président du Conseil des ministres et
Ministre des Affaires étrangères, Athènes.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° 27039/G/1/1.

MONSIEUR LE MINISTRE, ATHÈNES, *le* 15 *novembre* 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 15 novembre 1938, dont la teneur est la suivante :

(Voir note I.)

En portant à votre connaissance que le Gouvernement hellénique accepte les termes de la note susmentionnée, je vous prie d'agréer, etc.

J. METAXAS.

Son Excellence M. Lincoln MacVeagh,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
des Etats-Unis d'Amérique, Athènes.

SUPPLEMENTARY NOTE.

LEGATION OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

No. 400.

ATHENS, *November 19th*, 1938.

EXCELLENCY,

With reference to our Exchange of Notes of November 15th, 1938, concerning the treatment which the United States of America shall accord to the commerce of the Kingdom of Greece and which the Kingdom of Greece shall accord to the commerce of the United States of America, I have the honor to inform you that, without modifying its position on the principle of unconditional most-favored-nation treatment, the Government of the United States of America agrees not to invoke the provisions of Article I of this Agreement in respect of the special and temporary advantages now accorded by the Kingdom of Greece to imports from certain countries of coffee in beans, and of sugar.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

Lincoln MacVEAGH.

His Excellency John Metaxas,
President of the Council of Ministers
and Minister for Foreign Affairs, Athens.

Certified to be a true and complete textual copy of the original provisional Agreement in all the languages in which it was signed and of a Supplementary Note of the American Minister.

For the Secretary of State
of the United States of America :
Edward Yardley,
Director of Personnel.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

NOTE SUPPLÉMENTAIRE

LÉGATION DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

N° 400.

ATHÈNES, *le* 19 *novembre* 1938.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Me référant à notre Echange de notes du 15 novembre 1938 concernant le traitement accordé à l'avenir par les Etats-Unis d'Amérique au commerce du Royaume de Grèce et par le Royaume de Grèce au commerce des Etats-Unis d'Amérique, j'ai l'honneur de vous informer que, sans modifier son attitude sur le principe de l'application inconditionnelle de la clause de la nation la plus favorisée, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique consent à ne pas invoquer les dispositions de l'article premier du présent accord en ce qui concerne les avantages spéciaux et temporaires accordés présentement par le Royaume de Grèce aux importations de café en grains et de sucre en provenance de certains pays.

Veuillez agréer, etc.

Lincoln MacVEAGH.

Son Excellence M. John Metaxas,
Président du Conseil des ministres et
Ministre des Affaires étrangères, Athènes.

N° 4545.

FINLANDE ET SUÈDE

Accord concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jauge des navires. Signé à Stockholm, le 9 janvier 1939.

Textes officiels finnois et suédois communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement a eu lieu le 1er *avril* 1939.

FINLAND AND SWEDEN

Agreement regarding Reciprocal Recognition of Tonnage Certificates for Vessels. Signed at Stockholm, January 9th, 1939.

Finnish and Swedish official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration took place April 1st, 1939.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N° 4545. — AVTAL[1] MELLAN FINLAND OCH SVERIGE ANGÅENDE ÖMSESIDIGT ERKÄNNANDE AV FARTYGS MÄTBREV. UNDERTECKNAT I STOCKHOLM DEN 9 JANUARI 1939.

SVERIGES och FINLANDS REGERINGAR HAVA för att minska de olägenheter och kostnader, som uppstå vid ommätning av fartyg, befullmäktigat undertecknade att ingå följande avtal om ömsesidigt erkännande av mätbrev för svenska och finska fartyg.

Artikel 1.

Vitsord tillerkännes i Sverige av vederbörande finsk myndighet för finskt fartyg utfärdat nationellt mätbrev och i fråga om maskindrivet fartyg av sådan myndighet enligt svenska skeppsmätningsföreskrifter utfärdat särskilt mätbrev samt i Finland av vederbörande svensk myndighet för svenskt fartyg utfärdat nationellt mätbrev och i fråga om maskindrivet fartyg av sådan myndighet enligt det brittiska skeppsmätningssystemet utfärdat mätbrev ävensom särskilt mätbrev enligt finska skeppsmätningsföreskrifter.

Särskilt mätbrev, som i föregående stycke sägs, gäller allenast så länge det nationella mätbrev, i anslutning vartill det blivit utfärdat, äger giltighet.

Med maskindrivet fartyg förstås i detta avtal jämväl segelfartyg med hjälpmaskin.

Artikel 2.

Är i det ena fördragsslutande landet hemmahörande maskindrivet fartyg ej försett med sådant särskilt mätbrev, som i artikel 1 sägs, skall det i det andra landet underkastas partiell mätning eller omräkning av dräktigheten endast i den mån är nödvändigt för bestämmande

[1] Entré en vigueur le 1er avril 1939.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N° 4545. — SUOMEN JA RUOTSIN VÄLINEN SOPIMUS[1] ALUSTEN MITTAKIRJOJEN MOLEMMINPUOLISESTA TUNNUSTAMISESTA. ALLEKIRJOITETTU TUKHOLMASSA 9 PÄIVÄNÄ TAMMIKUUTA 1939.

SUOMEN ja RUOTSIN HALLITUKSET OVAT, vähentääkseen niitä haittoja ja kustannuksia, mitä alusten uudelleenmittauksesta aiheutuu, valtuuttaneet allekirjoittaneet tekemään seuraavan sopimuksen suomalaisten ja ruotsalaisten alusten mittakirjojen molemminpuolisesta tunnustamisesta.

1 *artikla.*

Suomessa tunnustetaan todistusvoimaiseksi asianomaisen ruotsalaisen viranomaisen antama ruotsalaisen aluksen kansallinen mittakirja ja, kysymyksen ollessa konein kulkevasta aluksesta, sellaisen viranomaisen brittiläisen laivanmittausjärjestelmän mukaisesti antama mittakirja samoinkuin erityinen suomalaisten laivanmittausmääräysten mukainen mittakirja sekä Ruotsissa asianomaisen suomalaisen viranomaisen antama suomalaisen aluksen kansallinen mittakirja ja, kysymyksen ollessa konein kulkevasta aluksesta, sellaisen viranomaisen ruotsalaisten laivanmittausmääräysten mukaisesti antama erityinen mittakirja.

Edellisessä kappaleessa mainittu erityinen mittakirja on voimassa vain niin kauan kuin se kansallinen mittakirja, johon liittyvänä se on annettu, on pätevä.

Konein kulkevalla aluksella tarkoitetaan tässä sopimuksessa myös purjealusta, jossa on apukone.

2 *artikla.*

Jollei toiseen sopimusmaahan kuuluvalla konein kulkevalla aluksella ole sellaista erityistä mittakirjaa kuin 1 artiklassa mainitaan, on se toisessa maassa vain siinä määrin kuin on narpeen osittain mitattava tai sen vetomäärä uudelleen laskettava maksullisen vetomäärän

[1] Came into force April 1st, 1939.

av den avgiftspliktiga dräktigheten enligt föreskrifterna i detta land. Över dylik partiell mätning eller omräkning skall utfärdas mätningshandling, som gäller så länge det nationella mätbrev, i anslutning vartill densamma blivit utfärdad, äger giltighet.

Är i det ena fördragsslutande landet hemmahörande fartyg ej försett med sådant mätbrev, åt vilket i det andra fördragsslutande landet enligt artikel 1 tillerkännes vitsord, och är fartyget ej heller försett med certifikat, som i artikel 3 sägs, skall fartyget i det andra landet fullständigt mätas för bestämmande av den avgiftspliktiga dräktigheten enligt föreskrifterna i detta land.

Artikel 3.

Är i det ena fördragsslutande landet hemmahörande icke-maskindrivet fartyg försett med behörigt provisoriskt certifikat, innehållande uppgift om fartygets avgiftspliktiga dräktighet, skall certifikatet tillerkännas vitsord i det andra landet under dess giltighetstid.

Är i det ena fördragsslutande landet hemmahörande maskindrivet fartyg försett med behörigt provisoriskt certifikat, innehållande uppgift å rymden av rummet under mätningsdäcket, skall certifikatet tillerkännas vitsord i det andra landet och fartyget underkastas partiell mätning eller omräkning av dräktigheten endast i den mån så är nödvändigt för bestämmande av den avgiftspliktiga dräktigheten enligt föreskrifterna i sistnämnda land. Över dylik mätning eller omräkning skall utfärdas mätningshandling, som gäller så länge det provisoriska certifikatet äger giltighet.

Artikel 4.

Föreligger anledning antaga, att i det ena fördragsslutande landet hemmahörande fartygs mätbrev ej riktigt angiver rymden av fartygets olika delar eller fartygets avgiftspliktiga dräktighet eljest ej blivit på föreskrivet sätt bestämd, är vederbörande chefsmyndighet i det andra fördragsslutande landet berättigad att i erforderlig omfattning föranstalta mätning av fartyget eller omräkning av dess dräktighet samt att, där så erfordras, utfärda ny mätningshandling eller annan handling angivande resultatet av vidtagen åtgärd.

Chefsmyndigheten i fartygets hemland bör snarast möjligt underrättas om tilläventyrs iakttagen felaktighet.

määräämiseksi tämän maan säännösten mukaan. Sellaisesta osittaisesta mittauksesta tai uudelleen laskemisesta on annettava mittausasiakirja, joka on voimassa niin kauan kuin se kansallinen mittakirja, johon liityvänä se on annettu, on pätevä.

Jollei toiseen sopimusmaahan kuuluvalla aluksella ole sellaista mittakirjaa, joka toisessa sopimusmaassa 1 artiklan mukaan tunnustetaan todistusvoimaiseksi, eikä aluksella myöskään ole sellaista todistuskirjaa kuin 3 artiklassa mainitaan, on alus toisessa maassa täydellisesti mitattava maksullisen vetomäärän määräämiseksi tämän maan määräysten mukaan.

3 *artikla.*

Jos toiseen sopimusmaahan kuuluvalla aluksella, joka ei ole konein kulkeva, on aisianmukainen väliaikainen todistuskirja, jossa ilmoitetaan aluksen maksullinen vetomäärä, on todistuskirja toisessa maassa tunnustettava todistusvoimaiseksi niin kauan kuin se on voimassa.

Jos toiseen sopimusmaahan kuuluvalla konein kulkevalla aluksella on asianmukainen väliaikainen todistuskirja, jossa ilmoitetaan mittauskannen alaisten tilojen suuruus, on todistuskirja tunnustettava todistusvoimaiseksi toisessa maassa, ja alus on vain siinä määrin kuin on tarpeen osittain mitattava tai sen vetomäärä uudelleen laskettava maksullisen vetomäärän määräämiseksi viimeksi mainitun maan säännösten mukaan. Sellaisesta mittauksesta tai uudelleen laskemisesta on annettava mittausasiakirja, joka on voimassa niin kauan kuin väliaikainen todistuskirja on pätevä.

4 *artikla.*

Jos on syytä otaksua, ettei toiseen sopimusmaahan kuuluvan aluksen mittakirja oikein osoita aluksen eri osien tilavuutta tai aluksen maksullista vetomäärää muuten ei ole säädetyllä tavalla määrätty, on toisen somimusmaan asianomaisella johtavalla viranomaisella oikeus toimittaa aluksen tarpeellinen mittaus tai sen vetomäärän uudelleen laskeminen sekä tarvittaessa antaa uusi mittausasiakirja tai muu asiakirja, joka osoittaa toimenpiteen tuloksen.

Aluksen kotimaan johtavalle viranomaiselle on mahdollisimman pian ilmoitettava ehkä havaitusta virheestä.

Artikel 5.

Kostnaderna för mätning eller omräkning enligt artikel 2 eller 3 skola beräknas och erläggas enligt gällande föreskrifter och taxor i det land, där sådan åtgärd vidtagits.

Kostnaderna för sådan mätning eller omräkning, som sägs i artikel 4, skola bestridas av det land, varest dylik åtgärd vidtagits, dock att desamma skola ersättas av fartygets redare, där det befinnes, att oanmälda på den avgiftspliktiga dräktigheten inverkande förändringar blivit vidtagna med fartyget.

Artikel 6.

Formulär till i artikel 1 omnämnda särskilda mätbrev fastställas genom överenskommelse direkt mellan de båda ländernas vederbörande chefsmyndigheter.

Artikel 7.

Detta avtal är avfattat på svenska och finska språken, vilka båda texter skola äga lika vitsord. Avtalet skall träda i kraft den 1 april 1939 och vara gällande intill tre månader efter det detsamma blivit av någondera parten uppsagt.

Deklarationen[1] den 10 januari 1924 mellan Sverige och Finland rörande ömsesidigt erkännande av fartygs mätbrev skall upphöra att gälla från och med den dag, då förevarande avtal träder i kraft ; dock skola de mätningshandlingar, som i de fördragsslutande länderna dessförinnan utfärdats, förbliva i kraft så länge de nationella mätbrev, i anslutning till vilka de utfärdats, äga giltighet.

Till bekräftelse härav hava vederbörande befullmäktigade undertecknat detta avtal.

Som skedde i Stockholm, i två exemplar, den 9 januari 1939.

(L. S.) Rickard SANDLER.

5 *artikla.*

Kustannukset 2 tai 3 artiklan mukaan toimitetusta mittauksesta tai uudelleen laskemisesta on määrättävä ja maksettava sen maan voimassa olevien määräysten ja taksojen mukaan, jossa sellainen toimenpide on suoritettu.

Sellainen mittaus tai uudellen laskeminen kuin 4 artiklassa mainitaan on sen maan kustannettava, jossa sellainen toimenpide on suoritettu, kuitenkin niin että aluksen varustajan on kustannukset korvattava, milloin havaitaan, että laivassa on ilmoitusta tekemättä suoritettu sen maksulliseen vetomäärään vaikuttavia muutoksia.

6 *artikla.*

Ensimmäisessä artiklassa mainittujen erityisten mittakirjojen kaavakkeet vahvistetaan suoraan molempien maiden asianomaisten johtavien viranomaisten keskeisin sopimuksin.

7 *artikla.*

Tämä sopimus on laadittu suomen ja ruotsin kielillä ja molemmat tekstit ovat yhtä pätevät. Se tulee voimaan 1 päivänä huhtikuuta 1939 ja pysyy voimassa kolme kuukautta sen jälkeen kuin jompikumpi puoli on sanonut sen irti.

Tammikuun 10 päivänä 1924 allekirjoitettu Suomen ja Ruotsin välinen selityskirja[1] alusten mittakirjojen molemminpuolisesta tunnustamisesta lakkaa olemasta voimassa siitä päivästä lukien, jona tämä sopimus tulee voimaan ; kuitenkin jäävät ne mittausasiakirjat, jotka sopimusmaissa on sitä ennen annettu, voimaan, niin kauan kuin ne kansalliset mittakirjat, joihin liittyvinä ne on annettu, ovat päteviä.

Vakuudeksi ovat asianomaiset valtuutetut allekirjoittaneet tämän sopimuksen.

Tehtiin Tukholmassa kahtena kappaleena, 9 p:nä tammi kuuta 1939.

(L. S.) J. K. PAASIKIVI.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 25 février 1939.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

[1] Vol. XXII, page 167, de ce recueil.

[1] Vol. XXII, page 167, of this Series.

TRADUCTION.

Nº 4545. — ACCORD ENTRE LA FINLANDE ET LA SUÈDE CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE JAUGE DES NAVIRES. SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 9 JANVIER 1939.

LES GOUVERNEMENTS DE LA SUÈDE et DE LA FINLANDE, désireux de réduire les inconvénients et les dépenses occasionnées par l'obligation de rejauger les bateaux, ont habilité les soussignés à conclure l'accord ci-après relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de jauge pour les bateaux suédois et finlandais.

Article premier

Les certificats de jauge nationaux délivrés par les autorités compétentes finlandaises pour des bateaux finlandais ou, dans le cas de bateaux à propulsion mécanique, les certificats de jauge spéciaux délivrés par lesdites autorités conformément aux règles de jaugeage suédoises, seront reconnus valables en Suède, et les certificats nationaux de jauge délivrés par l'autorité compétente suédoise pour des bateaux suédois ou, dans le cas de bateaux à propulsion mécanique, les certificats de jauge délivrés par ladite autorité conformément aux règles de jaugeage britanniques ou les certificats spéciaux de jauge délivrés conformément aux règles de jaugeage finlandaises, seront reconnus valables en Finlande.

Les certificats spéciaux visés au paragraphe précédent ne seront valides qu'aussi longtemps que les certificats nationaux auxquels ils se rapportent seront eux-mêmes valides.

Aux fins du présent accord, on considérera aussi comme bateaux à propulsion mécanique les bateaux à voiles munis de moteurs auxiliaires.

Article 2.

Si un bateau à propulsion mécanique immatriculé dans l'un des Etats contractants n'est pas muni d'un certificat spécial de jauge, comme il est prévu à l'article premier, il ne pourra être soumis dans l'autre Etat à un jaugeage partiel ou à un nouveau calcul du tonnage que dans

TRANSLATION.

No. 4545. — AGREEMENT BETWEEN FINLAND AND SWEDEN REGARDING RECIPROCAL RECOGNITION OF TONNAGE CERTIFICATES FOR VESSELS. SIGNED AT STOCKHOLM, JANUARY 9TH, 1939.

The GOVERNMENTS OF SWEDEN and FINLAND, in order to reduce the inconvenience and expense occasioned by the remeasurement of ships, have empowered the undersigned to make the following Agreement concerning the reciprocal recognition of tonnage certificates for Swedish and Finnish ships.

Article 1.

National tonnage certificates issued by the competent Finnish authorities in respect of Finnish ships or, in the case of mechanically-propelled ships, special tonnage certificates issued by the said authorities in conformity with Swedish tonnage measurement regulations shall be accepted as authentic in Sweden, and national tonnage certificates issued by the competent Swedish authority in respect of Swedish ships or, in the case of mechanically-propelled ships, tonnage certificates issued by the said authority in conformity with the British tonnage measurement system or special tonnage certificates issued in conformity with the Finnish tonnage measurement regulations shall be accepted as authentic in Finland.

The special certificates referred to in the previous paragraph shall be valid only during the validity of the national certificates in connection with which they were issued.

For the purposes of this Agreement, by mechanically-propelled ships shall also be understood sailing ships with auxiliary engines.

Article 2.

If a mechanically-propelled ship registered in one of the contracting States is not provided with a special tonnage certificate as described in Article 1, it shall be subject to partial tonnage measurement or calculation in the other State only to the extent necessary for the determi-

la mesure nécessaire pour déterminer le tonnage imposable aux termes des règlements en vigueur dans cet Etat. A la suite de ce jaugeage partiel ou de ce nouveau calcul du tonnage, il sera délivré un bulletin de jaugeage qui restera valable aussi longtemps que le certificat national de jauge auquel il se rapporte.

Si un bateau immatriculé dans l'un des Etats contractants n'est pas pourvu d'un certificat reconnu valable dans l'autre Etat contractant en vertu de l'article premier, ou d'un des certificats prévus à l'article 3, ce bateau sera complètement jaugé dans l'autre Etat en vue de déterminer le tonnage imposable aux termes des règlements en vigueur dans cet Etat.

Article 3.

Si un bateau à propulsion non mécanique, immatriculé dans l'un des Etats contractants, est pourvu d'un certificat provisoire en bonne et due forme indiquant le tonnage imposable, ce certificat sera reconnu valable par l'autre Etat pendant toute sa période de validité.

Si un bateau à propulsion mécanique immatriculé dans l'un des Etats contractants est pourvu d'un certificat provisoire en bonne et due forme indiquant son volume au-dessous du pont de tonnage, ce certificat sera reconnu valable dans l'autre Etat et le bateau ne sera soumis à un jaugeage partiel ou à un nouveau calcul du tonnage que dans la mesure nécessaire pour déterminer le tonnage imposable aux termes des règlements en vigueur dans l'autre Etat. A la suite de ce jaugeage partiel ou de ce nouveau calcul du tonnage, il sera délivré un bulletin de jaugeage qui restera valable aussi longtemps que le certificat provisoire lui-même.

Article 4.

S'il existe une raison quelconque de supposer que le certificat de jauge d'un bateau immatriculé dans l'un des pays contractants n'indique pas exactement le tonnage des diverses parties du bateau ou le tonnage imposable, l'autorité supérieure compétente de l'autre Partie contractante aura le droit de faire jauger le bateau ou de faire recalculer son tonnage dans la mesure nécessaire et, s'il y a lieu, de délivrer un nouveau bulletin de jaugeage ou un autre document enregistrant le résultat des mesures.

L'autorité supérieure du pays où le bateau est immatriculé sera avisée aussitôt que possible de toute erreur qui aurait pu être découverte.

nation of the tonnage liable for dues under the regulations of that State. A tonnage measurement docket shall be issued in respect of such partial measurement or calculation and shall be valid during the validity of the national tonnage certificate in connection with which it was issued.

If a ship registered in one of the contracting States is not provided with a certificate accepted as authentic in the other contracting State under Article 1, or with a certificate as described in Article 3, it shall be fully measured in the other State for the determination of the tonnage liable for dues under the regulations of that State.

Article 3.

If a non-mechanically-propelled ship registered in one of the contracting States is provided with a duly executed provisional certificate showing the tonnage liable for dues, such certificate shall be accepted as authentic in the other State for the period of its validity.

If a mechanically-propelled ship registered in one of the contracting States is provided with a duly executed provisional certificate showing the capacity of the space below the tonnage deck, such certificate shall be accepted as authentic in the other State and the ship shall be subject to partial tonnage measurement or calculation only to the extent necessary for the determination of the tonnage liable for dues under the regulations of the other State. A tonnage measurement docket shall be issued in respect of such partial measurement or calculation and shall be valid during the validity of the provisional certificate.

Article 4.

If there be any reason to suppose that the tonnage certificate of a ship registered in one of the contracting countries does not show correctly the capacity of the various parts of the ship or the tonnage liable for dues, the competent chief authority of the other Contracting Party shall be empowered to have the ship measured or its tonnage calculated to the necessary extent and, where required, to issue a new tonnage measurement docket or other document recording the result of the measurements taken.

The chief authority of the ship's country of registration must be notified as soon as possible in the event of any error being discovered.

Article 5.

Le coût du jaugeage ou du calcul prévus aux articles 2 et 3 sera déterminé et payé conformément aux règles et aux taux en vigueur dans l'Etat où ils ont été effectués.

Le coût du jaugeage ou du calcul prévus à l'article 4 sera supporté par l'Etat où ils ont été effectués ; toutefois, le propriétaire du bateau le remboursera si l'on s'aperçoit que des modifications affectant le tonnage imposable ont été apportées au bateau sans avoir été notifiées.

Article 6.

Le formulaire du certificat spécial de jauge visé à l'article premier sera fixé par voie d'entente directe entre les autorités supérieures compétentes des deux Etats.

Article 7.

Le présent accord est rédigé en suédois et en finnois, les deux textes faisant également foi. Il entrera en vigueur le 1er avril 1939 et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois après sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

La Déclaration concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jauge, signée par la Suède et la Finlande le 10 janvier 1924, sera abrogée à partir du jour de l'entrée en vigueur du présent accord. Toutefois, les bulletins de jaugeage délivrés dans les pays contractants antérieurement à cette date resteront en vigueur pendant la période de validité des certificats nationaux de jauge au sujet desquels ils ont été délivrés.

En foi de quoi, les plénipotentiaires compétents ont signé le présent accord.

Fait à Stockholm, en double exemplaire, le 9 janvier 1939.

(L. S.) Rickard SANDLER.
(L. S.) J. K. PAASIKIVI.

Article 5.

The cost of measurement or calculation under Articles 2 or 3 shall be assessed and paid in accordance with the regulations and at the rates current in the State in which the said measurements were taken.

The cost of such measurement or calculation as described in Article 4 shall be borne by the State in which the said measurements were taken, but shall be reimbursed by the owner of the ship if it is found that alterations affecting the tonnage liable for dues have been made to the ship and not notified.

Article 6.

The form of the special tonnage certificate referred to in Article 1 shall be determined by direct agreement between the competent chief authorities of the two States.

Article 7.

This Agreement is drawn up in the Swedish and Finnish languages and both texts shall be equally authentic. It shall come into force on April 1st, 1939, and shall remain in force until three months after its denunciation by either of the Contracting Parties.

The declaration concerning reciprocal recognition of ships' tonnage certificates, signed by Sweden and Finland on January 10th, 1924, shall cease to be valid as from the day when the foregoing Agreement enters into force ; but tonnage measurement dockets issued in the contracting countries before that date shall remain in force during the validity of the national tonnage certificates in connection with which they were issued.

In faith whereof the competent Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done at Stockholm, in duplicate, this 9th day of January, 1939.

(L. S.) Rickard SANDLER.
(L. S.) J. K. PAASIKIVI.

N° 4546.

FRANCE ET NORVÈGE

Déclaration concernant la délivrance gratuite réciproque des expéditions d'actes de l'état civil. Signée à Paris, le 28 février 1939.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement a eu lieu le 1er avril 1939.

FRANCE AND NORWAY

Declaration regarding the Reciprocal Issue, Free of Charge, of Copies of Civil Status Records. Signed at Paris, February 28th, 1939.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration took place April 1st, 1939.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

Nº 4546. — DÉCLARATION ENTRE LA FRANCE ET LA NORVÈGE CONCERNANT LA DÉLIVRANCE GRATUITE RÉCIPROQUE DES EXPÉDITIONS D'ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. SIGNÉE A PARIS, LE 28 FÉVRIER 1939.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT DE S. M. LE ROI DE NORVÈGE, désirant assurer la délivrance gratuite et réciproque des expéditions des actes de l'état civil réclamées dans un intérêt administratif et au profit de personnes indigentes, sont convenus de ce qui suit :

Le Gouvernement français, pour les sujets norvégiens nés, reconnus, légitimés, adoptés, mariés, divorcés ou décédés en France, et le Gouvernement norvégien, pour les Français nés, reconnus, légitimés, adoptés, mariés, divorcés ou décédés en Norvège, s'engagent à délivrer sans frais à l'autre Partie contractante des expéditions littérales des actes de l'état civil dressés sur leur territoire respectif, lorsque la demande en sera faite dans un intérêt administratif.

Les Gouvernements français et norvégien s'engagent aussi à délivrer sans frais pour le même objet des actes de l'état civil concernant des étrangers de nationalités autres que la nationalité française ou norvégienne.

Les Gouvernements français et norvégien se délivrent gratuitement les expéditions d'actes de l'état civil demandées pour leurs ressortissants respectifs indigents.

La demande sera faite à l'autorité locale de chaque pays par la mission diplomatique ou par les consuls de l'autre pays ; la demande spécifiera sommairement le motif, par exemple : « intérêt administratif » ou « indigence du Français (ou du Norvégien) requérant ».

No. 4546. — DECLARATION BETWEEN FRANCE AND NORWAY REGARDING THE RECIPROCAL ISSUE, FREE OF CHARGE, OF COPIES OF CIVIL STATUS RECORDS. SIGNED AT PARIS, FEBRUARY 28TH, 1939.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY, being desirous of providing for the reciprocal issue, free of charge, of copies of civil status records required for administrative purposes or for indigent persons, have agreed as follows :

The French Government undertakes, in respect of Norwegian subjects born, recognised, legitimated, adopted, married, divorced or deceased in France, and the Norwegian Government in respect of French nationals born, recognised, legitimated, adopted, married, divorced or deceased in Norway, to issue, free of charge, to the other Contracting Party literal copies of civil status records drawn up in their respective territories, whenever such copies are requested for administrative purposes.

The French and Norwegian Governments also undertake to issue, free of charge, for the same purpose copies of civil status records concerning foreigners of nationalities other than French or Norwegian.

The French and Norwegian Governments shall issue to one another, free of charge, all copies of civil status records asked for in connection with their respective indigent nationals.

The requests shall be made to the local authority of each country by the diplomatic representatives or consuls of the other country ; such requests shall specify briefly the grounds on which they are made ; for instance, " administrative purposes ", or " indigence of the French (or Norwegian) applicant ".

Le fait de la délivrance d'une expédition d'un acte de l'état civil ne préjugera en rien la question de la nationalité de l'intéressé au regard des deux gouvernements.

La présente déclaration pourra, à tout moment, être dénoncée par l'un ou l'autre des gouvernements signataires sous réserve d'un préavis de trois mois ; elle entrera en vigueur le 1er mars 1939 et remplacera la précédente Convention [1] relative à l'échange des actes de l'état civil, signée à Christiania le 21 décembre 1906.

En foi de quoi les soussignés, M. Georges BONNET, ministre des Affaires étrangères de la République française, et M. H. H. BACHKE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Norvège auprès de M. le Président de la République française, dûment autorisés par leur gouvernement respectif, ont signé la présente déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 28 février 1939.

(L. S.) *(Signé)* G. BONNET.
(L. S.) *(Signé)* H. H. BACHKE.

Pour expédition certifiée conforme :
M. Lozé.

The issue of a copy of a civil status record shall in no respect prejudice the question of the nationality of the person concerned as regards the two Governments.

The present Declaration may be denounced at any time by either of the signatory Governments, at three months' notice ; it shall come into force on March 1st, 1939, and shall replace the previous Convention [1] on the Exchange of Civil Status Records, signed at Christiania on December 31st, 1906.

In faith whereof the undersigned, M. Georges BONNET, Minister for Foreign Affairs of the French Republic, and M. H. H. BACHKE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of Norway to the President of the French Republic, being duly authorised by their respective Governments, have signed the present Declaration and have thereto affixed their seals.

Done at Paris, in duplicate, this 28th day of February, 1939.

(L. S.) *(Signed)* G. BONNET.
(L. S.) *(Signed)* H. H. BACHKE.

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome I, page 602.

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 920.

N° 4547.

LETTONIE ET POLOGNE

Accord concernant les ouvriers agricoles polonais, saisonniers et autres, signé à Riga, le 29 octobre 1938, et arrangements y annexés de la même date.

Textes officiels letton et polonais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement a eu lieu le 2 avril 1939.

LATVIA AND POLAND

Agreement regarding Polish Agricultural Labourers, Seasonal and Other, signed at Riga, October 29th, 1938, and Arrangements annexed thereto of the same Date.

Latvian and Polish official texts communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration took place April 2nd, 1939.

TEXTE LETTON. — LATVIAN TEXT.

Nº 4547. — NOLĪGUMS[1] STARP LATVIJAS REPUBLIKU UN POLIJAS REPUBLIKU SEZONAS UN CITU POĻU LAUKSTRĀDNIEKU LIETĀ. RĪGĀ, 1938. GADA 29. OKTOBRĪ.

LATVIJAS REPUBLIKAS PREZIDENTS un POLIJAS REPUBLIKAS PREZIDENTS, vēlēdamies nokārtot sezonas un citu poļu laukstrādnieku lietas Latvijā visdraudzīgākā saprašanās garā, nolēma noslēgt attiecīgu Nolīgumu un šinī nolūkā iecēla par saviem Pilnvarotiem :

LATVIJAS REPUBLIKAS PREZIDENTS :

Andrejs KAMPE kungu, Latvijas Republikas Ārlietu ministrijas administrativi-juridiskā departamenta direktoru ;

POLIJAS REPUBLIKAS PREZIDENTS :

Jerzy Tadeusz KŁOPOTOWSKI kungu, Polijas Republikas ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Rīgā,

kuri, apmainijušies savām pilnvarām, kas atrastas par labā un pienācīgā formā sastādītām, vienojās par sekojošo :

I. NODAĻA.

1. *pants.*

Abas Līdzējas Puses vienojušās par to, ka apgādājamo un salīgstamo strādnieku skaita un kategorijas noteikšanai izšķirošs ir saimnieciskais un darba tirgus stāvoklis abās valstīs.

2. *pants.*

Poļu laukstrādnieku vervēšanu, apgādāšanu un salīgšanu izdarīs vienīgi no abām Līdzējām Pusēm šim nolūkam nozīmēti darbinieki.

Strādnieku salīgšana notiks uz sīki sastādīta darba līguma pamata.

3. *pants.*

Abas Līdzējas Puses vienojušās par to, ka poļu laukstrādniekus var izraidīt tikai uz Latvijā saistošo likumu un noteikumu pamata, kuri vienlīdzīgi attiecas uz visiem ārzemniekiem. Tomēr katrā atsevišķā gadijumā jautājumu par izraidīšanu pirmā instancē izlemj vienīgi apriņķa priekšnieks (nazcelnik powiatu). Izraidīšana nekādā gadijumā nevar notikt strīdu dēļ, kas izceļas uz darba līguma pamata.

4. *pants.*

Līdzējas Puses apņemas piešķirt poļu laukstrādniekiem, kā arī viņu ģimenēm, atvieglojumus, viņiem izbraucot, iebraucot un atgriežoties atpakaļ.

---

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 3 mars 1939.
Entré en vigueur le 2 avril 1939.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N° 4547. — UKLAD[1] MIĘDZY REPUBLIKĄ ŁOTEWSKĄ A RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ W SPRAWIE POLSKICH ROBOTNIKÓW ROLNYCH, SEZONOWYCH I INNYCH, PODPISANY W. RYDZE. DNIA 29 PAZDZIERNIKA 1938 R.

PREZYDENT REPUBLIKI ŁOTEWSKIEJ i PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ, pragnąc unormować w duchu najbardziej przyjaznego porozumienia sprawy polskich robotników rolnych sezonowych i innych, w Łotwie, postanowili zawrzeć odpowiedni Układ i w tym celu mianowali swymi Pełnomocnikami :

PREZYDENT REPUBLIKI ŁOTEWSKIEJ :

Pana Andrejs KAMPE, Dyrektora Departamentu Administracyjno-Prawnego Ministerstwa Spraw Zagranicznych w Rydze,

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

Pana Jerzego Tadeusza KŁOPOTOWSKIEGO, Posła Nadzwyczajnego i Ministra Pełnomocnego Rzeczypospolitej Polskiej w Rydze,

którzy, po wymianie swoich pełnomocnictw, uznanych za dobre i w należytej formie, zgodzili się na następujące postanowienia :

DZIAŁ I.

Artykuł 1.

Obie Układające się Strony są zgodne co do tego, że dla ustalenia liczby i kategorii robotników, którzy mają być zapośredniczeni i zakontraktowani, miarodajny jest stan gospodarczy i stan rynku pracy w obu krajach.

Artykuł 2.

Rekrutację, zapośredniczanie i kontraktowanie polskich robotników rolnych przeprowadzać będą z ramienia Układających się Stron wyłącznie powołane do tego czynniki.

Kontraktowanie robotników dokonywa się na podstawie ściśle określonej umowy o pracę.

Artykuł 3.

Obie Układające się Strony są zgodne co do tego, że wydalanie polskich robotników rolnych może mieć miejsce tylko na mocy obowiązujących w Łotwie praw i przepisów, odnoszących się w równej mierze do wszystkich cudzoziemców. Niemniej przeto w każdym poszczególnym przypadku decyzja wydalenia może być wydana w pierwszej instancji li tylko przez naczelnika powiatu (apriņķa priekšnieks). W żadnym przypadku wydalenie nie może nastąpić z powodu zatargów, wynikłych z umowy o pracę.

Artykuł 4.

Układające się Strony zobowiązują się udzielać polskim robotnikom rolnym oraz ich rodzinom ułatwień przy wyjeździe, wjeździe i powrocie.

---

[1] The exchange of ratifications took place at Warsaw, March 3rd, 1939.
Came into force April 2nd, 1939.

5. *pants.*

Poļu laukstrādnieki un viņu ģimenes bauda Latvijas Republikas teritorijā tādas pašas tiesības un režimu kā latviešu laukstrādnieki attiecībā uz darba aizsardzību, profesionalo organizaciju, ārstniecības palīdzību un darba apstākļu normēšanu, ieskaitot šķīrējtiesas un darba tiesas.

6. *pants.*

Latvijas valdība izlietos savu ietekmi, lai laukstrādnieku dzīvokļi atbilstu morales un veselības prasībām, it īpaši, lai strādnieki bez ģimenes būtu novietoti atsevišķi pēc dzimumiem, kā arī ģimenes atsevišķi.

7. *pants.*

Poļu laukstrādnieki atbrīvoti no visiem valsts un pašvaldību nodokļiem, kā arī no visādām citām nodevām, ko prasa no ārzemniekiem, it īpaši sakarā ar uzturēšanās un darba atļauju izdošanu.

8. *pants.*

Katram poļu laukstrādniekam ir tiesība brīvi pārvest uz savu zemi visus savus personīgos izpelņas ietaupijumus.

II. NODAĻA.

9. *pants.*

Uz laukstrādnieku un viņu ģimenes locekļu socialo apdrošināšanu attiecinami Vienošanās noteikumi starp Latvijas Republiku un Polijas Republiku par socialo apdrošināšanu, kas parakstīta Rīgā 1934. g. 20. decembrī [1].

Augšā minētās Vienošanās izbeigšanās gadijumā tās noteikumus attiecinās uz poļu laukstrādniekiem un to ģimenes locekļiem ši Nolīguma spēkā pastāvēšanas laikā.

Ja Latvijā ievestu obligatorisku apdrošināšanu pret vecumu, pret darba nespēju un nāvi, kuru attiecinātu uz laukstrādniekiem, tad starp Latvijas un Polijas Valdībām noslēgs papildu vienošanos, kurā noteikts, vai un kādā mērā poļu laukstrādnieki būs padoti šai sabiedriskās apdrošināšanas nozarei. Ja viņi būs padoti obligatoriskai apdrošināšanai augšā aprādītā laukā, šī papildu vienošanās nokārtos tiesības, kuras izriet no padotības šai apdrošināšanai pārmaiņus Polijā un Latvijā.

10. *pants.*

Ja 1934. g. 20. decembra Vienošanās izbeigtos un ja ari šis Nolīgums izbeigtos, kurš uz 9. panta 2. rindkopas pamata pagarinās 1934. g. 20. decembra vienošanās noteikumu attiecināšanu uz poļu laukstrādniekiem un viņu ģimenēm, tad Vienošanās noteikumi un šī Nolīguma 9. panta 2. rindkopas noteikumi, neatkarīgi no Vienošanās un Nolīguma notecēšanas, turpmāk attiecinami uz prasībām, kuras zīmējas uz poļu laukstrādnieku un viņu ģimenes locekļu sabiedrisko apdrošināšanu, ja nelaimes gadijums, kas dod pamatu atzīt palīdzības sniegšanu, ir noticis laikā, kad Vienošanās vai Nolīgums bija spēkā.

III. NODAĻA.

11. *pants.*

Šī nolīguma un uz šī Nolīguma 13. panta pamata noslēgto Vienošanos noteikumi pilnā mērā attiecinami uz tiem poļu laukstrādniekiem un viņu ģimeņu locekļiem, kuri iebraukuši Latvijā vēl priekš šī Nolīguma un minēto Vienošanos noslēgšanas un turpmāk paliek Latvijā.

[1] Vol. CLXII, page 361, de ce recueil.

Artykuł 5.

Polscy robotnicy rolni oraz ich rodziny korzystają na terytorium Republiki Łotewskiej z takich samych praw i traktowania, jak łotewscy robotnicy rolni w zakresie ochrony pracy, organizacji zawodowej, pomocy leczniczej, regulowania warunków pracy, włączając w to postępowanie rozjemcze i sądownictwo pracy.

Artykuł 6.

Rząd Łotewski użyje swego wpływu, ażeby mieszkania robotników rolnych odpowiadały warunkom moralnej i zdrowotnej egzystencji, a w szczególności aby robotnicy samotni byli pomieszczani oddzielnie według płci, jak również oddzielnie rodziny.

Artykuł 7.

Polscy robotnicy rolni zwolnieni są od wszelkich podatków państwowych, samorządowych, jak również od wszelkich innych opłat, wymaganych od cudzoziemców, w czcgególności w związku z uzyskaniem prawa pobytu i zezwolenia na wykonywanie pracy.

Artykuł 8.

Każdy polski robotnik rolny ma prawo swobodnego przekazywania do kraju wszystkich swych osobistych oszczędności zarobkowych.

DZIAŁ II.

Artykuł 9.

Do ubezpieczenia spolecznego robotników rolnych i członków ich rodzin stosują się postanowienia Porozumienia pomiędzy Republiką Łotewską a Rzecząpospolitą Polską, dotyczącego ubzepieczeń społecznych, podpisanego w Rydze dnia 20. grudnia 1934 roku[1].

W razie wygaśnięcia powyższego Porozumienia postanowienia jego będą miały zastosowanie do polskich robotników rolnych i członków ich rodzin na czas trwania niniejszego Układu.

W razie wprowadzenia w Łotwie obowiązkowego ubezpieczenia na starość, na wypadek niezdolności do pracy i śmierci, stosującego się do robotników rolnych, zawarte będzie między Rządami Łotewskim i Polskim dodatkowe Porozumienie, które ustali, czy i w jakim zakresie polscy robotnicy rolni podlegać będą tej galęzi ubezpieczeń społecznych. W razie poddania ich obowiązkowi ubezpieczenia w powyższym zakresie, dodatkowe Porozumienie to ureguluje uprawnienia, przysługujące z tytułu kolejnego podlegania ubezpieczeniu temu w Łotwie i Polsce.

Artykuł 10.

W razie gdyby wygasło Porozumienie z dnia 20. grudnia 1934 roku oraz gdyby wygasł Układ niniejszy, który na mocy ustępu 2. art. 9 przedłuży zastosowanie do polskich robotników rolnych i ich rodzin postanowień Porozumienia z dnia 20. grudnia 1934 roku, postanowienia Porozumienia i postanowienia ustępu 2 art. 9 niniejszego Układu miałyby mimo wygaśnięcia Porozumienia czy Układu nadal zastosowanie do roszczeń z zakresu ubezpieczeń społecznych polskich robotników rolnych i członków ich rodzin, jeżeli zdarzenie losowe, uzasadniające przyznanie świadczenia, zaszło w czasie obowiązywania Porozumienia lub Układu.

DZIAŁ III.

Artykuł 11.

Postanowienia niniejszego Układu i Porozumień, zawartych stosownie do art. 13 niniejszego Układu, mają w całej pełni zastosowanie do tych polskich robotników rolnych i członków ich rodzin, którzy przybyli do Łotwy jeszcze przed zawarciem niniejszego Układu oraz wspomnianych Porozumień i nadal pozostają w Łotwie.

[1] Vol. CLXII, page 361, of this Series.

12. *pants.*

Polijas konsuliem un konsulariem aģentiem ir tiesība aizsargāt poļu laukstrādniekus un aizstāvēt, uz starptautisko tiesību un paraduma pamata un savas piekritības robežās, visas poļu laukstrādnieku tiesības un intereses.

Šajā ziņā viņi var griezties pie visām iestādēm savā konsularā iecirknī, lai celtu iebildumus pret katru konvenciju, līgumu un vienošanās pārkāpumu, kas slēgti starp Abām Valstīm vai Abu Valstu attiecīgām administratīvām iestādēm, un pret katru ļaunprātību, kura dotu poļu laukstrādniekiem iemeslu sūdzībām.

13. *pants.*

Abas Līdzējas Puses vienojas parakstīt reizē ar šo Nolīgumu divas Vienošanās starp Līdzēju Pusu piekritīgām administratīvām iestādēm šī Nolīguma attiecīgo noteikumu techniskai izpildīšanai.

Šīs Vienošanās varēs grozīt, minētām iestādēm par to vienojoties.

14. *pants.*

Šo Nolīgumu ratificēs un ratifikacijas grāmatu apmaiņa notiks Varšavā pēc iespējas drīzā laikā. Tas stāsies spēkā 30. dienā pēc ratifikacijas grāmatu apmaiņas un paliks spēkā līdz 1939. g. 31. decembrim.

Ja kāda no Līdzējām Pusēm neuzteic šo Nolīgumu diplomatiskā ceļā vēlākais 3 mēneši pirms 1939. g. 31. decembra, tas uzskatams par pagarinātu klusējot uz tālākiem viengadīgiem periodiem, ar noteikumu, ka to var uzteikt vēlākais 3 mēneši pirms katra kalendara gada beigām.

Reizē ar šī Noliguma uzteikšanu arī tā 13. pantā pieminētās Vienošanās uzskatamas par uzteiktām.

Šo apliecinot, augšā nosauktie Pilnvarotie parakstijuši šo Nolīgumu un uzspieduši tam savus zīmogus.

Sastādīts Rīgā, divos eksemplaros, katrs latviešu un poļu valodās, pie kam abi teksti līdzīgi autentiski.

Rīgā, 1938. *g.* 29. *oktobrī.*

A. Kampe. J. Kłopotowski.

VIENOŠANĀS

STARP LATVIJAS REPUBLIKAS ZEMKOPĪBAS MINISTRIJU UN POLIJAS REPUBLIKAS SOCIALĀS APGĀDĪBAS MINISTRIJU SEZONAS UN CITU POĻU LAUKSTRĀDNIEKU LIETĀ. RĪGĀ, 1938. GADA 29. OKTOBRĪ.

Saskaņā ar 1938. g. 29. oktobrī starp Latvijas Republiku un Polijas Republiku sezonas un citu poļu laukstrādnieku lietā slēgtā Nolīguma 13. pantu, zemāk parakstijušies pienācīgi pilnvarotie Latvijas Republikas Zemkopības ministrijas un Polijas Republikas Socialās apgādības ministrijas Pārstāvji vienojušies par sekojošo :

1. *paragrafs.*

Latvijas lauksaimniecības kamera, kura darbojas kā Zemkopības ministrijas Rīgā pilnvarotā, paziņo caur Polijas Republikas konsulatu Rīgā katra gada decembrī Socialās apgādības ministrijai Varšavā, kādi apmēram būs poļu laukstrādnieku pieprasijumi (vīriešu un sieviešu) nākamam gadam.

Artykuł 12.

Konsulowie i Agenci Konsularni Rzeczypospolitej Polskiej mają prawo wykonywania opieki nad polskimi robotnikami rolnymi i bronienia na podstawie zwyczajów i prawa międzynarodowego oraz w granicach swych kompetencji wszelkich praw i interesów tych robotników.

W tym celu mogą oni zwracać się do wszelkich władz swego okregu z reklamacjami z powodu jakiegokolwiek naruszenia konwencji, traktatów i porozumień, zawartych między Obydwoma Państwami względnie między odpowiednimi władzami administracyjnymi Obu Państw, i z powodu jakiegokolwiek nadużycia, któreby polskim robotnikom rolnym dawały powód do zażaleń.

Artykuł 13.

Obie Układające się Strony zgadzają się na podpisanie równocześnie z niniejszym Układem dwóch Porozumień między odpowiednimi władzami administracyjnymi Układających się Stron, celem technicznego wykonania odnośnych postanowień tegoż Układu .

Porozumienia te będą mogły być zmieniane za wspólną zgodą powyższych władz.

Artykuł 14.

Układ niniejszy będzie ratyfikowany i wymiana dokumentów ratyfikacyjnych nastąpi w Warszawie w możliwie najkrótszym czasie. Wejdzie on w życie 30. dnia po dacie wymiany dokumentów ratyfikacyjnych i pozostanie w mocy do dnia 31 grudnia 1939 roku.

O ile Układ niniejszy nie zostanie wypowiedziany przez którąkolwiek z Układających się Stron w drodze dyplomatycznej najpóźniej na 3 miesiące przed dniem 31. grudnia 1939 roku, będzie on uważany za przedłużony w drodze milczącej zgody na dalsze okresy jednoroczne z tym, że będzie mógł być wypowiedziany najpóźniej na 3 miesiące przed upływem każdego roku kalendarzowego.

Wraz z wypowiedzeniem Układu uważane są za wypowiedziane równocześnie Porozumienia, wspomniane w art. 13 niniejszego Układu.

Na dowód czego wyżej wymienieni Pelnomocnicy podpisali Układ niniejszy i opatrzyli go swymi pieczęciami.

Sporządzono w Rydze w dwóch egzemplarzach, każdy w języku łotewskim i polskim, przy czym obydwa teksty są jednakowo miarodajne.

RYGA, *dnia* 29 *pazdziernika* 1938 *roku.*

(A. KAMPE). (J. KŁOPOTOWSKI).

POROZUMENIE

MIEDZY MINISTERSTWEM ROLNICTWA REPUBLIKI ŁOTEWSKIEJ A MINISTERSTWEM OPIEKI SPOŁECZNEJ RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ W SPRAWIE POLSKICH ROBOTNIKOW ROLNYCH, SEZONOWYCH I INNYCH, PODPISANE W RYDZE, DNIA 29 PAZDZIERNIKA 1938 R.

Stosownie do art. 13 Układu między Republiką a Rzecząpospolitą Polską z dnia 29 pazdziernika 1938 roku w sprawie polskich robotników rolnych, sezonowych i innych, podpisani niżej, należycie upoważnieni Pelnomocnicy Ministerstwa Rolnictwa Republiki Łotewskiej i Ministerstwa Opieki Społecznej Rzeczypospolitej Polskiej, zgodzili się na następujące postanowienia :

Paragraf 1.

Łotewska Izba Rolnicza, działająca z upoważnienia Ministerstwa Rolnictwa w Rydze, zawiadamia za pośrednictwem Konsulatu Rzeczypospolitej Polskiej w Rydze w grudniu każdego roku Ministerstwo Opieki Społecznej w Warszawie, jakie przypuszczalnie będzie zapotrzebowanie polskich robotników rolnych (mężczyzn i kobiet) na rok przyszły.

2. paragrafs.

Vēlākais četru nedēļu laikā pēc Polijas konsulata Rīgā informēšanas no Latvijas lauksaimniecības kameras puses (1. paragrafs) Socialās apgādības ministrija Varšavā paziņo tai caur Polijas Republikas konsulatu Rīgā par strādnieku vispārīgo skaitu, kurus varēs salīgt Polijā, un nosauks arī vojevodijas, kurās paredz vervēšanu, un arī strādnieku skaitu, kurus varēs dabūt atsevišķās vojevodijās.

3. paragrafs.

Socialās apgādības ministrija Varšavā un Latvijas lauksaimniecības kamera divu nedēļu laikā pēc 2. paragrafa noteiktā termiņa notecēšanas vienojas par galīgo vervējamo strādnieku skaitu, par to sadalīšanu vojevodiju starpā, kā arī par sīkiem techniskiem jautājumiem. Tādu kārtību ievēros arī vēlāku strādnieku pieprasijumu gadijumos.

Gadijumā, ja nozīmētie rekrutacijas apgabali izrādītos par nepietiekošiem vajadzīgā laukstrādnieku daudzuma sagādāšanai, Polijas Valdība labvēlīgi pārbaudīs attiecīgus Latvijas Valdības priekšlikumus par rekrutacijas apgabalu paplašināšanu.

4. paragrafs.

Poļu apriņķu vispārīgās administrativās iestādes izsludinās lauku iedzīvotājiem dienas un vietas, kur notiks līgšana saskaņā ar 3. paragrafu. Latvijas lauksaimniecības kamerai tad ir tiesības sūtīt uz rekrutacijas vietām pietiekošā skaitā delegatus, lai tie, ņemot vērā šīs Vienošanās 5. un 7. paragrafu priekšrakstus, iesāktu rekrutaciju reizē ar poļu apriņķu vispārīgo administrativo iestāžu pārstāvjiem.

5. paragrafs.

Latvijas lauksaimniecibas kameras delegati, kurus sūta uz Poliju strādnieku rekrutacijas nolūkā, saņem no kompetentiem Polijas Republikas konsulatiem apliecības saskaņā ar pievienoto paraugu.

Latvijas lauksaimniecības kamera caur Polijas Republikas konsulatu Rīgā nosūtīs laikus Socialās apgādības ministrijai Varšavā šo delegatu vārdu sarakstu.

6. paragrafs.

Poļu apriņķu vispārīgās administrativās iestādes informēs strādniekus, kurus nosaucot vārdā pieprasīs Latvijas lauksaimniecības kamera, atsaucoties uz pagājušā gada darba līgumu, nekavējoties pēc darba līguma saņemšanas, par viņām pieteiktiem pieprasijumiem un sekmēs šo strādnieku salīgšanu uz viņiem paredzēto darba līgumu pamata. Vārdā nosauktos strādniekus izslēgs no starpniecības vienīgi gadijumā, ja pret viņu izbraukšanu ir svarīgi šķēršļi.

Zīmējoties uz strādniekiem, kuri uzrāditi pēc vārdiem, bet kuri nevēlas no jauna salīgt piedāvātajās darba vietās, piemēros vispārīgos noteikumus par rekrutaciju.

7. paragrafs.

Strādnieku izlase (4. un 5. paragrafi) notiks uz viņu fiziskās un arodnieciskās kvalifikacijas pamata.

Strādnieku izlasi izdara Latvijas lauksaimniecības kameras delegati no strādnieku vidus, ko viņiem stāda priekšā poļu apriņķu vispārīgās administrativās iestādes, noteiktās dienās un vietās.

8. paragrafs.

Latvijā nodarbinātie poļu laukstrādnieki, kuri pēc darba līguma termiņa izbeigšanās noslēgs ar latviešu darba devējiem iepriekšējus darba līgumus nākamam gadam un kuri dabūs atvaļinājumus no darba devējiem, varēs atgriezties Latvijā, ja pret viņu izbraukšanu nav svarīgu šķēršļu.

Paragraf 2.

Najpóźniej w cztery tygodnie po zawiadomieniu przez Łotewską Izbę Rolniczą Konsulatu Rzeczypospolitej Polskiej w Rydze (paragraf 1) Ministerstwo Opieki Społecznej w Warszawie poda jej do wiadomości, za pośrednictwem Konsulatu Rzeczypospolitej Polskiej w Rydze, ogólną liczbę robotników, którzy mogą zostać zakontraktowani w Polsce, oraz województwa, z których przewiduje rekrutację, jak również liczby robotników, jakie może otrzymać w poszczególnych województwach.

Paragraf 3.

Łotewska Izba Rolnicza i Ministerstwo Opieki Społecznej w Warszawie uzgadniają w dwa tygodnie po upływie terminu, ustalonego w paragrafie 2, ostateczną liczbę robotników, podlegających rekrutacji, podział między województwa, jak również techniczne szczegóły. W ten sam sposób postępować się będzie w przypadkach późniejszych zapotrzebowań robotników.

W przypadku, gdyby ustalone tereny rekrutacyjne miały się okazać niewystarczające dla dostarczenia potrzebnej ilości robotników rolnych, Rząd Polski rozpatrzy z życzliwością stosowne propozycje Rządu Łotewskiego co do rozszerzenia terenów rekrutacyjnych.

Paragraf 4.

Polskie powiatowe władze administracji ogólnej podadzą do wiadomości ludności rolnej dni i miejscowości kontraktowania, ustalone po myśli paragrafu 3. Łotewska Izba Rolnicza jest wówczas upoważniona do wysłania w dostatecznej liczbie delegatów do miejsc rekrutacyjnych, aby, z zastrzeżeniem przepisów paragrafów 5 i 7 niniejszego Porozumienia, rozpoczęli rekrutację wraz z przedstawicielami polskich powiatowych władz administracji ogólnej.

Paragraf 5.

Delegaci Łotewskiej Izby Rolniczej, którzy mają być wysłani do Polski celem rekrutacji robotników, otrzymają od kompetentnych Konsulatów Rzeczypospolitej Polskiej zaświadczenia według załączonego wzoru.

Łotewska Izba Rolnicza, za pośrednictwem Konsulatu Rzeczypospolitej Polskiej w Rydze, prześle zawczasu Ministerstwu Opieki Spolecznej w Warszawie imienny wykaz tych delegatów.

Paragraf 6.

Polskie powiatowe władze administracji ogólnej zawiadomią robotników, których imiennie zapotrzebuje Łotewska Izba Rolnicza, z powołaniem się na zeszłoroczną umowę o pracę, niezwłocznie po nadejściu umowy o pracę o zgłoszonych zapotrzebowaniach i spowodują zakontraktowanie tych robotników na podstawie przeznaczonej dla nich umowy o pracę. Imiennie wskazani robotnicy będą wyłączeni od zapośredniczenia jedynie w przypadku, kiedy wyjazdowi ich staną na przeszkodzie ważne powody.

Do imiennie wskazanych robotników, którzy nie chcą zakontraktować się ponownie na miejsce pracy im proponowane, stosują się ogólne przepisy o rekrutacji.

Paragraf 7.

Wybór robotników rolnych (paragrafy 4 i 5) odbywa się na podstawie ich kwalifikacji fizycznych i zawodowych.

Wyboru robotników rolnych dokonywują delegaci Łotewskiej Izby Rolniczej z pośród robotników, przedstawionych im przez polskie powiatowe władze administracji ogólnej, w ustalonych dniach i miejscowościach.

Paragraf 8.

Polscy robotnicy rolni, zatrudnieni w Łotwie, którzy po skończonym terminie umowy o pracę zawrą z pracodawcami łotewskimi przedwstępne umowy o pracę na rok następny, a którzy otrzymają urlopy od swoich pracodawców, będą mogli powrócić do Łotwy, o ile wyjazdowi nie staną na przeszkodzie ważne powody.

9. *paragrafs.*

Strādnieku salīgšana notiks pamatojoties uz darba līgumu, par kuru Līdzējas Puses ir vienojušās. Līguma tagadējais teksts ir pievienots pie šīs Vienošanās. Līdzējas Puses līdz katra kalendara gada 30. novembrim pieteiks viena otrai eventualos grozijumus darba līgumā un līdz katra kalendara gada 31. decembrim vienosies par šiem priekšlikumiem.

Citi darba līgumi ar poļu laukstrādniekiem būs nederīgi tajos punktos, kuros tie atšķiras strādniekam par sliktu no pirmā rindkopā minētā darba līguma. Nederīgo punktu vietā būs spēkā pirmā rindkopā minētā darba līguma atbilstošie noteikumi.

Strādnieks var parakstīt līgumu vienīgi poļu apriņķa vispārīgās administratīvās iestādes pilnvarotā ierēdņa klātbūtnē un pēc iepazīšanās ar darba līguma noteikumiem.

Polijā noslēgtos darba līgumus izgatavos četros eksemplaros : vienu eksemplaru saņems darba devējs, otru — Latvijas lauksaimniecības kamera, trešo — attiecīgā poļu vispārīgā administratīvā iestāde, ceturto — salīgtais strādnieks.

10. *paragrafs.*

Latvijas lauksaimniecības kamera nepiegādās poļu laukstrādniekus visiem tiem darba devējiem, kas nepārprotamā kārtā pārkāpuši darba līguma noteikumus.

11. *paragrafs.*

Strādnieki saņems, saskaņā ar saistošiem noteikumiem, bezmaksas pases, kuras dod viņiem tiesību izbraukt uz Latviju.
Strādnieki atbrīvoti no Latvijas iebraukšanas un izbraukšanas vizām.

12. *paragrafs.*

Latvijas lauksaimniecības kameras delegati pie rekrutacijas paziņos strādniekiem izbraukšanas termiņu uz Latviju un izbraukšanas staciju.

13. *paragrafs.*

Izdevumus par strādnieku iebraukšanu no dzīves vietas Polijā līdz darba vietai Latvijā un uzturu ceļā no Latvijas robežas līdz darba vietai sedz darba devējs. Atpakaļceļam darba devējs maksā Ls 7,—(septiņi lati). Šis pienākums gulstas uz darba devējiem arī attiecībā uz tiem strādniekiem, kas brauc atvaļinājumā saskaņā ar 8. paragrafa noteikumiem.

14. *paragrafs.*

Kā starpniecības maksu Latvijas lauksaimniecības kamera atmaksās Socialās apgādības ministrijai Varšavā 1,50 zlotus par katru pieņemto strādnieku.

15. *paragrafs.*

Strādnieku braukšana no Polijas uz Latviju notiks kopējos transportos, saskaņā ar poļu iestāžu rīkojumiem. Transportu izbraukšanas termiņus Latvijas lauksaimniecības kameras delegati paziņos attiecīgām poļu apriņķu vispārīgām administratīvām iestādēm pēc iespējas agrāk.

Strādnieku transportu no nosūtīšanas vietas Polijā līdz pēdējai izdalīšanas vietai Latvijā pavadīs Latvijas lauksaimniecības kameras delegati, lai sniegtu aizgādību ceļošanas laikā. Polijas iestādēm ir tiesība no savas puses nozīmēt personas transportu pavadīšanai līdz pēdējai izdalīšanas vietai. Šīm personām Latvijas Lauksaimniecības kamera piešķirs visādus atvieglojumus viņu pienākumu izpildīšanai.

Paragraf 9.

Zakontraktowanie robotników odbywa się na podstawie umowy o pracę, uzgodnionej przez Układające się Strony. Umowa w swoim obecnym brzmieniu jest dołączona do niniejszego Porozumienia. Umawiające się Strony zgłoszą do dnia 30. listopada każdego roku kalendarzowego swe propozycje co do ewentualnych zmian w umowie o pracę, zaś do 31. grudnia każdego roku kalendarzowego porozumieją się co do tych propozycji.

Inne umowy o pracę z polskimi robotnikami rolnymi będą nieważne w tych punktach, w których odbiegają na niekorzyść robotnika od umowy o pracę, wymienionej w ustępie pierwszym. W miejsce nieważnych punktów umów będą obowiązywały odpowiednie postanowienia umowy o pracę wymienionej w ustępie pierwszym.

Robotnik w Polsce może podpisać umowę o pracę jedynie w obecności urzędnika, upoważnionego przez właściwą polską powiatową władzę administracji ogólnej i po zapoznaniu się z warunkami umowy o pracę.

Umowy o pracę zawierane w Polsce sporządza się w czterech egzemplarzach : jeden egzemplarz otrzymuje pracodawca, drugi Łotewska Izba Rolnicza, trzeci właściwa polska władza administracji ogólnej, czwarty zakontraktowany robotnik.

Paragraf 10.

Łotewska Izba Rolnicza nie będzie dostarczała polskich robotników rolnych tym pracodawcom, którzy w sposób jaskrawy przekraczali przepisy umowy o pracę.

Paragraf 11.

Robotnicy otrzymują stosownie do obowiązujących przepisów, bezpłatnie paszporty, uprawniające ich na wyjazd do Łotwy.

Robotnicy będą zwolnieni od wizy na wjazd do Łotwy oraz na wyjazd z Łotwy.

Paragraf 12.

Terminy wyjazdu do Łotwy i stacje wyjazdowe będą podawane do wiadomości robotników przy rekrutacji przez delegatów Łotewskiej Izby Rolniczej.

Paragraf 13.

Koszty przejazdu od miejsca zamieszkania w Polsce do miejsca zatrudnienia w Łotwie oraz wyżywienia w drodze robotników od granicy łotewskiej do miejsca zatrudnienia ponosi pracodawca. Na koszty powrotu pracodawca placi Ls 7 (siedem łatów). Obowiązek ten ciąży na pracodawcach także w stosunku do robotników urlopowanych, zgodnie z postanowieniami paragrafu 8.

Paragraf 14.

Tytułem kosztów za pośrednictwo Łotewska Izba Rolnicza uiszcza Ministerstwu Opieki Społecznej w Warszawie zł. 1,50 za każdego przyjętego robotnika.

Paragraf 15.

Przejazd robotników z Polski do Łotwy odbywać się będzie transportami zbiorowymi, zgodnie z zarządzeniemi władz polskich. Terminy odjazdu transportów będą możliwie wcześnie podane do wiadomości właściwym polskim władzom powiatowej administracji ogólnej przez delegatów Łotewskiej Izby Rolniczej.

Transporty robotników będą konwojowane od miejsca wysłania w Polsce do ostatniego miejsca podziału w Łotwie przez delegatów Łotewskiej Izby Rolniczej w celu sprawowania opieki w czasie podróży. Władze polskie mają prawo wyznaczyć ze swej strony osoby dla towarzyszenia transportom do ostatniego miejsca podziału. Osobom tym Łotewska Izba Rolnicza udzieli wszelkich ułatwień dla wykonania ich zadania.

16. *paragrafs.*

Strādniekus, kas ieceļojuši Latvijā kopējos transportos, nekavējoties nosūtīs uz darba vietām, bet pretējā gadijumā novietos veselām grupām telpās, kādas uztur šim nolūkam Latvijas lauksaimniecības kamera. Telpas, kas norādītas transportu pieņemšanai, būs pienācīgi ierīkotas un apkurinātas, kā arī apgādātas ar guļas vietām; strādnieki, uzturoties šais telpās, saņems pilnu uzturu un vajadzības gadijumā ārsta palīdzību. Šim nolūkam, sevišķi Zemgales robežstacijā un pie darba biroja Rīgā, kā arī pie citiem lielākiem darba birojiem, ierīkos sevišķas pietiekoši plašas telpas ar piemērotām higieniskām ierīcēm un atsevišķām guļamistabām vīriešiem un sievietēm.

17. *paragrafs.*

Latvijas lauksaimniecības kamera gādās par to, lai poļu laukstrādniekus, kas pirms darba līguma termiņa notecēšanas bez paša vainas pazaudē darbu, novietotu citā darba vietā.

18. *paragrafs.*

Poļu laukstrādniekiem neradīs grūtības par viņu piederību pie poļu organizacijām Latvijas teritorijā pastāvošo likumu robežās.

19. *paragrafs.*

Poļu laukstrādniekiem ir tiesība baudīt dvēseļu gana aizgādību no garīdznieku puses viņu mātes valodā arī ārpus parastiem dievkalpojumiem, ja darbs ar to netiks traucēts.

20. *paragrafs.*

Darba devējs nevar pret strādnieka gribu aizturēt viņa pasi un citus personības dokumentus, bet iestādes un Latvijas lauksaimniecības kameras biroji nevar tos aizturēt bez pamatotiem iemesliem.

21. *paragrafs.*

Latvijas lauksaimniecības kamera pēc iespējas nekavējoties paziņos teritorialā ziņā kompetentam Polijas Republikas konsulatam par visām svarīgākām poļu laukstrādnieku sūdzībām.

Polijas Republikas konsulats, kura kompetencē teritorialā ziņā ietilpst attiecīgā saimniecība, var iesniegt poļu laukstrādnieku sūdzības tieši Latvijas lauksaimniecības kamerai. Latvijas lauksaimniecības kamera nekavējoties izmeklēs tādas sūdzības un izmeklēšanas rezultatus, kā arī savu lēmumu nosūtīs zināšanai tieši Polijas Republikas konsulatam.

Katrs no Polijas Republikas konsuliem Latvijā gada laikā izdarīs ar Latvijas lauksaimniecības kameras pārstāvjiem vismaz divus inspekcijas braucienus, lai pārbaudītu poļu laukstrādnieku darba un dzīves, kā arī dzīvokļu apstākļus. Ja Polijas Republikas konsuli ārkārtīgos gadijumos atrod par vajadzīgu personīgi vai caur saviem pārstāvjiem apmeklēt strādnieku darba vietas ārpus minētiem inspekcijas braucieniem, tad Latvijas lauksaimniecības kamera neliegs savu pārstāvju piedalīšanos un savu atbalstu.

22. *paragrafs.*

Darba devēja un strādnieka prasības pie darba attiecību izbeigšanas svarīga iemesla dēļ izšķirs saskaņā ar civiltiesību un citu vispārēju likumu priekšrakstiem.

Reizē ar to Abas Līdzējas Puses vienojas, ka, novirzot strīdus tiesas ceļā, to izšķiršanai būs kompetentas vienīgi miertiesas ar sēdekli apriņķa pilsētā. Strīdus gadijumā piekritīgās miertiesas sēdeklis ierakstams darba līgumā.

23. *paragrafs.*

Gadijumā, ja darba devējs strīdus dēļ ieturētu strādniekam viena mēneša algu (drošības naudu) un to pārvestu saskaņā ar darba līguma noteikumiem Latvijas lauksaimniecības kamerai,

Paragraf 16.

Robotnicy, którzy przybyli do Łotwy w transportach zbiorowych, zostaną niezwłocznie rozesłani do miejsc zatrudnienia, w przeciwnym razie będą rozmieszczeni partiami w lokalach, urządzonych w tym celu przez Łotewską Izbę Rolniczą. Lokale przeznaczone na przyjęcie transportów będą należycie na ten cel przygotowane i ogrzane oraz zaopatrzone w posłania ; robotnicy zaś w czasie pobytu w nich otrzymywać będą pełne utrzymanie, a w razie potrzeby także pomoc lekarską. W tym celu, szczególnie na stacji granicznej w Zemgale i przy biurze pracy w Rydze oraz innych większych biurach pracy zostaną urządzone specjalne, dostatecznie obszerne lokale, z odpowiednimi higienicznymi urządzeniami i oddzielnymi sypialniami dla mężczyzn i kobiet.

Paragraf 17.

Łotewska Izba Rolnicza będzie dbała, aby polscy robotnicy rolni, którzy przed upływem terminu umowy o pracę bez własnej winy utracili pracę, zostali umieszczeni w innym miejscu pracy.

Paragraf 18.

Polskim robotnikom rolnym nie będą czynione trudności w należeniu do organizacji polskich na terenie Łotwy w ramach obowiązujących przepisów prawnych.

Paragraf 19.

Polscy robotnicy rolni mają prawo do korzystania z opieki duszpasterskiej ze strony duchownych ich języka ojczystego również poza zwykłymi nabożeństwami, o ile przez to praca nie zostanie zakłócona.

Paragraf 20.

Pracodawca nie może wbrew woli robotnika zatrzymać paszportu lub innych dokumentów osobistych, zaś władze i biura Łotewskiej Izby Rolniczej nie mogą ich przetrzymywać bez uzasadnionych powodów.

Paragraf 21.

Łotewska Izba Rolnicza będzie możliwie niezwłocznie zawiadamiała terytorialnie kompetentny Konsulat Rzeczypospolitej Poskiej o wszystkich istotnych zażaleniach polskich robotników rolnych.

Konsulat Rzeczypospolitej Polskiej terytorialnie kompetentny dla odnośnego gospodarstwa może przedstawiać zażalenia polskich robotników rolnych bezprośrednio Łotewskiej Izbie Rolniczej. Łotewska Izba Rolnicza zbada niezwłocznie takie zażajenia i wynik ich badań oraz swą decyzję poda bezpośrednio do wiadomości Konsulatu Rzeczypospolitej Polskiej.

Każdy z Konsulów Rzeczypospolitej Polskiej w Łotwie odbędzie w ciągu roku z przedstawicielami Łotewskiej Izby Rolniczej conajmniej dwie podróże inspekcyjne, celem zbadania warunków pracy i życia oraz warunków mieszkaniowych polskich robotników rolnych. W razie kiedy Konsulowie Rzeczypospolitej Polskiej uznają za niezbędne w nadzwyczajnych wypadkach osobiście lub przez swoich przedstawicieli zwiedzić miejsca pracy robotników poza wymienionymi podróżami inspekcyjnymi, Łotewska Izba Rolnicza nie odmówi wydelegowania swojego przedstawiciela i swojej pomocy.

Paragraf 22.

Roszczenia pracodawcy i robotnika przy rozwiązaniu stosunku pracy z powodu ważnej przyczyny są regulowane według przepisów prawa cywilnego i innych powszechnych przepisów prawnych.

Równocześnie Obie Układające się Strony zą zgodne co do tego, że w razie skierowania spornych spraw na drogę sądową, kompetentnymi dla ich rozstrzygania będą wyłącznie sądy pokoju z siedzibą w mieście powiatowym. Siedziba kompetentnego w spornych sprawach sądu pokoju będzie oznaczona w umowie o pracę.

Paragraf 23.

W przypadku zatrzymania przez pracodawcę, na skutek wynikłego sporu, jednomiesięcznego zarobku (kaucji) robotnikowi, a przekazanego przez pracodawcę, zgodnie z postanowieniami umowy

tad šo algu izsniegs atpakaļ darba devējam, ja tiesas spriedums būtu viņam labvēlīgs. Pretējā gadijumā un arī, ja darba devējs 3 mēnešu laikā neiesniegtu lietu tiesā, Latvijas lauksaimniecības kamera šo mēneša algu (drošības naudu) izsniegs strādniekam atpakaļ.

24. paragrafs.

Poļu strādniekiem būs tiesība saņemt gadijuma atvaļinājumu un izbraukt uz Poliju svarīgu ģimenes apstākļu dēļ, it sevišķi mantojuma lietās vai ari ģimenes piederīgo grūtas slimības vai nāves gadijumā, ja tie uzrādīs attiecīgā Polijas Republikas konsulata resp. attiecīgās apriņķu vispārīgās administratīvās iestādes apliecību, kas apstiprinātu notikuma īstenību. Izņēmuma un neapšaubamos gadijumos, kad pie tam lieta ir steidzama, Latvijas lauksaimniecības kamera atvieglos strādniekam saņemt gadijuma atvaļinājumu arī uz paziņojuma pamata, kādu strādnieks būtu saņēmis tieši no saviem piederīgiem, izlaižot Polijas Republikas konsulata resp. poļu apriņķa vispārīgās administratīvās iestādes starpniecību.

Tie strādnieki, kuri saņems gadijuma atvaļinājumus, baudīs tādas pašas tiesības, kādas paredzētas strādniekiem, kas saņem atvaļinājumu saskaņā ar šīs Vienošanās 8. paragrafu, t. i. viņi baudīs visus atvieglojumus, kas paredzēti Nolīgumā un šīs Vienošanās noteikumos par poļu laukstrādnieku iebraukšanu Latvijā un izbraukšanu no tās. Ceļojuma izdevumus uz Poliju un atpakaļ šajos gadijumos sedz pats strādnieks, baudot poļu laukstrādniekiem piešķirtos braukšanas maksas pazeminājumus. Šādos gadijumos strādniekam nav tiesības prasīt algu par atvaļinājuma laiku.

25. paragrafs.

Neatkarīgi no pašā Nolīgumā slimības gadijumam paredzētiem noteikumiem pastāv vienošanās par to, ka pirmo palīdzību strādnieka saslimšanas gadijumā sniedz darba devējs. Grūtākos saslimšanas un tādos gadijumos, ja saslimušais ir spiests palikt gultā, darba devējam ir pienākums aizvest slimo strādnieku pie ārsta vai atsaukt ārstu mājās. Slimības pirmās divās nedēļās resp. laikā pēc radībām strādnieks vai strādniece saņem no darba devēja bezmaksas dzīvokli, uzturu un apkopšanu, saskaņā ar Nolīguma un šīs Vienošanās priekšrakstiem.

Ja ārsts atzīs, ka strādnieks ir ievietojams slimnīcā, darba devēja pienākums ir aizvest strādnieku uz slimnīcu, izlietojot pārvadāšanas līdzekļus, kādi ir viņa rīcībā.

Ārsta palīdzība un ar to saistītie maksājumi izdarami uz Latvijas laukstrādniekiem piemērojamo noteikumu pamata. Visus izdevumus, izņemot strādnieka maksājamo daļu, sedz Latvijas lauksaimniecības kamera.

Strādniece pēc dzemdībām un pēc nedeļnieces laika notecēšanas saņem divu nedēļu bezmaksas atvaļinājumu, lai dotu viņai iespēju novest bērnu uz Poliju un atgriezties iepriekšējā darba vietā. Šādos gadijumos viņa bauda poļu laukstrādniekiem piešķirtos dzelzsceļa braukšanas maksas pazeminājumus.

26. paragrafs.

Poļu laukstrādnieka miršanas gadijumā Latvijā darba saistības pastāvēšanas laikā izdevumus, kas saistīti ar zārku un apgērbu mirušam, sedz Latvijas lauksaimniecības kamera ; pārējo izdevumu daļu sakarā ar līķa apbedīšanu un transportu sedz darba devējs. Strādnieka atstāto mantojumu naudas veidā darba devējs var izlietot apbedīšanas izdevumu segšanai līdz viena mēneša algas apmēram.

Strādnieka mantojums kustamas mantas un naudas veidā, kā ari personas dokumenti (pase, karaklausības apliecība un darba līgums) darba devējam jānodod piekritīgai vietējai iestādei nosūtīšanai attiecīgam Polijas Republikas konsulatam.

27. paragrafs.

Latvijas lauksaimniecības kamera sniegs Polijas Republikas konsulatam Rīgā statistiskus datus zīmējoties uz pārmaiņām poļu laukstrādnieku emigracijas stāvoklī Latvijā par katru mēnesi.

28. paragrafs.

Poļu laukstrādnieku atgriešanās no Latvijas uz Poliju notiks organizētā veidā. It īpaši poļu laukstrādnieki varēs, pamatojoties uz sevišķas Vienošanās starp Polijas un Latvijas dzelzsceļiem,

o pracę, Łotewskiej Izbie Rolniczej, będzie on zwrócony pracodawcy, o ile uzyska on korzystny dla siebie wyrok sądowy. W przeciwnym razie, jak również gdyby pracodawca w ciągu trzech miesięcy nie wniósł sprawy do sądu, będzie zarobek ten (kaucja) przez Łotewską Izbę Rolniczą zwrócony robotnikowi.

Paragraf 24.

Robotnikom polskim przysługiwać będzie prawo do urlopów okolicznościowych i wyjazdu do Polski dla załatwienia ważnych spraw rodzinnych, w szczególności spraw majątkowych lub w przypadku ciężkiej choroby lub śmierci członka rodziny, o ile przedstawią poświadczenie właściwego Konsulatu Rzeczypospolitej Polskiej względnie właściwej polskiej powiatowej władzy administracji ogólnej, że dany wypadek istotnie ma miejsce. W przypadkach wyjątkowych i budzących zaufanie, a przy tym niecierpiących zwłoki, Łotewska Izba Rolnicza ułatwi robotnikowi uzyskanie urlopu okolicznościowego także na podstawie wiadomości, otrzymanej przez niego bezpośrednio od rodziny z pominięciem Konsulatu Rzeczypospolitej Polskiej względnie polskiej władzy administracji ogólnej.

Robotnicy, otrzymujący urlop okolicznościowy, załatwiani będą w sposób, przewidziany dla robotników urlopowanych zgodnie z paragrafem 8 niniejszego Porozumienia, to znaczy będą oni korzystali ze wszystkich ułatwień, przewidzianych w Układzie oraz w niniejszym Porozumieniu dla robotników polskich przy przyjeździe do i wyjeździe z Łotwy. Koszty podróży do Polski i z powrotem w takich przypadkach ponosi sam robotnik, korzystajac z przyznanych dla polskich robotników rolnych zniżek kolejowych. W takich przypadkach robotnik nie ma prawa żądania zapłaty za czas urlopu.

Paragraf 25.

Niezależnie od postanowień, przewidzianych na wypadek choroby w samym Układzie, istnieje zgoda co do tego, że pierwszej pomocy w chorobie robotnika udziela pracodawca. W cięższych wypadkach i w razie choroby obłożnej pracodawca obowiązany jest odstawić chorego robotnika do lekarza lub wezwać lekarza do domu. Przez pierwsze dwa tygodnie swej choroby względnie w okresie połogowym robotnik względnie robotnica otrzymuje od pracodawcy bezpłatnie mieszkanie, utrzymanie i pielęgnację w myśl przepisów, zawartych w Układzie i niniejszym Porozumieniu.

Jeżeli lekarz zaopiniuje, że robotnik ma być umieszczony w szpitalu, obowiązkiem pracodawcy jest odwieść robotnika do szpitala środkiem komunikacyjnym, jaki ma do swej dyspozycji.

Pomoc lekarska i związane z tym opłaty są uskuteczniane na zasadzie przepisów, z jakich korzystają łotewscy robotnicy rolni. Wszystkie koszty poza częścią, przewidzianą do opłacenia przez robotnika, pokrywa Łotewska Izba Rolnicza.

Robotnica po odbyciu porodu i zakończeniu okresu połogowego otrzymuje dwutygodniowy bezpłatny urlop, celem umożliwienia jej odwiezienia dziecka do Polski i powrotu na poprzednie miejsce pracy. W tych przypadkach korzysta ona ze zniżek kolejowych, przyznanych polskim robotnikom rolnym.

Paragraf 26.

W razie śmierci robotnika polskiego w Łotwie w okresie trwania stosunku pracy, koszty trumny i ubrania zmarłego pokryje Łotewska Izba Rolnicza ; resztę kosztów pogrzebu i transportu zwłok pokryje pracodawca. Spadek robotnika w postaci majątku pieniężnego może być użyty przez pracodawcę na pokrycie kosztów pogrzebu do wysokości jednomiesięcznego zarobku.

Spadek robotnika w postaci ruchomości i majątku pieniężnego, jak również dokumenty osobiste (paszport, dokument wojskowy oraz umowa o pracę) oddane zostaną przez pracodawcę właściwej miejscowej władzy, celem przekazania ich do właściwego Konsulatu Rzeczypospolitej Polskiej.

Paragraf 27.

Łotewska Izba Rolnicza dostarczy Konsulatowi Rzeczypospolitej Polskiej w Rydze wiadomości statystycznych o zmianach stanu polskiej emigracji rolnej w Łotwie za okresy miesięczne.

Paragraf 28.

Powrót polskich robotników rolnych z Łotwy do Polski odbywać się będzie w sposób zorganizowany. W szczególności robotnicy polscy będą mogli, na podstawie osobnego porozumienia

iegādāties, ievērojot pazemināto tarifu, biļetes, derīgas ceļojumam tieši no stacijas Latvijā, kas atrodas vistuvāk viņu darba vietai, līdz stacijai, kas ir vistuvāk viņu dzīves vietai Polijā.

Polijas dzelzsceļi, tāpat kā Latvijas dzelzsceļi, strādniekiem atgriežoties no Latvijas uz Poliju, piemēros pazemināto tarifu, kas paredzēti iebraukšanai uz darbu no Polijas uz Latviju.

Latvijas lauksaimniecības kamera paziņos pēc iespējas laikus poļu iestādēm caur Polijas Republikas konsulatu Rīgā par strādnieku paredzamās atgriešanās sākumu, lai šās iestādes varētu spert attiecīgus sagatavošanas soļus strādnieku uzņemšanai.

29. *paragrafs.*

Latvijas Republikas Zemkopības ministris un Polijas Republikas Socialās apgādības ministris apstiprinās šo Vienošanos, pēc kam Latvijas Republikas Valdība un Polijas Republikas Valdība apmainīsies notām, kas apliecina, ka minētā apstiprināšana notikusi. Vienošanās stāsies spēkā reizē ar ievadā minēto Nolīgumu starp Latvijas Republiku un Polijas Republiku un paliks spēkā līdz 1939. g. 31. decembrim.

Ciktāl kāda no Līdzējām ministrijām diplomatiskā ceļā neuzteic šo Vienošanos vēlākais 6 mēneši pirms 1939. g. 31. decembra, tā uzskatama par pagarinātu klusējot uz tālākiem viengadīgiem periodiem, ar noteikumu, ka to varēs uzteikt vēlākais 6 mēneši pirms katra kalendara gada beigām.

Ievadā minētā Nolīguma uzteikšanas gadijumā šī Vienošanās arī uzskatama par uzteiktu un tās saistības izbeidzas reizē ar Nolīgumu.

To apliecinot augšā minētie Pilnvarotie parakstijuši šo Vienošanos.

Sastādīts divos eksemplaros, katrs latviešu un poļu valodās, pie kam abi teksti līdzīgi autentiski.

Rīgā, 1938. *g. 29. oktobrī.*

A. Kampe. J. Kłopotowski.

APLIECĪBA.

Uz Latvijas Republikas Zemkopības ministrijas un Polijas Republikas Socialās apgādības ministrijas sezonas un citu poļu laukstrādnieku lietā noslēgtās Vienošanās 5. paragrafa pamata, Latvijas lauksaimniecības kameras priekšstāvis

..... kungs,

dodas uz Poliju, lai, saskaņā ar tās pašas Vienošanās 4. paragrafu kopā ar poļu apriņķu vispārīgo administrativo iestāžu pārstāvjiem rekrutētu un apgādātu poļu laukstrādniekus Latvijai 19..... gadam.

193... gada .....

DARBA LĪGUMS.

Latvijas lauksaimniecības kamera, darba nodaļa, Jelgavā.

Darba līgums poļu laukstrādniekiem Latvijā ..... gadam.

Līguma noteikumi. Abas šī līguma parakstītājas puses, tas ir darba devējs un darba ņēmējs, apņemas kārtīgi pildīt tajā minētos noteikumus un priekšrakstus. Darba ņēmējs apņemas kārtīgi

między kolejami łotewskimi i polskimi nabywać przy uwzględnieniu taryf ulgowych bilety ważne na przejazd bezpośrednio od stacji najbliższej miejsca pracy w Łotwie do stacji najbliższej ich miejsca zamieszkania w Polsce. Zarówno koleje łotewskie jak i koleje polskie stosować będą przy powrocie robotników z Łotwy do Polski ulgi taryfowe, przewidziane przy wyjeździe do pracy z Polski do Łotwy.

Łotewska Izba Rolnicza zawiadomi możliwie zawczasu polskie władze za pośrednictwem Konsulatu Rzeczypospolitej Polskiej w Rydze o przypuszczalnym rospoczęciu się powrotu, aby władze te mogły poczynić odpowiednie przygotowania do przyjęcia powracających robotników.

Paragraf 29.

Porozumienie niniejsze będzie zatwierdzone przez Ministra Rolnictwa Republiki Łotewskiej i przez Ministra Opieki Społecznej Rzeczypospolitej Polskiej, po czym nastąpi między Rządem Republiki Łotewskiej a Rządem Rzeczypospolitej Polskiej wymiana not, stwierdzających dokonanie wspomnianego zatwierdzenia. Porozumienie wejdzie w życie równocześnie z wymienionym na wstępie Układem między Republiką Łotewską a Rzecząpospolitą Polską i obowiązywać będzie do dnia 31. grudnia 1939 roku.

O ile Porozumienie niniejsze nie zostanie wypowiedziane w drodze dyplomatycznej przez którekolwiek z układających się Ministerstw najpóźniej na 6 miesięcy przed dniem 31. grudnia 1939 roku, będzie ono uważane za przedłużone w drodze milczącej zgody na dalsze okresy jednoroczne, z tym że będzie mogło być wypowiedziane najpóźniej na 6 miesięcy przed upływem każdego roku kalendarzowego.

W razie wypowiedzenia wspomnianego na wstępie Układu, niniejsze Porozumienie uważa się również za wypowiedziane i przestanie ono obowiązywać równocześnie z Układem.

Na dowód czego wyżej wymienieni Pełnomocnicy podpisali Porozumienie niniejsze.

Sporządzono w Rydze w dwóch egzemplarzach, każdy w języku łotewskim i polskim, przy czym obydwa teksty są jednakowo miarodajne.

RYGA, *dnia* 29 *października* 1938 *roku.*

A. KAMPE. J. KŁOPOTOWSKI.

ZAŚWIADCZENIE.

Na zasadzie § 5. Porozumienia między Ministerstwem Rolnictwa Republiki Łotewskiej a Ministerstwem Opieki Społecznej Rzeczypospolitej Polskiej w sprawie polskich robotników rolnych, sezonowych i innych, przedstawiciel Łotewskiej Izby Rolniczej, pan .....
.....
udaje się do Polski, aby, zgodnie z przepisami § 4 tegoż Porozumienia, wraz z przedstawicielami polskich powiatowych władz administracji ogólnej dokonać rekrutacji i zapośredniczenia polskich robotników do Łotwy na rok 19.....

..... dnia ..... 19..... r.

(L. s.) .....
Konsul R. P.

UMOWA O PRACĘ.

Łotewska Izba Rolnicza, Wydział Pracy, w Jełgawie.

UMOWA O PRACĘ DLA POLSKICH ROBOTNIKÓW ROLNYCH W ŁOTWIE NA ROK.....

Warunki umowy. Obie strony, podpisujące niniejszą umowę t. j. pracodawca i pracobiorca, zobowiązują się rzetelnie wykonywać zawarte w niej warunki i przepisy. Pracobiorza zobowiązuje się

un apzinīgi izpildīt viņam uzticēto darbu pēc darba devēja vai viņa vietnieka norādijumiem, kā arī kopt dzīvo un nedzīvo inventaru. Darba ņēmējs apliecina, ka viņš ir pilnīgi vesels, bez jebkādiem trūkumiem, kas viņu darbā varētu traucēt (sievietes, ka viņas nav grūtniecībā). Strādnieks nevar atteikties no darbiem lopu kopšanā.

I. *Darba laiks.*

1. Darba laiku iekārto pēc vietējiem paradumiem.

2. Svētdienās un svinamās dienās strādnieka pienākums veikt tikai visnepieciešamākos mājsaimniecības un dzīvā inventara apkopšanas darbus, bet no lauku darbiem strādnieks ir atbrīvots. Gadijumā, ja svētdienā rastos pēkšņa vajadzība nodarbināt strādnieku lauku darbos, tad strādniekam pienākums uzdoto darbu izpildīt, bet par katru tādu dienu viņš saņem virs normalās algas vēl atsevišķu atalgojumu divu denu algas apmērā.

3. Strādniekam tiesība uz vienu pilnīgi, pat no mājsaimniecības darbiem, brīvu svētdienu mēnesī. Kuru svētdienu strādnieks būs brīvs no darba, noteiks katrā atsevišķā gadijumā pēc darba devēja un strādnieka savstarpejās vienošanās. Ja strādnieks svētdienā aizgājis no mājām bez darba devēja atļaujas, pie kam šī svētdiena nav bijusi norādīta strādniekam kā brīva diena, tad darba devējam tiesības pie nākošās izmaksas atvilkt strādniekam naudas sumu 2 dienu algas apmērā. Gadijumā, ja strādnieks nesaņem no darba devēja attiecīgā mēnesī no darba brīvu svētdienu, tad viņš virs normalā atalgojuma par to dienu saņem atlīdzību, kas līdzinas viņa divu dienu algai naudā.

4. Izdarot atvilkumus no strādnieka algas, darba devēja pienākums ir katru reizi uzrādīt iemeslu, kāpēc izdarīts atvilkums, un atvilkuma apmēru, ierakstot to strādnieka darba līgumā. Atlīdzībai, kāda pienākas strādniekam par lauku darbiem svētdienās vai svinamās dienās, kā arī par mājas darbiem viņam norādītā brīvā svētdienā, jābūt ierakstītai darba līgumā atsevišķā ailē, un šīs atlīdzības saņemšana strādniekam jāapliecina ar savu parakstu katrā atsevišķā gadijumā.

5. Bez parastām svētdienām un svētku dienām, par parastām svinamām dienām uzskatīs 3. maiju (poļu tautas svētkus), 11. novembri (poļu valsts svētkus), Debessbraukšanas dienu (maijā) un Sv. Marijas debessbraukšanas dienu (15. augustā). Darba devējs atvieglos strādniekiem ņemt dalību dievkalpojumos svētdienās un svinamās dienās. Bez tam poļu laukstrādniekiem ir tiesība baudīt dvēseles gana aizgādību no viņu tēvu valodas garīdzniekiem arī ārpus parastiem dievkalpojumu laikiem, ciktāl tas netraucētu darbu.

Nolīgtā kalpošanas laikā strādniekam pienākas divu dienu apmaksāts atpūtas atvaļinājums, kas iedalams mazāk steidzamu darbu laikā. Strādniekiem, kas pēc līgumu izbeigšanas salīgst no jauna, jāvienojas ar darba devēju par turpmāko atpūtas atvaļinājumu.

6. Līgums ir derīgs no līguma 31. punktā norādītā datuma līdz 32. punktā norādītam datumam. Šis līgums der arī tālāk, t. i. līdz ..... g. 1. aprilim, ja abas puses par to vienojas.

II. *Algas.*

7. Poļu laukstrādnieki darbu noteikumu ziņā pielīdzināti Latvijas laukstrādniekiem.

8. Par laiku no 1. apriļa līdz 1. decembrim poļu laukstrādnieki saņem vismaz šādu atalgojumu :

Strādnieks saņem Ls ..... (vārdiem.....) mēnesī,
Strādniece » Ls ..... (vārdiem.....) mēnesī.

Pārējos mēnešos strādnieks, kā ari strādniece saņem Ls ..... (vārdiem .....) mēnesī.

Poļu laukstrādnieki no savām algām nemaksā nekādas fiskalās un administrativās nodevas un nodokļus.

do wykonywania powierzonej mu pracy sumiennie i zgodnie z wskazówkami, udzielonymi mu przez pracodawcę lub jego zastępcę, do doglądania żywego i martwego inwentarza, jak również zapewnić, że jest zupełnie zdrowy i że nie ma żadnych ułomności, przeszkadzających mu w pracy (robotnice, że nie są w ciąży). Robotnik nie może wymówić się od pracy koło bydła.

I. *Czas pracy.*

1. Czas pracy reguluje się według miejscowych zwyczajów.

2. W niedziele i dni świąteczne robotnik obowiązany jest do wykonywania tylko najkonieczniejszych prac domowych i prac przy obrządzaniu żywego inwentarza, natomiast od wykonywania prac polnych jest zwolniony. Gdyby zaszła nagła potrzeba użycia robotnika do prac polnych w niedzielę lub dzień świąteczny, wtedy robotnik obowiązany jest polecone mu prace wykonać, jednak za każdy taki dzień pracy otrzyma on osobne wynagrodzenie poza płacą normalną, równające się dwudniowemu zarobkowi.

3. Robotnikowi przysługuje prawo korzystania z jednej niedzieli w miesiącu wolnej całkowicie od pracy, nawet od pracy domowej. W którą niedzielę robotnik ma być wolny od pracy, ustalone będzie każdorazowo w drodze porozumienia pomiędzy pracodawcą a robotnikiem.

Jeżeli robotnik oddali się ze swego miejsca pracy bez zgody pracodawcy w niedzielę, która nie została poprzednio ustalona jako dzień wolny od prac, wtedy pracodawca ma prawo potrącić przy najbliższej wypłacie z zarobku robotnika kwotę, równą jego dwudniowemu zarobkowi w gotówce. W przypadku kiedy robotnik nie otrzyma od pracodawcy w danym miesiącu niedzieli wolnej od pracy, wtedy poza normalnym wynagrodzeniem otrzyma on za ten dzień wynagrodzenie osobne, równające się jego dwudniowej płacy w gotówce.

4. Przy wykonywaniu potrąceń z zarobku robotnika pracodawca obowiązany jest każdorazowo podać przyczynę dokonania potrącenia i jego wysokość w formie adnotacji w umowie o pracę. Wynagrodzenie za pracę wykonaną w polu w niedziele lub święta oraz wynagrodzenie za prace domowe w niedzielę, która została ustalona jako wolna od pracy, winno być wpisane do umowy w oddzielnej rubryce, a jego odbiór powinien w każdym poszczególnym przypadku pokwitować robotnik.

5. Oprócz zwykłych niedziel i dni świątecznych, jako zwykłe dnie świąteczne będą uważane dzień 3. Maja (Polskie Swięto Narodowe), dzień 11 listopada (Polskie Święto Państwowe), Wniebowstąpienie Pańskie (w maju) i Wniebowzięcie N. M. P. (15. sierpnia). Pracodawca ułatwi robotnikowi udział w nabożeństwie w niedziele i święta. Polscy robotnicy rolni mają prawo korzystania z opieki duszpasterskiej ze strony duchownych ich ojczystego języka, również poza zwykłymi nabożeństwami, o ile przez to praca nie zostanie zakłócona.

W czasie trwania okresu, na który umowa została zawarta, przysługuje robotnikowi dwudniowy płatny urlop wypoczynkowy, przypadający na czas mniejszej pracy. Robotnicy, którzy po wygaśnięciu terminu umowy zawierają z pracodawcą nową umowę, powinni porozumieć się z pracodawcą co do dalszego urlopu wypoczynkowego.

6. Stosunek umowny o pracę trwa od dnia wskazanego w punkcie 31. niniejszej umowy o pracę aż do terminu, wskazanego w punktcie 32. Umowa niniejsza będzie również ważna na dalszy okres, t. j. do dnia 1. kwietnia 19..... roku, jeżeli obie strony na to się zgodzą.

II. *Płace.*

7. Polscy robotnicy rolni są zrównani z Łotewskimi robotnikami rolnymi co do warunków pracy.

8. W czasie od 1. kwietnia do 1. grudnia polscy robotnicy rolni otrzymują conajmniej następujące wynagrodzenie :

robotnik otrzymuje L s ..... (słownie) miesięcznie ;
robotnica otrzymuje Ls ..... (słownie) miesięcznie ;
w pozostałych miesiącach zarówno robotnik jak i robotnica
otrzymują Ls ..... (słownie) miesięcznie.

Polscy robotnicy rolni nie będą z tytułu swych zarobków obciążeni żadnymi opłatami fiskalnymi, taksami administracyjnymi i podatkami.

Kā vienīgi pielaižamās maksas ņem normalo pasta nodevu par naudas pārvedumiem.

9. Darba devējam nav tiesības izdarīt nekādus atvilkumus no algas, kas nesaskan ar šo līgumu, bet saskaņā ar līgumu izdarītiem atvilkumiem jābūt atzīmētiem algas rēķinā ar skaidru norādijumu, par ko atvilkums ir izdarīts.

10. Pirmos divos mēnešos strādnieks saņem tikai pusi no izpelnītās algas. Ieturēto algu strādnieks saņem, kad izbeidzas līguma termiņš. Pārējos mēnešos izmaksa notiek katra mēneša beigās, un to izdara pats darba devējs vai viņa vietnieks.

Gadijumā, ja starp darba devēju un strādnieku izceļas strīdus par zaudējumu atlīdzību, darba devējam ir pienākums saskaņā ar pirmās rindkopas noteikumiem ieturēto strādnieka algu (drošības naudu) iemaksāt Latvijas lauksaimniecības kamerai. Latvijas lauksaimniecības kamera izsniegs darba devējam kvīti par iemaksāto sumu, bet strādniekam iemaksas apstiprinājumu.

Katras sumas saņemšana uz algas rēķina strādniekam jāapliecina ar parakstu. Ja strādnieks ir rakstīt nepratējs, tad algas saņemšana viņa vārdā jāapstiprina kādai strādnieka norādītai trešai personai, atzīmējot savu parakstu un adresi.

III. *Uzturs un dzīvoklis.*

11. Bez līguma 8. punktā minētā atalgojuma strādnieks saņem no sava darba devēja bez maksas:

a) veselīgu un siltu dzīvokli un veselīgu, strādājošam strādniekam pietiekošu uzturu;

b) gultu ar maisu, piepildītu ar tīru sienu vai tīriem salmiem, segu, palagu un spilvenu.

Dzīvoklim jābūt nošķirtam sievietēm un vīriešiem un ierīkotam ne sliktāk kā latviešu strādniekiem.

IV. *Ceļa izdevumi.*

12. Izdevumus par strādnieku iebraukšanu no dzīves vietas Polijā līdz darba vietai Latvijā un uzturu ceļā no Latvijas robežas līdz darba vietai sedz darba devējs. Atpakaļceļam darba devējs maksā Ls 7,— (septiņi lati), kuru saņemšana strādniekam jāapstiprina ar savu parakstu šī līguma attiecīgā ailē. Uz šo vienreizējo paušalo atlīdzību strādniekam tiesība tikai reizi sezonā un tikai pēc katrreizējas iebraukšanas Latvijā.

13. Tas pats attiecas arī uz strādniekiem, kas, aizbraucot atvaļinājumā, noslēguši ar darba devēju priekšlīgumu.

V. *Līguma laušana.*

14. Darba devējs var līgumu lauzt:

a) ja strādnieks ir pastāvīgi nolaidīgs savu pienākumu veikšanā;

b) ja strādnieks smagi apvaino savu darba devēju vai viņa ģimenes locekļus vārdiem vai darbiem.

15. Strādnieks var līgumu lauzt:

a) ja darba devējs vai viņa vietnieks pastāvīgi slikti izturas pret strādnieku vai smagi apvaino viņu jeb viņa ģimenes locekļus vārdiem vai darbiem;

b) ja darba devējs dod strādniekam sliktu uzturu vai veselībai jeb tikumībai kaitīgu dzīvokli;

c) ja darba devējs atsakas izdot strādniekam viņam piederošos personības dokumentus;

d) ja strādnieks uz pieprasijumu nesaņem atalgojumu pienācīgā laikā;

e) ja svarīgi ģimenes apstākļi piespiež strādnieku atgriezties dzimtenē.

Šinī gadijumā apstākļu īstenību apstiprina Polijas Republikas konsuls.

16. Patvaļīga strādnieka aiziešana no darba devēja ir aizliegta. Katrā līguma laušanas gadijumā strādniekam jābūt līdz policijas kārtībnieka atsauksmei, ka līguma laušana notikusi dibinātu iemeslu dēļ. Ja darba saistības izbeigtos labprātīgi, tad strādniekam jābūt līdz saimnieka apliecībai, ka līgums izbeidzies savstarpēji vienojoties.

Jako jedynie dopuszczalne opłaty przyjmuje się normalne opłaty pocztowe przy przekazach pieniężnych.

9. Pracodawcy nie wolno czynić żadnych potrąceń z płacy, niezgodnych z niniejszą umową, wszelkie zaś potrącenia zgodne z umową muszą być uwidocznione w rachunku płacy z wyraźnym zaznaczeniem, za co potrącenia dokonano.

10. Przez pierwsze dwa miesiące robotnik otrzymuje tylko połowę zarobku gotówkowego. Zatrzymany zarobek zostanie robotnikowi zwrócony po wygaśnięciu umowy o pracę. W pozostałych miesiącach wypłata ma miejsce w końcu każdego miesiąca i dokonuje jej sam pracodawca względnie jego zastępca.

W przypadku zaistnienia sporu pomiędzy pracodawcą a robotnikiem o odszkodowanie, pracodawca obowiązany jest zatrzymany po myśli ustępu pierwszego jednomiesięczny zarobek (kaucję) robotnika wpłacić do Łotewskiej Izby Rolniczej. Łotewska Izba Rolnicza wyda pracodawcy pokwitowanie z wpłaconej sumy, a robotnikowi potwierdzenie wpłaty.

Odbiór każdej sumy na rachunek placy powi nien robotnik pokwitować przez podpisanie się. Jeżeli robotnik jest niepiśmienny, wtedy w jego imieniu odbiór zarobku powinna pokwitować osoba trzecia, wskazana przez robotnika, umieszczając swój podpis i adres.

III. *Utrzymanie i mieszkanie.*

11. Oprócz wynagrodzenia pieniężnego, wymienionego w punkcie 8. niniejszej umowy, robotnik otrzymuje od pracodawcy bezpłatnie :

a) zdrowe i ciepłe mieszkanie oraz wyżywienie zdrowe i dostateczne dla pracującego robotnika ;

b) łożko z siennikiem, napelnionym czystym sianem lub słomą, kołdrę (koc), prześcieradło i poduszkę. Mieszkanie powinno być oddzielnie urządzone dla mężczyzn i kobiet w sposób nie gorszy, jak dla robotników łotewskich.

IV. *Koszty podróży.*

12. Koszty przejazdu od miejsca zamieszkania w Polsce do miejsca zatrudnienia w Łotwie oraz wyżywienia w drodze robotników od granicy łotewskiej do miejsca zatrudnienia ponosi pracodawca. Na koszty podróży powrotnej otrzymuje robotnik kwotę Ls 7 (siedem łatów), której odbiór winien pokwitować w odnośnej rubryce niniejszej umowy. Do powyższego ryczałtu ma prawo robotnik tylko raz jeden w sezonie i tylko po każdorazowym przyjeździe do Łotwy.

13. To samo dotyczy robotników, którzy, wyjeżdżając na urlop, zawarli z pracodawcą umowę wstępną.

V. *Przedwczesne rozwiązanie umowy.*

14. Umowa może być przez pracodawcę rozwiązana :

a) jeżeli robotnik uporczywie zaniedbuje swoje obowiązki ;

b) jeżeli robotnik ciężko obraża pracodawcę lub członków jego rodziny słownie lub czynnie.

15. Umowa może być przez robotnika rozwiązana :

a) jeżeli pracodawca lub jego zastępca stale źle robotnika traktuje, lub ciężko obraża jego lub czlonków jego rodziny słownie lub czynnie ;

b) jeżeli pracodawca daje robotnikowi złe wyżywienie lub mieszkanie szkodliwe dla zdrowia lub obyczajności ;

c) jeżeli pracodawca odmawia wydania robotnikowi dokumentów, stanowiących jego własność ;

d) jeżeli robotnik nie otrzyma na żądanie wynagrodzenia we właściwym czasie ;

e) jeżeli ważne okoliczności rodzinne zmuszą robotnika do powrotu do kraju.

W tym wypadku stan faktyczny stwierdza Konsul Rzeczypospolitej Polskiej.

16. Samowolne opuszczenie miejsca pracy przez robotnika jest niedozwolone. W każdym przypadku na zerwanie umowy o pracę robotnik powinien uzyskać zaświadczenie policyjne, że umowa zerwana została z przyczyn uzasadnionych, zaś w razie dobrowolnego rozwiązania umowy — poświadczenie pracodawcy, że stosunek umowy rozwiązany został dobrowolnie.

17. Gadijumā, ja darba devējs nelikumīgi lauzis līgumu, tad viņam jāizmaksā strādniekam zaudējumu atlīdzība viena mēneša darba algas apmērā, kā arī atpakaļceļa izdevumi saskaņā ar šī līguma 12. punktu. Bez tam Latvijas lauksaimniecības kamera tādā gadijumā atmaksā strādniekam drošības naudu, kuru darba devējs ieturējis no strādnieka darba algas un saskaņā ar līguma 10. punktu iemaksājis Latvijas lauksaimniecības kamerai.

18. Gadijumā, ja strādnieks nelikumīgi lauzis darba līgumu, viņam jāizmaksā darba devējam zaudējuma atlīdzība naudā viena mēneša algas apmērā. Darba devējam pienākošās zaudējuma atlīdzības segšanai paredzēta drošības nauda, kura piedzīta no strādnieka saskaņā ar līguma 10. punktu un iemaksāta Latvijas lauksaimniecības kamerai.

19. Gadijumā, ja darba devējs strīdus dēļ ieturētu strādnieka viena mēneša algu (drošības naudu) un to pārvestu saskaņā ar darba līguma 10. punkta noteikumiem Latvijas lauksaimniecības kamerai, tad to izsniegs atpakaļ darba devējam, ja tiesas spriedums būtu darba devējam labvēlīgs. Pretējā gadijumā un arī gadijumā, ja darba devējs triju mēnešu laikā neiesniegtu lietu tiesā, Latvijas lauksaimniecības kamera šo mēneša algu (drošības naudu) izsniegs strādniekam atpakaļ.

20. Ja strādnieks pēc darba devēja ieskata ir lauzis līgumu bez dibināta iemesla, pirms no viņa ieturēta 10. punktā paredzētā drošības nauda, tad darba devējs var iesniegt savu prasību miertiesā. Pēc sūdzības iesniegšanas darba devējs var griezties pie Latvijas lauksaimniecības kameras ar lūgumu iekasēt no strādnieka drošības naudu caur jauno darba devēju, pie kura strādnieks atradis darbu. Jaunais darba devējs ietur pusi no strādnieka darba algas naudā par trešo un ceturto mēnesi un iemaksā ieturēto naudu Latvijas lauksaimniecības kamerai. Šo sumu Latvijas lauksaimniecības kamera izmaksā iepriekšējam darba devējam, ja tas uzrāda sev labvēlīgu tiesas spriedumu. Pretējā gadijumā to atmaksā atpakaļ strādniekam.

VI. *Darba rīki.*

21. Strādnieka pienākums atdot darba devējam atpakaļ viņam izsniegtos darba rīkus tīrā un nebojātā stāvoklī. Par viņu bojāšanu aiz strādnieka neuzmanības strādnieks ir materiali atbildīgs.

VII. *Slimības gadijumi, ārstēšana un apdrošināšana.*

22. Strādnieka saslimšanas gadijumā pirmo palīdzību sniedz darba devējs. Grūtākos saslimšanas gadijumos un tādos gadijumos, ja saslimušais ir spiests palikt gultā, darba devējam ir pienākums aizvest slimo strādnieku pie ārsta vai atsaukt ārstu mājās. Slimības pirmās divās nedēļās resp. laikā pēc radībām, strādnieks vai strādniece saņem no darba devēja bezmaksas dzīvokli, uzturu un apkopšanu saskaņā ar šī līguma noteikumiem.

Ja ārsts atzīst, ka strādnieks vai strādniece ievietojams slimnīcā, darba devējam pienākums aizvest strādnieku uz slimnīcu, izlietojot pārvadāšanas līdzekļus, kādi ir viņa rīcībā. Ārstniecības palīdzība sniedzama un ar to saistītā atlīdzība kārtojama saskaņā ar noteikumiem, kas pastāv attiecībā uz latviešu laukstrādniekiem.

Visus izdevumus, izņemot strādnieka maksājamo daļu, sedz Latvijas lauksaimniecības kamera. Strādniece pēc dzemdībām un nedēļnieces laika notecēšanas saņem divu nedēļu bezmaksas atvaļinājumu, lai dotu viņai iespēju novest bērnu uz Poliju un atgriezties iepriekšējā darba vietā.

Gadijumā, ja uz strādnieku krīt aizdomas, ka viņš slimo ar kādu lipīgu slimību, kas apdraudētu apkārtējos iedzīvotājus, uz darba devēja pieprasijumu strādnieku, viņam uzturoties Latvijā, var likt izmeklēt pie ārsta. Šādas izmeklēšanas izdevumus sedz darba devējs.

23. Apdrošināšanā pret nelaimes gadijumiem poļu laukstrādnieki pielīdzināti latviešu laukstrādniekiem.

VIII. *Aizgādība un strīdus izšķiršana.*

24. Darba devēja pienākums gādāt par saviem strādniekiem, it sevišķi pasargāt strādnieces no līdziedzīvotāju un pārējo darba devēja nodarbināto strādnieku nemoraliskās apiešanās ar

17. W przypadku nieuprawnionego zerwania umowy przez pracodawcę, jest on obowiązany wypłacić robotnikowi odszkodowanie w wysokości jednomiesięcznego zarobku oraz pokryć koszty podróży powrotnej, stosownie do punktu 12. umowy. Ponadto Łotewska Izba Rolnicza zwraca w tym przypadku robotnikowi kaucję, która zatrzymana została z jego płacy przez pracodawcę i zdeponowana w Łotewskiej Izbie Rolniczej zgodnie z punktem 10. umowy.

18. Na przypadek nieuprawnionego zerwania umowy o pracę przez robotnika, jest on obowiązany wypłacić pracodawcy odszkodowanie w wysokości jednomiesięcznego zarobku w gotówce. Na pokrycie odszkodowania dla pracodawcy przeznaczona jest kaucja, ściągnięta od robotnika, zgodnie z punktem 10 umowy i zdeponowana w Łotewskiej Izbie Rolniczej.

19. W przypadku zatrzymania przez pracodawcę na skutek wynikłego sporu, jednomiesięcznego zarobku (kaucji) robotnikowi, a przekazanego przez pracodawcę, zgodnie z postanowieniami punktu 10. umowy o pracę, Łotewskiej Izbie Rolniczej, będzie on zwrócony pracodawcy, o ile pracodawca uzyska korzystny dla siebie wyrok sądowy. W przeciwnym razie, jak również gdyby pracodawca w ciągu trzech miesięcy nie wniósł sprawy do sądu, będzie zarobek ten (kaucja) przez Łotewską Izbę Rolniczą zwrócony robotnikowi.

20. Jeżeli robotnik zerwał umowę z nieuprawnionego, zdaniem pracodawcy, powodu, zanim ściągnięta została od niego kaucja w sposób przewidziany w punkcie 10. umowy o pracę, wówczas pracodawca dochodzić może swej pretensji przed Sądem Pokoju. Z chwilą wniesienia skargi może pracodawca zwrócić się do Łotewskiej Izby Rolniczej o ściągnięcie od robotnika kaucji przez nowego pracodawcę, u którego robotnik znalazł pracę. Nowy pracodawca ściąga w ciągu trzeciego i czwartego miesiąca pobytu u niego robotnika połowę zarobku w gotówce na zabezpieczenie odszkodowania, należnego dawnemu pracodawcy i przewidzianego w punkcie 10. umowy o pracę, a następnie wpłaca ściągniętą kwotę do Łotewskiej Izby Rolniczej. W przypadku wyroku pomyślnego dla pracodawcy, Łotewska Izba Rolnicza wypłaca mu znajdującą się u niej kaucję, w przeciwnym razie zwraca ją robotnikowi.

VI. *Narzędzia pracy.*

21. Robotnik obowiązany jest zwrócić pracodawcy wydane mu narzędzia pracy w stanie czystym i nieuszkodzonym. Za uszkodzenie ich przez niedbalstwo robotnik odpowiada materialnie.

VII. *Choroby, leczenie oraz ubezpieczenia.*

22. Pierwszej pomocy w chorobie robotnika udziela pracodawca. W cięższych wypadkach i w razie choroby obłożnej pracodawca obowiązany jest odstawić chorego robotnika do lekarza lub wezwać lekarza do domu. Przez pierwsze dwa tygodnie swej choroby względnie w okresie połogowym robotnik, względnie robotnica, otrzymuje od pracodawcy bezpłatne mieszkanie, utrzymanie i pielęgnację, w myśl przepisów, zawartych w niniejszej umowie. Jeżeli lekarz zaopiniuje, że robotnik względnie robotnica mają być umieszczeni w szpitalu, obowiązkiem pracodawcy jest odwieść robotnika do szpitala środkiem komunikacyjnym, jaki ma do swej dyspozycji. Pomoc lekarska i związane z tym opłaty są uskuteczniane na zasadzie przepisów, z jakich korzystają robotnicy rolni łotewscy.

Wszystkie koszty poza częścią, przewidzianą do opłacenia przez robotnika, pokrywa Łotewska Izba Rolnicza.

Robotnica po odbyciu porodu i zakończeniu okresu połogowego otrzymuje dwutygodniowy bezpłatny urlop, celem umożliwienia jej odwiezienia dziecka do Polski i powrotu na poprzednie miejsce pracy.

W przypadku, gdy robotnik podejrzany jest o chorobę zakaźną, niebezpieczną dla otoczenia, może być on w czasie pobytu w Łotwie, na żądanie pracodawcy, poddany badaniu lekarskiemu. Koszty takiego badania pokrywa pracodawca.

23. Polscy robotnicy rolni są zrównani z robotnikami łotewskimi w zakresie praw, wynikających z ubezpieczenia od wypadków.

VIII. *Opieka i załatwianie zażaleń.*

24. Obowiązkiem pracodawcy jest otaczać robotników opieką, w szczególności chronić robotnice przed niemoralnym obchodzeniem się z niemi współmieszkańców lub innych robotników,

viņām. Strādnieku pienākums piemēroties pastāvošai darba devēja mājas kārtībai. Strīdus gadijumos kā strādniekam, tā arī darba devējam par to jāpaziņo Polijas Republikas konsulam resp. Latvijas lauksaimniecības kamerai. Polijas Republikas konsuls saziņā ar Latvijas lauksaimniecības kameru cenšas noskaidrot resp. nokārtot pašu kompetenču aplokā strīdīgo jautājumu. Eventuelā tālākā rīcība piekrīt Latvijas tiesām.

25. Darba devēja un strādnieka prasības pie darba attiecību izbeigšanas svarīgu iemeslu dēļ izšķir saskaņā ar civiltiesību un citu vispārēju likumu priekšrakstiem. Šādās strīdus lietās piekritīgā tiesa ir miertiesa ar sēdekli.....

26. Darba devējs nedrīkst taisīt strādnieka darba līgumā nekādas atzīmes, kas nesaskan ar līguma noteikumiem, it īpaši atzīmes par strādnieka izturēšanos.

27. Darba devēja vārds un uzvārds .....

28. Darba vieta : ..... apriņķis, ... pag.
..... mājas ..... dzelzsceļa stacija...
..... pasta iestāde ..... telefons .....

29. Darba ņēmēja vārds un uzvārds : .....
Viņa pastāvīgā dzīves vieta : ..... apriņķis Polijā,...
..... pagasts, ... sādža,
iebraukšanas datums ..... dzimšanas gads
..... iestāde, kas izdevusi pasi .....
pases N° ..... pases izdošanas datums .....
kad pēdējo reizi izbraucis no Latvijas .....

30. Darba ņēmēja pienākumi un izpildamie darbi.

31. Pieņemts darbā sākot ar 19..... gada ..... mēn. ..... dien.

32. Pieņemts darbā līdz 19..... gada ..... mēn. ..... dien.

Līguma termiņš izbeidzas bez iepriekšējas uzteikšanas.

Darba devēja paraksts :

Strādnieka paraksts :

LĪGUMA PAGARINĀŠANA.

Šis līgums pagarināts līdz .....

Darba devēja paraksts : .....
Strādnieka paraksts : .....

ALGAS RĒĶINS.

Gads, mēnesis un diena	Uz algas rēķina saņēmu	Ls	sant.	Saņēmēja paraksts
	Ceļa nauda			
	Atlīdzība par darbu svētdienās			
	Kopā : Ls			
	Atvilkumi			
	Atvilkts : Ls	.....	.....	
	Izmaksājams : Ls	.....	.....	

N° 4547

zatrudnionych u pracodawcy. Obowiązkiem robotnika jest dostosować się do przyjętego porządku domowego pracodawcy.

W przypadku zatargu, tak robotnik jak i pracodawca powinni zawiadomić o powyższym Konsula Rzeczypospolitej Polskiej, względnie Łotewską Izbę Rolniczą. Konsul Rzeczypospolitej Polskiej w porozumieniu z Łotewską Izbą Rolniczą starają się wyjaśnić względnie załatwić we własnym zakresie sporną kwestię. Ewentualne dalsze postępowanie należy do sądów łotewskich.

25. Roszczenia pracodawcy i robotnika przy rozwiązaniu stosunku pracy z powodu ważnej przyczyny są regulowane według przepisów prawa cywilnego i innych powszechnych przepisów prawnych.

Kompetentnym w tych spornych sprawach jest Sąd Pokoju z siedzibą w .....

26. Pracodawcy nie wolno zamieszczać w umowach o pracę żadnych uwag, niezgodnych z ich przepisami, a w szczególności uwag o sprawowaniu się robotnika.

27. Imię i nazwisko pracodawcy .....

28. Miejsce pracy : powiat ..... gmina ..... folwark ..... stacja kol..... urząd poczt..... telefon .....

29. Imię i nazwisko pracobiorcy ..... jego stałe miejsce zamieszkania : powiat w Polsce ..... gmina ..... wieś ..... Data przyjazdu ..... Rok urodzenia ..... Urząd, który wydał paszport ..... N° paszportu ..... Data wydania paszportu ..... Kiedy wyjechał po raz ostani z... Łotwy.....

30. Obowiązki, robota, jaką ma wykonać pracobiorca .....

31. Przyjęto na pracę : począwszy od 19..... roku ..... miesiąca ..... dnia.

32. Przyjęto na pracę do 19..... roku ..... miesiąca ..... dnia.

Termin umowy upływa bez uprzedniego wymówienia.

Podpis pracodawcy : .....

Podpis robotnika : .....

PREDŁUŻENIE UMOWY.

Umowa niniejsza predłużoną została do 19..... r. ..... 19..... roku .....

Podpis pracodawcy : .....
Podpis robotnika : .....

RACHUNEK PŁACY.

Rok, miesiąc i dzień	Jako płacę otrzymałem	Ls	S.	Podpis otrzymującego
	Pieniądze na podróż			
	Osobne wynagrodzenie za pracę w niedziele			
	Razem :			
	Potrącenia			
	Potrącono : Ls	.....	.....	
	Do wypłaty : Ls	.....	.....	

VIENOŠANĀS

STARP LATVIJAS REPUBLIKAS FINANSU MINISTRIJU UN POLIJAS REPUBLIKAS FINANSU MINISTRIJU SEZONAS UN CITU POĻU LAUKSTRĀDNIEKU LIETĀ. RĪGĀ, 1938. GADA 29. OKTOBRĪ.

Saskaņā ar 1938. g. 29. oktobrī starp Latvijas Republiku un Polijas Republiku sezonas un citu poļu laukstrādnieku lietā slēgtā Nolīguma 8. u. 13. pant., zemāk parakstijušies pienācīgi pilnvarotie Latvijas Republikas Finansu ministrijas un Polijas Republikas Finansu ministrijas Pārstāvji vienojušies par sekojošo :

1. *paragrafs.*

Poļu laukstrādnieki iemaksās savus izpeļņas ietaupijumus, nolūkā pārvest tos un Poliju, Latvijas lauksaimniecības kameras (valutas birojs) rēķinā Latvijas pasta krājkases tekošu rēķinu daļā (Wydział Rachunków Bieżących Łotewskiej Pocztowej Kasy Oszczędności). Iemaksas blankas otrā pusē strādnieks atzīmē savu rīkojumu par iemaksāto sumu, kā arī saņēmēja uzvārdu, vārdu un adresi Polijā vai savas krājgrāmatiņas numuru, uz kuru nauda noguldama.

Attiecīgās iemaksas blankas strādnieks saņem vietējā Latvijas lauksaimniecības kameras darba birojā, kas arī nodarbosies ar viņu pienācīgo aizpildīšanu. Pie tās pašas izdevības birojs varēs pārbaudīt, vai iemaksātā suma nepārsniedz strādnieka faktisko izpeļņu.

2. *paragrafs.*

Kā vienīgi pielaižamo maksu pie poļu laukstrādnieku izpeļņas ietaupijumu pārvešanas uz Poliju var ņemt tikai normalo pasta pārvedumu taksi.

3. *paragrafs.*

Latvijas lauksaimniecības kamera pēc konta « Latvijas lauksaimniecības kamera, valutas birojs » izvilkuma saņemšanas nekavējoties (ikdienas) nosūtīs attiecīgi parakstītus iemaksu sarakstus divos eksemplaros pēc klātpieliktā parauga (vienu — Polijas pasta krājkasei Varšavā — ārzemju birojam, otru — Polijas Republikas konsulatam Rīgā).

Par iemaksu sarakstā Latvijas valutā atzīmēto sumu Latvijas lauksaimniecības kamera ar Ārējās tirdzniecības departamenta atļauju (sk. Nolīguma 8. p.) nopirks devizes vai kādas Latvijas devizu bankas uz brīvu (devizēm segtu) rēķinu izrakstītu čeku uz Varšavu un nosūtīs čeku (devizes) reizē ar iemaksu sarakstu (1. rindkopa) Polijas pasta krājkases ārzemju birojam. Pie devizu vai čeka uz Varšavu pirkšanas piemēros ne augstāku kursu kā izpildīšanas dienas Rīgas biržas « pārdošanas » kursu attiecīgai valutai.

Latvijas lauksaimniecības kamera nosūtītā iemaksu sarakstā atzīmēs pārrēķināšanas kursu un čeka numuru.

4. *paragrafs.*

Visu formalitatu nokārtošana no latviešu iestāžu puses no strādnieku iemaksas brīža līdz pārsūtīšanas brīdim uz Poliju (Polijas pasta krājkasei) principā nepārsniegs 7 dienas.

5. *paragrafs.*

Polijas pasta krājkase pēc iemaksas saraksta un pretvērtibas (devizē vai čekā uz Varšavu no brīva rēķina) (3. paragrafs) saņemšanas izdara izmaksas jeb noguldijumus uz Polijas pasta krājkases krājgrāmatiņām saskaņā ar dotiem rīkojumiem.

POROZUMIENIE

MIĘDZY MINISTERSTWEM FINANSÓW REPUBLIKI ŁOTEWSKIEJ A MINISTERSTWEM SKARBU RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ W SPRAWIE POLSKICH ROBOTNIKÓW ROLNYCH, SEZONOWYCH I INNYCH. PODPISANE W RYDZE, DNIA 29 PAŹDZIERNIKA, 1938 R.

Stosownie do art. 8 i art. 13 Układu między Republiką Łotewską a Rzecząpospolitą Polską z dnia 29 października 1938 roku w sprawie polskich robotników rolnych, sezonowych i innych, podpisani niżej, należycie upoważnieni Pełnomocnicy Ministerstwa Finansów Republiki Łotewskiej i Ministerstwa Skarbu Rzeczypospolitej Polskiej zgodzili się na następujące postanowienia :

Paragraf 1.

Polscy robotnicy rolni będą wpłacali swe oszczędności zarobkowe, w celu przekazania ich do Polski, na konto czekowe Łotewskiej Izby Rolniczej (Biuro Walutowe) w Wydziale Rachunków Bieżących Łotewskiej Pocztowej Kasy Oszczędności (w Latvijas pasta krajkases tekošu rēķinu daļā). Na odwrotnej stronie blankietu nadawczego robotnik poda dyspozycję odnośnie wniesionej gotówki, jak nazwisko, imię i adres odbiorcy w Polsce względnie numer swojej książeczki oszczędnościowej, na którą gotówka ma być wpisana.

Odnośne blankiety nadawcze otrzyma robotnik w miejscowym biurze pracy Łotewskiej Izby Rolniczej, które również zajmie się ich należytym wypełnieniem. Równocześnie biura te będą mogły sprawdzić, czy wpłacona kwota nie przekracza swą wysokością faktycznego zarobku robotnika.

Paragraf 2.

Jako jedynie dopuszczalne opłaty przy przekazywaniu do Polski oszczędności zarobkowych polskich robotników rolnych przyjmuje się wyłącznie normalne opłaty pocztowe.

Paragraf 3.

Łotewska Izba Rolnicza niezwłocznie (każdego dnia) po otrzymaniu wyciągu z konta « Łotewska Izba Rolnicza Biuro Walutowe » sporządzi należycie podpisany wykaz w dwuch egzemplarzach (według załączonego wzoru), jeden wykaz prześle do Pocztowej Kasy Oszczędności w Warszawie — Biuro Zagraniczne, a drugi do Konsulatu Rzeczypospolitej Polskiej w Rydze.

Na równowartość kwoty wymienionej w wykazie w walucie łotewskiej, Łotewska Izba Rolnicza po otrzymaniu zezwolenia Departamentu Handlu Zagranicznego (vide art. 8 Układu) nabędzie dewizę względnie czek na Warszawę z rachunku wolnego (alimentowanego dewizami) z wystawienia jednego z banków dewizowych łotewskich i prześle czek (dewizę) równocześnie z wykazem (ustęp pierwszy) do Pocztowej Kasy Oszczędności Biuro Zagraniczne. Przy nabywaniu dewizy względnie czeku na Warszawę stosowany będzie kurs nie wyższy jak kurs « sprzedaż », notowany dla danej waluty na giełdzie ryskiej z dnia wykonania polecenia.

Na sporządzanym przez Łotewska Izbę Rolniczą wykazie podany będzie kurs przeliczeniowy oraz numer czeku.

Paragraf 4.

Załatwianie wszelkich formalności przez władze i instytucje łotewskie od chwili wpłaty uskutecznionej przez robotnika do chwili przekazania jej do Polski (do Pocztowej Kasy Oszczędności) w zasadzie nie powinno przekroczyć 7 dni.

Paragraf 5.

Pocztowa Kasa Oszczędności po otrzymaniu wykazu i równowartości (w dewizie względnie czeku na Warszawę z rachunku wolnego) (paragraf 3) wykona przekazy lub dokona wpłat na książeczki oszczędnościowe Pocztowej Kasy Oszczędności, zgodnie z dyspozycjami podanymi w wykazie.

6. *paragrafs.*

Latvijas Republikas finansu ministris un Polijas Republikas finansu ministris apstiprinās šo Vienošanos, pēc kam Latvijas Republikas Valdība un Polijas Republikas Valdība apmainīsies notām, kas apliecina, ka minētā apstiprināšana notikusi. Vienošanās stāsies spēkā reizē ar ievadā minēto Nolīgumu starp Latvijas Republiku un Polijas Republiku un paliks spēkā līdz 1939. g. 31. decembrim.

Ciktāl kāda no Līdzējām Ministrijām diplomatiskā ceļā neuzteic šo Vienošanos vēlākais 6 mēnešus pirms 1939. g. 31. decembra, tā uzskatama par pagarinātu, klusējot, uz tālākiem viengadīgiem periodiem, ar noteikumu, ka to varēs uzteikt vēlākais 6 mēnešus pirms katra kalendara gada beigām.

Ievadā minētā Nolīguma uzteikšanas gadijumā šī Vienošanās arī uzskatama par uzteiktu, un tās saistības izbeidzas reizē ar Nolīgumu.

To apliecinot, augšā minētie Pilnvarotie parakstijuši šo Vienošanos.

Sastādīts divos eksemplaros, katrs latviešu un poļu valodās, pie kam abi teksti līdzīgi autentiski.

RĪGĀ, 1938. *g.* 29. *oktobrī.*

(A. KAMPE). (J. KŁOPOTOWSKI).

PĀRSKATS N° .....

PAR LATVIJĀ NODARBINĀTO SEZONAS UN CITU POĻU LAUKSTRĀDNIEKU IEMAKSĀM VAI ..... KONTA IZVILKUMS.

Tekošais numurs	Nosūtītāja uzvārds un vārds	Saņēmēja uzvārds un vārds,	Polijā pasts, iela, sādža	Suma		Piezīmes
				Lati	s.	
			Kopā Ls			Zl. ..... pēc kursa .....

Jelgavā, ... 193.... g. Čeka N°

Latvijas lauksaimniecības kameras zīmogs un paraksts.

Paragraf 6.

Porozumienie niniejsze będzie zatwierdzone przez Ministra Finansów Republiki Łotewskiej i przez Ministra Skarbu Rzeczypospolitej Polskiej, po czym nastąpi między Rządem Republiki Łotewskiej a Rządem Rzeczypospolitej Polskiej wymiana not, stwierdzających dokonanie wspomnianego zatwierdzenia. Porozumienie wejdzie w życie równocześnie z wymienionym na wstępie Układem między Republiką Łotewską a Rzecząpospolitą Polską i obowiązywać będzie do dnia 31. grudnia 1939 roku.

O ile Porozumienie niniejsze nie zostanie wypowiedziane w drodze dyplomatycznej przez którekolwiek z układających się Ministerstw najpóźniej na 6 miesięcy przed dniem 31. grudnia 1939 roku, będzie ono uważane za przedłużone w drodze milczącej zgody na dalsze okresy jednoroczne, z tym że będzie moglo być wypowiedziane najpóźniej na 6 miesięcy przed upływem każdego roku kalendarzowego.

W razie wypowiedzenia wspomnianego na wstępie Układu, niniejsze Porozumienie uważa się również za wypowiedziane i przestanie ono obowiązywać równocześnie z Układem.

Na dowód czego wyżej wymienieni Pełnomocnicy podpisali niniejsze Porozumienie.

Sporządzono w dwóch egzemplarzach, każdy w języku łotewskim i polskim, przy czym obydwa teksty są jednakowo miarodajne.

RYGA, *dnia* 29 *października* 1938 *roku.*

(A. KAMPE). (J. KŁOPOTOWSKI.)

WYKAZ Nº .....

WPŁAT POLSKICH ROBOTNIKÓW ROLNYCH, SEZONOWYCH I INNYCH, ZATRUDNIONYCH W ŁOTWIE WZGLĘDNIE WYCIĄGU KONTOWEGO Z DNIA .....

Nr. porząd.	Nadawca Nazwisko i imię	Odbiorca Nazwisko i imię	w Polsce Poczta, ulica, wieś	Kwota Latów	Kwota s.	Uwagi
			Razem Ls			Złotych ..... po kursie .....

Jelgava, dnia ..... 193.... r. czek Nr.

Pieczęć i podpis
Łotewskiej Izby Rolniczej

[1] TRADUCTION.

N° 4547. — ACCORD ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE CONCERNANT LES OUVRIERS AGRICOLES POLONAIS, SAISONNIERS ET AUTRES. SIGNÉ A RIGA, LE 29 OCTOBRE 1938.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, animés du désir de réglementer dans l'esprit le plus amical les questions relatives au ouvriers agricoles polonais, saisonniers et autres, en Lettonie, ont résolu de conclure un accord dans ce sens et ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. Andrejs KAMPE, directeur du Service administratif et juridique au Ministère des Affaires étrangères, Riga ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Jerzy Tadeusz KŁOPOTOWSKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Pologne, à Riga ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

Article premier.

Les deux Parties contractantes conviennent que le nombre et la catégorie des ouvriers à placer et à engager seront fixés d'après la situation économique et la situation du marché du travail dans les deux pays.

Article 2.

Le recrutement, le placement et l'engagement des ouvriers agricoles polonais seront opérés au nom des deux Parties contractantes par des agents spécialement désignés à cet effet.

Le contrat de travail fixera exactement les conditions d'engagement.

Article 3.

Les deux Parties contractantes conviennent que les ouvriers agricoles polonais ne pourront être congédiés qu'en conformité des lois et ordonnances en vigueur en Lettonie et également applicables à tous les étrangers. Toutefois, dans chaque cas particulier, la question de congédiement ne pourra être résolue en première instance que par le chef de district. En aucun cas, le congédiement ne pourra être fondé sur un différend auquel aura donné lieu le contrat de travail.

Article 4.

Les Parties contractantes s'engagent à accorder aux ouvriers agricoles polonais et à leurs familles des facilités pour leur sortie, leur entrée et leur retour.

[1] Traduction du Bureau international du Travail.

[1] TRANSLATION.

No. 4547. — AGREEMENT BETWEEN THE REPUBLIC OF LATVIA AND THE REPUBLIC OF POLAND REGARDING POLISH AGRICULTURAL LABOURERS, SEASONAL AND OTHER. SIGNED AT RIGA, OCTOBER 29TH, 1938.

THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, being desirous of regulating in a spirit of the most amicable understanding questions concerning Polish agricultural labourers, seasonal and other, in Latvia, have resolved to conclude an Agreement accordingly, and have to this end appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC :

M. Andrejs KAMPE, Director of the Administrative and Legal Department of the Ministry of Foreign Affairs, Riga ;

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Jerzy Tadeusz KŁOPOTOWSKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Polish Republic in Riga ;

Who, after exchanging their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

CHAPTER I.

Article 1.

The two Contracting Parties hereby agree that the number and categories of the workers to be placed in employment and to be engaged shall be fixed according to the economic situation and the state of the labour market in the two countries.

Article 2.

The recruiting, placing and engagement of Polish agricultural workers shall be effected on behalf of the Contracting Parties by agents specially designated for the purpose.

The workers shall be engaged under a contract of employment stating the conditions in detail.

Article 3.

The two Contracting Parties hereby agree that Polish agricultural workers shall not be dismissed otherwise than in conformity with the Acts and Orders in force in Latvia which apply likewise to aliens in general. Nevertheless, in each individual case the district officer shall be the sole authority of first instance competent to decide respecting questions of dismissal. A difference arising out of the contract of employment shall not in any case be alleged as a pretext for dismissal.

Article 4.

The Contracting Parties hereby undertake to grant Polish agricultural workers and their families facilities for entering and leaving and returning to their respective countries.

---

[1] Translation of the International Labour Office.

Article 5.

Les ouvriers agricoles polonais et leurs familles jouiront sur le territoire de la République de Lettonie des mêmes droits et du même traitement que les ouvriers agricoles lettons en matière de protection du travail, d'organisation professionnelle, d'assistance médicale, de réglementation des conditions de travail, y compris la procédure d'arbitrage et la juridiction du travail.

Article 6.

Le Gouvernement letton usera de son influence pour que les logements des ouvriers agricoles répondent aux exigences de la morale et de l'hygiène et, en particulier, pour que les ouvriers sans famille soient séparés par sexe et pour que les familles soient logées séparément.

Article 7.

Les ouvriers agricoles polonais sont exonérés de tous impôts de l'Etat et des unités administratives autonomes, ainsi que de toutes autres taxes exigées des étrangers, en particulier pour la délivrance du permis de séjour et du permis de travail.

Article 8.

Tout ouvrier agricole polonais aura le droit de transférer librement dans son pays toutes économies réalisées sur son salaire.

CHAPITRE II

Article 9.

Les dispositions de l'Arrangement entre la République de Pologne et la République de Lettonie relatif aux assurances sociales, signé à Riga le 20 décembre 1934, sont applicables à l'assurance sociale des ouvriers agricoles et des membres de leurs familles.

En cas d'extinction de l'arrangement visé ci-dessus, ses dispositions resteront applicables aux ouvriers agricoles polonais et aux membres de leurs familles tant que le présent accord sera en vigueur.

Si la Lettonie institue un régime d'assurance obligatoire en cas de vieillesse, d'invalidité et de décès, applicable aux ouvriers agricoles, il sera conclu entre les Gouvernements polonais et letton un arrangement complémentaire qui déterminera si et dans quelle mesure les ouvriers agricoles polonais seront assujettis à ce genre d'assurance sociale dans ces branches. Au cas où ils seraient assujettis à l'assurance sociale sous cette forme, l'arrangement complémentaire définira les droits qui découlent de l'affiliation consécutive à ces assurances en Pologne et en Lettonie.

Article 10.

En cas d'extinction de l'Arrangement du 20 décembre 1934, ainsi que dans le cas d'extinction du présent accord qui, aux termes du deuxième alinéa de l'article 9, prévoit la prorogation des dispositions dudit arrangement en faveur des ouvriers agricoles polonais et des membres de leurs familles, les dispositions dudit arrangement et celles du deuxième alinéa de l'article 9 du présent accord resteront applicables, nonobstant l'extinction dudit arrangement et dudit accord, aux droits acquis par les ouvriers agricoles polonais et par les membres de leurs familles dans le domaine des assurances sociales si la réalisation du risque assuré s'est produite durant la validité dudit arrangement ou dudit accord.

CHAPITRE III

Article 11.

Les dispositions du présent accord et des arrangements conclus en vertu de l'article 13 du présent accord seront intégralement applicables aux ouvriers agricoles polonais et aux membres de leurs familles, qui sont entrés en Lettonie avant la conclusion du présent accord, ou desdits arrangements, et ont continué à résider en Lettonie.

Article 5.

Polish agricultural workers and their families shall be entitled in the territory of the Latvian Republic to the same rights and the same treatment as Latvian agricultural workers as regards workers' protection, industrial organisation, medical attendance and regulation of the conditions of employment (including arbitration procedure and jurisdiction in labour cases).

Article 6.

The Latvian Government shall use its influence to ensure that the housing of agricultural workers satisfies the requirements of decency and hygiene, and in particular to ensure that workers without a family are separated according to their sex and that each family is housed separately.

Article 7.

Polish agricultural workers shall be exempt from all taxes imposed by the State and by local authorities, and likewise from all other dues payable by aliens, especially for the issue of residence permits and employment permits.

Article 8.

Every Polish agricultural worker shall be entitled to transfer freely to his own country all sums which he saves out of his wages.

CHAPTER II.

Article 9.

The provisions of the Agreement between the Polish Republic and the Latvian Republic respecting social insurance signed at Riga on 20th December, 1934, shall apply to the social insurance of agricultural workers and the members of their families.

If the above-mentioned Agreement is terminated, its provisions shall continue to apply to Polish agricultural workers and members of their families as long as this Agreement remains in force.

If a system of compulsory insurance in respect of old age, invalidity and death which applies to agricultural workers is instituted in Latvia, a supplementary Agreement shall be concluded between the Polish and Latvian Governments to deal with the question whether and to what extent Polish agricultural workers shall be liable to this kind of social insurance in these branches. If they are made liable to social insurance in such form, the supplementary Agreement shall define the rights arising out of consecutive affiliation to such systems of insurance in Poland and Latvia.

Article 10.

If the Agreement of 20th December, 1934, is terminated, or in the event of the termination of this Agreement (which in the second paragraph of Article 9 prolongs the application of the provisions of the first-mentioned Agreement for the benefit of Polish agricultural workers and their families), the provisions of the Agreement and those of the second paragraph of Article 9 of this Agreement shall continue (notwithstanding the termination of both the said Agreements) to apply to the rights acquired by Polish agricultural workers and members of their families under the social insurance system in cases where the occasion giving rise to benefit has occurred during the period of validity of either Agreement.

CHAPTER III.

Article 11.

The provisions of this Agreement and of the Arrangements concluded under Article 13 thereof shall apply in full to Polish agricultural workers and members of their families who have entered Latvia before the conclusion of this Agreement or of the said Arrangements and have continued to reside in Latvia.

Article 12.

Les consulats et agences consulaires de la République de Pologne auront le droit d'exercer leur protection sur les ouvriers agricoles polonais et de représenter, selon la coutume et le droit international et dans le cadre de leur compétence, tous les droits et intérêts de ces ouvriers.

A cet effet, ils pourront adresser à toutes les autorités de leur ressort consulaire des réclamations en cas d'infraction aux conventions, traités et arrangements conclus entre les deux Etats ou entre les autorités administratives compétentes des deux Etats ou en cas d'abus donnant lieu à des plaintes des ouvriers agricoles polonais.

Article 13.

Les deux Parties contractantes conviennent de signer, en même temps que le présent accord, deux arrangements conclus entre les autorités administratives compétentes des Parties contractantes en vue de l'exécution technique des dispositions du présent accord.

Lesdits arrangements pourront être modifiés de concert entre ces autorités.

Article 14.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Varsovie aussitôt que possible. Il entrera en vigueur trente jours après l'échange des ratifications et restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1939.

Si aucune des deux Parties contractantes n'a dénoncé le présent accord par la voie diplomatique trois mois au plus tard avant le 31 décembre 1939, il sera considéré comme tacitement prorogé pour de nouvelles périodes d'une année, sous cette réserve qu'il pourra être dénoncé trois mois au plus tard avant la fin de chaque année civile.

En cas de dénonciation du présent accord, les arrangements prévus à l'article 13 seront considérés comme également dénoncés.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susdésignés ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Riga en deux exemplaires, rédigés en langue lettone et en langue polonaise respectivement, les deux textes faisant également foi.

RIGA, *le* 29 *octobre* 1938.

A. KAMPE. J. KŁOPOTOWSKI.

ARRANGEMENT

ENTRE LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE ET LE MINISTÈRE DE L'ASSISTANCE SOCIALE DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, CONCERNANT LES OUVRIERS AGRICOLES POLONAIS, SAISONNIERS ET AUTRES. SIGNÉ A RIGA, LE 29 OCTOBRE 1938.

En vertu de l'article 13 de l'Accord conclu entre la République de Lettonie et la République de Pologne le 29 octobre 1938, relatif aux ouvriers agricoles polonais, saisonniers ou autres, les représentants soussignés et dûment autorisés du Ministère de l'Agriculture de la République de Lettonie et du Ministère de l'Assistance sociale de la République de Pologne, sont convenus de ce qui suit :

Paragraphe premier.

Au mois de décembre de chaque année, la Chambre d'agriculture de Lettonie, agissant en qualité de mandataire du Ministère de l'Agriculture à Riga, fera connaître au Ministère de l'Assistance sociale à Varsovie, par l'intermédiaire du consulat de la République de Pologne à Riga, quel sera approximativement le nombre des ouvriers agricoles polonais (hommes et femmes) dont les services seront demandés pour l'année suivante.

Article 12.

The consulates and consular agencies of the Polish Republic shall be entitled to afford protection to Polish agricultural workers and to uphold all the rights and interests of the said workers in accordance with custom and with international law, within the limits of their competence.

For this purpose they shall be entitled to lodge complaints with all authorities within their respective consular areas concerning contraventions of the Conventions, Treaties and Agreements concluded between the two States or between their administrative authorities, or concerning abuses giving rise to the lodging of complaints by Polish agricultural workers.

Article 13.

The two Contracting Parties hereby agree to sign simultaneously with this Agreement two Arrangements concluded by the competent administrative authorities of the said Parties for the purposes of the actual carrying out of the provisions of the said Agreement.

The said Arrangements may be amended by agreement between these authorities.

Article 14.

This Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw as soon as possible. It shall come into operation thirty days after the exchange of the instruments of ratification, and shall remain in force until 31st December, 1939.

If this Agreement is not denounced by either of the two Contracting Parties at least three months before 31st December, 1939, it shall be deemed to be prolonged by tacit agreement for a further period of one year at a time, provided that it may be denounced not less than three months before the end of any calendar year.

If this Agreement is denounced, the Arrangements mentioned in section 13 shall likewise be deemed to be denounced.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have attached thereto their seals.

Done at Riga, in duplicate, in the Latvian and Polish languages respectively, both texts being equally authentic.

RIGA, *October 29th*, 1938.

A. KAMPE. J. KŁOPOTOWSKI.

ARRANGEMENT

BETWEEN THE MINISTRY OF AGRICULTURE OF THE LATVIAN REPUBLIC AND THE MINISTRY OF SOCIAL WELFARE OF THE POLISH REPUBLIC RESPECTING POLISH AGRICULTURAL WORKERS, SEASONAL AND OTHER. SIGNED AT RIGA, OCTOBER 29TH, 1938.

In pursuance of Article 13 of the Agreement between the Latvian Republic and the Polish Republic respecting Polish agricultural workers, seasonal and other, which was concluded on 29th October, 1938, the undersigned duly authorised representatives of the Ministry of Agriculture of the Latvian Republic and the Ministry of Social Welfare of the Polish Republic have concluded the Arrangement hereinafter set forth.

Paragraph 1.

In the month of December in each year the Latvian Chamber of Agriculture acting as the authorised representative of the Ministry of Agriculture at Riga shall inform the Ministry of Social Welfare at Warsaw through the consulate of the Polish Republic at Riga of the approximate number of Polish agricultural workers (men and women) required for the next year.

Paragraphe 2.

Dans le délai de quatre semaines après communication de cette information par la Chambre d'agriculture de Lettonie au consulat de la République de Pologne à Riga (paragraphe 1), le Ministère de l'Assistance sociale à Varsovie indiquera à ladite chambre, par l'intermédiaire du consulat de la République de Pologne à Riga, le nombre total d'ouvriers qui pourra être engagé en Pologne, les voïvodies où il prévoit le recrutement, ainsi que le nombre d'ouvriers qui pourra être trouvé dans chaque voïvodie.

Paragraphe 3.

Au cours des deux semaines suivant l'expiration du délai fixé au paragraphe 2, le Ministère de l'Assistance sociale à Varsovie et la Chambre d'agriculture de Lettonie s'entendront au sujet du nombre définitif des ouvriers à recruter, de leur répartition entre les voïvodies, ainsi que des détails techniques. La même procédure sera observée au cas où d'autres ouvriers seraient demandés postérieurement.

Au cas où les zones de recrutement fixées seraient insuffisantes à fournir le nombre d'ouvriers agricoles nécessaires, le Gouvernement polonais examinera avec bienveillance les propositions du Gouvernement letton tendant à élargir la zone de recrutement.

Paragraphe 4.

Les autorités administratives polonaises de district porteront à la connaissance de la population rurale les jours et lieux où auront lieu les engagements conformément au paragraphe 3. La Chambre d'agriculture de Lettonie aura le droit d'envoyer aux lieux de recrutement des délégués en nombre suffisant qui, en se conformant aux prescriptions des paragraphes 5 et 7, entreprendront les opérations de recrutement de concert avec les représentants des autorités administratives polonaises de district.

Paragraphe 5.

Les délégués de la Chambre d'agriculture de Lettonie, envoyés en Pologne pour procéder au recrutement des ouvriers, recevront des consulats compétents de la République de Pologne des certificats du modèle annexé.

La Chambre d'agriculture de Lettonie enverra en temps utile au Ministère de l'Assistance sociale à Varsovie, par l'intermédiaire du consulat de la République de Pologne à Riga, une liste nominative des délégués.

Paragraphe 6.

Les autorités administratives polonaises de district aviseront des demandes reçues, aussitôt après réception du contrat de travail, les ouvriers que la Chambre d'agriculture de Lettonie demandera nominativement, en se référant au contrat de travail de l'année précédente, et feront procéder à l'engagement de ces ouvriers sur la base du contrat de travail qui leur est destiné. Les ouvriers désignés nominativement ne pourront être exclus du placement que dans le cas où des raisons graves s'opposent à leur sortie.

En ce qui concerne les ouvriers désignés nominativement, mais ne désirant pas contracter un nouvel engagement pour l'emploi qui leur est offert, seront applicables les dispositions générales régissant le recrutement.

Paragraphe 7.

Les ouvriers agricoles (paragraphes 4 et 5) seront choisis d'après leurs capacités physiques et professionnelles.

Le choix des ouvriers agricoles sera opéré par les délégués de la Chambre d'agriculture de Lettonie parmi les ouvriers qui leur seront présentés par les autorités administratives polonaises de district, aux jours et lieux fixés.

Paragraphe 8.

Les ouvriers agricoles polonais occupés en Lettonie qui, à l'expiration de leur contrat de travail, concluront avec leur employeur letton un contrat de travail temporaire pour l'année suivante

Paragraph 2.

Within four weeks of the communication of this information by the Latvian Chamber of Agriculture to the consulate of the Polish Republic at Riga (section 1) the Ministry of Social Welfare at Warsaw shall inform the said Chamber through the consulate of the Polish Republic at Riga of the total number of workers who can be engaged in Poland and the provinces in which the said Ministry directs that they be recruited, and likewise the number of workers likely to be obtainable in each province.

Paragraph 3.

Within a fortnight of the expiry of the time-limit fixed in section 2 the Ministry of Social Welfare at Warsaw and the Latvian Chamber of Agriculture shall come to an agreement respecting the exact number of workers to be recruited, their distribution among the provinces and the technical details. The same procedure shall be followed when further workers are subsequently applied for.

If the prescribed recruiting areas fail to furnish the requisite number of agricultural workers, the Polish Government shall accord friendly consideration to the proposals of the Latvian Government for the extension of the recruiting area.

Paragraph 4.

The Polish district administrative authorities shall make known to the rural population the days on which and places at which workers will be engaged as provided in section 3. The Latvian Chamber of Agriculture shall be entitled to send to the recruiting localities a sufficient number of delegates to undertake recruiting operations (subject to observance of the provisions of sections 5 and 7 of this Arrangement) in conjunction with the representatives of the Polish district administrative authorities.

Paragraph 5.

The delegates of the Latvian Chamber of Agriculture who are sent to Poland to undertake the recruiting of workers shall be furnished with certificates in conformity with the appended model by the competent consulates of the Polish Republic.

The Latvian Chamber of Agriculture shall send a list of the said delegates to the Ministry of Social Welfare at Warsaw in good time through the consulate of the Polish Republic at Riga.

Paragraph 6.

The Polish district administrative authorities as soon as they receive the relevant contract of employment shall give notice of the applications received to the workers for whom the Latvian Chamber of Agriculture applies by name with a reference to the contract of employment for the last preceding year, and shall cause measures to be taken for the engagement of these workers in accordance with the contract of employment intended for them. A refusal to place workers specified by name in employment shall not be admissible unless there are serious reasons against allowing the said workers to leave the country.

The general provisions concerning recruiting shall apply to workers specified by name who do not wish to enter into a fresh engagement for the work offered to them.

Paragraph 7.

Agricultural workers (sections 4 and 5) shall be chosen according to their physical and vocational qualifications.

Agricultural workers shall be chosen by the delegates of the Latvian Chamber of Agriculture from among the workers submitted to them by the Polish district administrative authorities on the appointed days and at the appointed places.

Paragraph 8.

If a Polish agricultural worker employed in Latvia concludes a temporary contract of employment with his Latvian employer for the next year on the expiry of his contract of employment,

et obtiendront de leur employeur un congé pourront retourner en Lettonie, à moins que des raisons graves ne s'opposent à leur sortie.

Paragraphe 9.

L'engagement des ouvriers aura lieu sur la base d'un contrat de travail dont le modèle est établi par les Parties contractantes. Le modèle actuel du contrat est annexé au présent arrangement. Les Parties contractantes se communiqueront le 30 novembre de chaque année au plus tard leurs propositions de modification éventuelle du contrat de travail et s'entendront avant le 31 décembre de chaque année au plus tard sur ces propositions.

Tous autres contrats de travail passés avec des ouvriers agricoles polonais seront nuls dans la mesure où ils diffèrent, au désavantage des ouvriers, du contrat de travail prévu au premier alinéa. Aux clauses nulles se substitueront les clauses correspondantes du contrat de travail prévu au premier alinéa.

L'ouvrier ne pourra signer le contrat de travail qu'en présence d'un fonctionnaire mandaté par les autorités administratives polonaises de district et qu'après avoir pris connaissance des clauses du contrat.

Les contrats de travail conclus en Pologne seront établis en quatre exemplaires, le premier pour l'employeur, le deuxième pour la Chambre d'agriculture de Lettonie, le troisième pour l'autorité administrative polonaise de district et le quatrième pour l'ouvrier engagé.

Paragraphe 10.

La Chambre d'agriculture de Lettonie ne fournira pas d'ouvriers agricoles polonais aux employeurs qui auront grossièrement enfreint les clauses du contrat de travail.

Paragraphe 11.

Les ouvriers recevront gratuitement, conformément aux prescriptions en vigueur, des passeports leur donnant droit à se rendre en Lettonie.

Ils seront exemptés du visa d'entrée en Lettonie, ainsi que du visa de sortie de Lettonie.

Paragraphe 12.

Au moment du recrutement, les délégués de la Chambre d'agriculture de Lettonie indiqueront aux ouvriers les dates de départ pour la Lettonie et les stations de sortie.

Paragraphe 13.

Les frais qu'entraîneront le transport des ouvriers de leur domicile en Pologne au lieu de leur emploi en Lettonie et leur entretien en cours de route de la frontière lettone au lieu de leur emploi seront à la charge de l'employeur. Pour le retour, l'employeur paiera sept lats. Cette obligation incombera à l'employeur, même à l'égard des ouvriers qui partent en congé dans les conditions prévues au paragraphe 8.

Paragraphe 14.

A titre de frais de placement, la Chambre d'agriculture de Lettonie paiera au Ministère de l'Assistance sociale à Varsovie 1 zloty 50 pour chaque ouvrier engagé.

Paragraphe 15.

Le transport des ouvriers de Pologne en Lettonie aura lieu collectivement, conformément aux dispositions des autorités polonaises. Les délégués de la Chambre d'agriculture de Lettonie feront connaître aux autorités administratives polonaises de district le plus tôt possible les dates de départ des convois.

Les convois d'ouvriers seront accompagnés, du lieu de départ en Pologne jusqu'au lieu de la dernière répartition en Lettonie, par des délégués de la Chambre d'agriculture de Lettonie, qui prêteront leurs bons offices durant le trajet. De leur côté, les autorités polonaises auront le droit

and is granted leave of absence by his employer, he shall be entitled to return to Latvia, unless there are serious reasons against allowing him to leave the country.

Paragraph 9.

Workers shall be engaged under a contract of employment approved by the Contracting Parties. The detailed model for the contract is appended to this Arrangement. The Contracting Parties shall communicate to each other not later than 30th November in each year any proposals which they may wish to make for the amendment of the contract of employment, and shall come to an agreement respecting the said proposals not later than 31st December in each year.

All other contracts of employment with Polish agricultural workers shall be null and void in so far as they differ to the disadvantage of the workers from the contract of employment mentioned in the first paragraph. The clauses which are null and void shall be replaced by the corresponding clauses of the contract of employment mentioned in the first paragraph.

In Poland the worker shall in every case sign the contract of employment in the presence of an official empowered by the Polish district administrative authorities after having acquainted himself with the terms of the contract.

When a contract of employment is concluded in Poland, four identical copies thereof shall be made out ; one copy shall be delivered to the employer, the second to the Latvian Chamber of Agriculture, the third to the Polish district administrative authority and the fourth to the worker engaged.

Paragraph 10.

The Latvian Chamber of Agriculture shall not supply Polish agricultural workers to employers who have committed gross breaches of the terms of the contract of employment.

Paragraph 11.

The workers shall be supplied in conformity with the provisions in force with gratuitous passports entitling them to enter Latvia.

The workers shall be exempt from the visa for entrance into Latvia and for leaving Latvia.

Paragraph 12.

At the time of recruiting the delegates of the Latvian Chamber of Agriculture shall inform the workers of the dates on which they are to leave for Latvia and the stations by which they are to leave the country.

Paragraph 13.

The expenses of the conveyance of the workers from their home in Poland to their place of employment in Latvia and their maintenance during the journey from the Latvian frontier to their place of employment shall be defrayed by the employer. For the expenses of the return journey the employer shall pay 7 lats. This obligation shall be incumbent upon the employer even in respect of workers who go on leave as provided in section 8.

Paragraph 14.

The Latvian Chamber of Agriculture shall pay to the Ministry of Social Affairs at Warsaw 1.50 zloty for placing expenses in respect of each worker engaged.

Paragraph 15.

Workers shall be conveyed from Poland to Latvia in parties in accordance with the instructions of the Polish authorities. The delegates of the Latvian Chamber of Agriculture shall inform the Polish district administrative authorities as early as possible of the dates on which parties are to start.

Every party of workers shall be accompanied, from its starting-point in Poland to the place in Latvia where the last distribution of workers is effected, by delegates of the Latvian Chamber of Agriculture, who shall take care of the party during the journey. The Polish authorities shall

de désigner des représentants pour accompagner les convois jusqu'au lieu de la dernière répartition. La Chambre d'agriculture de Lettonie fournira à ces représentants toutes facilités pour l'accomplissement de leur mission.

Paragraphe 16.

Les ouvriers entrés en Lettonie avec un convoi seront immédiatement dirigés sur le lieu de leur emploi ; sinon, ils seront placés par groupes dans des locaux entretenus par la Chambre d'agriculture de Lettonie à cet effet. Les locaux destinés à la réception des convois seront convenablement aménagés et chauffés, et munis de couchettes ; pendant leur séjour dans ces locaux, les ouvriers seront nourris et bénéficieront, en cas de besoin, de l'assistance médicale. A cet effet, il sera aménagé, en particulier à la station frontière de Zemgale et au bureau du travail à Riga, ainsi qu'auprès d'autres bureaux de travail importants, des locaux spéciaux, suffisamment spacieux et munis d'installations sanitaires adéquates et de dortoirs séparés pour les hommes et pour les femmes.

Paragraphe 17.

La Chambre d'agriculture de Lettonie veillera à procurer un autre emploi aux ouvriers agricoles polonais qui, avant l'expiration de leur contrat de travail, perdront leur emploi sans que la faute leur en soit imputable.

Paragraphe 18.

Dans les limites de la législation en vigueur, le droit des ouvriers agricoles polonais à s'affilier à des organisations polonaises en territoire letton ne pourra être restreint.

Paragraphe 19.

Les ouvriers agricoles polonais pourront bénéficier de l'assistance spirituelle de prêtres en leur langue maternelle, même en dehors des services religieux ordinaires, à condition qu'il n'en résulte aucune perturbation dans leur travail.

Paragraphe 20.

L'employeur ne peut, contre la volonté de l'ouvrier, retenir son passeport ou d'autres documents personnels ; les autorités et la Chambre d'agriculture de Lettonie ne peuvent le faire que pour des raisons fondées.

Paragraphe 21.

La Chambre d'agriculture de Lettonie avisera le plus tôt possible de toutes plaintes graves des ouvriers agricoles polonais le consulat de la République de Pologne compétent territorialement.

Le consulat de la République de Pologne au ressort duquel appartient l'exploitation pourra transmettre les plaintes des ouvriers agricoles polonais directement à la Chambre d'agriculture de Lettonie. Celle-ci examinera sans délai ces plaintes et portera directement à la connaissance du consulat de la République de Pologne les résultats de son enquête ainsi que sa décision.

Chaque consul de la République de Pologne en Lettonie procédera chaque année avec des représentants de la Chambre d'agriculture de Lettonie, à deux tournées d'inspection au moins, en vue d'examiner les conditions de travail et de vie des ouvriers agricoles polonais, ainsi que leurs conditions de logement. Au cas où, dans des cas extraordinaires, les consuls de la République de Pologne jugeraient nécessaire d'examiner, eux-mêmes ou par l'intermédiaire de représentants, hors des tournées d'inspection prévues ci-dessus, les lieux de travail des ouvriers, la Chambre d'agriculture ne pourra refuser la participation de ses représentants ni son assistance.

Paragraphe 22.

Lorsque l'emploi prendra fin, pour une raison grave, il sera statué sur les créances réciproques de l'employeur et de l'ouvrier conformément aux prescriptions du droit civil et autres prescriptions légales générales.

also be entitled to appoint persons to accompany the parties to the place where the last distribution of workers is effected. The Latvian Chamber of Agriculture shall afford these persons full facilities for performing their duties.

Paragraph 16.

Workers entering Latvia as members of a party shall be either despatched immediately to their place of employment or housed in groups in buildings maintained by the Latvian Chamber of Agriculture for this purpose. The buildings intended for the reception of parties shall be suitably constructed and heated and furnished with bunks ; during their sojourn in these buildings the workers shall be supplied with food, and with medical attendance when necessary. For this purpose special buildings shall be provided (especially at the frontier station of Zemgale and at the Riga employment exchange and at other important employment exchanges), which shall be sufficiently large and fitted with adequate sanitary arrangements, and shall have separate dormitories for men and women.

Paragraph 17.

When a Polish agricultural worker loses his employment through no fault of his own before the expiry of his contract of employment, the Latvian Chamber of Agriculture shall take steps to procure him other employment.

Paragraph 18.

Within the limits of the legislation in force, the right of Polish agricultural workers to become members of Polish organisations in the territory of Latvia shall not be restricted.

Paragraph 19.

Polish agricultural workers shall be entitled to avail themselves of the pastoral services of priests who speak their mother tongue, even on other occasions than those of regular public worship, provided that their work is not disorganised thereby.

Paragraph 20.

An employer shall not retain a worker's passport or other personal documents of the worker without his consent, and the authorities and the Latvian Chamber of Agriculture shall not retain the said items without sufficient reasons.

Paragraph 21.

The Latvian Chamber of Agriculture shall give information of all serious complaints made by Polish agricultural workers as soon as possible to the consulate of the Polish Republic which is competent for the locality.

The consulate of the Polish Republic to the area of which the undertaking concerned belongs may forward complaints made by Polish agricultural workers directly to the Latvian Chamber of Agriculture. The said Chamber shall inform the consulate of the Polish Republic directly of the results of its inquiry, and of its decision.

Every consul of the Polish Republic in Latvia shall make at least two tours of inspection each year in company with representatives of the Latvian Chamber of Agriculture for the purpose of investigating the conditions of employment and subsistence of Polish agricultural workers and the housing of the said workers. If a consul of the Polish Republic considers it necessary in exceptional cases to investigate the places of employment of such workers either directly or through a representative at other times than during the above-mentioned tour of inspection, the Latvian Chamber of Agriculture shall not be entitled to refuse either the appointment of representatives to take part in the investigation or its assistance.

Paragraph 22.

When an employment is terminated for a serious reason, the claims made by the employer and the workers against each other shall be adjudicated upon in accordance with the provisions of the civil law and the other general legislative provisions.

Les deux Parties contractantes conviennent par les présentes que, si un litige doit être résolu par la voie judiciaire, la connaissance en appartiendra exclusivement à la justice de paix qui a son siège au chef-lieu de district. Le siège de la justice de paix qui connaîtra du litige sera indiqué au contrat de travail.

Paragraphe 23.

Au cas où, par suite d'un litige, l'employeur aurait retenu à l'ouvrier le salaire d'un mois (cautionnement) et l'aurait déposé, conformément au contrat de travail, auprès de la Chambre d'agriculture de Lettonie, celle-ci remettra ce salaire à l'employeur, si la décision du juge de paix est en sa faveur. Dans le cas contraire, ainsi que dans le cas où l'employeur, dans le délai de trois mois, n'a pas porté l'affaire devant la justice de paix, la Chambre d'agriculture de Lettonie restituera ce salaire (cautionnement) à l'ouvrier.

Paragraphe 24.

Les ouvriers polonais auront le droit de prendre un congé occasionnel et de se rendre en Pologne pour des raisons graves de famille, en particulier pour régler des questions matérielles ou en cas de maladie grave ou de décès d'un membre de leur famille, à condition de justifier de la réalité du cas par une attestation du consul compétent de la République de Pologne ou de l'autorité administrative de district polonaise compétente. Dans des cas exceptionnels et dans des cas non douteux, et s'il y a urgence, la Chambre d'agriculture de Lettonie facilitera à l'ouvrier l'obtention d'un congé occasionnel, sur la foi des nouvelles reçues par lui directement de sa famille, sans passer par l'intermédiaire du consulat de la République de Pologne ou de l'autorité administrative polonaise de district.

Les ouvriers qui obtiendront des congés occasionnels jouiront de tous les droits reconnus aux ouvriers qui obtiennent un congé conformément au paragraphe 8 du présent arrangement, c'est-à-dire qu'ils jouiront de toutes les facilités prévues par les dispositions de l'accord et du présent arrangement pour l'entrée en Lettonie des ouvriers agricoles polonais et pour leur sortie de Lettonie. Les frais du voyage en Pologne et du voyage de retour seront en ce cas à la charge de l'ouvrier, qui, toutefois, jouira des réductions de tarif accordées aux ouvriers agricoles polonais. L'ouvrier n'aura pas droit à son salaire pour la durée du congé.

Paragraphe 25.

Indépendamment des dispositions établies dans l'accord même pour le cas de maladie, il est entendu que les premiers soins, en cas de maladie de l'ouvrier, devront être fournis par l'employeur. Si la maladie présente une certaine gravité ou si le malade est forcé de s'aliter, l'employeur a l'obligation de conduire l'ouvrier malade au médecin ou de faire venir le médecin à son domicile. Pendant les deux semaines suivant le début de la maladie et pendant la période des couches, l'ouvrier ou l'ouvrière aura droit de la part de l'employeur au logement, à la nourriture et aux soins, conformément aux dispositions de l'accord et du présent arrangement.

Si le médecin estime que le malade doit être placé dans un hôpital, l'employeur est tenu de l'y conduire, en faisant usage des moyens de transport dont il dispose.

L'assistance médicale et le paiement des frais qui en résultent seront régis par les dispositions applicables aux ouvriers agricoles lettons. Tous les frais, à l'exception de la part qui doit être payée par l'ouvrier, seront payés par la Chambre d'agriculture de Lettonie.

L'ouvrière aura droit, après les couches, à deux semaines de congé non payé pour pouvoir conduire son enfant en Pologne et revenir au lieu de son emploi. Elle jouira dans ce cas des réductions de tarifs de chemins de fer accordées aux ouvriers agricoles polonais.

Paragraphe 26.

En cas de décès d'un ouvrier agricole polonais en Lettonie pendant la période de son emploi, la Chambre d'agriculture de Lettonie supportera les frais de cercueil et de toilette mortuaire, et l'employeur les autres frais afférents à l'enterrement et au transport du corps. L'employeur peut employer la succession en espèces de l'ouvrier au paiement des frais d'enterrement, jusqu'à concurrence du salaire d'un mois.

The two Contracting Parties hereby agree that in cases where a dispute must be settled by a law court the said dispute shall be within the sole competence of the court of the justices of the peace which sits at the chief town of the district. The seat of the court of the justices of the peace which is to take cognisance of disputes shall be specified in the contract of employment.

Paragraph 23.

In cases where an employer in consequence of a dispute has retained the worker's wages for one month (security) and has deposited them with the Latvian Chamber of Agriculture in conformity with the contract of employment, the said Chamber shall return the wages to the employer if the court decides in his favour. If the court does not decide in the employer's favour, and likewise in cases where the employer fails to bring the matter before the court within three months, the wages (security) shall be repaid by the Latvian Chamber of Agriculture to the worker.

Paragraph 24.

Polish workers shall be entitled to take occasional leave of absence and to return to Poland for serious family reasons, especially to settle financial questions or in the event of the serious illness or the death of a member of the family, provided that they prove the genuineness of the case by means of a certificate from the competent consul of the Polish Republic or the competent Polish district administrative authority. In cases which are exceptional or which give rise to no suspicions, and in cases of urgency, the Latvian Chamber of Agriculture shall enable the worker to obtain occasional leave of absence on account of news received by him directly from his family without resort to the agency of the consulate of the Polish Republic or the Polish district administrative authority.

Workers who obtain occasional leave of absence shall have all the rights granted to workers who obtain leave of absence in conformity with section 8 of this Arrangement, i.e. they shall be entitled to all the facilities granted by the provisions of the Agreement and of this Arrangement in respect of the entrance into and exit from Latvia of Polish agricultural workers. The expenses of the journey to Poland and back shall be paid in this case by the worker, who shall be entitled to the reductions of fares granted to Polish agricultural workers. In such cases the worker shall not be entitled to his wages for the duration of the leave.

Paragraph 25.

Without prejudice to the provisions laid down by the Agreement respecting sickness, it is understood that first aid shall be furnished by the employer if a worker falls ill. If the illness is serious or the sick person is obliged to remain in bed, the employer shall be bound to convey the sick worker to a medical practitioner or to bring the medical practitioner to the worker's dwelling. During the first fortnight after the beginning of the sickness and during the lying-in period a male or female worker shall be entitled to be furnished by the employer with board, lodging and attendance in accordance with the provisions of the Agreement and this Arrangement.

If the medical practitioner considers that the sick person ought to be placed in a hospital, the employer shall be bound to convey him thither by means of the forms of transport at his command.

Medical attendance and the payment of the expenses thereof shall be governed by the provisions applying to Latvian agricultural workers. All the expenses other than the share which must be paid by the worker shall be defrayed by the Latvian Chamber of Agriculture.

A female worker shall be entitled to a fortnight's leave without pay after her confinement for the purpose of taking her child to Poland and returning to her place of employment. In this case she shall be entitled to the reductions of railway fares granted to Polish agricultural workers.

Paragraph 26.

If a Polish agricultural worker dies in Latvia during his period of employment, the Latvian Chamber of Agriculture shall bear the expenses of the coffin and grave-clothes, and the employer shall bear the other expenses for the burial and transportation of the body. The employer may pay the expenses of the burial up to a maximum of one month's wages out of the money left by the worker.

La succession de l'ouvrier sous forme d'effets et d'espèces ainsi que ses documents personnels (passeport, livret militaire et contrat de travail) seront remis par l'employeur à l'autorité locale compétente pour être envoyés au consulat compétent de la République de Pologne.

Paragraphe 27.

La Chambre d'agriculture de Lettonie fournira au consulat de la République de Pologne à Riga des statistiques sur les modifications survenues dans la situation de l'émigration agricole polonaise en Lettonie au cours de chaque mois.

Paragraphe 28.

Le retour des ouvriers agricoles polonais de Lettonie en Pologne sera organisé. En particulier, ils pourront, à la suite d'un arrangement spécial entre les chemins de fer polonais et les chemins de fer lettons, se procurer à un tarif réduit des billets valables pour un voyage direct de la station la plus proche de leur lieu d'emploi en Lettonie à la station la plus proche de leur lieu de domicile en Pologne.

Les chemins de fer polonais, ainsi que les chemins de fer lettons, appliqueront aux ouvriers revenant de Lettonie en Pologne les tarifs réduits prévus pour leur voyage de Pologne à leur lieu d'emploi en Lettonie.

La Chambre d'agriculture de Lettonie fera connaître, si possible, aux autorités polonaises, par l'intermédiaire du consulat de la République de Pologne à Riga, la date approximative à laquelle commencera le retour, afin que lesdites autorités puissent prendre les mesures nécessaires pour préparer la réception des ouvriers.

Paragraphe 29.

Le ministre de l'Agriculture de la République de Lettonie et le ministre de l'Assistance sociale de la République de Pologne approuveront le présent arrangement, après quoi aura lieu entre le Gouvernement de la République de Lettonie et le Gouvernement de la République de Pologne un échange de notes confirmant cette approbation. Le présent arrangement entrera en vigueur en même temps que l'accord entre la République de Lettonie et la République de Pologne visé au début et restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1939.

A défaut de dénonciation, par la voie diplomatique, de la part d'un des ministères contractants, six mois au plus tard avant le 31 décembre 1939, le présent arrangement sera considéré comme tacitement prorogé pour de nouvelles périodes d'une année, sous cette réserve qu'il pourra être dénoncé six mois au plus tard avant la fin de chaque année civile.

En cas de dénonciation de l'accord visé au début, le présent arrangement sera considéré comme dénoncé également et cessera de porter effet en même temps que l'accord.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susdésignés ont signé le présent arrangement.

Fait à Riga en deux exemplaires, rédigés en langue lettone et en langue polonaise respectivement, les deux textes faisant également foi.

RIGA, *le 29 octobre* 1938.

A. KAMPE. J. KŁOPOTOWSKI.

CERTIFICAT

Conformément au paragraphe 5 de l'Arrangement entre le Ministère de l'Agriculture de la République de Lettonie et le Ministère de l'Assistance sociale de la République de Pologne concernant les ouvriers agricoles polonais, saisonniers et autres, M. ....., représentant de la Chambre d'agriculture de Lettonie, se rend en Pologne pour procéder, conjointement avec les représentants des autorités administratives polonaises de district, au recrutement et au placement en Lettonie, des ouvriers agricoles polonais pour l'année ...., conformément aux dispositions du paragraphe 4 du présent arrangement.

....., ... 19.... *(Signé)* .....

Consul de la République de Pologne.

The effects and money left by the worker and his personal papers (passport, military discharge-sheet and contract of employment) shall be delivered by the employer to the competent local authority for despatch to the competent consulate of the Polish Republic.

Paragraph 27.

The Latvian Chamber of Agriculture shall furnish the consulate of the Polish Republic at Riga with statistics of the alterations in the state of Polish emigration into Latvia in the course of each month.

Paragraph 28.

The return of Polish agricultural workers from Latvia to Poland shall be effected by means of organised arrangements. In particular, in pursuance of a special arrangement between the Polish and Latvian railways the said workers may purchase at a reduced price tickets for a through journey from the station nearest to their place of employment in Latvia to the station nearest to their home in Poland.

Both the Polish and the Latvian railways shall grant to workers returning from Latvia to Poland the reductions of fares applicable to their journey from Poland to their place of employment in Latvia.

The Latvian Chamber of Agriculture shall inform the Polish authorities if possible, through the consulate of the Polish Republic at Riga, of the approximate date on which the return will begin, in order that the said authorities may take the necessary steps to prepare for the reception of the returning workers.

Paragraph 29.

This Arrangement shall be approved by the Minister of Agriculture of the Latvian Republic and the Minister of Social Welfare of the Polish Republic, and an Exchange of Notes shall then take place between the Government of the Latvian Republic and the Government of the Polish Republic for the purpose of confirming the said approval. This Arrangement shall come into force simultaneously with the Agreement between the Latvian Republic and the Polish Republic mentioned at the beginning, and shall remain in force until 31st December, 1939.

If this Arrangement is not denounced through diplomatic channels by either of the contracting Ministries at least six months before 31st December, 1939, it shall be deemed to be prolonged by tacit consent for a further period of one year at a time, provided that it may be denounced not less than six months before the end of any calendar year.

If the Agreement mentioned at the beginning is denounced, this Arrangement shall likewise be deemed to be denounced, and shall lapse simultaneously with the Agreement.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Arrangement.

Done at Riga, in duplicate, in the Latvian and Polish languages respectively, both texts being equally authentic.

RIGA, *October 29th*, 1938.

A. KAMPE. J. KŁOPOTOWSKI.

CERTIFICATE.

In pursuance of § 5 of the Arrangement between the Ministry of Agriculture of the Latvian Republic and the Ministry of Social Welfare of the Polish Republic respecting Polish agricultural labourers, seasonal and other, M. ....., representative of the Latvian Chamber of Agriculture, is proceeding to Poland in order, jointly with the representatives of the Polish district administrative authorities, to recruit and place Polish agricultural labourers in employment in Latvia for the year ....., in accordance with the provisions of § 4 of the present Arrangement.

....., ... 19.... *(Signed)* .....
Consul of the Polish Republic.

CONTRAT DE TRAVAIL

Chambre d'agriculture de Lettonie, Département du Travail, Jelgava.

CONTRAT DE TRAVAIL POUR LES OUVRIERS AGRICOLES POLONAIS EN LETTONIE, POUR L'ANNÉE .....

Termes du contrat. Les deux parties signataires du présent contrat, c'est-à-dire l'employeur et l'ouvrier, s'engagent à se conformer strictement aux conditions et dispositions dudit contrat. L'ouvrier s'engage à accomplir consciencieusement le travail qui lui est confié, conformément aux instructions qui lui seront données par l'employeur ou son représentant et à surveiller le bétail et les biens. Il confirme également qu'il est en parfaite santé et n'a aucune infirmité susceptible d'entraver son travail (les ouvrières confirment qu'elles ne sont pas enceintes). Aucun ouvrier ne pourra refuser de s'occuper du bétail.

I. *Heures de travail.*

1. Les heures de travail seront déterminées conformément aux coutumes locales.

2. Les dimanches et jours fériés, l'ouvrier ne sera tenu à accomplir que les tâches domestiques les plus essentielles et les travaux relatifs à l'entretien du bétail. Par contre, il ne sera pas assujetti au travail des champs. Si, un dimanche ou un jour férié, les services d'un ouvrier sont requis d'urgence pour des travaux des champs, l'ouvrier sera tenu d'accomplir les tâches qui lui seront confiées mais recevra, pour chaque journée de travail accomplie dans ces conditions, une rémunération spéciale venant s'ajouter à son salaire normal et équivalente à deux jours de salaire.

3. L'ouvrier aura droit chaque mois à un dimanche de liberté entière, même vis-à-vis des travaux domestiques. L'employeur et l'ouvrier fixeront d'un commun accord, dans chaque cas, quel sera le dimanche de liberté de l'ouvrier.

Si un ouvrier s'absente de son lieu de travail sans le consentement de l'employeur un dimanche qui n'a pas été auparavant désigné d'un commun accord comme jour de liberté, l'employeur aura le droit, au prochain jour de paie, de déduire du salaire de l'ouvrier un montant en espèces équivalent à deux journées de salaire. Si un employeur n'accorde pas un dimanche de liberté à son ouvrier au cours d'un mois donné, l'ouvrier recevra, pour ce dimanche, en sus de son salaire ordinaire, une rémunération spéciale en espèces égale à deux journées de salaire.

4. En opérant des déductions du salaire d'un ouvrier, l'employeur sera tenu, dans chaque cas, d'indiquer la raison et le montant de la déduction au dos du contrat de travail. Les salaires dus pour travail des champs accompli un dimanche ou jour férié et pour travaux domestiques accomplis au cours d'un dimanche qui avait été désigné d'un commun accord comme jour de liberté, doivent être inscrits dans une colonne spéciale du contrat et l'ouvrier doit en donner quittance signée dans chaque cas.

5. En plus des dimanches et jours fériés habituels, les jours suivants seront considérés comme jours fériés ordinaires : le 3 mai (jour férié national polonais), le 11 novembre (jour férié d'Etat en Pologne), l'Ascension (en mai) et l'Assomption (le 15 août). L'employeur donnera la possibilité à l'ouvrier de fréquenter les cérémonies publiques du culte le dimanche et les jours fériés. Les ouvriers agricoles polonais pourront bénéficier des services pastoraux de prêtres parlant leur langue maternelle, même en d'autres occasions que celles de cérémonies religieuses publiques, à condition qu'aucune entrave ne soit apportée de ce fait à leur travail.

Pendant la période couverte par le contrat, l'ouvrier aura droit à deux journées de congé payé, fixées de manière à coïncider avec l'époque pendant laquelle les travaux à accomplir sont réduits au minimum. Les ouvriers qui, à l'expiration de leur contrat, concluent un nouveau contrat avec l'employeur, doivent convenir avec celui-ci du nouveau congé qui leur sera accordé.

6. La relation contractuelle de travail commencera à la date spécifiée au paragraphe 31 du présent contrat de travail et se terminera à la date indiquée au paragraphe 32. Le présent contrat sera également valable pour une nouvelle période, c'est-à-dire jusqu'au 1er avril 19..., si les deux parties y consentent.

CONTRACT OF EMPLOYMENT.

Latvian Chamber of Agriculture, Department of Labour, Jelgava.

CONTRACT OF EMPLOYMENT FOR POLISH AGRICULTURAL LABOURERS IN LATVIA FOR THE YEAR .....

Conditions of the Contract. Both parties signatories to the present contract, namely, employer and employee, undertake strictly to comply with the conditions and provisions therein contained. The employee undertakes to perform the work entrusted to him conscientiously and in accordance with the instructions given to him by the employer or his representative and to supervise livestock and property. He also confirms that he is absolutely healthy and has no infirmities which would interfere with his work (women labourers confirm that they are not expectant mothers). No labourer may refuse to look after cattle.

I. *Hours of Work.*

1. Hours of work shall be determined in accordance with local custom.

2. On Sundays and holidays the labourer is bound to perform only the most essential domestic tasks and work connected with looking after livestock, but is excused from working in the fields. Should a labourer's services be urgently required for field work on a Sunday or holiday, the labourer shall be bound to perform the tasks entrusted to him, but shall receive for every such day's work a special remuneration additional to his normal pay and equivalent to two days' wages.

3. The labourer shall be entitled to have one Sunday a month completely free even from domestic duties. The employer and labourer shall jointly agree in every case as to which Sunday the labourer shall be free from duty.

If a labourer is absent from his place of work without the employer's consent on a Sunday which has not been previously agreed upon as a free day, the employer shall be entitled on the next pay-day to deduct from the labourer's wages an amount equal to two days' wages in cash. Should a labourer not be given a free Sunday in a particular month by his employer he shall, in addition to his ordinary pay, receive for such day a special remuneration equal to two days' wages in cash.

4. In making deductions from a labourer's wages the employer shall be bound in every case to state the reason for making such deduction and the amount thereof by inserting an endorsement on the contract of employment. Pay for work done in the fields on a Sunday or holiday and pay for domestic work done on a Sunday which it was agreed should be free must be entered in a special column of the contract and the labourer must sign for the receipt thereof in each individual case.

5. In addition to the usual Sundays and holidays, the following shall be deemed to be ordinary holidays : May 3rd (Polish national holiday), November 11th (Polish State holiday), Ascension (in May) and Assumption (August 15th). The employer shall give the labourer an opportunity of attending public worship on Sundays and holidays. Polish agricultural labourers shall be entitled to avail themselves of the pastoral services of priests who speak their mother tongue, even on other occasions than those of regular public worship, provided no interference is thereby caused with their work.

During the period for which the contract has been concluded, a labourer shall be entitled to two days' paid holiday fixed so as to coincide with the time when there is least work to be done. Labourers who on the expiry of the period of contract conclude a new contract with the employer must arrange with the employer for further leave allowance.

6. The contractual employment relationship shall begin on the date specified in paragraph 31 of the present contract of employment and end on the date specified in paragraph 32. The present contract shall also be valid for a further period, i.e. up to April 1st, 19.. if both parties agree thereto.

II. *Salaires.*

7. Les ouvriers agricoles polonais seront placés sur un pied d'égalité avec les ouvriers agricoles lettons en ce qui concerne les conditions de travail.

8. Pour la période 1er avril-1er décembre, les ouvriers agricoles polonais recevront les salaires minima suivants :

Ouvriers : ..... (en toutes lettres) lats par mois.
Ouvrières : ..... (en toutes lettres) lats par mois.
Au cours des autres mois, les ouvriers et les ouvrières recevront ..... (en toutes lettres) lats par mois.

Les salaires des ouvriers agricoles polonais ne seront assujettis à aucun impôt, taxe ou charge administrative.

Les seuls paiements exigibles seront ceux des frais postaux ordinaires pour transferts de fonds.

9. Aucun employeur ne pourra opérer de déduction sur les salaires en dehors de celles qui sont prévues dans le présent contrat ; toute déduction opérée en vertu du présent contrat doit figurer dans le compte des salaires avec une mention indiquant clairement le motif de la déduction.

10. Pendant les deux premiers mois, les ouvriers ne recevront que la moitié de leur salaire en espèces. La partie retenue des salaires sera versée à l'ouvrier lors de la terminaison de son contrat de travail. Pour les autres mois, les salaires seront payés à la fin de chaque mois par l'employeur lui-même ou son représentant.

En cas de différend entre employeurs et ouvriers, relativement à une indemnité, l'employeur sera tenu de verser à la Chambre d'agriculture de Lettonie le mois de salaire (cautionnement) conservé en vertu de l'alinéa 1. La Chambre d'agriculture de Lettonie donnera à l'employeur un reçu du montant ainsi versé et confirmera le reçu de ce montant à l'ouvrier.

L'ouvrier doit donner un reçu signé pour tout montant reçu à titre de salaire. S'il est illettré, un reçu signé du salaire doit être fourni en son nom par une tierce personne choisie par l'ouvrier. Cette personne apposera sa signature et indiquera son adresse.

III. *Nourriture et logement.*

11. En sus du salaire en espèces visé au paragraphe 8 du présent contrat, l'ouvrier recevra gratuitement de l'employeur :

a) Un logement propre et chaud ainsi qu'une nourriture saine et appropriée aux besoins d'un ouvrier ;

b) Un lit avec matelas rempli de foin ou de paille propre, une couverture, un drap et un oreiller. Les hommes et les femmes doivent être logés séparément, et au moins aussi confortablement que les ouvriers lettons.

. . . . . .

IV. *Frais de voyage.*

12. L'employeur paiera les frais de transport des ouvriers de leurs foyers en Pologne à leur lieu de travail en Lettonie, et défraiera leur entretien pendant le voyage de la frontière lettone au lieu de travail. Pour les frais du voyage de retour, l'ouvrier recevra une somme de 7 (sept) lats, dont il devra donner quittance en apposant sa signature dans la colonne correspondante du présent contrat. L'ouvrier n'a droit à recevoir ledit versement global qu'une seule fois par saison et seulement après son arrivée en Lettonie.

13. La disposition ci-dessus sera applicable aux ouvriers qui, lorsqu'ils partiront en congé, auront conclu un accord préliminaire avec l'employeur.

V. *Terminaison prématurée du contrat.*

14. L'employeur peut mettre fin au contrat :

a) En cas de négligence persistante de la part de l'ouvrier dans l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées ;

b) Au cas où l'ouvrier, par ses paroles ou par ses actes, insulte gravement l'employeur ou les membres de sa famille.

II. *Wages.*

7. Polish agricultural labourers shall be placed on an equal footing with Latvian agricultural labourers as regards conditions of employment.

8. For the period April 1st-December 1st, Polish agricultural labourers shall receive the following minimum remuneration :

A male labourer shall receive ..... (words in full) lats per month ;
A female labourer shall receive ..... (words in full) lats per month ;
In other months both male and female labourers shall receive ..... (words in full) lats per month.

Polish agricultural labourers shall not be liable in respect of their wages to any fiscal payments, administrative charges or taxes.

The only payments which may be levied shall be the normal postal charges on money transfers.

9. No employer may make any deductions from wages which are not provided for in the present contract ; all deductions in accordance with the contract must be shown in the wages account and it must be clearly stated why such deductions were made.

10. During the first two months labourers shall receive only half of their cash wages. The wages retained shall be refunded to the labourer on the termination of the contract of employment. In other months, wages shall be paid at the end of every month by the employer himself or his representative.

Should a dispute arise between an employer and a labourer regarding compensation, the employer shall be bound to pay over to the Latvian Chamber of Agriculture the one month's wages (security) retained in pursuance of paragraph 1. The Latvian Chamber of Agriculture shall give the employer a receipt for the amount lodged and confirm receipt of the amount to the labourer.

The labourer must give a signed discharge for all amounts received on account of wages. If he is illiterate, a signed discharge for the wages received must be given on his behalf by a third person chosen by the labourer who shall append his signature and address.

III. *Food and Housing.*

11. In addition to the money wages referred to in paragraph 8 of the present contract, the labourer shall receive from the employer free of charge :

(a) Clean and warm living quarters and healthy and adequate food for a working labourer ;

(b) A bed with a mattress filled with clean hay or straw, a blanket, sheet and pillow. Men and women must be housed separately and not less comfortably than Latvian labourers.

IV. *Travelling Expenses.*

12. The costs of conveying labourers from their homes in Poland to their place of employment in Latvia and their maintenance during the journey from the Latvian frontier to their place of employment shall be defrayed by the employer. For the expenses of the return journey the labourer shall be paid an amount of 7 lats (seven lats), for the receipt of which he must sign in the corresponding column of the present contract. A labourer is entitled to the said lump-sum payment only once a season and only after he has arrived in Latvia.

13. The above provision shall apply to labourers who, when leaving for a holiday, have concluded a preliminary agreement with the employer.

V. *Premature Termination of the Contract.*

14. The contract may be terminated by the employer :

(a) If the labourer persistently neglects his duties ;

(b) If the labourer grievously insults the employer or the members of his family by word or deed.

15. L'ouvrier peut mettre fin au contrat :

a) Si l'employeur ou son représentant maltraite constamment l'ouvrier ou, par ses paroles ou par ses actes, insulte gravement l'ouvrier ou les membres de sa famille ;

b) Si l'employeur fournit à l'ouvrier une mauvaise nourriture ou un logement qui porte préjudice à sa santé ou à sa moralité ;

c) Si l'employeur refuse de remettre à l'ouvrier des documents qui lui appartiennent ;

d) Si, en ayant fait la demande, l'ouvrier ne reçoit pas le paiement de son salaire à la date voulue ;

e) Si, pour des raisons de famille graves, l'ouvrier est obligé de retourner dans ses foyers. En pareil cas, les faits seront confirmés par le consul de la République de Pologne.

16. Aucun ouvrier ne pourra quitter arbitrairement le lieu de son travail. En tout cas, l'ouvrier devra, pour mettre fin au contrat de travail, obtenir un certificat de police établissant qu'il a été mis fin au contrat pour des motifs valables et, en cas de terminaison volontaire du contrat, une déclaration de l'employeur établissant que la relation contractuelle a été terminée volontairement.

17. Si l'employeur met illégalement fin au contrat, il sera tenu de verser à l'ouvrier un mois de salaire à titre de compensation et de payer les frais du voyage de retour, conformément au paragraphe 12 du contrat. De plus, la Chambre d'agriculture de Lettonie devra, en pareil cas, restituer à l'ouvrier le cautionnement qui avait été retenu par l'employeur sur son salaire et déposé auprès de la Chambre d'agriculture de Lettonie, conformément au paragraphe 10 du contrat.

18. Si l'ouvrier met illégalement fin au contrat, il sera tenu de verser à l'employeur un mois de salaire en espèces à titre de compensation. La compensation payable à l'employeur sera versée au moyen du cautionnement fourni par l'ouvrier, conformément au paragraphe 10 du contrat, et déposé auprès de la Chambre d'agriculture de Lettonie.

19. Lorsque, par suite d'un différend, un employeur, ayant retenu le salaire mensuel d'un ouvrier (cautionnement), l'aura déposé auprès de la Chambre d'agriculture de Lettonie conformément aux dispositions du paragraphe 10 du contrat de travail, ladite Chambre restituera le salaire à l'employeur si le tribunal rend un jugement en faveur de ce dernier. En cas contraire, de même que si l'employeur ne soumet pas le différend au tribunal dans un délai de trois mois, le salaire (cautionnement) sera restitué à l'ouvrier par la Chambre d'agriculture de Lettonie.

20. Si l'ouvrier met fin au contrat pour une raison que l'employeur juge non valable et avant que ce dernier n'ait réuni le montant du cautionnement prévu au paragraphe 10 du contrat de travail, l'employeur pourra présenter une requête à la justice de paix. Dès que la requête aura été formulée, l'employeur pourra demander à la Chambre d'agriculture de Lettonie de charger le nouvel employeur de l'ouvrier de retenir le cautionnement dû par ce dernier. Pendant les troisième et quatrième mois du séjour de l'ouvrier, le nouvel employeur conservera la moitié du salaire en espèces, à titre de cautionnement pour la compensation due à l'employeur précédent, en vertu du paragraphe 10 du contrat de travail et versera les sommes ainsi retenues à la Chambre d'agriculture de Lettonie. Si le jugement du tribunal est favorable à l'employeur, la Chambre d'agriculture de Lettonie versera à celui-ci le montant du cautionnement ; en cas contraire, il sera restitué à l'ouvrier.

VI. *Instruments de travail.*

21. L'ouvrier sera tenu de restituer à l'employeur les instruments de travail qui lui auront été remis, propres et en bon état. Il sera matériellement responsable de tout dommage à ces instruments dû à la négligence.

VII. *Maladies, soins médicaux et assurances.*

22. Si un ouvrier tombe malade, l'employeur lui fera donner les premiers soins. En cas de maladie plus grave, ou si le malade doit garder le lit, l'employeur sera tenu, soit de faire transporter l'ouvrier malade jusqu'au domicile d'un médecin, soit d'amener le médecin au logement de l'ouvrier. L'ouvrier, pendant les deux premières semaines de sa maladie, et l'ouvrière, pendant la période d'accouchement, seront logés, nourris et soignés gratuitement conformément aux dispositions du

15. The contract may be terminated by the labourer :

(a) If the employer or his representative uniformly ill-treats the labourer or grievously insults him or the members of his family by word or deed ;

(b) If the employer supplies the labourer with bad food or with living quarters which are prejudicial to his health or morals ;

(c) If the employer refuses to give the labourer documents which belong to him ;

(d) If, when he asks for it, the labourer is not paid at the proper time ;

(e) If for serious family reasons the labourer is obliged to return home. In such event the facts of the case shall be confirmed by the consul of the Polish Republic.

16. No labourer may arbitrarily leave his place of employment. In any case the labourer must, in order to terminate the contract of employment, obtain a police certificate that the contract has been terminated on proper grounds, and, in the event of voluntary termination of the contract, a declaration from the employer that the contractual relation has been voluntarily terminated.

17. If the contract is unlawfully terminated by the employer, the latter shall be bound to pay the labourer one month's wages as compensation and to defray the cost of the return journey in accordance with paragraph 12 of the contract. Furthermore, the Latvian Chamber of Agriculture shall in this case return to the labourer the security which was kept back by the employer out of his wages and deposited with the Latvian Chamber of Agriculture in accordance with paragraph 10 of the contract.

18. If the contract is unlawfully terminated by the labourer, the latter shall be bound to pay the employer one month's wages in cash as compensation. The compensation payable to the employer shall be paid out of the security taken from the labourer in accordance with paragraph 10 of the contract and deposited with the Latvian Chamber of Agriculture.

19. If an employer, in consequence of a dispute, has retained a labourer's monthly wage (security), and has deposited it with the Latvian Chamber of Agriculture in conformity with the provisions of paragraph 10 of the contract of employment, the said Chamber shall return the wages to the employer if the court gives a decision in the latter's favour. In the contrary event, and likewise in cases where the employer fails to bring the matter into court within three months, the wages (security) shall be refunded to the labourer by the Latvian Chamber of Agriculture.

20. If the labourer terminates the contract for a reason which the employer considers to be unfounded and before the latter has collected the amount of security provided for in paragraph 10 of the contract of employment, the employer may then lodge a claim with the court of the peace. As soon as the claim has been lodged the employer may ask the Latvian Chamber of Agriculture to have the security collected from the labourer by the new employer with whom the labourer has found work. The new employer shall, during the third and fourth months of the labourer's residence with him, retain half of the cash wages as security for the compensation due to the previous employer under paragraph 10 of the contract of employment and shall then pay the amount retained to the Latvian Chamber of Agriculture. If the verdict of the court is favourable to the employer, the Latvian Chamber of Agriculture shall pay him the security held ; otherwise it shall be returned to the labourer.

VI. *Working Tools.*

21. The labourer shall be bound to return to the employer, clean and undamaged, the working tools issued to him. He shall be held materially responsible for any damage to them due to neglect.

VII. *Sickness, Medical Attention and Insurance.*

22. First aid shall be furnished by the employer if a worker falls ill. Where the cases are of a more serious nature or the patient is confined to bed, the employer shall be bound to convey the sick labourer to a medical practitioner or bring the latter to the labourer's dwelling. During the first fortnight of the illness a labourer, and during the lying-in period a female labourer, shall receive from the employer free board, lodging and attendance in accordance with the provisions

présent contrat. Si le médecin estime que l'ouvrier (ou l'ouvrière) peut être envoyé (e) à l'hôpital, l'employeur sera tenu de le (ou la) faire transporter à l'hôpital en utilisant les moyens de transport dont il dispose. Les soins médicaux et les frais correspondants seront régis par les dispositions applicables aux ouvriers agricoles lettons.

Toutes dépenses autres que la part qui incombe à l'ouvrier seront payées par la Chambre d'agriculture de Lettonie.

Une ouvrière aura droit à deux semaines de congé sans salaire après son accouchement, pour lui permettre d'emmener son enfant en Pologne et de revenir à son ancien lieu de travail.

Si un ouvrier est suspect de maladie contagieuse dangereuse pour son entourage, il peut, pendant son séjour en Lettonie, être tenu de se soumettre à un examen médical à la demande de l'employeur et aux frais de celui-ci.

23. Les ouvriers agricoles polonais seront traités sur un pied d'égalité avec les ouvriers lettons en ce qui concerne les droits en matière d'assurance-accidents.

VIII. *Bien-être et règlement des différends.*

24. L'employeur a le devoir de veiller au bien-être des ouvriers et, en particulier, de protéger les ouvrières contre toute conduite immorale de la part de ceux qui vivent avec elle ou des autres ouvriers engagés par l'employeur. L'ouvrier a le devoir de se conformer aux coutumes domestiques de son employeur.

Les ouvriers et les employeurs doivent notifier tout différend au consul de la République de Pologne ou à la Chambre d'agriculture de Lettonie, suivant le cas. Le consul de Pologne, agissant en collaboration avec la Chambre d'agriculture de Lettonie, s'efforcera, de sa propre initiative, de régler le différend. Toute autre mesure nécessaire sera prise par les tribunaux lettons.

25. Il sera statué sur les requêtes présentées par l'employeur ou par l'ouvrier relativement à la terminaison du contrat de travail pour raisons valables, conformément aux dispositions du droit civil et autres dispositions juridiques générales.

Au cas où des différends de cet ordre viendraient à s'élever, la juridiction appartiendra à la justice de paix de .....

26. L'employeur ne pourra insérer dans les contrats de travail aucune observation qui ne serait pas conforme aux clauses dudit contrat, plus particulièrement en ce qui concerne la conduite de l'ouvrier.

27. Nom et prénom de l'employeur : .....

28. Lieu de travail : district de ..... ; commune de..... ; ferme de..... ; gare de chemin de fer..... ; bureau de poste..... ; téléphone .....

29. Nom et prénom de l'ouvrier : .....
Résidence permanente : district de Pologne ..... ; commune de..... ; village de ..... ; date d'arrivée ..... ; année de naissance ..... ; département ayant délivré le passeport ..... ; numéro du passeport ..... ; date d'émission du passeport ..... ; date du dernier départ de Lettonie .....

30. Fonctions ou tâches à remplir par l'ouvrier .....

31. Date d'entrée en vigueur du contrat ..... 19.....

32. Date de terminaison du contrat ..... 19.....

Aucun préavis n'est nécessaire pour la terminaison du contrat.

Signature de l'employeur : .....
Signature de l'ouvrier : .....

N° 4547

of the present contract. If the medical practitioner considers that the labourer should be sent to hospital, the employer shall be bound to convey him (her) to the hospital by such means of transport as he has at his command. Medical attendance and expenses connected therewith shall be governed by the provisions applying to Latvian agricultural labourers.

All expenses other than the share which must be paid by the labourer shall be defrayed by the Latvian Chamber of Agriculture.

A female labourer shall be entitled to a fortnight's leave without pay after her confinement to enable her to take her child to Poland and return to her former place of employment.

Should a labourer be suspected of suffering from an infectious disease dangerous for those around him he may, during his stay in Latvia, be required to undergo a medical examination on the demand of the employer. The cost of such examination shall be paid by the employer.

23. Polish agricultural labourers shall be treated on an equal footing with Latvian labourers in respect to rights arising out of accident insurance.

VIII. *Welfare and Settlement of Complaints.*

24. It is the duty of the employer to look after the welfare of labourers and in particular to protect female labourers against immoral behaviour on the part of those living with them or other labourers engaged by the employer. It is the duty of a labourer to observe the domestic routine customary with his employer.

In case of disputes both labourers and employers must notify the consul of the Polish Republic or the Latvian Chamber of Agriculture, as the case may be. The Polish consul shall, in conjunction with the Latvian Chamber of Agriculture, endeavour to clear up or settle the dispute on his own initiative. Any further action necessary shall be taken by the Latvian courts.

25. Claims made by the employer or labourer in connection with the termination of the labour contract for good reasons shall be settled in accordance with the provisions of civil law and other general legal provisions.

Jurisdiction in the case of such disputes shall lie with the court of the peace at .....

26. The employer may not insert in labour contracts any observations which are not in accordance with their clauses, more particularly observations regarding the labourer's behaviour.

27. Forename and name of employer: .....

28. Place of employment : district of ..... ; commune of ..... ; farm of ..... ; railway station ..... ; post office ..... ; telephone .....

29. Forename and name of labourer: .....
Permanent place of residence : district in Poland ..... ; commune of..... ; village of..... ; date of arrival ..... ; year of birth ..... ; department which issued passport ..... ; No. of passport ..... ; date of issue of passport ..... ; date of last departure from Latvia .....

30. Duties or work to be performed by the labourer : .....

31. Entered employment : ..... 19.....

32. Employment to terminate on ..... 19.....

No previous notice is required for termination of the contract.

Signature of employer : .....
Signature of labourer : .....

RENOUVELLEMENT DU CONTRAT

Le présent contrat est renouvelé jusqu'au ..... 19.....

Signature de l'employeur : .....
Signature de l'ouvrier : .....

COMPTE DE SALAIRES.

Année, mois et jour	Reçu pour salaire	Lats	S.	Signature du bénéficiaire
	Frais de voyage			
	Rémunération spéciale pour travail du dimanche			
	Total			
	Déductions			
	Déduit	.....	.....	
	Solde dû	.....	.....	

ARRANGEMENT

ENTRE LE MINISTÈRE DES FINANCES DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE ET LE MINISTÈRE DU TRÉSOR DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE RELATIVEMENT AUX OUVRIERS AGRICOLES POLONAIS, SAISONNIERS ET AUTRES. SIGNÉ A RIGA, LE 29 OCTOBRE 1938.

Conformément aux articles 8 et 13 de l'Accord entre la République de Lettonie et la République de Pologne concernant les ouvriers agricoles polonais, saisonniers et autres, conclu le 29 octobre 1938, les soussignés, représentants plénipotentiaires du Ministère des Finances de la République de Lettonie et du Ministère du Trésor de la République de Pologne, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Paragraphe premier.

Les ouvriers agricoles polonais déposeront les sommes économisées sur leurs salaires, aux fins de transfert en Pologne, au compte de chèques de la Chambre d'agriculture de Lettonie (Bureau monétaire) auprès du service des comptes-courants de la Caisse d'épargne postale lettone *(Latvijas pasta krājkases tekošu rēķinu daļā)*. Au dos du formulaire de transfert, l'ouvrier portera ses instructions relativement aux sommes déposées, c'est-à-dire le nom, le prénom et l'adresse du bénéficiaire en Pologne ou le numéro de son livret de caisse d'épargne sur lequel doit être inscrit le versement en espèces.

Les formulaires de transfert peuvent être obtenus par l'ouvrier aux bureaux locaux de travail de la Chambre d'agriculture de Lettonie, qui veilleront également à ce qu'ils soient dûment remplis. En même temps, lesdits bureaux de travail s'assureront que la somme versée ne dépasse pas le gain de l'ouvrier.

Paragraphe 2.

Les seuls frais susceptibles d'être perçus pour le transfert en Pologne de l'épargne des ouvriers agricoles polonais seront les frais postaux ordinaires.

RENEWAL OF CONTRACT.

The present contract is renewed up to ..... 19.....

Signature of employer : .....
Signature of labourer : .....

WAGES ACCOUNT.

Year, month and day	Received on account of wages	Lats	s.	Signature of payee
	Travelling expenses			
	Special remuneration for Sunday work			
	Total :			
	Deductions			
	Deducted :	.....	.....	
	Balance due :	.....	.....	

ARRANGEMENT

BETWEEN THE MINISTRY OF FINANCE OF THE LATVIAN REPUBLIC AND THE MINISTRY OF THE TREASURY OF THE POLISH REPUBLIC IN RESPECT OF POLISH AGRICULTURAL LABOURERS, SEASONAL AND OTHER. SIGNED AT RIGA, OCTOBER 29TH, 1938.

In pursuance of Articles 8 and 13 of the Agreement between the Latvian Republic and the Polish Republic concerning Polish Agricultural Labourers, Seasonal and Other, concluded on October 29th, 1938, the undersigned, duly authorised plenipotentiary representatives of the Ministry of Finance of the Latvian Republic and the Ministry of the Treasury of the Polish Republic, have agreed upon the following provisions :

Paragraph 1.

Polish agricultural labourers shall deposit sums saved out of their wages, for the purpose of transfer to Poland, in the cheque account of the Latvian Chamber of Agriculture (Currency Office) kept with the Current Accounts Department of the Latvian Post Office Savings Bank *(Latvijas pasta krājkases tekošu rēķinu daļā)*. On the back of the transfer form the labourer shall enter instructions regarding the cash deposited, e. g. name, forename and address of the payee in Poland, or the number of his savings bank pass-book in which the cash payment is to be entered.

The relevant transfer forms may be obtained by the labourer in the local Labour Office of the Latvian Chamber of Agriculture, which shall also see that they are properly filled up. Simultaneously, the said offices will check whether the amount paid in does not exceed the actual earnings of the labourer.

Paragraph 2.

The only charges which may be made for the transfer to Poland of the savings of Polish agricultural labourers shall be deemed to be the ordinary postal charges.

Paragraphe 3.

La Chambre d'agriculture de Lettonie, dès qu'elle aura reçu l'extrait du compte du « Bureau monétaire de la Chambre d'agriculture de Lettonie », établira immédiatement (quotidiennement) un relevé dûment signé en double exemplaire, conforme au modèle ci-annexé ; un des exemplaires de ce relevé sera transmis à la Caisse d'épargne postale de Varsovie — Service étranger — et l'autre au consulat de Pologne à Riga.

Dès qu'elle en aura reçu l'autorisation du service du commerce extérieur (voir article 8 de l'accord), la Chambre d'agriculture de Lettonie achètera, en compte libre (composé de devises étrangères), des devises étrangères ou un chèque sur Varsovie pour l'équivalent du montant en monnaie lettone spécifié sur le relevé, délivrés par l'une des banques de change lettones, et enverra le chèque (ou les devises étrangères) ainsi que le relevé (paragraphe 1) au service étranger de la Caisse d'épargne postale. Le taux d'achat des devises étrangères ou des chèques sur Varsovie ne dépassera pas le cours de vente de la monnaie en question à la Bourse de Riga, au jour de l'opération.

Le relevé établi par la Chambre d'agriculture de Lettonie indiquera le taux de conversion et le numéro du chèque.

Paragraphe 4.

En principe, l'accomplissement des diverses formalités par les autorités et institutions lettones ne devra pas durer plus de sept jours entre le moment où l'ouvrier aura fait le dépôt jusqu'à la date du transfert à la Caisse d'épargne postale en Pologne.

Paragraphe 5.

Lorsqu'elle recevra le relevé et l'équivalent des versements (en devises étrangères ou sous forme d'un chèque sur Varsovie en compte libre) (paragraphe 3), la Caisse d'épargne postale exécutera les transferts ou effectuera les paiements au compte d'épargne à la Caisse d'épargne postale, conformément aux instructions données sur le relevé.

Paragraphe 6.

Le présent arrangement sera sanctionné par le ministre des Finances de la République de Lettonie et le ministre du Trésor de la République de Pologne. Des notes seront ensuite échangées entre le Gouvernement de la République de Lettonie et le Gouvernement de la République de Pologne, confirmant cette sanction. L'arrangement entrera en vigueur en même temps que l'accord susvisé entre la République de Lettonie et la République de Pologne et restera applicable jusqu'au 31 décembre 1939.

Si le présent arrangement n'est pas dénoncé par l'un ou l'autre des ministères contractants par les voies diplomatiques, au plus tard six mois avant le 31 décembre 1939, il sera considéré comme renouvelé tacitement pour de nouvelles périodes d'une année, étant entendu qu'il pourra être dénoncé au plus tard six mois avant l'expiration d'une année civile quelconque.

Si l'accord susvisé est dénoncé, le présent arrangement sera également considéré comme ayant été dénoncé et deviendra caduc en même temps que l'accord.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent arrangement.

Fait en deux exemplaires, en langue lettone et en langue polonaise respectivement, les deux textes faisant également foi.

RIGA, *le* 29 *octobre* 1938.

A. KAMPE. J. KŁOPOTOWSKI.

Paragraph 3.

The Latvian Chamber of Agriculture shall, on receiving the extract from the " Latvian Chamber of Agriculture — Currency Office " account, immediately (daily) draw up a properly signed statement in duplicate on the lines of the annexed model ; one statement shall be sent to the Post Office Savings Bank in Warsaw — Foreign Department, and the second to the Polish Consulate in Riga.

On receiving permission from the Foreign Trade Department (see Article 8 of the Agreement) the Latvian Chamber of Agriculture shall purchase, from the free account (composed of foreign currency), foreign exchange or a cheque on Warsaw for the equivalent of the amount in Latvian currency specified in the statement, issued by one of the Latvian foreign exchange banks, and shall send the cheque (foreign exchange), together with the statement (paragraph 1), to the Post Office Savings Bank, Foreign Department. In purchasing foreign exchange or cheques on Warsaw, the rate charged shall not exceed the selling rate quoted for the particular currency on the Riga exchange on the date of the transaction.

The statement drawn up by the Latvian Chamber of Agriculture shall show the conversion rate and the number of the cheque.

Paragraph 4.

The transaction of the various formalities by Latvian authorities and institutions from the time the labourer makes the deposit until its transfer to Poland (to the Post Office Savings Bank), shall not, as a rule, exceed seven days.

Paragraph 5.

On receiving the statement and the equivalent (in foreign exchange or cheque on Warsaw from the free account) (paragraph 3), the Post Office Savings Bank shall execute the transfers or make the payments to the savings account with the Post Office Savings Bank, in accordance with the instructions given in the statement.

Paragraph 6.

The present Arrangement shall be confirmed by the Minister of Finance of the Latvian Republic and the Minister of the Treasury of the Polish Republic, after which notes shall be exchanged between the Government of the Latvian Republic and the Government of the Polish Republic confirming that such sanction has been given. The Arrangement shall come into force simultaneously with the above-mentioned Agreement between the Latvian Republic and the Polish Republic and shall remain in force until December 31st, 1939.

If the present Arrangement is not denounced by either of the contracting Ministries through the diplomatic channel not later than six months before December 31st, 1939, it shall be deemed to be renewed by tacit agreement for further periods of one year, subject to the condition that it may be denounced at the latest six months before the expiry of any calendar year.

If the aforementioned Agreement is denounced, the present Arrangement shall also be deemed to have been denounced and shall lapse simultaneously with the Agreement.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Arrangement.

Done in duplicate in the Latvian and Polish languages respectively, both texts being equally authentic.

RIGA, *October 29th*, 1938.

A. KAMPE. J. KŁOPOTOWSKI.

RELEVÉ N° .....

DES MONTANTS DÉPOSÉS PAR LES OUVRIERS AGRICOLES POLONAIS, SAISONNIERS OU AUTRES, EMPLOYÉS EN LETTONIE, CONFORMÉMENT AU RELEVÉ DE COMPTE EN DATE DU .....

Numéro d'ordre	Nom et prénom du déposant	Nom et prénom du bénéficiaire en Pologne (bureau de poste, rue et village)	Montant		Observations
			Lats	S.	
		Total en Lats			Zlotys ..... au cours de ....

Jelgava, ... 193.....

Chèque N°

Sceau et signature de la Chambre d'agriculture de Lettonie.

STATEMENT No. .....

OF AMOUNTS DEPOSITED BY POLISH AGRICULTURAL LABOURERS, SEASONAL AND OTHER, EMPLOYED IN LATVIA, ACCORDING TO STATEMENT OF ACCOUNT DATED .....

Serial No.	Deposited by (name and forename)	Payable to ..... in Poland (name and forename, post office, street, village)	Amount		Remarks
			Lats	s.	
		Total Lats			Złotys ..... At the rate of....

Jelgava, ... 193..... Cheque No.

Seal and signature of the Latvian Chamber of Agriculture.

N° 4548.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, RÉPUBLIQUE ARGENTINE, BOLIVIE, BRÉSIL, CHILI, etc.

Convention pour coordonner et étendre les traités existant entre les Etats américains et en assurer l'exécution, adoptée par la Conférence interaméricaine pour le maintien de la paix. Signée à Buenos-Ayres, le 23 décembre 1936.

Textes officiels espagnol, portugais, anglais et français communiqués par le chargé d'Affaires de la délégation permanente de Cuba près la Société des Nations et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement a eu lieu le 3 *avril* 1939.

UNITED STATES OF AMERICA, ARGENTINE REPUBLIC, BOLIVIA, BRAZIL, CHILE, etc.

Convention to co-ordinate, extend and assure the Fulfilment of the Existing Treaties between the American States, adopted by the Inter-American Conference for the Maintenance of Peace. Signed at Buenos Aires, December 23rd, 1936.

Spanish, Portuguese, English and French official texts communicated by the Chargé d'Affaires of the Permanent Delegation of Cuba to the League of Nations and by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration took place April 3rd, 1939.

No. 4548. — CONVENTION[1] TO CO-ORDINATE, EXTEND AND ASSURE THE FULFILMENT OF THE EXISTING TREATIES BETWEEN THE AMERICAN STATES, ADOPTED BY THE INTER-AMERICAN CONFERENCE FOR THE MAINTENANCE OF PEACE. SIGNED AT BUENOS AIRES, DECEMBER 23RD, 1936.

The Governments represented at the Inter-American Conference for the Maintenance of Peace,

Animated by a desire to promote the maintenance of general peace in their mutual relations ;

Appreciating the advantages derived and to be derived from the various agreements already entered into condemning war and providing methods for the pacific settlement of international disputes ;

Recognizing the need for placing the greatest restrictions upon resort to war ; and

Believing that for this purpose it is desirable to conclude a new Convention to coordinate, extend and assure the fulfillment of existing agreements, have appointed Plenipotentiaries as follows :

ARGENTINA :

Carlos SAAVEDRA LAMAS,
Roberto M. ORTIZ,
Miguel Angel CÁRCANO,
José María CANTILO,
Felipe A. ESPIL,
Leopoldo MELO,
Isidoro RUIZ MORENO,
Daniel ANTOKOLETZ,
Carlos BREBBIA,
César DÍAZ CISNEROS.

PARAGUAY :

Miguel Angel SOLER,
J. Isidro RAMÍREZ.

HONDURAS :

Antonio BERMÚDEZ M.,
Julián LÓPEZ PINEDA.

COSTA RICA :

Manuel F. JIMÉNEZ,
Carlos BRENES.

VENEZUELA :

Caracciolo PARRA PÉREZ,
Gustavo HERRERA,
Alberto ZÉREGA FOMBONA.

PERU :

Carlos CONCHA,
Alberto ULLOA,
Felipe BARREDA LAOS,
Diómedes ARIAS SCHREIBER.

EL SALVADOR :

Manuel CASTRO RAMÍREZ,
Maximiliano Patricio BRANNON.

MEXICO :

Francisco CASTILLO NÁJERA,
Alfonso REYES,
Ramón BETETA,
Juan Manuel ALVAREZ DEL CASTILLO.

[1] *Ratifications deposited in Buenos Aires :*

UNITED STATES OF AMERICA . . . . . August 25th, 1937.

The United States of America holds that the reservations to this Convention do not constitute an amendment to the text, but that such reservations, interpretations and definitions by separate Governments are solely for the benefit of such respective Governments and are not intended to be controlling upon the United States of America.

CUBA . . . . . March 25th, 1938.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 4548. — CONVENCION [1] PARA COORDINAR, AMPLIAR Y ASEGURAR EL CUMPLIMIENTO DE LOS TRATADOS EXISTENTES ENTRE LOS ESTADOS AMERICANOS, ADOPTADA POR LA CONFERENCIA INTERAMERICANA DE CONSOLIDACION DE LA PAZ. FIRMADA EN BUENOS AIRES, EL 23 DE DICIEMBRE DE 1936.

Los Gobiernos representados en la Conferencia Interamericana de Consolidación de la Paz,

Animados por el deseo de consolidar la paz general en sus relaciones mutuas ;

Apreciando las ventajas que se han derivado, y habrán de derivarse, de los diversos Pactos celebrados que condenan la guerra y establecen los métodos para la solución pacífica de las diferencias de carácter internacional ;

Reconociendo la necesidad de imponer las mayores restricciones al recurso de la guerra ; y

Creyendo que con este fín conviene celebrar una nueva Convención que coordine los Acuerdos existentes, los amplíe y asegure su cumplimento, han nombrado Plenipotenciarios, a saber :

ARGENTINA :
Carlos SAAVEDRA LAMAS,
Roberto M. ORTIZ,
Miguel Angel CÁRCANO,
José María CANTILO,
Felipe A. ESPIL,
Leopoldo MELO,
Isidoro RUIZ MORENO,
Daniel ANTOKOLETZ,
Carlos BREBBIA,
César DÍAZ CISNEROS.

PARAGUAY :
Miguel Angel SOLER,
J. Isidro RAMÍREZ.

HONDURAS :
Antonio BERMÚDEZ M.,
Julián LÓPEZ PINEDA.

COSTA RICA :
Manuel F. JIMÉNEZ,
Carlos BRENES.

VENEZUELA :
Caracciolo PARRA PÉREZ,
Gustavo HERRERA,
Alberto ZÉREGA FOMBONA.

PERÚ :
Carlos CONCHA,
Alberto ULLOA,
Felipe BARREDA LAOS,
Diómedes ARIAS SCHREIBER.

EL SALVADOR :
Manuel CASTRO RAMÍREZ,
Maximiliano PATRICIO BRANNON.

MÉXICO :
Francisco CASTILLO NÁJERA,
Alfonso REYES,
Ramón BETETA,
Juan Manuel ALVAREZ DEL CASTILLO.

[1] *Ratifications déposées à Buenos-Ayres :*

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE . . . . . 25 août 1937.

Les Etats-Unis d'Amérique sont d'avis que les réserves faites à cette convention ne constituent pas une modification du texte, mais que lesdites réserves, interprétations ou définitions exprimées par des gouvernements séparés sont uniquement faites en vue des gouvernements respectifs et n'ont pas pour but d'exercer un contrôle sur les Etats-Unis d'Amérique.

CUBA . . . . . 25 mars 1938.

BRAZIL :
José Carlos DE MACEDO SOARES,
Oswaldo ARANHA,
José de Paula RODRÍGUES ALVES,
Helio LOBO,
Hildebrando Pompeu PINTO ACCIOLY,
Edmundo DA LUZ PINTO,
Roberto CARNEIRO DE MENDONÇA,
Rosalina COELHO LISBOA DE MILLER,
María Luiza BITTENCOURT.

URUGUAY :
José ESPALTER,
Pedro MANINI RÍOS,
Eugenio MARTÍNEZ THEDY,
Juan Antonio BUERO,
Filipe FERREIRO,
Andrés F. PUYOL,
Abalcázar GARCÍA,
José G. ANTUÑA,
Julio César CERDEIRAS ALONSO,
Gervasio POSADAS BELGRANO.

GUATEMALA :
Carlos SALAZAR,
José A. MEDRANO,
Alfonso CARRILLO.

NICARAGUA :
Luis Manuel DEBAYLE,
José María MONCADA,
Modesto VALLE.

DOMINICAN REPUBLIC :
Max HENRÍQUEZ UREÑA,
Tulio M. CESTERO,
Enrique JIMÉNEZ.

COLOMBIA :
Jorge SOTO DEL CORRAL,
Miguel LÓPEZ PUMAREJO,
Roberto URDANETA ARBELÁEZ,
Alberto LLERAS CAMARGO,
José Ignacio DÍAZ GRANADOS,

PANAMA :
Harmodio ARIAS M.,
Julio J. FÁBREGA,
Eduardo CHIARI.

UNITED STATES OF AMERICA :
Cordell HULL,
Sumner WELLES,
Alexander W. WEDDELL,
Adolf A. BERLE, Jr.,
Alexander F. WHITNEY,
Charles G. FENWICK,
Michael Francis DOYLE,
Elise F. MUSSER.

CHILE :
Miguel CRUCHAGA TOCORNAL,
Luis BARROS BORGOÑO,
Félix NIETO DEL RÍO,
Ricardo MONTANER BELLO.

ECUADOR :
Humberto ALBORNOZ,
Antonio PONS,
José Gabriel NAVARRO,
Francisco GUARDERAS,
Eduardo SALAZAR GÓMEZ.

BOLIVIA :
Enrique FINOT,
David ALVÉSTEGUI,
Eduardo DÍEZ DE MEDINA,
Alberto OSTRIA GUTIÉRREZ,
Carlos ROMERO,
Alberto CORTADELLAS,
Javier PAZ CAMPERO.

HAITI :
H. Pauleus SANNON,
Camille J. LEÓN,
Elie LESCOT,
Edmé MANIGAT,
Pierre Eugéne DE LESPINASSE,
Clément MAGLOIRE.

CUBA :
José Manuel CORTINA,
Ramón ZAYDÍN,
Carlos MÁRQUEZ STERLING,
Rafael SANTOS JIMÉNEZ,
César SALAYA,
Calixto WHITMARSH,
José Manuel CARBONELL.

BRASIL :
José Carlos DE MACEDO SOARES,
Oswaldo ARANHA,
José de Paula RODRÍGUES ALVES,
Helio LOBO,
Hildebrando Pompeu PINTO ACCIOLY,
Edmundo DA LUZ PINTO,
Roberto CARNEIRO DE MENDONÇA,
Rosalina COELHO LISBOA DE MILLER,
María Luiza BITTENCOURT.

URUGUAY :
José ESPALTER,
Pedro MANINI RÍOS,
Eugenio MARTÍNEZ THEDY,
Juan Antonio BUERO,
Felipe FERREIRO,
Andrés F. PUYOL,
Abalcázar GARCÍA,
José G. ANTUÑA,
Julio César CERDEIRAS ALONSO,
Gervasio POSADAS BELGRANO.

GUATEMALA :
Carlos SALAZAR,
José A. MEDRANO,
Alfonso CARRILLO.

NICARAGUA :
Luis Manuel DEBAYLE,
José María MONCADA,
Modesto VALLE.

REPÚBLICA DOMINICANA :
Max HENRÍQUEZ UREÑA,
Tulio M. CESTERO,
Enrique JIMÉNEZ.

COLOMBIA :
Jorge SOTO DEL CORRAL,
Miguel LÓPEZ PUMAREJO,
Roberto URDANETA ARBELÁEZ,
Alberto LLERAS CAMARGO,
José Ignacio DÍAZ GRANADOS.

PANAMÁ :
Harmodio ARIAS M.,
Julio J. FÁBREGA,
Eduardo CHIARI.

ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :
Cordell HULL,
Sumner WELLES,
Alexander W. WEDDELL,
Adolf A. BERLE, Jr.,
Alexander F. WHITNEY,
Charles G. FENWICK,
Michael Francis DOYLE,
Elise F. MUSSER.

CHILE :
Miguel CRUCHAGA TOCORNAL,
Luis BARROS BORGOÑO,
Félix NIETO DEL RÍO,
Ricardo MONTANER BELLO.

ECUADOR :
Humberto ALBORNOZ,
Antonio PONS,
José Gabriel NAVARRO,
Francisco GUARDERAS,
Eduardo SALAZAR GÓMEZ.

BOLIVIA :
Enrique FINOT,
David ALVÉSTEGUI,
Eduardo DÍEZ DE MEDINA,
Alberto OSTRIA GUTIÉRREZ,
Carlos ROMERO,
Alberto CORTADELLAS,
Javier PAZ CAMPERO.

HAITÍ :
H. Pauleus SANNON,
Camille J. LEÓN,
Elie LESCOT,
Edmé MANIGAT,
Pierre Eugéne DE LESPINASSE,
Clément MAGLOIRE.

CUBA :
José MANUEL CORTINA,
Ramón ZAYDÍN,
Carlos MÁRQUEZ STERLING,
Rafael SANTOS JIMÉNEZ,
César SALAYA,
Calixto WHITMARSH,
José Manuel CARBONELL.

Who, after having deposited their full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Taking into consideration that, by the Treaty [1] to Avoid and Prevent Conflicts between the American States, signed at Santiago, May 3rd, 1923 (known as the Gondra Treaty), the High Contracting Parties agree that all controversies which it has been impossible to settle through diplomatic channels or to submit to arbitration in accordance with existing treaties shall be submitted for investigation and report to a Commission of Inquiry ;

That by the Treaty [2] for the Renunciation of War, signed at Paris on August 28th, 1928 (known as the Kellogg-Briand Pact, or Pact of Paris), the High Contracting Parties solemnly declare in the names of their respective peoples that they condemn recourse to war for the solution of international controversies and renounce it as an instrument of national policy in their relations with one another ;

That by the General Convention [3] of Inter-American Conciliation, signed at Washington, January 5th, 1929, the High Contracting Parties agree to submit to the procedure of conciliation all controversies between them, which it may not have been possible to settle through diplomatic channels, and to establish a " Commission of Conciliation " to carry out the obligations assumed in the Convention ;

That by the General Treaty [4] of Inter-American Arbitration, signed at Washington, January 5th, 1929, the High Contracting Parties bind themselves to submit to arbitration, subject to certain exceptions, all differences between them of an international character, which it has not been possible to adjust by diplomacy and which are juridical in their nature by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law, and moreover, to create a procedure of arbitration to be followed ; and

That by the Treaty [5] of Non-Aggression and Conciliation, signed at Rio de Janeiro, October 10th, 1933 (known as the Saavedra Lamas Treaty), the High Contracting Parties solemnly declare that they condemn wars of aggression in their mutual relations or in those with other States and that the settlement of disputes or controversies between them shall be effected only by pacific means which have the sanction of international law, and also declare that as between them territorial questions must not be settled by violence, and that they will not recognize any territorial arrangement not obtained by pacific means, nor the validity of the occupation or acquisition of territories brought about by force of arms, and, moreover, in a case of non-compliance with these obligations, the contracting States undertake to adopt, in their character as neutrals, a common and solidary attitude and to exercise the political, juridical or economic means authorized by international law, and to bring the influence of public opinion to bear, without, however, resorting to intervention, either diplomatic or armed, subject nevertheless to the attitude that may be incumbent upon them by virtue of their collective treaties ; and, furthermore, undertake to create a procedure of conciliation ;

The High Contracting Parties reaffirm the obligations entered into to settle, by pacific means, controversies of an international character that may arise between them.

Article 2.

The High Contracting Parties, convinced of the necessity for the co-operation and consultation provided for in the Convention [6] for the Maintenance, Preservation and Re-establishment of Peace

[1] Vol. XXXIII, page 25 ; Vol. XXXIX, page 220 ; Vol. LIV, page 399 ; Vol. LXIX, page 80 ; Vol. LXXXVIII, page 323 ; and Vol. CLVI, page 187, of this Series.

[2] Vol. XCIV, page 57 ; Vol. CXXXIV, page 411 ; Vol. CLII, page 298 ; and Vol. CLX, page 354, of this Series.

[3] Vol. C, page 399 ; Vol. CXLVII, page 338 ; and Vol. CLVI, page 212, of this Series.

[4] Vol. CXXX, page 135 ; Vol. CLVI, page 246 ; Vol. CLX, page 407 ; and Vol. CLXXVII, page 411, of this Series.

[5] Vol. CLXIII, page 393 ; Vol. CLXXII, page 439 ; Vol . CLXXVII, page 481 ; and Vol. CLXXXI, page 440, of this Series.

[6] Vol. CLXXXVIII, page 9, of this Series.

Quienes, después de depositar sus Plenos Poderes, que fueron hallados en buena y debida forma, han convenido lo siguiente :

Artículo I.

Teniendo en cuenta :

Que por el Tratado [1] para evitar o prevenir conflictos entre los Estados Americanos, subscripto en Santiago el 3 de mayo de 1923, (conocido como el Tratado Gondra), las Altas Partes contratantes acuerdan que toda cuestión que no hubiera podido ser resuelta por la vía diplomática ni llevada al arbitraje en virtud de Tratados existentes, será sometida a la investigación e informe de una Comisión de Investigación ;

Que por el Tratado [2] de Proscripción de la Guerra, subscripto en París el 28 de agosto de 1928 (conocido como el Pacto Kellogg-Briand o el Pacto de París), las Altas Partes contratantes declaran solemnemente, a nombre de sus respectivas Naciones, que condenan el recurso de la guerra para la solución de las controversias internacionales, y renuncian a ella como instrumento de política nacional en sus relaciones mutuas ;

Que por la Convención [3] general de Conciliación Interamericana, subscripta en Wáshington el 5 de enero de 1929, las Altas Partes contratantes se obligan a someter al procedimiento de conciliación todas sus controversias que no haya sido posible resolver por la vía diplomática, y a establecer una «Comisión de Conciliación» para llevar a efecto las obligaciones que asumen en la Convención ;

Que por el Tratado [4] general de Arbitraje Interamericano, subscripto en Wáshington el 5 de enero de 1929, las Altas Partes contratantes se obligan a someter a arbitraje, con ciertas excepciones, todas sus diferencias de carácter internacional que no haya sido posible ajustar por la vía diplomática y que sean de naturaleza jurídica por ser susceptibles de decisión mediante la aplicación de los principios del derecho, y, además, a crear el procedimiento de arbitraje a seguir ; y,

Que por el Tratado [5] Antibélico de No Agresión y Conciliación, subscripto en Río de Janeiro el 10 de octubre de 1933, (conocido como el Tratado Saavedra Lamas), las Altas Partes contratantes declaran solemnemente que condenan las guerras de agresión en sus relaciones mutuas o con otros Estados, y que el arreglo de los conflictos o divergencias de cualquier clase que se susciten entre ellas, no deberá realizarse sino por los medios pacíficos que consagra el derecho internacional, y también declaran que, entre ellas, las cuestiones territoriales no deben resolverse por la violencia, y que no reconocerán arreglo territorial alguno que no sea obtenido por medios pacíficos, ni la validez de la ocupación o adquisición de territorios que sea lograda por la fuerza de las armas ; y además, en caso de incumplimiento de estas obligaciones, los Estados contratantes se comprometen a adoptar, en su calidad de neutrales, una actitud común y solidaria y a ejercer los medios políticos, jurídicos o económicos autorizados por el derecho internacional, y a hacer gravitar la influencia de la opinión pública, sin recurrir, no obstante, a la intervención, sea diplomática o armada, salvo la actitud que pudiera corresponderles en vitud de sus Tratados colectivos ; y se comprometen, además, a crear un procedimiento de conciliación ;

Las Altas Partes contratantes reafirman las obligaciones contraídas de solucionar, por medios pacíficos, las controversias de carácter internacional que puedan surgir entre ellas.

Artículo II.

Las Altas Partes contratantes, convencidas de la necesidad de la cooperación y de la consulta estipulada en la Convención [6] sobre el mantenimiento, afianzamiento y retablecimiento de la Paz,

[1] Vol. XXXIII, page 25 ; vol. XXXIX, page 220 ; vol. LIV, page 399 ; vol. LXIX, page 80 ; vol. LXXXVIII, page 323 ; et vol. CLVI, page 187, de ce recueil.

[2] Vol. XCIV, page 57 ; vol. CXXXIV, page 411 ; vol. CLII, page 298 ; et vol. CLX, page 354, de ce recueil.

[3] Vol. C, page 399 ; vol. CXLVII, page 338 ; et vol. CLVI, page 212, de ce recueil.

[4] Vol. CXXX, page 135 ; vol. CLVI, page 246 ; vol. CLX, page 407 ; et vol. CLXXVII, page 411, de ce recueil.

[5] Vol. CLXIII, page 393 ; vol. CLXXII, page 439 ; vol. CLXXVII, page 481 ; et vol. CLXXXI, page 440, de ce recueil.

[6] Vol. CLXXXVIII, page 9, de ce recueil.

signed by them on this same day, agree that in all matters which affect peace on the Continent, such consultation and co-operation shall have as their object to assist, through the tender of friendly good offices and of mediation, the fulfillment by the American Republics of existing obligations for pacific settlement, and to take counsel together, with full recognition of their juridical equality, as sovereign and independent States, and of their general right to individual liberty of action, when an emergency arises which affects their common interest in the maintenance of peace.

Article 3.

In case of threat of war, the High Contracting Parties shall apply the provisions contained in Articles 1 and 2 of the Convention for the Maintenance, Preservation and Re-establishment of Peace, above referred to, it being understood that, while such consultation is in progress and for a period of not more than six months, the parties in dispute will not have recourse to hostilities or take any military action whatever.

Article 4.

The High Contracting Parties further agree that, in the event of a dispute between two or more of them, they will seek to settle it in a spirit of mutual regard for their respective rights, having recourse for this purpose to direct diplomatic negotiation or to the alternative procedures of mediation, commissions of inquiry, commissions of conciliation, tribunals of arbitration, and courts of justice, as provided in the treaties to which they may be parties ; and they also agree that, should it be impossible to settle the dispute by diplomatic negotiation and should the States in dispute have recourse to the other procedures provided in the present Article, they will report this fact and the progress of the negotiations to the other signatory States. These provisions do not affect controversies already submitted to a diplomatic or juridical procedure by virtue of special agreements.

Article 5.

The High Contracting Parties agree that, in the event that the methods provided by the present Convention or by agreements previously concluded should fail to bring about a pacific settlement of differences that may arise between any two or more of them, and hostilities should break out between two or more of them, they shall be governed by the following stipulations :

(a) They shall, in accordance with the terms of the Treaty of Non-Aggression and Conciliation (Saavedra Lamas Treaty), adopt in their character as neutrals a common and solidary attitude ; and shall consult immediately with one another, and take cognizance of the outbreak of hostilities in order to determine, either jointly or individually, whether such hostilities shall be regarded as constituting a state of war so as to call into effect the provisions of the present Convention.

(b) It is understood that, in regard to the question whether hostilities actually in progress constitute a state of war, each of the High Contracting Parties shall reach a prompt decision. In any event, should hostilities be actually in progress between two or more of the Contracting Parties, or between two or more signatory States not at the time parties to this Convention by reason of failure to ratify it, each Contracting Party shall take notice of the situation and shall adopt such an attitude as would be consistent with other multilateral treaties to which it is a party or in accordance with its municipal legislation. Such action shall not be deemed an unfriendly act on the part of any State affected thereby.

Article 6.

Without prejudice to the universal principles of neutrality provided for in the case of an international war outside of America and without affecting the duties contracted by those American States members of the League of Nations, the High Contracting Parties reaffirm their loyalty to the principles enunciated in the five agreements referred to in Article 1, and they agree that in the case of an outbreak of hostilities or threat of an outbreak of hostilities between two or more of them, they shall, through consultation, immediately endeavour to adopt in their character as

celebrada en esta misma fecha entre ellas, acuerdan que en todo asunto que afecte la paz en el Continente, dichas consultas y cooperación tendrán por objeto facilitar, por el ofrecimiento amigable de sus buenos oficios y de su mediación, el cumplimiento por parte de las Repúblicas Americanas de las obligaciones existentes para una solución pacífica y deliberar, dentro de su plena igualdad jurídica como Estados soberanos e independientes y con su derecho a la libertad de acción individual, cuando surja una divergencia que afecte su interés común de mantener la paz.

Artículo III.

En caso de amenaza de guerra, las Altas Partes contratantes promoverán la aplicación de las disposiciones contenidas en los artículos I y II de la Convención sobre el mantenimiento, afianzamiento y restablecimiento de la Paz, celebrada en esta misma fecha, entendiéndose que mientras duren las consultas, y por un plazo no mayor de seis meses, las Partes en conflicto no recurrirán a las hostilidades ni ejercerán acción militar alguna.

Artículo IV.

Las Altas Partes contratantes acuerdan, además, que, en caso de que surja una controversia entre dos o más de ellas, tratarán de resolverla dentro de un espíritu de mutuo respeto de sus respectivos derechos, recurriendo con este propósito a negociaciones diplomáticas directas o a los procedimientos alternativos de mediación : comisiones de investigación, comisiones de conciliación, tribunales de arbitraje y cortes de justicia, según estipulen los Tratados de que sean parte ; y también acuerdan que si la controversia no ha podido resolverse por la negociación diplomática, y los países en disputa recurrieren a los otros procedimientos previstos en el presente artículo, deberán informar de ello y de la marcha de las negociaciones a los demás Estados signatarios. Estas estipulaciones no afectan las controversias ya sometidas a un procedimiento diplomático o jurídico en virtud de pactos especiales.

Artículo V.

Las Altas Partes contratantes acuerdan que si mediante los métodos establecidos por la presente Convención o por los acuerdos anteriormente celebrados, no se lograre obtener una solución pacífica de las diferencias que puedan surgir entre dos o más de ellas, y llegare a producirse el rompimiento de las hostilidades, procederán de acuerdo con las siguientes estipulaciones :

a) Adoptarán, según los términos del Tratado de No Agresión y Conciliación (Tratado Saavedra Lamas), en su calidad de neutrales, una actitud común y solidaria ; consultarán inmediatamente las unas con las otras, y tomarán conocimiento de la ruptura de las hostilidades para determinar, conjunta o individualmente, si ha de considerarse que dichas hostilidades constituyen un estado de guerra, a efecto de poner en vigor las disposiciones de la presente Convención.

b) Queda entendido que, respecto de la cuestión de si las hostilidades que están desarrollándose constituyen o no un estado de guerra, cada una de las Altas Partes contratantes adoptará una pronta decisión. De todos modos, si están desarrollándose hostilidades entre dos o más de las Partes contratantes, o entre dos o más Estados signatarios que en esa fecha no sean parte de esta Convención, cada Parte contratante tomará conocimiento de la situación y adoptará la actitud que le corresponda conforme con los otros Tratados colectivos de que sea parte o según su legislación interna. Este acto no será considerado hostil por ningún Estado afectado por el mismo.

Artículo VI.

Sin perjuicio de los principios universales sobre neutralidad previstos para el caso de guerra internacional fuera de América, y sin que se afecten los deberes contraídos por los Estados Americanos que sean Miembros de la Sociedad de las Naciones, las Altas Partes contratantes reafirman su fidelidad a los principios enunciados en los cinco pactos referidos en el artículo I y acuerdan que en caso de ruptura de hostilidades o amenaza de ruptura de hostilidades entre dos o más de ellas, inmediatamente tratarán de adoptar, en su calidad de neutrales, por medio de la consulta,

neutrals a common and solidary attitude, in order to discourage or prevent the spread or prolongation of hostilities.

With this object, and having in mind the diversity of cases and circumstances, they may consider the imposition of prohibitions or restrictions on the sale or shipment of arms, munitions and implements of war, loans or other financial help to the States in conflict, in accordance with the municipal legislation of the High Contracting Parties, and without detriment to their obligations derived from other treaties to which they are or may become parties.

Article 7.

Nothing contained in the present Convention shall be understood as affecting the rights and duties of the High Contracting Parties which are at the same time members of the League of Nations.

Article 8.

The present Convention shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their constitutional procedures. The original Convention and the instruments of ratification shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Argentine Republic, which shall communicate the ratifications to the other signatory States. It shall come into effect when ratifications have been deposited by not less than eleven signatory States.

The Convention shall remain in force indefinitely ; but it may be denounced by any of the High Contracting Parties, such denunciation to be effective one year after the date upon which such notification has been given. Notices of denunciation shall be communicated to the Ministry of Foreign Affairs of the Argentine Republic, which shall transmit copies thereof to the other signatory States. Denunciation shall not be regarded as valid if the Party making such denunciation shall be actually in a state of war, or shall be engaged in hostilities without fulfilling the provisions established by this Convention.

In witness whereof, the Plenipotentiaries above mentioned have signed this Treaty in English, Spanish, Portuguese, and French, and have affixed thereto their respective seals, in the City of Buenos Aires, Capital of the Argentine Republic, this twenty-third day of December, of the year 1936.

RESERVATIONS.

Reservation of the Argentine Delegation.

(1) In no case, under Article VI, can foodstuffs or raw materials destined for the civil populations of belligerent countries be considered as contraband of war, nor shall there exist any duty to prohibit credits for the acquisition of said foodstuffs or raw materials which have the destination indicated.

With reference to the embargo on arms, each nation may reserve freedom of action in the face of a war of aggression.

Reservation of the Delegation of Paraguay.

(2) In no case, under Article VI, can foodstuffs or raw materials destined for the civil populations of belligerent countries be considered as contraband of war, nor shall there exist any duty to prohibit credits for the acquisition of said foodstuffs or raw materials which have the destination indicated.

With reference to the embargo on arms, each nation may reserve freedom of action in the face of a war of aggression.

Reservation of the Delegation of El Salvador.

(3) With reservation with respect to the idea of continental solidarity when confronted by foreign aggression.

Reservation of the Delegation of Colombia.

(4) In signing this Convention, the Delegation of Colombia understands that the phrase " in their character as neutrals ", which appears in Articles V and VI, implies a new concept of

una actitud común y solidaria con el fin de desalentar o evitar la propagación o prolongación de las hostilidades.

Con este objeto, y teniendo en cuenta la diversidad de los casos y de las circunstancias, podrán considerar la imposición de prohibiciones o restricciones a la venta o embarque de armas, municiones y pertrechos de guerra, empréstitos u otra ayuda financiera a los Estados en conflicto, de acuerdo con la legislación interna de las Altas Partes contratantes, y sin detrimento de sus obligaciones derivadas de otros tratados de que sean o llegaren a ser partes.

Artículo VII.

Nada de lo establecido en la presente Convención se entenderá como que afecta los derechos y deberes de las Altas Partes contratantes que fueren al propio tiempo Miembros de la Sociedad de las Naciones.

Artículo VIII.

La presente Convención será ratificada por las Altas Partes contratantes de acuerdo con sus procedimientos constitucionales. La Convención original y los instrumentos de ratificación serán depositados en el Ministerio de Relaciones Exteriores de la República Argentina, que comunicará las ratificaciones a los demás Estados signatarios. Entrará en vigencia cuando hayan depositado sus ratificaciones no menos de once Estados signatarios.

La Convención regirá indefinidamente, pero podrá ser denunciada por cualquiera de las Altas Partes contratantes, entrando en vigor la denuncia un año después de la fecha en que se hiciera la notificación al respecto. La denuncia será dirigida al Ministerio de Relaciones Exteriores de la República Argentina, el que transmitirá copias de ella a los demás Estados signatarios. La denuncia no se considerará válida si la Parte denunciante se encontrara en estado de guerra o entrara en hostilidades sin llenar los requisitos establecidos en la presente Convención.

En testimonio de lo cual, los Plenipotenciarios arriba mencionados firman la presente Convención en español, inglés, portugués y francés, y estampan sus respectivos sellos en la ciudad de Buenos Aires, Capital de la República Argentina, a los veintitrés días del mes de diciembre del año 1936.

RESERVAS.

Reserva de la Delegación Argentina.

1. Por el artículo VI, en ningún caso podrán considerarse como contrabando de guerra los artículos alimenticios o materias primas destinados a las poblaciones civiles de los países beligerantes, ni existirá el deber de prohibir los créditos para adquisición de dichos artículos o materias primas que tengan el destino señalado.

En lo que respecta al embargo de los armamentos, cada Nación podrá reservar su actitud frente a una guerra de agresión.

Reserva de la Delegación de Paraguay.

2. Por el artículo VI, en ningún caso podrán considerarse como contrabando de guerra los artículos alimenticios o materias primas destinados a las poblaciones civiles de los países beligerantes, ni existirá el deber de prohibir los créditos para adquisición de dichos artículos o materias primas que tengan el destino señalado.

En lo que respecta al embargo de los armamentos, cada Nación podrá reservar su actitud frente a una guerra de agresión.

Reserva de la Delegación de El Salvador.

3. Con la reserva de la idea de solidaridad continental frente a la agresión extraña.

Reserva de la Delegación de Colombia.

4. La Delegación de Colombia entiende al suscribir esta Convención, que la frase « en su calidad de neutrales », que aparece en los artículos V y VI implica un nuevo concepto del Derecho Inter-

international law which allows a distinction to be drawn between the aggressor and the attacked, and to treat them differently. At the same time, the Delegation of Colombia considers it necessary, in order to assure the full and effective application of this Pact, to set down in writing the following definition of the aggressor.

That State shall be considered as an aggressor which becomes responsible for one or several of the following acts :

(a) That its armed forces, to whatever branch they may belong, illegally cross the land, sea or air frontiers of other States. When the violation of the territory of a State has been effected by irresponsible bands organized within or outside of its territory and which have received direct or indirect help from another State, such violation shall be considered equivalent, for the purposes of the present Article, to that effected by the regular forces of the State responsible for the aggression ;

(b) That it has intervened in a unilateral or illegal way in the internal or external affairs of another State ;

(c) That it has refused to fulfil a legally given arbitral decision or sentence of international justice.

No consideration of any kind, whether political, military, economic or of any other kind, may serve as an excuse or justification for the aggression here anticipated.

Argentina :

Carlos SAAVEDRA LAMAS,
Roberto M. ORTIZ,
Miguel Angel CÁRCANO,
José María CANTILO,
Felipe A. ESPIL,
Leopoldo MELO,
Isidoro RUIZ MORENO,
Daniel ANTOKOLETZ,
Carlos BREBBIA,
César DÍAZ CISNEROS.

Paraguay :

Miguel Angel SOLER,
J. Isidro RAMÍREZ.

Honduras :

Antonio BERMÚDEZ M.,
Julián LÓPEZ PINEDA.

Costa Rica :

Manuel F. JIMÉNEZ,
Carlos BRENES.

Venezuela :

Caracciolo PARRA PÉREZ,
Gustavo HERRERA,
Alberto ZÉREGA FOMBONA.

Peru :

Carlos CONCHA,
Alberto ULLOA,
Felipe BARREDA LAOS,
Diómedes ARIAS SCHREIBER.

El Salvador :

Manuel CASTRO RAMÍREZ,
Maximiliano Patricio BRANNON.

Mexico :

Francisco CASTILLO NÁJERA,
Alfonso REYES,
Ramón BETETA,
Juan Manuel ALVAREZ DEL CASTILLO.

Brazil :

José Carlos DE MACEDO SOARES,
José de Paula RODRÍGUES ALVES,
Helio LOBO,
Hildebrando Pompeu PINTO ACCIOLY,
Edmundo DA LUZ PINTO,
Roberto CARNEIRO DE MENDONÇA,
Rosalina COELHO LISBOA DE MILLER,
María Luiza BITTENCOURT.

nacional que permite distinguir entre el agresor y el agredido y darles un tratamiento diferente. Al propio tiempo, la Delegación de Colombia considera necesario, para asegurar la plena y efectiva aplicación de este Pacto, dejar consignada la siguiente definición del agresor :

Se considerará como agresor al Estado que se haga responsable de uno a varios de los actos siguientes :

a) Que sus fuerzas armadas, a cualquier arma a que pertenezcan, hayan traspasado indebidamente las fronteras terrestres, marítimas o aéreas de otros Estados. Cuando la violación del territorio de un Estado haya sido efectuada por bandas de irregulares organizadas dentro o fuera de su territorio, y que hayan recibido apoyo directo o indirecto de otro Estado, tal violación será asimilada, para los efectos del presente artículo, a la efectuada por las fuerzas regulares del Estado responsable de la agresión ;

b) Que haya intervenido de una manera unilateral o ilegal en los asuntos interiores o exteriores de otro Estado ;

c) Que se haya negado al cumplimiento de un fallo arbitral o de una sentencia de la justicia internacional, legalmente pronunciado.

Ninguna consideración de orden político, militar, económico o de otra clase, podrá servir de excusa o de justificación a la agresión aquí prevista.

Argentina :

Carlos SAAVEDRA LAMAS,
Roberto M. ORTIZ,
Miguel Angel CÁRCANO,
José María CANTILO.
Felipe A. ESPIL,
Leopoldo MELO,
Isidoro RUIZ MORENO,
Daniel ANTOKOLETZ,
Carlos BREBBIA,
César DÍAZ CISNEROS.

Paraguay :

Miguel Angel SOLER,
J. Isidro RAMÍREZ.

Honduras :

Antonio BERMÚDEZ M.,
Julián LÓPEZ PINEDA.

Costa Rica :

Manuel F. JUMÉNEZ,
Carlos BRENES.

Venezuela :

Caracciolo PARRA PÉREZ,
Gustavo HERRERA,
Alberto ZÉREGA FOMBONA.

Perú :

Carlos CONCHA,
Alberto ULLOA,
Felipe BARREDA LAOS,
Diómedes ARIAS SCHREIBER.

El Salvador :

Manuel CASTRO RAMÍREZ,
Maximiliano PATRICIO BRANNON.

México :

Francisco CASTILLO NÁJERA,
Alfonso REYES,
Ramón BETETA,
Juan Manuel ALVAREZ DEL CASTILLO.

Brasil :

José Carlos DE MACEDO SOARES,
José de Paula RODRÍGUES ALVES,
Helio LOBO,
Hildebrando Pompeu PINTO ACCIOLY,
Edmundo DA LUZ PINTO.
Roberto CARNEIRO DE MENDONÇA,
Rosalina COELHO LISBOA DE MILLER,
María Luiza BITTENCOURT.

Uruguay :
Pedro MANINI RÍOS,
Eugenio MARTÍNEZ THEDY,
Felipe FERREIRO,
Abalcázar GARCÍA,
Julio César CERDEIRAS ALONSO,
Gervasio POSADAS BELGRANO.

Guatemala :
Carlos SALAZAR,
José A. MEDRANO,
Alfonso CARRILLO.

Nicaragua :
Luis Manuel DEBAYLE,
José María MONCADA,
Modesto VALLE.

Dominican Republic :
Max HENRÍQUEZ UREÑA,
Tulio M. CESTERO,
Enrique JIMÉNEZ.

Colombia :
Jorge SOTO DEL CORRAL,
Miguel LÓPEZ PUMAREJO,
Roberto URDANETA ARBELÁEZ,
Alberto LLERAS CAMARGO,
José Ignacio DÍAZ GRANADOS.

Panama :
Harmodio ARIAS M.,
Julio J. FÁBREGA,
Eduardo CHIARI.

United States of America :
Cordell HULL,
Sumner WELLES,
Alexander W. WEDDELL,
Adolf A. BERLE, Jr.,
Alexander F. WHITNEY,
Charles G. FENWICK,
Michael Francis DOYLE,
Elise F. MUSSER.

Chile :
Miguel CRUCHAGA TOCORNAL,
Luis BARROS BORGOÑO,
Félix NIETO DEL RÍO,
Ricardo MONTANER BELLO.

Ecuador :
Humberto ALBORNOZ,
Antonio PONS,
José Gabriel NAVARRO,
Francisco GUARDERAS.

Bolivia :
Enrique FINOT,
David ALVÉSTEGUI,
Carlos ROMERO.

Haiti :
H. Pauleus SANNON,
Camille J. LEÓN,
Elie LESCOT,
Edmé MANIGAT,
Pierre Eugéne DE LESPINASSE,
Clément MAGLOIRE.

Cuba :
José Manuel CORTINA,
Ramón ZAYDÍN,
Carlos MÁRQUEZ STERLING,
Rafael SANTOS JIMÉNEZ,
César SALAYA,
Calixto WHITMARSH,
José Manuel CARBONELL.

Certified to be a true and complete textual copy of the Convention in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :
Edward Yardley,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

Uruguay :
Pedro MANINI RÍOS,
Eugenio MARTÍNEZ THEDY,
Felipe FERREIRO,
Abalcázar GARCÍA,
Julio César CERDEIRAS ALONSO,
Gervasio POSADAS BELGRANO.

Guatemala :
Carlos SALAZAR,
José A. MEDRANO,
Alfonso CARRILLO.

Nicaragua :
Luis Manuel DEBAYLE,
José María MONCADA,
Modesto VALLE.

República Dominicana :
Max HENRÍQUEZ UREÑA,
Tulio M. CESTERO,
Enrique JIMÉNEZ.

Colombia :
Jorge SOTO DEL CORRAL,
Miguel LÓPEZ PUMAREJO,
Roberto URDANETA ARBELÁEZ,
Alberto LLERAS CAMARGO,
José Ignacio DÍAZ GRANADOS.

Panamã :
Harmodio ARIAS, M.,
Julio J. FÁBREGA,
Eduardo CHIARI.

Estados Unidos de América :
Cordell HULL,
Sumner WELLES,
Alexander W. WEDDELL.
Adolph A. BERLE, Jr.,
Alexander F. WHITNEY,
Charles G. FENWICK,
Michael Francis DOYLE,
Elise F. MUSSER.

Chile :
Miguel CRUCHAGA TOCORNAL,
Luis BARROS BORGOÑO,
Félix NIETO DEL RÍO,
Ricardo MONTANER BELLO.

Ecuador :
Humberto ALBORNOZ,
Antonio PONS,
José Gabriel NAVARRO,
Francisco GUARDERAS,

Bolivia :
Enrique FINOT,
David ALVÉSTEGUI,
Carlos ROMERO.

Haiti :
H. Pauleus SANNON,
Camille J. LEÓN,
Elie LESCOT,
Edmé MANIGAT,
Pierre Eugéne DE LESPINASSE,
Clément MAGLOIRE.

Cuba :
José MANUEL CORTINA,
Ramón ZAYDÍN,
Carlos MÁRQUEZ STERLING,
Rafael SANTOS JIMÉNEZ,
César SALAYA,
Calixto WHITMARSH.
José Manuel CARBONELL.

Certified to be a true and complete textual copy of the Convention in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :
Edward Yardley,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

No. 4548

N° 4548. — CONVENTION POUR COORDONNER ET ÉTENDRE LES TRAITÉS EXISTANT ENTRE LES ÉTATS AMÉRICAINS ET EN ASSURER L'EXÉCUTION, ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE INTERAMÉRICAINE POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX. SIGNÉE A BUENOS-AYRES, LE 23 DÉCEMBRE 1936.

Les gouvernements représentés à la Conférence interaméricaine pour le maintien de la paix,

Animés du désir d'assurer le maintien de la paix générale dans leurs relations mutuelles,

Appréciant les avantages qui ont découlé et découleront des divers pactes en vigueur qui condamnent la guerre et établissent des méthodes pour le règlement pacifique des différends internationaux ;

Reconnaissant la nécessité d'imposer de plus grandes restrictions au recours à la guerre ;

Et convaincus que pour atteindre ce but, il y a lieu de conclure une nouvelle convention qui coordonne les accords existants, les amplifie et assure leur exécution, ont désigné à cette fin les plénipotentiaires suivants :

ARGENTINE :

Carlos SAAVEDRA LAMAS,
Roberto M. ORTIZ,
Miguel Angel CÁRCANO,
José María CANTILO,
Felipe A. ESPIL,
Leopoldo MELO,
Isidoro RUIZ MORENO,
Daniel ANTOKOLETZ,
Carlos BREBBIA,
César DÍAZ CISNEROS.

PARAGUAY :

Miguel Angel SOLER,
J. Isidro RAMÍREZ.

HONDURAS :

Antonio BERMÚDEZ M.,
Julián LÓPEZ PINEDA.

COSTA-RICA :

Manuel F. JIMÉNEZ,
Carlos BRENES.

VENEZUELA :

Caracciolo PARRA PÉREZ,
Gustavo HERRERA,
Alberto ZÉREGA FOMBONA.

PÉROU :

Carlos CONCHA,
Alberto ULLOA,
Felipe BARREDA LAOS,
Diómedes ARIAS SCHREIBER.

LE SALVADOR :

Manuel CASTRO RAMÍREZ,
Maximiliano Patricio BRANNON.

MEXIQUE :

Francisco CASTILLO NÁJERA,
Alfonso REYES,
Ramón BETETA,
Juan Manuel ALVAREZ DEL CASTILLO.

BRÉSIL :

José Carlos DE MACEDO SOARES,
Oswaldo ARANHA,
José de Paula RODRÍGUES ALVES,
Helio LOBO,
Hildebrando Pompeu PINTO ACCIOLY,
Edmundo DA LUZ PINTO,
Roberto CARNEIRO DE MENDONÇA,
Rosalina COELHO LISBOA DE MILLER,
María Luiza BITTENCOURT.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 4548. — CONVENÇÃO PARA COORDENAR, AMPLIAR E ASSEGURAR A OBSERVANCIA DOS TRATADOS EXISTENTES ENTRE OS ESTADOS AMERICANOS, ADOPTADA PELA CONFERENCIA INTERAMERICANA DE CONSOLIDAÇÃO DA PAZ. ASSINADA EM BUENOS AIRES EM 23 DE DEZEMBRO DE 1936.

Os Govêrnos representados na Conferencia Interamericana de Consolidação da Paz,

Animados pelo desejo de consolidar a paz geral nas suas mutuas relações ;

Apreciando as vantagens que derivaram e derivarão dos diversos pactos celebrados que condemnam a guerra e estabelecem methodos para a solução pacifica dos dissidios de caracter internacional ;

Reconhecendo a necessidade de impôr as maiores restricções ao recurso á guerra ;

Julgando que, com este fim, é conveniente celebrar uma nova convenção que coordene os accôrdos existentes, os amplie e assegure a sua observancia, designaram os seguintes Plenipotenciarios :

ARGENTINA :

Carlos SAAVEDRA LAMAS,
Roberto M. ORTIZ,
Miguel Angel CÁRCANO,
José Mariá CANTILO,
Felipe A. ESPIL,
Leopoldo MELO
Isidoro RUIZ MORENO,
Daniel ANTOKOLETZ,
Carlos BREBBIA,
César DÍAZ CISNEROS.

PARAGUAY :

Miguel Angel SOLER,
J. Isidro RAMÍREZ.

HONDURAS :

Antonio BERMÚDEZ M.,
Julián LÓPEZ PINEDA.

COSTA RICA :

Manuel F. JIMÉNEZ,
Carlos BRENES.

VENEZUELA :

Caracciolo PARRA PÉREZ,
Gustavo HERRERA,
Alberto ZÉREGA FOMBONA.

PERÚ :

Carlos CONCHA,
Alberto ULLOA,
Felipe BARREDA LAOS,
Diómedes ARIAS SCHREIBER.

EL SALVADOR :

Manuel CASTRO RAMÍREZ,
Maximiliano Patricio BRANNON.

MÉXICO :

Francisco CASTILLO NÁJERA,
Alfonso REYES,
Ramón BETETA,
Juan Manuel ALVAREZ DEL CASTILLO.

BRASIL :

José Carlos DE MACEDO SOARES,
Oswaldo ARANHA,
José de Paula RODRÍGUES ALVES,
Helio LOBO,
Hildebrando Pompeu PINTO ACCIOLY,
Edmundo DA LUZ PINTO,
Roberto CARNEIRO DE MENDONÇA,
Rosalina COELHO LISBOA DE MILLER,
Mariá Luiza BITTENCOURT.

URUGUAY :
José ESPALTER,
Pedro MANINI RÍOS,
Eugenio MARTÍNEZ THEDY,
Juan Antonio BUERO,
Felipe FERREIRO,
Andrés F. PUYOL,
Abalcázar GARCÍA,
José G. ANTUÑA,
Julio César CERDEIRAS ALONSO,
Gervasio POSADAS BELGRANO.

GUATÉMALA :
Carlos SALAZAR,
José A. MEDRANO,
Alfonso CARRILLO.

NICARAGUA :
Luis Manuel DEBAYLE,
José María MONCADA,
Modesto VALLE.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :
Max HENRÍQUEZ UREÑA,
Tulio M. CESTERO,
Enrique JIMÉNEZ.

COLOMBIE :
Jorge SOTO DEL CORRAL,
Miguel LÓPEZ PUMAREJO,
Roberto URDANETA ARBELÁEZ,
Alberto LLERAS CAMARGO,
José Ignacio DÍAZ GRANADOS.

PANAMA :
Harmodio ARIAS M.,
Julio J. FÁBREGA,
Eduardo CHIARI.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :
Cordell HULL,
Sumner WELLES,
Alexander W. WEDDELL,
Adolf A. BERLE, Jr.,
Alexander F. WHITNEY,
Charles G. FENWICK,
Michael Francis DOYLE,
Elise F. MUSSER.

CHILI :
Miguel CRUCHAGA TOCORNAL,
Luis BARROS BORGOÑO,
Félix NIETO DEL RÍO,
Ricardo MONTANER BELLO.

EQUATEUR :
Humberto ALBORNOZ,
Antonio PONS,
José Gabriel NAVARRO,
Francisco GUARDERAS,
Eduardo SALAZAR GÓMEZ.

BOLIVIE :
David ALVÉSTEGUI,
Enrique FINOT,
Eduardo DÍEZ DE MEDINA,
Alberto OSTRIA GUTIÉRREZ,
Carlos ROMERO,
Alberto CORTADELLAS,
Javier PAZ CAMPERO.

HAÏTI :
H. Pauleus SANNON,
Camille J. LEÓN,
Elie LESCOT,
Edmé MANIGAT,
Pierre Eugène DE LESPINASSE,
Clément MAGLOIRE.

CUBA :
José Manuel CORTINA,
Ramón ZAYDIN,
Carlos MÁRQUEZ STERLING,
Rafael SANTOS JIMÉNEZ,
César SALAYA,
Calixto WHITMARSH,
José Manuel CARBONELL.

URUGUAY :
José ESPALTER,
Pedro MANINI RÍOS,
Eugenio MARTÍNEZ THEDY,
Juan Antonio BUERO,
Felipe FERREIRO,
Andrés F. PUYOL,
Abalcázar GARCÍA,
José G. ANTUÑA,
Julio César CERDEIRAS ALONSO,
Gervasio POSADAS BELGRANO.

GUATEMALA :
Carlos SALAZAR,
José A. MEDRANO,
Alfonso CARRILLO.

NICARAGUA :
Luis Manuel DEBAYLE,
José Mariá MONCADA,
Modesto VALLE.

REPÚBLICA DOMINICANA :
Max HENRÍQUEZ UREÑA,
Tulio M. CESTERO,
Enrique JIMÉNEZ.

COLOMBIA :
Jorge SOTO DEL CORRAL,
Miguel LÓPEZ PUMAREJO,
Roberto URDANETA ARBELÁEZ,
Alberto LLERAS CAMARGO,
José Ignacio DÍAZ GRANADOS.

PANAMÁ:
Harmodio ARIAS M.,
Julio J. FÁBREGA,
Eduardo CHIARI.

ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :
Cordell HULL,
Sumner WELLES,
Alexander W. WEDDELL,
Adolf A. BERLE, Jr.,
Alexander F. WHITNEY,
Charles G. FENWICK,
Michael Francis DOYLE,
Elise F. MUSSER.

CHILE :
Miguel CRUCHAGA TOCORNAL,
Luis BARROS BORGOÑO,
Félix NIETO DEL RÍO,
Ricardo MONTANER BELLO.

ECUADOR :
Humberto ALBORNOZ,
Antonio PONS,
José Gabriel NAVARRO,
Francisco GUARDERAS,
Eduardo SALAZAR GÓMEZ.

BOLIVIA :
Enrique FINOT,
David ALVÉSTEGUI,
Eduardo DÍEZ DE MEDINA,
Alberto OSTRIA GUTIÉRREZ,
Carlos ROMERO,
Alberto CORTADELLAS,
Javier PAZ CAMPERO.

HAITÍ :
H. Pauleus SANNON,
Camille J. LEÓN,
Elie LESCOT,
Edmé MANIGAT,
Pierre Eugène DE LESPINASSE,
Clément MAGLOIRE.

CUBA :
José Manuel CORTINA,
Ramón ZAYDIN,
Carlos MÁRQUEZ STERLING,
Rafael SANTOS JIMÉNEZ,
César SALAYA,
Calixto WHITMARSH,
José Manuel CARBONELL.

Lesquels, ayant déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont convenu ce qui suit :

Article premier.

Considérant que, par le Traité pour éviter ou empêcher les conflits internationaux entre les Etats Américains, signé à Santiago le 3 mai 1923 (connu sous le nom de traité Gondra), les Hautes Parties contractantes ont convenu que toute question qui n'aurait pu être résolue par la voie diplomatique ni soumise à l'arbitrage, en vertu des traités existants, sera soumise à une commission d'enquête qui en fera rapport ;

Que, par le Traité de renonciation à la guerre, signé à Paris le 28 août 1928 (connu sous le nom de Pacte Kellogg-Briand ou Pacte de Paris), les Hautes Parties contractantes ont déclaré solennellement, au nom de leurs nations respectives, qu'elles condamnent tout recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux et y renoncent comme instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles ;

Que, par la Convention générale de conciliation interaméricaine, signée à Washington le 5 janvier 1929, les Hautes Parties contractantes ont convenu de soumettre à la procédure de conciliation tous les différends qui peuvent s'élever entre elles et qu'il n'aurait pas été possible de régler par la voie diplomatique, et d'établir une commission de conciliation pour exécuter les obligations assumées dans ladite convention ;

Que, par le Traité général d'arbitrage interaméricain, signé à Washington le 5 janvier 1929, les Hautes Parties contractantes se sont engagées à soumettre à l'arbitrage, sauf certaines exceptions, tous les différends de caractère international, qui n'auraient pas été réglés par la voie diplomatique, et ayant un caractère juridique, c'est-à-dire susceptibles d'être décidés par l'application des principes de droit, et en outre, à établir entre elles et à suivre une procédure d'arbitrage ;

Que par le Traité de non-agression et de conciliation, signé à Rio de Janeiro, le 10 octobre 1933 (connu sous le nom de Traité Saavedra Lamas), les Hautes Parties contractantes ont déclaré solennellement qu'elles condamnent les guerres d'agression dans leurs relations mutuelles ou avec d'autres Etats ; que le règlement des conflits ou différends de toutes sortes qui s'élèveront entre elles ne devra être obtenu que par des moyens pacifiques consacrés par le droit international, qu'elles ont également déclaré, en ce qui les concerne, que les questions territoriales ne doivent pas être réglées par la violence, et qu'elles ne reconnaîtront aucun règlement territorial qui ne soit pas obtenu par des moyens pacifiques, ni la validité de l'occupation ou de l'acquisition de territoires, effectuée par la force des armes, en outre, qu'en cas de non-accomplissement de ces engagements, les Etats contractants adopteront, en leur qualité de neutres, une attitude commune et solidaire, et mettront en œuvre les moyens politiques, juridiques ou économiques autorisés par le Droit international et qu'ils porteront l'opinion publique à agir par son influence, tout en évitant de recourir à aucune intervention diplomatique ou armée, sans cependant renoncer à l'attitude que leur imposent leurs traités collectifs ;

Et qu'ils s'engagent, en outre, à établir une procédure de conciliation ;

Les Hautes Parties contractantes réaffirment les engagements contractés par elles de donner une solution par des moyens pacifiques, aux controverses d'ordre international qui peuvent surgir entre elles.

Article II.

Les Hautes Parties contractantes, convaincues de l'utilité de la coopération et de la consultation stipulées dans la Convention pour le maintien, la préservation et le rétablissement de la paix, signée entre elles le 23 décembre 1936, conviennent qu'en toutes questions qui affectent la paix sur le continent, la consultation et la coopération susmentionnées auront pour objet de faciliter, par l'offre amicale de leurs bons offices et de leur médiation, l'accomplissement par les Républiques américaines, des engagements existants pour un règlement pacifique, et de délibérer, en pleine reconnaissance de leur égalité juridique comme Etats souverains et indépendants et de tous leurs droits à la liberté d'action individuelle, lorsque surgira une divergence capable d'affecter leur intérêt commun ou le maintien de la paix.

Os quaes, depois de depositarem os seus plenos poderes, que foram achados em bôa e devida forma, convieram no seguinte :

Artigo I.

Considerando :

Que, pelo tratado para evitar ou prevenir conflictos entre os Estados Americanos, assignado em Santiago no dia 3 de Maio de 1923 (conhecido como Tratado Gondra), as Altas Partes Contractantes concordam em que toda questão que não tenha podido ser resolvida pela via diplomatica, nem levada á arbitragem, em virtude de Tratados existentes, será submettida á investigação e informação duma Commissão de Investigação ;

Que, pelo tratado de proscripção da guerra, assignado em Paris a 28 de Agosto de 1928 (conhecido como Pacto Briand-Kellogg, ou Pacto de Paris), as Altas Partes Contractantes declaram solennemente, em nome das suas respectivas nações, que condemnam o recurso á guerra para a solução das controversias internacionaes, e a ella renunciam, como instrumento de politica nacional, nas suas mutuas relações ;

Que, pela Convenção Geral de Conciliação Interamericana, assignada em Washington a 5 de Janeiro de 1929, as Altas Partes Contractantes obrigam-se a submetter ao processo de conciliação todas as suas controversias que não tenha sido possivel resolver pela via diplomatica e a estabelecer uma « commissão de conciliação para levar a effeito as obrigações que assumem nessa Convenção ;

Que, pelo Tratado Geral de Arbitramento Interamericano, assignado em Washington a 5 de Janeiro de 1929, as Altas Partes Contractantes se obrigam a submetter á arbitragem, com certas excepções, todos os seus litigios de caracter internacional que não tenha sido possivel resolver pela via diplomatica e que se considerem de natureza juridica por serem susceptiveis de decisão mediante a applicação dos principios do direito, e, além disso a criar o processo de arbitragem a ser seguido ; e

Que, pelo Tratado de não-Aggressão e Conciliação, assignado no Rio de Janeiro a 10 de Outubro de 1933 (conhecido como Tratado Saavedra Lamas), as Altas Partes Contractantes declaram solennemente que condemnam as guerras de aggressão nas suas mutuas relações, ou com outros Estados, e que a solução dos conflictos ou divergencias de qualquer classe que se suscitem entre ellas, não se deverá realizar senão pelos meios pacificos que consagra o direito internacional, e tambem declaram que, entre ellas, as questões territoriaes não se deverão resolver pela violencia e que não reconhecerão ajuste territorial algum que não seja obtido por meios pacificos, nem a validade da occupação ou acquisição de territorios que seja conseguida pela força das armas, e, além disso, que, no caso de falta de cumprimento destas obrigações, os Estados Contratantes se compromettem a adoptar, na sua qualidade de neutros, uma attitude commun e solidaria e a exercer os meios politicos, juridicos ou economicos autorizados pelo direito internacional, e a fazer pesar a influencia da opinião publica, sem, comtudo, recorrer a intervenção, seja diplomatica ou armada, resalvada a attidude que lhes possa corresponder em virtude dos seus Tratados collectivos ; e ao demais, se comprometem a criar um processo de conciliação ;

As Altas Partes Contractantes ratificam as obrigações contrahidas para resolver, por meios pacificos, as controversias de ordem internacional que possam surgir entre ellas.

Artigo II.

As Altas Partes Contractantes, convencidas da necessidade de cooperação e da consulta estipulada na Convenção sobre a mantenção, garantia e restabelecimento da paz entre ellas assignada nesta mesma data accordam em que, em qualquer assumpto que attinja a paz do continente, as referidas consultas e cooperação terão por objecto facilitar, pelo offerecimento amistoso dos seus bons officios e da sua mediação, a observancia, por parte das Republicas americanas, das obrigações existentes para uma solução pacifica bem como as suas deliberações, dentro da plena igualdade juridica, como Estados soberanos e independentes e com direito á liberdade de acção individual, quando surgir uma divergencia que attinja seu commum interêsse de manter a paz.

Article III.

En cas de menace de guerre, les Hautes Parties contractantes exécuteront les dispositions contenues dans les articles I et II de la Convention pour le maintien, la préservation et le rétablissement de la paix ; il est entendu que, pendant la durée de la consultation et pour une période ne dépassant pas six mois, les Parties en désaccord ne recourront pas aux hostilités et s'abstiendront de toute action militaire.

Article IV.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de plus qu'en cas de difficultés entre deux ou plus d'entre elles, elles chercheront à les régler dans un esprit de respect mutuel de leurs droits respectifs, en recourant, pour cet objet, à des négociations diplomatiques ou successivement à des procédures de médiation, aux commissions d'enquête, aux commissions de conciliation, aux tribunaux d'arbitrage et aux cours de justice comme il est prévu dans les traités auxquels elles sont parties ; elles conviennent également que s'il était impossible de régler ces différends par la voie diplomatique et si les Etats en désaccord ont recours aux autres procédures prévues dans le présent article, elles en informeront les autres Etats signataires et les tiendront au courant de la marche des négociations.

Ces stipulations ne concernent pas les différends déjà soumis à une procédure diplomatique ou judiciaire en vertu d'accords spéciaux.

Article V.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que, dans le cas où les méthodes prévues par la présente convention ou par des accords antérieurs n'aboutiraient pas à un règlement pacifique des différends qui peuvent s'élever entre deux ou plus d'entre elles, et que s'ouvriraient les hostilités, elles procéderont conformément aux stipulations suivantes :

a) Elles adopteront, selon les termes du Traité de non-agression et de conciliation (Traité Saavedra Lamas), en leur qualité de neutres, une attitude commune et solidaire ; elles se consulteront immédiatement entre elles et prendront connaissance de l'ouverture des hostilités pour déterminer, conjointement ou séparément, si lesdites hostilités constituent un état de guerre afin d'appliquer les stipulations de la présente convention.

b) Il est entendu qu'en ce qui concerne la question de savoir si les hostilités en cours constituent ou non un état de guerre, chacune des Hautes Parties contractantes devra prendre une prompte décision. Dans tous les cas, si les hostilités se poursuivent entre deux ou plus des Parties contractantes ou entre deux ou plus des Etats signataires qui, à ce moment, ne seraient pas parties à cette convention pour ne l'avoir pas ratifiée, chacune des Parties contractantes prendra connaissance de la situation et adoptera l'attitude qui lui incombe en vertu d'autres traités multilatéraux dont elle est partie ou conformément à sa législation interne. Cet acte ne devra pas être considéré comme inamical de la part d'aucun Etat qu'il affecterait.

Article VI.

Sans préjudice des principes universels sur la neutralité prévus pour le cas de guerre internationale hors d'Amérique, et des obligations contractées par les Etats américains qui seraient membres de la Société des Nations, les Hautes Parties contractantes réaffirment leur fidélité aux principes énoncés dans les cinq pactes visés à l'article I, et conviennent que, dans le cas d'ouverture d'hostilités ou de menace d'ouverture d'hostilités entre deux ou plus d'entre elles, elles s'efforceront immédiatement d'adopter, en leur qualité de neutres, au moyen d'une consultation, une attitude commune et solidaire dans le but de décourager ou de prévenir l'extension ou la prolongation des hostilités.

Dans ce but, et tenant compte de la diversité des cas et des circonstances, elles pourront envisager des mesures de prohibition ou de restriction concernant la vente ou l'expédition d'armes,

Artigo III.

Em caso de ameaça de guerra, as Altas Partes Contractantes promoverão a applicação das disposições contidas no artigo I e II da Convenção celebrada nesta mesma data, tendo-se por entendido que, emquanto durarem as consultas e por um prazo não superior a seis mezes, as Partes em litigio não recorrerão ás hostilidades, nem exercerão acção militar alguna.

Artigo IV.

As Altas Partes Contractantes concordam, tambem, em que no caso de surgir uma controversia entre duas ou mais dellas, tratarão de solucioná-la dentro dum espirito de mutuo respeito de seus respectivos direitos, recorrendo com esse fim a negociações diplomaticas directas ou aos processos alternativos de mediação, commissões de investigação, commissões de conciliação, tribunaes de arbitragem e côrtes de justica, segundo estipulem os tratados de que sejam partes ; e accordam, tambem, em que, se não tiver sido possivel a solução da controversia pela negociação diplomatica e os paizes em litigio recorrerem aos outros processos previstos no presente artigo, disto, bem como da marcha das negociações, deverão informar aos demais Estados signatarios. Estas estipulações não attinjem as controversias já submettidas a um processo diplomatico ou juridico em virtude de pactos especiaes.

Artigo V.

As Altas Partes Contractantes accordam em que se, mediante os methodos estabelecidos pela presente Convenção ou por accôrdos anteriormente celebrados, não se obtiver uma solução pacifica das divergencias que possam surgir entre duas ou mais dellas e chegar a se produzir o rompimento das hostilidades, procederão de accôrdo com as seguintes estipulações :

a) Adoptarão, segundo os termos do Tratado de Não-Aggressão e Conciliação (Tratado Saavedra Lamas), em seu caracter de neutros, uma attitude commum e solidaria ; consultar-se-ão immediatamente uma com as outras e tomarão conhecimento do rompimento das hostilidades para determinar, conjunta ou individualmente, se deve considerar que as referidas hostilidades constituem um estado de guerra, afim de se pôrem en vigencia as disposições da presente Convenção.

b) Fica entendido que, com relacão á questão de saber se as hostilidades que se estão desenrolando constituem ou não um estado de guerra, cada uma das Altas Partes Contractantes adoptará prompta decisão. De qualquer modo, se se estiverem desenrolando hostilidades entre duas ou mais Partes Contractantes, ou entre dois ou mais Estados signatarios que nessa data não sejam parte desta Convenção, cada Parte Contractante tomará conhecimento da situação e adoptará a attitude que lhe competir de conformidade com os outros Tratados collectivos de que seja parte ou segundo a sua legislação interna. Este acto não será considerado hostil por nenhum Estado por elle attingido.

Artigo VI.

Sem prejuizo dos preceitos universaes sobre neutralidade previstos para o caso de guerra internacional fora contrahidos pelos Estados americanos que forem membros da Sociedade das Nações, as Altas Partes Contractantes reaffirman sua fidelidade aos principios enunciados nos cinco pactos mencionados no artigo primeiro e accordam en que, em caso de rompimento de hostilidades, entre duas ou mais dellas, tratarão immediatamente de adoptar, em sua condicão de neutros, por meio de consultas, una attitude commum e solidaria, com o proposito de desalentar ou evitar a propagação ou prolongação das hostilidades.

Para tal fim, e considerando a diversidade dos casos e das circumstancias, poderão considerar a imposição de prohibições ou restricções sobre a venda ou embarque de armas, munições ou

munitions et matériel de guerre, emprunts ou autre aide financière aux Etats en conflit, selon la législation interne des Hautes Parties contractantes, et sans préjudice de leurs obligations dérivant d'autres traités dont elles sont ou peuvent devenir parties.

Article VII.

Rien de ce qui est stipulé dans la présente convention ne pourra être interprété comme affectant les droits et les obligations de celles des Hautes Parties contractantes qui seraient en même temps membres de la Société des Nations.

Article VIII.

La présente convention sera ratifiée par les Hautes Parties contractantes conformément à leurs procédures constitutionnelles. La convention originale et les instruments de ratification seront déposés au Ministère des Affaires étrangères de la République Argentine, qui fera part des ratifications aux autres Etats signataires. Elle entrera en vigueur lorsque onze au moins des Etats signataires auront fait le dépôt de leurs instruments de ratification.

La convention restera indéfiniment en vigueur mais elle pourra être dénoncée par l'une quelconque des Parties contractantes ; cette dénonciation deviendra effective un an après la date de sa notification. La dénonciation sera adressée au Ministère des Affaires étrangères de la République Argentine, qui en transmettra copie aux autres Etats signataires. Aucune dénonciation ne sera considérée valable si la Partie qui dénonce se trouve en état de guerre ou est engagée dans des hostilités sans avoir accompli les obligations stipulées dans la présente convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires précités ont signé la présente convention, en espagnol, en anglais, en portugais et en français, et y ont apposé leurs sceaux. Fait dans la ville de Buenos-Ayres, capitale de la République Argentine, le 23 décembre 1936.

RÉSERVES.

Réserve de la délégation Argentine.

1. De par l'article VI, dans aucun cas, ne pourront être considérées comme contrebande de guerre les denrées alimentaires ou matières premières destinées aux populations civiles des pays belligérants, et il n'existera pas le devoir de prohiber les crédits destinés à l'acquisition desdites denrées ou matières premières qui auraient la destination susmentionnée.

En ce qui concerne la saisie des armements, chaque nation pourra réserver son attitude face à une guerre d'agression.

Réserve de la délégation du Paraguay.

2. De par l'article VI, dans aucun cas ne pourront être considérées comme contrebande de guerre les denrées alimentaires ou matières premières destinées aux populations civiles des pays belligérants, et il n'existera pas le devoir de prohiber les crédits destinés à l'acquisition desdites denrées ou matières premières qui auraient la destination susmentionnée.

En ce qui concerne la saisie des armements, chaque nation pourra réserver son attitude face à une guerre d'agression.

Réserve de la délégation du Salvador.

3. Sous la réserve de l'idée de solidarité continentale face à l'agression étrangère.

Réserve de la délégation de Colombie.

4. La délégation de Colombie entend, en signant cette convention, que la phrase « en leur qualité de neutres », qui figure aux articles V et VI, implique un nouveau concept du Droit international qui permet de distinguer l'attaquant de l'attaqué et de leur octroyer un traitement différent. En même temps, la délégation de Colombie juge utile, afin d'assurer la pleine et effective application de ce pacte, de consigner la définition suivante de l'agresseur :

petrechos de guerra, emprestimos ou outro auxilio financeiro aos Estados em conflicto, de accôrdo com a legislação interna das Altas Partes Contractantes, e sem prejuizo das suas obrigações derivadas de outros tratados de que forem ou vierem a ser partes.

Artigo VII.

Nada do que está establecido na presente Convenção será entendido como attingindo os direitos e deveres das Altas Partes Contractantes que forem ao mesmo tempo membros da Sociedade das Nações.

Artigo VIII.

A presente Convenção, será ratificada pelas Altas Partes Contractantes, de accôrdo com os seus preceitos constitucionaes. A Convenção original e os instrumentos de ratificação serão depositados no Ministerio das Relações Exteriores da República Argentina, que comunicará as ratificações aos demais Estados signatarios. Esta Convenção entrará em vigor quando pelo menos onze Estados signatarios tiverem depositado as suas ratificações.

A Convenção vigorará indefinidamente, podendo, porém, ser denunciada por qualquer das Altas Partes Contractantes, entrando a denuncia en vigor um anno depois da data em que fôr feita a respectiva comunicação. A denuncia será dirigida ao Ministerio des Relações Exteriores da República Argentina, a qual transmittirá copias da mesma aos demais Estados signatarios. A denuncia não será considerada valida se a Parte denunciante estiver em estado de guerra ou entrar em hostilidades sem preencher os requisitos establecidos na presente Convenção.

Em fé do que os Plenipotenciarios acima nomeados assignan esta Convenção em espanhol, inglez, portuguez e frances e lhe appõem seus respectivos sellos na cidade de Buenos Aires, Capital da República Argentina, aos vinte e tres días do mez de dezembro do anno de mil novecentos e trinta e seis.

RESERVAS :

Reserva da Delegação Argentina.

1. Pelo artigo VI em nenhum caso poder-se-ão considerar como contrabando de guerra as sustancias alimenticias ou materias primas destinadas as povoações civis dos paizes belligerantes, nem existirá o dever de prohibir os creditos para acquisição das referidas substancias ou materias primas que tiverem o destino indicado.

No que respeita ao embargo des armamentos, cada Nação poderá reservar sua attitude em face de uma guerra de aggressão.

Reserva da Delegação do Paraguay.

2. Pelo artigo VI, en caso algum poderão ser consideradas como contrabando de guerra as substancias alimenticias ou as materias primas destinadas ás povoações civis de paizes belligerente nem existirá a obrigação de prohibir os creditos para acquisição das referidas substancias ou materias primas que tiverem o destino indicado.

No que respeita ao embargo de armamentos, cada nação poderá reservar a sua attitude em face de una guerra de aggressão.

Reserva da Delegação de El Salvador.

3. Com a reserva da idéa da solidariedade continental em face de uma aggressão estranha.

Reserva da Delegação da Colombia.

4. A Delegação da Colombia julga, ao assignar esta Convenção, que a phrase « em seu caracter de neutral », que aparecenos nos artigos V e VI significa um conceito novo de Direito Internacional que permite distinguir entre o aggressor o o aggredido e dar-lhes um trato diverso.

Ao mesmo tempo, a Delegação da Colombia considera necessario para assegurar a plena e effectiva applicação deste Pacto, deixar consignada a seguinte definição do aggressor :

On considérera comme agresseur l'Etat qui se rendra responsable d'un ou de plusieurs des actes suivants :

a) Dont les forces armées, de n'importe quelle arme, auront franchi indûment les frontières terrestres, maritimes ou aériennes, d'autres Etats. Lorsque la violation du territoire d'un Etat aura été effectuée par des bandes irrégulières, organisées à l'intérieur ou hors de son territoire, et qu'elles auront reçu un appui direct ou indirect d'un autre Etat, la violation sera assimilée, aux effets du présent article, à celle effectuée par les forces régulières de l'Etat responsable de l'agression ;

b) Qui sera intervenu d'une manière unilatérale ou illégale dans les affaires intérieures ou étrangères d'un autre Etat ;

c) Qui se sera refusé à accomplir une sentence arbitrale ou une sentence de la justice internationale, légalement rendue.

Aucune considération d'ordre politique, militaire, économique ou d'un autre ordre, ne pourra servir d'excuse ou de justification à l'agression ici prévue.

Argentine :
Carlos SAAVEDRA LAMAS,
Roberto M. ORTIZ,
Miguel Angel CÁRCANO,
José María CANTILO,
Felipe A. ESPIL,
Leopoldo MELO,
Isidoro RUIZ MORENO,
Daniel ANTOKOLETZ,
Carlos BREBBIA,
César DÍAZ CISNEROS.

Paraguay :
Miguel Angel SOLER,
J. Isidro RAMÍREZ.

Honduras :
Antonio BERMÚDEZ M.,
Julián LÓPEZ PINEDA.

Costa-Rica :
Manuel F. JIMÉNEZ,
Carlos BRENES.

Venezuela :
Caracciolo PARRA PÉREZ,
Gustavo HERRERA,
Alberto ZÉREGA FOMBONA.

Pérou :
Carlos CONCHA,
Alberto ULLOA,
Felipe BARREDA LAOS,
Diómedes ARIAS SCHREIBER.

Le Salvador :
Manuel CASTRO RAMÍREZ,
Maximiliano Patricio BRANNON.

Mexique :
Francisco CASTILLO NÁJERA,
Alfonso REYES,
Ramón BETETA,
Juan Manuel ALVAREZ DEL CASTILLO.

Brésil :
José Carlos DE MACEDO SOARES,
José de Paula RODRÍGUES ALVES,
Helio LOBO,
Hildebrando Pompeu PINTO ACCIOLY,
Edmundo DA LUZ PINTO,
Roberto CARNEIRO DE MENDONÇA,
Rosalina COELHO LISBOA DE MILLER,
María Luiza BITTENCOURT.

Uruguay :
Pedro MANINI RÍOS,
Eugenio MARTÍNEZ THEDY,
Felipe FERREIRO,
Abalcázar GARCÍA,
Julio César CERDEIRAS ALONSO,
Gervasio POSADAS BELGRANO.

Guatémala :
Carlos SALAZAR,
José A. MEDRANO,
Alfonso CARRILLO.

Considerar-se-á como aggressor aquelle Estado que se fizer responsavel de um ou varios dos actos seguintes :

a) Que as suas forças armadas, seja qual fôr a arma a que pertencerem, tenham transposto indevidamente as fronteiras terrestres, maritimas ou aereas de outros Estados. Quando a violação do territorio de um Estado tenha sido realizada por bandas de irregulares organizadas dentro ou fora de seu territorio e que tenham recebido apoio directo ou indirecto de outro Estado, tal violação será assimilada, para os affeitos desde artigo á realizada por forças regulares do Estado responsavel pela aggressão ;

b) Que tenha tido intervenção de forma unilateral e illegal em assumptos interiores ou exteriores de outro Estado ;

c) Que se tenha negado a cumprir un laudo arbitral ou uma sentença da justiça internacional, legalmente proferidos.

Nenhuma consideração de ordem politica, militar, economica ou de outra classe, poderá servir de excusa ou de justificativo a aggressão aqui prevista.

Argentina :
Carlos SAAVEDRA LAMAS,
Roberto M. ORTIZ,
Miguel Angel CÁRCANO,
José Mariá CANTILO,
Felipe A. ESPIL,
Leopoldo MELO,
Isidoro RUIZ MORENO,
Daniel ANTOKOLETZ,
Carlos BREBBIA,
César DÍAZ CISNEROS.

Paraguay :
Miguel Angel SOLER,
J. Isidro RAMÍREZ.

Honduras :
Antonio BERMÚDEZ M.,
Julián LÓPEZ PINEDA.

Costa Rica :
Manuel F. JIMÉNEZ,
Carlos BRENES.

Venezuela :
Caracciolo PARRA PÉREZ,
Gustavo HERRERA,
Alberto ZÉREGA FOMBONA.

Perú :
Carlos CONCHA,
Alberto ULLOA,
Felipe BARREDA LAOS,
Diómedes ARIAS SCHREIBER.

El Salvador :
Manuel CASTRO RAMÍREZ,
Maximiliano Patricio BRANNON.

México :
Francisco CASTILLO NÁJERA,
Alfonso REYES,
Ramón BETETA,
Juan Manuel ALVAREZ DEL CASTILLO.

Brasil :
José Carlos DE MACEDO SOARES,
José de Paula RODRIGUES ALVES,
Helio LOBO,
Hildebrando Pompeu PINTO ACCIOLY,
Edmundo DA LUZ PINTO,
Roberto CARNEIRO DE MENDONÇA,
Rosalina COELHO LISBOA DE MILLER,
María Luiza BITTENCOURT.

Uruguay :
Pedro MANINI RÍOS,
Eugenio MARTÍNEZ THEDY,
Felipe FERREIRO,
Abalcázar GARCÍA,
Julio César CERDEIRAS ALONSO,
Gervasio POSADAS BELGRANO.

Guatemala :
Carlos SALAZAR,
José A. MEDRANO,
Alfonso CARRILLO.

Nicaragua :

Luis Manuel DEBAYLE,
José María MONCADA,
Modesto VALLE.

République Dominicaine :

Max HENRÍQUEZ UREÑA,
Tulio M. CESTERO,
Enrique JIMÉNEZ.

Colombie :

Jorge SOTO DEL CORRAL,
Miguel LÓPEZ PUMAREJO,
Roberto URDANETA ARBELÁEZ,
Alberto LLERAS CAMARGO,
José Ignacio DÍAZ GRANADOS.

Panama :

Harmodio ARIAS M.,
Julio J. FÁBREGA,
Eduardo CHIARI.

Etats-Unis d'Amérique :

Cordell HULL,
Sumner WELLES,
Alexander W. WEDDELL,
Adolph A. BERLE, Jr.,
Alexander F. WHITNEY,
Charles G. FENWICK,
Michael Francis DOYLE,
Elise F. MUSSER.

Certified to be a true and complete textual copy of the Convention in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

Chili :

Miguel CRUCHAGA TOCORNAL,
Luis BARROS BORGOÑO,
Félix NIETO DEL RÍO,
Ricardo MONTANER BELLO.

Equateur :

Humberto ALBORNOZ,
Antonio PONS,
José Gabriel NAVARRO,
Francisco GUARDERAS.

Bolivie :

Enrique FINOT,
David ALVÉSTEGUI,
Carlos ROMERO.

Haïti :

H. Pauleus SANNON,
Camille J. LEÓN,
Elie LESCOT,
Edmé MANIGAT,
Pierre Eugène DE LESPINASSE,
Clément MAGLOIRE.

Cuba :

José Manuel CORTINA,
Ramón ZAYDIN,
Carlos MÁRQUEZ STERLING,
Rafael SANTOS JIMÉNEZ,
César SALAYA,
Calixto WHITMARSH,
José Manuel CARBONELL.

Nicaragua :

Luis Manuel DEBAYLE,
José María MONCADA,
Modesto VALLE.

República Dominicana :

Max HENRÍQUEZ UREÑA,
Tulio M. CESTERO,
Enrique JIMÉNEZ.

Colombia :

Jorge SOTO DEL CORRAL,
Miguel LÓPEZ PUMAREJO,
Roberto URDANETA ARBELÁEZ,
Alberto LLERAS CAMARGO,
José Ignacio DÍAZ GRANADOS.

Panamá :

Harmodio ARIAS M.,
Julio J. FÁBREGA,
EDUARDO CHIARI.

Estados Unidos de América :

Cordell HULL,
Sumner WELLES,
Alexander W. WEDDELL,
Adolph A. BERLE, Jr.,
Alexander F. WHITNEY,
Charles G. FENWICK,
Michael Francis DOYLE,
Elise F. MUSSER.

Certified to be a true and complete textual copy of the Convention in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

Chile :

Miguel CRUCHAGA TOCORNAL,
Luis BARROS BORGOÑO,
Félix NIETO DEL RÍO,
Ricardo MONTANER BELLO.

Ecuador :

Humberto ALBORNOZ,
Antonio PONS,
José Gabriel, NAVARRO,
Francisco GUARDERAS.

Bolivia :

Enrique FINOT,
David ALVÉSTEGUI,
Carlos ROMERO.

Haití :

H. Pauleus SANNON,
Camille J. LEÓN,
Elie LESCOT,
Edmé MANIGAT,
Pierre Eugène DE LESPINASSE,
Clément MAGLOIRE.

Cuba :

José Manuel CORTINA,
Ramón ZAYDÍN,
Carlos MÁRQUEZ STERLING,
Rafael SANTOS JIMÉNEZ,
César SALAYA,
Calixto WHITMARSH,
José Manuel CARBONELL.

N° 4549.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET YOUGOSLAVIE

Arrangement entre l'Administration des postes des Etats-Unis d'Amérique et l'Administration des postes du Royaume de Yougoslavie concernant l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Béograd, le 16 avril 1938, et à Washington, le 20 juin 1938.

Textes officiels anglais et français communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement a eu lieu le 13 *avril* 1939.

UNITED STATES OF AMERICA AND YUGOSLAVIA

Agreement between the Postal Administration of the United States of America and the Postal Administration of the Kingdom of Yugoslavia concerning the Exchange of Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Belgrade, April 16th, 1938, and at Washington, June 20th, 1938.

English and French official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration took place April 13*th*, 1939.

N° 4549. — ARRANGEMENT [1] ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A BÉOGRAD, LE 16 AVRIL 1938, ET A WASHINGTON, LE 20 JUIN 1938.

Les soussignés, munis des pleins pouvoirs de leurs gouvernements respectifs ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification par l'autorité supérieure compétente, arrêté l'arrangement suivant :

Article premier. — OBJET DE L'ARRANGEMENT.

Entre les Etats-Unis d'Amérique (y compris l'Alaska, Hawaï, Porto-Rico, Guam, Samoa et les îles Vierges des Etats-Unis) et le Royaume de Yougoslavie, il peut être échangé, sous la dénomination de colis postaux, des envois jusqu'aux limites du poids et de dimensions prescrites dans le règlement d'exécution.

Article II. — COLIS EN TRANSIT.

1. Chaque administration garantit le droit de transit sur son service à ou de l'un quelconque des pays avec lesquels elle échange des colis postaux, aux colis originaires ou en destination du territoire de l'autre administration contractante.

2. Chaque administration fera connaître à l'autre quels sont les pays auxquels des colis peuvent être adressés par son intermédiaire et les droits de transport qui lui reviennent ainsi que les autres conditions.

3. Pour être acceptés, les colis expédiés par l'un des pays contractants et destinés à transiter par le service de l'autre, doivent remplir les conditions fixées de temps en temps par l'administration intermédiaire.

Article III. — AFFRANCHISSEMENTS ET TAXES.

1. L'administration d'origine est autorisée à percevoir de l'expéditeur de chaque colis les taxes d'affranchissement, les taxes pour demandes de renseignements faites postérieurement au dépôt, et, en ce qui concerne les colis assurés (colis avec valeur déclarée) les taxes d'assurance et les taxes de renvoi des accusés de réception, prévues de temps en temps par sa législation intérieure.

2. Sauf en cas de réexpédition ou de retour des colis à l'origine, l'affranchissement des colis ainsi que le paiement d'avance des taxes susindiquées applicables, est obligatoire.

Article IV. — CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Chaque colis doit être emballé d'une manière répondant à la longueur du parcours et à la protection de contenu du colis ainsi qu'il est prescrit par le règlement d'exécution.

Article V. — OBJETS PROHIBÉS.

1. Il est interdit d'expédier par colis postal :

a) Les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les autres colis.

b) L'opium, la morphine, la cocaïne et autres stupéfiants.

[1] Entré en vigueur le 1er février 1939.

No. 4549. — AGREEMENT [1] BETWEEN THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA CONCERNING THE EXCHANGE OF PARCEL POST. SIGNED AT BELGRADE, APRIL 16TH, 1938, AND AT WASHINGTON, JUNE 20TH, 1938.

The undersigned, provided with full powers by their respective Governments, have by common consent and subject to ratification by the competent superior authorities, drawn up the following Agreement :

Article I. — OBJECT OF THE AGREEMENT.

Between the United States of America (including Alaska, Puerto Rico, the Virgin Islands, Guam, Samoa, and Hawaii) and the Kingdom of Yugoslavia, there may be exchanged, under the denomination of parcel post, parcels up to the maximum weight and the maximum dimensions indicated in the Regulations of Execution.

Article II. — TRANSIT PARCELS.

1. Each Administration guarantees the right of transit through its service, to or from any country with which it has parcel-post communication, of parcels originating in or addressed for delivery in the service of the other contracting Administration.

2. Each Administration shall inform the other to which countries parcels may be sent through it as intermediary, and the amount of the charges due to it therefor, as well as other conditions.

3. To be accepted for onward transmission, parcels sent by one of the contracting countries through the service of the other must comply with the conditions prescribed from time to time by the intermediate Administration.

Article III. — PREPAYMENT OF POSTAGE AND FEES.

1. The Administration of origin is entitled to collect from the sender of each parcel the postage and the fees for requests for information as to the disposal of a parcel made after it has been posted, and also, in the case of insured parcels, the insurance fees and the fees for return receipts that may from time to time be prescribed by its regulations.

2. Except in the case of returned or redirected parcels, prepayment of the postage and such of the fees mentioned in the preceding section as are applicable, is compulsory.

Article IV. — PREPARATION OF PARCELS.

Every parcel shall be packed in a manner adequate for the length of the journey and the protection of the contents as set forth in the Regulations of Execution.

Article V. — PROHIBITIONS.

1. The following articles are prohibited transmission by parcel post :

(a) Articles which, from their nature or by their packing, may expose postal officials to danger, or soil, or damage other parcels.

(b) Opium, morphine, cocaine and other narcotics.

---

[1] Came into force February 1st, 1939.

c) Les objets dont l'admission n'est pas autorisée par la douane ou par les autres lois ou règlements en vigueur dans l'un ou l'autre pays.

d) Des lettres ou documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, mais il est permis d'insérer dans un colis une facture ouverte, limitée aux renseignements constitutifs d'une facture et aussi une copie simple de l'adresse du colis, avec mention de l'adresse de l'expéditeur.

e) Les objets obscènes ou immoraux.

f) Des animaux vivants, à l'exception des sangsues.

g) Une pièce annexée portant une adresse différente de l'adresse portée sur l'emballage du colis.

h) Les matières explosibles, inflammables ou dangereuses.

i) Les pièces de monnaie, les billets de banque, les billets de monnaie ou les valeurs quelconques au porteur, le platine, l'or ou l'argent, manufacturés ou non, les pierres, les bijoux et autres objets précieux, dans les colis sans valeur déclarée.

2. Quand un colis contenant des objets prohibés est transmis par l'une des administrations à l'autre, cette dernière doit agir conformément à ses lois et règlements intérieurs. Les matières explosibles ou inflammables ainsi que les documents, les portraits ou les autres objets portant atteinte aux bonnes mœurs du public, peuvent être détruits sur place par l'administration qui en constate la présence dans les colis.

Le fait qu'un colis contient une lettre ou une communication ayant le caractère d'une lettre ne peut en aucun cas entraîner le retour du colis à l'expéditeur. La lettre est toutefois taxée en vue de la perception, du destinataire, de l'affranchissement dû, d'après le tarif régulier.

Les deux administrations se communiquent, au moyen de la « Liste des objets interdits » publiée par le Bureau international de l'Union postale universelle, la nomenclature de tous les objets prohibés ; mais elles ne prendront, en agissant de la sorte, aucune responsabilité vis-à-vis de la police, de la douane ou des expéditeurs des colis.

3. Dans le cas où les colis admis à tort à l'expédition ne seraient ni renvoyés à l'origine, ni remis au destinataire, l'administration expéditrice doit être informée, précisément, du traitement appliqué à ces colis.

Article VI. — Assurance.

Les colis peuvent être assurés jusqu'au montant de 500 francs-or ou l'équivalent en monnaie du pays d'origine. Cependant, les chefs des administrations postales des deux pays contractants peuvent, d'un commun accord, majorer ou réduire ce montant maximum de l'assurance.

Un colis ne peut donner droit à une indemnité supérieure à la valeur réelle de son contenu, mais il est permis d'assurer tout colis pour une partie seulement de cette valeur.

Article VII. — Responsabilité. Indemnité.

1. Les administrations postales des deux pays contractants ne seront pas responsables de la perte, de la soustraction ou la détérioration d'un colis ordinaire.

2. Sauf dans les cas prévus à l'article suivant, les administrations contractantes sont responsables de la perte des colis assurés déposés dans l'un des deux pays contractants et à livrer dans l'autre et de la perte, de la spoliation ou de la détérioration de leur contenu ou d'une partie de celui-ci.

L'expéditeur, ou tout autre réclamant qualifié, a droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou du dommage. L'indemnité est calculée d'après le prix courant ou en l'absence de prix courant d'après la valeur de la marchandise, évaluée au moment et dans le lieu du dépôt ; toutefois l'indemnité ne peut en aucun cas être supérieure à la somme pour laquelle le colis a été assuré, ou sur laquelle la taxe d'assurance a été perçue, ou au montant maximum de 500 francs-or.

3. Il n'est pas payé d'indemnité pour les dommages indirects ou des bénéfices non réalisés résultant de la perte, de la spoliation, de la détérioration, de la non-livraison, de la remise à une fausse adresse ou du retard d'un colis assuré expédié d'après les conditions du présent arrangement.

(c) Articles whose admission is not authorized by the Customs or other laws or regulations in force in either country.

(d) A letter or document which constitutes an actual and personal correspondence, but it is permitted to enclose in a parcel an open invoice, confined to the particulars which constitute an invoice, and also a simple copy of the address of the parcel, with mention of the address of the sender.

(e) Obscene or immoral articles.

(f) Live animals, except leeches.

(g) An enclosure which bears an address different from that placed on the cover of the parcel.

(h) Explosive, inflammable, or dangerous substances.

(i) Coin, bank notes, currency notes, or any kind of securities payable to bearer ; platinum, gold, or silver, whether manufactured or not ; precious stones, jewels, or other precious articles in uninsured parcels.

2. When a parcel containing any prohibited article is handed over by one Administration to the other, the latter shall proceed in accordance with its laws and inland regulations. Explosive or inflammable articles, as well as documents, pictures, and other articles injurious to public morals may be destroyed on the spot by the Administration which has found them in the parcels.

The fact that a parcel contains a letter, or a communication having the nature of a letter, may not in any case entail return of the parcel to the sender. The letter is, however, marked for collection of postage due from the addressee at the regular rate.

The two Administrations advise each other, by means of the List of Prohibited Articles published by the International Bureau of the Universal Postal Union, of all prohibited articles. However, they do not assume, on that account, any responsibility towards the Customs or police authorities or the sender.

3. If parcels wrongly admitted to the post are neither returned to origin nor delivered to the addressee, the Administration of origin must be precisely informed as to the treatment accorded to the parcels.

Article VI. — INSURANCE.

Parcels may be insured up to the amount of 500 gold francs or its equivalent in the currency of the country of origin. However, the Chiefs of the Postal Administrations of the two contracting countries may, by mutual consent, increase or decrease this maximum amount of insurance.

A parcel cannot give rise to an indemnity higher than the actual value of its contents, but it is permissible to insure it for only part of that value.

Article VII. — RESPONSIBILITY. INDEMNITY.

1. The Administrations of the two contracting countries will not be responsible for the loss, abstraction, or damage of an ordinary parcel.

2. Except in the cases mentioned in the Article following, the contracting Administrations are responsible for the loss of insured parcels mailed in one of the two contracting countries for delivery in the other and for the loss, abstraction of, or damage to, their contents, or a part thereof.

The sender, or any other rightful claimant, is entitled to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction, or damage. The amount of indemnity is calculated on the basis of the current price or, in the absence of current price, the ordinary value at the place where and the time when the parcel was accepted for mailing. However, the indemnity may not in any case be greater than the amount for which the parcel was insured and on which the insurance fee has been collected, or the maximum amount of 500 gold francs.

3. No indemnity is paid for indirect damages or loss of profits resulting from the loss, rifling, damage, non-delivery, misdelivery, or delay of an insured parcel dispatched in accordance with the conditions of the present Agreement.

4. Dans le cas où l'indemnité est due pour la perte d'un colis, pour un dommage irréparable du contenu ou pour la spoliation complète de ce contenu, le réclamant qualifié a également droit au remboursement des taxes d'affranchissement, sur demande ; les taxes d'assurance sont, dans tous les cas, conservées par les administrations contractantes.

5. Sauf arrangement spécial contraire entre les pays intéressés, arrangement qui peut être établi par correspondance, aucune indemnité ne sera payée par l'un ou l'autre des pays pour la perte de colis assurés en transit, c'est-à-dire pour les colis originaires d'un pays qui ne participe pas à cet arrangement, et destinés à l'un des deux pays contractants ou pour les colis originaires de l'un des deux pays contractants et destinés à un pays qui ne participe pas à cet arrangement.

6. Lorsqu'un colis assuré provenant de l'un des deux pays et destiné à être remis dans l'autre est réexpédié de là sur un tiers pays ou y est renvoyé à la demande de l'expéditeur ou du destinataire, l'ayant droit à l'indemnité, en cas de perte, de spoliation ou d'avarie survenue subséquemment à la réexpédition ou au renvoi du colis par le pays de l'adresse primitive, ne peut prétendre, le cas échéant, qu'à l'indemnité que consent à verser ou — suivant l'entente convenue entre les pays intéressés directement à la réexpédition ou au renvoi — que doit payer le pays où le fait s'est produit. Chacun des deux pays signataires du présent arrangement qui réexpédie à tort un colis assuré sur un tiers pays, est responsable envers l'expéditeur dans la même mesure que le pays originaire, donc dans les limites du présent arrangement.

7. L'expéditeur est responsable des défectuosités en l'emballage et de l'insuffisance de la fermeture et des cachets des colis V. D. En outre, les deux administrations n'assument aucune responsabilité pour les pertes, spoliations ou détériorations résultant de défectuosités qui ne pouvaient être constatées lors du dépôt du colis.

Article VIII. — EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les administrations contractantes sont dégagées de toute responsabilité :

a) Pour les colis dont les destinataires ont pris livraison sans formuler des réserves.

b) En cas de perte ou d'avarie due à la force majeure ; bien que chacune des administrations puisse, de son gré et sans recours contre l'autre administration, payer indemnité pour la perte, ou l'avarie due à la force majeure, même si l'administration du pays dans le service duquel la perte ou l'avarie a eu lieu reconnaît que le dommage a été causé par la force majeure. Le pays responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie doit, suivant sa législation intérieure, décider si cette perte, spoliation ou avarie est due à des circonstances constituant un cas de force majeure.

c) Lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure.

d) Lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou du destinataire ou du représentant de l'un ou l'autre, ou provient de la nature de l'objet.

e) Pour les colis qui contiennent des objets prohibés.

f) Quand l'expéditeur d'un colis assuré, avec l'intention de faire une fraude, déclare que le contenu du colis a une valeur supérieure à sa valeur réelle ; mais cette règle ne porte préjudice à aucune poursuite judiciaire nécessitée par la législation du pays d'origine.

g) Pour les colis saisis par la douane par suite de fausse déclaration de leur contenu.

h) Quand aucune réclamation ni demande n'a été présentée par le réclamant ou par son représentant dans le délai d'un an à partir du lendemain du jour du dépôt du colis assuré.

i) Pour les colis qui contiennent des objets sans valeur intrinsèque ou des objets périssables, ou des objets qui ne remplissaient pas les stipulations de cet arrangement, ou qui n'avaient pas été déposés de la manière prescrite ; mais le pays responsable de la perte, la spoliation ou l'avarie pourra payer indemnité du chef de tels colis sans recours contre l'autre administration.

4. In the case where indemnity is payable for the loss of a parcel or for the destruction or abstraction of the whole of the contents thereof, the rightful claimant is entitled to return of the postage charges, if claimed, The insurance fees are in every case retained by the contracting Administrations.

5. In the absence of special agreement to the contrary between the countries involved, which agreement may be made by correspondence, no indemnity will be paid by either country for the loss of transit insured parcels, that is, parcels originating in a country not participating in this Agreement and destined for one of the two contracting countries or parcels originating in one of the two contracting countries and destined for a country not participating in this Agreement.

6. When an insured parcel originating in one of the two countries and destined to be delivered in the other is reforwarded from there to a third country or is returned to a third country at the request of the sender or of the addressee, the party entitled to indemnity in case of loss, rifling, or damage occurring subsequent to the reforwarding or return of the parcel by the original country of destination, can lay claim, in such a case, only to the indemnity which the country where the loss, rifling, or damage occurred consents to pay, or which that country is obliged to pay in accordance with the agreement made between the countries directly interested in the reforwarding or return. Either of the two countries signing the present Agreement which wrongly forwards an insured parcel to a third country is responsible to the sender to the same extent as the country of origin, that is, within the limits of the present Agreement.

7. The sender is responsible for defects in the packing and insufficiency in the closing and sealing of insured parcels. Moreover, the two Administrations are released from all responsibility in case of loss, rifling, or damage caused by defects not noticed at the time of mailing.

Article VIII. — EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The contracting Administrations are released from all responsibility :

(a) For parcels of which the addressee has accepted delivery without reservation.

(b) In case of loss or damage through *force majeure* (causes beyond control) although either Administration may at its option and without recourse to the other Administration pay indemnity for loss or damage due to *force majeure* even in cases where the Administration of the country in the service of which the loss or damage occurred recognizes that the damage was due to *force majeure*. The country responsible for the loss, abstraction, or damage must decide, in accordance with its internal legislation, whether this loss, abstraction, or damage is due to circumstances constituting a case of *force majeure*.

(c) When, their responsibility not having been proved otherwise, they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through *force majeure*.

(d) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or of the addressee, or the representative of either ; or when it arises from the nature of the article.

(e) For parcels which contain prohibited articles.

(f) In case the sender of an insured parcel, with intent to defraud, shall declare the contents to be above their real value ; this rule, however, shall not prejudice any legal proceedings necessitated by the legislation of the country of origin.

(g) For parcels seized by the Customs because of false declaration of contents.

(h) When no inquiry or application for indemnity has been made by claimant or his representative within a year commencing with the day following the posting of the insured parcel.

(i) For parcels which contain matter of no intrinsic value, or perishable matter, or which did not conform to the stipulations of this Agreement, or which were not posted in the manner prescribed ; but the country responsible for the loss, rifling, or damage may pay indemnity in respect of such parcels without recourse to the other Administration.

Article IX. — CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les administrations cessent d'être responsables des colis dont elles ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur règlement intérieur pour les envois de même nature.

Toutefois, la responsabilité est maintenue lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi, l'expéditeur formule des réserves en prenant livraison d'un colis spolié ou avarié.

Article X. — PAYEMENT DE LA COMPENSATION.

L'obligation de payer la compensation ainsi que les droits postaux à restituer incombe à l'administration dont relève le bureau expéditeur du colis. Toutefois, lorsque l'indemnité est payée au destinataire selon le deuxième alinéa du paragraphe 2, de l'article VII, cette obligation incombe à l'administration de destination.

L'administration payante a un droit de recours contre l'administration responsable.

Article XI. — DÉLAI DE PAYEMENT DE LA COMPENSATION.

1. Le payement de la compensation doit avoir lieu le plus tôt possible, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

Toutefois, l'administration à laquelle incombe ce payement peut exceptionnellement différer le règlement de l'indemnité jusqu'au delà de la période d'un an si, à la fin de cette période on n'a pas été en mesure de déterminer ce qu'est devenu l'envoi en question ou de fixer la responsabilité encourue.

2. Sauf en cas où le payement est exceptionnellement différé en conformité avec le deuxième alinéa du paragraphe précédent, l'administration postale qui se charge du payement de l'indemnité est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'administration qui, régulièrement saisie, a laissé s'écouler neuf mois sans donner de solution à l'affaire.

Article XII. — DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité pour un colis assuré incombe à l'administration qui, ayant reçu le colis sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut pas établir le sort du colis.

2. Lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis assuré sont constatées par le bureau d'échange destinataire, au moment de l'ouverture des dépêches et sont régulièrement signalées au bureau d'échange expéditeur, la responsabilité incombe à l'administration à laquelle appartient le bureau d'échange expéditeur à moins qu'il ne soit prouvé que la perte, la spoliation ou l'avarie ont eu lieu dans le service de l'administration destinataire.

3. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les administrations en cause supportent le dommage par parts égales.

4. L'administration qui a effectué le payement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

5. En cas de découverte ultérieure d'un colis considéré comme perdu, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'elle peut prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité.

Article XIII. — REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. L'administration responsable de la perte, la spoliation ou l'avarie ou celle pour le compte de laquelle payement est effectué, est tenue de rembourser le montant de l'indemnité au pays qui a effectué le payement. Ce remboursement doit se faire sans délai, et, au plus tard, au bout de neuf mois après réception de la notification du payement.

Article IX. — TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

Administrations cease to be responsible for parcels of which they have effected delivery in accordance with their internal regulations for parcels of the same kind.

Responsibility is, however, maintained when the addressee or, in case of return, the sender, makes reservations in taking delivery of a parcel which has been abstracted or damaged.

Article X. — PAYMENT OF COMPENSATION.

The obligation to pay compensation as well as the postage charges due to be refunded rests with the Administration to which the office of origin of the parcel is subordinate. However, in cases where the compensation is paid to the addressee in accordance with Article VII, Section 2, second paragraph, the obligation rests with the Administration of destination.

The paying Administration retains the right to make a claim against the Administration responsible.

Article XI. — PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. The payment of compensation must take place as soon as possible and, at the latest, within the period of one year counting from the day following that on which the claim is made.

However, the Administration responsible for making payment may exceptionally defer payment of indemnity for a longer period than one year if, at the expiration of that period, it has not been able to determine the disposition made of the article in question or the responsibility incurred.

2. Except in cases where payment is exceptionally deferred as provided in the second paragraph of the foregoing section, the Postal Administration which undertakes payment of compensation is authorized to pay indemnity on behalf of the Administration which, after being duly informed of the application for indemnity, has let nine months pass without settling the matter.

Article XII. — FIXING OF RESPONSIBILITY.

1. Until the contrary is proved, responsibility for an insured parcel rests with the Administration which, having received the parcel without making any observations and being put in possession of all the regulation means of investigation, cannot establish the disposal of the parcel.

2. When the loss, rifling, or damage of an insured parcel is detected upon opening the receptacle at the receiving exchange office and has been regularly pointed out to the dispatching exchange office, the responsibility falls on the Administration to which the latter office belongs, unless it be proved that the irregularity occurred in the service of the receiving Administration.

3. If the loss, rifling, or damage has taken place in the course of transportation, without its being possible to establish on the territory or in the service of which country the act took place, the Administrations involved bear the loss in equal shares.

4. The Administration paying compensation takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received it, in any action which may be taken against the addressee, the sender, or a third party.

5. If a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, the person to whom compensation has been paid must be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount of compensation.

Article XIII. — REPAYMENT OF COMPENSATION.

1. The Administration responsible for the loss, rifling, or damage and on whose account payment is made, is bound to repay the amount of the indemnity to the country which has effected the payment. This reimbursement must take place without delay, and at the latest within the period of 9 months after notification of payment.

2. Les remboursements au pays créditeur doivent être faits sans frais pour ce pays, au moyen d'un mandat ou d'une traite, en monnaie ayant cours dans le pays créditeur, ou par tout autre moyen qui pourra être convenu d'un commun accord, par correspondance.

Article XIV. — CERTIFICAT DE DÉPOT. RÉCÉPISSÉS.

L'expéditeur d'un colis ordinaire (non assuré) recevra, sur sa demande faite au moment de la remise au transport, un certificat de dépôt délivré par le bureau d'acceptation sur une formule spéciale dressée à cet effet ; chaque pays pourra percevoir une taxe raisonnable pour ce certificat.

L'expéditeur d'un colis assuré reçoit gratuitement au moment du dépôt, un récépissé y relatif.

Article XV. — AVIS DE RÉCEPTION ET RÉCLAMATIONS.

1. L'expéditeur d'un colis assuré peut obtenir un avis de réception, moyennant, le cas échéant, le payement d'une taxe supplémentaire que le pays d'origine fixera et dans les conditions établies par le règlement d'exécution.

2. Le pays d'origine a la faculté de percevoir une taxe pour toute demande de renseignements, relative au sort d'un colis ordinaire ou avec valeur déclarée, formulée postérieurement au dépôt, si l'expéditeur n'a pas déjà payé la taxe spéciale relative à l'avis de réception.

3. Le pays d'origine a également la faculté de percevoir une taxe pour toute réclamation relative à une irrégularité qui, à première vue, n'est pas imputable à une faute du service postal.

Article XVI. — RETRAIT ET CHANGEMENT D'ADRESSE.

Tant qu'un colis n'a pas été livré au destinataire, l'expéditeur peut en demander le retrait ou en faire modifier l'adresse. L'administration postale du pays d'origine est autorisée à percevoir et conserver, pour ce service, le droit fixé par son règlement. Les demandes de retrait ou de changement d'adresse doivent être adressées à l'administration centrale à Washington, s'il s'agit de colis destinés à être distribués aux Etats-Unis d'Amérique, et au bureau de destination, s'il s'agit de colis destinés à être distribués au Royaume de Yougoslavie.

Article XVII. — DROITS DE DOUANE.

Les colis sont soumis à toutes les lois et règlements de douane en vigueur dans le pays de destination. Les droits exigibles de ce chef sont perçus sur le destinataire lors de la remise du colis, suivant le règlement de douane au pays destinataire.

Article XVIII. — ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les droits de douane sur les colis renvoyés au pays d'origine ou réexpédiés sur un tiers pays seront annulés tant au Royaume de Yougoslavie qu'aux Etats-Unis d'Amérique.

Article XIX. — DROIT DE DÉDOUANEMENT.

L'administration destinataire peut percevoir, sur le destinataire, soit pour la remise à la douane et le dédouanement, soit pour la remise à la douane seulement, un droit s'élevant à 50 centimes-or au maximum par colis.

Article XX. — REMISE AU DESTINATAIRE. DROIT DE REMISE A DOMICILE.

Les colis sont remis aux destinataires dans le plus bref délai possible et conformément aux dispositions en vigueur dans le pays de destination. Ce pays peut percevoir, pour la remise des colis à domicile, un droit s'élevant à 50 centimes-or au maximum par colis. Le même droit est applicable, le cas échéant, à toute présentation, autre que la première, faite au domicile ou à l'office du destinataire.

2. These repayments to the creditor country must be made without expense for that country, by money order or draft, in money valid in the creditor country, or in any other way to be mutually agreed upon by correspondence.

Article XIV. — CERTIFICATE OF MAILING. RECEIPTS.

On request made at the time of mailing an ordinary (uninsured) parcel, the sender will receive a certificate of mailing from the post office where the parcel is mailed, on a special form provided for the purpose ; and each country may collect a reasonable fee for this certificate.

At the time of posting an insured parcel, the sender receives without charge a receipt for his parcel.

Article XV. — RETURN RECEIPTS AND INQUIRIES.

1. The sender of an insured parcel may obtain an advice of delivery upon payment of such additional charges, if any, as the country of origin of the parcel shall stipulate and under the conditions laid down in the Regulations of Execution.

2. The country of origin has the right to charge a fee for any request for information relative to the disposal of an ordinary parcel or of an insured parcel made after it has been posted, if the sender has not already paid the special fee to obtain an advice of delivery.

3. The country of origin also has the right to charge a fee for any complaint of irregularity which *prima facie* was not due to the fault of the Postal Service.

Article XVI. — RECALL AND CHANGE OF ADDRESS.

So long as a parcel has not been delivered to the addressee, the sender may recall it or cause its address to be changed. For this service, the Postal Administration of the country of origin may collect and retain the charge fixed by its regulations. The requests for recall or change of address must be sent to the Central Administration at Washington in case of parcels destined for the United States and to the office of destination in case of parcels destined for the Kingdom of Yugoslavia.

Article XVII. — CUSTOMS CHARGES.

The parcels are subject to all Customs laws and regulations in force in the country of destination. The duties collectible on that account are collected from the addressee on delivery of the parcel in accordance with the Customs regulations of the country of destination.

Article XVIII. — CUSTOMS CHARGES TO BE CANCELED.

The Customs charges on parcels sent back to the country of origin or redirected to another country shall be canceled both in the Kingdom of Yugoslavia and in the United States of America.

Article XIX. — FEE FOR CUSTOMS CLEARANCE.

The Administration of destination may collect from the addressee either in respect of delivery to the Customs and clearance through the Customs or in respect of delivery to the Customs only, a fee not exceeding 50 centimes gold per parcel.

Article XX. — DELIVERY TO THE ADDRESSEE. FEE FOR DELIVERY AT THE PLACE OF ADDRESS.

Parcels are delivered to the addressees as quickly as possible in accordance with the conditions in force in the country of destination. This country may collect for delivery of parcels to the addressee a fee not exceeding 50 centimes gold per parcel. The same fee may be charged, if the case arises, for each presentation after the first at the addressee's residence or place of business.

Article XXI. — DROIT DE MAGASINAGE.

Le pays de destination est autorisé à percevoir le droit de magasinage fixé par sa législation pour les colis adressés poste restante ou non retirés dans les délais prescrits.

Ce droit ne peut toutefois excéder 5 francs-or.

Article XXII. — COLIS EN FAUSSE DIRECTION.

Les colis ordinaires envoyés en fausse direction sont réexpédiés sur leur destination par la voie la plus directe dont dispose l'administration qui les a reçus par erreur. Cette administration ne peut frapper ces colis de droits de douane ou d'autres taxes quelconques. Les colis assurés reçus en fausse direction ne sont réexpédiés que s'ils peuvent être réexpédiés comme colis assurés. Si cette condition n'est pas remplie, ces colis sont renvoyés à l'origine.

Lorsque le réacheminement comporte le retour du colis au bureau d'origine, l'administration qui effectue la retransmission rembourse à ce bureau les bonifications reçues et signale l'erreur par bulletin de vérification.

Lorsque le réacheminement comporte l'expédition d'un colis sur un tiers pays et que la somme créditée à l'administration effectuant la retransmission ne suffit pas à couvrir les frais de celle-ci, l'administration réexpéditrice bonifie à l'administration à laquelle elle remet le colis les droits de transport que comporte l'acheminement ; elle récupère ensuite le montant de l'insuffisance par reprise sur le bureau d'échange dont elle a directement reçu le colis en fausse direction. Le motif de cette reprise est notifié à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

Article XXIII. — RÉEXPÉDITION.

1. La réexpédition d'un colis, par suite de changement de résidence du destinataire dans le territoire du pays de destination, peut être faite sur la demande de l'expéditeur ou du destinataire.

La réexpédition d'un colis sur le territoire d'un des pays contractants donne lieu à la perception des taxes supplémentaires prévues par l'administration de ce pays. Il en est de même, le cas échéant, en ce qui concerne la remise de ce colis à une autre personne au lieu de destination primitif. Ces taxes ne seront pas annulées, même au cas où le colis est renvoyé à l'origine ou réexpédié sur un autre pays.

2. Si un colis doit être réexpédié sur un des deux pays signataires du présent arrangement, il est passible des nouvelles taxes de transport, et, le cas échéant, de la taxe à la valeur, à moins que ces taxes n'aient été payées d'avance. Les nouveaux droits sont perçus sur le destinataire par l'administration qui effectue la remise. Les colis assurés doivent être réexpédiés comme tels.

3. Sur demande de l'expéditeur ou du destinataire, les colis peuvent aussi être réexpédiés à un autre pays ou y être renvoyés. Les colis assurés ne peuvent cependant être réexpédiés ou renvoyés que comme tels. Les expéditeurs peuvent revêtir les colis de la mention « Ne pas réexpédier sur un tiers pays. » Dans ce cas, les colis ne doivent être réexpédiés à aucun autre pays. En cas de perte, de spoliation ou d'avarie d'un colis assuré réexpédié à un tiers pays ou renvoyé par ce pays, l'indemnité est déterminée exclusivement d'après les dispositions de l'article VII, paragraphe 6 du présent arrangement.

Article XXIV. — NON-REMISE.

1. Les colis tombés en rebut renvoyés à l'expéditeur sont grevés d'une nouvelle taxe d'affranchissement ainsi que des nouveaux droits d'assurance, le cas échéant, et doivent être renvoyés comme ils ont été reçus. Les droits sont perçus sur l'expéditeur par l'administration qui lui a remis les colis.

2. Au moment du dépôt, l'expéditeur est tenu d'indiquer par une mention portée sur la déclaration en douane et sur le colis lui-même, de quelle façon doit être traité le colis, en cas de non-remise.

A cet effet, il peut demander que son colis soit :

a) Renvoyé à l'expéditeur ;
b) Considéré comme abandonné ;
c) Présenté à une autre personne dans le pays de destination.

Article XXI. — WAREHOUSING CHARGES.

The country of destination is authorized to collect the warehousing charge fixed by its legislation for parcels addressed " Poste restante " or which are not claimed within the prescribed period.

This charge may in no case exceed 5 gold francs.

Article XXII. — MISSENT PARCELS.

Ordinary parcels, when missent, are reforwarded to their correct destination by the most direct route at the disposal of the reforwarding Administration. They must not be charged with Customs or other charges by that Administration. Insured parcels, when missent, may be reforwarded to their destination only as insured mail. If this is impossible, they must be returned to origin.

When the reforwarding involves return of the parcel to the office of origin, the retransmitting Administration refunds to that office the credits received and reports the error by a bulletin of verification.

When the reforwarding involves dispatch of a parcel to a third country and if the amount credited to the retransmitting Administration is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, the retransmitting Administration allows to the Administration to which it forwards the parcel the credits due it ; it then recovers the amount of the deficiency by claiming it from the office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim is notified to the latter by means of a bulletin of verification.

Article XXIII. — REFORWARDING.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination, at the request of either the sender or the addressee.

The reforwarding of a parcel within one of the contracting countries gives rise to collection of the supplementary charges provided for by the Administration of that country. The same is true, if occasion arises, in regard to the delivery of such parcel to another person at the original place of destination. These charges shall not be canceled even in case the parcel is returned to origin or is reforwarded to another country.

2. If a parcel must be reforwarded to one of the two countries signatory to the present Agreement, it is liable to new postage charges and, if occasion arises, new insurance fees, unless such charges and fees have been paid in advance. The new fees are collected from the addressee by the Administration effecting the delivery. Insured parcels must be reforwarded as such.

3. At the request of the sender or addressee, parcels may also be reforwarded or returned to another country. Insured parcels may not, however, be reforwarded or returned except as such. The senders may mark the parcels : " Do not forward to a third country ". In that case, the parcels must not be reforwarded to any other country. In case of loss, rifling, or damage of an insured parcel reforwarded to another country or returned by that country, the indemnity is decided upon exclusively in accordance with the provisions of Article VII, Section 6.

Article XXIV. — NON-DELIVERY.

1. Undeliverable parcels returned to the sender are liable to new postage charges as well as insurance fees, if necessary, and must be returned as parcels of the same class as that in which they were received. The charges are collectible from the sender, and are collected by the Administration which delivers the parcels to him.

2. At the time of mailing, the sender must indicate by a note on the Customs declaration and on the parcel itself, how his parcel is to be disposed of in case of non-delivery.

To this end, he may request that his parcel be :

(a) Returned to sender ;
(b) Considered as abandoned ;
(c) Delivered to another person in the country of destination.

Aucune demande autre que celles qui sont prévues ci-dessus, ou une demande similaire, n'est admise, à moins de la mention prévue à l'article XXIII, paragraphe 3.

3. Sauf demande contraire de l'expéditeur, les colis qui n'ont pu être distribués sont renvoyés à l'origine sans préavis, à l'expiration d'une période de 30 jours, à partir de leur date d'arrivée au bureau de destination. Les colis que le destinataire refuse d'accepter doivent être renvoyés immédiatement. Tout colis renvoyé à l'expéditeur doit porter l'indication très claire du motif de la non-remise.

4. Seuls les colis susceptibles de détérioration ou de corruption peuvent être vendus immédiatement, même en cours de transport, à l'aller ou au retour, sans préavis et sans formalités judiciaires, au profit de qui de droit.

Si, pour une cause quelconque, la vente est impossible, les objets détériorés ou corrompus sont détruits. La vente ou la destruction donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui est transmis à l'administration d'origine.

5. Les colis non distribuables, abandonnés par l'expéditeur, peuvent être vendus à l'expiration d'une période de 30 jours au profit de l'administration du pays destinataire. Toutefois, dans le cas d'un colis assuré, il sera dressé un procès-verbal qui doit être envoyé à l'administration du pays d'origine. Aussi, l'administration du pays d'origine doit être avisée si un colis assuré non distribuable n'est pas renvoyé à l'origine.

6. Les dispositions de l'article XXV, paragraphe 2, s'appliqueront à un colis, qui est retourné par suite de non-remise.

Article XXV. — BONIFICATIONS.

1. Pour chaque colis (ordinaire ou assuré) échangé entre les deux pays contractants, l'administration expéditrice bonifie à l'administration destinataire sur les feuilles de route les quotes-parts revenant à cette dernière, et indiquées dans le règlement d'exécution.

2. En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis à l'origine, si un nouvel affranchissement et un nouveau droit d'assurance (en cas de colis assuré) sont perçus par le bureau réexpéditeur, le colis est traité comme s'il était originaire de ce pays. Dans le cas contraire, l'administration réexpéditrice reprend sur l'autre administration la quote-part qui lui est due, c'est-à-dire, suivant le cas :

a) Les droits prescrits dans le paragraphe 1 ci-dessus ;
b) Les droits de réexpédition ou de renvoi.

En cas de réexpédition ou de renvoi sur un tiers pays, les droits accumulés, c'est-à-dire, ceux des droits mentionnés ci-dessus en *a)* et *b)* qui sont applicables, suivent à charge du colis ; mais dans le cas où le tiers pays intéressé n'accepte pas l'imputation des droits parce qu'ils ne peuvent être perçus du destinataire ou de l'expéditeur, le cas échéant, ou pour une raison quelconque, ces droits sont repris sur le pays d'origine.

En cas d'un colis renvoyé ou réexpédié en transit à travers l'une des administrations vers l'autre, l'administration intermédiaire pourra exiger aussi la somme qui lui est due pour tout autre service territorial ou maritime effectué, ainsi que tous montants dus à une ou plusieurs autres administrations quelconques qui sont intéressées.

Article XXVI. — INTERDICTION DE PERCEVOIR DES TAXES POSTALES AUTRES QUE CELLES QUI SONT PRESCRITES.

Les colis auxquels s'applique le présent arrangement ne seront soumis à aucune taxe postale autre que celles qui sont prévues dans les différents articles dudit arrangement.

Article XXVII. — COLIS AVION.

Les chefs des administrations postales des deux pays contractants ont le droit de fixer, d'un commun accord, la surtaxe aérienne et les autres conditions au cas où les colis sont transportés par voie aérienne.

No note other than those provided above, or note of similar import, is permitted, except as provided in Article XXIII, Section 3.

3. Barring contrary instructions undeliverable parcels are returned to origin, without previous notification, 30 days after their arrival at the office of destination. Parcels which the addressee refuses to accept shall be returned immediately. In all cases, the reason for non-delivery must be clearly indicated on the parcel.

4. Parcels liable to deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately, even en route, on the outward or return voyage, without previous notice and without judicial formality, for the profit of the rightful party.

If, for any reason, sale is impossible, the deteriorated or corrupted articles are destroyed. The sale or destruction gives rise to the making of a report which is sent to the Administration of origin.

5. Undeliverable parcels which the sender has abandoned may, at the expiration of a 30-day period, be sold for the profit of the Administration of the country of destination. However, in the case of an insured parcel, a report is made up, which must be sent to the Administration of the country of origin. Likewise, the Administration of the country of origin must be advised when an insured parcel which is undeliverable is not returned to origin.

6. The provisions of Article XXV, Section 2, shall be applied to a parcel which is returned in consequence of non-delivery.

Article XXV. — CHARGES.

1. For each parcel (ordinary or insured) exchanged between the two contracting countries, the dispatching Administration credits to the Administration of destination in the parcel bills, the quotas due to the latter and indicated in the Regulations of Execution.

2. In case of reforwarding or return to origin of a parcel, if new postage and new insurance fees (in the case of insured parcels) are collected by the redispatching office, the parcel is treated as if it had originated in that country. Otherwise, the redispatching office recovers from the other office the quota due to it, namely, as the case may be :

(a) The charges prescribed by Section 1 above ;
(b) The charges for reforwarding or return.

In case of reforwarding or return to a third country, the accrued charges, that is, such of the charges mentioned in *(a)* and *(b)* above as are applicable, shall follow the parcel ; but in the case that the third country concerned refuses to assume the charges because they cannot be collected from the addressee or the sender, as the case may be, or for any other reason, they shall be charged back to the country of origin.

In the case of a parcel returned or reforwarded in transit through one of the two Administrations to or from the other the intermediary Administration may claim also the sum due to it for any additional territorial or sea service provided, together with any amounts due to any other Administration or Administrations concerned.

Article XXVI. — POSTAL CHARGES OTHER THAN THOSE PRESCRIBED NOT TO BE COLLECTED.

The parcels to which this Agreement applies shall not be subject to any postal charges other than those contemplated by the different Articles hereof.

Article XXVII. — AIR PARCELS.

The Chiefs of the Postal Administrations of the two contracting countries have the right to fix by mutual consent the air surtax and other conditions in the case where the parcels are conveyed by the air routes.

Article XXVIII. — SUSPENSION TEMPORAIRE DE SERVICES.

Chacune des deux administrations peut suspendre temporairement le service des colis postaux, en totalité ou en partie, lorsqu'il existe des raisons spéciales pour le faire, ou restreindre ce service à certains bureaux, mais à la condition que l'autre administration ait été informée de cette mesure à l'avance, au besoin par télégraphe.

Article XXIX. — QUESTIONS NON RÉGLÉES PAR L'ARRANGEMENT.

1. Toutes les questions concernant les demandes de retrait ou de changement d'adresse de colis, l'obtention et le sort d'avis de réception pour les colis assurés et le règlement des demandes d'indemnité, qui ne sont pas traitées dans le présent arrangement sont soumises aux dispositions de la Convention de l'Union postale universelle et de son règlement d'exécution, dans la mesure où celles-ci sont applicables et non incompatibles avec les dispositions précédentes. Enfin, à défaut d'autres dispositions, la législation intérieure des Etats-Unis d'Amérique ou du Royaume de Yougoslavie, ou les décisions prises par l'un ou l'autre des pays, sont applicables dans le pays respectif.

2. Les détails relatifs à l'application du présent arrangement seront fixés par les deux administrations dans un règlement d'exécution dont les dispositions pourront être modifiées ou complétées de commun accord par voie de correspondance.

3. Les deux administrations se communiqueront réciproquement leurs lois, ordonnances et tarifs applicables au transport des colis postaux, ainsi que toutes les modifications de taxes qui y seraient introduites dans la suite.

Article XXX. — DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

1. Cet arrangement entrera en vigueur à partir de la date où l'arrangement sera ratifié et en attendant, les opérations qui y sont prévues commenceront à une date fixée de commun accord entre les administrations des deux pays.

2. Il demeurera en vigueur jusqu'à ce que l'une des deux administrations contractantes ait notifié à l'autre, six mois à l'avance, son intention d'y mettre fin.

Fait en double exemplaire et signé à Washington le 20e jour de juin 1938 et à Béograd le 16e jour d'avril 1938.

(Sceau) Vojko ČVRKIĆ,
Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones du Royaume de Yougoslavie.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX CONCLU ENTRE LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE ET LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Le règlement détaillé suivant pour l'exécution de cet arrangement a été arrêté par les chefs des Administrations postales des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume de Yougoslavie :

Article 1. — LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Les colis échangés sous les dispositions de cet arrangement ne peuvent excéder le poids de 20 kilogrammes (44 livres) ni la longueur de 1 m. 25 (4 pieds) en tous sens ni avoir un volume supérieur à 55 décimètres cubes (2 pieds cubes).

Les limites de poids et de dimensions indiquées ci-dessus peuvent être changées de temps en temps d'un commun accord par correspondance.

Article XXVIII. — TEMPORARY SUSPENSION OF SERVICES.

When there are special reasons for doing so, either Administration may temporarily suspend the parcel-post service, in whole or in part, or restrict it to certain offices, on condition that the other Administration be informed of this measure in advance, by telegraph if necessary.

Article XXIX. — MATTERS NOT PROVIDED FOR IN THE PRESENT AGREEMENT.

1. All questions concerning requests for recall or change of address of parcels, the obtaining and disposition of return receipts, and the settlement of claims for indemnity for insured parcels, which are not provided for in this Agreement, shall be subject to the provisions of the Universal Postal Union Convention and its Regulations of Execution, in so far as they are applicable and are not contrary to the foregoing provisions. If the case is not provided for at all, the domestic legislation of the United States of America or of Yugoslavia, or the decisions made by one country or the other, are applicable in the respective country.

2. The details relative to the application of the present Agreement will be fixed by the two Administrations in Regulations of Execution, the provisions of which may be modified or completed by mutual consent by way of correspondence.

3. The two Administrations notify each other mutually of their laws, ordinances, and tariffs concerning the exchange of parcel post as well as of all modifications in rates which may be subsequently made.

Article XXX. — DURATION OF THE AGREEMENT.

1. This Agreement will become effective on the date of ratification and pending ratification the operations contemplated thereunder will commence on a date fixed by mutual consent of the Administrations of the two countries.

2. It will remain in force until one of the two contracting Administrations has notified the other six months in advance of its intention to abrogate it.

Done in duplicate and signed at Washington, the 20th day of June 1938 and at Béograd, the 16th day of April 1938.

(Seal) James A. FARLEY,
Postmaster General of the United States of America.

REGULATIONS OF EXECUTION

FOR THE AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF PARCEL POST CONCLUDED BETWEEN THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA AND THE UNITED STATES OF AMERICA.

The following Detailed Regulations for the execution of this Agreement have been agreed upon by the Chiefs of the Postal Administrations of the United States of America and of the Kingdom of Yugoslavia :

Article 1. — LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. Parcels exchanged under the provisions of this Agreement may not exceed 44 pounds (20 kilograms) in weight nor 4 feet (1.25 meters) in length nor have a volume greater than 2 cubic feet (55 cubic decimeters).

The limits of weight and size stated above may be changed from time to time by agreement made through correspondence.

2. En ce qui concerne le calcul exact du poids, du volume et des dimensions, les indications fournies par le bureau expéditeur seront acceptées, sauf dans le cas d'erreur évidente.

Article 2. — CONDITIONNEMENT DES COLIS.

1. Le nom et l'adresse de l'expéditeur ainsi que celle du destinataire doivent être écrits lisiblement et correctement en caractères latins sur le colis même dans tous les cas où c'est possible, ou sur une étiquette attachée solidement au colis. Il est recommandé d'insérer dans tous les colis une copie de l'adresse notamment lorsqu'il s'agit de colis munis simplement d'une étiquette en raison de leur forme ou de leurs dimensions.

Les colis dont les expéditeurs ou les destinataires sont désignés par des initiales ne sont acceptés que lorsque les initiales représentent la raison sociale adoptée par l'expéditeur ou par le destinataire.

Les adresses au crayon ne sont pas admises ; toutefois, sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon indélébile sur une surface préalablement humectée.

2. Tout colis doit être emballé de manière à préserver le contenu pendant toute la durée du transport, et d'éviter que le contenu puisse détériorer les autres colis ou objets ou blesser les agents des postes. L'emballage doit protéger suffisamment le contenu du colis pour qu'en cas de spoliation, les traces puissent en être aisément découvertes.

Les colis assurés doivent obligatoirement être fermés et scellés au moyen de cachets à la cire, de plombs ou autrement. Le cachetage (ou le plombage) des colis ordinaires est facultatif ou un ficelage soigneux suffit comme moyen de fermeture. L'une ou l'autre des administrations peut exiger qu'une empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur figure sur les cachets ou les plombs comme mesure de sécurité.

L'administration des douanes a le droit d'ouvrir les colis. A cet effet, elle peut rompre les cachets ou toute autre fermeture du colis. Dans ce cas, ces colis doivent être refermés, et, si c'est nécessaire, recachetés à l'aide de cachets officiels, sauf dans le cas des colis ordinaires qui ne sont pas scellés par l'expéditeur pour la première fois.

3. Chaque colis assuré doit être revêtu sur l'adresse du colis du numéro d'assurance du colis et porter la mention « Insured » ou « Valeur déclarée » en écriture manuscrite, ou appliquée au moyen d'un timbre ou d'une étiquette à côté de l'adresse du colis.

4. Pour les colis assurés, la déclaration de la valeur doit être exprimée dans la monnaie du pays d'origine sur le colis en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes.

Le montant de la déclaration de valeur doit être converti en francs-or et le résultat de la conversion doit être indiqué par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la déclaration dans la monnaie du pays d'origine.

En outre, le poids exact de chaque colis doit être inscrit par l'administration d'origine sur l'adresse du colis et sur la déclaration en douane à la place à ce réservée.

5. Les étiquettes et les timbres-poste apposés sur les colis assurés doivent être espacés de façon à ne pas pouvoir cacher des lésions de l'emballage ; ils ne peuvent pas, non plus, être repliés sur les deux faces de l'emballage de manière à couvrir la bordure.

6. Les liquides et les corps liquéfiables doivent être emballés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, boîte, etc.) et le second (boîte en métal, en bois résistant, en carton ondulé solide ou en fibre de bois solide, ou tout autre récipient de résistance équivalente), il doit être ménagé un espace rempli de sciure de bois, de son ou de toute autre matière absorbante, en quantité suffisante pour absorber tout le liquide, si le récipient vient à être brisé.

7. Les poudres et les teintures en poudre doivent être contenues dans des boîtes en fer-blanc résistant ou en autre métal, hermétiquement fermées et scellées, placées à leur tour dans un deuxième étui extérieur solide de manière à éviter tout dommage aux autres objets.

Article 3. — DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. L'expéditeur établira une déclaration en douane pour chaque colis déposé dans l'un ou l'autre pays sur une formule spéciale prévue pour cet effet par le pays d'origine.

2. In regard to the exact calculation of the weight, volume, and dimensions, the indications furnished by the dispatching office will be accepted save in the case of obvious error.

Article 2. — PREPARATION OF PARCELS.

1. The name and address of the sender and of the addressee must be written, legibly and correctly in roman letters on the parcel itself, if possible, or on a label securely affixed to the parcel. It is recommended that a copy of the address be inserted in every parcel, especially when the use of a tag for the address is rendered necessary by the packing or form of the parcel.

Parcels on which the name of the sender or of the addressee is indicated by initials are admitted only when the initials are the adopted trade name of the sender or addressee.

Addresses in ordinary pencil are not admitted ; however, addresses written in indelible pencil on a previously dampened surface are accepted.

2. Each parcel must be packed in such a manner that the contents are protected over the whole route, and in such a way that the contents may not damage other parcels or objects or injure postal agents. The packing must protect the contents sufficiently that, in case of rifling, the traces thereof may be easily discovered.

Insured parcels must be closed and sealed by means of wax, lead, or other seals. Ordinary parcels may be sealed at the option of the sender, or careful tying is sufficient as a means of closing. As a protective measure, either Administration may require that a special imprint or mark of the sender appear on the wax or lead seals closing insured parcels.

The Customs Administration of the country of destination is authorized to open the parcels. To this end, the seals or any other fastenings may be broken, In such case, these parcels must be refastened and also officially resealed, except in the case of ordinary parcels which were not sealed by the sender in the first instance.

3. Each insured parcel must bear on the address side an insurance number and must be marked, stamped, or labeled " Insured " or " Valeur déclarée ".

4. In case of insured parcels, the amount of insured value must appear on the parcel in currency of the country of origin in roman letters spelled out in full and in arabic figures.

The amount of the insured value must be converted into gold francs and the result of the conversion is to be shown by new figures placed beside or below those representing the amount of insured value in the currency of the country of origin.

In addition, the exact weight of each parcel must be written by the Administration of origin on the address side of the parcel and on the Customs declaration in the place reserved for this purpose.

5. The labels and postage stamps placed on the insured parcels must be so spaced that they cannot conceal injuries to the packing. Neither may they be folded over two faces of the wrapping so as to cover the edge.

6. Liquids and easily liquefiable substances must be sent in a double receptacle. Between the first (bottle, flask, box, etc.) and the second (box of metal, strong wood, or strong corrugated cardboard or fibreboard, or receptacle of equal strength) there must be left a space to be filled with sawdust, bran, or other absorbent material, in sufficient quantity to absorb all the liquid in case the receptacle is broken.

7. Powders and dyes in powder form must be packed in strong boxes of tin or other metal, hermetically closed and sealed and placed in turn in a second substantial outer cover in such a way as to avoid all damage to other articles.

Article 3. — CUSTOMS DECLARATIONS.

1. The sender shall prepare one Customs declaration for each parcel mailed in either country on a special form provided for the purpose by the country of origin.

Les déclarations en douane doivent donner la description générale du colis, l'indication exacte et détaillée du contenu et de sa valeur, la date de dépôt, le poids brut du colis et le poids net du contenu, et porter la signature et l'adresse de l'expéditeur, ainsi que le nom et l'adresse du destinataire, et elles doivent être attachées solidement aux colis.

Toutefois, par dérogation à ce qui précède, une seule déclaration en douane afférente aux colis expédiés de Yougoslavie aux Etats-Unis d'Amérique ou des Etats-Unis d'Amérique en Yougoslavie peut servir pour un seul envoi de colis ordinaires (non assurés) envoyés par le même expéditeur au même destinataire au même moment. Ces déclarations en douane indiqueront, outre les détails prévus au paragraphe qui précède, le nombre total des colis que comprend l'envoi, et elles seront attachées solidement à un des colis. Les colis formant le même envoi porteront, de manière évidente, un numéro fractionnaire dont le numérateur doit indiquer, en chiffres arabes, le numéro du colis et dont le dénominateur doit indiquer le montant des colis comprenant la consignation ; par exemple, si un envoi comprend 15 colis, chaque colis doit être numéroté, respectivement, $^1/_{15}$, $^2/_{15}$, $^3/_{15}$, etc.

2. Les administrations n'acceptent aucune responsabilité pour l'exactitude des indications portées sur les déclarations en douane.

Article 4. — AVIS DE RÉCEPTION.

1. Lorsqu'il est demandé un avis de réception, l'expéditeur ou le bureau d'origine portent sur le colis, la mention « Avis de réception, » « Return receipt requested » ou « A. R. ». Le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné par l'administration expéditrice, établit un avis de réception et le fixe au colis. Si l'avis ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci établit d'office un nouvel avis de réception.

2. Le bureau de destination, après avoir complété la formule en question, la renvoie, à découvert et en franchise, à l'adresse de l'expéditeur du colis.

3. Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception postérieurement au dépôt du colis, le bureau d'origine remplit régulièrement une formule d'avis de réception, tout en y attachant une formule de réclamation pourvue des détails relatifs à l'expédition du colis, et la transmet au bureau de destination du colis. En cas de remise régulière du colis, le bureau de destination retire la formule de réclamation, et l'avis de réception est traité de la manière prescrite au paragraphe précédent.

Article 5. — RÉCIPIENTS.

1. Les administrations postales des deux pays contractants fournissent les sacs nécessaires à l'expédition de leurs colis et chaque sac doit être marqué de façon à indiquer le nom du bureau ou du pays auquel il appartient.

2. Les sacs doivent être renvoyés vides au bureau expéditeur par le plus prochain courrier. Les sacs vides seront réunis par paquets de dix (neuf sacs renfermés dans un dixième sac). Le nombre total de ces sacs sera porté sur les feuilles de route respectives.

3. Au cas où dix pour cent du nombre total des sacs utilisés pendant une année n'a pas été renvoyé, la valeur des sacs manquants doit être remboursée à l'administration d'origine.

Article 6. — MODE D'ÉCHANGE DES COLIS.

1. Les colis seront échangés, dans des sacs dûment fermés et cachetés, par les bureaux désignés à la suite d'un accord entre les administrations, et seront expédiés sur le pays de destination, par le pays d'origine, à ses frais et par les moyens dont il dispose.

2. Les colis assurés sont insérés dans des sacs distincts de ceux qui contiennent les colis ordinaires ; les étiquettes des sacs contenant des colis assurés sont marquées d'un signe distinctif dont les administrations pourront de temps en temps convenir éventuellement.

The Customs declarations must give a general description of the parcel, an accurate statement in detail of its contents and value, date of mailing, gross and net weight, the sender's name and address, and the name and address of the addressee and shall be securely attached to the parcel.

However, as an exception to the foregoing, only one Customs declaration for parcels sent from Yugoslavia to the United States of America, or from the United States to Yugoslavia, may serve for a single consignment of any number of uninsured parcels sent by the same sender to the same addressee at the same time. In this case, the Customs declarations shall show, in addition to the particulars set forth in the preceding paragraph, the total number of parcels comprising the shipment, and shall be securely attached to one of the parcels. The parcels comprising the entire shipment shall be clearly marked in such case with a fractional number, the numerator of which will indicate, in arabic figures, the number of the parcel, and the denominator the number of parcels comprising the shipment ; for example, if a single shipment were composed of 15 parcels, each parcel would be numbered respectively $^{1}/_{15}$, $^{2}/_{15}$, $^{3}/_{15}$, etc.

2. The Administrations accept no responsibility for the correctness of the information on the Customs declarations.

Article 4. — RETURN RECEIPTS.

1. When a return receipt is requested, the sender or the office of origin places on the parcel the words or letters, " Avis de réception ", " Return receipt requested ", or " A. R. ". The office of origin or any other office appointed by the dispatching Administration shall fill out a return receipt form and attach it to the parcel. If the form does not reach the office of destination, that office makes out a duplicate.

2. The office of destination, after having completed the return receipt form, returns it free of postage to the address of the sender of the parcel.

3. When the sender applies for a return receipt after a parcel has been mailed, the office of origin duly fills out a return receipt form and attaches it to a form of inquiry which is entered with the details concerning the transmission of the parcel and then forwards it to the office of destination of the parcel. In the case of the due delivery of the parcel, the office of destination withdraws the inquiry form, and the return receipt is treated in the manner prescribed in the foregoing section.

Article 5. — RECEPTACLES.

1. The postal Administrations of the two contracting countries shall provide the bags necessary for the dispatch of their parcels and each bag shall be marked to show the name of the office or country to which it belongs.

2. Bags must be returned empty to the dispatching office by the next mail. Empty bags to be returned are made up in bundles of ten, enclosing nine bags in one. The total number of bags returned shall be entered on the relative parcel bills.

3. In case ten percent of the total number of bags used during the year have not been returned, the value of the missing bags must be repaid to the Administration of origin.

Article 6. — METHOD OF EXCHANGE OF PARCELS.

1. The parcels shall be exchanged in sacks duly fastened and sealed by the offices appointed by agreement between the two Administrations, and shall be dispatched to the country of destination by the country of origin at its cost and by such means as it provides.

2. Insured parcels shall be enclosed in separate sacks from those in which ordinary parcels are contained, and the labels of sacks containing insured parcels shall be marked with such distinctive symbols as may from time to time be agreed upon.

Article 7. — INSCRIPTION DES COLIS SUR LES FEUILLES DE ROUTE.

1. Les colis avec valeur déclarée et les colis ordinaires sont inscrits sur des feuilles de route distinctes. Les feuilles de route sont établies en double expédition. L'original est envoyé dans les dépêches régulières et le duplicata est inséré dans l'un des sacs. Le sac contenant la feuille de route est désigné par la lettre « F » tracée d'une manière apparente sur l'étiquette.

2. Les colis ordinaires compris dans chaque dépêche envoyée aux Etats-Unis d'Amérique sont inscrits sur les feuilles de route par la seule mention du nombre total des colis et de leur poids net total.

Les colis ordinaires compris dans chaque dépêche à destination de la Yougoslavie sont inscrits sur les feuilles de route pour démontrer le nombre total des colis ne dépassant pas 1 kilogramme, des colis au delà de 1 kilogramme jusqu'à 5 kilogrammes, au delà de 5 jusqu'à 10 kilogrammes, au delà de 10 jusqu'à 15 kilogrammes et au delà de 15 jusqu'à 20 kilogrammes.

3. Les colis assurés sont inscrits individuellement sur les feuilles de route de façon à comprendre le numéro d'assurance du colis ainsi que le nom du bureau d'origine.

Pour les colis envoyés aux Etats-Unis, le poids net total de tous les colis doit être aussi indiqué. Pour les colis envoyés en Yougoslavie le poids de chaque colis doit être inscrit individuellement dans la feuille de route.

4. Les colis envoyés à découvert doivent être inscrits séparément sur les feuilles de route.

5. Les colis en retour ou réexpédiés doivent être inscrits individuellement sur les feuilles de route et l'inscription est suivie de la mention « En retour » ou « Réexpédié », selon le cas. Il y a lieu d'indiquer éventuellement, dans la colonne « Observations », les frais pouvant grever ces colis.

6. Le nombre total des sacs dont se compose chaque envoi doit être indiqué aussi sur les feuilles de route.

7. Chaque bureau d'échange expéditeur doit numéroter les feuilles de route au coin supérieur gauche, en commençant tous les ans une nouvelle série pour chacun des bureaux d'échange destinataires. Le dernier numéro de l'année précédente doit être indiqué sur la feuille de route de la première dépêche de l'année suivante.

8. Le mode exact d'inscription des colis ou des récipients qui les contiennent, envoyés en transit, par l'une des administrations à l'autre ainsi que tous les détails des opérations à effectuer au sujet du mode d'inscription de ces colis ou de ces dépêches, et pour lesquels il n'est rien prévu ci-dessus, seront réglés d'un commun accord et par correspondance, par les deux administrations.

Article 8. — VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE.

1. A la réception d'un envoi, le bureau d'échange destinataire procède à la vérification des colis et des divers documents qui les accompagnent. Si l'un des colis manque ou s'il est constaté des erreurs ou des omissions sur la feuille de route, il opère immédiatement les rectifications nécessaires en ayant soin de biffer les indications erronées, de manière à laisser reconnaître les inscriptions primitives. Ces rectifications s'effectuent avec le concours de deux agents. A moins d'une erreur évidente, elles prévalent sur la déclaration originale.

Un bulletin de vérification est, en outre, dressé par le bureau destinataire et envoyé sans délai, en double expédition, au bureau d'échange expéditeur.

S'il est constaté une erreur ou une irrégularité à la réception d'une dépêche, toutes les pièces pouvant servir de preuves à l'appui en vue de recherches ultérieures ou de l'examen de demandes d'indemnité doivent être conservées.

2. Le bureau d'échange expéditeur auquel sont adressés les bulletins de vérification les renvoie le plus promptement possible après les avoir examinés et y avoir mentionné ses observations, s'il y a lieu. Ces bulletins sont ensuite annexés aux feuilles de route qu'ils concernent. Les corrections faites sur une feuille de route et non appuyées des pièces justificatives sont considérées comme nulles.

Article 7. — ENTRY OF PARCELS ON THE PARCEL BILLS.

1. Insured and ordinary parcels are entered on separate parcel bills. The parcel bills are prepared in duplicate. The original is sent in the regular mails while the duplicate is inserted in one of the sacks. The sack containing the parcel bill is designated by the letter " F " traced in a conspicuous manner on the label.

2. The ordinary parcels included in each dispatch sent to the United States of America are entered on the parcel bills to show the total number of parcels and the total net weight thereof.

The ordinary parcels included in each dispatch sent to Yugoslavia are entered on the parcel bills to show the total number of parcels not exceeding 1 kilogram, parcels over 1 kilogram to 5, over 5 to 10 kilograms, over 10 to 15 and over 15 to the weight of 20 kilograms.

3. Insured parcels are entered individually in the parcel bills. The entry for each parcel comprises the insurance number of the parcel as well as the name of the office of origin.

For parcels sent to the United States, the total net weight of all the parcels must also be shown. For parcels sent to Yugoslavia, the weight of each parcel must be entered individually in the parcel bills.

4. Parcels sent in open mail must be entered separately in the parcel bills.

5. Returned or reforwarded parcels must be entered individually in the parcel bills, and the entry is followed by the word " Returned " or " Reforwarded " as the case may be. Also, any charges due on these parcels should be indicated in the " Observations " column.

6. The total number of sacks comprising each dispatch must also be shown on the parcel bills.

7. Each dispatching exchange office must number the parcel bills in the upper left-hand corner, beginning every year a new series for each exchange office of destination. The last number of the preceding year must be indicated on the parcel bill of the first dispatch of the following year.

8. The exact method of entering parcels or the receptacles containing them sent in transit by one Administration to the other, as well as all details of procedure in connection with the method of entering such parcels or such dispatches, for which no provision is made above, will be decided upon by mutual consent through correspondence by the two Administrations.

Article 8. — VERIFICATION BY THE EXCHANGE OFFICES.

1. On receipt of a parcel mail, the office of exchange of destination proceeds to check the parcels and the various documents which accompany them. If a parcel is missing or if the exchange office detects errors or omissions on the parcel bill, it immediately makes the necessary correction, taking care to strike out the incorrect entries in such a way as to leave the original entries legible. These corrections are made by two officers. Except in case of obvious error, they are accepted in preference to the original statement.

A bulletin of verification is in addition prepared by the office of destination and sent without delay, in duplicate, to the dispatching exchange office.

If an error or irregularity is found upon receipt of a dispatch, all objects which may serve later on for investigations, or for examination of requests for indemnity, must be kept.

2. The dispatching exchange office to which a bulletin of verification is sent returns it after having examined it and entered thereon its observations, if any. That bulletin is then attached to the parcel bills of the parcels to which it relates. Corrections made on a parcel bill which are not justified by supporting papers are considered as devoid of value.

3. Si c'est nécessaire, le bureau d'échange expéditeur peut également être avisé par télégramme, aux frais de l'office qui envoie ce télégramme.

4. En cas de manquant d'une feuille de route, il en est établi un duplicata dont une copie est envoyée au bureau d'échange expéditeur de l'envoi.

5. Le bureau d'échange qui reçoit d'un bureau correspondant un colis insuffisamment emballé ou avarié doit y donner cours après l'avoir emballé de nouveau, s'il y a lieu, en conservant autant que possible l'emballage primitif.

Si l'avarie est telle que le contenu de l'envoi a pu être soustrait, le bureau doit procéder d'abord à l'ouverture d'office du colis et à la vérification de son contenu.

Dans les deux cas, le poids du colis doit être constaté avant et après le nouvel emballage et indiqué sur l'enveloppe même du colis. Cette indication est suivie de la mention « Remballé à . . . » et de la signature des agents ayant effectué le remballage.

Article 9. — BONIFICATIONS.

1. Pour chaque colis (ordinaire ou assuré) échangé entre les deux pays contractants, l'administration expéditrice bonifie un droit terminal sur les bases indiquées ci-après :

a) Pour les colis provenant de la Yougoslavie à destination des Etats-Unis d'Amérique, 70 centimes-or par kilogramme calculé sur le poids net global de chaque dépêche.

b) Pour les colis provenant des Etats-Unis d'Amérique à destination de la Yougoslavie la taxe terminale par colis :

	Francs-or
Jusqu'à 1 kilogramme	0,85
Au delà de 1 kilogramme jusqu'à 5 kilogrammes	1,25
Au delà de 5 kilogrammes jusqu'à 10 kilogrammes	2,25
Au delà de 10 kilogrammes jusqu'à 15 kilogrammes	3,25
Au delà de 15 kilogrammes jusqu'à 20 kilogrammes	4,25

c) Pour les colis assurés, un droit d'assurance additionnel de dix centimes-or par colis.

2. Dans le cas de colis provenant de la Yougoslavie et expédiés aux Etats-Unis d'Amérique pour être transmis à l'une de ses possessions ou, en dépêches closes, à un tiers pays, l'Administration de la Yougoslavie bonifiera à l'Administration des Etats-Unis comme droit de transit, 70 centimes-or par kilogramme lorsque le transit a lieu par mer seulement ; 1,15 franc-or par kilogramme lorsque le transit a lieu par terre seulement ; et 1,50 franc-or par kilogramme lorsque le transit s'effectue par mer et par terre, basé sur le poids net global de chaque dépêche.

De même, pour les colis destinés aux possessions des Etats-Unis, l'Administration de la Yougoslavie bonifiera à l'Administration des Etats-Unis les droits terminaux indiqués ci-après basés sur le poids net global de chaque dépêche :

Pour les colis destinés à l'Alaska, 70 centimes-or par kilogramme.

Pour les colis destinés à Porto-Rico, les îles Vierges, Guam, Samoa et Hawaï, 35 centimes-or par kilogramme.

3. Les droits terminaux et de transit spécifiés ci-dessus peuvent être réduits ou majorés, sur préavis de 3 mois donné par un pays à l'autre. La réduction ou la majoration restera en vigueur pendant une durée d'un an au moins.

Article 10. — RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. A la fin de chaque trimestre, chaque administration établit un compte sur la base des feuilles de route.

2. Ces comptes, accompagnés des feuilles de route et, le cas échéant, de copies des bulletins de vérification s'y rapportant, doivent être soumis à l'examen de l'administration correspondante dans le courant du mois qui suit le trimestre auquel ils se rapportent.

3. If necessary, the dispatching exchange office may also be advised by telegram, at the expense of the office sending such telegram.

4. In case of shortage of a parcel bill, a duplicate is prepared, a copy of which is sent to the exchange office of origin of the dispatch.

5. The office of exchange which receives from a corresponding office a parcel which is damaged or insufficiently packed must redispatch such parcel after repacking, if necessary, preserving the original packing as far as possible.

If the damage is such that the contents of the parcel may have been abstracted, the office must first officially open the parcel and verify its contents.

In either case, the weight of the parcel will be verified before and after repacking, and indicated on the wrapper of the parcel itself. That indication will be followed by the note " Repacked at . . . . ", and the signature of the agents who have effected such repacking.

Article 9. — CHARGES.

1. For each parcel (ordinary or insured) exchanged between the two contracting countries, the dispatching Administration shall pay a terminal credit as follows :

(a) For parcels originating in Yugoslavia, addressed to the United States of America, 70 gold centimes per kilogram, computed on the bulk net weight of each dispatch.

(b) For parcels originating in the United States of America, addressed to Yugoslavia, terminal charges for each parcel :

	Gold franc
Up to 1 kilogram	0.85
Over 1 up to 5 kilograms	1.25
Over 5 up to 10 kilograms	2.25
Over 10 up to 15 kilograms	3.25
Over 15 up to 20 kilograms	4.25

(c) For insured parcels, an additional insurance credit of 10 gold centimes per parcel.

2. In the case of parcels originating in Yugoslavia which are sent to the United States of America for onward dispatch to a possession of the latter country, or in closed mails to a third country, the Administration of Yugoslavia shall pay to the Administration of the United States as a transit credit, 70 gold centimes per kilogram when only sea transit is provided ; 1.15 gold franc per kilogram when only land transit is provided, and 1.50 gold franc per kilogram when both land and sea transit are provided, based on the bulk net weight of each dispatch.

Also, in the case of parcels for the possessions of the United States of America, the Administration of Yugoslavia shall pay to the Administration of the United States the following terminal credits, based on the bulk net weight of each dispatch :

For parcels for Alaska, 70 centimes gold per kilogram.

For parcels for Puerto Rico, the Virgin Islands, Guam, Samoa, and Hawaii, 35 centimes gold per kilogram.

3. The terminal charges and transit rates specified above may be reduced or increased on 3 months' previous notice given by one country to the other. These reductions or increases shall hold good for at least one year.

Article 10. — ACCOUNTING.

1. At the end of each quarter, each Administration makes up an account on the basis of the parcel bills.

2. These accounts accompanied by the parcel bills and, if any, copies of verification notes relating thereto shall be submitted for the examination of the corresponding Administration in the course of the month following the quarter to which they relate.

3. La récapitulation, l'envoi, l'examen et l'acceptation de ces comptes ne doivent pas être retardés et le règlement du solde aura lieu, au plus tard, à l'expiration du trimestre suivant.

4. Le solde résultant de la balance des comptes entre les deux administrations est payé par traite à vue, tirée sur New-York ou par un autre moyen convenu réciproquement par voie de correspondance. Les frais de paiement sont à la charge de l'administration débitrice.

Article II. — NOTIFICATIONS DIVERSES.

Les administrations se communiqueront réciproquement un résumé de leurs lois ou règlements applicables aux colis échangés entre les deux pays contractants et des autres détails nécessaires pour l'exécution de l'échange des colis.

Le présent règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'arrangement concernant les colis postaux et il aura la même durée que cet arrangement.

Fait en double expédition et signé à Washington le 20e jour de juin 1938 et à Béograd le 16e jour d'avril 1938.

(Sceau) Vojko ČVRKIĆ,
Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones du Royaume de Yougoslavie.

I hereby certify that this is a true and complete textual copy of the original Agreement between the Postal Administrations of the United States of America and the Kingdom of Yugoslavia concerning the exchange of parcel post in all the languages in which the original was signed at Washington, on June 20th, 1938, and at Béograd, on April 16th, 1938.

James A. Farley,
Postmaster General.

3. The recapitulation, transmission, examination, and acceptance of these accounts must not be delayed and payment of the balance shall take place at the latest at the expiration of the following quarter.

4. The balance resulting from adjustment of the accounts between the two Administrations is paid by a sight draft drawn on New York, or by some other means mutually agreed upon by correspondence. The expenses of payment are chargeable to the debtor Administration.

Article II. — MISCELLANEOUS NOTIFICATIONS.

The Administrations shall communicate to each other a summary of the provisions of their laws or regulations applicable to the parcels exchanged between the two contracting countries, and other items necessary for carrying out the exchange of parcels.

These Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement.

Done in duplicate and signed at Washington, the 20th day of June 1938 and at Béograd, the 16th day of April 1938.

(Seal) James A. Farley,
Postmaster General
of the United States of America.

I hereby certify that this is a true and complete textual copy of the original Agreement between the Postal Administrations of the United States of America and the Kingdom of Yugoslavia concerning the exchange of parcel post in all the languages in which the original was signed at Washington, on June 20th, 1938, and at Béograd, on April 16th, 1938.

James A. Farley,
Postmaster General.

N° 4550.

FRANCE ET SUISSE

Acte additionnel à la Convention du 15 juin 1869 sur la compétence judiciaire et l'exécution des jugements en matière civile. Signé à Paris, le 4 octobre 1935.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement a eu lieu le 13 *avril* 1939.

FRANCE AND SWITZERLAND

Additional Act to the Convention of June 15th, 1869, regarding Jurisdiction and the Execution of Judgments in Civil Matters. Signed at Paris, October 4th, 1935.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration took place April 13*th,* 1939.

N° 4550. — ACTE [1] ADDITIONNEL A LA CONVENTION DU 15 JUIN 1869 ENTRE LA FRANCE ET LA SUISSE SUR LA COMPÉTENCE JUDICIAIRE ET L'EXÉCUTION DES JUGEMENTS EN MATIÈRE CIVILE. SIGNÉ A PARIS, LE 4 OCTOBRE 1935.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
et
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ayant jugé utile de modifier et de compléter la Convention du 15 juin 1869 sur la compétence judiciaire et l'exécution des jugements en matière civile,

Ont résolu de conclure un acte additionnel et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

Monsieur DUNANT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse à Paris ; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Monsieur Pierre LAVAL, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Par modification à l'alinéa I, l'alinéa suivant est ajouté à l'article premier de la Convention du 15 juin 1869 :

« Les contestations relatives aux dommages résultant d'accidents causés par la circulation de véhicules routiers pourront être portées, au choix du demandeur, soit devant le juge du lieu où le dommage a été causé, soit devant le juge visé à l'alinéa premier. »

Article 2.

L'article suivant est inséré après l'article II de la Convention du 15 juin 1869 :

« *Art. II* bis. — Les mesures provisoires ou conservatoires organisées par la législation d'un des deux pays peuvent être requises des autorités de ce pays, quelle que soit la juridiction compétente pour connaître du fond. »

Article 3.

Le présent acte additionnel sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

Cet acte entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

Fait à Paris, le 4 octobre 1935.

(Signé) DUNANT.
(Signé) LAVAL.

Pour copie conforme :

Berne, le 12 avril 1939.

Le Chancelier de la Confédération,
G. Bovet.

[1] Entré en vigueur le 29 juin 1936.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4550. — ADDITIONAL ACT[1] TO THE CONVENTION OF JUNE 15TH, 1869, BETWEEN FRANCE AND SWITZERLAND REGARDING JURISDICTION AND THE EXECUTION OF JUDGMENTS IN CIVIL MATTERS. SIGNED AT PARIS, OCTOBER 4TH, 1935.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL
and
THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC,

Having thought fit to modify and complete the Convention of June 15th, 1869, regarding jurisdiction and the execution of judgments in civil matters,

Have resolved to conclude an Additional Act and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION :

Monsieur DUNANT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation at Paris ; and

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

Monsieur Pierre LAVAL, President of the Council, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

As a modification of paragraph 1, the following paragraph shall be added to Article I of the Convention of June 15th, 1869 :

" Disputes concerning damage resulting from accidents caused by the circulation of road vehicles may, at the plaintiff's request, be brought either before the judge of the place where the damage was caused or before the judge specified in paragraph 1. "

Article 2.

The following Article shall be inserted after Article II of the Convention of June 15th, 1869 :

" *Article II* bis. — The authorities of either country may be requested to apply the provisional or conservatory measures provided by their national legislation, whatever may be the jurisdiction competent to deal with the substance of the case. "

Article 3.

The present Additional Act shall be ratified. The ratifications thereof shall be exchanged at Paris as soon as possible.

This Act shall come into force one month after the exchange of ratifications.

Done at Paris, this 4th day of October, 1935.

(Signed) DUNANT.
(Signed) LAVAL.

[1] Came into force June 29th, 1936.

N° 4551.

FRANCE ET SUISSE

Accord sur le régime de la route internationale de Grand Lucelle à Klösterli, et protocole final. Signés à Paris, le 29 janvier 1937.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement a eu lieu le 13 *avril* 1939.

FRANCE AND SWITZERLAND

Agreement regarding the Regime of the International Road from Grand Lucelle to Klösterli, and Final Protocol. Signed at Paris, January 29th, 1937.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration took place April 13*th,* 1939.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

Nº 4551. — ACCORD [1] ENTRE LA FRANCE ET LA SUISSE SUR LE RÉGIME DE LA ROUTE INTERNATIONALE DE GRAND LUCELLE A KLÖSTERLI. SIGNÉ A PARIS, LE 29 JANVIER 1937.

No. 4551. — AGREEMENT [1] BETWEEN FRANCE AND SWITZERLAND REGARDING THE REGIME OF THE INTERNATIONAL ROAD FROM GRAND LUCELLE TO KLÖSTERLI. SIGNED AT PARIS, JANUARY 29TH, 1937.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
et
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu, d'une part, la Convention [2] conclue à Versailles le 20 juin 1780 entre le Roi de France et le Prince-Evêque de Bâle et le Supplément à cette convention signé à Porrentruy le 15 août 1782, d'autre part, le Procès-verbal de délimitation entre le canton de Berne et la France du 12 juillet 1826, enfin, le Procès-verbal de reconnaissance de travaux dressé à Colmar le 9 avril 1930 par la Commission technique franco-suisse,

Désireux de conclure une convention additionnelle tenant compte des travaux effectués sur la route internationale de Grand Lucelle à Klösterli,

Ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Monsieur A. DUNANT, ministre de Suisse à Paris ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Monsieur Yvon DELBOS, député, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL
and
THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC,

In view, on the one part, of the Convention [2] concluded at Versailles on June 20th, 1780, between the King of France and the Prince-Bishop of Basle and the Supplement to the said Convention signed at Porrentruy on August 15th, 1782, and, on the other part, of the procès-verbal of delimitation between the Canton of Berne and France of July 12th, 1826, and, lastly, of the procès-verbal recording construction work, drawn up at Colmar on April 9th, 1930, by the Franco-Swiss Technical Commission,

Desirous of concluding an additional convention taking account of the work carried out on the international road from Grand Lucelle to Klösterli,

Have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose :

FOR THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Monsieur A. DUNANT, Swiss Minister in Paris ;

FOR THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

Monsieur Yvon DELBOS, Deputy, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

[1] Entré en vigueur le 5 février 1938.

[2] DE MARTENS, *Recueil des Traités*, tome II, page 85.

[1] Came into force February 5th, 1938.

Article premier.

Le libre passage avec exemption de tous droits sera accordé sur la déviation exécutée dans le courant des années 1928 et 1929, connue depuis sous le nom de déviation de Saint-Pierre et située entre les points kilométriques 4.425 et 5.565 du chemin vicinal d'intérêt commun N° 21 *bis* (route de Lucelle à Klösterli).

Article 2.

La portion de la même route située plus à l'ouest entre les points kilométriques 0 et 1.100 sera soumise au même régime.

Article 3.

La portion de la route suisse de Scholis à Bourrignon située entre la frontière franco-suisse à Scholis (borne 35 *a)* et le bureau de douane suisse existant sur cette route sera également soumise au même régime.

Article 4.

Les portions de route internationalisées aux termes des articles précédents se trouvent indiquées en couleur bleue (tronçons français) et en couleur verte (tronçons suisses) sur la carte [1] ci-annexée.

Article 5.

Sur l'itinéraire comprenant les portions de route internationalisées aux termes, tant du supplément de convention du 15 août 1782 que des dispositions qui précèdent et conduisant de Scholis à Klösterli par Lucelle et Moulin Neuf, les agents français chargés de l'exercice de la police et de la surveillance douanière sur les tronçons de cet itinéraire situés en territoire français pourront emprunter, en uniforme et en armes, les tronçons suisses pour rejoindre le territoire français. Réciproquement, les agents suisses chargés de l'exercice de la police et de la surveillance douanière sur les tronçons du même itinéraire situés en territoire suisse pourront emprunter, en uniforme et en armes, les tronçons français pour rejoindre le territoire suisse. Les agents assermentés des services vicinaux de l'un et l'autre pays jouiront, pour l'accomplissement de leur mission, des mêmes facilités, le port d'armes excepté. Ces facilités entreront en vigueur simultanément avec les dispositions qui précèdent et seront maintenues

[1] Non reproduite.

Article 1.

Free passage with exemption from all duties shall be granted on the by-pass constructed during the years 1928 and 1929, known as the Saint-Pierre by-pass and situated between kilometric points 4.425 and 5.565 of the joint local road No. 21 *bis* (road from Lucelle to Klösterli).

Article 2.

The part of the same road situated further west between kilometric points 0 and 1.100 shall be subject to the same regime.

Article 3.

The part of the Swiss road between Scholis and Bourrignon situated between the Franco-Swiss frontier at Scholis (stone 35 *a*) and the Swiss Customs office situated on that road shall also be subject to the same regime.

Article 4.

The parts of the road internationalised under the above Articles shall be shown in blue (French sections) and in green (Swiss sections) on the map [1] annexed hereto.

Article 5.

On the route including the parts of the road which are internationalised under the terms both of the Supplement to the Convention of August 15th, 1782, and the above provisions, and running from Scholis to Klösterli via Lucelle and Moulin Neuf, the French officials responsible for police and Customs surveillance over the sections of this route situated in French territory may use the Swiss sections of the road, when in uniform and carrying arms, for the purpose of reaching French territory. Reciprocally, Swiss officials responsible for police and Customs surveillance on sections of the same route situated in Swiss territory may use the sections of the route situated in French territory, when in uniform and carrying arms, for the purpose of reaching Swiss territory. Sworn employees of the local services of either country shall be entitled to the same facilities in the performance of their duties, except that they may not carry arms. These facilities shall come into effect

[1] Not reproduced.

aussi longtemps que ces dispositions garderont leur effet.

Article 6.

Les questions se rapportant tant à l'entretien courant de la route dont il s'agit qu'aux travaux accidentels qui pourraient être rendus nécessaires sur cette route seront réglées directement entre les collectivités intéressées, savoir le département du Haut-Rhin, du côté français, les cantons de Berne et de Soleure, du côté suisse.

Article 7.

Les deux gouvernements conviennent de porter devant la Cour permanente de Justice internationale de La Haye tout différend qui pourrait surgir entre eux au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent accord.

Article 8.

Le présent accord entrera en vigueur dès l'échange des ratifications. Il est conclu pour la durée de dix ans, à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera censé être renouvelé pour une nouvelle période de dix ans, et ainsi de suite.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait, en double exemplaire, à Paris, le 29 janvier 1937.

(Signé) DUNANT.
(Signé) Yvon DELBOS.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de signer la présente convention, les plénipotentiaires soussignés constatent qu'il est bien entendu que l'article 5 de ladite convention ne donne aux agents de chacun des deux pays qu'un droit le libre passage sur les portions de la route situées sur le territoire de l'autre Etat et qu'ils n'auront compétence d'accomplir des actes officiels que sur le territoire de l'Etat dont ils relèvent.

simultaneously with the above provisions, and shall be retained as long as the provisions themselves remain in force.

Article 6.

Questions connected with the ordinary maintenance of the road in question, and such casual work as may become necessary on that road, shall be settled direct between the local authorities concerned, that is to say, the Département du Haut-Rhin on the French side and the Cantons of Berne and Solothurn on the Swiss side.

Article 7.

The two Governments agree to refer to the Permanent Court of International Justice at The Hague any dispute which may arise between them with regard to the interpretation or execution of the present Agreement.

Article 8.

The present Agreement shall enter into force upon the exchange of the ratifications thereof. It is concluded for a period of ten years, dating from its entry into force. Unless denounced six months before the expiry of this period, it should be regarded as being renewed for a further period of ten years, and so on for successive periods.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate in Paris, this 29th day of January, 1937.

(Signed) DUNANT.
(Signed) Yvon DELBOS.

FINAL PROTOCOL.

At the moment of signing the present Convention, the undersigned Plenipotentiaries note that it is fully understood that Article 5 of the Convention gives the officials of each of the two countries only the right of free passage on those parts of the road which are situated in the territory of the other State, and that they shall not be entitled to take official action elsewhere than in the territory of the State to which they belong.

Il est également entendu que les agents assermentés des services vicinaux de l'un et de l'autre pays visés audit article 5 sont les agents des deux pays qui sont chargés par les autorités locales ou cantonales de la police de la route, soit du maintien de la sécurité de la circulation, tels que les conducteurs de travaux, les cantonniers, les commissaires de police, gendarmes, gardes champêtres et gardes forestiers.

Fait, en double exemplaire, à Paris, le 29 janvier 1937.

(Signé) DUNANT.
(Signé) Yvon DELBOS.

It is also understood that the sworn officials of the local services of either country referred to in Article 5 are the officials of the respective countries placed by the local or cantonal authorities in charge of road policing or traffic safety regulations, such as works foremen, roadmen, police officials, gendarmes, rural police and forest police.

Done in duplicate in Paris, this 29th day of January, 1937.

(Signed) DUNANT.
(Signed) Yvon DELBOS.

Pour copie conforme :
Berne, le 12 avril 1939.
Le Chancelier de la Confédération,
G. Bovet.

N° 4552.

POLOGNE ET SUISSE

Traité d'extradition et d'entr'aide judiciaire en matière pénale, et protocole final. Signés à Berne, le 19 novembre 1937.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement a eu lieu le 13 *avril* 1939.

POLAND AND SWITZERLAND

Treaty regarding Extradition and Judicial Assistance in Criminal Matters, and Final Protocol. Signed at Berne, November 19th, 1937.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration took place April 13*th,* 1939.

N° 4552. — TRAITÉ [1] D'EXTRADITION ET D'ENTR'AIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LA CONFÉDÉRATION SUISSE. SIGNÉ A BERNE, LE 19 NOVEMBRE 1937.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
et
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

Animés du désir d'assurer la poursuite des malfaiteurs, sont convenus de régler par un traité leurs obligations réciproques d'entr'aide judiciaire en matière pénale et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Monsieur Giuseppe MOTTA, président de la Confédération, chef du Département politique fédéral ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Monsieur Jan MODZELEWSKI, docteur ès sciences, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Pologne à Berne ; et
Monsieur Lucjan BEKERMAN, docteur en droit, procureur à la Cour de cassation ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Parties contractantes s'engagent à se livrer, réciproquement, sur demande, suivant les règles établies par la présente convention, les personnes se trouvant sur le territoire de l'une d'elles et poursuivies ou condamnées par les autorités judiciaires de l'autre Partie, pour les faits qui, d'après les législations des deux Parties, sont punissables et peuvent donner lieu à l'extradition.

L'extradition sera également accordée pour la tentative desdites infractions et pour toutes sortes de complicités, punissables d'après la législation des deux Parties contractantes.

L'extradition aura lieu pour les condamnés, lorsque la peine prononcée ou le reste de la peine à subir est de six mois de privation de liberté au moins ou une peine plus grave, et pour les prévenus, lorsque le maximum de la peine applicable au fait incriminé est, d'après la législation des deux Parties, d'au moins un an de privation de liberté ou une peine plus grave.

Article 2.

La Suisse n'extrade pas les ressortissants suisses, et la République de Pologne n'extrade pas les ressortissants polonais et ceux de la Ville libre de Dantzig.

Article 3.

Il n'y a pas obligation d'extrader :

1. Pour les infractions politiques ou pour les faits connexes à ces infractions ; L'Etat requis est seul appelé à juger si l'infraction est de cette nature ;

[1] Entré en vigueur le 22 janvier 1939.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4552. — TREATY [1] REGARDING EXTRADITION AND JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS BETWEEN THE REPUBLIC OF POLAND AND THE SWISS CONFEDERATION. SIGNED AT BERNE, NOVEMBER 19TH, 1937.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL
and
THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND,

Desirous of providing for the prosecution of offenders, have agreed to settle by a Treaty their reciprocal obligations to provide judicial assistance in criminal matters and have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Monsieur Giuseppe MOTTA, President of the Confederation, Head of the Federal Political Department ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

Monsieur Jan MODZELEWSKI, Doctor of Science, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Poland at Berne, and
Monsieur Lucjan BEKERMAN, Doctor of Law, Public Prosecutor at the Court of Cassation ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The Contracting Parties undertake to surrender to each other on application, in accordance with the rules laid down by the present Convention, persons on the territory of one of them who are prosecuted or convicted by the judicial authorities of the other Party for acts which, under the legislation of the two Parties, are punishable and may give rise to extradition.

Extradition shall also be granted for attempts to commit such offences, and for complicity of any kind punishable under the laws of the two Contracting Parties.

Extradition shall be granted for persons sentenced, when the sentence or the remainder of the sentence to be served is deprivation of liberty for not less than six months or a heavier sentence, and for persons awaiting trial for an offence, when the maximum penalty applicable to the offence with which they are charged is, under the laws of the two Parties, deprivation of liberty for not less than one year or a heavier penalty.

Article 2.

Switzerland shall not extradite Swiss nationals, and the Republic of Poland shall not extradite nationals of Poland or of the Free City of Danzig.

Article 3.

There shall be no obligation to extradite for the following :

1. Political offences or acts connected with such offences ;

The State to which application is made shall be the sole judge as to whether the offence is of this character ;

[1] Came into force January 22nd, 1939.

2. Pour les infractions d'ordre purement militaire ou fiscal ;

3. Pour les infractions de presse proprement dites ;

4. Si l'action ou la peine est prescrite d'après les lois de l'Etat requis ou de l'Etat requérant ;

5. Si l'acte punissable a été commis sur le territoire de l'Etat requis ou si, ayant été perpétré au dehors, sa répression est, d'après la législation de cet Etat, réservée à la juridiction de celui-ci ;

6. Si pour le même fait, une action pénale est en cours dans l'Etat requis contre l'individu réclamé, ou a été définitivement close par un jugement ou d'une autre manière. Toutefois, le jugement prononçant un acquittement ou l'ordonnance de non-lieu n'empêchent pas l'extradition, s'ils ne sont fondés que sur le fait que l'infraction a été commise à l'étranger.

Article 4.

La demande d'extradition sera faite par la voie diplomatique.
La demande sera accompagnée :

a) D'un jugement définitif ou d'un mandat d'arrêt ou d'une autre pièce équivalente à ces documents, émanant des autorités judiciaires compétentes de l'Etat requérant ;

b) D'un exposé détaillé des faits contenant des indications sur les caractéristiques légales de l'infraction, sur le lieu et l'époque de la perpétration et, autant que possible, en cas de délit contre la propriété, sur l'étendue du dommage que le délinquant a causé ou se proposait de causer ;

c) D'une copie des dispositions pénales applicables dans l'Etat requérant au fait incriminé ;

d) D'indications quant à la nationalité et à l'état civil de l'individu réclamé ainsi que, autant que possible, de tous documents et renseignements nécessaires à l'identification de celui-ci, tels que signalement, photographie, fiche dactyloscopique.

La demande d'extradition concernant un condamné qui a déjà subi une partie de sa peine doit être accompagnée, en outre, d'une pièce indiquant la durée de la peine restant à subir.

Les documents susmentionnés seront produits en original ou en expédition authentique.

Article 5.

En cas de doutes sur la question de savoir si l'infraction tombe sous le coup des dispositions de la présente convention, l'Etat requis demandera des explications à l'Etat requérant, et n'accordera l'extradition que lorsque les explications fournies seront de nature à écarter les doutes. L'Etat requis pourra, dans chaque cas, fixer un délai pour la production des renseignements complémentaires. Ce délai sera cependant, sur demande motivée, susceptible de prolongation.

Article 6.

Dès réception de la demande d'extradition accompagnée des documents prévus à l'article 4, l'Etat requis prendra, conformément à sa législation, toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de l'individu réclamé et pour prévenir son évasion, à moins que l'extradition n'apparaisse d'avance inadmissible.

S'il n'y a pas de sérieuses raisons d'admettre que la demande n'est pas justifiée, l'individu réclamé doit être, en règle générale, arrêté et maintenu en prison jusqu'à la clôture de la procédure d'extradition.

2. Offences solely of a military or fiscal character ;

3. Offences connected solely with press matters ;

4. If the proceedings or the penalty are barred through lapse of time under the laws of the State to which application is made or of the applicant State ;

5. If the act to be punished was committed on the territory of the State to which application is made or, should it be committed elsewhere, if penalties in respect of it are, under the laws of that State, reserved for its own jurisdiction ;

6. If, in respect of the same act, criminal proceedings have been instituted in the State to which application is made against the individual whose extradition is claimed, or have been definitively terminated by a sentence of a court of law or in any other manner. In any case, a sentence of acquittal or the dismissal of the case shall not prevent extradition if based solely on the fact that the offence was committed in a foreign country.

Article 4.

Requisitions for extradition shall be made through the diplomatic channel.
Requisitions must be accompanied by the following :

(a) A record of a sentence which has become executory or by a warrant of arrest or some other instrument equivalent to such documents, issued by the competent judicial authorities of the State making the requisition ;

(b) A detailed statement of facts containing particulars of the legal characteristics of the offence, the place and date at which it was committed, and as far as possible, in cases of offences against property, the amount of damage that the offender has caused or intended to cause ;

(c) A copy of the provisions of the criminal law applicable in the State making the requisition to the act with which he is charged ;

(d) Particulars of the nationality and civil status of the person whose extradition is applied for and as far as possible all documents and information necessary for identifying him, such as a personal description, photograph and finger-print record.

The requisition for extradition for a person who has been sentenced to imprisonment and who has already served part of his sentence must be further accompanied by a document stating the duration of the period he still has to serve.
The above-mentioned documents shall be supplied either in the original or in certified copies.

Article 5.

Should there be any doubt as to whether the offence is covered by the provisions of the present Convention, the State to which application is made shall ask the State making the requisition for explanations and shall not grant extradition until the explanations supplied are such as to dispel any doubts. The State to which requisition is made may in each case fix a time-limit for the production of additional information. This time-limit may, however, be extended if a reasoned request is made.

Article 6.

On receipt of a requisition for extradition, accompanied by the documents provided for in Article 4, the State to which requisition is made shall, in accordance with its laws, take all measures necessary to place under detention the individual whose surrender is claimed and to prevent his escape, unless extradition appears beforehand to be inadmissible.
If there is no serious reason to believe that the requisition is not justified, the person whose surrender is requested must, as a general rule, be arrested and kept in prison until the extradition procedure is completed.

Article 7.

Les mesures en vue de s'assurer de l'individu réclamé au sens de l'article précédent seront prises avant même que l'extradition soit demandée :

a) Si une autorité de police ou de justice de l'Etat requérant présente à l'autorité de police ou de justice de l'autre Etat une requête mentionnant l'existence de l'une des pièces justificatives prévues à l'article 4, lettre *a)*, indiquant le fait délictueux et donnant des assurances quant à l'envoi de la demande d'extradition ;

b) Si l'individu réclamé est l'objet d'un signalement valable dans un bulletin de recherches, attestant qu'il est poursuivi dans l'autre Etat pour un délit pouvant entraîner l'extradition et que son extradition sera demandée s'il est découvert.

L'autorité de police ou de justice requise directement ou l'autorité centrale de l'Etat requis (en Suisse : le Département fédéral de Justice et Police, en Pologne : le Ministère de la Justice) informera immédiatement l'autorité requérante des mesures prises à l'égard de l'individu réclamé. Celles-ci pourront être révoquées si la demande d'extradition n'est pas présentée conformément à l'article 4, dans les trente jours à partir de la notification de la communication susmentionnée.

Dans le cas de la lettre *b)* ci-dessus, sur notification faite par l'autorité centrale de l'Etat requis (en Suisse : le Département fédéral de Justice et Police, en Pologne : le Ministère de la Justice) à l'autorité centrale de l'Etat requérant, les assurances quant à l'envoi de la demande d'extradition seront confirmées dans les quinze jours.

Article 8.

Si, en raison d'une infraction autre que celle motivant la demande d'extradition, l'individu réclamé est l'objet d'une procédure pénale en cours dans l'Etat requis, s'il doit y purger une peine ou s'il y est détenu pour d'autres motifs, l'extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait satisfait à la justice dans ledit Etat.

Toutefois, cet ajournement ne pourra être invoqué pour différer une décision sur la demande d'extradition.

Article 9.

Nonobstant la disposition de l'article précédent, l'individu réclamé pourra être remis temporairement à l'Etat requérant pour comparaître devant les autorités judiciaires de cet Etat, sous la condition expresse qu'il sera restitué à l'Etat requis, dès que ces autorités auront statué sur l'infraction ayant motivé la demande d'extradition ou dès que les actes de l'instruction qui a donné lieu à la remise temporaire de l'individu réclamé seront terminés.

Article 10.

Lorsqu'un individu est réclamé, non seulement par l'une des Parties contractantes, mais encore par un Etat tiers, l'Etat requis détermine librement l'Etat auquel il sera livré, en tenant compte des intérêts de la justice.

Article 11.

L'individu extradé ne peut être poursuivi ou puni dans l'Etat auquel il a été livré que pour les infractions en raison desquelles l'extradition a été expressément accordée.

L'individu extradé peut, cependant, être poursuivi ou puni pour une autre infraction commise avant l'extradition ou réextradé à un Etat tiers :

a) Si l'Etat qui a accordé l'extradition y a consenti ultérieurement ; ce consentement ne peut être refusé si les conditions motivant la demande d'extradition sont remplies d'après les stipulations de la présente convention ; ou

Article 7.

Measures for the detention of the person whose surrender is claimed under the previous Article shall be taken even before extradition has been requested :

(a) If a police or judicial authority of the State making the requisition submits to the police or judicial authority of the other State a requisition mentioning the existence of one of the documents in support of the requisition specified in Article 4 *(a)*, stating the offence and giving assurances as to the despatch of the requisition for extradition ;

(b) If a public notice, with an adequate description of the person whose surrender is requested, has been issued, announcing that the person is wanted in the other State for an extraditable offence and that his extradition will be requested if he is found.

The police or judicial authority to which direct requisition is made, or the central authority of the State to which the requisition is made (in Switzerland, the Federal Department of Justice and Police ; in Poland, the Ministry of Justice) shall immediately notify the authority making the requisition of the measures which have been taken in respect of the individual whose surrender is requested. Such measures may be cancelled if the requisition for extradition is not submitted in accordance with Article 4, within thirty days from the notification of the above-mentioned communication.

In the case of *(b)* above, upon notification by the central authority of the State to which requisition is made (in Switzerland, the Federal Department of Justice and Police ; in Poland, the Ministry of Justice) to the central authority of the State making the requisition, the assurances as to the despatch of the requisition for extradition shall be confirmed within fifteen days.

Article 8.

If by reason of an offence other than that giving rise to the requisition for extradition, criminal proceedings are being brought against the person whose extradition is requested in the State to which requisition is made, if he has to serve a sentence there or if he is under detention on other grounds, extradition may be postponed until he has complied with the requirements of justice in the said State.

Nevertheless, such postponement may not be adduced as a ground for the postponement of a decision as to the requisition for extradition.

Article 9.

Notwithstanding the provisions of the preceding Article, the person whose extradition is requested may be surrendered temporarily to the State making the requisition, in order that he may appear before the judicial authorities of that State, on the express condition that he shall be returned to the State to which requisition is made as soon as the said authorities have taken a decision as to the offence for which extradition is sought or as soon as the investigatory proceedings which have occasioned the temporary surrender of the person whose extradition is claimed have been completed.

Article 10.

When the extradition of a person is requested not only by one of the Contracting Parties but also by a third State, the State to which requisition is made shall have full freedom to decide to what State he shall be surrendered, with due regard to the interests of justice.

Article 11.

An extradited person may not be prosecuted or punished in the State to which he has been surrendered for offences other than those on account of which extradition has been specifically granted.

An extradited person may, however, be prosecuted or punished for any other offence committed before extradition, or may be re-extradited to a third State :

(a) If the State which granted extradition subsequently consents thereto, such consent may not be refused provided that the conditions giving rise to the requisition for extradition are fulfilled in accordance with the present Convention, or

b) Si l'extradé, ayant eu la faculté de le faire, n'a pas quitté de son propre gré, dans le mois qui suit son élargissement définitif, le territoire de l'Etat auquel il a été livré ou s'il y revient ultérieurement.

L'Etat qui a sollicité l'extradition ou le consentement prévu à la lettre *a)* du présent article informera l'Etat requis, sur demande, du résultat final de la poursuite et, en cas de jugement, lui en communiquera une expédition.

Article 12.

Si l'Etat requérant ne s'est pas fait livrer l'individu réclamé dans le délai d'un mois à compter du jour où il a été informé que la remise peut s'effectuer immédiatement, l'individu réclamé pourra être mis en liberté.

Article 13.

Les obligations civiles que l'individu réclamé aurait éventuellement contractées dans l'Etat requis ne peuvent faire obstacle à l'extradition.

Article 14.

L'individu qui, une fois extradé, a pu se soustraire à la justice et se trouve de nouveau sur le territoire de l'Etat qui a exécuté l'extradition, sera arrêté sur demande des autorités compétentes de l'autre Etat.

La remise de l'évadé se fera sans nouvelles formalités par l'entremise du Département fédéral de Justice et Police, de la part de la Suisse, et du Ministère de la Justice, de la part de la Pologne.

Si, en raison d'une nouvelle infraction commise dans l'Etat requis, l'individu réclamé y est l'objet d'une procédure pénale, s'il doit y purger une peine ou, s'il y est détenu pour d'autres motifs, la remise pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait satisfait à la justice de cet Etat.

Article 15.

Le transit à travers le territoire de l'une des deux Parties contractantes d'un individu livré à l'autre Partie par un Etat tiers sera accordé sur production, en original ou en expédition authentique, des documents mentionnés à l'article 4, en tant que le fait motivant la demande de transit tombe sous le coup des dispositions de la présente convention.

Les dispositions relatives à l'extradition s'appliquent également au transit.

Le transit sera assuré par les agents de l'Etat requis dans les conditions et par la voie que cet Etat déterminera.

Article 16.

Les autorités des deux Parties contractantes se remettront réciproquement, sur demande, les objets que l'individu réclamé s'est procurés par son infraction, ceux qui peuvent servir de pièces à conviction ainsi que ceux qui sont susceptibles d'être confisqués.

Si ces objets se trouvent en possession de l'inculpé, ils seront, autant que faire se pourra, remis en même temps que se fera l'extradition ou le transit. La remise comprendra également tous les objets de même nature que le prévenu aurait cachés ou déposés dans l'Etat accordant l'extradition et qui seraient découverts ultérieurement. Elle aura lieu, même si l'extradition ne pouvait être effectuée, par suite de la mort ou de l'évasion de l'inculpé.

Sont réservés, toutefois, les droits que l'Etat requis ou des tiers auraient acquis sur lesdits objets.

L'Etat requis pourra retenir provisoirement les objets saisis s'il les juge nécessaires pour une instruction pénale en cours sur son territoire. Il pourra de même, en les transmettant, se

(b) If the extradited person, having had the option of doing so, has not of his own accord, within the month following his final release, left the territory of the State to which he has been surrendered, or if he subsequently returns there.

The State which has requested extradition or the consent provided for in *(a)* of the present Article shall inform the State to which requisition is made, if it so requires, of the final result of the prosecution and, if sentence is passed, shall communicate to it a copy of the sentence.

Article 12.

If the State making the requisition has not had the person whose extradition is requested surrendered to it within one month from the date on which it has been informed that he can be immediately surrendered, the person in question may be set at liberty.

Article 13.

If the person whose extradition is requested has contracted civil obligations in the State to which requisition is made, such obligations shall not prevent extradition.

Article 14.

If a person who is once extradited has succeeded in escaping from justice and is once more on the territory of the State which has extradited him, he shall be arrested at the request of the competent authorities of the other State.

The surrender of a person who has escaped shall be carried out without new formalities by the Federal Department of Justice and Police on behalf of Switzerland or the Ministry of Justice on behalf of Poland.

If, by reason of a further offence committed in the State to which requisition is made, the person whose extradition is requested has criminal proceedings brought against him there, if he has to serve a sentence there, or if he is under detention there on other grounds, his surrender may be postponed until he has satisfied the requirements of justice in that State.

Article 15.

Transit across the territory of one of the two Contracting Parties of a person surrendered to the other Party by a third State shall be granted, subject to the production of the original or of a certified copy of the documents mentioned in Article 4, provided that the act causing the application for passage in transit lies within the purview of the present Convention.

The provisions concerning extradition shall also apply to transit.

Arrangements for transit shall be made by the agents of the State to which application is made under such conditions as are laid down by the said State, and by such route as that State may determine.

Article 16.

The authorities of the two Contracting Parties shall hand over to each other reciprocally, upon request, any articles which the person whose extradition is requested has obtained by means of his offence, articles which may be used to establish the offence and articles which are liable to confiscation.

Should such articles be found in the accused's possession, they shall if possible be surrendered at the time of extradition or of conveyance in transit. Articles so surrendered shall also include any of the same character which the person concerned may have hidden or deposited in the State granting extradition and which may be discovered later. Such articles shall be surrendered even if it has not been possible to carry out the extradition by reason of the death or escape of the accused.

Nevertheless, any rights which the State to which the requisition is made or which third persons may have acquired in respect of the said articles shall be reserved.

The State to which the requisition is made may provisionally retain articles seized if it regards them as necessary for a criminal investigation which is being carried out on its territory. It may

réserver leur restitution pour le même but, en s'obligeant à les retourner à son tour, dès que faire se pourra.

L'argent et les valeurs provenant du délit ne pourront servir à couvrir les frais incombant à l'Etat requis conformément à l'article 22.

Article 17.

Les Parties contractantes s'engagent, en tant que leurs législations le permettent, à poursuivre leurs nationaux inculpés d'avoir commis dans l'autre Etat un fait passible d'extradition comme si l'acte délictueux avait été commis dans le pays même.

L'Etat qui désirera l'application de l'alinéa précédent adressera, par la voie visée à l'article 4, une demande accompagnée des objets, dossiers, documents et de toutes informations nécessaires.

L'Etat d'origine de l'individu poursuivi renseignera l'autre Etat sur l'issue de la procédure et, en cas de jugement, lui en communiquera une expédition.

Article 18.

Les Parties contractantes s'engagent à se prêter l'entr'aide judiciaire en matière pénale :

a) Par la signification d'actes, tels que citations, communications, jugements ;

b) Par l'exécution de commissions rogatoires en vue de l'audition d'inculpés, de témoins ou d'experts, ainsi que par d'autres actes d'instruction, en tant qu'ils ne sont pas contraires à la législation de l'Etat requis ;

c) Par la communication de renseignements du casier judiciaire.

Les demandes d'entr'aide judiciaire doivent indiquer notamment la nationalité de l'inculpé, le délit qui est à la base de la procédure, le but de la demande, les noms et adresses des témoins, experts ou destinataires des actes. Elles doivent contenir, au besoin, un bref exposé des faits. Les demandes de signification doivent, en outre, indiquer la nature de l'acte à signifier.

Les demandes des autorités suisses seront transmises directement par le Département fédéral de Justice et Police au Ministère polonais de la Justice et celles des autorités polonaises directement par ce ministère à l'autorité suisse précitée. Elles seront traitées selon les lois de l'Etat requis, mais, sur demande de l'autorité requérante, elles le seront suivant une forme spéciale si celle-ci n'est pas contraire à la législation de l'Etat requis. Les autorités de l'Etat requis appliquent les mêmes mesures de contrainte que pour les demandes analogues des autorités de cet Etat.

S'il ne peut être donné suite à la demande, l'Etat requérant en sera informé avec indication des motifs.

Après signification, l'Etat requis remettra à l'Etat requérant un accusé de réception daté et signé par le destinataire ou une attestation de l'autorité requise constatant le fait, la forme et la date de la remise. Si l'acte à notifier a été transmis en double exemplaire, le récépissé ou l'attestation seront inscrits sur l'un des doubles ou y seront annexés.

Article 19.

Les Parties contractantes ne sont pas tenues d'accorder l'entr'aide judiciaire au sens de l'article précédent :

a) Lorsque l'Etat requis estime que l'exécution de la demande d'entr'aide est de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité ;

b) Lorsque le fait n'est pas punissable comme crime ou délit d'après la législation de l'Etat requis ;

c) Lorsque la demande a trait à une affaire politique, militaire, fiscale ou de presse ;

also, when transmitting them, stipulate that they shall if required be returned for the same purpose, undertaking to return them again as soon as possible.

Money and securities connected with the offence may not be used to meet the expenditure of the State to which requisition is made under Article 22.

Article 17.

The Contracting Parties undertake, in so far as their respective laws allow, to take proceedings against their own nationals who are accused of having committed extraditable acts, in the other State, in the same way as if the offence had been committed in their own country.

A State desiring to apply the provisions of the preceding paragraph shall send, in the manner provided in Article 4, a requisition accompanied by exhibits, files, documents and all necessary information.

The State of origin of the individual against whom proceedings are being taken shall inform the other State of the result of the proceedings and, if sentence is passed, shall communicate to it a copy thereof.

Article 18.

The Contracting Parties undertake to give each other judicial assistance in criminal matters :

(a) By the serving of documents such as summonses, notices and sentences ;

(b) By the execution of letters of request for the hearing of accused persons, witnesses or experts and also by other documents connected with the investigation of the case, in so far as they are not contrary to the laws of the State to which the requisition is made ;

(c) By the communication of particulars of previous convictions of the accused.

Requisitions for judicial assistance must in particular state the nationality of the accused, the offence which has occasioned the proceedings, the object of the requisition, and the names and addresses of the witnesses, experts or persons to whom documents are to be sent. They must, if necessary, contain a short statement of the facts of the case. Requests for the serving of documents must furthermore indicate the nature of the document to be served.

Requisitions from the Swiss authorities shall be forwarded direct by the Federal Department of Justice and Police to the Polish Ministry of Justice, and those of the Polish authorities direct by that Ministry to the above-mentioned Swiss authority. They shall be dealt with in accordance with the laws of the State to which the requisition is made, but, if desired by the authority making the requisition, they may be dealt with under a special procedure, provided that such procedure is not contrary to the laws of the State to which requisition is made. The authorities of the State to which requisition is made shall apply the same measures of constraint as in the case of similar requests from the authorities of the said State.

If no action can be taken as a result of such request, the State making the requisition shall be notified to that effect, the reasons therefor being given.

After notification, the State to which requisition is made shall submit to the State making the requisition a receipt dated and signed by the addressee or an attestation by the authority to which the requisition is made, recording the fact, form and date of the surrender. If the document to be notified is forwarded in duplicate, the receipt or the attestation shall be entered on one of the duplicates or shall be annexed thereto.

Article 19.

The Contracting Parties shall not be obliged to grant each other judicial assistance within the meaning of the previous Article :

(a) When the State to which the requisition is made is of opinion that compliance with the requisition for judicial assistance is of such a character as to affect its sovereignty or its security ;

(b) When the offence is not such as to entail punishment as a crime or an offence under the laws of the State to which the requisition is made ;

(c) When the requisition concerns political, military, fiscal or press questions ;

d) Lorsque la procédure est dirigée contre un ressortissant de l'Etat requis se trouvant sur le territoire de cet Etat ;

e) Lorsque la personne citée est menacée, en cas de défaut, de mesures de contrainte ou d'autres préjudices.

L'Etat requis n'est pas obligé non plus de donner suite à une demande de perquisition, de saisie, d'expertise ou d'envoi des pièces à conviction, lorsque sa législation s'y oppose ou que les conditions requises pour extrader par la présente convention ne sont pas remplies.

Dans le cas où l'entr'aide judiciaire consiste dans la saisie ou l'envoi des pièces à conviction, les prescriptions de l'article 16, 3e, 4e et 5e alinéas, seront appliquées.

Article 20.

Si, dans une cause pénale pendante devant un tribunal de l'une des deux Parties contractantes, la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert se trouvant sur le territoire de l'autre Partie contractante est jugée nécessaire ou désirable, ce tribunal enverra, à cet effet, une citation par la voie prévue à l'article 18, 3e alinéa.

Les frais de la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert seront supportés par l'Etat requérant ; la citation indiquera la somme à allouer au témoin ou à l'expert à titre d'indemnité de voyage et de séjour. L'Etat requis pourra faire au témoin ou à l'expert une avance à charge de remboursement par l'Etat requérant, dès que la personne citée aura déclaré vouloir donner suite à la citation.

Aucun témoin ou expert, quelle que soit sa nationalité, qui a été assigné, conformément au premier alinéa de cet article, à comparaître volontairement devant les tribunaux de l'autre Partie, ne pourra, sur le territoire de cette dernière, être poursuivi ou détenu ni pour des faits ou condamnations antérieurs, ni en raison de complicité dans les faits faisant l'objet du procès pour lequel il est appelé. La citation prévue au premier alinéa de cet article mentionnera expressément les dispositions de cet alinéa.

Ces personnes perdront toutefois ce privilège si elles ne quittent pas le territoire de l'Etat requérant, de leur propre gré, dans un délai de trois jours après que le tribunal compétent aura déclaré que leur présence n'est plus nécessaire. Ce tribunal devra les informer, au moment de la citation, de cette limite temporaire de protection.

Article 21.

Les Parties contractantes s'informeront réciproquement, à la fin de chaque trimestre, des condamnations devenues définitives, prononcées par les tribunaux de l'une d'elles contre des ressortissants de l'autre et qui devront être inscrites au casier judiciaire, suivant les prescriptions de l'Etat où a eu lieu la condamnation.

Les communications visées par cet article seront faites par la voie prévue à l'article 18, 3e alinéa.

Article 22.

Les frais occasionnés par la demande d'extradition ou de toute autre entr'aide judiciaire en matière pénale seront à la charge de l'Etat sur le territoire duquel ils ont été occasionnés.

Resteront à la charge de l'Etat requérant les indemnités payées pour des expertises de toute nature et les frais de transit à travers le territoire de l'Etat requis. Seront également supportés par l'Etat requérant, les frais occasionnés par toute mesure prise en vertu de l'article 9 ou de l'article 20, 2e alinéa, de la présente convention.

Article 23.

Les demandes d'extradition, leurs annexes, les commissions rogatoires et leurs annexes, les demandes de signification d'actes et leurs annexes, ainsi que toute la correspondance en matière

(d) When the proceedings are brought against a national of the State to which the requisition is made who is at the moment on the territory of the said State ;

(e) When the person cited is threatened, in case he does not appear, with measures of constraint or other prejudicial measures.

Furthermore, the State to which the requisition is made shall not be obliged to comply with a request for search, seizure, expert examination or despatch of documents or objects serving to establish the offence when its legislation is contrary to such action or when the necessary conditions for extradition required under the present Convention are not fulfilled.

If judicial assistance consists in the seizure or despatch of documents or objects serving to establish an offence, the provisions of Article 16, third, fourth and fifth paragraphs, shall apply.

Article 20.

If, in a criminal case which is pending before a court of one of the two Contracting Parties, the personal appearance of a witness or an expert who is in the territory of the other Contracting Party is considered necessary or desirable, the court shall send a summons for that purpose through the channel provided for in Article 18, third paragraph.

The expenditure involved by the personal appearance of a witness or expert shall be borne by the State making the requisition ; the summons shall state what sum is to be granted to the witness or expert as travelling and subsistence allowance. The State to which the requisition is made may grant an advance to the witness or expert, subject to repayment by the State making the requisition as soon as the person summoned has stated that he or she is prepared to comply with the summons.

No witness or expert, whatever his nationality, summoned in accordance with the first paragraph of the present Article to appear voluntarily before the courts of the other Party may, on the territory of the other, be prosecuted or held in custody either for previous acts or sentences or for complicity in the acts which have given rise to the case in respect of which he is summoned. The summons provided for in the first paragraph of this Article shall make express mention of the provisions of this paragraph.

These persons shall, however, forfeit these privileges if they do not, of their own accord, leave the territory of the State making the requisition, within three days after the date on which the competent court has stated that their presence is no longer necessary. The said court must communicate to them, at the time of the summons, this temporary time-limit of protection.

Article 21.

The Contracting Parties shall, at the end of every three months, notify to each other sentences which have become executory by the tribunals of one of them against the nationals of the other, and which are to be entered on the judicial file, in accordance with the regulations of the State in which sentence was passed.

The communications referred to in this Article shall be made through the channel provided for in Article 18, third paragraph.

Article 22.

The expenditure arising out of the requisition for extradition or any other mutual judicial assistance in criminal matters shall be chargeable to the State on the territory of which the expenditure was occasioned.

The State making the requisition shall still be liable for payment of charges paid in respect of expert examinations of all kinds and costs of transit across the territory of the State to which requisition has been made. The State making the requisition shall also be liable for payment of expenditure arising out of any measure taken under Articles 9 or 20, second paragraph, of the present Convention.

Article 23.

Requisitions for extradition, annexes thereto, letters of request and annexes thereto, applications for the serving of documents and their annexes, and all correspondence in respect of mutual judicial

d'entr'aide judiciaire seront munies, si elles ne sont pas rédigées en français, d'une traduction en cette langue, certifiée conforme par l'autorité de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté.

Les pièces dressées en exécution des demandes d'entr'aide judiciaire, ainsi que les communications prévues à l'article 21, seront transmises sans traduction.

Article 24.

Le présent traité sera ratifié conformément à la Constitution et aux lois des deux Parties contractantes et il entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Varsovie dans le plus bref délai possible.

La durée du traité est illimitée. Chacune des Parties contractantes a le droit de le dénoncer en tout temps. La dénonciation produira ses effets six mois après sa notification.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Berne, en double exemplaire, le 19 novembre mil neuf cent trente-sept.

(L. S.) *(Signé)* MOTTA.
(L. S.) *(Signé)* MODZELEWSKI.
(L. S.) *(Signé)* BEKERMAN.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du présent traité, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, reconnaissent :

1. Que l'extradition aura toujours lieu sous la réserve que l'extradé ne sera pas jugé par un tribunal d'exception ;

2. Que les législations pénales des deux Parties contractantes ne prévoient pas de peines corporelles ;

3. Que les gouvernements des deux Etats peuvent formuler le désir, au cas où la peine de mort serait applicable dans l'Etat requérant, que cette peine ne soit pas prononcée ou, si elle l'est déjà, qu'elle soit commuée en une peine privative de liberté. L'Etat requérant informera l'Etat requis de la suite qui a pu être donnée à ce désir.

Fait à Berne, en double exemplaire, le 19 novembre mil neuf cent trente-sept.

(Signé) MOTTA.
(Signé) MODZELEWSKI.
(Signé) BEKERMAN.

Pour copie conforme :
Berne, le 12 avril 1939.

Le Chancelier de la Confédération,
G. Bovet.

---

assistance must be accompanied, if not drawn up in French, by a translation into that language, certified by the authority of the State making the requisition or by a sworn translator.

The documents drawn up with a view to the execution of requisitions for judicial assistance, and the communications provided for in Article 21, shall be forwarded without a translation.

Article 24.

The present Treaty shall be ratified in accordance with the constitution and laws of the two Contracting Parties and shall come into force on the thirtieth day after the exchange of instruments of ratification, which will take place in Warsaw as soon as possible.

There shall be no limitation to the duration of the Treaty. Each Contracting Party shall have the right to denounce it at any time. Denunciation shall take effect six months after notification.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in Berne, in duplicate, this 19th day of November, nineteen hundred and thirty-seven.

(L. S.) *(Signed)* MOTTA.
(L. S.) *(Signed)* MODZELEWSKI.
(L. S.) *(Signed)* BEKERMAN.

FINAL PROTOCOL.

At the moment of proceeding to the signature of the present Treaty, the undersigned, duly authorised for that purpose, recognise :

1. That extradition shall always take place subject to the reservation that the person extradited shall not be judged by an extraordinary tribunal ;

2. That the criminal laws of the two Contracting Parties do not provide for corporal punishment ;

3. That the Governments of the two States may state their desire, should the death penalty be applicable in the State making the requisition, that the offender should not be sentenced to this penalty or, should he already have been sentenced to it, that it be commuted to a penalty involving deprivation of liberty. The State making the requisition shall inform the State to which the requisition is made as to the action taken in response to this desire.

Done at Berne, in duplicate, this 19th day of November, nineteen hundred and thirty-seven.

(Signed) MOTTA.
(Signed) MODZELEWSKI.
(Signed) BEKERMAN.

N° 4553.

FRANCE ET SUISSE

Convention sur les rapports de voisinage et la surveillance des forêts limitrophes, et protocole de signature, signés à Berne, le 31 janvier 1938, et échange de notes y relatif de la même date.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement a eu lieu le 13 *avril* 1939.

FRANCE AND SWITZERLAND

Convention concerning Neighbourly Relations and the Surveillance of Frontier Forests, and Protocol of Signature, signed at Berne, January 31st, 1938, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration took place April 13*th*, 1939.

N° 4553. — CONVENTION ENTRE LA FRANCE ET LA SUISSE SUR LES RAPPORTS DE VOISINAGE ET LA SURVEILLANCE DES FORÊTS LIMITROPHES. SIGNÉE A BERNE, LE 31 JANVIER 1938.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
et
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Désirant apporter aux dispositions de la Convention[1] du 23 février 1882 les modifications reconnues utiles pour mieux assurer et régler entre la Suisse et la France les rapports de voisinage et la surveillance des forêts limitrophes, sans toucher toutefois au régime spécial des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex, ont résolu de conclure une nouvelle convention et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Monsieur Giuseppe MOTTA, conseiller fédéral, chef du Département politique fédéral ;
Monsieur Arnold GASSMANN, directeur général des douanes suisses ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Son Excellence Monsieur Charles ALPHAND, ambassadeur de la République française à Berne, commandeur de la Légion d'honneur ;
Monsieur René THIERRY, ministre plénipotentiaire, sous-directeur des Chancelleries et du Contentieux au Ministère des Affaires étrangères, officier de la Légion d'honneur ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

Zones frontalières. Les zones frontalières visées par la présente convention s'étendent de chaque côté de la frontière politique sur une profondeur de 10 kilomètres.

Les listes des communes suisses et françaises appelées à bénéficier des dispositions de la présente convention seront établies d'un commun accord par les services compétents des deux pays.

Le trafic frontalier s'entend, au sens de la présente convention, des importations et des exportations en provenance et à destination desdites zones, ce trafic devant s'effectuer, pour chaque zone, avec la région voisine de l'autre zone.

Les dispositions ci-après ne sont toutefois pas applicables à la zone frontalière de l'Ain et à la zone frontalière de la Haute-Savoie, depuis le Rhône jusqu'à la Dent du Velan dite Dent du Lan, au sud de Saint-Gingolph, pour lesquelles interviendra un arrangement spécial.

Article 2.

Trafic d'exploitation agricole. Pour faciliter l'exploitation des biens-fonds situés dans l'une des zones frontalières et cultivés par des propriétaires, usufruitiers ou fermiers habitant l'autre zone, sont affranchis de tous droits, taxes et autres charges imposés à l'occasion de l'importation ou de l'exportation :

1. Les engrais de tout genre, les matières pour le traitement des plantes, les graines et semences, les plants de végétaux (à l'exception des plants d'arbres fruitiers et d'arbres d'agrément, mais y compris les plants d'arbres résineux), les tuteurs d'arbres et échalas en bois destinés à la culture de ces biens-fonds ;

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome IX, page 97.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4553. — CONVENTION BETWEEN FRANCE AND SWITZERLAND CONCERNING NEIGHBOURLY RELATIONS AND THE SURVEILLANCE OF FRONTIER FORESTS. SIGNED AT BERNE, JANUARY 31ST, 1938.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL
and
THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC,

Desirous of introducing such modifications to the provisions of the Convention [1] of February 23rd, 1882, as have been found desirable for the better assurance and regulation of neighbourly relations between Switzerland and France and the surveillance of frontier forests, without prejudice to the special arrangements in force in the Free Zones of Haute-Savoie and the Pays de Gex, have resolved to conclude a fresh Convention and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Monsieur Giuseppe MOTTA, Federal Councillor, Head of the Federal Political Department,
Monsieur Arnold GASSMANN, Director-General of the Swiss Customs ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

His Excellency Monsieur Charles ALPHAND, Ambassador of the French Republic at Berne, Commander of the Legion of Honour,
Monsieur René THIERRY, Minister Plenipotentiary, Assistant Head of the Chancelleries and of the Legal Department in the Ministry of Foreign Affairs, Officer of the Legion of Honour ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Frontier Zones.

The frontier zones to which the present Convention relates shall extend to a depth of 10 kilometres on either side of the political frontier.

Lists of the Swiss and French communes entitled to benefit by the provisions of the present Convention shall be drawn up by the competent authorities of the two countries in common accord.

For the purposes of the present Convention, the expression "frontier traffic" shall be deemed to mean imports and exports from and to the said zones, where such traffic from either zone is with the neighbouring area of the other zone.

Provided always that the provisions hereinafter following shall not be applicable to the frontier zone of the Ain or to the frontier zone of Haute-Savoie from the Rhone to the Dent du Velan, known as the Dent du Lan, to the south of St. Gingolph, for which a special arrangement shall be concluded.

Article 2.

Agricultural Traffic.

To facilitate the cultivation of estates situate in either of the frontier zones, which are cultivated by owners, usufructuaries or tenant farmers resident in the other zone, the following shall be admitted free of all duties, dues and other charges imposed on importation or exportation :

(1) Fertilisers of any kind, material for the treatment of plants, seeds, vegetable seedlings (other than seedlings of fruit trees or ornamental trees, but including seedlings of resinous trees), tree supports and wooden props required for the cultivation of the said estates ;

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 108, page 877.

2. Les animaux, les machines agricoles, les tracteurs, les véhicules, les outils et autres objets importés pour cultiver ces biens-fonds, sous réserve de leur réexportation ; les carburants et lubrifiants pour la quantité journalière strictement nécessaire à l'utilisation de ce matériel ;

3. Les produits bruts provenant de ces biens-fonds, à l'exception des produits de la vigne, importés par l'exploitant ou pour son compte et qui n'ont subi d'autres manipulations que celles nécessaires à la récolte et au transport ; tout produit qui a été engrangé ou qui a été travaillé d'une manière quelconque ne bénéficie plus de la franchise ;

4. Tous les produits de l'économie agricole, y compris les produits de l'arboriculture, de la viticulture et de l'élevage, qui, provenant de la portion, située dans l'une des zones, d'un bien-fonds traversé par la frontière, sont introduits dans les bâtiments d'habitation ou d'exploitation rurale situés dans l'autre zone ;

5. Les animaux qui sont amenés d'une zone frontalière dans l'autre en vue du ferrage, de la saillie, de la castration ou pour y subir un traitement vétérinaire, sous réserve de réexportation immédiate et à condition que les circonstances locales rendent ces facilités nécessaires. Lors de la réimportation dans leur zone de provenance des animaux conduits dans l'autre zone pour y être ferrés, aucun droit ou taxe quelconque ne sera perçu sur les fers. En ce qui concerne les bestiaux conduits d'une zone frontalière dans l'autre pour le pacage et ramenés le même jour dans la zone de provenance, les dispositions de l'Arrangement [1] du 23 octobre 1912 pour le pacage sur les pâturages situés des deux côtés de la frontière, demeurent applicables ;

6. Les produits laitiers provenant du bétail originaire de l'une des zones frontalières estivant ou hivernant dans l'autre zone et importés par l'amodiataire ou le propriétaire du bétail. La franchise est limitée aux quantités journalières suivantes :

Fromage :	par	vache	0,3 kg.
	»	chèvre	0,06 »
	»	brebis	0,03 »
Beurre :	»	vache	0,2 »
	»	chèvre	0,04 »

Ces quantités peuvent être importées même après le retour du bétail, mais au plus tard dans un délai de 4 semaines après la descente de l'alpage.

Les facilités prévues au présent article sont également accordées aux communes des zones frontalières, ainsi qu'aux personnes morales domiciliées dans ces zones et n'exerçant pas à titre principal une activité commerciale ou industrielle. Les départements ou cantons limitrophes en bénéficient de même pour leurs propriétés domaniales sises dans lesdites zones.

Article 3.

Exploitation des forêts.

1. Pour faciliter l'exploitation des forêts situées dans les zones frontalières, sont réciproquement affranchis de tous droits, taxes et autres charges imposés à l'occasion de l'importation ou de l'exportation, les produits bruts provenant de ces forêts (bois bruts, écorces, branches, rameaux, brindilles, litière, mousse fraîche, petits fruits et fleurs de forêts, champignons frais, charbon de bois, cendres de bois), ainsi que les matériaux extraits de carrières, gravières ou sablières faisant partie d'une exploitation forestière de l'une des zones frontalières et destinés exclusivement à l'entretien des routes et chemins forestiers de l'autre zone.

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome IX, page 888.

(2) Animals, agricultural machinery, tractors, vehicles, tools and other articles imported for the cultivation of the said estates subject to re-export, and liquid fuel and lubricants, strictly within the limits of the amount required for the daily operation of the said machinery ;

(3) Natural products of the said estates, other than vine products, imported by the agriculturist concerned or for his account, which have received no other treatment than that required for harvesting and transport, provided always that any product which has been garnered or processed in any way whatsoever shall thereby forfeit all claim to such exemption ;

(4) All agricultural products, including products of arboriculture, viticulture and stock-raising, coming from a portion situate in the one zone of an estate crossed by the frontier which are brought into farm dwellings or buildings situate in the other zone.

(5) Animals brought from one frontier zone to the other for shoeing, serving, gelding or veterinary treatment, subject to their immediate re-export, where local conditions necessitate the accord of such facilities. Where animals brought into one or other of the zones to be shod are re-imported into their zone of origin, no duty or due whatsoever shall be charged on the shoes. In the case of livestock brought from one frontier zone to the other for grazing and brought back the same day to their zone of origin, the provisions of the Arrangement[1] of October 23rd, 1912, concerning Grazing in Pastures on Either Side of the Frontier shall continue to be applicable.

(6) Milk products of livestock originating in one of the frontier zones, which spend the summer or winter in the other zone, if imported by the lessee or owner of such livestock. The quantities admitted free shall be limited to the following daily amounts :

Cheese :	per cow.	0.3 kilogramme
	per goat	0.06 ,,
	per sheep	0.03 ,,
Butter :	per cow.	0.2 ,,
	per goat	0.04 ,,

The above quantities may be imported even after the return of the livestock, but not later than four weeks after the descent from the Alpine pastures.

The exemptions to which the present Article relates shall further be accorded to communes in the frontier zones and to legal persons established in the said zones whose main occupation is neither commercial nor industrial. Frontier Departments or Cantons shall enjoy the same exemptions in respect of estates owned by them in the said zones.

Article 3.

Exploitation of Forests.

1. For the better exploitation of forests situate within the frontier zones, the following shall be entitled to reciprocal exemption from all duties, dues and other charges imposed on importation or exportation, that is to say, natural products of the said forests (rough timber, bark, branches, sticks, twigs, litter, fresh moss, small forest fruits and flowers, fresh mushrooms, charcoal, wood ashes), together with material from quarries and gravel or sand pits belonging to a forestry undertaking in one of the frontier zones, which are intended exclusively for the maintenance of forest roads and tracks in the other zone.

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 107, page 822.

Les bois bruts provenant de propriétés agricoles (jardins, haies, vergers, etc.) des zones frontalières suivent le même régime.

La quantité de bois à brûler originaire de l'une des zones frontalières importée dans l'autre pays en franchise ne doit pas dépasser 180.000 quintaux par an.

2. Il ne pourra être réclamé, pour le transport des produits forestiers sur les chemins publics, d'autres indemnités que celles qui sont imposées aux habitants de la localité.

Les chemins limitrophes qui suivent la frontière ou qui passent, suivant la configuration du terrain, d'un territoire à l'autre, ne pourront être barrés ou fermés à la circulation desdits produits.

Lorsque le lieu d'origine est séparé du point de pénétration dans l'autre territoire douanier par des obstacles naturels, ces produits pourront, suivant les voies de communication, quitter la zone frontalière pendant leur transport du lieu de production au point d'importation.

3. Dans chacun des deux pays, lorsqu'une forêt située dans la zone frontalière est exploitée par un habitant de l'autre pays et se trouve à l'état d'enclave, un passage sera ouvert sur les propriétés voisines, à charge d'une indemnité dont le montant sera fixé par les tribunaux, si les parties ne se sont pas entendues à l'amiable.

4. Les propriétaires français en Suisse et les propriétaires suisses en France jouiront, quant à l'exploitation de leurs forêts, des mêmes avantages que les nationaux habitant la même localité, à condition qu'ils se soumettent à la législation et à la réglementation applicables aux habitants du pays.

5. Les animaux, le matériel, les outils, les machines, les tracteurs et les véhicules importés pour l'exploitation des forêts des deux zones frontalières sont affranchis de tous droits, taxes et autres charges, sous réserve de réexportation. La franchise est acquise aux carburants et lubrifiants pour la quantité journalière strictement nécessaire à l'utilisation des machines, tracteurs et véhicules.

6. Lorsqu'une forêt appartenant soit à l'Etat, soit à une commune, soit à un établissement public, soit à un particulier français, est située dans la zone frontalière suisse, ou réciproquement, des gardes pourront être désignés par les propriétaires pour en assurer la surveillance.

Ces gardes devront remplir les conditions de nationalité et de capacité exigées par les lois et règlements du pays où la forêt est située ; ils seront commissionnés ou agréés par l'autorité compétente de ce pays et assermentés.

Leurs pouvoirs et leurs obligations seront les mêmes que ceux des gardes des forêts dont les propriétaires ne sont pas étrangers.

Les frais nécessités par leur nomination et l'exercice de leurs fonctions seront à la charge des propriétaires des forêts.

7. Pour mieux assurer la répression des délits et contraventions qui seraient commis dans les forêts des zones frontalières, chacune des H. P. C. s'engage à poursuivre les personnes soumises à sa juridiction qui auraient commis ces infractions sur le territoire de l'autre Partie, de la même manière et par application des mêmes lois que si ces personnes s'en étaient rendues coupables dans les forêts situées sur son territoire.

La poursuite aura lieu sous la condition qu'il n'y ait pas eu jugement rendu dans le pays où l'infraction aura été commise, et sur transmission officielle et directe du procès-verbal par l'autorité compétente de ce pays à celle de l'autre pays.

Le montant des amendes et des frais demeurera acquis à l'Etat où la condamnation aura été prononcée ; les indemnités seront versées dans les caisses de l'Etat où les infractions auront été commises.

The same exemption shall be applicable to rough timber for agricultural properties (gardens, hedges, orchards and the like) in the frontier zones.

The quantity of firewood originating in one of the frontier zones which is imported into the other country free of duty must not exceed 180,000 quintals a year.

2. No dues may be demanded, in respect of the transport of forest products on public roads, other than such as are payable by the local inhabitants.

Frontier roads which follow the frontier or which, in following the configuration of the ground, cross from one territory to the other, may not be barred or closed to the passage of the said products.

Where their place of origin is separated by natural obstacles from the point of entry into the other Customs territory, such products shall be free, provided they follow the roads, to leave the frontier zone during transport from their place of production to the point of importation.

3. In either country, where a forest lying in the frontier zone which is exploited by an inhabitant of the other country forms an enclave, a passage shall be opened through the adjoining properties on payment of compensation, the amount of which shall be fixed by the courts in the event of the parties failing to come to an agreement.

4. French owners in Switzerland and Swiss owners in France shall enjoy the same advantages in respect of the exploitation of their forests as nationals resident in the same locality, provided they conform to the laws and regulations applicable to the local inhabitants.

5. Animals, material, tools, machinery, tractors and vehicles imported for the exploitation of forests in the two frontier zones shall be exempt from all duties, dues and other charges, subject to their eventual re-export. The same exemption shall be applicable to liquid fuel and lubricants strictly within the limits of the amount required for the daily operation of the said machinery, tractors or vehicles.

6. Where a forest belonging either to the State or to a commune or to a public establishment or to a French private citizen is situate in the Swiss frontier zone or, inversely, where a forest belonging either to the State or to a commune or to a public establishment or to a Swiss private citizen is situate in the French frontier zone, guards may be appointed by the owners for its surveillance.

Such guards must comply with the conditions of nationality and possess the qualifications required by the laws and regulations of the country in which the forest is situate ; they shall be commissioned or approved by the competent authority of the country in which the forest is situate, and sworn.

Their powers and duties shall be the same as those of guards of forests in other than alien ownership.

The costs of their appointment and of the exercise of their duties shall be borne by the owners of the forests.

7. In order to provide for the proper punishment of offences and breaches of the law committed in forests in the frontier zones, each of the High Contracting Parties undertakes to prosecute persons under its jurisdiction, who have committed such offences within the territory of the other Party, in the same way, and under the same laws, as would be applicable if the said persons had committed the said offences in forests situate within its own territory.

Such proceedings shall be confined to cases where *(a)* judgment has not been given in the country in which the offence was committed, and *(b)* the records of the case are communicated officially and directly by the competent authority of the country in which the offence was committed to the equivalent authority in the other country.

All fines imposed and costs incurred shall be carried to account of the State in which sentence has been pronounced ; damages recovered shall be carried to account of the State in which the offences were committed.

Les procès-verbaux dressés régulièrement par les gardes assermentés dans chaque pays feront foi, jusqu'à preuve contraire, devant les tribunaux de l'autre pays.

8. Le personnel forestier qui constatera un délit ou une contravention dans la circonscription de la zone frontalière confiée à sa surveillance pourra, lorsque les objets enlevés auront été transportés de l'autre côté de la frontière, demander l'assistance des autorités compétentes de l'Etat voisin, en vue de suivre ces objets et d'en faire opérer la saisie.

Les autorités compétentes chargées de la police locale sont tenues d'assister ce personnel dans ses recherches, sans qu'il soit nécessaire de réclamer la permission d'un fonctionnaire supérieur.

Les perquisitions dans les maisons, bâtiments, cours adjacentes et enclos ne pourront avoir lieu que conformément aux lois du pays dans lequel ces perquisitions seront effectuées.

Les administrations compétentes de chacun des deux Etats se communiqueront les listes nominatives du personnel forestier chargé de la surveillance des forêts des zones frontalières.

9. Les bois bruts provenant des forêts de l'une des zones frontalières et introduits dans l'autre zone frontalière pour y être sciés sont admis en franchise de tous droits, taxes et autres charges ; ces bois une fois sciés seront de même exempts de tous droits, taxes et autres charges à leur rentrée dans la zone de provenance, s'ils sont réimportés par ou pour le compte de la personne qui les a introduits dans la zone où a lieu le sciage.

10. Les bois originaires de l'un des Etats contractants et sciés dans les scieries situées dans sa zone frontalière pourront être importés dans l'autre Etat moyennant le paiement d'un droit de douane égal à la moitié du droit le plus réduit, selon l'espèce, jusqu'à concurrence de 12.500 tonnes par an.

Les bois sciés dans la forêt par des scieurs de long bénéficient des mêmes facilités, dans la limite du contingent ci-dessus.

Pour bénéficier du demi-droit, les bois sciés ne devront pas avoir quitté la zone frontalière où ils auront été sciés, entre le sciage et l'importation, sauf le cas visé au chiffre 2, 3e alinéa, du présent article.

Article 4.

Trafic de marché.

1. Les légumes et fruits-légumes frais (positions 40 *a* et 40 b^{1-2} du tarif suisse), et les pommes de terre (position 45 du tarif suisse), originaires de la zone frontalière française et importés par les producteurs, soit personnellement, soit par l'entremise des membres de leurs familles et de leur personnel, pourront être livrés tous les jours ouvrables et vendus sur les marchés aux habitants de la zone frontalière suisse pour leur propre consommation.

La livraison à domicile, les jours de marché, pour leur propre compte, aux habitants de la localité où le marché a lieu est assimilée à la vente sur le marché.

Ces facilités sont réservées aux importations effectuées par les bureaux de douane des cantons de Bâle-Ville, Bâle-Campagne et Soleure.

2. Dans les limites annuelles fixées ci-dessous, les produits visés au chiffre 1 du présent article seront exonérés de tous droits, taxes et autres charges imposés à l'occasion de l'importation ou de l'exportation ; ils seront également exemptés de toutes les formalités relatives à l'application du régime de contingentement :

Légumes et fruits-légumes frais : 40.000 quintaux poids brut

Pommes de terre : 15.000 » » »

Pour les quantités importées en sus de ces derniers chiffres et jusqu'à concurrence de 10.000 quintaux poids brut pour les légumes et fruits-légumes et 5.000 quintaux poids

The records duly prepared by the sworn guards in each country shall be accepted as evidence in the courts of the other country until such time as they are disproved.

8. Forest guards discovering an offence or breach of the law within the area of the frontier zone under their surveillance shall be entitled, where the articles removed have been carried across the frontier, to request the assistance of the competent authorities of the adjoining State to trace such articles and effect their seizure.

The competent local police authorities are in duty bound to assist forest guards in their enquiries, and do not require to obtain permission for the purpose from a higher official.

Searches of houses, buildings, adjacent yards and enclosures must conform to the laws of the country in which such searches are made.

The competent authorities of each State shall communicate to one another lists of names of the forest guards entrusted with the surveillance of forests in the frontier zones.

9. Rough timber from forests in either of the frontier zones which is brought into the other frontier zone for sawing shall be admitted free of all duties, dues and other charges, and shall similarly be exempt after sawing from all duties, dues and other charges on its return to its zone of origin, provided it is re-imported by, or for the account of, the person who brought it into the zone where it was sawn.

10. Timber originating in one of the contracting States which is sawn in saw-mills within its own frontier zone may be imported into the other State on payment of a Customs duty equal to one-half the lowest duty applicable, to an amount not exceeding 12,500 tons a year.

Timber sawn in the forest by top-sawyers shall enjoy the same privileges, within the limits of the above quota.

In order to qualify for half-duty, sawn timber must not have left the frontier zone in which it was sawn between the time of sawing and the time of importation, save in so far as otherwise provided in the third sub-paragraph of paragraph 2 of the present Article.

Article 4.

1. Vegetables and fresh vegetable fruits (items 40 *a* and 40 *b* 1-2 of the Swiss Customs Tariff) and potatoes (item 45 of the Swiss Customs Tariff) originating in the French frontier zone, which are imported by the producers, whether personally or through the agency of members of their families or staff, may be delivered every working-day and sold in the markets to inhabitants of the Swiss frontier zone for their personal consumption. **Market Traffic.**

Delivery on market days from house to house to inhabitants of the place in which the market is held for the personal consumption of the said inhabitants shall be deemed to be equivalent to sale in the market.

The above facilities are confined to imports through the Customs offices in the Cantons of Basle-Town, Basle-Country and Solothurn.

2. Within the annual limits hereinunder fixed, the products to which paragraph 1 of the present Article relates shall be exempt from all duties, dues and other charges imposed on importation or exportation, and shall further be exempt from all formalities in connection with the application of the quota, that is to say :

Vegetables and fresh vegetable fruits. . . .	up to 40,000 quintals gross weight,
Potatoes	up to 15,000 quintals gross weight.

On any quantities imported in excess of these figures up to 10,000 quintals gross weight for vegetables and vegetable fruits and 5,000 quintals gross weight for potatoes,

brut pour les pommes de terre, les producteurs français devront payer les droits de douane les plus réduits applicables en Suisse, mais resteront exemptés de toutes les formalités relatives à l'application du régime de contingentement.

La répartition de ces diverses quantités entre les communes intéressées, et, dans chaque commune, entre les producteurs, sera opérée par les soins des autorités françaises compétentes qui la notifieront aux autorités suisses. Toutefois, la répartition trimestrielle du contingent global sera arrêtée d'accord avec les autorités douanières suisses.

3. Dans la limite de la quantité annuelle qui lui sera attribuée et dans les conditions fixées au chiffre 2 ci-dessus, chaque producteur pourra importer :

a) Par jour ouvrable, en un seul envoi et en franchise :

Au maximum 60 kg. poids brut de légumes et fruits-légumes frais, et

Au maximum 40 kg. poids brut de pommes de terre ;

b) Par semaine, en une ou plusieurs fois, avec paiement des droits :

Au maximum 50 kg. poids brut de légumes et fruits-légumes frais, et

Au maximum 25 kg. poids brut de pommes de terre.

Sur la quantité de légumes et fruits-légumes frais ainsi déterminée, la part des légumes dits « Dauergemüse », c'est-à-dire les oignons, les choux (choux blancs, choux rouges, choux-fleurs, choux de Bruxelles, choux de Milan), les poireaux, les épinards et les carottes comestibles importés ne pourra dépasser 25 kg. poids brut pour chacun de ces légumes.

Les quantités admises en franchise qui n'auraient pas été vendues en fin de marché ou en fin de journée pourront être soit déposées dans des locaux désignés à cet effet en vue d'une vente ultérieure, soit ramenées en France le jour même par le producteur ou pour son compte par les membres de sa famille ou son personnel. Dans ce dernier cas, elles seront défalquées du compte d'importation.

4. La vente sur les marchés et la livraison à domicile des produits ci-dessus visés seront assujetties aux prescriptions de la législation cantonale sur le travail et sur le commerce.

Les dispositions de l'article premier du Traité d'établissement du 23 février 1882 seront appliquées, pour la vente de leurs produits, aux bénéficiaires des facilités prévues au présent article.

Article 5.

Facilités douanières à l'importation en France.

1. Les habitants de la zone frontalière française qui se rendent dans la zone frontalière suisse correspondante pourront, à leur retour, importer en France, en franchise de tous droits, taxes et autres charges, du pain, destiné à leur usage personnel, pour une quantité journalière n'excédant pas 500 grammes.

2. Les habitants de la zone frontalière française travaillant habituellement dans la zone frontalière suisse correspondante, ainsi que les producteurs de la zone frontalière française visés à l'article 4 de la présente convention obtiendront, sur leur demande, un document de franchise douanière.

Sur présentation de ce document et pour leur consommation familiale exclusivement, ils pourront, à leur retour en France, importer en franchise, en provenance de la zone frontalière suisse correspondante, les produits énumérés ci-dessous, dans la limite des quantités indiquées (ces quantités maxima étant chiffrées par personne et devant être multipliées par le nombre de personnes comprises dans la famille de l'importateur et de serviteurs vivant sous le même toit) :

a) Par jour :	Fruits frais indigènes	1 kg.
	Cidre	½ litre
	Viande ou charcuterie	200 grammes

French producers shall be liable to the lowest Customs duties applicable in Switzerland but shall be exempt from all formalities in connection with the application of the quota.

The distribution of the various quantities between the communes concerned, as also in the several communes between the producers concerned, shall be effected by the competent French authorities, the which shall notify the Swiss authorities accordingly, provided always that the quarterly proportion of the aggregate quota shall be decided in concert with the Swiss Customs authorities.

3. Within the limit of the annual quantity allotted to him, and subject always to the conditions laid down in paragraph 2 above, each producer may import :

(a) Each working-day, in one consignment free of duty :

A maximum of 60 kg. gross weight of vegetables and fresh vegetable fruits, and

A maximum of 40 kg. gross weight of potatoes ;

(b) Each week, in one or several consignments, on payment of duty :

A maximum of 50 kg. gross weight of vegetables and fresh vegetable fruits, and

A maximum of 25 kg. gross weight of potatoes.

Of the quantity of vegetables and fresh vegetable fruits thus determined, the proportion of vegetables known as " Dauergemüse ", that is to say, onions, cabbages (white cabbage, red cabbage, cauliflower, Brussels sprouts, Savoy cabbage), leeks, spinach and edible carrots, imported may not exceed 25 kg. gross weight for any one of such vegetables.

Any quantities admitted free of duty and remaining unsold at the close of the market or end of the day may be either stored in premises provided for the purpose with a view to subsequent sale, or returned to France the same day by the producer, or for his account, by members of his family or staff. In the latter case, they shall be deducted from the import account.

4. Market sales and domicile deliveries of the above-mentioned products shall be subject to cantonal labour and trade regulations.

The provisions of Article 1 of the Establishment Treaty of February 23rd, 1882, shall apply to beneficiaries of the facilities to which the present Article relates in respect of the sale by the latter of their products.

Article 5.

Customs Facilities for Imports into France.

1. Inhabitants of the French frontier zone entering the corresponding Swiss frontier zone may on their return import into France free of all duties, dues and other charges bread for their personal use to a daily amount not exceeding 500 grammes.

2. Inhabitants of the French frontier zone, who work habitually in the corresponding Swiss frontier zone, together with such producers of the French frontier zone as are referred to in Article 4 of the present Convention, may obtain on request a Customs exemption certificate.

On presentation of the said certificate, they may on their return into France import free of duty from the corresponding Swiss frontier zone, for the exclusive consumption of their families, the products hereinunder listed to the amounts indicated (being maximum amounts per person, to be multiplied by the number of persons in the importer's family and domestic servants living under the same roof) :

(a) Per day :	Native fresh fruits	1 kilogramme,
	Cider	½ litre,
	Meat or cooked meats	200 grammes,

b) Par semaine :	Farine	500 grammes
	Pâtes alimentaires et semoule . . .	500 grammes
	Produits de boulangerie (à l'exception du pain)	1 kg.
	Sucre	200 grammes
	Chocolat	150 grammes
	Café	50 grammes
	Fromage	250 grammes

Toutefois, le montant global des exonérations de droits accordées par la France au titre du présent article ne peut excéder, par année, la somme de 4 millions de francs français.

3. Les producteurs de la zone frontalière française qui exportent des légumes dans la zone frontalière suisse peuvent importer à leur retour du marché, en franchise de tous droits, taxes et autres charges, les graines de fleurs et légumes, ainsi que les semences de légumineuses destinées à leurs propres besoins, jusqu'à concurrence de 3 kg. par importation.

Article 6.

Petit trafic frontière.

1. Les médecins, les sages-femmes et les vétérinaires domiciliés dans l'une des zones frontalières qui, dans l'exercice de leurs professions tel qu'il est réglementé par la Convention[1] du 29 mai 1889, franchissent la frontière avec un véhicule sont dispensés de fournir caution pour ce dernier, ainsi que pour les instruments nécessaires à la pratique de leur art. Seront admis en franchise de tous droits, taxes et autres charges, les préparations pharmaceutiques et articles de pansement que ces praticiens transportent avec eux pour l'usage immédiat, sous réserve de l'observation des règlements sanitaires des deux pays.

2. Seront également admis en franchise de tous droits, taxes et autres charges les médicaments préparés sur ordonnance de médecins, de sages-femmes ou de vétérinaires dûment autorisés à pratiquer, ainsi que les articles de pansement, dans les quantités strictement nécessaires, lorsque les conditions locales obligeront à recourir à des pharmaciens de l'autre zone frontalière. L'ordonnance devra être présentée, au passage de la frontière, à la douane qui la visera. Elle ne pourra être utilisée ultérieurement aux fins d'importation en franchise qu'à condition d'avoir été renouvelée.

3. Seront en outre admis en franchise de tous droits, taxes et autres charges dans le petit trafic frontière :

a) Les denrées alimentaires, le vin ordinaire, le cidre, la bière et les boissons non alcooliques destinés à la consommation des habitants de l'une des zones frontalières qui effectuent temporairement des travaux dans l'autre zone, à condition que les quantités n'excèdent pas leurs besoins journaliers ;

b) Les produits nécessaires à l'alimentation journalière des animaux employés pour ces travaux ;

c) Sous réserve de réexportation, les outils, instruments et ustensiles usagés que les ouvriers habitant l'une des zones frontalières et travaillant dans l'autre zone transportent avec eux pour l'exercice de leur métier ;

d) Les fleurs coupées, même en gerbes, les fleurs en pots, portées par les habitants de l'une des zones frontalières qui se rendent dans l'autre zone pour assister à des fêtes de famille ou à des cérémonies religieuses, à condition que ces objets ne soient pas destinés à la vente ;

e) Les couronnes mortuaires, les bouquets de fleurs fraîches et les fleurs en pots envoyés dans l'une des zones frontalières par des personnes habitant l'autre zone pour une cérémonie funéraire ou pour la décoration de tombes, à condition que ces objets ne soient pas destinés à la vente ;

f) Les cercueils contenant des dépouilles mortelles et les urnes renfermant les cendres de personnes incinérées ;

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XVII, page 243.

(b) Per week :

Flour	500 grammes,
Alimentary pastes and semolina	500 grammes,
Bakery products (other than bread)	1 kilogramme,
Sugar	200 grammes,
Chocolate	150 grammes,
Coffee	50 grammes,
Cheese	250 grammes,

provided always that the total amount of duty exemptions accorded by France under the present Article may not exceed in any one year the sum of 4 million French francs.

3. Producers in the French frontier zone exporting vegetables to the Swiss frontier zone may on their return from market import free of all duties, dues and other charges flower and vegetable seeds and seeds of leguminous plants, for their own requirements, up to a limit of 3 kilogrammes on each occasion.

Article 6.

Local Frontier Traffic.

1. Doctors, midwives, and veterinary surgeons domiciled in one of the frontier zones, who cross the frontier with a vehicle in the exercise of their professions as regulated by the Convention of May 29th, 1889, are exempted from the requirement of a deposit in respect of such vehicle and in respect of the instruments necessary to the practice of their professions. Pharmaceutical preparations and bandages carried by such practitioners for immediate use shall be admitted free of duties, dues and other charges, provided the health regulations of the two countries are observed.

2. Medicines prepared to the prescription of doctors, midwives or veterinary surgeons duly authorised to practise, together with bandages strictly within the limits of the amounts required, shall also be admitted free of all duties, dues and other charges, where local conditions necessitate recourse to pharmacists in the other frontier zone. Prescriptions must be shown to, and stamped by, the Customs on crossing the frontier, and may not be used again at a later date for duty-free imports unless renewed.

3. The following shall also be admitted free of all duties, dues and other charges in local frontier traffic :

(a) Foodstuffs, ordinary wine, cider, beer and non-alcoholic beverages, for consumption by the inhabitants of either of the frontier zones working temporarily in the other zone, provided the quantities are not in excess of their daily requirements ;

(b) Products necessary for the daily feeding of animals employed in such work ;

(c) Subject to re-export, used tools, implements and utensils brought with them by workmen resident in one of the frontier zones and working in the other in the exercise of their avocations ;

(d) Cut flowers, including bunches, and flowers in pots, brought by inhabitants of one of the frontier zones entering the other zone to attend family celebrations or religious ceremonies, provided such articles are not for sale ;

(e) Wreaths, bouquets of fresh flowers and flowers in pots, conveyed into one of the frontier zones by persons resident in the other zone for funeral ceremonies or the decoration of graves, provided such articles are not for sale ;

(f) Coffins containing mortal remains, and urns containing the ashes of cremated persons ;

g) Sous réserve de réexportation, les objets du culte et les livres de prières utilisés dans les cérémonies religieuses ;

h) Les tabacs manufacturés que les personnes du sexe masculin, âgées de plus de seize ans, domiciliées dans l'une des zones frontalières importent dans l'autre zone pour leur usage personnel, sous réserve qu'il s'agisse exclusivement d'une quantité ne dépassant pas la consommation nécessaire à un fumeur pour une journée au maximum.

4. En cas de sinistre, le personnel des corps de pompiers et de tous autres organismes de secours de l'une ou l'autre des zones frontalières pourra, en tous points et à toute heure, passer la frontière sans passeport ni carte frontalière. Le matériel, les véhicules, les attelages, le fourrage des chevaux, les lubrifiants et les carburants des véhicules seront admis sans aucune formalité douanière, en franchise de tous droits, taxes et autres charges ; ils devront être réexportés, à l'exception des fourrages, des lubrifiants et des carburants consommés sur place.

Article 7.

Petit trafic de perfectionnement.

Sont admis en franchise de tous droits, taxes et autres charges imposés à l'occasion de l'importation ou de l'exportation les produits ci-après, originaires de l'une des zones frontalières, sous condition de réexportation dans la zone d'origine, lorsque ce trafic est rendu nécessaire par les circonstances locales :

a) Les fils et les toiles écrus envoyés pour être blanchis et qui ont été fabriqués avec les produits des terres cultivées dans les zones frontalières ;

b) Les écorces à tan destinées à être coupées ou moulues ;

c) Les graines oléagineuses envoyées pour l'extraction de l'huile ;

d) Les céréales et grains destinés à être battus ou moulus ;

e) Les peaux à tanner ;

f) Les autres produits agricoles expédiés d'une zone frontalière dans l'autre pour y subir l'une des opérations précitées ou une opération similaire ;

g) Les objets, vêtements, étoffes destinés à l'usage personnel d'habitants d'une des zones frontalières, que ces habitants introduisent eux-mêmes dans l'autre zone pour y être modifiés, réparés ou teints par des artisans. Le travail salarié à domicile est assimilé au travail d'artisan. Sous les mêmes conditions, la franchise s'étend également aux étoffes destinées à être transformées en vêtements, ainsi qu'aux fournitures strictement nécessaires à l'accomplissement des divers travaux énumérés au présent alinéa, pourvu que ces fournitures soient importées en même temps que les objets, vêtements et étoffes dont il s'agit.

Les produits travaillés doivent être réimportés par les personnes qui ont exporté les matières premières ou pour leur compte.

Le délai maximum pour le retour en franchise dans la zone d'origine sera fixé en tenant compte du temps nécessaire aux travaux ci-dessus visés.

Article 8.

Ventes incertaines.

Les produits, à l'exception des denrées alimentaires et des boissons, fabriqués par des artisans habitant l'une des zones frontalières, que ces artisans apportent eux-mêmes pour être vendus aux marchés et foires de l'autre zone ne seront soumis aux droits, taxes et autres charges imposés à l'occasion de l'importation ou de l'exportation que pour les quantités restées définitivement dans cette dernière zone.

L'application de ce régime est subordonnée à l'accomplissement des formalités douanières, y compris la consignation des droits, ainsi qu'à l'observation des prohibitions et restrictions en vigueur sur le territoire de chacune des H. P. C.

(g) Subject to re-export, ritual articles and prayer-books used in religious ceremonies ;

(h) Manufactured tobacco, imported by persons of the male sex of over 16 years of age domiciled in one of the frontier zones into the other zone for their personal consumption, provided the amount imported does not exceed the amount a smoker will consume in a maximum period of one day.

4. In case of fire or accidents, the staffs of fire brigades and of all other first-aid organisations in either frontier zone may cross the frontier at any point and at any time without passports or frontier cards. All equipment, vehicles, teams, fodder for horses, and lubricants and fuel for vehicles shall be admitted without Customs formality and free of all duties, dues and other charges, subject to their re-exportation, except for fodder, lubricants and fuel consumed on the spot.

Article 7.

Local Finishing Trade Traffic.

The following products, originating in one of the frontier zones, shall be admitted free of all duties, dues and other charges levied on importation or exportation where local conditions render traffic in such products necessary, subject to their subsequent re-exportation to their zone of origin :

(a) Unbleached thread and cloth sent for bleaching, manufactured from products of cultivated land in the frontier zones ;

(b) Tan-bark for cutting or grinding ;

(c) Oilseeds sent for extraction of the oil ;

(d) Cereals and grain for threshing or grinding ;

(e) Hides for tanning ;

(f) Other agricultural products sent from one frontier zone to the other to undergo one or other of the aforementioned processes or some similar process ;

(g) Articles, garments and fabrics for the personal use of the inhabitants of one of the frontier zones, conveyed by the said inhabitants themselves into the other zone for alteration, repair or dyeing by handicraftsmen. Paid work at home is deemed to be equivalent to handicraft work. Subject always to the same conditions, exemption from duty is further extended to fabrics for conversion into clothing and to such supplies as are absolutely necessary for the purposes of the various kinds of work to which the present paragraph relates, provided such supplies are imported at the same time as the articles, garments and fabrics in question.

All products which have undergone any of the said finishing processes must be re-imported by the persons who exported the raw materials or for their account.

The maximum period available for free return to the zone of origin shall be determined with due regard to the time required for the operations aforesaid.

Article 8.

Contingent Sale.

With the exception of foodstuffs and beverages, products manufactured by handicraftsmen resident in one of the frontier zones and brought by the said handicraftsmen themselves into the other zone for sale at markets or fairs shall not be subject to duties, dues and other charges imposed on importation or exportation, save in respect of such quantities as are finally left in the latter zone.

The application of the above provision shall be subject to the fulfilment of Customs formalities, including deposit of the duties concerned, and to the observance of such prohibitions and restrictions as may be in force in the territory of the several High Contracting Parties.

Les produits invendus doivent être réexportés et les droits, taxes et autres charges, afférents aux objets vendus, liquidés dans le délai de 24 heures après la clôture du marché ou de la foire.

Article 9.

Admission temporaire.

Seront admis en franchise de tous droits, taxes et autres charges imposés à l'occasion de l'importation ou de l'exportation, sous réserve des mesures de contrôle et sous condition de réexportation dans la zone d'origine dans un délai maximum de 6 mois :

1° Les pianos envoyés en location de l'une des zones frontalières dans l'autre zone ;

2° Les outils, les instruments de travail et le matériel usagés que des artisans domiciliés dans l'une des zones frontalières transportent dans l'autre zone pour y exercer leur profession ou leur métier, ainsi que les instruments destinés à des recherches scientifiques ou à des travaux artistiques ;

3° Les machines à battre appartenant à des particuliers ou à des associations agricoles domiciliés dans l'une des zones frontalières et importées pour des battages dans l'autre zone ;

4° Les meubles, les ustensiles de ménage, le linge de maison, les instruments et les outils, le tout à l'état usagé, que des personnes habitant l'une des zones frontalières introduisent dans l'autre zone en vue de les utiliser pour un séjour temporaire.

Article 10.

Mesures de contrôle et dispositions diverses.

1. Les mesures spéciales de contrôle pour l'application des dispositions de la présente convention, arrêtées d'un commun accord entre les H. P. C., font l'objet de l'annexe n° 1.

2. Les autorités douanières des H. P. C. pourront ordonner en outre les mesures de contrôle, de surveillance et de sûreté nécessaires pour empêcher tout abus des facilités accordées par la présente convention. Le cas échéant, elles entreront en relations pour décider de ces mesures, qui seront limitées au minimum compatible avec le but visé.

En cas de soupçon de fraude, les administrations de chacun des deux pays se prêteront leur concours. Chacune d'elles procédera sur son territoire aux enquêtes demandées par l'autre.

3. Pour tenir compte des conditions locales, les autorités douanières des H. P. C. pourront autoriser, dans les cas prévus à l'article 2, chiffres 1, 2 et 3, à l'article 3, chiffre 5, et à l'article 6, chiffres 1 et 3, lettres *a)*, *b)* et *c)*, le franchissement de la frontière par d'autres passages que les routes douanières et hors des heures d'ouverture des bureaux, sans que ces autorisations donnent lieu nécessairement à la perception de taxes ou indemnités spéciales.

Pour les territoires contigus du département du Haut-Rhin et des cantons suisses limitrophes, restent applicables les facilités et conditions particulières fixées par les Conventions additionnelles aux Procès-verbaux de délimitation de la frontière entre la France et les cantons de Soleure et de Bâle des 20 et 24 décembre 1818, signées le 8 janvier 1825 et le 5 février 1825, au sujet des transports de marchandises d'un point à l'autre du même territoire avec emprunt d'une route traversant le pays voisin.

4. Les restrictions d'importation ou d'exportation édictées pour des raisons d'ordre économique ne sont pas applicables aux marchandises mentionnées aux articles 2, 3, 5, 6, 7 et 9 ci-dessus.

5. Les prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer la protection des animaux et des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles restent applicables.

Products remaining unsold must be re-exported, and all duties, dues and other charges in respect of articles sold must be paid within twenty-four hours after the close of the market or fair.

Article 9.

Temporary Admission.

The following products shall be admitted free of all duties, dues and other charges imposed on importation or exportation, subject to their control and re-export to their zone of origin within a period not exceeding six months :

(1) Pianos sent on hire from one of the frontier zones to the other zone ;

(2) Used tools, working implements and material brought by handicraftsmen domiciled in one of the frontier zones into the other zone for the exercise therein of their occupation or trade, together with instruments for scientific research or artistic purposes ;

(3) Threshing machines belonging to private persons or agricultural associations established in one of the frontier zones and imported for threshing into the other zone ;

(4) Used furniture, household utensils, household linen, implements or tools conveyed by persons inhabiting one of the frontier zones into the other zone for use during a temporary stay.

Article 10.

Control Measures and Miscellaneous Provisions.

1. For the special control measures drawn up by common accord of the High Contracting Parties for the application of the provisions of the present Convention, see Annex No. 1.

2. The Customs authorities of the High Contracting Parties may in addition order such control, surveillance or police measures as may be necessary to prevent any abuse of the facilities granted by the present Convention. They shall communicate as may be required with one another with a view to the adoption of such measures, the which shall be limited to the minimum compatible with requirements.

Where fraud is suspected, the authorities of both countries shall lend one another mutual assistance. Each shall carry out in its own territory any enquiries requested by the other.

3. To meet local exigencies, the Customs authorities of the High Contracting Parties shall be entitled, in the cases to which Article 2, paragraphs 1, 2 and 3, Article 3, paragraph 5, and Article 6, paragraphs 1 and 3, sub-paragraphs *(a)*, *(b)* and *(c)*, relate, to authorise the crossing of the frontier by passages other than the Customs roads, and at hours other than those during which the Customs offices are open, without payment of dues or other special charges.

The facilities and special conditions for which provision is made in the Supplementary Conventions attached to the records of the delimitation of the frontier between France and the Cantons of Solothurn and Basle of December 20th and 24th, 1818, signed on January 8th, 1825, and February 5th, 1825, concerning the Transport of Goods from one Point to Another within the Same Territory by Passage through the Adjoining State, shall continue to be applicable to the adjoining territories of the Department of the Haut-Rhin and the Swiss frontier Cantons.

4. Restrictions on imports or exports imposed for economic reasons shall not be applicable to the goods to which Articles 2, 3, 5, 6, 7 and 9 above relate.

5. Prohibitions or restrictions imposed for the protection of public health or for the protection of animals and plants against disease, insects or injurious parasites shall continue to be applicable.

Il en est de même des dispositions relatives aux produits faisant l'objet d'un monopole d'Etat sur le territoire de l'une ou l'autre des H. P. C.

6. Les dispositions de la présente convention ne limitent pas le droit de chacune des H. P. C. de prendre des mesures restrictives temporaires pour des raisons de sécurité publique au sujet du franchissement de la frontière.

De même, les dispositions ci-dessus réglementant le trafic de frontière ne portent pas atteinte aux prescriptions en vigueur dans les territoires de chacune des H. P. C. sur la surveillance douanière et sur les mesures de police relatives au passage de la frontière.

Article 11.

Commission permanente.

1. Une commission permanente sera constituée dès la mise en vigueur de la présente convention.

Elle comprendra 3 délégués français et 3 délégués suisses. Elle choisira son président alternativement parmi les délégués français et les délégués suisses.

Elle établira son règlement.

2. La commission permanente pourra proposer aux deux gouvernements toute mesure de nature à assurer le bon fonctionnement de la présente convention.

3. Toute difficulté venant à s'élever au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, y compris le protocole de signature et les lettres annexes, sera soumise à la commission permanente, qui proposera aux administrations compétentes les mesures propres à la résoudre.

4. Si une telle difficulté ne peut être réglée ni par la procédure ci-dessus prévue ni par la voie diplomatique, les dispositions du Traité[1] de conciliation et d'arbitrage du 6 avril 1925 seront applicables.

Article 12.

Dispositions finales.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et sera valable pour une période de deux ans à partir de ce jour.

Si la convention n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de cette période, elle sera prorogée par tacite reconduction, pour une durée indéterminée. Elle pourra alors être dénoncée, sur préavis de six mois, pour le 1er janvier ou le 1er juillet de chaque année.

Dès sa mise en vigueur, la présente convention remplacera la Convention du 23 février 1882 sur les rapports de voisinage et sur la surveillance des forêts limitrophes, ainsi que l'article additionnel[2] à ladite convention, du 25 juin 1895.

La Convention[3] du 31 octobre 1884 pour la répression des délits de chasse demeurera en vigueur aussi longtemps que la présente convention et ne pourra être dénoncée qu'en même temps et de la même manière que celle-ci.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Berne, le 31 janvier 1938.

(L. S.) *(Signé)* MOTTA.
(L. S.) *(Signé)* GASSMANN.
(L. S.) *(Signé)* ALPHAND.
(L. S.) *(Signé)* René THIERRY.

[1] Vol. CXLVII, page 89, de ce recueil.
[2] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXIII, page 99.
[3] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XII, page 625.

Similarly with regulations on the subject of State monopoly products within the territory of either of the High Contracting Parties.

6. Nothing in the present Convention shall limit the right of either of the High Contracting Parties to apply temporary restrictions on grounds of public safety to the crossing of the frontier.

Similarly, nothing in the above regulations concerning frontier traffic shall affect the current rules in force within the territory of either High Contracting Party in regard to Customs surveillance or police measures for the passage of the frontier.

Article 11.

Permanent Commission.

1. A Permanent Commission shall be set up as soon as the present Convention comes into force.

It shall consist of three French and three Swiss delegates. It shall choose its Chairman alternately from among the French delegates and the Swiss delegates.

It shall draw up its own rules.

2. The Permanent Commission may propose to the two Governments any measure likely to ensure the smooth working of the present Convention.

3. Any difficulty which may arise regarding the interpretation or application of the present Convention, including the Protocol of Signature and annexed Notes, shall be submitted to the Permanent Commission, the which shall propose to the competent authorities appropriate measures for its settlement.

4. If any such difficulty cannot be settled either by the procedure aforesaid or through the diplomatic channel, the provisions of the Conciliation and Arbitration Treaty[1] of April 6th, 1925, shall be applicable.

Article 12.

Final Provisions.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible. It shall come into force one month after the exchange of ratifications, and shall remain in force for a period of two years as from that date.

In the event of the Convention not being denounced six months before the expiry of this period, it shall be indefinitely extended by tacit consent. Six months' notice may then be given to terminate it as from the 1st of January or the 1st of July of any given year.

As from its entry into force, the present Convention shall replace the Convention of February 23rd, 1882, concerning Neighbourly Relations and the Surveillance of Frontier Forests, together with the Supplementary Article[2] to the said Convention dated June 25th, 1895.

The Convention of October 31st, 1884, for the Punishment of Offences against the Game Laws shall remain in force for the duration of the present Convention, and shall be subject to denunciation at the same time and in the same way as the latter.

In faith whereof the repective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Berne, this 31st day of January, 1938.

(L. S.) *(Signed)* MOTTA.
(L. S.) *(Signed)* GASSMANN.
(L. S.) *(Signed)* ALPHAND.
(L. S.) *(Signed)* René THIERRY.

[1] Vol. CXLVII, page 89, of this Series.
[2] *British and Foreign State Papers*, Vol. 108, page 880.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer la convention en date de ce jour, les plénipotentiaires ont décidé d'en préciser les conditions d'application ainsi qu'il suit :

DÉFINITIONS GÉNÉRALES.

1. Les mots « droits, taxes ou autres charges » visent tous droits, taxes, contributions, redevances ou autres charges, professionnels ou non, directs ou indirects, quel qu'en soit l'objet ou la nature, imposés à l'occasion de l'importation ou de l'exportation (à l'exception du cas prévu à l'article 10, chiffre 3, alinéa 1, des vacations pour les opérations de douane en dehors des heures de service normales et des taxes de visite sanitaire du bétail).

Aucune discrimination de droit ou de fait ne saurait être établie, en ce qui concerne les droits, taxes ou autres charges ci-dessus définis perçus, à l'occasion de la circulation ou de la vente, par les autorités compétentes de l'un des deux pays à l'encontre des habitants de l'autre pays bénéficiant des facilités accordées par la présente convention.

2. La notion de nécessité locale doit s'entendre d'une impossibilité pratique purement matérielle, à l'exclusion de tout mobile de préférence personnelle, ou de toute considération d'avantage pécuniaire.

Il appartiendra aux Services des douanes d'apprécier les cas d'espèce.

Ad art. 2, 1er alinéa.

La franchise de tous droits, taxes et autres charges pourra également, dans des cas spéciaux et sur avis de la commission prévue à l'article 11, être accordée pour les animaux, machines agricoles et produits visés aux chiffres 1 et 2 de l'article 2 et servant à la culture de biens-fonds situés dans l'une des zones frontalières, mais cultivés par des propriétaires, usufruitiers ou fermiers résidant au delà de la zone frontalière de l'autre pays.

Ad art. 2, chiffre 2, et art. 3, chiffre 5.

A l'entrée dans le territoire de l'autre pays des machines, des tracteurs et des véhicules importés dans les conditions prévues aux articles 2 et 3, les carburants et les lubrifiants bénéficieront de la franchise de tous droits, taxes et autres charges pour la quantité nécessaire à l'utilisation de ce matériel pendant une journée.

Toutefois, la commission permanente visée à l'article 11 de la convention examinera si, lorsque les conditions locales l'exigent, des facilités complémentaires pour l'importation des carburants et lubrifiants au delà de la quantité journalière prévue peuvent être consenties.

Ad art. 2.

Les dispositions de la loi fédérale du 7 juillet 1932 sur le ravitaillement du pays en blé ainsi que ses ordonnances dexécution actuellement en vigueur restent réservées.

Il en est de même des dispositions de la loi française du 15 août 1936 ainsi que de ses règlements d'application.

Ad art. 3, chiffre 1.

Les termes « bois bruts » contenus à l'article 3, chiffre 1, visent les bois n'ayant subi aucune autre ouvraison que celles usuellement pratiquées en forêt, telles que le sciage transversal, l'ébranchage, l'écorçage forestier, un grossier équarrissage à la hache, etc.

Sont compris dans cette définition :

a) Les bois communs d'essences feuillues ou résineuses, ronds, avec ou sans écorce ;

b) Les perches, étançons et échalas bruts (c'est-à-dire non refendus ni sciés dans le sens de la longueur) ;

c) Les bûches refendues en quartiers, ou en rondins ; les fagots et bourrées.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of signing the Convention of this day's date, the Plenipotentiaries have decided to define the conditions of its application as follows :

General Definitions.

1. The expression " duties, dues and other charges " shall be deemed to mean all duties, dues, contributions, fees or other charges, professional or otherwise, direct or indirect, whatever their object or nature, imposed on importation or exportation (other than the fees to which Article 10, paragraph 3, first sub-paragraph, refer, or fees for Customs operations outside normal service hours, or fees for livestock inspection by veterinary officers).

No discrimination in law or in fact may be made, in connection with the aforesaid duties, dues and other charges imposed on transit or sale, by the competent authorities of either of the two countries as against inhabitants of the other country who are entitled to benefit by the facilities accorded under the present Convention.

2. Local exigencies shall be deemed to mean circumstances of material impossibility without any regard to personal preferences or considerations of pecuniary advantage.

The Customs services concerned are the judges of particular cases as they arise.

Ad Article 2, First Paragraph.

Exemption from all duties, dues and other charges may also be accorded in special cases, on the recommendation of the Commission for which provision is made in Article 11, in respect of the animals, agricultural machinery and products to which Article 2, paragraphs 1 and 2, relate, which are used for the cultivation of estates situate in one of the frontier zones but cultivated by owners, usufructuaries or tenant farmers resident outside the frontier zone of the other country.

Ad Article 2, Paragraph 2, and Article 3, Paragraph 5.

On the entry of machinery, tractors or vehicles imported subject to the conditions to which Articles 2 and 3 relate into the territory of the other country, the fuel and lubricants shall be exempt from all duties, dues and other charges within the limits of the amount required for the operation of the said material during one day.

Provided always that the Permanent Commission for which provision is made in Article 11 of the Convention shall consider the possibility of according supplementary facilities for the importation of fuel and lubricants in excess of the daily amount aforesaid where local exigencies indicate the necessity of such.

Ad Article 2.

Reservation is made in respect of the provisions of the Federal Law of July 7th, 1932, concerning national wheat supplies and current regulations in execution thereof.

The above reservation shall further be applicable to the provisions of the French Law of August 15th, 1936, and the regulations in execution thereof.

Ad Article 3, Paragraph 1.

The expression " rough timber " in Article 3, paragraph 1, shall be deemed to mean timber which has undergone no dressing other than that usually given in forests such as cross-sawing, lopping, forest-barking, rough-squaring with the axe and the like.

The above definition shall include :

(a) Round logs of ordinary deciduous trees or conifers, with or without bark ;

(b) Poles, props and rough posts (that is to say, not split or sawn lengthwise) ;

(c) Logs, split into quarters or billets, faggots and firewood.

Ad art. 3, *chiffre* 7.

Les autorités compétentes visées au 2e alinéa du chiffre 7 de l'article 3 sont :

Du côté français :

a) Pour les forêts soumises au régime forestier, le conservateur ou l'inspecteur des eaux et forêts ;

b) Pour les forêts non soumises au régime forestier, le procureur de la République ;

Du côté suisse :

Le gouvernement du canton et, le cas échéant, la préfecture cantonale du district où l'inculpé est domicilié.

Ad art. 3, *chiffre* 8.

Les autorités compétentes visées au 2e alinéa du chiffre 8 de l'article 3 sont :

Du côté français :

Soit le juge de paix ou son suppléant (pour le département du Haut-Rhin, le juge cantonal),

Soit le maire de la commune, ou son adjoint, ou, à défaut, un conseiller municipal,

Soit le commissaire de police ;

Du côté suisse :

Les chefs des postes de gardes-frontière ou de la gendarmerie cantonale.

Ad art. 3, *chiffre* 10.

Les bois sciés qui bénéficient des dispositions de l'article 3, chiffre 10, comprennent :

A l'importation en Suisse, les bois sciés rentrant sous les positions 233 à 239 inclus du tarif douanier suisse ;

A l'importation en France, les bois sciés rentrant sous les positions 128 *bis*, 130, 131 et ex 132 (échalas fabriqués) du tarif douanier français.

Les bois rabotés, les planches et planchettes marquées au feu ou à la peinture sont exclus de l'admission au demi-droit.

Ad art. 4.

Les producteurs français qui vendent leurs légumes à domicile ou sur le marché peuvent recevoir des commandes en vue de la livraison, les dispositions cantonales sur la matière restant réservées.

Ad art. 6, *chiffre* 2.

Les spécialités pharmaceutiques seront également admises en franchise sur présentation d'une ordonnance, comme les médicaments préparés. L'ordonnance ne sera pas exigée pour les articles de pansement ni pour les drogues simples servant à des usages médicinaux et inscrits à la liste ci-après :

Sinapismes	10 feuilles	Cachets de quinine	10 pièces
Farine de moutarde	250 grammes	Feuilles d'oranger	125 grammes
Farine de lin	1 kilogramme	Feuilles de menthe	125 »
Eau oxygénée	1 litre	Glycérine	½ litre
Tilleul	125 grammes	Eau de fleur d'oranger	500 grammes
Camomille	125 »	Bicarbonate de soude	500 »
Teinture d'iode	60 »	Sulfate de soude	250 »
Cachets d'aspirine	10 pièces	Sulfate de magnésie	250 »
Cachets d'antipyrine	10 »	Magnésie calcinée	60 »
Cachets de pyramidon	10 »	Camphre	125 »

Ad Article 3, *Paragraph* 7.

The competent authorities to whom Article 3, paragraph 7, second sub-paragraph, relates are :

In the case of France :

(a) For forests coming under the Forestry Department, the Conservator or Inspector of the Waterways and Forests Department ;

(b) For forests not under the Forestry Department, the Public Prosecutor of the Republic ;

In the case of Switzerland :

The Government of the Canton and, where necessary, the Cantonal Prefecture of the district in which the offender has his domicile.

Ad Article 3, *Paragraph* 8.

The competent authorities to whom Article 3, paragraph 8, second sub-paragraph, relates are :

In the case of France :

Either the Juge de Paix or his substitute (in the Department of Haut-Rhin, the Juge Cantonal) ;

Either the Mayor of the Commune or his deputy or, in his absence, a Municipal Councillor ;

Or the Commissaire de Police ;

In the case of Switzerland :

Heads of frontier guard posts or of the Cantonal Gendarmerie.

Ad Article 3, *Paragraph* 10.

Sawn timber coming under the provisions of Article 3, paragraph 10, shall include :

On importation into Switzerland, sawn timber listed under items 233-237 inclusive of the Swiss Customs Tariff ;

On importation into France, sawn timber listed under items 128 *(a)*, 130, 131 and ex 132 (manufactured props) of the French Customs Tariff.

Planed timber, boards and planks, bearing a brand or paint mark are excluded from admission at half-duty.

Ad Article 4.

French producers who sell their vegetables from house to house or in the market may accept orders for delivery, subject always to cantonal provisions.

Ad Article 6, *Paragraph* 2.

Pharmaceutical specialities shall also be admitted free of duty, on presentation of a prescription, in the same way as prepared medicaments. No prescription shall be required for first-aid requirements or such simple drugs for medical purposes as are included in the following list :

Mustard plasters	10 sheets	Quinine tablets	10 tablets
Mustard flour	250 grammes	Orange leaves	125 grammes
Linseed meal	1 kilogramme	Mint leaves	125 grammes
Hydrogen peroxide	1 litre	Glycerine	½ litre
Lime flowers	125 grammes	Orange flower water	500 grammes
Camomile flowers	125 grammes	Bicarbonate of soda	500 grammes
Tincture of iodine	60 grammes	Sodium sulphate	250 grammes
Aspirin tablets	10 tablets	Magnesium sulphate	250 grammes
Antipyrin tablets	10 tablets	Calcined magnesium	60 grammes
Pyramidon tablets	10 tablets	Camphor	125 grammes

Coton hydrophile	500 grammes	Vaseline américaine	100 grammes
Bandes gaze, toile ou crépon	6 pièces	Pastilles de santonine . . .	20 »
Pâtes pectorales	250 grammes	Teinture d'arnica	50 »
Acétate d'alumine	250 »	Gouttes contre les maux de dents	10 »
Gouttes d'Hoffmann . . .	30 »	Thé purgatif	50 »
Tisane pectorale.	125 »	Queues de cerises	100 »
Séné.	125 »	Pommade au camphre . . .	30 »
Thé de guimauve	125 »	Onguent gris	100 »
Huile de ricin	60 »	Essence de térébenthine . .	100 »
Mousse d'Islande	125 »	Ammoniaque	100 »
Pastilles de borate de soude	100 »	Eau blanche	½ litre
Vaseline boriquée	100 »		
Vaseline à l'oxyde de zinc .	100 »		

Ad art. 6, *chiffre* 3, *alinéa* h.

Les quantités suivantes sont considérées comme représentant la consommation journalière d'un fumeur et admises comme maximum des tolérances douanières :

Tabac à fumer	40 grammes	Cigares	10 cigares
Cigarettes	20 cigarettes		

Ces quantités ne peuvent être cumulées. Le tabac à fumer, les cigarettes et les cigares devront être introduits en emballages déchirés ou en paquets ou boîtes entamés.

Ad art. 11.

Les délégués à la commission permanente pourront se faire assister d'experts et de secrétaires.

Fait en double exemplaire, à Berne, le 31 janvier 1938.

(Signé) MOTTA.
(Signé) GASSMANN.
(Signé) ALPHAND.
(Signé) René THIERRY.

ÉCHANGE DE NOTES

A l'occasion de la conclusion de la convention franco-suisse sur les rapports de voisinage et la surveillance des forêts limitrophes, des notes ont été échangées entre le chef du Département politique fédéral et l'ambassadeur de France. On trouvera ci-dessous le texte des quatre notes suisses et des deux dernières notes françaises ; le texte des deux premières notes françaises est identique à celui des notes suisses correspondantes.

ANNEXE N° 1.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR, BERNE, *le* 31 *janvier* 1938.

En me référant à l'article 10, chiffre 1 de la convention signée en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous communiquer mon accord sur les dispositions de contrôle suivantes :

1. PRODUITS ADMISSIBLES EN FRANCHISE DÉFINITIVE.

Généralité des produits.

Les autorités douanières de chacune des H. P. C. pourront exiger, indépendamment, le cas échéant, de la déclaration fondamentale de culture, la justification de l'origine des produits admis

Cotton wool	500 grammes	Zinc ointment	100 grammes
Gauze, cloth or crepe bandages	6 rolls	Vaseline	100 grammes
Cough lozenges	250 grammes	Santonin pills	20 grammes
Aluminium acetate	250 grammes	Tincture of arnica	50 grammes
Hoffmann's drops	30 grammes	Toothache drops	10 grammes
Cough mixture	125 grammes	Purgative tea	50 grammes
Senna	125 grammes	Cherry stalks	100 grammes
Marshmallow tea	125 grammes	Camphor pomade	30 grammes
Castor oil	60 grammes	Blue ointment	100 grammes
Iceland moss	125 grammes	Turpentine	100 grammes
Boracic soda pills	100 grammes	Ammonia	100 grammes
Boracic ointment	100 grammes	Lead Lotion	½ litre.

Ad Article 6, Paragraph 3, Sub-Paragraph (h).

The following quantities shall be regarded as representing a smoker's daily consumption and as such shall be the maximum amounts admitted free of Customs duty :

Pipe tobacco	40 grammes	Cigars	10 cigars.
Cigarettes	20 cigarettes		

The above quantities are not cumulative. Pipe tobacco, cigarettes and cigars must be passed through in torn wrappings or broken packets or boxes.

Ad Article 11.

Delegates to the Permanent Commission may call in the assistance of experts and secretaries.

Done in duplicate at Berne, the 31st day of January, 1938.

(Signed) MOTTA.
(Signed) GASSMANN.
(Signed) ALPHAND.
(Signed) René THIERRY.

EXCHANGE OF NOTES.

On the occasion of the conclusion of the Franco-Swiss Convention concerning Neighbourly Relations and the Surveillance of Frontier Forests, Notes were exchanged between the Head of the Federal Political Department and the French Ambassador. Below will be found the text of the four Swiss Notes and the last two French Notes. The text of the first two French Notes is identical with that of the corresponding Swiss Notes.

ANNEX No. 1.

YOUR EXCELLENCY, BERNE, *January 31st*, 1938.

With reference to Article 10, paragraph 1, of the Convention signed this day, I have the honour to communicate my assent to the following control provisions :

1. PRODUCTS ADMITTED ENTIRELY DUTY-FREE.

General Products.

The Customs authorities of each of the High Contracting Parties may require, where necessary, over and above the basic declaration of cultivation, evidence of the origin of products entitled to

à bénéficier du régime frontalier. Cette justification résultera de la production d'un certificat délivré par les autorités locales et précisant le lieu d'origine et de provenance ou, selon le cas, de provenance seulement.

Trafic de marché.

En vue du contrôle des importations en Suisse des légumes et fruits-légumes frais et des pommes de terre en provenance de la zone frontalière française du Haut-Rhin, chaque producteur français recevra un carnet spécial qui lui sera délivré par l'Administration des douanes suisses d'après les indications fournies par les autorités françaises compétentes.

Ce carnet contiendra, pour chacun des produits susvisés, la mention des contingents globaux trimestriels auxquels le titulaire aura droit (contingent en franchise et contingent sous paiement des droits).

Pour les légumes et les fruits-légumes frais ainsi que pour les pommes de terre, il y sera fait mention de chaque quantité introduite en Suisse en franchise ou avec paiement des droits.

Les marchandises seront admises en franchise dans la limite des quantités journalières fixées dans la convention et aussi longtemps que le titulaire du carnet n'aura pas atteint son contingent trimestriel.

Elles seront admises avec paiement des droits dans la limite des quantités hebdomadaires fixées dans la convention et aussi longtemps que le titulaire du carnet n'aura pas atteint son contingent trimestriel.

Mention sera faite également des marchandises réexportées (article 4, chiffre 3, dernier alinéa de la convention).

Bois.

La preuve de l'origine des produits bruts sera fournie par un certificat délivré, en France, par l'autorité préfectorale (préfet ou sous-préfet) avec le concours éventuel des Administrations des douanes ou des eaux et forêts ; en Suisse, par les services forestiers cantonaux.

Pour les bois sciés bénéficiant du demi-droit, la garantie du lieu de sciage sera fournie de la même manière ; l'admission au demi-droit sera accordée par le même bureau de douane sur présentation de bons de crédit.

Produits importés en franchise au titre de l'article 5.

Les importations en franchise, prévues à l'article 5 de la convention, auront lieu conformément aux modalités générales définies ci-après :

a) Les bénéficiaires recevront, par les soins de l'autorité préfectorale, une carte de franchises douanières ;

b) Cette carte, qui sera nominative, portera notamment l'indication :

Par nature et quantité, des marchandises qui pourront être introduites en franchise ;

Du bureau d'importation ;

Du jour d'importation ;

c) L'ayant droit, en se présentant au bureau d'importation, produira cette carte au Service des douanes et lui remettra une déclaration signée, d'un modèle spécial, mentionnant la nature, l'espèce et le poids des marchandises qu'il désire introduire ;

d) Pour faciliter ces opérations, l'Administration préfectorale française déposera dans les mairies ainsi que dans les bureaux de douane français intéressés, des formules de déclaration dont les titulaires de cartes de franchise pourront ainsi se munir à tout moment.

2. PRODUITS OU OBJETS EXPORTÉS TEMPORAIREMENT OU IMPORTÉS TEMPORAIREMENT.

Les autorités douanières de chacune des H. P. C. pourront faire placer ces produits ou objets sous le couvert de titres de mouvement descriptifs (passavants, acquits, etc.) comportant garantie ou consignation des droits et taxes éventuellement exigibles et, le cas échéant, faire apposer sur

the benefits of the frontier system. Such evidence shall consist in the production of a certificate issued by the local authorities stating the exact place of origin and provenance or, as the case may be, of provenance only.

Market Traffic.

For the better control of imports into Switzerland of fresh vegetables and fruit vegetables and potatoes originating in the French Haut-Rhin frontier zone, each French producer shall receive a special passbook which will be issued to him by the Swiss Customs Administration in accordance with the information provided by the competent French authorities.

The passbook shall contain a note of the quarterly aggregate quota to which the holder is entitled in respect of each of the products aforesaid (quota free of duty and quota on payment of duty).

In the case of fresh vegetables and fruit vegetables and potatoes, a record shall be made of every quantity imported into Switzerland free of duty or on payment of duty.

Goods shall be admitted free of duty up to the limit of the daily quantities fixed in the Convention, until the holder of the passbook has reached his quarterly quota.

Goods shall be admitted on payment of duty up to the limit of the weekly quantities fixed in the Convention, until the holder of the passbook has reached his quarterly quota.

A note shall also be made of any goods re-exported (Article 4, paragraph 3, last sub-paragraph, of the Convention).

Timber.

Proof of the origin of rough timber products shall be furnished by means of certificates issued, in the case of France, by the prefectural authority (prefect or sub-prefect) with or without the collaboration of the Customs and/or Waterways and Forests authorities and, in the case of Switzerland, by the cantonal forest authorities.

In the case of sawn timber admitted at half-duty, proof of the place of sawing shall be furnished in the same manner; admission at half-duty shall be granted by the same Customs office on the presentation of credit coupons.

Products imported Free of Duty under Article 5.

Imports free of duty under Article 5 of the Convention shall be made in conformity with the general procedure hereinafter defined :

(a) Beneficiaries will receive through the prefectural authority a Customs exemption card.

(b) The card will be personal. It will show :

The nature and quantity of the goods to be admitted free of duty ;

The name of the office through which they are imported ;
The date of importation.

(c) The holder must present himself at the office of import, produce his card to the Customs authorities and hand them a signed statement of a special type indicating the nature, species and weight of goods he wishes to import.

(d) To facilitate operations, the French prefectural authorities shall provide declaration forms in the French mayoralties and Customs offices concerned, which will be available at any time to holders of Customs exemption cards.

2. PRODUCTS OR OBJECTS EXPORTED OR IMPORTED TEMPORARILY.

The Customs authorities of either High Contracting Party may require products or objects exported or imported temporarily to be covered by documents recording their movements (permits, discharges and the like) and involving the guarantee or deposit of such duties and dues as may

ces produits ou objets telles marques d'identité (plombs, estampilles, vignettes, etc.) jugées par elles indispensables.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

(Signé) MOTTA.

Son Excellence Monsieur Charles Alphand,
Ambassadeur de France, Berne.

ANNEXE N° 2.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR, BERNE, *le 31 janvier* 1938.

Au cours de la négociation de la convention sur les rapports de voisinage et la surveillance des forêts limitrophes signée à la date de ce jour, il a été reconnu utile de préciser le régime de la carte frontalière pour le département du Haut-Rhin et les cantons suisses correspondants.

Dès la mise en vigueur de la convention, les personnes ayant dans la zone frontalière du Haut-Rhin ou dans la zone frontalière des cantons suisses correspondants, leur domicile ou, depuis quatre mois au moins, leur résidence habituelle pourront obtenir une carte frontalière. Pourront y prétendre également les personnes qui, ne résidant pas dans l'une de ces zones frontalières mêmes, exploitent des biens-fonds dans l'une ou l'autre de ces zones et bénéficient des avantages prévus à la convention.

Les titulaires de cartes frontalières délivrées dans l'un des deux Etats sont admis à franchir la frontière ; ils peuvent séjourner pendant une durée maximum de trois jours consécutifs dans la zone frontalière de l'autre Etat. Les prescriptions régissant dans les deux Etats l'exercice d'une activité lucrative demeurent réservées.

Les cartes frontalières délivrées aux Français et aux Suisses sont valables pour une année au moins ; pour les autres personnes, la durée de validité ne pourra dépasser celle de l'autorisation de résidence.

Ces cartes peuvent être renouvelées.

Elles seront délivrées, du côté français, par le préfet du Haut-Rhin ou ses délégués et, du côté suisse, par les directions de police des cantons ou par les services que celles-ci désigneront.

Les autorités compétentes de chacun des deux Etats enverront directement aux autorités compétentes de l'autre Etat, pour être visées, les cartes frontalières qu'elles auront établies. Les autorités de l'autre Etat les retourneront dans le plus bref délai munies de leur visa qui sera apposé à titre gratuit.

Lorsque les conditions prévues par la présente lettre seront remplies, les visas ne pourront être refusés que pour des raisons d'ordre ou de sécurité publics.

En cas d'abus graves ou répétés dans l'usage de la carte frontalière, ou pour des raisons d'ordre ou de sécurité publics, l'autorité qui a donné le visa pourra, sans préjudice, le cas échéant, d'autres sanctions, rendre inutilisable la carte frontalière en y apposant la mention « provisoirement annulé ... le ... 19... ».

Elle avisera d'urgence de la mesure prise l'autorité qui a délivré la carte, afin que celle-ci puisse être retirée au titulaire.

Les modèles des cartes frontalières seront arrêtés d'un commun accord par les services compétents de chaque pays.

Les dispositions ci-dessus ne portent pas atteinte aux tolérances d'usage pour le franchissement occasionnel de la frontière, étant toutefois entendu que les enfants de moins de 15 ans habitant une agglomération urbaine d'un des deux Etats ne pourront pénétrer dans le territoire de l'autre que s'ils sont munis d'une pièce d'identité personnelle ou si leurs nom, prénom, âge et domicile figurent sur la pièce d'identité de la personne adulte qui les accompagne.

Les deux gouvernements envisageront ultérieurement l'opportunité d'étendre le régime ci-dessus défini à l'ensemble de la frontière franco-suisse.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

(Signé) MOTTA.

Son Excellence Monsieur Charles Alphand,
Ambassadeur de France, Berne.

ultimately be chargeable, and may further cause such identity marks (seals, stamps, bands and the like) as they may deem necessary to be affixed to the said products or objects.

I have the honour to be, etc.

His Excellency Monsieur Charles Alphand,
Ambassador of France, Berne.

(Signed) MOTTA.

ANNEX No. 2.

YOUR EXCELLENCY, BERNE, *January 31st*, 1939.

In the course of the negotiation of the Convention concerning Neighbourly Relations and the Surveillance of Frontier Forests, signed this day, it was found desirable to determine the frontier card system for the Department of Haut-Rhin and the corresponding Swiss Cantons.

Immediately the Convention comes into force, persons domiciled or habitually resident for not less than four months in the frontier zone of the Haut-Rhin or the frontier zone of the corresponding Swiss Cantons may obtain frontier cards. Persons not resident in any of the said frontier zones but cultivating estates in one or other of the zones and entitled to the advantages for which the Convention provides may also obtain frontier cards.

Holders of frontier cards issued in either of the two States are permitted to cross the frontier, and may remain for a period not exceeding three consecutive days in the frontier zone of the other State. Nothing in this arrangement shall affect the regulations governing remunerated employment in either State.

Frontier cards issued to French and Swiss nationals are valid for not less than one year ; for other persons, the period of validity may not exceed the period of authorised residence of such persons.

Frontier cards may be renewed.

They shall be issued, in the case of France, by the Prefect of the Haut-Rhin or such persons as he may designate for the purpose and, in the case of Switzerland, by the Cantonal police authorities or such authorities as they may designate for the purpose.

The competent authorities of each State shall forward the frontier cards prepared for issue direct to the competent authorities of the other State for visa. The authorities of the other State shall visa them free of charge and return them as quickly as possible.

Subject always to the observance of the conditions to which the present Note relates, visas may not be refused except on grounds of public order or safety.

In case of serious or repeated abuse of a frontier card, or on grounds of public order or safety, the authority issuing the visa may, without prejudice to any other penalties that may be applicable, render such frontier card unusable by adding the words : " Cancelled provisionally ..... 19.. ".

In the event of such cancellation, the cancelling authority shall immediately notify the authority which issued the card, so that the card may be withdrawn from the holder.

The form of frontier cards shall be determined by the competent services of the two countries.

Nothing in the above provisions shall affect the customary tolerances in the case of occasional passage of the frontier, provided always that children under 15 years of age living in a town in either of the two States may not cross into the territory of the other State unless furnished with some personal identity card, or unless their names, forenames, ages and domiciles are given on the identity card of the adult person accompanying them.

The two Governments will consider at a later date the desirability of extending the system above described to the whole of the French-Swiss frontier.

I have the honour to be, etc.

His Excellency Monsieur Charles Alphand,
Ambassador of France, Berne.

(Signed) MOTTA.

ANNEXE N° 3.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR, BERNE, *le* 31 *janvier* 1938.

En me référant à l'article premier de la convention de voisinage signée en date de ce jour, aux termes duquel un arrangement spécial déterminera le régime applicable à la zone frontalière de l'Ain et à la zone frontalière de la Haute-Savoie, depuis le Rhône jusqu'à la Dent du Velan dite Dent du Lan au sud de Saint-Gingolph, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement fédéral n'a pas l'intention de supprimer les avantages dont ont bénéficié jusqu'à maintenant lesdites régions françaises situées au delà des zones franches mais à moins de 10 kilomètres de la frontière politique franco-suisse, étant entendu que les conditions appliquées actuellement aux zones franches au point de vue frontalier ne pourront subir de modifications, de part ou d'autre, que d'un commun accord.

Je vous donne en conséquence les assurances suivantes :

1. Le régime prévu par les articles 2 (trafic d'exploitation agricole), 3 (exploitation des forêts), 6 (petit trafic frontière), 7 (petit trafic de perfectionnement), 8 (ventes incertaines), 9 (admission temporaire), 10 (mesures de contrôle et dispositions diverses), 11 (commission permanente) de la convention telle que celle-ci est précisée et interprétée par le protocole de signature qui s'y trouve joint, sera également appliqué aux zones frontalières définies ci-dessus, pendant toute la durée de ladite convention.

2. Pour les importations de légumes et fruits-légumes frais à destination des marchés de Genève, importations qui n'étaient pas réglementées par la Convention de 1882 et qui ne sont présentement admises qu'à bien plaire, les franchises douanières accordées actuellement seront maintenues ; pour les pommes de terre, l'admission contre paiement des droits sera également maintenue dans les mêmes conditions que jusqu'à ce jour, spécialement en ce qui concerne les mesures relatives à l'application des dispositions de contingentement.

En outre, l'admission en franchise, dans la limite du contingent journalier de 100 kg. poids brut, d'une quantité maximum de 25 kg. poids brut de pommes de terre sera autorisée trois fois par semaine.

Pour ce trafic de marché, le *statu quo* sera donc maintenu, sauf en ce qui concerne les fleurs coupées qui seront cependant admises à l'importation en exemption des formalités de contingentement, mais sous paiement des droits de douane, jusqu'à concurrence de 5 kg. par importateur et par jour.

Les dispositions de l'article 4, alinéa final, et de l'article 5 de la convention s'appliqueront aux producteurs des zones frontalières françaises définies au premier alinéa de la présente lettre qui vendront leurs légumes, fruits-légumes, pommes de terre ou fleurs sur les marchés de Genève.

Il est entendu que les facilités prévues aux articles 2, 3, 6, 7, 8, 9 et 10 de la convention seront, par réciprocité, accordées aux habitants de la zone frontalière suisse des régions visées ci-dessus.

Les engagements pris en vertu de la présente lettre seront valables pour toute la durée de la convention dont ils suivront le sort, à moins qu'entre temps un nouvel arrangement n'intervienne entre les deux gouvernements.

Les listes des communes suisses et françaises appelées à bénéficier des conditions ci-dessus définies seront établies par les services compétents de chaque pays qui se les communiqueront.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

(Signé) MOTTA.

Son Excellence
Monsieur Charles Alphand,
Ambassadeur de France, Berne.

N° 4553

ANNEX No. 3.

YOUR EXCELLENCY, BERNE, *January 31st*, 1938.

With reference to Article 1 of the Convention concerning Neighbourly Relations, signed this day, whereby a special arrangement is to determine the regime applicable to the frontier zone of the Ain and to the frontier zone of Haute-Savoie from the Rhone to the Dent du Velan, known as the Dent du Lan, to the south of St. Gingolph, I have the honour to confirm that the Federal Government has no intention of doing away with the privileges hitherto enjoyed by the said French districts lying beyond the free zones but within 10 km. of the French-Swiss political frontier, subject always to the understanding that the frontier treatment at present applicable to the free zones cannot be modified by either side except by common accord.

I give accordingly the following assurances:

1. The provisions of Article 2 (Agricultural Traffic), Article 3 (Exploitation of Forests), Article 6 (Local Frontier Traffic), Article 7 (Local Finishing Trade Traffic), Article 8 (Contingent Sale), Article 9 (Temporary Admission), Article 10 (Control Measures and Miscellaneous Provisions) and Article 11 (Permanent Commission) of the Convention as defined and interpreted by the Protocol of Signature attached thereto, shall be applicable equally to the frontier zones above described throughout the period of validity of the said Convention.

2. The Customs exemptions at present accorded in respect of imports of fresh vegetables and fruit vegetables for the Geneva markets, the which imports were not regulated by the 1882 Convention and are now admitted only out of courtesy, shall be continued ; in the case of potatoes, admission against payment of duty shall also be continued under the same conditions as hitherto, especially in so far as concerns measures in connection with the application of the quota provisions.

Furthermore, admission free of duty, up to the daily quota limit of 100 kilogrammes gross weight, of a maximum quantity of 25 kilogrammes gross weight of potatoes shall be permitted three times a week.

Accordingly, the *status quo* will be continued for this market traffic except in the case of cut flowers, which will, however, be admitted without regard to quota restrictions but subject to payment of Customs duties, up to a limit of 5 kilogrammes per importer per day.

The provisions of Article 4, last paragraph, and of Article 5 of the Convention shall apply to producers in the French frontier zones described in the first paragraph of the present Note who sell their vegetables, fruit vegetables, potatoes or flowers in the Geneva markets.

It is understood that the facilities to which Articles 2, 3, 6, 7, 8, 9 and 10 of the Convention relate shall be accorded on a basis of reciprocity to inhabitants of the Swiss frontier zone of the districts referred to above.

The undertakings incurred in virtue of the present Note shall be binding for the whole period of validity of the Convention, and shall cease to be binding on the lapse of the Convention, save in so far as other arrangements may be made in the meantime by the two Governments.

Lists of the Swiss and French communes entitled to benefit by the conditions defined above shall be drawn up by the competent services of the two countries and communicated by each to the other.

I have the honour to be, etc.

(Signed) MOTTA.

His Excellency Monsieur Charles Alphand,
Ambassador of France, Berne.

ANNEXE N° 3.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL, BERNE, *le* 31 *janvier* 1938.

Vous avez bien voulu m'adresser, à la date de ce jour, la lettre suivante :

(Suit le texte de la lettre précédente.)

J'ai l'honneur de prendre acte des engagements que contient cette lettre et de vous donner l'assurance que le Gouvernement français observera les conditions de réciprocité qui s'y trouvent mentionnées.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, les assurances de ma haute considération.

(Signé) ALPHAND.

Monsieur le Conseiller fédéral Motta,
Chef du Département politique fédéral, Berne.

ANNEXE N° 4.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR, BERNE, *le* 31 *janvier* 1938.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement fédéral maintiendra, pendant la durée de la convention signée en date de ce jour, aux producteurs et aux commerçants de la zone frontalière française, les facilités qui leur ont été jusqu'ici consenties pour l'importation en Suisse, moyennant paiement des droits de douane, et la vente dans les halles, sur les marchés de gros et aux revendeurs, des fruits et légumes repris sous les numéros 23 *a/b*, 24 a^{1-2}, 24 *b*, 40 *a* et 40 b^{1-2} du tarif douanier suisse.

Les dispositions du dernier alinéa de l'article 4 de la convention seront applicables aux bénéficiaires des facilités prévues à l'alinéa ci-dessus.

Les permis d'importation seront délivrés par les bureaux de douane suisses aux producteurs et aux commerçants de la zone frontalière française dans les mêmes conditions que jusqu'à ce jour.

Les quantités ainsi importées seront déduites des contingents globaux alloués à la France par l'Arrangement commercial du 31 mars 1937.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

(Signé) MOTTA.

Son Excellence Monsieur Charles Alphand,
Ambassadeur de France, Berne.

ANNEXE N° 4.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL, BERNE, *le* 31 *janvier* 1938.

Vous avez bien voulu m'adresser, en date de ce jour, la lettre suivante :

(Suit le texte de la lettre précédente.)

J'ai l'honneur d'accuser réception de cette lettre et de prendre acte de son contenu.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, les assurances de ma haute considération.

(Signé) ALPHAND.

Monsieur le Conseiller fédéral Motta,
Chef du Département politique fédéral, Berne.

Pour copie conforme :
Berne, le 12 avril 1939.

Le Chancelier de la Confédération,
G. Bovet.

ANNEX No. 3.

SIR, BERNE, *January* 31*st*, 1938.

You were good enough to address to me, under to-day's date, the following letter :

(Here follows the text of the preceding letter.)

I have the honour to take note of the undertakings contained in this letter, and to assure you that the French Government will observe the conditions of reciprocity to which the letter refers.

I have the honour to be, etc.

(Signed) ALPHAND.

Federal Councillor Motta,
Head of the Federal Political Department, Berne.

ANNEX No. 4.

YOUR EXCELLENCY, BERNE, *January* 31*st*, 1938.

I have the honour to inform you that the Federal Government will continue, during the period of validity of the Convention signed this day, to grant producers and traders of the French frontier zone the facilities hitherto accorded for the importation into Switzerland against payment of Customs duties, and sale in market halls and wholesale markets and to middlemen of the fruits and vegetables listed under items 23 *a*/*b*, 24 *a* [1-2], 24 *b*, 40 *a* and 40 *b* [1-2], of the Swiss Customs Tariff.

The provisions of the last paragraph of Article 4 of the Convention will be applicable to beneficiaries of the facilities to which the preceding paragraph relates.

Import permits will be delivered by the Swiss Customs offices to producers and traders in the French frontier zone on the same conditions as hitherto.

The quantities thus imported shall be deducted from the aggregate quotas accorded to France by the Commercial Agreement of March 31st, 1937.

I have the honour to be, etc.

(Signed) MOTTA.

His Excellency Monsieur Charles Alphand,
Ambassador of France, Berne.

ANNEX No. 4.

SIR, BERNE, *January* 31*st*, 1938.

You were good enough to address to me, under to-day's date, the following letter :

(Here follows the text of the preceding letter.)

I have the honour to acknowledge the receipt of this letter and to take note of its contents.

I have the honour to be, etc.

(Signed) ALPHAND.

Federal Councillor Motta,
Head of the Federal Political Department, Berne.

N° 4554.

ÉQUATEUR ET SUÈDE

Convention de navigation. Signée à Quito, le 11 novembre 1938.

Textes officiels suédois, français et espagnol communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement a eu lieu le 21 *avril* 1939.

ECUADOR AND SWEDEN

Convention regarding Navigation. Signed at Quito, November 11th, 1938.

Swedish, French and Spanish official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration took place April 21st, 1939.

TEXTE SUÉDOIS.
SWEDISH TEXT.

N° 4554. — SJÖFARTSKONVENTION [1] MELLAN SVERIGE OCH ECUADOR. UNDERTECKNED I QUITO, DEN 11 NOVEMBER 1938.

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE och HANS EXCELLENS REPUBLIKEN ECUADORS KONSTITUTIONNELLE INTERIMISTISKE PRESIDENT, likaledes besjälade av önskan att befästa vänskapsbanden och utveckla handels- och sjöfartsförbindelserna mellan sina respektive länder, hava gemensamt beslutat ingå en sjöfartskonvention, och hava härför till sina befullmäktigade ombud utsett :

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE :

Sin Envoyé Extraordinaire och Ministre Plénipotentiaire i Quito Gunnar August Casimir REUTERSKIÖLD ; och

HANS EXCELLENS REPUBLIKEN ECUADORS KONSTITUTIONNELLE INTERIMISTISKE PRESIDENT :

Sin Minister för utrikes angelägenheter doktor Julio TOBAR DONOSO,

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Lima, le 5 avril 1939.

TEXTE FRANÇAIS.
FRENCH TEXT.

N° 4554. — CONVENTION [1] DE NAVIGATION ENTRE L'ÉQUATEUR ET LA SUÈDE. SIGNÉE A QUITO, LE 11 NOVEMBRE 1938.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE et SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT CONSTITUTIONNEL INTÉRIMAIRE DE LA RÉPUBLIQUE DE L'EQUATEUR, pareillement animés du désir de resserrer les liens d'amitié et développer les relations de commerce et de navigation qui existent entre leurs deux pays, ont décidé d'un commun accord de conclure une convention de navigation et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Quito, Monsieur Gunnar August CasimirREUTERSKIÖLD; et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT CONSTITUTIONNEL INTÉRIMAIRE DE LA RÉPUBLIQUE DE L'EQUATEUR :

Son ministre des relations extérieures, Monsieur le docteur Julio TOBAR DONOSO ;

[1] The exchange of ratifications took place at Lima, April 5th, 1939.

TEXTE ESPAGNOL.
SPANISH TEXT.

N° 4554. — CONVENCION [1] DE NAVEGACION ENTRE EL ECUADOR Y SUECIA. FIRMADA EN QUITO, EL 11 DE NOVIEMBRE DE 1938.

SU MAJESTAD EL REY DE SUECIA y SU EXCELENCIA EL SEÑOR PRESIDENTE CONSTITUCIONAL INTERINO DE LA REPÚBLICA DEL ECUADOR, igualmente animados del deseo de estrechar los lazos de amistad y desarrollar las relaciones de comercio y de navegación que existen entre sus dos países, han decidido, de común acuerdo, celebrar una Convención de Navegación y han nombrado, para este efecto, como sus Plenipotenciarios :

SU MAJESTAD EL REY DE SUECIA :

A su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en Quito, el Señor Don Gunnar August Casimir de REUTERSKIÖLD, y

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE CONSTITUCIONAL INTERINO DE LA REPÚBLICA DEL ECUADOR :

A su Ministro de Relaciones Exteriores, el Señor Doctor Don Julio TOBAR DONOSO ;

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Lima, le 5 avril 1939.

vilka, efter att hava utväxlat sina respektive fullmakter, befunna i god och behörig form, överenskommit om följande bestämmelser :

Artikel ett.

Fartyg tillhörande endera av de Höga Fördragsslutande Parterna, liksom desammas besättningar och last, skola, oberoende av avgångs-eller destinationshamn, lastens ursprung eller destination, ovillkorligen inom den andra Partens höghetsområde åtnjuta lika förmånlig behandling som tillförsäkras fartyg tillhörande mest gynnad nation, liksom desammas besättningar och last — detta i varje hänseende och särskilt vad beträffar påförandet av skatter eller avgifter av vad slag de vara månde, fartygens tillträde till hamnarna, deras placering därstädes, lastning och lossning.

Artikel två.

Förestående bestämmelser skola icke berättiga någondera av de båda Höga Parterna att utöva kustfart inom den andra Partens höghetsområde, ej heller att fordra de förmåner som medgivits eller kunna komma att medgivas kustfarten eller det nationella fisket.

Om likväl endera av de Höga Fördragsslutande Parterna helt eller delvis skulle komma att tillåta kustfart inom sitt höghetsområde för fartyg från en eller flera nationer som ej äro dess

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

Les navires de l'une des Hautes Parties contractantes ainsi que leur équipage et leur chargement, quels que soient le port d'où ils viennent et celui où ils se rendent, et l'origine ou la destination de leur chargement, jouiront inconditionnellement dans le domaine de souveraineté de l'autre Partie d'un traitement aussi favorable que celui qui est ou sera accordé aux navires de la nation la plus favorisée, ainsi qu'à leur équipage ou à leur chargement — cela dans tous les sens, et principalement en ce qui concerne l'imposition de droits ou de taxes quelle que soit leur dénomination, l'accès des navires dans les ports, l'emplacement qui leur y sera réservé, l'embarquement et le débarquement.

Article deuxième.

Les susdites dispositions n'autoriseront pas l'une des deux Hautes Parties à exercer le cabotage dans le domaine de souveraineté de l'autre Partie, ni à exiger les faveurs qui ont été ou pourront être accordées au cabotage ou à la pêche nationale.

Toutefois, si l'une des Hautes Parties contractantes vient à permettre partiellement ou totalement le cabotage dans son domaine de souveraineté aux navires d'une ou de plusieurs nations autres que celles

Los cuales, después de haber canjeado sus respectivos Plenos Poderes, encontrados en buena y debida forma, han convenido en las disposiciones siguientes :

Artículo primero.

Las naves de una de las Altas Partes contratantes, así como su tripulación y su carga, cualquiera que sea el puerto de donde vienen o al que se dirigen y el origen o destino de su carga, gozarán en cualquier sentido incondicionalmente, dentro del dominio de soberanía de la otra Parte, de un tratamiento tan favorable como el que se concede o se concediere a las naves de la Nación más favorecida así como a su tripulación o a su carga, y principalmente en lo que se refiere a la imposición de derechos o de tasas, cualquiera que sea su denominación, al acceso de las naves a los puertos, a la colocación que les sea reservada en ellos, al embarque y al desembarque.

Artículo segundo.

Las disposiciones que anteceden no autorizarán a una de las dos Altas Partes contratantes a ejercer el cabotaje en el dominio de la soberanía de la otra Parte, ni a exigir las prerrogativas que se han concedido o pudieren concederse al cabotaje o a la pesca nacional.

Sin embargo, si una de las Altas Partes contratantes permitiere parcial o totalmente en el dominio de su soberanía el cabotaje a las naves de una o varias naciones distintas de las que les son limítrofes, la

grannstater, skall den andra Parten äga rätt att för sina fartyg fordra samma koncessioner eller förmåner, förutsatt att de lämnats efter ikraftträdandet av denna konvention.

Artikel tre.

Bestämmelserna i denna konvention skola ej äga tillämpning ifråga om de förmåner som Sverige beviljat eller kan komma att bevilja Danmark eller Norge eller bådadera dessa länder, så länge Sverige icke beviljat samma förmåner till ett tredje land.

Artikel fyra.

Denna konvention skall ratificeras av de Höga Fördragsslutande Parterna i enlighet med vardera landets lagar, och ratifikationsinstrumenten skola utväxlas i Lima snarast möjligt.

Den skall träda i kraft provisoriskt den första december nittonhundratrettioåtta och definitivt dagen efter utväxlingen av ratifikationsinstrumenten.

Den är avslutad för ett obegränsat antal perioder om ett år och förlänges från ett till annat genom tyst förnyelse, såvida den icke av endera av de Höga Fördragsslutande Parterna skriftligen blivit uppsagd minst tre månader före utlöpandet av en av dessa ettårsperioder, då uppsägningen träder i kraft vid sagda utlöpande.

Till bekräftande härav hava ovannämnda befullmäktigade ombud underskrivit denna konvention och försett den med sina sigill.

qui sont limitrophes, l'autre Partie aura le droit de réclamer pour ses propres navires les mêmes concessions ou faveurs, à condition qu'elles soient accordées après l'entrée en vigueur de la présente convention.

Article troisième.

Les dispositions de la présente convention ne seront pas applicables aux faveurs accordées, ou qui pourront être accordées, par la Suède au Danemark ou à la Norvège ou à ces deux pays ensemble tant que la Suède n'aura pas accordé les mêmes faveurs à un Etat tiers.

Article quatrième.

La présente convention sera ratifiée par les Hautes Parties contractantes selon les lois de chacun des deux Etats, et les instruments de ratification seront échangés, à Lima, aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur provisoirement le premier décembre mil neuf cent trente-huit et définitivement le jour suivant à celui de l'échange des ratifications.

Elle est conclue pour un nombre illimité de périodes d'une année et se prolongera de l'une à l'autre par tacite reconduction, à moins que d'avoir été dénoncée par écrit par l'une des Hautes Parties contractantes trois mois au moins avant le terme d'une de ces périodes d'une année, pour que la dénonciation prenne effet à ce terme.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessus désignés, ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

otra Parte tendrá derecho de reclamar para sus propias naves las mismas concesiones o prerrogativas, a condición de que estas fueren concedidas después de entrar en vigencia la presente Convención.

Artículo tercero.

Las disposiciones de la presente Convención no serán aplicables a las prerrogativas ya concedidas o que pudieren concederse por Suecia a Dinamarca o a Noruega o a estos dos países conjuntamente, mientras Suecia no hubiere concedido las mismas prerrogativas a un tercer Estado.

Artículo cuarto.

La presente Convención será ratificada por las Altas Partes contratantes según las leyes del respectivo Estado, y los instrumentos de ratificación serán canjeados en Lima tan pronto como fuere posible.

Entrará en vigencia provisionalmente el primero de diciembre de mil novecientos treinta y ocho, y definitivamente el día siguiente al del canje de ratificaciones.

Se la celebra por un número ilimitado de periodos de un año, y se prorrogará de uno a otro tácitamente, a menos que fuere denunciada por escrito por una de las Altas Partes contratantes, siquiera tres meses antes del término de uno de estos periodos de un año, para que la denuncia surta efecto en ese término.

En fé de lo cual los Plenipotenciarios arriba designados, han firmado la presente Convención y han puesto en ella sus sellos.

Som skedde i Quito, i två exemplar, vardera med svensk fransk och kastiliansk text, den elvte november nittonhundratrettioåtta.

Fait à Quito, en double exemplaire, rédigé chacun en textes suédois, français et castillan, le onze novembre mil neuf cent trente-huit.

Hecha en Quito, en doble ejemplar cada uno redactado en los textos sueco, francés y castellano, el once de noviembre de mil novecientos treinta y ocho.

G. REUTERSKIÖLD. J. TOBAR DONOSO.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 14 avril 1939.

Le Chef des Archives p. i.,
C^te^ Lewenhaupt.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4554. — CONVENTION REGARDING NAVIGATION BETWEEN ECUADOR AND SWEDEN. SIGNED AT QUITO, NOVEMBER 11TH, 1938.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and HIS EXCELLENCY THE ACTING CONSTITUTIONAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ECUADOR, being equally desirous of strengthening the bonds of friendship and developing the trade and navigation relations between their respective countries, have decided by common consent to conclude a Navigation Convention and have to that end appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Quito, Monsieur Gunnar August Casimir REUTERSKIÖLD ; and

HIS EXCELLENCY THE ACTING CONSTITUTIONAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ECUADOR :

His Minister for Foreign Affairs, Dr. Julio TOBAR DONOSO ;

Who, having exchanged their respective full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Ships of either of the High Contracting Parties, together with their crews and cargoes, whatever the port whence they arrive and whither they depart, and whatever the origin or destination of their cargoes, shall enjoy unconditionally, within the territory under the sovereignty of the other Party, treatment as favourable as is or shall be accorded to ships — and crews or cargoes — of the

most-favoured nation, in all matters, and especially in regard to the imposition of dues or taxes, whatever their designation, access of ships to harbours, the stations there reserved for them, and loading and unloading.

Article 2.

The above provisions shall not be construed as authorising either of the High Contracting Parties to engage in the coasting trade within the territory under the sovereignty of the other Party or to claim such privileges as have been or may be granted to the coasting trade or the national fisheries.

Should, however, either of the High Contracting Parties permit the ships of one or more States other than adjacent States to engage partially or wholly in the coasting trade within the territory under its sovereignty, the other Party shall have the right to claim for its own ships the same concessions or privileges, provided they are granted after the entry into force of the present Convention.

Article 3.

The provisions of the present Convention shall not apply to privileges which have been or may hereafter be granted by Sweden to Denmark or Norway or to both those two countries together, so long as Sweden has not granted the same privileges to a third State.

Article 4.

The present Convention shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with the laws of each State and the instruments of ratification shall be exchanged at Lima as soon as possible.

It shall come into force provisionally on the first day of December, nineteen hundred and thirty-eight, and definitely on the day after the exchange of ratifications.

It is concluded for an unlimited number of periods of one year and shall be extended from year to year by tacit consent, unless notice to terminate it has been given in writing by one of the High Contracting Parties at least three months before the close of one of the said periods of one year, so that the notice may take effect at that date.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Quito, in duplicate, each copy being drawn up in Swedish, French and Castilian, this eleventh day of November, nineteen hundred and thirty-eight.

G. REUTERSKIÖLD. J. TOBAR DONOSO.

N° 4555.

BELGIQUE ET FRANCE

Protocole relatif aux travailleurs. Signé à Bruxelles, le 6 mars 1939.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement a eu lieu le 22 avril 1939.

BELGIUM AND FRANCE

Protocol regarding Workers. Signed at Brussels, March 6th, 1939.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration took place April 22nd, 1939.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4555. — PROTOCOLE [2] ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE RELATIF AUX TRAVAILLEURS. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 6 MARS 1939.

Les soussignés représentants DU GOUVERNEMENT BELGE et DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS, prenant en considération l'importance et le caractère traditionnel des échanges de travailleurs entre les deux pays, sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

Les deux délégations se déclarent d'accord pour faciliter, dans le cadre de leur législation respective, aux travailleurs de l'un des deux pays qui justifient d'un séjour ininterrompu de cinq ans dans l'autre pays, les changements d'employeur lorsqu'il n'y a pas de changement de profession.

Dans cet ordre d'idées, en ce qui concerne le régime belge, l'employeur ne sera plus tenu d'introduire, auprès du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, la demande d'autorisation prévue par le § 4 de l'article premier de l'arrêté royal du 31 mars 1936, pour la mise au travail de ressortissants français privilégiés déjà porteurs d'un permis de travail A.

Les employeurs seront toutefois tenus de notifier au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale l'embauchage des ressortissants français visés à l'alinéa précédent.

Cette notification s'effectuera par lettre recommandée, déposée à la poste dans les vingt-quatre heures de la mise au travail, et à laquelle sera joint, pour visa, le permis de travail de l'intéressé.

Le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale adressera aux employeurs intéressés un accusé de réception qui vaudra autorisation

[1] Traduction du Bureau international du Travail.

[2] Entré en vigueur le 6 mars 1939.

No. 4555. — PROTOCOL [2] BETWEEN BELGIUM AND FRANCE REGARDING WORKERS. SIGNED AT BRUSSELS, MARCH 6TH, 1939.

The undersigned representatives of THE BELGIAN GOVERNMENT and THE FRENCH GOVERNMENT, taking into consideration the importance and traditional character of exchanges of workers between the two countries, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The two delegations declare that they are agreed to facilitate, within the limits of their respective legislations, changes of employer in the case of workers of one of the two countries who show that they have been resident in the other country for an uninterrupted period of five years, provided that there is no change of occupation.

In so far as concerns the Belgian system, the employer shall no longer be required to apply to the Minister of Labour and Social Welfare for the authorisation provided for in subsection (4) of section 1 of the Royal Order of 31st March, 1936, for the purpose of employing privileged French nationals who already possess an A labour permit.

Nevertheless, employers shall be bound to give notice to the Ministry of Labour and Social Welfare of the engagement of French nationals covered by the last preceding paragraph.

This notice shall be given by registered letter posted not more than 24 hours after the beginning of the employment ; the labour permit of the person concerned shall be attached to the notice for a visa.

The Minister of Labour and Social Welfare shall send a receipt to the employer concerned and shall return the worker's permit duly

[1] Translation of the International Labour Office.

[2] Came into force March 6th, 1939.

d'emploi et leur renverra, dûment visé, le permis du travailleur.

Le Gouvernement belge se réserve toutefois le droit de refuser l'autorisation lorsque l'engagement du ressortissant français ne pourrait s'effectuer que par le congédiement d'un Belge.

Article 2.

La délégation belge déclare que lorsque l'autorisation d'emploi est retirée à l'employeur, par application de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 1er avril 1936, cette mesure n'entraîne pas le retrait ou la suppression du permis de travail, ce document pouvant être immédiatement rendu valable pour le service d'un autre employeur, sur demande de celui-ci et, s'il s'agit d'un permis A, sur simple notification du nouvel employeur comme prévu à l'article premier du présent protocole.

Article 3.

La délégation belge demande que les Belges négligeant ou ignorant leurs obligations en ce qui concerne la délivrance ou le renouvellement de la carte d'identité dont ils doivent être titulaires ne soient pas astreints à des pénalités de retard qui n'existent pas dans la législation belge.

La délégation française ne peut prendre l'engagement demandé, les taux des pénalités de retard étant fixés par la loi, mais déclare que, dans la pratique, les Belges se trouvant dans cette situation bénéficieront de remises ou d'exonérations aussi larges que possible.

Il n'est pas au pouvoir de la délégation française de garantir qu'il ne sera pas fait application aux ressortissants belges résidant en France des dispositions légales d'après lesquelles est sujet à des poursuites judiciaires tout étranger qui n'a pas sollicité la délivrance de sa carte d'identité dans les délais réglementaires.

Par contre, la délégation française se plaît à assurer les représentants du Gouvernement belge que « l'excuse valable » prévue par la loi sera admise pour les ressortissants belges de la façon la plus libérale et la plus indulgente et en tenant compte de toutes les circonstances la justifiant.

Article 4.

Sur la demande de la délégation belge, la délégation française déclare que les travailleurs

countersigned ; the receipt shall be deemed to be equivalent to an authorisation for the employment of the person concerned.

Nevertheless, the Belgian Government reserves the right to refuse to grant the authorisation if the French national could not be engaged without the dismissal of a Belgian.

Article 2.

The Belgian delegation declares that, when an authorisation has been withdrawn from an employer in pursuance of section 16 of the Ministerial Order of 1st April, 1936, this shall not entail the withdrawal or cancelling of the employment permit ; the permit may be at once made valid for employment with another employer on the application of the latter and, in the case of an A permit, without further formality than the giving of notice by the new employer, as provided in section 1 of this Protocol.

Article 3.

The Belgian delegation requests that Belgians who fail to comply with or are unaware of their obligations with respect to the issue or renewal of the identity card which they are required to hold shall not be subject to penalties for delay which do not exist in Belgian legislation.

The French delegation cannot give the undertaking requested inasmuch as the rates of the fines for delay are prescribed by law, but declares that in practice Belgians in this situation shall be granted rebates and exemptions to the widest possible extent.

It is not within the power of the French delegation to guarantee that Belgian nationals resident in France shall be exempted from the application of the statutory provisions in pursuance of which any alien who fails to apply for the issue of his identity card within the prescribed time-limits is liable to prosecution.

On the other hand, the French delegation assures the representatives of the Belgian Government that the "justifiable reason" provided for by the law will be interpreted as liberally as possible in the case of Belgian nationals and with due consideration for the circumstances.

Article 4.

On the request of the Belgian delegation, the French delegation declares that Belgian frontier

frontaliers belges, titulaires depuis six ans d'une carte à validité normale, et désireux de fixer leur domicile en France, obtiendront, en principe, la délivrance d'une carte d'identité de travailleur résidant.

Article 5.

La délégation belge demande l'octroi, à un contingent annuel de jeunes travailleurs belges, de cartes frontalières pour une zone déterminée, sans que les intéressés aient à produire un contrat d'emploi.

L'octroi de ces cartes serait compensé par le retrait d'un nombre correspondant de cartes détenues soit par des frontaliers travaillant actuellement en Belgique, soit par des frontaliers en chômage et qui, en raison de leur âge ou de leur état de santé, ne semblent plus aptes à exercer une activité professionnelle normale.

La délégation française fait remarquer que le renouvellement des cartes des frontaliers belges travaillant comme tels en France depuis moins de six ans à la date d'expiration de validité de leur carte, est nécessairement subordonné à l'état du marché du travail dans la région et la profession intéressées et qu'il n'est pas possible de prévoir un traitement de principe plus favorable en ce qui concerne des ressortissants belges qui demandent pour la première fois la délivrance de la carte de travailleur frontalier.

Sous cette réserve, la délégation française déclare que les demandes introduites par de jeunes frontaliers ayant trouvé un employeur seront examinées avec bienveillance.

Article 6.

Sur la demande de la délégation belge, la délégation française précise que les Belges qui désirent obtenir l'autorisation de travailler en France comme frontaliers ne doivent fournir qu'un certificat de résidence et un certificat de bonne vie et mœurs. Ces attestations peuvent être portées sur la même pièce.

Article 7.

A l'occasion des négociations de juillet 1937 comme au cours de celles qui viennent d'avoir lieu, les deux délégations ont constaté que de nombreuses questions relatives à l'interprétation des accords intervenus entre les deux pays et à l'application des lois et règlements

workers who have been in possession of a card of ordinary validity for the last six years and are desirous of establishing their domicile in France shall, as a rule, be granted resident workers' identity cards.

Article 5.

The Belgian delegation requests that frontier cards for a specified zone shall be issued to an annual quota of young Belgian workers, without the necessity for the persons concerned of producing a contract of employment.

The issue of these cards shall be offset by the withdrawal of a corresponding number of cards held either by frontier workers at present in Belgium or by unemployed frontier workers who, on account of their age or state of health, no longer appear fit to engage in normal occupational activities.

The French delegation points out that the renewal of the cards of Belgian frontier workers who have been employed as such in France for less than six years at the date of the expiration of the validity of their cards is necessarily subject to the state of the labour market in the district and the occupation concerned, and that it is impossible to admit the principle of more favourable treatment in the case of Belgian nationals who apply for the issue of a frontier worker's card for the first time.

Subject to this reservation, the French delegation declares that the applications made by young frontier workers who have found an employer will receive every consideration.

Article 6.

At the request of the Belgian delegation, the French delegation declares that Belgians who desire to obtain an authorisation to work in France as frontier workers shall not be requested to produce any documents other than a residence certificate and a certificate of good character. These certificates may be entered on the same document.

Article 7.

On the occasion of the negotiations held in July 1937 and in the course of the negotiations which have just been held, the two delegations became convinced that numerous questions relating to the interpretation of agreements entered into by the two countries and to the

concernant les travailleurs et les artisans pourraient être réglées par des échanges de vues directs entre des représentants des Services compétents, sans recourir à des conférences dont la préparation nécessite parfois de longs délais.

Elles émettent le vœu que les deux gouvernements décident de créer une commission administrative franco-belge qui se réunirait tout au plus deux fois par an, alternativement à Paris et à Bruxelles, et qui comprendrait, pour chaque pays, un délégué du Ministère des Affaires étrangères, un membre de l'Ambassade de France à Bruxelles ainsi qu'un représentant de l'Ambassade de Belgique à Paris, un délégué du Ministère du Travail et un délégué du Ministère de l'Intérieur (pour la France) et du Ministère de la Justice (pour la Belgique).

Les deux délégations estiment que cette procédure permettrait d'aplanir plus rapidement les difficultés pouvant surgir de l'interprétation des accords, conventions, lois et règlements de chaque pays.

La voie diplomatique continuerait, bien entendu, à être suivie pour la solution des cas d'espèce.

Fait à Bruxelles, le 6 mars 1939.

(S.) F. LAVERS.
(S.) Marcel BERNARD.
(S.) Y. FOURCADE.
(S.) Ed. DE LA CHAUVINIÈRE.

application of laws and regulations relating to workers and handicraftsmen could be regulated by a direct exchange of views between the representatives of the competent services, without having recourse to conferences the preparation for which sometimes entails considerable delay.

The two delegations express the desire that the two Governments concerned should decide to establish a Franco-Belgian Administrative Committee, to meet not more than twice a year in Paris and in Brussels alternatively ; they consider that the said Committee should consist of a delegate of the Ministry of Foreign Affairs of each country, a member of the French Embassy in Brussels, a representative of the Belgian Embassy in Paris, a delegate of the Ministry of Labour in each country, a delegate of the Ministry of the Interior (for France) and of the Ministry of Justice (for Belgium).

The two delegations consider that any difficulties which may arise respecting the interpretation of agreements, conventions and the laws and regulations of each country could be settled more expeditiously by adopting this procedure.

Individual cases would naturally continue to be settled through diplomatic channels as heretofore.

Done at Brussels, this 6th day of March, 1939.

(Signed) F. LAVERS.
(Signed) Marcel BERNARD.
(Signed) Y. FOURCADE.
(Signed) Ed. DE LA CHAUVINIÈRE.

N° 4556.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET MEXIQUE

Echange de notes comportant un accord relatif à l'échange des publications officielles, avec annexes. Washington, les 3 juin et 29 août 1938.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement a eu lieu le 25 avril 1939.

UNITED STATES OF AMERICA AND MEXICO

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Exchange of Official Publications, with Annexes. Washington, June 3rd and August 29th, 1938.

English and Spanish official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration took place April 25th, 1939.

No. 4556. — EXCHANGE OF NOTES[1] BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE GOVERNMENT OF MEXICO CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE EXCHANGE OF OFFICIAL PUBLICATIONS. WASHINGTON, JUNE 3RD AND AUGUST 29TH, 1938.

Nº 4556. — CANJE DE NOTAS[1] ENTRE EL GOBIERNO DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA Y EL GOBIERNO DE MEXICO ESTABLECIENDO UN ACUERDO RELATIVO AL INTERCAMBIO DE PUBLICACIONES OFICIALES. WASHINGTON, 3 DE JUNIO Y 29 DE AGOSTO DE 1938.

I.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, *June 3rd*, 1938.

EXCELLENCY,

I have the honor to refer to the Department's note of April 5th, 1938, and to previous correspondence regarding the conclusion of an Agreement for the exchange of official publications between the Government of the United States of America and the Government of Mexico.

It gives me pleasure to inform Your Excellency that the Government of the United States of America will be glad to undertake a complete exchange of publications with the Government of Mexico to be conducted in accordance with the following provisions :

1. The official exchange office for the transmission of publications of the United States is the Smithsonian Institution. The official exchange office on the part of Mexico is the Departamento Autónomo de Prensa y Publicidad.

2. The exchange sendings shall be received on behalf of the United States by the Library of Congress ; on behalf of Mexico by the Departamento Autónomo de Prensa y Publicidad.

3. The Government of the United States shall furnish regularly in one copy the official publications of its various departments, bureaus, offices, and institutions. Attached is a list of such departments and agencies (List No. 1). This list shall include, without the necessity of subsequent negotiations, any new office that the Government may create in the future.

4. The Government of Mexico shall furnish regularly in one copy the official publications which it issues, of its several departments, bureaus, offices, and institutions. Attached is a list (List No. 2) of the publications which the Departamento Autónomo de Prensa y Publicidad is issuing or intends to issue, a list which remains subject to the modifications that administrative necessities may require and shall include, without the necessity of subsequent negotiations, any new official publications that the Government may issue in the future.

5. With respect to the departments and instrumentalities which at this time do not issue publications and which have not been included in the attached lists, it is understood that publications issued in the future by those offices shall be furnished in one copy.

6. Neither Government shall be obligated by this Agreement to furnish confidential publications, blank forms, or circular letters not of a public nature.

[1] Came into force August 29th, 1938.

[1] Entré en vigueur le 29 août 1938.

7. Each Party to the Agreement shall bear the postal, railroad, steamship, and other charges arising in its own country.

8. Both Parties express their willingness as far as possible to expedite shipments.

9. This Agreement shall not be understood to modify the already existing exchange agreements between the various Government departments of the two countries.

I wish to point out that in entering upon this complete exchange of official publications the Government of the United States assumes that publications of the judicial branches of both Governments as well as those of the other branches are to be included in the exchange.

It is understood that the Agreement shall enter into force upon the receipt of a note from the Embassy indicating that the Government of Mexico is prepared to undertake a complete exchange of publications with the Government of the United States in accordance with the foregoing provisions.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Sumner WELLES,
Acting Secretary of State.

Enclosures :

1. List No. 1.
2. List No. 2.

His Excellency
Señor Dr. Don Francisco Castillo Nájera,
Ambassador of Mexico.

(LIST No. 1)

LIST OF THE VARIOUS DEPARTMENTS AND INSTRUMENTALITIES OF THE UNITED STATES GOVERNMENT THE PUBLICATIONS OF WHICH ARE TO BE FURNISHED, TOGETHER WITH NOTE OF THE PRINCIPAL SERIAL PUBLICATIONS TO BE INCLUDED IN THE EXCHANGE.

AGRICULTURE DEPARTMENT.

Crops and markets, monthly.
Department leaflet.
Farmers' bulletin, irregular.
Journal of agricultural research, semi-monthly.
Miscellaneous publication.
Technical bulletin, irregular.
Yearbook of agriculture, bound.

Agricultural economics bureau :

Agricultural situation, monthly.
Statistical bulletin.
Report, annual.

Agricultural engineering bureau :

Report, annual.

Animal industry bureau :

Service and regulatory announcements.

Biological survey bureau :

North American fauna.
Report, annual.

Chemistry and soils bureau :

Soil survey reports.
Report, annual.

Dairy industry bureau :

Report, annual.

Entomology and plant quarantine bureau :

Report, annual.

Experiment station office :

Experiment station record, monthly.
Report on agricultural experiment stations, annual.

Extension service :

Extension service review, monthly.

Food and drug administration.

Forest service :

Report, annual.

Home economics bureau :

Report, annual.

Information office :

Report, annual.

Plant industry bureau.

Public roads bureau :

Public roads, journal of highway research, monthly.
Report, annual.

Soil conservation service :
Soil conservation, monthly.
Report, annual.

Weather bureau :
Climatological data for U. S., monthly.
Monthly weather review.

CIVIL SERVICE COMMISSION.
Official register of the U. S., annual bound.
Report, annual.

COMMERCE DEPARTMENT.
Annual report of the Secretary of Commerce.

Air commerce bureau.

The Census bureau :
Decennial census.
Biennial census of manufactures.
Birth, stillbirth and infant mortality statistics, annual.
Financial statistics of cities over 100,000, annual.
Financial statistics of state and local governments, annual.
Mortality statistics, annual.
County and city jails, prisoners, annual.
Prisoners in state and federal prisons, annual.

Coast and geodetic survey :
Special publications.

Fisheries bureau :
Bulletin.
Fishery circular.
Investigational report.

Foreign and domestic commerce bureau :
Domestic commerce series.
Survey of current business.
Foreign commerce and navigation, bound annual.
Monthly summary of foreign commerce.
Commerce reports, weekly.
Statistical abstract, annual.
Trade information bulletin.
Trade promotion series.

Lighthouses bureau.

National bureau of standards :
Circular.
Journal of research, monthly.
Technical news bulletin, monthly.

Navigation and steamboat inspection bureau :
Merchant marine statistics, annual.
Merchant vessels of the United States, annual.

Patent office :
Official gazette, weekly.
Index of trademarks, annual.
Index of patents, annual.

Shipping board bureau :
Shipping board bureau reports.

CONGRESS.
Congressional record, bound.
Congressional directory, bound.
Statutes at large, bound.
Code of laws and supplements, bound.

House of representatives :
Journal, bound.
Documents, bound.
Reports, bound.

Senate :
Journal, bound.
Documents, bound.
Reports, bound.

COURT OF CLAIMS.
Report of cases decided.

COURT OF CUSTOMS AND PATENT APPEALS.
Reports (decisions), bound.

DISTRICT OF COLUMBIA.
Reports of the various departments of the local government.

EMPLOYEES' COMPENSATION COMMISSION.
Annual report.

FARM CREDIT ADMINISTRATION.
Annual report.

FEDERAL COMMUNICATIONS COMMISSION.
Annual report.

FEDERAL EMERGENCY ADMINISTRATION OF PUBLIC WORKS.

FEDERAL HOME LOAN BANK BOARD.
Federal home loan bank review, monthly.

FEDERAL HOUSING ADMINISTRATION.
Annual report.

FEDERAL POWER COMMISSION.
Annual report.

FEDERAL RESERVE SYSTEM.
Federal reserve bulletin, monthly.
Annual report.

FEDERAL TRADE COMMISSION.
Annual report.
Decisions, bound.

GENERAL ACCOUNTING OFFICE.
Decisions of comptroller-general, bound.

GOVERNMENT PRINTING OFFICE.
Annual report.
Documents office :
Documents catalog, biennial.
Monthly catalog.

INTERIOR DEPARTMENT.
Annual report.
Decisions.
Education office :
Bulletin.
Pamphlet series.
School life, monthly except July and August.
Vocational education bulletin.
General land office.
Geological survey :
Bulletin.
Professional paper.
Water supply papers.
Mines bureau :
Bulletin.
Minerals yearbook.
Technical paper.
National Park Service.
Reclamation bureau :
Reclamation era, monthly.

INTERSTATE COMMERCE COMMISSION.
Annual report.
Annual report of statistics on railways.
Interstate commerce commission reports (decisions), bound.

JUSTICE DEPARTMENT.
Annual report of the Attorney General.
Opinions of the Attorney General.
Prisons bureau :
Federal offenders, annual.

LABOR DEPARTMENT.
Annual report.
Children's bureau.
Employment service.
Immigration and naturalization service.
Labor standards division :
Bulletin.
Industrial health and safety series.
Labor statistics bureau :
Bulletin.
Monthly labor review.
Women's bureau :
Bulletin.

LIBRARY OF CONGRESS.
Annual report, bound.
Copyright office :
Catalog of copyright entries.
Documents division :
Monthly checklist of state publications.
Legislative reference service :
State law index, biennial, bound.

NATIONAL ACADEMY OF SCIENCES.
Annual report.

NATIONAL ADVISORY COMMITTEE FOR AERONAUTICS.
Annual report.
Bibliography of aeronautics, annual.
Technical reports.

NATIONAL ARCHIVES.

NATIONAL EMERGENCY COUNCIL.
United States Government manual.

NATIONAL LABOR RELATIONS BOARD.
Decisions.

NATIONAL MEDIATION BOARD.
Annual report.

NATIONAL RESOURCES BOARD.
Report.

NAVY DEPARTMENT.
Annual report of the Secretary of the navy.
Engineering bureau.
Marine corps.
Medicine and surgery bureau :
Naval medical bulletin, quarterly.
Annual report of the surgeon general.
Naval war college :
International law situations, annual bound.
Navigation bureau :
Navy directory, quarterly.
Register, annual.
Hydrographic office :
Publications.
Nautical almanac office :
American ephemeris and nautical almanac, annual.
American nautical almanac, annual.
Supplies and accounts bureau :
Naval expenditures, annual.

POST OFFICE DEPARTMENT.
Postal guide, annual with monthly supplements.
Annual report of the Postmaster general.
Postal savings system :
Annual report.

PRESIDENT OF THE UNITED STATES.
Addresses, messages.

RECONSTRUCTION FINANCE CORPORATION.
Report, quarterly.

SECURITIES AND EXCHANGE COMMISSION.
Decisions.
Annual report.

SMITHSONIAN INSTITUTION.
Report, annual.
Ethnology bureau :
Annual report.
Bulletin.
National museum :
Report, annual.

STATE DEPARTMENT.
Arbitration series.
Conference series.
Executive agreement series.
Foreign relations, annual, bound.
Latin American series.
Press releases weekly.
Territorial papers of the United States, bound.
Treaty series.
Treaty information bulletin, monthly.

SUPREME COURT.
Official reports, bound.

TARIFF COMMISSION.
Annual report.
Miscellaneous series.
Reports.

TAX APPEALS BOARD.
Board of tax appeals reports.

TREASURY DEPARTMENT.
Annual report of the Secretary of the treasurer on the state of finances.
Combined statement of receipts, expenditures, balances, etc., annual.
Treasury decisions, bound.
Budget bureau :
Budget annual, bound.
Bookkeeping and warrants division :
Digest of appropriations, annual.
Coast guard :
Register, annual.
Comptroller of the currency :
Annual report.
Internal revenue bureau :
Internal revenue bulletin, weekly.
Annual report of the commissioner of internal revenue.
Statistics of income.
Mint bureau :
Annual report.
Narcotics bureau.
Procurement division.
Public health service :
National institute of health bulletin.
Public health bulletin, irregular.
Public health reports, weekly.
Annual report.
Venereal disease information, monthly.

VETERANS' ADMINISTRATION.
Annual report.
Medical bulletin, quarterly.

WAR DEPARTMENT.
Report of the secretary of war, annual.
Adjutant general's department :
Official army register, annual.
Army list and directory, semi-annual.
Engineer department :
Report of the chief of engineers (incl. commercial statistics on water-borne commerce), annual.
Rivers and harbors board. Port series.
General staff corps.
Insular affairs bureau :
Annual report.
Medical department :
Report of the surgeon general, annual.
Military intelligence division.
National guard bureau.
Ordnance department.
Quartermaster general.
Signal office.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

EMBAJADA DE MEXICO.

5444.

WASHINGTON, D. C., 29 *de agosto de* 1938.

SEÑOR SECRETARIO :

Tengo el honor de referirme a la atenta nota de Vuestra Excelencia, de fecha 3 de junio de 1938, siéndome grato participarle que mi Gobierno se ha servido autorizarme para celebrar con el de los Estados Unidos un Convenio sobre canje de publicaciones oficiales, de acuerdo con las bases siguientes :

1. El Departemento oficial de canje por parte de México es el Departemento Autónomo de Prensa y Publicidad. El Departamento oficial de canje para la transmisión de las publicaciones de los Estados Unidos es el Instituto Smithsoniano.

2. Los envíos de canje serán recibidos, en nombre de México, por el Departamento Autónomo de Prensa y Publicidad ; en nombre de los Estados Unidos por la Biblioteca del Congreso.

3. El Gobierno de los Estados Unidos proporcionará, con regularidad, un ejemplar de las publicaciones oficiales de sus diversos Departamentos, Direcciones, Oficinas e Instituciones. Se agrega una lista de tales departamentos y agencias (Lista No. 1). Esta lista incluirá, sin necesidad de negociaciones subsecuentes, cualquier nueva oficina que el Gobierno pueda crear en lo futuro.

4. El Gobierno de México proporcionará, con regularidad, un ejemplar de las publicaciones oficiales que se editan, correspondientes a sus diversas Secretarías, Departamentos, Direcciones, Oficinas e Instituciones. Se agrega una lista (Lista No. 2) de las publicaciones que el Departamento Autónomo de Prensa y Publicidad edita o proyecta editar, lista que queda sujeta a las modificaciones que las necesidades administrativas impongan, e incluirá, sin necesidad de negociaciones subsecuentes, cualquiera nueva publicación oficial que el Gobierno pueda editar en lo futuro.

[1] Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

II.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

EMBASSY OF MEXICO.

5444.

WASHINGTON, D. C., *August 29th*, 1938.

MR. SECRETARY,

I have the honor to refer to Your Excellency's kind note of June 3rd, 1938, and take pleasure in advising you that my Government has been pleased to authorize me to conclude with the United States Government an Agreement on exchange of official publications, on the following bases :

1. The official department for the exchange on the part of Mexico is the Autonomous Press and Publicity Department. The official agency of exchange for transmission of the United States publications is the Smithsonian Institution.

2. The exchange sendings will be received, in the name of Mexico, by the Autonomous Press and Publicity Department ; in the name of the United States, by the Library of Congress.

3. The United States Government will regularly furnish one copy of the official publications of its various departments, directorates, offices, and institutions. A list of such departments and agencies is attached (List No. 1). This list will include, without necessity of subsequent negotiations, any new office which the Government may create in the future.

4. The Government of Mexico will regularly furnish one copy of the official publications which are published, corresponding to its various secretariats, departments, directorates, offices, and institutions. A list is attached (List No. 2) of the publications which the Autonomous Press and Publicity Department publishes or plans to publish, which list is subject to the modifications which administrative necessities may impose, and will include, without necessity of subsequent negotiations, any new official publication which the Government may publish in the future.

[1] Translation of the Government of the United States of America.

5. Con respecto a los departamentos y agencias que en la actualidad no editan publicaciones, y que no hayan sido mencionados en las listas anexas, queda entendido que se proporcionará un ejemplar de las publicaciones que dichas oficinas editen en lo futuro.

6. Ninguno de los dos Gobiernos quedará obligado, por este Convenio, a proporcionar publicaciones confidenciales, esqueletos o circulares que no sean de carácter público.

7. Cada una de las Partes que celebran este acuerdo cubrirá los gastos de correo, ferrocarriles, barcos y otros que se originen en su propio país.

8. Ambas Partes manifiestan su deseo de facilitar la prontitud de sus remesas en cuanto fuere posible.

9. Queda entendido que este Convenio no modificará los arreglos que ya existan para el canje de publicaciones entre diversas dependencias de los Gobiernos de ambos países.

De acuerdo con la atenta nota de Vuestra Excelencia a que me vengo refiriendo, tengo el honor de manifestarle que el Gobierno de México entiende que, al entrar en vigor este Convenio sobre canje de publicaciones oficiales, también quedarán incluidas las publicaciones de la Rama Judicial de ambos Gobiernos, así como las publicaciones de cualquier otra Rama de los mismos.

En vista de lo anterior y según el tenor del último párrafo de la nota de Vuestra Excelencia de fecha 3 de junio de 1938, ruego a Vuestra Excelencia se sirva considerar que, a partir de la fecha de recibo de la presente, mi Gobierno está dispuesto a establecer el canje de publicaciones oficiales con el Gobierno de los Estados Unidos de América.

Sírvase aceptar Vuestra Excelencia las seguridades de mi consideración más alta y distinguida.

F. CASTILLO NÁJERA,
Embajador.

Excelentísimo señor Cordell Hull,
Secretario de Estado,
etc., etc., etc.

5. With respect to the departments and agencies which at present do not issue any publications, and which have not been mentioned on the attached lists, it is understood that a copy of any publications which the said offices may issue in the future will be furnished.

6. Neither of the two Governments will be obliged by this Agreement to furnish confidential publications, forms, or circulars which are not of public character.

7. Each of the Parties concluding this Agreement will pay the expenses of the mails, railways, vessels, and other expenses which originate in its own country.

8. Both Parties express their desire to facilitate the promptness of their sendings as much as possible.

9. It is understood that this Agreement will not modify the arrangements which already exist for the exchange of publications between various agencies of the Governments of both countries.

In accordance with Your Excellency's kind note to which I have been referring, I have the honor to advise you that the Government of Mexico understands that, upon the entrance into force of this Agreement on exchange of official publications, the publications of the judicial branch of both Governments will also be included as well as the publications of any other branch of the said Governments.

In view of the foregoing and according to the last paragraph of Your Excellency's note of June 3rd, 1938, I beg Your Excellency to be pleased to consider that, on and after the date of receipt of this note, my Government is prepared to establish the exchange of official publications with the Government of the United States of America.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest and most distinguished consideration.

F. CASTILLO NÁJERA,
Ambassador.

His Excellency
Mr. Cordell Hull,
Secretary of State.

(LISTA Nº 2)

LISTA DE PUBLICACIONES QUE EL GOBIERNO DE MEXICO SE COMPROMETE A ENVIAR EN CANJE AL GOBIERNO DE LOS ESTADOS UNIDOS.

Política	(Pendiente)
Revista Jurídica	Mensual.
Agricultura	Bimestral.
Irrigación en México	Mensual.
Protección a la Naturaleza	Mensual.
Boletín del Departamento Forestal y de Caza y Pesca	Cada cuatro meses.
Boletín Jurídico Militar	Mensual.
Revista del Ejército	Mensual.
Revista Naval Militar	Mensual.
Revista de Polo	Mensual.
Boletín del Instituto de Higiene	Sin periodicidad.
Sociedades y Crédito	(Pendiente)
Revista de Estadística	Mensual.
Revista de Industria	(Pendiente)
Revista de Ingeniería	Mensual.
Revista de Educación	Mensual.
Anales del Museo Nacional	Anual.
Boletín del Museo Nacional	Trimestral.
Boletín del Archivo General de la Nación	Mensual.
Revista del Trabajo	Mensual.
Revista de Hacienda	Mensual.
Indicator Postal y Telegráfico	Mensual.
Mercado Agrícola Ganadero	Semanal.
Boletín de Aeronáutica	Sin periodicidad.
El Soldado	Mensual.
El Maestro Rural	Mensual.
El Campesino	Mensual.
Palomilla	Quincenal.
Mexican Art and Life	Trimestral.
Educación Física	Mensual.

(LIST No. 2)

LIST OF PUBLICATIONS WHICH THE GOVERNMENT OF MEXICO UNDERTAKES TO SEND IN EXCHANGE TO THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES.

Política	(Pending)
Revista Jurídica	Monthly.
Agricultura	Bi-monthly.
Irrigación en México	Monthly.
Protección a la Naturaleza	Monthly.
Boletín del Departamento Forestal y de Caza y Pesca	Every four months.
Boletín Jurídico Militar	Monthly.
Revista del Ejército	Monthly.
Revista Naval Militar	Monthly.
Revista de Polo	Monthly.
Boletín del Instituto de Higiene	Irregular
Sociedades y Crédito	(Pending)
Revista de Estadística	Monthly.
Revista de Industria	(Pending)
Revista de Ingeniería	Monthly.
Revista de Educación	Monthly.
Anales del Museo Nacional	Annual.
Boletín del Museo Nacional	Quarterly.
Boletín del Archivo General de la Nación	Monthly.
Revista del Trabajo	Monthly.
Revista de Hacienda	Monthly.
Indicador Postal y Telegráfico	Monthly.
Mercado Agrícola Ganadera	Weekly.
Boletín de Aeronáutica	Irregular
El Soldado	Monthly.
El Maestro Rural	Monthly.
El Campesino	Monthly.
Palomilla	Semi-monthly.
Mexican Art and Life	Quarterly.
Educación Física	Monthly.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,

Director of Personnel.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4556. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DU MEXIQUE COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES. WASHINGTON, LES 3 JUIN ET 29 AOUT 1938.

I.

DÉPARTEMENT D'ETAT.

WASHINGTON, *le* 3 *juin* 1938.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de me référer à la note du Département d'Etat, en date du 5 avril 1938, et à la correspondance antérieure, concernant la conclusion d'un accord pour l'échange de publications officielles entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Mexique.

J'ai le plaisir d'informer Votre Excellence que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique instituera volontiers, avec le Gouvernement du Mexique, un échange complet de publications, qui sera assuré dans les conditions suivantes :

1. Le service officiel d'échange chargé de la transmission des publications des Etats-Unis est la « Smithsonian Institution ». Le service officiel d'échange, au Mexique, est le Département autonome de la presse et de la publicité.

2. Les envois effectués à titre d'échange seront reçus, pour le compte des Etats-Unis, par la Bibliothèque du Congrès et, pour le compte du Mexique, par le Département autonome de la presse et de la publicité.

3. Le Gouvernement des Etats-Unis fournira régulièrement, en un seul exemplaire, les publications officielles des départements, bureaux, offices et institutions figurant dans la liste n° 1 ci-jointe. Cette liste comprendra, sans qu'il soit nécessaire de procéder à de nouvelles négociations, tout nouvel office créé ultérieurement par le gouvernement.

4. Le Gouvernement du Mexique fournira régulièrement, en un seul exemplaire, les publications officielles émanant de ses départements, bureaux, offices et institutions. La liste n° 2, ci-jointe, des publications que le Département autonome de la presse et de la publicité fait paraître ou a l'intention de faire paraître, pourra subir telles modifications qu'exigeront les nécessités administratives et comprendra, sans qu'il soit nécessaire de procéder à de nouvelles négociations, toute nouvelle publication officielle que le gouvernement pourra éditer à l'avenir.

5. En ce qui concerne les départements et services qui, à l'heure actuelle, ne font pas paraître de publications et qui ne figurent pas dans les listes ci-jointes, il est convenu que les publications qu'ils pourront faire paraître ultérieurement seront fournies en un seul exemplaire.

6. Le présent accord n'oblige aucun des deux gouvernements à fournir des publications confidentielles, des formules en blanc ou des circulaires de caractère non public.

7. Chacune des Parties assumera les frais de transport par poste, chemin de fer ou bateau ainsi que les autres frais encourus dans son propre pays.

8. Les deux Parties se déclarent disposées à faciliter dans la mesure du possible l'envoi des publications.

9. Le présent accord n'affecte en aucune manière les conventions d'échange existant déjà entre les diverses administrations d'Etat des deux pays.

Je tiens à préciser que, en participant à cet échange complet de publications officielles, le Gouvernement des Etats-Unis considère que les publications des services judiciaires des deux gouvernements aussi bien que celles des autres services seront comprises dans l'échange.

Il est entendu que l'accord entrera en vigueur dès réception d'une note de l'ambassade indiquant que le Gouvernement mexicain est prêt à instituer un échange complet de publications avec le Gouvernement des Etats-Unis conformément aux dispositions qui précèdent.

Veuillez agréer, etc.

Sumner WELLES,
Secrétaire d'Etat en exercice.

Annexes :
1. Liste N° 1.
2. Liste N° 2.

Son Excellence Monsieur Francisco Castillo Nájera,
Ambassadeur du Mexique.

LISTE N° 1

LISTE DES DIVERS DÉPARTEMENTS ET SERVICES DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS DONT LES PUBLICATIONS DEVRONT ETRE FOURNIES ET DES PRINCIPALES PUBLICATIONS PÉRIODIQUES QUI DOIVENT ETRE COMPRISES DANS L'ÉCHANGE.

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE :

Récoltes et marchés, mensuel.
Brochure du Département.
Bulletin du fermier (paraît irrégulièrement).
Journal des recherches agricoles (bimensuel).
Publications diverses.
Bulletin technique (paraît irrégulièrement).
Annuaire de l'Agriculture, relié.

Bureau de l'économie agricole :

Situation agricole, mensuel.
Bulletin statistique.
Rapport, annuel.

Bureau du génie agricole :

Rapport, annuel.

Bureau de l'industrie animale :

Annonces de service et annonces réglementaires.

Bureau des travaux biologiques :

Faune de l'Amérique du Nord.
Rapport, annuel.

Bureau du service chimique et des terrains :

Rapports sur les conditions des terrains.
Rapport, annuel.

Bureau de l'industrie laitière :

Rapport, annuel.

Bureau d'entomologie et de quarantaine des végétaux :

Rapport, annuel.

Office des stations d'expérimentation :

Compte rendu des stations d'expérimentation, mensuel.
Rapport sur les stations d'expérimentation agricole, annuel.

Service d'extension :

Revue du service d'extension, mensuelle.

Administration de l'alimentation et des drogues :

Service forestier :

Rapport, annuel.

Bureau de l'économie nationale :

Rapport, annuel.

Office d'information :

Rapport, annuel.

Bureau des plantations industrielles :

Bureau des voies publiques :

Voies publiques, journal des recherches relatives aux ponts et chaussées, mensuel.
Rapport, annuel.

Service de conservation du sol :

Conservation du sol, mensuel.
Rapport, annuel.

Bureau météorologique :

Données climatologiques pour les Etats-Unis, mensuel.
Revue météorologique mensuelle.

COMMISSION DES SERVICES ADMINISTRATIFS :

Registre officiel des Etats-Unis, annuel, relié.
Rapport, annuel.

DÉPARTEMENT DU COMMERCE :

Rapport annuel du Secrétaire du commerce.

Bureau du commerce aérien :

Bureau du recensement :

Recensement décennal.
Recensement biennal des manufactures.
Statistiques de la natalité, de la mortinatalité et de la mortalité infantile, annuel.
Statistiques financières des villes de plus de 100.000 habitants, annuel.
Statistiques financières des gouvernements des États et des gouvernements locaux, annuel.
Statistiques de mortalité, annuel.
Prisons de comté et prisons municipales, prisonniers, annuel.
Prisonniers dans les prisons d'Etat et les prisons fédérales, annuel.

Service côtier et service géodésique :

Publications spéciales.

Bureau des pêcheries :

Bulletin
Circulaire sur les pêcheries.
Rapport d'enquête.

Bureau du commerce extérieur et intérieur :

Recueil de publications sur le commerce intérieur.
Revue des affaires courantes.
Commerce extérieur et navigation, relié, annuel.
Résumé mensuel du commerce extérieur.
Rapports commerciaux, hebdomadaires.
Relevé statistique, annuel.
Bulletin d'information commerciale.
Recueil de publications sur le développement commercial.

Bureau des phares :

Bureau national des étalons :

Circulaire.
Journal des recherches, mensuel.
Bulletin de nouvelles techniques, mensuel.

Bureau de l'inspection de la marine et de la navigation :

Statistiques de la marine marchande, annuel.
Les navires marchands des Etats-Unis, annuel.

Office des brevets :

Gazette officielle, hebdomadaire.
Index des marques de fabrique, annuel.
Index des brevets, annuel.

Bureau de la marine marchande :

Rapports du bureau de la marine marchande.

CONGRÈS :

Archives du Congrès, relié.
Répertoire du Congrès, relié.
Lois et règlements, relié.
Code des lois et suppléments, relié.

Chambre des représentants :

Journal, relié.
Documents, relié.
Rapports, relié.

Sénat :

Journal, relié.
Documents, relié.
Rapports, relié.

« COURT OF CLAIMS » :

Rapport sur les affaires jugées.

COUR D'APPEL EN MATIÈRE DE DOUANES ET DE BREVETS :

Rapports (décisions), relié.

DISTRICT DE COLUMBIA :

Rapports des divers départements du gouvernement local.

COMMISSION D'INDEMNISATION DES EMPLOYÉS :

Rapport annuel.

ADMINISTRATION DU CRÉDIT AGRICOLE :

Rapport annuel.

COMMISSION FÉDÉRALE DES COMMUNICATIONS :

Rapport annuel.

ADMINISTRATION FÉDÉRALE D'URGENCE DES TRAVAUX PUBLICS :

« FEDERAL HOME LOAN BANK BOARD » :

« Federal home loan bank review », mensuelle.

ADMINISTRATION FÉDÉRALE DE L'HABITATION :

Rapport annuel.

COMMISSION FÉDÉRALE DES FORCES MOTRICES :

Rapport annuel.

SYSTÈME FÉDÉRAL DE RÉSERVE :

« Federal reserve bulletin », mensuel.
Rapport annuel.

COMMISSION FÉDÉRALE DU COMMERCE :

Rapport annuel.
Décisions, relié.

OFFICE DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE :

Décisions du contrôleur général, relié.

IMPRIMERIE NATIONALE :

Rapport annuel.

Service des documents :
Catalogue des documents, biennal.
Catalogue mensuel.

DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR :
Rapport annuel.
Décisions.

Office de l'éducation :
Bulletin.
Recueil de brochures.
La vie scolaire, mensuel, sauf juillet et août.
Bulletin de l'enseignement professionnel.

Office général foncier :

Service géologique :
Bulletin.
Journal professionnel.
Documents concernant le service des eaux.

Bureau des mines :
Bulletin.
Annuaire des minerais.
Journal technique.

Service du parc national :

Bureau des récupérations :
« Reclamation era », mensuel.

COMMISSION DU COMMERCE ENTRE LES ETATS DE L'UNION :
Rapport annuel.
Rapport annuel de statistique des chemins de fer.
Rapports (décisions) de la Commission du Commerce entre les Etats, relié.

DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE :
Rapport annuel de l'« Attorney General ».
Avis de l'« Attorney General ».

Bureau des prisons :
Délits contre les lois fédérales, annuel.

DÉPARTEMENT DU TRAVAIL :
Rapport annuel.

Bureau de l'enfance :

Service de l'emploi :

Service de l'immigration et de la naturalisation :

Division des normes du travail :
Bulletin.
Recueil de publications sur l'hygiène industrielle et la sécurité du travail.

Bureau des statistiques du travail :
Bulletin.
Revue mensuelle du travail.

Bureau de la femme :
Bulletin.

BIBLIOTHÈQUE DU CONGRÈS :
Rapport annuel, relié.

Bureau des droits d'auteur :
Catalogue des inscriptions au registre des droits d'auteur.

Division des documents :
Relevé mensuel des publications des Etats.

Service de documentation législative :
Index des lois des Etats, biennal, relié.

ACADÉMIE NATIONALE DES SCIENCES :
Rapport annuel.

COMMISSION CONSULTATIVE NATIONALE DE L'AÉRONAUTIQUE :
Rapport annuel.
Bibliographie de l'aéronautique, annuel.
Rapports techniques.

ARCHIVES NATIONALES :

CONSEIL NATIONAL D'URGENCE :
Manuel du Gouvernement des Etats-Unis.

BUREAU NATIONAL DES RELATIONS OUVRIÈRES :
Décisions.

BUREAU NATIONAL DE MÉDIATION :
Rapport annuel.

COMMISSION DES RESSOURCES NATIONALES :
Rapport.

DÉPARTEMENT DE LA MARINE :
Rapport annuel du secrétaire de la marine.

Bureau du génie maritime :

Infanterie et artillerie de marine :

Bureau de médecine et de chirurgie :
Bulletin de la médecine navale, trimestriel.
Rapport annuel du chirurgien général.

Ecole de guerre navale :
Précédents de droit international, annuel, relié.

Bureau de la navigation :
Répertoire de la marine, trimestriel.
Registre, annuel.

Office hydrographique :
Publications.

Office de l'Almanach maritime :
Ephémérides et almanach maritime des Etats-Unis, annuel.
Almanach maritime des Etats-Unis, annuel.

Bureau des fournitures et de la comptabilité :
Dépenses navales, annuel.

DÉPARTEMENT DES POSTES :
Guide postal, annuel avec des suppléments mensuels.
Rapport annuel du ministre des P. T. T.
Caisse d'épargne postale :
Rapport annuel.

PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS :
Discours, messages.

« RECONSTRUCTION FINANCE CORPORATION » :
Rapport, trimestriel.

« SECURITIES AND EXCHANGE COMMISSION » :
Décisions.
Rapport annuel.

« SMITHSONIAN INSTITUTION » :
Rapport, annuel.
Bureau d'ethnologie :
Rapport annuel.
Bulletin.
Musée national :
Rapport, annuel.

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES :
Recueil des arbitrages.
Recueil des conférences.
Recueil des règlements d'application.
Affaires étrangères, annuel, relié.
Recueil des publications relatives à l'Amérique latine.
Communiqués à la presse, hebdomadaire.
« Territorial papers » des Etats-Unis, relié.
Recueil des Traités.
Bulletin d'information sur les traités, mensuel.

COUR SUPRÊME :
Rapports officiels, reliés.

COMMISSION DES TARIFS DOUANIERS :
Rapport annuel.
Publications diverses.
Rapports.

BUREAU DES APPELS EN MATIÈRE FISCALE :
Rapports du bureau.

DÉPARTEMENT DE LA TRÉSORERIE :
Rapport annuel du secrétaire de la Trésorerie sur l'état des finances.
Exposé combiné des recettes, dépenses, balances, etc., annuel.
Décisions de la Trésorerie, relié.
Bureau du budget :
Budget, annuel, relié.
Comptabilité et division des « warrants » :
Recueil des ouvertures de crédit, annuel.
Service des garde-côtes :
Registre, annuel.
Contrôleur de la monnaie :
Rapport annuel.
Bureau des recettes intérieures :
Bulletin des recettes intérieures, hebdomadaire.
Rapport annuel du commissaire aux recettes intérieures.
Statistique des revenus.
Bureau de la monnaie :
Rapport annuel.
Bureau des stupéfiants :
Service des fournitures :
Bureau de l'hygiène publique :
Bulletin de l'Institut national d'hygiène publique.
Bulletin d'hygiène publique (paraît irrégulièrement).
Rapports sur l'hygiène publique, hebdomadaires.
Rapport annuel.
Informations sur les maladies vénériennes, mensuel.

ADMINISTRATION DES VÉTÉRANS :
Rapport annuel.
Bulletin médical, trimestriel.

DÉPARTEMENT DE LA GUERRE :
Rapport du secrétaire à la Guerre, annuel.
Département de l'adjudant général :
Registre officiel de l'armée, annuel.
Liste et répertoire de l'armée, semestriel.
Département du génie :
Rapport du directeur du génie (y compris les statistiques commerciales sur le commerce maritime et fluvial), annuel.
Conseil des rivières et des ports. Recueil des ports.
Corps d'état-major général :
Bureau des affaires insulaires :
Rapport annuel.
Service de santé :
Rapport du chirurgien général, annuel.
Service des renseignements militaires :
Bureau de la garde nationale :
Bureau du matériel et des dépôts (Ordnance) :
Quartier-maître général :
Office de signalisation :

AMBASSADE DU MEXIQUE. II.

5444. WASHINGTON, D. C., *le 29 août* 1938.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

J'ai l'honneur de répondre à la note de Votre Excellence, en date du 3 juin 1938, et je suis heureux de vous informer que mon gouvernement a bien voulu m'autoriser à conclure avec le Gouvernement des Etats-Unis un accord sur l'échange de publications officielles, aux conditions suivantes :

1. Le service officiel d'échange, au Mexique, est le Département autonome de la presse et de la publicité. Le service officiel d'échange chargé de la transmission des publications des Etats-Unis est la « Smithsonian Institution ».

2. Les envois effectués à titre d'échange seront reçus, au nom du Mexique, par le Département autonome de la presse et de la publicité et, au nom des Etats-Unis, par la Bibliothèque du Congrès.

3. Le Gouvernement des Etats-Unis fournira régulièrement, en un seul exemplaire, les publications officielles des divers départements, directions, offices et institutions figurant dans la liste nº 1 ci-jointe. Cette liste comprendra, sans qu'il soit nécessaire de procéder à de nouvelles négociations, tout nouvel office créé ultérieurement par le gouvernement.

4. Le Gouvernement mexicain fournira régulièrement, en un seul exemplaire, les publications officielles émanant de ses divers secrétariats, départements, directions, offices et institutions. La liste nº 2, ci-jointe, des publications que le Département autonome de la presse et de la publicité fait paraître ou se propose de faire paraître pourra subir telles modifications qu'exigeront les nécessités administratives et comprendra, sans qu'il soit nécessaire de procéder à de nouvelles négociations, toute nouvelle publication officielle que le gouvernement pourra faire paraître à l'avenir.

5. En ce qui concerne les départements et institutions qui, à l'heure actuelle, ne font pas paraître de publications et qui n'ont pas été mentionnés dans les listes ci-jointes, il est convenu que les publications qu'ils pourront faire paraître ultérieurement seront fournies en un exemplaire.

6. Le présent accord n'oblige aucun des deux gouvernements à fournir des publications confidentielles, des formules en blanc ou des circulaires de caractère non public.

7. Chacune des deux Parties assumera les frais de transport par poste, chemin de fer ou bateau ainsi que les autres frais encourus dans son propre pays.

8. Les deux Parties se déclarent disposées à faciliter dans la mesure du possible l'envoi des publications.

9. Il est convenu que le présent accord n'affecte en aucune manière les conventions d'échange de publications existant déjà entre les diverses administrations des gouvernements des deux pays.

Conformément à la note de Votre Excellence à laquelle je me réfère, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement mexicain considère que, à partir de l'entrée en vigueur du présent accord sur l'échange des publications officielles, les publications des services judiciaires des deux gouvernements seront également comprises aussi bien que les publications de tous autres services desdits gouvernements.

En considération de ce qui précède, et conformément au dernier alinéa de la note de Votre Excellence en date du 3 juin 1938, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que, dès la réception de la présente note, mon gouvernement sera prêt à mettre en application l'échange de publications officielles avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Veuillez agréer, etc.

F. CASTILLO NÁJERA,
Ambassadeur.

Son Excellence Monsieur Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat,
etc., etc., etc.

No. 4556

LISTE N° 2

LISTE DES PUBLICATIONS QUE LE GOUVERNEMENT MEXICAIN S'ENGAGE A ENVOYER A TITRE D'ÉCHANGE AU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS.

Política	(en suspens)
Revista Jurídica	mensuelle
Agricultura	bimestrielle
Irrigación en México	mensuelle
Protección a la Naturaleza	mensuelle
Boletín del Departamento Forestal y de Caza y Pesca	tous les quatre mois
Boletín Jurídico Militar	mensuel
Revista del Ejército	mensuelle
Revista Naval Militar	mensuelle
Revista de Polo	mensuelle
Boletín del Instituto de Higiene	irrégulier
Sociedades y Crédito	(en suspens)
Revista de Estadística	mensuelle
Revista de Industria	(en suspens)
Revista de Ingeniería	mensuelle
Revista de Educación	mensuelle
Anales del Museo Nacional	annuelles
Boletín del Museo Nacional	trimestriel
Boletín del Archivo General de la Nación	mensuel
Revista del Trabajo	mensuelle
Revista de Hacienda	mensuelle
Indicador Postal y Telegráfico	mensuel
Mercado Agrícola Ganadero	hebdomadaire
Boletín de Aeronáutica	irrégulier
El Soldado	mensuel
El Maestro Rural	mensuel
El Campesino	mensuel
Palomilla	bimensuelle
Mexican Art and Life	trimestrielle
Educación Física	mensuelle

N° 4557.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL

Accord relatif à une mission militaire des Etats-Unis d'Amérique au Brésil. Signé à Rio de Janeiro, le 12 novembre 1938.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement a eu lieu le 25 avril 1939.

UNITED STATES OF AMERICA AND UNITED STATES OF BRAZIL

Agreement concerning a Military Mission of the United States of America to Brazil. Signed at Rio de Janeiro, November 12th, 1938.

English and Portuguese official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration took place April 25th, 1939.

No. 4557. — AGREEMENT [1] BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE UNITED STATES OF BRAZIL CONCERNING A MILITARY MISSION OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO BRAZIL. SIGNED AT RIO DE JANEIRO, NOVEMBER 12TH, 1938.

In conformity with the statement made in the communication, dated February 2nd, 1938, from the Minister of State for Foreign Affairs of Brazil to the Ambassador of the United States of America at Rio de Janeiro, that the President of the United States of Brazil has agreed that the contract of the American Military Mission, provided for in the Military Mission Agreement [2] between the two countries, signed at Rio de Janeiro on November 12th, 1936, which will expire on November 12th, 1938, should be extended for two more years, and certain modifications in that Agreement having been accepted by the Secretary of War of the United States of America, and by the Minister of War of the United States of Brazil with the approval of the President of the United States of Brazil, the President of the United States of America, by virtue of the authority conferred by the Act of Congress, approved May 19th, 1926, entitled " An Act to authorize the President to detail officers and enlisted men of the United States Army, Navy, and Marine Corps to assist the Governments of the Latin American Republics in military and naval matters", as amended by an Act of May 14th, 1935, to include the Commonwealth of the Philippine Islands, has authorized the continuance of the detail of officers constituting an American Military Mission to Brazil, upon the following agreed conditions :

[1] Came into force November 12th, 1938.

[2] Vol. CLXXVI, page 133, of this Series.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 4557. — ACÔRDO [1] ENTRE OS GOVERNOS DOS ESTADOS UNIDOS DA AMERICA E DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL SOBRE A MISSÃO MILITAR DOS ESTADOS UNIDOS DA AMERICA NO BRASIL. ASSINADO NO RIO DE JANEIRO, EM 12 DE NOVEMBRO DE 1938.

De conformidade com a declaração contida na nota, datada de 2 de Fevereiro de 1938, do Ministro de Estado das Relações Exteriores do Brasil ao Embaixador dos Estados Unidos da América no Rio de Janeiro, de que o Presidente dos Estados Unidos do Brasil havia concordado em que o contrato da Missão Militar Americana, previsto no acôrdo [2] militar entre os dois países, assinado no Rio de Janeiro em 12 de Novembro de 1936 e a expirar no dia 12 de Novembro de 1938, seria prorrogado por mais dois anos, e havendo o Secretário da Guerra dos Estados Unidos da América e o Ministro da guerra dos Estados Unidos do Brasil, com a aprovação do Presidente dos Estados Unidos do Brasil, aceito a introdução de certas modificações no referido acôrdo, o Presidente dos Estados Unidos da América, usando das atribuições conferidas pela Lei do Congresso, aprovada em 19 de Maio de 1926, e intitulada : « Lei que autoriza o Presidente a designar oficiais e praças do Exército, da Armada e do Corpo de Fuzileiros Navais dos Estados Unidos, para assistirem os Governos das Repúblicas Latino-Americanas em assuntos militares e navais », e alterada pela Lei de 14 de Maio de 1935, para incluir o « Commonwealth » das Ilhas Filipinas, autoriza a continuação das funções dos oficiais que constituem a Missão Militar americana no Brasil, sob as seguintes condições contratuais :

[1] Entré en vigueur le 12 novembre 1938.

[2] Vol. CLXXVI, page 133, de ce recueil.

TITLE I. — PURPOSE AND DURATION.

Article 1.

The purpose of the Mission is to cooperate with the General Staff, Office of the Chief of Coast Defense and officers of the Brazilian Army in the development and functioning of the Coast Artillery Instruction Center, to superintend the courses and assist in the instruction. The Mission will also have charge of the courses and assist in the instruction of the subjects of Permanent Fortification, Ordnance and Chemical Warfare at the Technical School.

Article 2.

This Mission shall continue for two years from the date of the signing of this Agreement by the accredited representatives of the Governments of the United States of America and the United States of Brazil.

Article 3.

If the Government of Brazil should desire that the service of the Mission should be extended, in whole or in part, beyond the period stipulated, a proposal to that effect must be made six months before the expiration of this Agreement.

Article 4.

If it should be necessary, in the interest of either one of the two Governments, that the present contract or its extension be terminated before the time specified, the Government so desiring must give notice to the other three months in advance.

Article 5.

It is herein stipulated and agreed that while the Mission shall be in operation under this Agreement, or under an extension thereof, the Government of Brazil will not engage the services of any Mission or personnel of any other foreign Government for the duties and purposes contemplated by this Agreement.

TITLE II. — COMPOSITION AND PERSONNEL.

Article 6.

The Mission will be composed of five officers of the Regular Army of the United States of America as follows: one Colonel or Lieutenant-Colonel of Coast Artillery; one Major or Captain of Coast Artillery; one Lieutenant-

TÍTULO I. — FIM E DURAÇÃO.

Art. 1.

O fim da Missão é cooperar com o Estado Maior do Exército, com a Inspetoria de Defesa de Costa e com Oficiais do Exército brasileiro, no desenvolvimento e funcionamento do Centro de Instrução de Artilharia de Costa, superintender os cursos e auxiliar a instrução. A Missão terá também a seu cargo os cursos de Fortificação Permanente, Material Bélico e Guerra Química na Escola Técnica do Exército, onde auxiliará a respectiva instrução.

Art. 2.

Esta Missão durará dois anos a partir da data da assinatura dêste acôrdo pelos representantes autorizados dos Governos dos Estados Unidos do Brasil e dos Estados Unidos da América.

Art. 3.

Se o Govêrno do Brasil desejar que o serviço da Missão se prolongue, no todo ou em parte, além do período estipulado, uma proposta para êsse fim deverá ser feita seis meses antes do termo dêste contrato.

Art. 4.

Se fôr necessário, no interêsse de qualquer dos dois Governos, que o presente contrato, ou seu prolongamento, termine antes do tempo especificado, o Govêrno que o desejar deverá notificá-lo ao outro três meses antes.

Art. 5.

E' aqui estipulado e acordado que, enquanto a Missão funcionar sob êste acôrdo, ou seu prolongamento, o Govêrno do Brasil não contratará os serviços de qualquer Missão ou pessoal de qualquer outro Govêrno estrangeiro para as funções e fins tratados neste acôrdo.

TÍTULO II. — COMPOSIÇÃO E PESSOAL.

Art. 6.

A Missão compor-se-á de cinco officiais do Exército dos Estados Unidos da América, a saber: um Coronel ou Tenente-Coronel de Artilharia de Costa; um Major ou Capitão de Artilharia de Costa; um Tenente-Coronel ou

Colonel or Major of Engineers ; one Major or Captain of Ordnance ; and one Major or Captain of the Chemical Warfare Service. The senior Coast Artillery Officer will be Chief of the Mission, who will assure normally the direct relations of the Mission with the Minister of War and the Chief of Staff of the Army.

Article 7.

Any additions to the personnel of the Mission that may be considered advisable or necessary shall be considered as an addendum to this Agreement.

TITLE III. — DUTIES, RANK AND PRECEDENCE.

Article 8.

The members of the Mission shall be responsible solely to the Brazilian Ministry of War through the Chief of the Mission and shall act as tactical and technical advisers to the Chief of the General Staff and Chief of Coast Defense for the questions of organization and instruction in all matters pertaining to Coast Defense, Permanent Fortification, and Chemical Warfare.

Article 9.

It shall be the duty of the members of the Mission, under the direction of the Chief of the Mission, to advise technically the Commandant of the Coast Artillery Center of Instruction and the Commandant of the Technical School and cooperate with them in all matters pertaining to Coast Defense, Permanent Fortification, Ordnance Material, and Chemical Warfare, as well as prescribing the courses in these subjects and assisting in the instruction.

Article 10.

In case of war between Brazil and any other nation, the Mission shall terminate within thirty days. In case of civil war no member of the Mission shall take part in the operations in any respect.

Article 11.

The members of the Mission shall each receive one extra grade or rank above the rank they hold in the Army of the United States of America, while serving on the Mission. Their precedence with respect to Brazilian Officers and Officers of other foreign Missions shall be in accordance with their extra grade

Major de Engenharia ; um Major ou Capitão especializado em Matrial Bélico ; um Major ou Capitão do Serviço de Guerra Química. O oficial mais antigo de Artilharia de Costa será o Chefe da Missão, o qual assegurará normalmente as relações diretas da Missão com o Ministro da Guerra e o Chefe do Estado Maior do Exército.

Art. 7.

Qualquer aumento do pessoal da Missão, que se julgar conveniente, ou necessário, será considerado como aditamento a êste acôrdo.

TÍTULO III. — DEVERES, GRADUAÇÃO E PRECEDÊNCIA.

Art. 8.

Os membros da Missão ficarão unicamente subordinados ao Ministério da Guerra do Brasil, por intermédio do Chefe da Missão, e exercerão junto ao Chefe do Estado Maior do Exército e Inspetor da Defesa de Costa o papel de conselheiros táticos e técnicos para as questões de organização e instrução nos assuntos relativos à Defesa de Costa, Fortificações Permanentes e Guerra Química.

Art. 9.

E' dever dos membros da Missão, sob a direção do Chefe da mesma, aconselhar tecnicamente o Comandante do Centro de Instrução de Artilharia de Costa e o da Escola Técnica do Exército e com êles cooperar em todos os assuntos referentes à Defesa de Costa, Fortificações Permanentes, Material Bélico e Guerra Química, bem como prescrever os cursos nos ditos assuntos e auxiliar a instrução.

Art. 10.

Em caso de guerra entre o Brasil e qualquer outra nação, será extinta a Missão dentro de trinta dias. Em caso de guerra civil, nenhum membro da Missão tomará parte nas operações, de modo algum.

Art. 11.

Os membros da Missão receberão cada um uma graduação ou posto imediatamente acima da que teem no Exército americano, enquanto servirem na Missão. Sua precedência em relação aos oficiais brasileiros e oficiais de outras missões estrangeiras será regulada de acôrdo com a gradução acima referida e a antiguidade.

or rank and seniority therein. The members of the Mission will receive no extra compensation for the above-mentioned extra grade or rank and will wear only uniforms of the Army of the United States of America.

TITLE IV. — PAY AND ALLOWANCES.

Article 12.

The members of the Mission shall receive from the Brazilian Government, for their services, the following annual compensation in Brazilian paper money, payable monthly in 12 equal installments :

Colonel	72,000$000 (Seventy-two contos)
Lieutenant-Colonel	66,000$000 (Sixty-six contos)
Major	60,000$000 (Sixty contos)
Captain	54,000$000 (Fifty-four contos)

Article 13.

Each member of the Mission shall have the right to receive his Brazilian pay beginning on the date of his leaving New York, and continuing, upon completion of his service in the Mission, up to the date of his arrival in New York, proceeding each way by usual sea route. Any member of the Mission who may return to the United States before completing two years' service, or who returns for one of the causes foreseen in Article 26, will only receive full pay up to the date of his leaving Rio de Janeiro, except in the cases of ill-health or termination of the contract of the Mission in which cases payment will be made up to arrival in New York.

Article 14.

It is further stipulated that this compensation shall not be subject to any Brazilian tax now in force or which may hereafter be imposed.

Article 15.

The expenses of transportation by land and sea of the members of the Mission, their families, household effects and baggage, including automobiles, shall be paid in advance by the representative of the Brazilian Government, the officers and their families being furnished with first-class accommodations, families being construed as wives and dependent children

Não receberão nenhuma remuneração extraordinária pela dita graduação e só usarão uniformes do Exército dos Estados Unidos da América.

TÍTULO IV. — REMUNERAÇÃO E VANTAGENS.

Art. 12.

Os membros da Missão receberão do Govêrno Brasileiro, por seus serviços, a seguinte remuneração anual, em moeda papel brasileira, pagável, mensalmente, em 12 prestações iguais :

Coronel	72.000$000 (Setenta e dois contos)
Tenente-Coronel	66.000$000 (Sessenta e seis contos)
Major	60.000$000 (Sessenta contos)
Capitão	54.000$000 (Cincoenta e quatro contos)

Art. 13.

Todos os membros da Missão terão direito a receber os seus vencimentos brasileiros desde a data de sua partida de Nova York até a de chegada á mesma cidade, de regresso, depois de terminado o seu serviço na Missão, sendo utilizada nas viagens a róta marítima usual. Qualquer membro da Missão que regressar aos Estados Unidos antes de completar dois anos de serviço ou aquele que partir por uma das causas previstas no art. 26, só receberá, entretanto, os seus vencimentos integrais até a data da partida do Rio de Janeiro ; excetuam-se os casos de doenças ou de terminação do contrato da Missão, em que o pagamento será feito até a chegada a Nova York.

Art. 14.

Fica além disto estipulado que essa remuneração não está sujeita a impôsto algum brasileiro em vigor, ou que possa ser criado posteriormente.

Art. 15.

As despesas de transporte por terra e mar, dos membros da Missão, suas famílias, móveis e utensílios de casa e bagagens, inclusive automóveis, serão pagas adiantadamente pelo representante do Govêrno Brasileiro, fornecendo-se aos oficiais e suas famílias passagens de 1ª classe, entendendo-se neste contrato por família a Senhora e filhos a cargo dos mesmos

throughout the contract. There shall be provided in advance the following allowance to cover expenses of locating and housing each member of the Mission :

Colonel	6,000$000
Lieutenant-Colonel	5,500$000
Major	5,000$000
Captain	4,500$000

The household effects and baggage including automobiles of the personnel of the Mission and their families shall be exempt from Customs duties and imposts of any kind in Brazil.

Article 16.

The members of the Mission who remain in Brazil two or more years, or until the termination of the Mission, shall have the right, when they return to the United States of America, to the advance payment of transportation expenses of themselves and their families and all effects, as specified in Art. 15, and insurance of effects, from Rio de Janeiro to New York ; these expenses to include packing effects and transporting them on board ship in Rio de Janeiro.

Article 17.

During the stay of the Mission, the Government of Brazil shall grant, on request of the Chief of the Mission, free entry for articles of personal and family use ; families being construed as wives, and dependent children.

Article 18.

Each member of the Mission with more than two complete years of service in Brazil shall have the right to a leave of three months on full pay, and also the right of leaving Brazil. In case he leaves Brazil, he shall have the right to travel time in addition to his leave and he shall receive his full pay in Brazilian money at the rate specified in Article 12, during both his leave and time of travel. The Chief of the Mission shall arrange, after consultation with the Chief of the General Staff, that such leaves inconvenience as little as possible the interests of the Brazilian Army.

Article 19.

Members of the Mission who may become ill, shall be cared for by the Brazilian Government, in such hospital as the Chief of the Mission may, after consultation with the Brazilian authorities, consider suitable.

oficiais. Será concedida também adiantadamente a seguinte ajuda de custo, para as despesas de instalação de cada membro da Missão :

Coronel	6.000$000
Tenente-Coronel	5.500$000
Major	5.000$000
Capitão	4.5006000

Os móveis, objetos de casa, bagagem e automóveis, do pessoal da Missão e suas famílias, estarão isentos de direitos aduaneiros e impostos, de qualquer natureza, do Brazil.

Art. 16.

Os membros da Missão que permanecerem no Brasil dois ou mais anos, ou até a terminação da mesma, terão direito, quando regressarem aos Estados Unidos da América, ao pagamento adiantado das despesas de transporte constantes do art. 15, para si, suas respectivas famílias e bagagens, inclusive automóveis, seguro das mesmas bagagens do Rio de Janeiro até Nova York, inclusive embalagem e transporte para bordo, no Rio de Janeiro.

Art. 17.

Durante a permanência da Missão, o Govêrno do Brasil concederá, mediante pedido de seu Chefe, entrada livre para os artigos de uso pessoal e das famílias ; considerando-se como famílias as Senhoras e os filhos a cargo dos oficiais.

Art. 18.

Cada membro da Missão, com mais de dois anos completos de serviços no Brasil, fará jús a uma licença de três meses, com todos os vencimentos e com o direito de ausentar-se do Brasil, não incluindo na licença, neste caso, o tempo de viagem. Durante essa ausência, compreendida a viagem, cada membro da Missão recebrá integralmente os seus vencimentos em moeda brasileira, como se acha especificado no art. 12. O Chefe da Missão providenciará, ouvido o Chefe do Estado Maior do Exército, para que essas licenças prejudiquem o menos possível os interêsses do Exército brasileiro.

Art. 19.

Os membros da Missão que adoeçam serão internados pelo Govêrno Brasileiro no hospital que o Chefe da Missão julgar conveniente, depois de ouvidas as autoridades brasileiras.

Article 20.

In case of travel performed on official business outside of the Federal District and Nictheroy, by any member of the Mission, such member shall receive while engaged therein, besides his regular compensation, *per diem* allowances and transportation which shall be the same as those allowed to the officers of the Brazilian Army of the same rank and in like circumstances.

Article 21.

The officers of the Mission shall be accorded the same rights and privileges which are enjoyed by diplomatic representatives accredited to Brazil and of corresponding rank, except as regards the rights of importation mentioned above.

Article 22.

A suitable automobile with chauffeur shall be permanently assigned to the Chief of the Mission for the use of the Mission on official service. When this automobile is unavailable because of repair, overhaul or other reason a suitable substitute will be provided.

Article 23.

A private office and necessary equipment shall be provided the members of the Mission for their work. There shall be furnished the Mission two clerks (typists and stenographers) able to translate English into Portuguese and Portuguese into English.

Article 24.

Every member of the Mission shall have a Brazilian officer detailed as an assistant.

Article 25.

If cancellation of this contract be effected on the request of the United States of America, all expenses of the return of the Mission and the families and all effects thereof to their country shall be borne by that Government. In case, however, the cancellation should be effected on the initiative of the Brazilian Government, or as a result of war between Brazil and a foreign Power, the Brazilian Government shall bear all the costs of the return to the United States of America of the Mission and the families and all effects thereof,

Art. 20.

No caso de viagens feitas a serviço, fóra do Distrito Federal e Niterói, por qualquer membro da Missão, receberá êle, além dos vencimentos que lhe competem, as mesmas diárias e gênero de transporte concedidos aos oficiais do Exército brasileiro, de idêntica gradução, em condições semelhantes.

Art. 21.

Serão concedidos aos oficiais da Missão os mesmos direitos e privilégios de que gozam os representantes diplomáticos de igual categoria acreditados no Brasil, exceto no que diz respeito aos direitos de importação, já mencionados.

Art. 22.

Um automóvel de classe, com « chauffeur », será permanentemente posto à disposição do Chefe da Missão, para o transporte dos oficiais da mesma em serviço. Quando êsse automóvel não estiver disponível, por necessitar reparos, exames ou outra qualquer razão, será substituido por outro, nas mesmas condições.

Art. 23.

Os membros da Missão disporão, para os seus trabalhos, de um Gabinete e do necessário material de expediente. Serão postos á disposição da Missão dois auxiliares estenodactilógrafos aptos a traduzir o inglês para o português e o português para o inglês.

Art. 24.

Junto a cada membro da Missão haverá um oficial brasileiro, destacado como assistente.

Art. 25.

Se êste contrato fôr rescindido, a pedido dos Estados Unidos da América, todas as despesas com a volta dos membros da Missão, suas famílias e todas as suas bagagens, definidas no art. 15, a seu país, serão feitas por êsse Govêrno. Se se verificar, porém, essa rescisão por iniciativa do Govêrno Brasileiro ou em consequência de uma guerra entre o Brasil e uma Nação estrangeira, o Govêrno Brasileiro fará face a todas as despesas para o regresso aos Estados Unidos da América dos membros da Missão, de suas respectivas famílias e

in accordance with the provisions of Articles 13 and 16, and in addition thereto, the Brazilian Government shall pay to each officer an amount equivalent to three months' compensation from the date of his arrival in New York proceeding by usually traveled sea route.

TITLE V. — RECALL AND REPLACEMENT OF MEMBERS OF THE MISSION.

Article 26.

The United States of America may, if the public interest so requires, recall, at any time, any one or all of the members of the Mission substituting for them other officers acceptable to the Brazilian Government, all the expenses connected therewith being incumbent on the Government of the United States of America. If on the request of the Brazilian Government, any member of the Mission is recalled for due and just cause other than that of the termination of his services on the Mission or his illness, all the expenses connected with the return shall be incumbent on the United States of America.

Article 27.

Any member of the Mission may be relieved at his own request, by the Government of the United States of America, after two years of service in Brazil, being replaced in each case by an officer of corresponding rank and arm, as specified in Article 6, who is acceptable to the Brazilian Government.

Article 28.

No member of the Mission relieved on his own request before he gives two years' service shall be entitled to travel expenses and transportation of effects at the expense of the Brazilian Government except in case of illness.

Article 29.

If any member of the Mission should be obliged by illness to discontinue service with the Mission, the Brazilian Government shall bear the expenses of return of himself, family and all effects thereof, to the United States as above stipulated for members with more than two years of service.

Article 30.

If a member of the Mission or one of his family should die in Brazil, the Brazilian

bagagens, de acôrdo com as estipulações dos arts. 13 e 16, devendo, outrossim, o Govêrno Brasileiro pagar a cada oficial uma quantia equivalente a três meses de vencimentos a partir da data de sua chegada a Nova York, em viagem normal por via marítima.

TÍTULO V. — RETIRADA E SUBSTITUIÇÃO DOS MEMBROS DA MISSÃO.

Art. 26.

Os Estados Unidos da América poderão, se o interêsse público o exigir, retirar, em qualquer tempo, qualquer um dos membros da Missão ou todos êles, substituindo-os por outros oficiais do agrado do Govêrno Brasileiro, devendo todas as despesas dalí resultantes correr por conta do Govêrno dos Estados Unidos da América. Se, a pedido do Govêrno Brasileiro, algum membro da Missão fôr retirado e regressar por qualquer outra causa justa, que não a da terminação de seus serviços na Missão ou de doença, todas as despesas, com êsse regresso, correrão por conta dos Estados da América.

Art. 27.

Qualquer membro da Missão poderá ser exonerado, a seu pedido, pelo Govêrno dos Estados Unidos da América, depois de dois anos de serviço no Brasil, sendo substituido em cada caso por um oficial de gradução e arma correspondentes, como preceitua o art. 6, e que seja aceito pelo Govêrno Brasileiro.

Art. 28.

Nenhum membro da Missão, exonerado a seu pedido, antes de completar dois anos de serviço, terá as despesas de viagem de regresso, e de transporte de objetos e bagagem, pagas á custa do Govêrno Brasileiro, exceto em caso de doença.

Art. 29.

Se algum membro da Missão fôr obrigado por doença a interromper o serviço, o Govêrno Brasileiro pagará as despesas de regresso do mesmo, de sua família e respectiva bagagem, aos Estados Unidos, na fórma estipulada para os oficiais que tenham completado os dois anos de serviço.

Art. 30.

Se algum membro da Missão, ou pessôa de sua família, falecer no Brasil, o Govêrno Bra-

Government shall have the body transported to such city in the United States as the family of the deceased may designate. In case the deceased should be a member of the Mission, the Brazilian Government shall pay the expenses of the travel of the family and the transportation of all of their effects to New York.

Article 31.

In case of substitution for a member of the Mission, all the clauses of this Agreement, except in cases of express provisions to the contrary, shall apply to the substitute, including those specified in Articles 13 and 15.

TITLE VI. — SUPERSESSION OF ORIGINAL CONTRACT AND AUTHENTICATION OF NEW AGREEMENT.

Article 32.

From the date of signing this new Agreement, embodied herein, by the accredited representatives of the Governments of the United States of America and of the United States of Brazil it will be in full effect and supersede entirely and in all particulars the Agreement signed at Rio de Janeiro November 12th, 1936, by R. M. Scotten, Chargé d'Affaires *ad interim* of the United States of America, José Carlos de Macedo Soares, the Brazilian Minister for Foreign Affairs, and General João Gomes Ribeiro Filho.

Article 33.

In faith whereof, the undersigned, being duly authorized, sign the present Agreement in duplicate in the English and Portuguese languages, at Rio de Janeiro, the twelfth day of November, 1938.

sileiro fará transportar o corpo para a cidade dos Estados Unidos que a família do morto indicar. Se o morto fôr um dos contratados, o Govêrno Brasileiro pagará as despesas de viagem da família e transporte de bagagens até Nova York.

Art. 31.

No caso de substituição de um membro da Missão, todas as clausulas dêste acôrdo, exceto no caso de disposição expressa em contrário, se aplicarão ao substituido, inclusive as especificadas nos art. 13 e 15.

TÍTULO VI. — REVOGAÇÃO DO CONTRATO ORIGINAL E AUTENTICAÇÃO DO NOVO ACORDO.

Art. 32.

A partir da data da assinatura dêste novo acôrdo, aquí especificado, pelos representantes autorizados dos Estados Unidos do Brasil e dos Estados Unidos da América, o mesmo entrará em pleno vigor e substituirá inteiramente e em todas as suas particularidades o acôrdo assinado no Rio de Janeiro em 12 de Novembro de 1936, pelos Senhores R. M. Scotten, Encarregado de Negócios interino dos Estados Unidos da América, José Carlos de Macedo Soares, Ministro de Estado das Relações Exteriores do Brasil, e General João Gomes Ribeiro Filho.

Art. 33.

Em testemunho do que, os abaixo assinados, devidamente autorizados, assinam o presente acôrdo em dois textos, nas linguas portuguesa e inglesa, no Rio de Janeiro, aos doze dias de Novembro de 1938.

R. M. SCOTTEN
Oswaldo ARANHA
Enrico G. DUTRA

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State of the United States of America:

Edward Yardley,
Director of Personnel.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4557. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL RELATIF A UNE MISSION MILITAIRE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE AU BRÉSIL. SIGNÉ A RIO DE JANEIRO, LE 12 NOVEMBRE 1938.

Conformément à la communication adressée le 2 février 1938 par le ministre d'Etat aux Affaires étrangères du Brésil à l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Rio de Janeiro l'informant que le président des Etats-Unis du Brésil avait donné son assentiment à une prolongation de deux ans du contrat de la Mission militaire des Etats-Unis d'Amérique instituée en vertu de l'Accord intervenu à ce sujet entre les deux pays intéressés, signé à Rio de Janeiro le 12 novembre 1936 et venant à expiration le 12 novembre 1938, et à la suite de certaines modifications apportées à cet accord et acceptées par le secrétaire d'Etat à la Guerre des Etats-Unis d'Amérique et par le ministre de la Guerre des Etats-Unis du Brésil avec l'approbation du président des Etats-Unis du Brésil, le président des Etats-Unis d'Amérique, en vertu des pouvoirs qu'il tient de l'Acte du Congrès approuvé le 19 mai 1926 et intitulé « Loi autorisant le président à détacher des officiers et hommes de troupes de l'armée, de la marine et de l'infanterie de marine des Etats-Unis d'Amérique pour prêter assistance aux gouvernements des Républiques de l'Amérique latine dans les questions militaires et navales », et amendé par la loi du 14 mai 1935 étendant l'application dudit acte au Commonwealth des îles Philippines, a accordé l'autorisation de continuer à détacher des officiers pour constituer une mission américaine militaire au Brésil aux conditions convenues ci-après :

TITRE I. — OBJET ET DURÉE.

Article premier.

L'objet de la mission est de coopérer, avec l'Etat-major de l'armée, l'Inspection des défenses côtières et les officiers de l'armée brésilienne, au développement et au fonctionnement du Centre d'instruction d'artillerie de côte, de diriger les cours et collaborer à l'instruction. La mission sera également chargée des cours de fortification permanente, de matériel d'artillerie et de guerre chimique à l'Ecole technique, où elle collaborera à l'instruction donnée en ces matières.

Article 2.

Cette mission aura une durée de deux années à compter de la date de signature du présent accord par les représentants accrédités des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et des Etats-Unis du Brésil.

Article 3.

Si le Gouvernement du Brésil désire que les services de la mission soient prolongés, en totalité ou en partie, au delà de la période stipulée, une proposition dans ce sens devra être formulée six mois avant l'expiration du présent accord.

Article 4.

S'il devenait nécessaire dans l'intérêt de l'un ou de l'autre des deux gouvernements de mettre fin au présent contrat ou à sa prolongation avant la date spécifiée, le gouvernement qui le désirera devra en avertir l'autre trois mois à l'avance.

Article 5.

Il est convenu par le présent accord que tant que la mission sera en fonction en vertu du présent accord ou d'une prolongation de cet accord, le Gouvernement brésilien ne recourra aux services d'aucune mission ou d'aucun personnel d'un autre gouvernement étranger pour les fonctions et les fins prévues au présent accord.

TITRE II. — COMPOSITION ET PERSONNEL.

Article 6.

La mission se composera de cinq officiers de l'armée régulière des Etats-Unis d'Amérique, à savoir : un colonel ou lieutenant-colonel d'artillerie de côte ; un commandant ou capitaine d'artillerie de côte ; un lieutenant-colonel ou commandant du génie ; un commandant ou capitaine spécialisé dans les questions du matériel d'artillerie, et un commandant ou capitaine du service de la guerre chimique. L'officier d'artillerie de côte le plus ancien en grade sera chef de la mission et assurera normalement les relations directes de la mission avec le ministre de la Guerre et le chef de l'état-major de l'armée.

Article 7.

Toute augmentation du personnel de la mission qui pourra être jugée opportune ou nécessaire sera considérée comme un additif au présent accord.

TITRE III. — FONCTIONS, RANG ET PRÉSÉANCE.

Article 8.

Les membres de la mission relèveront exclusivement du Ministère de la Guerre brésilien par l'intermédiaire du chef de mission. Ils feront fonction de conseillers tactiques et techniques du chef de l'Etat-major général et de l'inspecteur de la défense côtière pour les questions d'organisation et d'instruction dans toutes les matières concernant la défense des côtes, les fortifications permanentes et la guerre chimique.

Article 9.

Les membres de la mission, sous la direction du chef de mission, auront pour fonction de conseiller le commandant du Centre d'instruction d'artillerie de côte ainsi que le commandant de l'Ecole technique dans le domaine technique et de coopérer avec eux pour toutes les questions concernant la défense des côtes, les fortifications permanentes, le matériel d'artillerie et la guerre chimique, d'organiser les cours sur ces matières et de collaborer à l'instruction.

Article 10.

En cas de guerre entre le Brésil et tout autre nation, la mission prendra fin dans les trente jours. En cas de guerre civile, aucun membre de la mission ne prendra part aux opérations à un titre quelconque.

Article 11.

Les membres de la mission seront, pendant qu'ils feront partie de celle-ci, promus au grade supérieur à celui qu'ils occupent dans l'armée des Etats-Unis d'Amérique. Leur préséance vis-à-vis des officiers brésiliens et des officiers d'autres missions étrangères sera réglée d'après leur nouveau grade et d'après leur ancienneté dans ce grade. Les membres de la mission ne recevront pas d'indemnité spéciale du fait de cette promotion au grade supérieur, et ils porteront uniquement les uniformes de l'armée des Etats-Unis d'Amérique.

TITRE IV. — SOLDES ET INDEMNITÉS.

Article 12.

Les membres de la mission recevront du Gouvernement brésilien, en rémunération de leurs services, la solde annuelle suivante en monnaie de papier brésilienne, payable en douze versements mensuels égaux :

Colonel	72.000$000 (soixante-douze contos)
Lieutenant-colonel	66.000$000 (soixante-six contos)
Commandant.	60.000$000 (soixante contos)
Capitaine	54.000$000 (cinquante-quatre contos)

Article 13.

Chaque membre de la mission aura droit à sa solde brésilienne à compter de la date de son départ de New-York et, après expiration de ses services à la mission, jusqu'à la date de son arrivée à New-York, la voie maritime habituelle étant empruntée dans les deux sens. Tout membre de la mission qui rentrerait aux Etats-Unis avant d'avoir accompli deux ans de service ou qui partirait pour une des raisons prévues à l'article 26 ne recevra sa solde entière que jusqu'à la date de son départ de Rio de Janeiro, sauf en cas de mauvaise santé ou d'expiration du contrat de la mission, auxquels cas la solde sera payée jusqu'à l'arrivée à New-York.

Article 14.

Il est de plus stipulé que cette solde ne sera assujettie à aucun impôt brésilien présent ou futur.

Article 15.

Les frais de transport par terre et par mer des membres de la mission, de leur famille, de leurs objets mobiliers et bagages, y compris les automobiles, seront payés à l'avance par le représentant du Gouvernement brésilien. Les officiers et leur famille voyageront en première classe. Par famille, on entend dans tout le présent contrat l'épouse et les enfants à la charge des intéressés. En outre, chaque membre de la mission recevra à l'avance les indemnités d'installation et de logement suivantes :

Colonel	6.000$000
Lieutenant-colonel	5.500$000
Commandant.	5.000$000
Capitaine	4.500$000

Les objets mobiliers et les bagages, y compris les automobiles, des membres de la mission et de leur famille seront exonérés des droits de douane et impôts de toute nature au Brésil.

Article 16.

Les membres de la mission qui resteront au Brésil pendant deux années ou plus, ou jusqu'à la fin de la mission, auront droit, lors de leur retour aux Etats-Unis d'Amérique, au paiement anticipé des frais de transport pour eux-mêmes, pour leur famille et pour tous leurs objets mobiliers spécifiés à l'article 15, ainsi que des frais d'assurance desdits objets de Rio de Janeiro à New-York. Dans ces dépenses seront compris l'emballage des objets et leur embarquement à Rio de Janeiro.

Article 17.

Pendant le séjour de la mission, le Gouvernement brésilien accordera, sur la demande du chef de mission, l'entrée en franchise pour les articles destinés à l'usage personnel ou à l'usage des familles des membres de la mission. Par famille, on entend l'épouse et les enfants à la charge des intéressés.

Article 18.

Chaque membre de la mission ayant accompli plus de deux années entières de service au Brésil aura droit à un congé de trois mois à solde entière, avec la faculté de quitter le Brésil. Dans ce dernier cas, le temps nécessaire à son voyage ne sera pas compris dans la durée du congé. Il recevra sa solde entière en monnaie brésilienne selon le barème indiqué à l'article 12, tant pendant son congé que pendant le délai de route. Le chef de mission prendra les dispositions nécessaires, après consultation avec le chef de l'Etat-major général, pour que ces congés causent le moins de préjudice possible aux intérêts de l'armée brésilienne.

Article 19.

Les membres de la mission qui viendraient à tomber malades seront traités par les soins du Gouvernement brésilien dans tel hôpital que le chef de mission, après consultation avec les autorités brésiliennes, jugera approprié.

Article 20.

Si un membre de la mission se rend en voyage officiel hors du district fédéral et de Nictheroy, il recevra pendant la durée de son voyage, et en plus de sa solde ordinaire, les mêmes indemnités journalières et facilités de transport que celles dont bénéficient en pareil cas les officiers de même grade de l'armée brésilienne.

Article 21.

Les officiers de la mission jouiront des mêmes droits et privilèges que les représentants diplomatiques de même catégorie accrédités au Brésil, sauf en ce qui concerne les droits d'importation mentionnés ci-dessus.

Article 22.

Une automobile convenable, avec chauffeur, sera mise en permanence à la disposition du chef de mission pour être utilisée par la mission en service officiel. Lorsque cette automobile sera indisponible pour cause de réparation, de revision ou pour toute autre raison, elle devra être remplacée par un autre véhicule remplissant les mêmes conditions.

Article 23.

Les membres de la mission disposeront, pour leurs travaux, d'un bureau particulier et du matériel nécessaire. Il sera fourni à la mission deux secrétaires (sténo-dactylographes) capables d'effectuer les traductions d'anglais en portugais et de portugais en anglais.

Article 24.

Un officier brésilien sera attaché à la personne de chaque membre de la mission en qualité d'assistant.

Article 25.

Si le présent contrat vient à être résilié à la demande des Etats-Unis d'Amérique, tous les frais de retour des membres de la mission, de leurs familles et de leurs objets mobiliers dans leur pays seront à la charge de ce gouvernement. Toutefois, si la résiliation a lieu sur l'initiative du Gouvernement brésilien ou par suite d'une guerre entre le Brésil et une Puissance étrangère, le Gouvernement brésilien supportera tous les frais du retour aux Etats-Unis d'Amérique des membres de la mission, de leurs familles et de tous leurs bagages, conformément aux dispositions des articles 13 et 16. De plus, le Gouvernement brésilien versera à chaque officier une somme équivalant à trois mois de solde à partir de la date de son arrivée à New-York par la voie maritime habituelle.

TITRE V. — RAPPEL ET REMPLACEMENT DES MEMBRES DE LA MISSION.

Article 26.

Si l'intérêt public l'exige, les Etats-Unis d'Amérique pourront, à tout moment, rappeler un membre ou tous les membres de la mission et les remplacer par d'autres officiers agréés par le Gouvernement brésilien, tous les frais occasionnés par ce remplacement incombant au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Si, à la demande du Gouvernement brésilien, un membre de la mission est rappelé pour de bonnes et justes raisons autres que la fin de ses services à la mission ou la maladie, tous les frais occasionnés par son retour incomberont aux Etats-Unis d'Amérique.

Article 27.

Tout membre de la mission pourra, sur demande, être relevé de ses fonctions par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique après deux années de service au Brésil. Il sera remplacé dans chaque cas par un officier du même rang et de la même arme, comme il est stipulé à l'article 6, agréé par le Gouvernement brésilien.

Article 28.

Aucun membre de la mission relevé sur sa demande avant d'avoir accompli deux années de service n'aura droit, sauf en cas de maladie, au remboursement par le Gouvernement brésilien de ses frais de voyage et de transport d'objets et de bagages.

Article 29.

Si un membre de la mission est obligé, pour cause de maladie, d'interrompre son service à la mission, le Gouvernement brésilien prendra à sa charge les frais de retour aux Etats-Unis de l'intéressé ainsi que ceux de sa famille et de tous ses bagages, comme il est stipulé ci-dessus pour les membres ayant accompli plus de deux années de service.

Article 30.

Si un membre de la mission ou une personne de sa famille vient à décéder au Brésil, le Gouvernement brésilien fera transporter le corps en telle ville des Etats-Unis que pourra désigner la famille du défunt. Si le défunt est un membre de la mission, le Gouvernement brésilien paiera les frais de voyage de la famille et le transport de tous ses bagages à New-York.

Article 31.

Au cas où un membre de la mission viendrait à être remplacé, toutes les clauses du présent accord, sauf en cas d'expresse stipulation contraire, s'appliqueront au remplaçant, y compris celles des articles 13 et 15.

TITRE VI. — ABROGATION DU CONTRAT PRIMITIF ET SIGNATURE DU NOUVEL ACCORD.

Article 32.

A compter de la date de la signature, par les représentants accrédités des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et des Etats-Unis du Brésil, du nouvel accord constitué par le présent contrat, ledit accord prendra pleinement effet et remplacera entièrement et dans toutes ses dispositions le contrat primitif signé à Rio de Janeiro, le 12 novembre 1936, par R. M. Scotten, chargé d'Affaires par intérim des Etats-Unis d'Amérique, José Carlos de Macedo Soares, ministre des Affaires étrangères du Brésil, et le général João Gomes Ribeiro Filho.

Article 33.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent contrat en deux expéditions, rédigées chacune en anglais et en portugais, à Rio de Janeiro, le douze novembre 1938.

R. M. SCOTTEN.
Oswaldo ARANHA.
Enrico G. DUTRA.

N° 4558.

CHILI ET CUBA

Convention de commerce et de navigation. Signée à La Havane, le 13 mars 1937.

Texte officiel espagnol communiqué par le chargé d'Affaires a. i. *de la délégation permanente de Cuba près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le* 1er *mai* 1939.

CHILE AND CUBA

Convention of Commerce and Navigation. Signed at Havana, March 13th, 1937.

Spanish official text communicated by the Chargé d'Affaires a.i. *of the Permanent Delegation of Cuba to the League of Nations. The registration took place May* 1st, 1939.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 4558. — CONVENIO [1] DE COMERCIO Y NAVEGACION ENTRE LA REPUBLICA DE CHILE Y LA REPUBLICA DE CUBA. FIRMADO EN LA HABANA EL 13 DE MARZO DE 1937.

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE CUBA y EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE CHILE, deseosos de estrechar los lazos tradicionales de amistad y comercio entre sus respectivos países, como así también de contribuir a dar realidad al anhelo de los países americanos de disponer de líneas propias de navegación para lograr un desenvolvimiento más efectivo del comercio recíproco, han resuelto concertar un Convenio de Comercio y Navegación para cuyo objeto han nombrado Plenipotenciarios :

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE CUBA :

Al señor doctor Juan J. REMOS Y RUBIO, Secretario de Estado de la República de Cuba, y

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE CHILE :

A Su Excelencia el señor Emilio EDWARDS BELLO, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de la República de Chile en la República de Cuba.

Quienes, después de haber exhibido sus respectivos Plenos Poderes, que fueron hallados en buena y debida forma, han convenido en lo siguiente :

Artículo I.

Los nacionales de cada una de las Altas Partes contratantes gozarán en el territorio de la otra Parte, tanto en sus personas como en sus bienes muebles o inmuebles o de cualquier otro género, en el ejercicio de los negocios y profesiones, del comercio y la industria, de los mismos derechos, ventajas y consideraciones que se hayan concedido o se concedan en el futuro a los nacionales de cualquier otro país.

Asímismo, cada una de las Altas Partes contratantes se obliga a conceder a los nacionales de la otra, cualquier ventaja o privilegio que otorgue a los de una tercera Potencia en relación con los impuestos fiscales, directos o indirectos o de cualquier otra naturaleza que existieran o fueran creados en el futuro.

Artículo II.

En todo lo concerniente a la navegación, los barcos de bandera cubana y chilena disfrutarán en el territorio de una y de otra Nación de las mismas ventajas y consideraciones que se hayan concedido o concedieran en el futuro a las de cualquier otro país, conforme a las leyes, decretos, disposiciones o reglamentos vigentes a la fecha de entrar en vigor este Convenio.

Asímismo, en todo lo concerniente al tránsito, depósito, primas, recepción, entrega, expedición, trámites, devoluciones, reexportación, impuestos locales y adicionales, carga, descarga, las mercaderías, artículos, muestras y equipajes de viajeros de Cuba y Chile, serán tratados en el territorio del uno o del otro país, con las mismas ventajas, facilidades y consideraciones que a esos respectos se hayan concedido o concedan en lo futuro a los de cualquiera otra Nación, conforme a las leyes, decretos, disposiciones y reglamentos vigentes a la fecha de entrar en vigor este Convenio.

Artículo III.

Las Altas Partes contratantes concederán en los almacenes fiscales o autorizados, las mayores franquicias que otorgue el régimen aduanal para el depósito en tránsito de productos originarios

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à La Havane, le 6 janvier 1938.

[1] The exchange of ratifications took place at Havana, January 6th, 1938.

y embarcados desde el territorio de cualquiera de las dos naciones, permitiéndose el fraccionamiento de las partidas o embarques, el reembarque, y, en casos especialmente autorizados, el despacho para consumo local de parte o del total, mediante el pago de los correspondientes derechos de Aduana.

Artículo IV.

Todos los artículos producidos o fabricados en la República de Cuba o en la República de Chile estarán exentos, una vez internados en el territorio del otro país, de todo impuesto, gravámen interior o derecho distintos de los pagaderos sobre artículos similares de orígen nacional o de cualquier otro país; asimismo, estos artículos no podrán someterse en uno ni otro país, a tratamientos distintos de los que rijan para los artículos similares de origen nacional o de otro país que puedan significar restricciones en su comercio interno, su transporte, venta o consumo. Igualmente, en lo que se refiere a derechos consulares, éstos serán los más bajos que Cuba y Chile apliquen, independientemente, a cualquier otro país.

Artículo V.

No podrá aplicarse a la exportación de productos de cada uno de los países con destino al territorio del otro, derechos de exportación diferentes de los que se apliquen a los mismos productos cuando sean exportados a cualquier otro país.

Asímismo, no podrán imponerse por ninguno de los dos Gobiernos contratantes prohibiciones o restricciones al libre pago de las mercaderías que se comercien entre los dos países.

Artículo VI.

Los Gobiernos de Cuba y Chile convienen en concederse para los productos que han sido objeto de intercambio entre los dos países, el tratamiento incondicional e ilimitado de la nación más favorecida para todo lo que concierne a los derechos de aduana y todos los derechos accesorios, el modo de percepción de los derechos, así como las reglas, formalidades y cargas a que puedan ser sometidas las operaciones de aduana.

La disposición anterior se hace extensiva al café, piñas, plátanos, toronjas y maderas finas originarios de Cuba y el azufre, sales naturales y productos químicos, papas de consumo y semilla, yodo, jamones, avena majada, sémola, pipería, pescados y mariscos secos y en conserva originarios de Chile.

Artículo VII.

Este tratamiento de favor no será aplicable, sin embargo, a las ventajas preferenciales y exclusivas que Cuba haya concedido o conceda en lo futuro a los productos del suelo y de la industria de los Estados Unidos de América ; a las ventajas que Chile haya concedido o conceda en lo futuro a cualquier país limítrofe y a las ventajas resultantes de una Unión Aduanera pactada o que pudiera pactarse en lo futuro por cualquiera de las dos Partes.

Artículo VIII.

Los productos cubanos que se indican a continuación pagarán los siguientes derechos aduaneros en pesos oro de 6 d. a su internación en Chile :

Ptda ex-183 Tabaco en rama, esté o no aprensado, hasta la cantidad de 600 000 libras de peso neto al año K. N. $ 1.50.

El exceso sobre esta cantidad hasta un total de otras 600 000 libras de peso neto K. N. $ 3.00.

Tara : 10 % para los mazos y fardos forrados en arpillera y hojas de palmera que pesen hasta 80 kgs. B.

Ptda. 262 Tabaco picado en hebra, esté o no aprensado, K. N. $ 10.00.

Ptda. 263 Cigarrillos, K. L. $ 15.00.

Ptda. 264 Cigarros, K. L. $ 10.00.

Ptda. ex-175 Henequén, K. B. $ 0,15.

Ptda. ex-252 Ron de Cuba, litro $ 9.00.

Artículo IX.

Se eleva hasta el 97 y medio por ciento la proporción de sacarosa de azúcar procedente de Cuba que se afora por la partida 243 del Arancel Aduanero de Chile.

El azúcar refinado procedente de Cuba, que se afore por la Partida 245 del mismo Arancel, internada en el Territorio de Magallanes, estará libre de derechos aduaneros.

Artículo X.

Se suprime en Chile para los tabacos, cigarros y cigarrillos importados de Cuba, en conformidad a lo establecido en el artículo IV del presente Convenio, el recargo de 50 % que grava los impuestos internos de los tabacos, cigarros y cigarrillos extranjeros respecto del impuesto interno pagado por los mismos productos nacionales.

Igualmente, se rebaja a 40 % del precio de venta al consumidor el impuesto interno que pagará en Chile todo paquete de cigarrillos elaborados en Cuba, o en Chile con tabacos originarios de Cuba y cuyo precio de venta al consumidor, en Chile, sea superior a dos pesos chilenos.

Artículo XI.

Los productos chilenos que se indican a continuación pagarán a su internación en Cuba los derechos vigentes consultados en la Tarifa Mínima del Arancel Aduanero reducidos en la proporción que se indica :

Partida 258 B. Garbanzos ... ... 50 %
Partida 259 C. Ajos ... ... 50 %

Artículo XII.

Los Gobiernos de Cuba y Chile se garantizan, recíprocamente, que los artículos cosechados, producidos o fabricados en uno de los dos países, a que se refiere el artículo VI, no serán sometidos, a su entrada en el territorio del otro país, sin limitación de cantidad, a derechos de aduana o accesorios o a cualquier otra forma de impuestos, directos o indirectos, mayores que los mínimos vigentes en el día de la firma del presente Convenio.

Artículo XIII.

Los Gobiernos de Cuba y Chile se comprometen, recíprocamente, a tomar las medidas directas o indirectas, que sus atribuciones les permitan, con el fín de que las importaciones de tabacos cubanos en Chile y frijoles chilenos en Cuba no sean inferiores a U. S. $ 200,000 anuales. Este valor se reducirá a la mitad en el primer año de vigencia del presente Convenio.

Artículo XIV.

El Gobierno de Chile se compromete a hacer respetar la legitimidad y garantía de procedencia de los productos naturales o manufacturados de Cuba, a que se contrae este Acuerdo, impidiendo el uso de designaciones que pudieran causar error o confusión, así como el de las falsas indicaciones de procedencia. Por lo tanto, las indicaciones Habana, Habaneros, Cuba, Cubanos, Vuelta Abajo o cualquiera otra tendiente a hacer creer en el origen cubano de la mercadería, no podrán ser empleadas en productos que no procedan de Cuba. Igualmente, se considerará falsa procedencia la de cualquier producto que invoque la procedencia de Cuba por el solo hecho de usar material de origen cubano cuando esos productos no sean elaborados y procedan directamente de este país ; sin embargo, el Gobierno de Chile podrá reservarse el derecho de que sus fabricantes de cigarros, cigarrillos y picaduras, previa licencia especial otorgada por el Gobierno, indiquen en los envases de sus productos la proporción que en ellos se emplee de tabaco en rama cubano, hasta un mínimo de 50 %, debiendo hacerse esta indicación en la misma forma y tipo de impresión que las demás palabras o signos usados para determinar dicha procedencia cubana. El Gobierno de Chile establecerá las medidas más eficaces para asegurar el cumplimiento de estas disposiciones y los funcionarios consulares cubanos podrán ejercer de oficio las acciones administrativas o judiciales destinadas a corregir las infracciones.

Artículo XV.

El Gobierno de la República de Cuba se compromete a su vez, a hacer respetar la legitimidad y garantías de procedencia de los productos naturales o manufacturados de Chile, a que se contrae este acuerdo, impidiendo el uso de designaciones que pudieran causar error o confusión, así como el de la falsa indicación de procedencia.

El Gobierno de Cuba se compromete a establecer las medidas más eficaces para asegurar el cumplimiento de estas disposiciones.

Artículo XVI.

En los casos en que, de acuerdo con las estipulaciones del presente Tratado, una de las Altas Partes contratantes deba aplicar a las mercaderías o productos procedentes de la otra una tarifa de favor, estos productos o mercaderías podrán ser acompañados de un certificado de origen.

Dichos certificados de origen serán expedidos por las autoridades aduaneras, Cámaras de Comercio o Corporaciones de exportación reconocidas oficialmente y para este fín se usarán formularios especiales.

Los certificados que expidan las Cámeras de Comercio y Corporaciones mencionadas, deberán ser visados por el Cónsul de la otra Parte en el lugar de procedencia, visación que hará en todo caso gratuitamente. Serán también gratuitos los certificados de origen expedidos por las Autoridades aduaneras.

Artículo XVII.

Se concertará un plan de Policía Sanitaria Animal y Vegetal, dentro del más breve plazo, después de entrar en vigencia el presente Convenio, procurando que la aplicación de sus disposiciones se lleve a cabo en forma que no entorpezca el intercambio comercial entre los dos paises. Los certificados de Sanidad Animal y Vegetal expedidos por las Autoridades Sanitarias de cualquiera de las Partes serán visados gratuitamente por los Cónsules de la otra Parte en el país de embarque.

Artículo XVIII.

Las exenciones, inmunidades y franquicias de los Consules y Funcionarios de Cuba en Chile y de Chile en Cuba, se regirán por las normas de la reciprocidad.

Artículo XIX.

El presente Convenio será ratificado y sus ratificaciones se canjearán en la Habana dentro del más breve término. Regirá por un plazo de un año contado desde la fecha del canje de las ratificaciones, y se entenderá prorrogado por vía de tácita reconducción por períodos de un año, si no fuere denunciado por alguna de las Altas Partes contratantes con seis meses, a lo menos, de anterioridad al término de su vigencia.

Para constancia, los infrascritos Plenipotenciarios firman y sellan el presente Convenio en doble ejemplar, en la Habana, a trece de marzo de mil novecientos treinta y siete.

(L. S.) Juan J. REMOS. *(L. S.)* Emilio EDWARDS BELLO.

TRADUCTION.

N° 4558. — CONVENTION DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI ET LA RÉPUBLIQUE DE CUBA. SIGNÉE A LA HAVANE, LE 13 MARS 1937.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI, désireux de resserrer les liens traditionnels d'amitié et de commerce entre leurs pays respectifs, ainsi que de contribuer à la réalisation du désir qu'ont les pays américains de disposer de lignes de navigation leur appartenant en propre afin de développer plus intensément leur commerce réciproque, ont décidé de conclure une convention de commerce et de navigation, et, à cet effet, ils ont nommé pour plénipotentiaires :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

Monsieur le Dr Juan J. REMOS Y RUBIO, secrétaire d'Etat de la République de Cuba ; et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI :

Son Excellence Monsieur Emilio EDWARDS BELLO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République du Chili à Cuba ;

Lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs respectifs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, tant en ce qui concerne leurs personnes que leurs biens meubles et immeubles, ou de quelque autre espèce, ainsi que dans l'exercice de leurs négoces et professions, du commerce et de l'industrie, des mêmes droits, avantages et égards que ceux qui auraient été accordés ou qui seraient accordés à l'avenir aux ressortissants de tout autre pays.

TRANSLATION.

No. 4558. — CONVENTION OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE REPUBLIC OF CHILE AND THE REPUBLIC OF CUBA. SIGNED AT HAVANA, MARCH 13TH, 1937.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE, being desirous of strengthening the traditional bonds of friendship and commerce between their respective countries and of helping to fulfil the desire of the American countries to possess shipping lines of their own in order to promote the more effective development of trade between them, have resolved to conclude a Convention concerning commerce and navigation, for which purpose they have appointed the following Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA :

Dr. Juan J. REMOS Y RUBIO, Secretary of State of the Republic of Cuba ; and

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE :

His Excellency Señor Emilio EDWARDS BELLO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Chile in the Republic of Cuba ;

Who, having communicated their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other Party both as to their persons and to their movable, immovable and other property, for the purposes of their business and occupations, commerce and industry, the same rights, advantages and consideration as have been or may hereafter be granted to the nationals of any other country.

De même, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accorder aux ressortissants de l'autre tous avantages ou privilèges dont elle fait bénéficier les ressortissants d'une tierce Puissance en ce qui concerne les impôts directs ou indirects ou de toute autre nature qui existent ou qui seraient créés à l'avenir.

Article II.

Pour tout ce qui concerne la navigation, les bâtiments battant pavillon cubain et chilien jouiront, dans le territoire de l'un et de l'autre pays, des mêmes avantages et égards que ceux qui auraient été accordés ou qui seraient accordés à l'avenir aux bâtiments de tout autre pays, conformément aux lois, décrets, dispositions ou règlements en vigueur à la date de l'entrée en vigueur de la présente convention.

De même, pour tout ce qui concerne le transit, l'entreposage, les primes, la réception, la remise, l'expédition, les formalités, les «drawbacks», la réexportation, les taxes locales et les surtaxes, le chargement et le déchargement, les marchandises, articles, échantillons et bagages de voyageurs de Cuba et du Chili bénéficieront, sur le territoire de l'un ou de l'autre pays, des mêmes avantages, facilités et égards que ceux qui auraient été ou qui seraient à l'avenir accordés, sous ces rapports, à ceux de tout autre pays, conformément aux lois, décrets, dispositions et règlements en vigueur à la date de l'entrée en vigueur de la présente convention.

Article III.

Les Hautes Parties contractantes accorderont aux entrepôts de douane ou entrepôts autorisés les franchises les plus larges que prévoit le régime douanier pour l'entreposage en transit de produits originaires et provenant du territoire de l'un quelconque des deux pays, en permettant le fractionnement des envois ou cargaisons, le réembarquement, et, dans des cas spécialement autorisés, la délivrance pour la consommation locale d'une partie ou du total des marchandises entreposées, moyennant paiement des droits de douane correspondants.

Article IV.

Tous les articles produits ou fabriqués dans la République de Cuba ou dans la République du Chili, une fois importés sur le territoire de l'autre pays, seront exempts de tous impôts, taxes intérieures ou droits, autres que ceux qui frappent les articles similaires d'origine natio-

Similarly, each of the High Contracting Parties undertakes to grant to the nationals of the other any advantage or privilege which it may grant to the nationals of a third Power in the matter of direct, indirect or other taxes already in force or hereafter introduced.

Article II.

In all matters concerning navigation, vessels flying the Cuban or Chilean flag shall enjoy, in the territory of each country, the same advantages and consideration as have been or shall hereafter be granted to those of any other country, in accordance with the laws, decrees, provisions or regulations in force at the date of entry into force of the present Convention.

Similarly, in all matters concerning transit, storage, bounties, reception, delivery, despatch, formalities, drawbacks, re-export, local taxes and surtaxes, loading and unloading, merchandise, goods, samples and travellers' baggage from Cuba and Chile shall benefit, in the territory of the other country, by the same advantages, facilities and consideration as have been or shall hereafter be granted in these respects, to those of any other country, in accordance with the laws, decrees, provisions and regulations in force at the date of the entry into force of the present Convention.

Article III.

The High Contracting Parties shall grant in bonded or authorised warehouses the most extensive facilities allowed by the present Customs regulations for the storage in transit of goods originating in and shipped from the territory of the other country and shall permit breaking of bulk and reshipment and, in specially authorised cases, the clearance for local consumption of a part or the whole of the consignment, subject to payment of the appropriate Customs duties.

Article IV.

All goods produced or manufactured in the Republic of Cuba or in the Republic of Chile shall, after their introduction into the territory of the other country, be exempt from all taxes, internal dues or duties other than those payable on similar goods of national origin or originating

nale ou originaires d'un autre pays quelconque ; de même, ces articles ne pourront être soumis, ni dans l'un ni dans l'autre pays, à un traitement différent de celui qui est applicable aux articles similaires d'origine nationale ou originaires d'un autre pays, qui pourrait avoir pour effet de restreindre leur commerce à l'intérieur, leur transport, leur vente ou leur consommation. De même, en ce qui concerne les droits consulaires, ces droits seront fixés au taux le plus bas que Cuba et le Chili appliquent indépendamment à tout autre pays.

Article V.

L'exportation des produits de chacun des pays à destination de l'autre ne pourra être frappée de droits d'exportation différents de ceux qui sont appliqués aux mêmes produits exportés à destination de tout autre pays.

De même, aucun des deux gouvernements contractants ne pourra frapper de prohibitions ou de restrictions le libre paiement des marchandises échangées entre les deux pays.

Article VI.

Le Gouvernement de Cuba et le Gouvernement du Chili conviennent d'accorder aux produits qui ont fait l'objet d'un échange entre les deux pays le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous les droits accessoires, le mode de perception des droits ainsi que les règles, formalités et taxes auxquelles peuvent être soumises les opérations de douane.

La disposition qui précède est étendue au café, aux ananas, bananes, citrons et bois fins, originaires de Cuba, et au soufre, aux sels naturels et produits chimiques, pommes de terre de consommation et de semence, iode, jambon, avoine broyée, semoule, futailles, poissons et coquillages séchés et en conserve, originaires du Chili.

Article VII.

Ce traitement de faveur, toutefois, ne sera pas applicable aux avantages préférentiels et exclusifs que Cuba aurait accordés ou accorderait à l'avenir aux produits du sol et de l'industrie des Etats-Unis d'Amérique, ni aux avantages que le Chili aurait accordés ou accorderait à l'avenir à un pays limitrophe quelconque, ni aux avantages résultant d'une union douanière conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des deux Parties.

in any other country ; similarly, such articles shall not be subjected in either country to any measures other than those applicable to similar goods of national origin or originating in any other country which may be calculated to restrict commercial dealings in them within the country, or their transport, sale or consumption. Furthermore, consular fees shall be the lowest applied by Cuba and Chile respectively to any other country.

Article V.

The export of goods from either country to the other shall not be subject to export duties other than those applied to the same goods when exported to any other country.

Similarly, neither of the contracting Governments shall introduce any prohibitions or restrictions affecting freedom of payment for goods passing between the two countries in the course of trade.

Article VI.

The Governments of Cuba and Chile agree to grant each other, in respect of the goods exchanged between their respective countries, unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all matters concerning Customs duties and all subsidiary duties, the method of levying such duties and the rules, formalities and charges attaching to Customs operations.

The foregoing provision shall extend to coffee, pineapples, bananas, grape-fruit and fine woods of Cuban origin, and to sulphur, natural salts and chemical products, potatoes for consumption or seed, iodine, ham, crushed oats, groats, casks, dried and preserved fish and shellfish of Chilean origin.

Article VII.

Such privileged treatment shall not, however, apply to the preferential and exclusive advantages which have been or shall hereafter be granted by Cuba to the agricultural and industrial products of the United States of America, or to the advantages which have been or may hereafter be granted by Chile to any adjacent country or to the advantages deriving from a Customs union concluded or hereafter to be concluded by either Party.

Article VIII.

Les produits cubains indiqués ci-dessous paieront les droits de douane suivants en pesos-or de 6 d. à leur importation au Chili :

Pos. ex 183 : Tabac brut, pressé ou non, jusqu'à concurrence de 600.000 livres, poids net, par an K. N. $ 1,50.

L'excédent, jusqu'à concurrence de 600.000 autres livres, poids net, K. N. $ 3,00.

Tare : 10 % pour les paquets et ballots recouverts de toile ou de feuilles de palmier, pesant jusqu'à 80 kilos. B.

Pos. 262 : Tabac découpé en filaments, pressé ou non, K. N. $ 10,00.

Pos. 263 : Cigarettes, K. L. $ 15,00.

Pos. 264 : Cigares, K. L. $ 10,00.

Pos. ex 175 : Agave, K. B., $ 0,15.

Pos. ex 252 : Rhum de Cuba, litre $ 9,00.

Article IX.

La proportion de saccharose de sucre provenant de Cuba et relevant de la position 243 du tarif douanier chilien est portée à 97½ %.

Le sucre raffiné provenant de Cuba et relevant de la position 245 du même tarif, importé dans le territoire de Magellan, sera exempt de droit de douane.

Article X.

Pour les tabacs, cigares et cigarettes importés de Cuba conformément aux dispositions de l'article IV de la présente convention, la surtaxe de 50 % sur l'impôt intérieur chilien qui frappe les mêmes produits nationaux est supprimée.

De même, l'impôt intérieur que paiera au Chili tout paquet de cigarettes fabriquées à Cuba, ou au Chili avec des tabacs originaires de Cuba et dont le prix de vente au consommateur, au Chili, est supérieur à 2 pesos chiliens, sera ramené à 40 % du prix de vente au consommateur.

Article XI.

Les produits chiliens mentionnés ci-dessous paieront à leur importation à Cuba les droits en vigueur fixés dans le tarif douanier minimum, réduits dans la mesure indiquée :

Pos. 258 B. : Pois chiches ...	50 %
Pos. 259 C. : Ail	50 %

Article VIII.

The Cuban goods hereinafter enumerated shall, on their introduction into Chile, be subject to the Customs duties set out below in gold pesos of the value of sixpence :

Item ex 183 : Tobacco in the leaf, pressed or not, up to an annual quantity of 600,000 pounds net, K. N. pesos 1.50.

For quantities exceeding this amount, up to a further annual quantity of 600,000 pounds net, K. N. pesos 3.00.

A tare of 10 % shall be allowed for bundles and bales with burlap wrapping, weighing up to 80 kg. gross.

Item 262 : Tobacco, cut or in staple, pressed or not, K. N. pesos 10.00.

Item 263 : Cigarettes, K. L. pesos 15.00.

Item 264 : Cigars, K. L. pesos 10.00.

Item ex 175 : Agave, K. G. pesos 0.15.

Item ex 252 : Rhum from Cuba, litre pesos 9.00.

Article IX.

The proportion of saccharose which may be contained by sugar imported from Cuba under Item 243 of the Chilean Customs tariff shall be raised to 97½ %.

Refined sugar imported from Cuba under Item 245 of the tariff shall be admitted to the Magellan Territory free of Customs duty.

Article X.

Tobacco, cigars and cigarettes imported from Cuba, in accordance with the provisions of Article IV of the present Convention, shall be exempt in Chile from the surtax of 50 % of the excise duty on national articles payable on foreign tobacco, cigars and cigarettes.

Similarly, the excise duty payable in Chile on packets of cigarettes made up in Cuba, or in Chile from tobacco of Cuban origin, and the sale price of which to the consumer in Chile exceeds 2 Chilean pesos, shall be reduced to 40 % of such sale price.

Article XI.

The Chilean goods hereinafter enumerated shall be subject, on their introduction into Cuba, to the duties in force as set out in the minimum schedule of the Customs tariff reduced in the proportions indicated below :

Item 258 B. Chickpeas	50 %
Item 259 C. Garlic	50 %

Article XII.

Le Gouvernement de Cuba et le Gouvernement du Chili se garantissent réciproquement que les articles récoltés, produits ou fabriqués dans l'un des deux pays et visés à l'article VI, ne seront pas soumis, à leur entrée dans le territoire de l'autre pays, sans limitation de quantité, à des droits de douane ou droits accessoires, ou à toute autre forme d'impôts, directs ou indirects, supérieurs aux droits minimums en vigueur le jour de la signature de la présente convention.

Article XIII.

Le Gouvernement de Cuba et le Gouvernement du Chili s'engagent réciproquement à prendre les mesures, directes ou indirectes, qui sont en leur pouvoir, en vue d'obtenir que les importations de tabacs cubains au Chili et de haricots chiliens à Cuba ne soient pas inférieures à 200.000 dollars des Etats-Unis par an. Cette valeur sera réduite à la moitié pour la première année d'application de la présente convention.

Article XIV.

Le Gouvernement chilien s'engage à faire respecter l'authenticité et la garantie de provenance des produits naturels ou manufacturés de Cuba, visés par la présente convention, en empêchant l'emploi de désignations qui pourraient induire en erreur ou provoquer une confusion, ainsi que de fausses indications de provenance. En conséquence, les indications « Habana », « Habaneros », « Cuba », « Cubanos », « Vuelta Abajo », ou toute autre tendant à faire croire à l'origine cubaine de la marchandise, ne pourront être employées pour des produits ne provenant pas de Cuba. De même, on considérera comme une indication de fausse provenance celle de tout produit qui est donné comme provenant de Cuba du seul fait qu'il a été fait usage d'une matière première d'origine cubaine, lorsque ce produit n'a pas été fabriqué dans ce pays et n'en provient pas directement ; toutefois, le Gouvernement chilien pourra se réserver le droit de permettre que ses fabricants de cigares, cigarettes et tabac à fumer, moyennant autorisation spéciale du gouvernement, indiquent sur les emballages de leurs produits la proportion dans laquelle ils ont été fabriqués avec du tabac brut cubain, jusqu'à un minimum de 50 %, cette indication devant être portée sous la même forme et dans les mêmes caractères d'imprimerie que les autres mots ou signes utilisés pour indiquer ladite

Article XII.

The Governments of Cuba and Chile guarantee to each other reciprocally that the goods grown, produced or manufactured in either of the two countries, and referred to in Article VI, shall not be subject on their entry, in whatever quantities, into the territory of the other country, to Customs or subsidiary duties or to any other form of direct or indirect taxation in excess of the minimum rates in force at the date of signature of the present Convention.

Article XIII.

The Governments of Cuba and Chile undertake reciprocally to take such direct or indirect measures as are within their power to ensure that the imports of Cuban tobacco into Chile and of Chilean kidney beans into Cuba shall not be less in value than U. S. $ 200,000 annually. This value shall be reduced by one-half during the first year in which the present Convention is in force.

Article XIV.

The Government of Chile undertakes to see that the genuineness and guarantee of provenance of the natural or manufactured products of Cuba referred to in the present Convention shall be properly respected, and for that purpose shall prevent the use of descriptions calculated to mislead or confuse, and of false indications of provenance. In consequence, the descriptions " Habana ", " Habaneros ", " Cuba ", " Cubanos ", " Vuelta Abajo ", or any other indication calculated to convey that goods are of Cuban origin, may not be used for goods not of Cuban provenance. Similarly, to describe goods as of Cuban provenance solely on the ground that they are made of materials of Cuban origin, though such goods were not made up in Cuba and were not directly imported from that country, shall be deemed to be a false indication of provenance ; nevertheless, the Government of Chile may reserve to itself the right to permit its manufacturers of cigars, cigarettes and smoking tobacco, subject to the prior issue by the Government of a special licence, to indicate on the wrappers of their goods the proportion of Cuban leaf tobacco used in the manufacture thereof, with a minimum of 50 %, such indication to be in the same form and printing type as the other words or signs used to convey Cuban provenance. The Government of Chile

provenance cubaine. Le Gouvernement du Chili prendra les mesures les plus efficaces pour assurer l'observation de ces dispositions, et les fonctionnaires consulaires cubains pourront intenter d'office les actions administratives ou judiciaires destinées à réprimer les infractions.

Article XV.

Le Gouvernement de la République de Cuba s'engage, de son côté, à faire respecter l'authenticité et les garanties de provenance des produits naturels ou manufacturés du Chili visés par la présente convention, en empêchant l'emploi de désignations qui pourraient induire en erreur ou provoquer une confusion, ainsi que l'usage de la fausse indication de provenance.

Le Gouvernement cubain s'engage à prendre les mesures les plus efficaces pour assurer l'application de cette disposition.

Article XVI.

Dans les cas où, conformément aux stipulations de la présente convention, une des Hautes Parties contractantes doit appliquer aux marchandises ou produits provenant de l'autre un tarif de faveur, ces produits ou marchandises pourront être accompagnés d'un certificat d'origine.

Lesdits certificats d'origine seront délivrés par les autorités douanières, chambres de commerce ou organisations d'exportation reconnues officiellement, et on fera usage, à cet effet, de formulaires spéciaux.

Les certificats délivrés par les chambres de commerce et les organisations susmentionnées devront être visés par le consul de l'autre Partie au lieu de provenance ; ce visa sera toujours donné gratuitement. Les certificats d'origine délivrés par les autorités douanières seront également gratuits.

Article XVII.

Un plan de police sanitaire animale et végétale sera établi, d'un commun accord, dans le plus bref délai possible après l'entrée en vigueur de la présente convention, et l'on veillera à ce que ses dispositions soient appliquées de façon à ne pas entraver les échanges commerciaux entre les deux pays. Les certificats de santé animale et végétale délivrés par les autorités sanitaires de chacune des deux Parties seront visés gratuitement par les consuls de l'autre Partie dans le pays d'expédition.

shall take the most effective steps to ensure compliance with these provisions and the Cuban consular officials may, on their own authority, take administrative or judicial action to prevent or punish infringements.

Article XV.

The Government of the Republic of Cuba undertakes to see that the genuineness and guarantees of provenance of the natural or manufactured products of Chile referred to in the present Convention are respected, and for that purpose shall prevent the use of descriptions calculated to mislead or confuse and of false indications of provenance.

The Government of Cuba undertakes to take the most effective measures to ensure compliance with these provisions.

Article XVI.

In cases in which, under the terms of the present Convention, one of the High Contracting Parties has to apply a preferential tariff to merchandise or goods imported from the other, such goods or merchandise may be accompanied by a certificate of origin.

Such certificates of origin shall be issued by the Customs authorities, chambers of commerce or officially recognised export corporations, special forms being used for the purpose.

The certificates issued by chambers of commerce and the above-mentioned corporations shall be endorsed by the consul of the other Party in the place of despatch, such endorsement to be in all cases free of charge. The certificates of origin issued by the Customs authorities shall also be supplied free of charge.

Article XVII.

Sanitary police measures in respect of animal and vegetable products shall be agreed upon as soon as possible after the entry into force of the present Convention, and everything shall be done to ensure that the application of such measures shall not have the effect of impeding commercial exchanges between the two countries. Certificates of soundness in respect of animal and vegetable products issued by the sanitary authorities of either of the Parties shall be endorsed free of charge by the consuls of the other Party in the country of export.

Article XVIII.

Les exemptions, immunités et franchises des consuls et fonctionnaires de Cuba au Chili et du Chili à Cuba seront régies par les règles de la réciprocité.

Article XIX.

La présente convention sera ratifiée et ses instruments de ratification seront échangés à La Havane, dans le plus bref délai possible. Elle sera valable pour une période d'une année à compter de la date de l'échange des instruments de ratification et sera considérée comme prorogée par voie de tacite reconduction pour des périodes d'un an si elle n'a pas été dénoncée par l'une des Hautes Parties contractantes six mois au moins avant le terme de sa période de validité.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont signé la présente convention, en double exemplaire, et l'ont revêtue de leurs cachets, à La Havane, le 13 mars 1937.

(L. S.) Juan J. REMOS.
(L. S.) Emilio EDWARDS BELLO.

Article XVIII.

The exemptions, immunities and privileges of the consuls and officials of Cuba in Chile and of Chile in Cuba shall be governed by the rules of reciprocity.

Article XIX.

The present Convention shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at Havana with the least possible delay. It shall remain in force for a period of one year as from the date of the exchange of ratifications and shall be deemed to be tacitly extended for further periods of one year unless denounced by either of the High Contracting Parties not less than six months before the expiry of its period of validity.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed and sealed the present Convention in duplicate at Havana, this 13th day of March, 1937.

(L. S.) Juan J. REMOS.
(L. S.) Emilio EDWARDS BELLO.

N° 4559.

UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LETTONIE

Accord additionnel, avec annexe, à la Convention du 22 février 1936 pour favoriser les échanges commerciaux entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Lettonie. Signé à Bruxelles, le 31 janvier 1939.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement a eu lieu le 1er *mai* 1939.

ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND LATVIA

Additional Agreement, with Annex, to the Convention of February 22nd, 1936, for facilitating Commercial Exchanges between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and Latvia. Signed at Brussels, January 31st, 1939.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration took place May 1st, 1939.

N° 4559. — ACCORD ADDITIONNEL A LA CONVENTION DU 22 FÉVRIER 1936 POUR FAVORISER LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LA LETTONIE. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 31 JANVIER 1939.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE et

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, agissant tant en son nom qu'au nom de SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG, en vertu d'accords existants,

Désireux de développer les relations commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République de Lettonie dans le cadre de la Convention[1] pour favoriser les échanges commerciaux entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Lettonie conclue à Riga, le 22 février 1936, ont résolu de conclure à cet effet un accord additionnel et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

Son Excellence Monsieur le Dr Mikelis VALTERS, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Paul-Emile JANSON, son ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de maintenir, comme base de leurs échanges commerciaux, le rapport de 100 : 70, prévu à l'alinéa premier de l'article premier de la Convention du 22 février 1936 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Lettonie, jusqu'au moment où la Lettonie aura récupéré le solde déficitaire accusé, à la date de la signature du présent accord additionnel, par la balance commerciale entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Lettonie, afférente à la période d'application de la convention précitée et compte tenu du rapport ci-dessus.

Article 2.

Le Gouvernement letton s'engage à comptabiliser pour la récupération du solde dont il est question à l'article précédent la moitié des trente pour cent des devises provenant de la différence entre la valeur des importations réciproques déterminée conformément à l'alinéa premier de l'article premier de la convention prérappelée.

Article 3.

a) Pour que les dispositions conventionnelles leur soient applicables, les marchandises belges et luxembourgeoises importées en Lettonie devront — indépendamment de l'original du certificat

[1] Vol. CLXXI, page 147, de ce recueil.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4559. — ADDITIONAL AGREEMENT TO THE CONVENTION OF FEBRUARY 22ND, 1936, FOR FACILITATING COMMERCIAL EXCHANGES BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND LATVIA. SIGNED AT BRUSSELS, JANUARY 31ST, 1939.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA and

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, acting both on his own behalf and on that of HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG, in virtue of existing agreements,

Being desirous of promoting commercial exchanges between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and the Republic of Latvia within the framework of the Convention[1] for facilitating Commercial Exchanges between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and Latvia, concluded at Riga on February 22nd, 1936, have resolved to conclude an Additional Agreement for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

His Excellency Dr. Mikelis VALTERS, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Paul-Emile JANSON, His Minister for Foreign Affairs and Foreign Trade ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties agree to maintain as the basis of their commercial exchanges the ratio of 100 : 70 provided for in paragraph 1 of Article 1 of the Convention of February 22nd, 1936, between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and Latvia, until Latvia has made up the debit balance on her side at the date of the signing of the present Additional Agreement in respect of the commercial balance, as between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and Latvia, for the period of the application of the above-mentioned Convention, account being taken of the above-mentioned ratio.

Article 2.

The Latvian Government undertakes to reckon for the recovery of the sums referred to in the previous Article, half of the 30 per cent of the currency received as difference between the value of reciprocal imports determined in accordance with paragraph 1 of Article 1 of the above-mentioned Convention.

Article 3.

(a) The provisions of the Convention shall only be applicable to Belgian and Luxemburg goods imported into Latvia if — apart from the original of the certificate of origin provided for

[1] Vol. CLXXI, page 147, of this Series.

d'origine ci-après — être accompagnées, lors de leur dédouanement à l'importation pour leur consommation ou leur transformation, du double du certificat d'origine conforme au modèle A ci-annexé et d'une copie de la facture, ces deux documents devant, avant exportation, être munis du visa de l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois. Les autorités lettones compétentes estampilleront les deux documents précités et les transmettront à l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois.

b) Les marchandises lettones devront, lors de leur dédouanement à l'importation pour leur consommation ou leur transformation dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise, être accompagnées de deux copies de la facture, délivrée par le vendeur à l'acheteur, portant une déclaration du vendeur quant à l'origine lettone de la marchandise, ainsi que le visa d'une autorité lettone à ce habilitée. L'Office de Compensation belgo-luxembourgeois estampillera une copie de la facture et la transmettra aux autorités lettones compétentes.

c) Les formalités prévues aux littera *a)* et *b)* ci-dessus s'appliqueront également aux marchandises qui feront l'objet de compensations privées dûment autorisées en conformité des dispositions conventionnelles.

Article 4.

a) Les opérations de compensation privée autorisées en exécution de l'alinéa premier de l'article 5 de la Convention du 22 février 1936 porteront, à l'entrée dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise, sur des importations supplémentaires de marchandises lettones. Soixante-dix pour cent du montant de ces importations pourront être affectés au paiement de marchandises belges ou luxembourgeoises importées en contre-partie en Lettonie, les trente pour cent restants étant à comptabiliser, pour leur entière valeur, à la récupération du solde dont il est question à l'article premier du présent accord additionnel.

b) Par dérogation aux dispositions du second alinéa de l'article 5 de la convention précitée, toutes opérations de compensation privée devront, sans exception, être dûment autorisées au préalable par les organismes désignés à cet effet à la fois en Lettonie et dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Article 5.

Le présent accord additionnel fait partie intégrante de la Convention pour favoriser les échanges commerciaux entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Lettonie, signée à Riga, le 22 février 1936. Il entrera en vigueur le 15 février 1939.

En foi de quoi les plénipotentiaires précités ont signé le présent accord et y ont apposé leur cachet.

Fait en double à Bruxelles, le 31 janvier 1939.

Dr M. VALTERS.
P. E. JANSON.

below — they are accompanied, at the time of Customs clearance on import for purposes of consumption or conversion, by a duplicate of the certificate of origin in accordance with Model A annexed hereto and a copy of the invoice ; these two documents must, before export, be visaed by the Belgo-Luxemburg Clearing Office. The competent Latvian authorities shall stamp the two above-mentioned documents and forward them to the Belgo-Luxemburg Clearing Office.

(b) Latvian goods must, at the time of Customs clearance on import for consumption or conversion in the Economic Union of Belgium and Luxemburg, be accompanied by two copies of the invoice remitted by the vendor to the purchaser, bearing a declaration by the vendor as to the Latvian origin of the goods and the visa of a Latvian authority competent for the purpose. The Belgo-Luxemburg Clearing Office shall stamp one copy of the invoice and forward it to the competent Latvian authorities.

(c) The formalities provided for under *(a)* and *(b)* above shall also apply to goods which are dealt with by private compensation transactions duly authorised under the provisions of the Convention.

Article 4.

(a) The private compensation transactions authorised under the first paragraph of Article 5 of the Convention of February 22nd, 1936, shall apply to additional imports of Latvian goods at the time of their entering into the Economic Union of Belgium and Luxemburg. 70 per cent of the value of such imports may be used in payment for Belgian or Luxemburg goods imported into Latvia in exchange, the total value of the remaining 30 per cent being reckoned for recovery of the balance referred to in Article 1 of the present Additional Agreement.

(b) Notwithstanding the provisions of the second paragraph of Article 5 of the above-mentioned Convention, all private compensation transactions, without exception, must be duly authorised beforehand by the bodies designated for that purpose both in Latvia and in the Economic Union of Belgium and Luxemburg.

Article 5.

The present Additional Agreement shall form an integral part of the Convention for facilitating Commercial Exchanges between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and Latvia, signed at Riga on February 22nd, 1936. It shall come into force on February 15th, 1939.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Brussels, this 31st day of January, 1939.

Dr. M. VALTERS.
P. E. JANSON.

MODÈLE A.

(Cette mention ne sera pas reproduite.)

EXPORTATIONS DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE VERS LA LETTONIE.

CERTIFICAT D'ORIGINE

(Original.)

N° Double-Triple.

Expéditeur :	Destinataire :
Nom :	Nom : .....
Domicile :	Domicile : .....
Rue :	Rue : .....

Nature de la marchandise (nom commun ou dénomination commerciale ou technique) :
Mode d'emballage :
Nombre des colis :
Marques et Nos :

Poids { brut : ..... kg. / net : ..... kg. } ou autres unités de mesures.

Valeur (chiffres et lettres) :
CIF ports lettons.

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus sont d'origine .....

....., le ..... 193...

Nom, prénoms, qualité, résidence.
(Signature.)

Sceau.

Le présent certificat d'origine a été délivré par l'organisme belge ou luxembourgeois dûment habilité ci-après :

Visa de l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois (*).

(*) Cette mention ne sera pas reproduite sur l'original.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

MODEL A.

(This title will not be reproduced.)

EXPORTS FROM THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG TO LATVIA.

CERTIFICATE OF ORIGIN.

(Original.)

No. Duplicate-Triplicate.

Consignor :	Consignee :
Name :	Name : .....
Place of residence :	Place of residence : .....
Street :	Street : .....

Nature of the goods (ordinary name, or commercial or technical appellation) :
Method of packing :
Number of packages :
Marks and Nos. :

Weight { gross : ..... kg. / net : ..... kg. } or other units of weight.

Value (in figures and words) :
CIF Latvian ports.

Certified that the origin of the goods enumerated above is .....

....., the ..... 193...

Surname, Christian names, Status, Address.
(Signature.)

Seal.

The present certificate of origin has been issued by the following Belgian or Luxemburg organisation duly authorised for that purpose :

Visa of the Belgo-Luxemburg Clearing Office *.

* These words will not be reproduced on the original.

N° 4560.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET INDE ET ÉGYPTE

Accord entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et l'Egypte relatif à la reconnaissance réciproque des certificats d'enregistrement et de jaugeage des navires, signé à Londres, le 20 février 1939, et échange de notes de la même date comportant un accord relatif à l'application des dispositions de l'accord susdit entre l'Egypte et l'Inde.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Egypte et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement a eu lieu le 5 *mai* 1939.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND INDIA AND EGYPT

Agreement between Great Britain and Northern Ireland and Egypt regarding the Reciprocal Recognition of Certificates of Registry and Tonnage of Ships, signed at London, February 20th, 1939, and Exchange of Notes of the same Date constituting an Agreement regarding the Application of the Provisions of the above Agreement between Egypt and India.

English official text communicated by the Egyptian Minister for Foreign Affairs and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took place May 5th, 1939.

No. 4560. — AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF CERTIFICATES OF REGISTRY AND TONNAGE OF SHIPS. SIGNED AT LONDON, FEBRUARY 20TH, 1939.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF EGYPT have agreed as follows :

Article 1.

Subject to the provisions of Articles 3, 4 and 5 of this Agreement, the territories of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India (hereinafter referred to as His Majesty) to which this Agreement applies are the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Newfoundland, Burma, British Colonies and Protectorates and mandated territories in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom.

Any reference in subsequent Articles of the present Agreement to the territories of His Majesty shall be deemed to relate to those territories of His Majesty to which the Agreement applies.

Article 2.

In view of the fact that the existing laws and regulations in the territories of His Majesty in regard to measurement of tonnage of merchant ships are in substantial agreement with those of Egypt, ships furnished with certificates of registry and other national papers duly issued by the competent authorities of some part of the territories of His Majesty shall be deemed by the Egyptian authorities to be of the tonnage denoted in the said documents, and shall be exempted from being remeasured in any port or place in Egypt, on condition that similar terms shall be accorded to Egyptian ships equipped with certificates of registry or other national papers duly issued by the competent

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4560. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS D'ENREGISTREMENT ET DE JAUGEAGE DES NAVIRES. SIGNÉ A LONDRES, LE 20 FÉVRIER 1939.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME D'EGYPTE sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Sous réserve des dispositions des articles 3, 4 et 5 du présent accord, les territoires de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes (ci-après désigné sous l'appellation de Sa Majesté) auxquels s'applique le présent accord sont le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Terre-Neuve, la Birmanie, les colonies et protectorats britanniques et les territoires sous mandat pour lesquels le mandat est exercé par le Gouvernement du Royaume-Uni.

Toutes les fois que, dans les articles ci-après du présent accord, il sera fait mention des territoires de Sa Majesté, ce terme sera considéré comme visant les territoires de Sa Majesté auxquels l'accord s'applique.

Article 2.

Etant donné que les lois et règlements en vigueur dans les territoires de Sa Majesté au sujet du jaugeage des navires de commerce concordent sensiblement avec les lois et règlements de l'Egypte, les navires munis de certificats d'immatriculation et autres documents nationaux dûment délivrés par les autorités compétentes d'une partie quelconque des territoires de Sa Majesté seront considérés par les autorités égyptiennes comme ayant le tonnage indiqué dans lesdits documents et seront exemptés du rejaugeage en tout port ou tout lieu d'Egypte, à la condition qu'un traitement analogue soit accordé aux navires égyptiens munis de certificats d'immatriculation ou autres

Egyptian authorities on or after the 31st December, 1935, and that such ships shall be exempt from being remeasured in any place within the territories of His Majesty.

Article 3.

The Government of Egypt may by a twelve months' notice given in writing through the diplomatic channel terminate this Agreement in respect of all or any of the territories of His Majesty and the Agreement shall thereupon cease to apply to the territories named in the notice and to ships registered therein.

Article 4.

The Government of the United Kingdom in respect of all or any of the territories of His Majesty may likewise terminate this Agreement by a twelve months' notice given in writing through the diplomatic channel; and the Agreement shall thereupon cease to apply to the territories named in the notice and to ships registered therein.

Article 5.

The termination of this Agreement, under Articles 3 or 4 in respect of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland shall also terminate it in respect of Newfoundland, Burma, British Colonies and Protectorates and mandated territories in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom, and its provisions shall thereupon cease to apply to all such territories and to ships registered therein.

In faith whereof the undersigned have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate in London the 20th day of February, 1939.

(Sgd.) *(L. S.)* HALIFAX.
(Sgd.) *(L. S.)* Hassan NACHÂT.

Pour copie conforme :
Le Directeur des Affaires politiques et commerciales,
Ministère des Affaires étrangères,
Kamil A. Rahim.

documents nationaux dûment délivrés par les autorités égyptiennes compétentes à partir du 31 décembre 1935 (y compris) et que ces navires soient exemptés du rejaugeage en tout lieu des territoires de Sa Majesté.

Article 3.

Le Gouvernement égyptien pourra, moyennant un préavis de douze mois donné par écrit et transmis par la voie diplomatique, mettre fin au présent accord pour l'ensemble ou pour l'un quelconque des territoires de Sa Majesté, et l'accord cessera, à partir de ce moment, de s'appliquer aux territoires mentionnés dans le préavis ainsi qu'aux navires qui y sont immatriculés.

Article 4.

Le Gouvernement du Royaume-Uni, en ce qui concerne l'ensemble ou l'un quelconque des territoires de Sa Majesté, pourra de même mettre fin au présent accord moyennant un préavis de douze mois donné par écrit et transmis par la voie diplomatique, et l'accord cessera à partir de ce moment de s'appliquer aux territoires mentionnés dans le préavis ainsi qu'aux navires qui y sont immatriculés.

Article 5.

S'il est mis fin au présent accord aux termes des articles 3 ou 4 pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'accord cessera également d'être en vigueur pour Terre-Neuve, la Birmanie, les colonies et protectorats britanniques et les territoires sous mandat pour lesquels le mandat est exercé par le Gouvernement du Royaume-Uni, et ses dispositions cesseront à ce moment de s'appliquer à tous lesdits territoires ainsi qu'aux navires qui y sont immatriculés.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Londres le 20 février 1939.

(Signé) *(L. S.)* HALIFAX.
(Signé) *(L. S.)* Hassan NACHÂT.

No. 4560

EXCHANGE OF NOTES

CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE APPLICATION BETWEEN EGYPT AND INDIA OF THE PROVISIONS OF THE AGREEMENT OF FEBRUARY 20TH, 1939, BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND EGYPT. LONDON, FEBRUARY 20TH, 1939.

FOREIGN OFFICE.
No. J 508/508/16.

LONDON, *February 20th*, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

On the signature this day of the Agreement between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Kingdom of Egypt relative to the reciprocal recognition of certificates of registry and other national papers concerning the measurement of tonnage of merchant ships, I have the honour to inform you that it is the desire of the Government of India that an Agreement should be concluded between them and the Government of Egypt applying the provisions of the said Agreement on the one hand to Egyptian ships in the ports of India and on the other hand to ships in Egyptian ports which have been furnished with certificates and other national papers duly issued by the authorities of India.

2. If the Government of Egypt are agreeable to this proposal, I have the honour to suggest that the present note and your Excellency's reply to that effect shall be regarded as constituting an Agreement between the two Governments in this matter which shall take effect from the date of your note and be capable of termination by either Government by twelve months' notice in writing given through the diplomatic channel.

I have the honour to be, with the highest consideration, Your Excellency's obedient Servant.

(Sgd.) HALIFAX.

His Excellency
Hassan Nachât Pasha,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :
Le Directeur des Affaires politiques et commerciales,
Ministère des Affaires étrangères,
Kamil A. Rahim.

ÉCHANGE DE NOTES

COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'APPLICATION ENTRE L'ÉGYPTE ET L'INDE DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD DU 20 FÉVRIER 1939 ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET L'EGYPTE. LONDRES, LE 20 FÉVRIER 1939.

FOREIGN OFFICE.
N° J 508/508/16.

LONDRES, *le 20 février* 1939.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Au moment de la signature, ce même jour, de l'Accord entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement du Royaume d'Egypte relatif à la reconnaissance réciproque des certificats d'immatriculation et autres documents nationaux concernant le jaugeage des navires de commerce, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de l'Inde désire qu'il soit conclu entre lui et le Gouvernement égyptien un accord appliquant les dispositions dudit accord, d'une part, aux navires égyptiens se trouvant dans les ports de l'Inde et, d'autre part, aux navires se trouvant dans les ports égyptiens qui ont été munis de certificats et autres documents nationaux dûment délivrés par les autorités de l'Inde.

2. Si le Gouvernement égyptien se rallie à cette proposition, j'ai l'honneur de suggérer que la présente note et la réponse faite dans ce sens par Votre Excellence soient considérées comme constituant en cette matière entre les deux gouvernements un accord qui entrera en vigueur à partir de la date de votre note et auquel l'un ou l'autre gouvernement pourra mettre fin moyennant un préavis de douze mois donné par écrit et transmis par la voie diplomatique.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) HALIFAX.

Son Excellence
Hassan Nachât Pacha,
etc., etc., etc.

ROYAL EGYPTIAN EMBASSY.
Ref. : L 74—8/9.

LONDON, *February 20th*, 1939.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your Excellency's Note of even date, with regard to the Agreement signed to-day between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and my Government relative to the reciprocal recognition of certificates of registry and other national papers concerning the measurement of tonnage of merchant ships, and in which your Excellency informs me of the desire of the Government of India that an Agreement should be concluded between them and my Government applying the provisions of the said Agreement on the one hand to Egyptian ships in the ports of India and on the other hand to ships in Egyptian ports which have been furnished with certificates and other national papers duly issued by the authorities of India.

2. In reply I have the honour to inform your Excellency that my Government is agreeable to this proposal and accept that your Excellency's Note and my present reply to that effect shall be regarded as constituting an Agreement between the two Governments in this matter which shall take effect from this date and be capable of termination by either Government by twelve months' notice in writing given through the diplomatic channel.

I have the honour to be, Sir, with highest consideration, your most obedient Servant.

(Sgd.) H. NACHÂT,
Ambassador.

The Rt. Hon. Viscount Halifax,
Principal Secretary of State
for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :

Le Directeur des Affaires politiques et commerciales,

Ministère des Affaires étrangères,
Kamil A. Rahim.

AMBASSADE ROYALE D'EGYPTE.
Ref. : L 74-8/9.

LONDRES, *le 20 février* 1939.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour relative à l'accord signé aujourd'hui entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et mon gouvernement concernant la reconnaissance réciproque des certificats d'immatriculation et autres documents nationaux visant le jaugeage des navires de commerce, et dans laquelle Votre Excellence m'informe que le Gouvernement de l'Inde désire qu'il soit conclu entre lui et mon gouvernement un accord appliquant les dispositions dudit accord, d'une part, aux navires égyptiens se trouvant dans les ports de l'Inde et, d'autre part, aux navires se trouvant dans des ports égyptiens qui ont été munis de certificats et autres documents nationaux dûment délivrés par les autorités de l'Inde.

2. En réponse, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que mon gouvernement se rallie à cette proposition et accepte que la note de Votre Excellence et ma présente réponse faite dans ce sens soient considérées comme constituant en cette matière entre les deux gouvernements un accord qui entrera en vigueur à partir de ce jour et auquel l'un ou l'autre gouvernement pourra mettre fin moyennant un préavis de douze mois donné par écrit et transmis par la voie diplomatique.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) H. NACHÂT,
Ambassadeur.

Le très honorable vicomte Halifax,
Principal Secrétaire d'Etat
aux Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

N° 4561.

DANEMARK ET SUÈDE

Echange de notes comportant un accord concernant l'application de certaines dispositions législatives adoptées par les deux pays en conséquence de leur adhésion à la Convention internationale du 25 août 1924 pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement. Stockholm, le 30 décembre 1938.

Textes officiels danois et suédois communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement a eu lieu le 8 *mai* 1939.

DENMARK AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Application of Certain Legislative Provisions adopted by the Two Countries in consequence of their Accession to the International Convention of August 25th, 1924, for the Unification of Certain Rules relating to Bills of Lading. Stockholm, December 30th, 1938.

Danish and Swedish official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration took place May 8th, 1939.

N° 4561. — NOTEVÄXLING [1] MELLAN DEN DANSKA OCH DEN SVENSKA REGERINGEN ANGÅENDE TILLÄMPNINGEN AV VISSA LAGBESTÄMMELSER ANTAGNA I DE TVÅ LÄNDERNA EFTER ANSLUTNINGEN TILL DEN INTERNATIONELLA KONVENTIONEN AV DEN 25 AUGUSTI 1924 ANGÅENDE ENSARTADE REGLER FÖR KONOSSEMENT. STOCKHOLM DEN 30 DECEMBER 1938.

N° 4561. — NOTEVEKSLING [1] MELLEM DEN DANSKE OG DEN SVENSKE REGERING VEDRØRENDE ANVENDELSEN AF VISSE LOVBESTEMMELSER VEDTAGET I DE TO LANDE SOM FØLGE AF DERES TILSLUTNING TIL DEN INTERNATIONALE KONVENTION AF 25 AUGUST 1924 OM ENSARTEDE REGLER ANGAAENDE KONOSSEMENTER. STOCKHOLM DEN 30 DECEMBER 1938.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

I. — MINISTERN FÖR UTRIKES ÄRENDENA TILL DANSKE MINISTERN I STOCKHOLM.

HERR ENVOYÉ, STOCKHOLM *den* 30 *december* 1938.

Sedan Kungl. Maj:t förordnat, att lagen den 5 juni 1936 om ändring i vissa delar av sjölagen samt lagen samma dag i anledning av Sveriges tillträde till 1924 års internationella konvention [2] rörande konossement skola träda i kraft den 1 januari 1939, har jag äran bringa till Herr Envoyéns kännedom, att svenska regeringen under förutsättning av ett motsvarande åtagande från danska regeringens sida kommer att före den 1 januari 1939 utfärda föreskrifter av följande innebörd :

1) Bestämmelserna i 122 § första och andra styckena sjölagen, enligt lydelsen i lagen den 5 juni 1936 om ändring i vissa delar av sjölagen, skola från och med den 1 januari 1939 äga tillämpning jämväl i avseende å fart mellan Sverige och Danmark.

2) Bestämmelsen i 171 § tredje stycket första punkten sjölagen, enligt lydelsen i lagen den 5 juni 1936 om ändring i vissa delar av sjölagen, skall från och med den 1 januari 1939 äga tillämpning jämväl i avseende å fart mellan Sverige och Danmark.

3) Lagen i anledning av Sveriges tillträde till 1924 års internationella konvention rörande konossement skall icke äga tillämpning å fart mellan Sverige och Danmark, i följd varav, i överensstämmelse med förbehåll som gjordes vid Sveriges anslutning till konventionen, i fart mellan Sverige och Danmark må angående befordran av gods utfärdas konossement eller liknande åtkomsthandling (documents similaires) i enlighet med föreskrifterna i sjölagen, utan att bestämmelserna i konventionen bliva tillämpliga därå eller å rättsförhållandet mellan bortfraktaren och innehavaren av handlingen.

Därest danska regeringen är beredd att å sin sida göra ett motsvarande åtagande, tillåter jag mig föreslå att denna note tillsammans med det svar Herr Envoyén behagar tillställa mig skall utgöra en mellan de båda regeringarna träffad överenskommelse, vilken förbliver i kraft intill utgången av sex månader efter från endera regeringens sida verkställd uppsägning.

Mottag, Herr Envoyé, försäkran om min utmärkta högaktning.

Rickard SANDLER.

---

[1] Entré en vigueur le 1er janvier 1939.

[2] Vol. CXX, page 155 ; vol. CLVI, page 234 ; vol. CLXXVII, page 408 ; et vol. CLXXXI, page 394, de ce recueil.

[1] Came into force January 1st, 1939.

[2] Vol. CXX, page 155 ; Vol. CLVI, page 234 ; Vol. CLXXVII, page 408 ; and Vol. CLXXXI, page 394, of this Series.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

II. — NOTE FRA DEN DANSKE GESANDT I STOCKHOLM TIL DEN SVENSKE UDENRIGSMINISTER.

HERR UDENRIGSMINISTER, STOCKHOLM, *den* 30 *December* 1938.

Under Henvisning til Deres Excellences Note af Dags Dato har jeg i Henhold til den mig af min Regering givne Bemyndigelse herved den Ære at meddele Deres Excellence, at den kgl. danske Regering under Forudsætning af Gensidighed og med Gyldighed fra 1. Januar 1939 at regne forpligter sig til at udfærdige følgende Forskrifter :

1) Bestemmelserne i den danske Sølovs § 122, Stykkerne 1 og 2, finder Anvendelse ogsaa i Fart mellem Danmark og Sverige.

2) Bestemmelsen i den danske Sølovs § 171, Stk. 3, l'Punktum, vil ogsaa finde Anvendelse i Fart mellem Danmark og Sverige.

3) Der vil i Fart mellem Danmark og Sverige kunne udfærdiges Konnossementer og lignende Dokumenter (documents similaires) i Overensstemmelse med Forskrifterne i den danske Sølov, uden at Bestemmelserne i den internationale Konvention om Konnossementer af 25. August 1924 kommer til Anvendelse paa dem eller paa det Retsforhold, som derved begrundes mellem Bortfragter og Dokumentets Indehaver, jfr. Lov No. 150 af 7. Maj 1937, § 8, samt det Forbehold, som blev taget ved Deponeringen i Bryssel den 1. Juli 1938 ved Danmarks Tiltrædelsesdokument til Konventionen.

Jeg tillader mig at tilføje, at jeg er enig i, at der ved Deres Excellences ovennævnte Note og det i nærværende Note indeholdte Svar fra den kgl. Regerings Side mellem de to Regeringer er afsluttet en Overenskomst, der forbliver i Kraft, indtil den af en af Parterne opsiges til Ophør med 6 Maaneders Varsel.

Modtag, Herr Udenrigsminister, Forsikringen om min mest udmærkede Højagtelse.

ENGELL.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 28 avril 1939.

Le Chef des Archives p. i.,
C^te^ Lewenhaupt.

TRADUCTION.

Nº 4561. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT L'APPLICATION DE CERTAINES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ADOPTÉES PAR LES DEUX PAYS EN CONSÉQUENCE DE LEUR ADHÉSION A LA CONVENTION INTERNATIONALE DU 25 AOUT 1924 POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES RÈGLES EN MATIÈRE DE CONNAISSEMENT. STOCKHOLM, LE 30 DÉCEMBRE 1938.

I. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU MINISTRE DU DANEMARK A STOCKHOLM.

STOCKHOLM, *le* 30 *décembre* 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Roi ayant décrété la mise en vigueur, à la date du 1er janvier 1939, de la loi du 5 juin 1936 concernant la modification de certaines parties de la loi sur la navigation maritime, ainsi que de la loi de la même date concernant l'adhésion de la Suède à la Convention internationale de 1924 sur le connaissement, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Suède fera publier, avant le 1er janvier 1939, le règlement suivant, à condition que des mesures correspondantes soient prises par le Gouvernement danois :

1. Les dispositions de l'article 122, paragraphes 1 et 2, de la loi sur la navigation maritime, conformément à la rédaction contenue dans la loi du 5 juin 1936 amendant certaines parties de la loi sur la navigation maritime, seront appliquées à dater du 1er janvier 1939 au trafic maritime entre la Suède et le Danemark.

2. Les dispositions de l'article 171, paragraphe 3, Nº 1, de la loi sur la navigation

TRANSLATION.

No. 4561. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE APPLICATION OF CERTAIN LEGISLATIVE PROVISIONS ADOPTED BY THE TWO COUNTRIES IN CONSEQUENCE OF THEIR ACCESSION TO THE INTERNATIONAL CONVENTION OF AUGUST 25TH, 1924, FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES RELATING TO BILLS OF LADING. STOCKHOLM, DECEMBER 30TH, 1938.

I. THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE DANISH MINISTER IN STOCKHOLM.

STOCKHOLM, *December* 30*th*, 1938.

SIR,

The King having decreed that the Law of June 5th, 1936, regarding the amendment of certain parts of the Navigation Law and the law of the same date regarding the accession of Sweden to the International Convention of 1924 relating to bills of lading shall come into force on January 1st, 1939, I have the honour to inform you that the Swedish Government, subject to corresponding steps being taken by the Danish Government, will issue regulations to the following effect before January 1st, 1939 :

(1) The provisions of § 122, paragraphs 1 and 2, of the Navigation Law according to the wording contained in the Law of June 5th, 1936, amending certain parts of the Navigation Law, shall be applied as from January 1st, 1939, inclusive to traffic between Sweden and Denmark.

(2) The provisions of § 171, paragraph 3, No. 1, of the Navigation Law, according to

maritime, conformément à la rédaction contenue dans la loi du 5 juin 1936 amendant certaines parties de la loi sur la navigation maritime, s'appliqueront également, à dater du 1er janvier 1939, au trafic maritime entre la Suède et le Danemark.

3. La loi concernant l'adhésion de la Suède à la Convention internationale de 1924 sur le connaissement, ne s'appliquera pas au trafic maritime entre la Suède et le Danemark, étant donné qu'en raison des réserves qui ont été formulées lorsque la Suède a adhéré à ladite convention, le connaissement et autres documents similaires peuvent être établis en vue du transport de marchandises dans le trafic maritime entre la Suède et le Danemark, conformément aux dispositions de la loi sur la navigation maritime, sans que les dispositions de cette convention doivent s'appliquer à ces documents ou au rapport juridique entre le transporteur et le possesseur des documents.

Si le Gouvernement danois est disposé à prendre, de son côté, des mesures correspondantes, je me permets de proposer que la présente note et la réponse que vous serez assez aimable pour m'adresser, constituent, entre les deux gouvernements, un accord qui restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois après sa dénonciation par l'un des deux gouvernements.

Veuillez agréer, etc.

Rickard SANDLER.

the wording contained in the Law of June 5th, 1936, amending certain parts of the Navigation Law, shall also be applied as from January 1st, 1939, to traffic between Sweden and Denmark.

(3) The law regarding the accession of Sweden to the International Convention of 1924 relating to bills of lading shall not apply to traffic between Sweden and Denmark in view of the fact that under the reservations made when Sweden acceded to the Convention, bills of lading or similar documents may be made out for the carriage of goods in traffic between Sweden and Denmark in accordance with the provisions of the Navigation Law without the provisions of the Convention being applicable thereto or to the legal relationship between the carrier and the owner of the documents.

If the Danish Government is prepared for its part to take corresponding steps, I venture to propose that the present note, together with the reply which you will be good enough to send me, shall constitute an Agreement between the two Governments, which shall remain in force until the expiry of six months after denunciation by either Government.

I have the honour to be, etc.

Rickard SANDLER.

II. LE MINISTRE DU DANEMARK A STOCKHOLM AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, *le* 30 *décembre* 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la note de Votre Excellence en date de ce jour, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de porter à votre connaissance que, sous réserve de réciprocité, le Gouvernement royal du Danemark s'engage à appliquer, à partir du 1er janvier 1939, les dispositions ci-après :

1. Les dispositions de la loi danoise sur la navigation maritime, article 122, paragraphes 1 et 2, s'appliqueront également au trafic maritime entre le Danemark et la Suède.

II. THE DANISH MINISTER IN STOCKHOLM TO THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, *December* 30*th*, 1938.

SIR,

With reference to Your Excellency's note of to-day's date, I have the honour, acting on instructions from my Government, to inform you that, subject to reciprocity, the Royal Danish Government undertakes to apply the following provisions as from January 1st, 1939 :

(1) The provisions of the Danish Navigation Law, § 122, paragraphs 1 and 2, will also apply to traffic between Denmark and Sweden.

2. Les dispositions de la loi danoise sur la navigation maritime, article 171, paragraphe 3, sous-paragraphe 1, s'appliqueront également au trafic maritime entre le Danemark et la Suède.

3. Dans le commerce par mer entre le Danemark et la Suède, les connaissements et autres documents similaires pourront être établis conformément aux dispositions de la loi danoise sur la navigation maritime, sans que les dispositions de la Convention internationale du 25 août 1924 concernant le connaissement s'appliquent auxdits documents ou au rapport juridique que ceux-ci établissent entre le transporteur et le possesseur du document (voir la loi N° 150 du 7 mai 1937, article 8, ainsi que la réserve qui a été formulée lorsque le document concernant l'adhésion du Danemark à ladite convention fut déposé à Bruxelles le 1er juillet 1938).

J'ajoute que j'accepte que votre note précitée ainsi que la réponse du Gouvernement royal figurant dans la présente note constituent, entre les deux gouvernements, un accord qui demeurera en vigueur tant qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des deux Parties avec un préavis de six mois.

Veuillez agréer, etc.

ENGELL.

(2) The provisions of the Danish Navigation Law, § 171, paragraph 3, subparagraph 1, will also apply to traffic between Denmark and Sweden.

(3) In traffic between Denmark and Sweden, bills of lading and similar documents may be made out in accordance with the provisions of the Danish Navigation Law, without the provisions of the International Convention of August 25th, 1924, relating to bills of lading being applied to them or to the legal relationship which is thereby established between the carrier and the owner of the document (see Law No. 150 of May 7th, 1937, § 8, and the reservation made when the document regarding the accession of Denmark to the Convention was deposited at Brussels on July 1st, 1938).

I would add that I agree that your above-mentioned note and the Royal Government's reply contained in the present note shall constitute an Agreement between the two Governments which shall remain in force until it is denounced by one of the two Parties at six months' notice.

I have the honour to be, etc.

ENGELL.

N° 4562.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET FINLANDE

Echange de notes comportant un accord relatif à l'échange des publications officielles, avec annexes. Washington, les 28 et 30 décembre 1938.

Texte officiel anglais communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement a eu lieu le 9 mai 1939.

UNITED STATES OF AMERICA AND FINLAND

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Exchange of Official Publications, with Annexes. Washington, December 28th and 30th, 1938.

English official text communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration took place May 9th, 1939.

No. 4562. — EXCHANGE OF NOTES [1] BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE FINNISH GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE EXCHANGE OF OFFICIAL PUBLICATIONS. WASHINGTON, DECEMBER 28TH AND 30TH, 1938.

I.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, *December 28th*, 1938.

SIR,

I have the honor, with reference to recent correspondence in regard to the broadening of the exchange of official publications between the United States of America and Finland, to express my understanding of the provisions which are to govern the exchange beginning with January 1st, 1939, as follows :

1. One copy of each official publication of the several branches of the Government of the United States of America shall be furnished regularly to the Library of Parliament at Helsinki through the medium of the International Exchange Service of the Smithsonian Institution. A list of branches of the Government of the United States of America the publications of which are to be furnished under the present Agreement is attached (List No. 1). This list shall be extended, without the necessity of subsequent negotiations, to include any new offices which the Government of the United States of America may create in the future.

2. One copy of each official publication of the several branches of the Government of Finland shall be furnished regularly

[1] Came into force January 1st, 1939.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4562. — ÉCHANGE DE NOTES [1] ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT FINLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES. WASHINGTON, LES 28 ET 30 DÉCEMBRE 1938.

I.

DÉPARTEMENT D'ETAT.

WASHINGTON, *le 28 décembre* 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, comme suite à une récente correspondance relative à l'extension de l'échange de publications officielles entre les Etats-Unis d'Amérique et la Finlande, d'indiquer ci-après mon interprétation des dispositions destinées à régir l'échange qui commencera le 1er janvier 1939 :

1. Un exemplaire de chacune des publications officielles des différents services du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sera fourni régulièrement à la bibliothèque du Parlement, à Helsinki, par l'intermédiaire du Service d'échanges internationaux de la « Smithsonian Institution ». Une liste des services du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique dont les publications seront fournies en vertu du présent accord est jointe (Liste N° 1). Sans qu'il soit nécessaire de procéder à d'autres négociations, cette liste recevra les additions concernant les nouveaux bureaux ou offices que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pourra créer ultérieurement.

2. Un exemplaire de chacune des publications officielles des divers services du Gouvernement de Finlande sera fournie

[1] Entré en vigueur le 1er janvier 1939.

to the Government of the United States of America. A list describing the publications of the Government of Finland which are to be furnished under the present Agreement is attached (List No. 2).

3. This Agreement shall not be understood to modify any agreements for the exchange of publications that may already exist between the various departments and other instrumentalities of the Government of the United States of America and the departments and other instrumentalities of the Government of Finland.

Upon the receipt of a note from you confirming the above understanding, my Government will consider the Agreement effective as of January 1st, 1939.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

For the Acting Secretary of State :
G. S. MESSERSMITH.

The Honorable
Eero Järnefelt,
Minister of Finland.

LIST No. 1

1. *Congress.*

Congressional records, bound ; the Senate and House journals, bound ; United States code and supplements, bound ; all other publications printed by order of either House of the United States Congress.

2. *Executive departments (including without further specification the various bureaus and divisions thereof).*

Department of State.
Department of the Treasury.
Department of War.
Department of Justice.
Post Office Department.
Department of the Navy.
Department of the Interior.
Department of Agriculture.
Department of Commerce.
Department of Labor.

3. *Independent offices and establishments.*

Civil Service Commission.
General Accounting Office.
Interstate Commerce Commission.

régulièrement au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Une liste indiquant les publications du Gouvernement de Finlande qui seront fournies en vertu du présent accord est jointe (Liste N° 2).

3. Le présent accord ne sera pas considéré comme modifiant les accords relatifs à l'échange de publications qui peuvent déjà exister entre les divers départements et autres services du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et les départements et autres services du Gouvernement de Finlande.

Dès réception d'une note de votre part confirmant l'interprétation donnée ci-dessus, mon gouvernement considérera l'accord comme entrant en vigueur à la date du 1er janvier 1939.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat p. i.,
G. S. MESSERSMITH.

L'honorable
Eero Järnefelt,
Ministre de Finlande.

LISTE N° 1

1. *Congrès.*

Archives du Congrès, reliées ; journaux du Sénat et de la Chambre des représentants, reliés ; code des Etats-Unis et suppléments, reliés ; toutes autres publications imprimées par ordre de l'une et l'autre Chambre du Congrès des Etats-Unis.

2. *Départements exécutifs (y compris, sans autre spécification, les divers bureaux et subdivisions qui en dépendent).*

Département d'Etat.
Département de la Trésorerie.
Département de la Guerre.
Département de la Justice.
Département des Postes.
Département de la Marine.
Département de l'Intérieur.
Département de l'Agriculture.
Département du Commerce.
Département du Travail.

3. *Bureaux, offices et institutions indépendants.*

Commission des Services administratifs.
Office de la Comptabilité générale.
Commission du Commerce entre les Etats de l'Union.

Board of Governors of the Federal Reserve System.
Federal Trade Commission.
Tariff Commission.
Board of Tax Appeals
Federal Power Commission.
Federal Housing Administration.
Veterans' Administration.
National Advisory Committee for Aeronautics.

Commission of Fine Arts.
Reconstruction Finance Corporation.
Federal Home Loan Bank Board.
Tennessee Valley Authority.
Rural Electrification Administration.
Farm Credit Administration.
Central Statistical Board.
Civilian Conservation Corps.
Federal Deposit Insurance Corporation.
Securities and Exchange Commission.
National Archives.
National Resources Committee.
National Labor Relations Board.
Railroad Retirement Board.
Federal Communications Commission.
Social Security Board.
Maritime Commission.
National Mediation Board.
Civil Aeronautics Authority.

4. *Courts.*

Supreme Court of the United States.
Court of Customs and Patent Appeals.

Court of Claims.

Conseil d'administration du Système de la Réserve fédérale.
Commission fédérale du Commerce.
Commission des Tarifs douaniers.
Bureau des Appels en matière fiscale.
Commission fédérale des Forces motrices.
Administration fédérale de l'Habitation.
Administration des Vétérans.
Commission consultative nationale de l'Aéronautique.
Commission des Beaux-Arts.
« Reconstruction Finance Corporation »
« Federal Home Loan Bank Board ».
« Tennessee Valley Authority ».
Administration de l'Electrification rurale.
Administration du Crédit agricole.
Bureau central de Statistique.
« Civilian Conservation Corps ».
« Federal Deposit Insurance Corporation ».
« Securities and Exchange Commission ».
Archives nationales.
Commission des Ressources nationales.
Bureau national des Relations ouvrières.
« Railroad Retirement Board ».
Commission fédérale des Communications.
Bureau de la Sécurité sociale.
Commission maritime.
Bureau national de Médiation.
Administration de l'Aéronautique civile.

4. *Tribunaux.*

Cour suprême des Etats-Unis.
Cour d'appel en matière de douanes et de brevets.
« Court of Claims ».

LIST No. 2

All publications issued by the Parliament of Finland :
"Suomen Asetuskokoelma" (Laws, Decrees, etc. in Finnish. One separate series for each calendar year).
"Finlands Författningssamling" (same in Swedish).
"Suomen Asetuskokoelman Sopimussarja" (Treaty Series in Finnish. One separate series for each calendar year).
"Finlands Författningssamlings Fördragsserie (same in Swedish).
All publications issued, in Finnish and Swedish, by the "Lainvalmistelukunta" (Board for the revision of laws).
Reports of the various Government Committees, in Finnish and also in Swedish when reports are published even in that language.

All official statistics (irrespective of by what authorities they are published).
Reports of the Ministries, the Provincial Governments, the Central Boards, and other official institutions.

LISTE N° 2

Toutes les publications émanant du Parlement finlandais :
« Suomen Asetuskokoelma » (Lois, décrets, etc., en finnois. Une série distincte pour chaque année civile).
« Finlands Författningssamling » (*idem*, en suédois).
« Suomen Asetuskokoelman Sopimussarja » (Recueil des traités en finnois. Une série distincte pour chaque année civile).
« Finlands Författningssamlings Fördragsserie » (*idem*, en suédois).
Toutes les publications, en finnois et en suédois, émanant du « Lainvalmistelukunta » (Bureau de révision des lois).
Rapports des différentes commissions gouvernementales, en finnois et aussi en suédois lorsque les rapports sont également publiés dans cette langue.
Toutes les statistiques officielles (quelles que soient les autorités qui les publient).
Rapports des ministères, des gouvernements provinciaux, des conseils centraux et de toutes les autres institutions officielles.

Publications issued by the Supreme Court.
Publications issued by the Supreme Court of Administration.
"Pieni Lakisarja" (a series of important laws published for practical purposes).
The official publicity literature.
Publications issued by the Government Boards of Experiment and Investigation and other official scientific Boards, and publications on the agricultural experimental work. These are published in Finnish and Swedish and sometimes, in addition thereto, in a foreign language.

II.

LEGATION OF FINLAND.
WASHINGTON, D. C.

No. 3602

December 30th, 1938.

EXCELLENCY,

I have the honor to refer to Your Excellency's note of December 28th, 1938, in regard to the broadening of the exchange of official publications between Finland and the United States of America, and to inform that my Government fully agrees to and accepts the understanding quoted in said note.

Consequently, my Government will consider the Agreement effective as of January 1st, 1939.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Eero JÄRNEFELT.

His Excellency Mr. Sumner Welles,
Acting Secretary of State,
Washington, D. C.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement in the sole language in which it was signed.

For the Secretary of State of the United States of America :

Edward Yardley,
Director of Personnel.

Publications émanant de la Cour suprême.
Publications émanant du Tribunal administratif suprême.
« Pieni Lakisarja » (série de lois importantes publiées pour des fins pratiques).
Documentation publicitaire officielle.
Publications émanant des bureaux officiels d'expérimentation et de recherches et des autres conseils scientifiques officiels, et publications concernant les travaux d'expérimentation agricole. Celles-ci sont publiées en finnois et en suédois et, parfois, également dans une langue étrangère.

II.

LÉGATION DE FINLANDE.
WASHINGTON, D. C.

N° 3602.

Le 30 décembre 1938.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

Me référant à la note de Votre Excellence en date du 28 décembre 1938, relative à l'extension de l'échange de publications officielles entre la Finlande et les Etats-Unis d'Amérique, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que mon gouvernement se rallie entièrement à l'interprétation donnée dans ladite note et accepte cette interprétation.

En conséquence, mon gouvernement considérera l'accord comme entrant en vigueur à la date du 1er janvier 1939.

Veuillez agréer, etc.

Eero JÄRNEFELT.

Son Excellence M. Sumner Welles,
Secrétaire d'Etat p. i.,
Washington, D. C.

N° 4563.

FINLANDE ET HONGRIE

Echange de notes comportant un accord relatif à la dispense pour les ressortissants des deux pays de l'obligation du visa sur les passeports diplomatiques. Budapest, le 27 mars 1939.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le 10 *mai* 1939.

FINLAND AND HUNGARY

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Exemption, for Nationals of both Countries, from the Obligation to obtain a Visa on Diplomatic Passports. Budapest, March 27th, 1939.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Finland to the League of Nations. The registration took place May 10*th,* 1939.

N° 4563. — ÉCHANGE DE NOTES [1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS FINLANDAIS ET HONGROIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA DISPENSE POUR LES RESSORTISSANTS DES DEUX PAYS DE L'OBLIGATION DU VISA SUR LES PASSEPORTS DIPLOMATIQUES. BUDAPEST, LE 27 MARS 1939.

I.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE HONGRIE.
20.876/2.
1939.

BUDAPEST, *le 27 mars* 1939.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, sous réserve de réciprocité, le Gouvernement royal de Hongrie dispensera de l'obligation du visa de passeport pour l'entrée en Hongrie, pour la sortie de la Hongrie et pour le transit par la Hongrie les ressortissants finlandais munis d'un passeport diplomatique finlandais valable.

La présente lettre et celle que vous voudrez bien m'adresser en réponse constitueront l'accord formel des deux gouvernements en la matière, accord qui entrera en application le 8 avril 1939.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération très distinguée.

CSÁKY.

Monsieur Hans Ruben Martola,
Chargé d'Affaires *a. i.* de Finlande
à Budapest.

Copie certifiée conforme :
Eino Westerlung,
Chef des Archives du Ministère des Affaires étrangères de Finlande.

[1] Entré en vigueur le 8 avril 1939.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4563. — EXCHANGE OF NOTES [1] BETWEEN THE FINNISH AND HUNGARIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE EXEMPTION, FOR NATIONALS OF BOTH COUNTRIES, FROM THE OBLIGATION TO OBTAIN A VISA ON DIPLOMATIC PASSPORTS. BUDAPEST, MARCH 27TH, 1939.

I.

ROYAL MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS OF HUNGARY.
20.876/2.
1939.

BUDAPEST, *March 27th*, 1939.

SIR,

I have the honour to inform you that, subject to reciprocity, the Royal Government of Hungary will exempt Finnish nationals holding a valid Finnish diplomatic passport from the obligation to obtain a visa for the purpose of entering Hungary, leaving Hungary or passing through Hungary.

The present letter and the letter which you will be good enough to send to me in reply will constitute a formal Agreement between the two Governments in the matter ; this Agreement will come into force on April 8th, 1939.

I have the honour to be, etc.

CSÁKY.

Monsieur Hans Ruben Martola,
Chargé d'Affaires *ad interim* of Finland
at Budapest.

[1] Came into force April 8th, 1939.

II.

BUDAPEST, *le 27 mars* 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, sous réserve de réciprocité, le Gouvernement de Finlande dispensera de l'obligation du visa de passeport pour l'entrée en Finlande, pour la sortie de la Finlande et pour le transit par la Finlande les ressortissants hongrois munis d'un passeport diplomatique hongrois valable.

La présente lettre et celle que Votre Excellence a bien voulu m'adresser ce jour, au même sujet, constitueront l'accord formel des deux gouvernements en la matière, accord qui entrera en application le 8 avril 1939.

Je saisis cette occasion pour présenter à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

H. R. MARTOLA,
Chargé d'Affaires a. i. *de Finlande.*

Son Excellence
Monsieur le comte Etienne de Csáky,
Ministre des Affaires étrangères,
En ville.

Copie certifiée conforme :

Eino Westerlung,
Chef des Archives du Ministère des Affaires étrangères de Finlande.

II.

BUDAPEST, *March 27th*, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that, subject to reciprocity, the Government of Finland will exempt Hungarian nationals holding a valid Hungarian diplomatic passport from the obligation to obtain a passport visa for the purpose of entering Finland or leaving Finland or passing through Finland.

The present letter and the letter which Your Excellency has been good enough to send to me to-day on the same subject will constitute a formal Agreement between the two Governments in the matter ; this Agreement will come into force on April 8th, 1939.

I avail myself of this opportunity, etc.

H. R. MARTOLA,
Chargé d'Affaires ad interim *of Finland.*

His Excellency
Count Etienne de Csáky,
Minister for Foreign Affairs,
Budapest.

N° 4564.

ROUMANIE ET TURQUIE

Convention réglementant l'émigration de la population turque de Dobroudja, signée à Bucarest, le 4 septembre 1936, et échanges de notes y relatifs de la même date.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Roumanie près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le 11 *mai* 1939.

ROUMANIA AND TURKEY

Convention regulating the Emigration of the Turkish Population of the Dobrudja, signed at Bucharest, September 4th, 1936, and Exchanges of Notes relating thereto of the same Date.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Roumania to the League of Nations. The registration took place May 11th, 1939.

N° 4564. — CONVENTION [1] ENTRE LA ROUMANIE ET LA TURQUIE RÉGLEMENTANT L'ÉMIGRATION DE LA POPULATION TURQUE DE DOBROUDJA. SIGNÉE A BUCAREST, LE 4 SEPTEMBRE 1936.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE et LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE,

Constatant la tendance à l'émigration manifestée depuis plus d'un demi-siècle par certains éléments de la population turque musulmane de Dobroudja, et

Constatant que ladite population, qui n'a pas manqué d'ailleurs d'apprécier le régime libéral et généreux dont elle n'a cessé de jouir en Roumanie, est uniquement déterminée à quitter le territoire du Royaume par le légitime désir de se rattacher à son tronc ethnique naturel,

Ont décidé de conclure une convention afin de réglementer, dans l'esprit le plus amical, les modalités de l'émigration en cours et ont désigné à cet effet leurs plénipotentiaires respectifs, savoir:

S. E. MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Monsieur Suphi TANRIÖER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Turquie à Bucarest ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Monsieur Mircea CANCICOV, ministre des Finances ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La minorité turque musulmane, habitant les départements de Durostor, Caliacra, Constantza et Tulcea, sera admise aux bénéfices de la présente convention.

Article 2.

Les sujets roumains musulmans d'origine turque habitant les départements spécifiés ci-dessus et désireux d'émigrer en Turquie, seront admis à quitter la Roumanie aux conditions prévues par le présent règlement dans un délai de cinq années.

Cette émigration s'effectuera par étapes successives, dans l'ordre suivant :

1. A partir du 15 avril 1936 un contingent de quinze mille émigrants composé des personnes ayant déjà liquidé leurs biens ;

2. La seconde année, une zone de 8 km. le long de la frontière roumano-bulgare ;

3. La troisième année, la ville de Bazargic et les arrondissements d'Ezibei et Curtbunar ;

4. La quatrième année, les arrondissements d'Acadâular et Turtucaia ;

5. La cinquième année, la ville et l'arrondissement de Silistrie et le reste du territoire de la Dobroudja.

[1] Ratifiée par la Roumanie, le 26 janvier 1937, et par la Turquie, le 30 janvier 1937.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4564. — CONVENTION [1] BETWEEN ROUMANIA AND TURKEY REGULATING THE EMIGRATION OF THE TURKISH POPULATION OF THE DOBRUDJA. SIGNED AT BUCHAREST, SEPTEMBER 4TH, 1936.

THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA,

Noting the tendency to emigration which has been shown for more than half a century by certain elements of the Moslem Turkish population of the Dobrudja, and

Noting that the said population, which has indeed fully appreciated the liberal and generous regime which it has always enjoyed in Roumania, is led to leave the territory of the Kingdom solely by the legitimate desire to rejoin its natural ethnical stock,

Have decided to conclude a Convention in order to settle, in the most friendly spirit, the details connected with the emigration in course, and have appointed for that purpose as their respective Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Monsieur Suphi TANRIÖER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Turkey at Bucharest ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Mircea CANCICOV, Minister of Finance ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The Moslem Turkish minority inhabiting the Departments of Durostor, Caliacra, Constanza and Tulcea shall be entitled to the benefits provided by the present Convention.

Article 2.

Roumanian Moslem subjects of Turkish origin inhabiting the above-mentioned Departments, who are desirous of emigrating to Turkey, shall be allowed to leave Roumania under the conditions laid down in the present regulations within a period of five years.

This emigration shall be carried out by successive stages, in the following order :

(1) After April 15th, 1936, a contingent of 15,000 emigrants composed of persons who have already liquidated their property ;

(2) In the second year, the inhabitants of a zone of 8 kilometres along the Roumano-Bulgarian frontier ;

(3) In the third year, those of the town of Bazargic and the districts of Ezibei and Curtbunar ;

(4) In the fourth year, those of the districts of Acadâular and Turtucaia ;

(5) In the fifth year, those of the town and district of Silistria and the rest of the territory of the Dobrudja.

[1] Ratified by Roumania on January 26th, 1937, and by Turkey on January 30th, 1937.

Le Gouvernement de la République turque, au commencement de chaque période d'émigration, fera savoir au Gouvernement roumain, par l'entremise de la Légation de Turquie à Bucarest, le nombre d'émigrants qu'il se dispose à recevoir sur son territoire durant ladite période.

Il est entendu que si le nombre des personnes des zones à évacuer durant une des périodes mentionnées ci-dessus venait à dépasser celui fixé par le Gouvernement turc, l'excédent sera rapporté à la période suivante ; et au cas où ce nombre serait inférieur au nombre fixé par le Gouvernement turc, il sera complété par un nombre de personnes dont l'émigration est prévue pour la période suivante.

Article 3.

En vertu de la présente convention, par le seul fait d'avoir présenté la demande d'émigration à la Commission spéciale prévue à l'article 16, la propriété des biens immeubles ruraux appartenant aux futurs émigrants passera de droit en la possession de l'Etat roumain, les biens immeubles urbains restant à la libre disposition de leurs propriétaires. Le Gouvernement roumain ne prendra possession desdits biens immeubles ruraux qu'au moment où le groupe d'émigrants se trouvant sur la liste respective aura quitté son domicile à destination du port d'embarquement.

Article 4.

Les biens immeubles ruraux appartenant aux émigrants étant ainsi acquis par le Gouvernement roumain, il est convenu que le Gouvernement roumain payera au Gouvernement turc la somme de 6.000 lei par hectare, y compris les constructions s'y trouvant, sauf celles appartenant à la communauté ou à l'Evkaf. Une convention spéciale régissant la liquidation des biens meubles ou immeubles appartenant à la communauté musulmane et à l'Evkaf sera ultérieurement conclue entre les deux gouvernements.

Article 5.

Le Gouvernement roumain effectuera en sept annuités les paiements de la valeur des biens immeubles ruraux appartenant aux émigrants et ce, suivant les stipulations ci-après :

La modalité des sept paiements annuels devant être effectués par le Gouvernement roumain est fixée de façon à ce que la somme globale se rapportant à chaque zone soit liquidée en quatre annuités égales, la première annuité consistant dans le quart de ladite somme globale fixée comme valeur des terrains de la première zone et devant être effectuée un mois avant le départ du premier contingent d'émigrés devant quitter la Roumanie en 1937 et ainsi de suite pour chaque annuité de chaque zone, jusqu'à liquidation complète des paiements au bout de sept ans.

Le Gouvernement roumain accepte de payer un intérêt de 5 % sur les sommes constituant les annuités payables aux échéances prévues par le présent article. Le total des intérêts résultant des sommes dues par l'Etat roumain à l'Etat turc sera ajouté à la somme représentant la contre-valeur des biens immeubles passés en la possession de l'Etat roumain.

Article 6.

Le Gouvernement roumain effectuera les paiements des annuités prévues ci-dessus par le dépôt des sommes y afférentes à la Banque nationale de Roumanie, en compte courant, au crédit du Gouvernement de la République turque. La Banque nationale de Roumanie notifiera chaque dépôt à la Légation de Turquie à Bucarest aussitôt que ce dépôt aura été effectué et passé audit compte courant.

Les fonds déposés à la Banque nationale de Roumanie seront utilisés par le Gouvernement de la République turque pour l'achat de marchandises roumaines à exporter en Turquie dans les proportions prévues par l'article 13. Ces marchandises seront exemptées de tous impôts, taxes ou autres charges à l'exportation.

Il reste bien entendu que l'on n'appliquera pas à ces exportations les prescriptions prévues par les accords commerciaux conclus ou à conclure, mais uniquement les dispositions de la présente convention.

At the beginning of each period of emigration, the Government of the Turkish Republic shall notify to the Roumanian Government, through the Turkish Legation at Bucharest, the number of emigrants whom it is prepared to receive in its territory during the period in question.

It is understood that, should the number of persons in the zones to be evacuated during one of the above-mentioned periods exceed the figure fixed by the Turkish Government, the number in excess of that figure shall be carried over to the next period ; and should the number be less than the figure fixed by the Turkish Government, it shall be completed by a corresponding number of persons whose emigration is provided for during the next period.

Article 3.

Under the present Convention, the mere fact of having submitted an application for emigration to the Special Commission provided for in Article 16 shall cause the ownership of rural immovable property belonging to the future emigrants to pass as of right to the Roumanian State, urban immovable property remaining at the free disposal of the owners. The Roumanian Government shall not take possession of such rural immovable property until the group of emigrants on the list in question has left its domicile on its way to the port of embarkation.

Article 4.

Rural immovable property belonging to emigrants being thus acquired by the Roumanian Government, it is agreed that the Roumanian Government shall pay to the Turkish Government the sum of 6,000 lei per hectare, inclusive of buildings on the land, with the exception of those belonging to the community or to the Evkaf. A special convention dealing with the liquidation of movable or immovable property belonging to the Moslem community and to the Evkaf shall be concluded between the two Governments later.

Article 5.

The Roumanian Government shall pay in seven yearly instalments the value of the rural immovable property belonging to the emigrants, in accordance with the provisions set forth below:

The method of payment of the seven yearly instalments to be made by the Roumanian Government shall be fixed in such a way that the total sum for each zone shall be liquidated by four equal yearly instalments, the first yearly instalment consisting of one quarter of the said total sum fixed as the value of the lands in the first zone, to be paid over one month before the departure of the first contingent of emigrants who have to leave Roumania in 1937, and the same procedure shall be followed in respect of the yearly instalments for each zone until the payments have been completed at the end of seven years.

The Roumanian Government agrees to pay interest at 5% on the sums representing the yearly instalments payable on the dates provided for in this Article. The total interest on the sums due by the Roumanian State to the Turkish State shall be added to the sum representing the value of immovable property which has passed into the possession of the Roumanian State.

Article 6.

The Roumanian Government shall pay the yearly instalments provided for above through the deposit of the requisite sums in the National Bank of Roumania, in a current account, to the credit of the Government of the Turkish Republic. The National Bank of Roumania shall notify every such deposit to the Turkish Legation at Bucharest as soon as such deposit has been made and passed to the said current account.

The funds deposited in the National Bank of Roumania shall be used by the Government of the Turkish Republic for the purchase of Roumanian goods to be exported to Turkey in the proportions provided for in Article 13. Such goods shall be exempt from all taxes, dues or other charges at the time of export.

It is understood that the regulations provided for by commercial agreements which have been or may hereafter be concluded shall not apply to such exports, which shall only be subject to the provisions of the present Convention.

Article 7.

Le Gouvernement roumain prélèvera sur les annuités prévues à l'article 5 les sommes nécessaires à l'acquittement de toutes les dettes éventuelles des émigrants envers la Banque nationale, les coopératives ou les créanciers hypothécaires. Seront également retenues toutes autres sommes pour lesquelles les créanciers chirographaires des émigrants pourraient réclamer du Gouvernement roumain le séquestre des immeubles ruraux devenus sa propriété par application des dispositions de la présente convention.

Article 8.

Le Gouvernement roumain prélèvera, en parts égales, sur les quatre annuités afférentes à chaque région, la contre-valeur des sommes — réduites de 10 % — lui revenant du chef des impôts, droits ou taxes de quelque nature qu'ils soient ainsi que toutes les redevances arriérées frappant aussi bien ladite population que ses biens, revenus et fortunes. Ces sommes seront établies sur base des situations extraites des rôles de contribution directe ou indirecte et représentant les comptes débiteurs réels à la date de l'inscription des intéressés dans les listes d'émigration. Lesdites situations seront vérifiées à temps utile par la commission spéciale prévue à l'article 16, qui délivrera aux ayants droit, sans frais ni taxes, un certificat en double exemplaire établissant l'état exact des sommes éventuellement dues par chaque émigrant.

Le Gouvernement roumain donnera communication au Gouvernement de la République turque, lors du départ de chaque groupe d'émigrants, du montant exact des sommes en question.

Article 9.

Le Gouvernement roumain déduira des sommes qu'il aurait à retenir conformément aux stipulations des articles 7 et 8, toutes les sommes qui seraient éventuellement dues aux émigrants par lui, les coopératives et les caisses publiques.

Article 10.

Les personnes désirant obtenir la permission d'émigrer devront formuler, dans la demande qu'elles adresseront à cet effet à la commission spéciale prévue à l'article 16 de la présente convention, l'offre au Gouvernement roumain de leurs biens immobiliers ruraux, y compris les bâtiments leur appartenant en propre, et annexer à leur demande un acte authentique établissant leur renonciation à la nationalité roumaine et la preuve qu'elles ont demandé et obtenu la nationalité turque.

Article 11.

Les émigrants seront entièrement libres d'emporter avec eux tous les biens mobiliers de toutes sortes, leur appartenant en propre, tel que effets personnels usagés, bestiaux ou animaux de ferme (ceux-ci ne pouvant dépasser toutefois 5 têtes de gros bétail ou 15 de menu bétail par chef de famille), instruments, machines, etc., pouvant servir à l'exploitation agricole ou industrielle ou bien à l'exercice d'un métier quelconque.

Les émigrants seront également autorisés à emporter leurs bijoux strictement personnels, notamment les colliers de pièces d'or ou d'argent en usage chez les femmes turques de Dobroudja, chaque émigrant ne pouvant toutefois en emporter plus d'un seul.

En outre, chaque émigrant sera autorisé à emporter librement à sa sortie de Roumanie une somme de mille lei en espèces et la contre-valeur de deux mille lei en devises étrangères.

Article 12.

Les émigrants seront entièrement libres d'user n'importe quel moyen pour le transport et pour le chargement et déchargement de leur mobilier, sans être aucunement astreints aux usages et règlements de syndicats ou groupements des débardeurs, portefaix ou autres travailleurs des ports, sauf bien entendu au cas où ces émigrants en demanderaient eux-mêmes volontairement l'assistance.

Article 7.

The Roumanian Government shall take from the yearly instalments provided for in Article 5 the sums necessary for the payment of all debts for which emigrants may be liable to the National Bank, co-operative associations or mortgagees. All other sums in respect of which unsecured creditors *(créanciers chirographaires)* of the emigrants may claim from the Roumanian Government sequestration of rural immovable property of which it has acquired the ownership under the provisions of the present Convention shall also be retained.

Article 8.

The Roumanian Government shall take in equal amounts from the four yearly instalments for each district the value — less 10% — of the sums due to it as taxes, duties or dues of any kind, and all payments of arrears in respect of the said population and its property, income and possessions in general. These sums shall be calculated on the basis of figures taken from the direct or indirect tax returns and representing actual debit accounts at the date on which the names of the persons concerned are placed on the emigration lists. These figures shall be verified in due course by the Special Commission provided for in Article 16, which shall issue to the persons concerned, free of any fees or charges, a certificate in duplicate stating the exact amount of such sums as may be due from each emigrant.

The Roumanian Government shall communicate to the Government of the Turkish Republic at the time of the departure of each group of emigrants the exact amount of the sums in question.

Article 9.

The Roumanian Government shall deduct from the sums which it may have to retain under Articles 7 and 8 any sums which may be due to emigrants from itself, from co-operative associations or from public funds.

Article 10.

Persons desiring to obtain permission to emigrate must, in the application which they make for that purpose to the Special Commission provided for in Article 16 of the present Convention, make an offer to the Roumanian Government of their rural immovable property, including buildings which are their own property, and attach to their application an authenticated act establishing their renunciation of Roumanian nationality and proof that they have applied for and obtained Turkish nationality.

Article 11.

Emigrants shall be entirely free to take with them all their movable property of any kind, such as used personal belongings, cattle or farm animals (the latter may not, however, exceed in number five head of large cattle, or fifteen of small livestock, per head of family), implements, machines, etc., which can be used for agriculture or industry or for the exercise of any trade.

The emigrants shall also be authorised to take with them *bona fide* personal jewellery, particularly the necklaces of gold or silver coins which are customary among the Turkish women of the Dobrudja. No emigrant may, however, take out more than one of these.

Further, each emigrant shall be authorised to take away freely, when leaving Roumania, a sum of 1,000 lei in currency and the equivalent of 2,000 lei in foreign currency.

Article 12.

Emigrants shall be entirely free to make use of any means for the transport and for the loading and unloading of their furniture, without being in any way bound by the usages or regulations of trade unions or associations of stevedores, porters or other workers in ports, unless, of course, the emigrants themselves voluntarily ask such persons for assistance.

Article 13.

Il sera permis aux émigrants d'acheter sur le marché intérieur avec les « lei » qui leur resteront disponibles à la suite de la liquidation de leurs biens meubles ou immeubles urbains, certaines marchandises destinées à être exportées en Turquie, à savoir :

Du bois en proportion de 25 %, des animaux en proportion de 25 %, des produits pétroliers en proportion de 10 %, et pour le reste du pourcentage, des articles libres à l'exportation qui figurent dans la liste A (Décision ministérielle N° 60955 du 5 octobre 1935 publiée dans le « Monitorul Oficial » N° 232 du 9 octobre 1935) en ajoutant à cette liste des tuiles, vitres et clous en proportion de 40 %.

Toutes ces marchandises seront exemptées d'impôts, taxes et autres charges à l'exportation.

Les proportions indiquées ci-dessus sont également applicables aux achats devant être effectués en Roumanie par le Gouvernement de la République turque ainsi qu'il est prévu à l'article 6.

Article 14.

La Banque nationale de Roumanie ouvrira au nom du Gouvernement de la République turque un compte courant spécial où chaque émigrant aura la faculté de déposer tout ou partie des sommes se trouvant en sa possession, en vue d'en assurer le transfert par l'achat des marchandises tel qu'il est prévu à l'article 13 ci-dessus. La Banque nationale de Roumanie donnera avis à la Légation de Turquie à Bucarest de chaque versement qui lui sera ainsi effectué avec indications détaillées du déposant.

Article 15.

Les fonds, valeurs mobilières et tous autres objets précieux appartenant aux mineurs sous tutelles et déposés dans les caisses publiques de Roumanie ou confiés à la garde des tribunaux de tutelles, seront versés ou remis au Gouvernement de la République turque qui en assurera désormais l'administration et la garde jusqu'à la majorité des ayants droit, conformément à la législation turque.

Article 16.

Une commission spéciale composée d'un juge faisant fonction de président, d'un représentant des Départements de l'Intérieur, des Finances et de l'Agriculture et d'un ou deux mandataires de la population turque de la région à évacuer, sera instituée.

Cette commission sera chargée de dresser une liste détaillée des émigrants avec indications précises de la superficie de leurs terrains, ainsi que des biens de la communauté et de l'Evkaf, dans chaque zone. Les listes de chaque zone déterminée serviront de base pour fixer selon les stipulations prévues par la présente convention les sommes et les paiements annuels tombant à la charge du Gouvernement roumain.

Ladite commission sera également compétente pour constater le montant des sommes éventuellement dues aux émigrants par le Gouvernement roumain ainsi que les coopératives, les sociétés d'assurance ou les caisses publiques.

Article 17.

Des certificats collectifs gratuits, établis sur la base des listes à fournir pour la commission spéciale lors du départ de chaque groupe, seront délivrés aux émigrants par les autorités roumaines. Le départ et l'embarquement des émigrants se fera sur base de passeports turcs, individuels ou collectifs, qui leur auront été préalablement délivrés par les représentants du Gouvernement de la République turque en Roumanie.

Article 18.

Les jeunes gens turcs musulmans de Dobroudja se trouvant enrôlés lors de l'évacuation de la région dont ils ressortent, seront licenciés du service militaire s'ils établissent que leur famille a accompli toutes les formalités requises en vue de l'émigration et s'ils déclarent vouloir émigrer eux-mêmes.

Article 13.

The emigrants shall be allowed to purchase on the internal markets with the " lei " which they obtain through the liquidation of their urban movable or immovable property, certain goods intended for export to Turkey, namely :

Wood up to a proportion of 25%, animals up to a proportion of 25%, petroleum products up to a proportion of 10%, and for the rest of the percentage the articles allowed to be exported which appear in list A (Ministerial Decision No. 60955 of October 5th, 1935, published in " Monitorul Oficial " No. 232, of October 9th, 1935), and in addition to that list tiles, glass and nails up to a proportion of 40%.

All these goods shall be exempt from taxes, dues and other charges on export.

The proportions indicated above shall also apply to the purchases to be made in Roumania by the Government of the Turkish Republic, as provided for in Article 6.

Article 14.

The National Bank of Roumania shall open a special current account in the name of the Government of the Turkish Republic, in which every emigrant shall be entitled to deposit all or part of the sums in his possession, with a view to their transfer by the purchase of goods as provided for in Article 13 above. The National Bank of Roumania shall notify the Turkish Legation at Bucharest of each payment thus made to it, giving detailed information as to the depositor.

Article 15.

The funds, movable property and all other valuables belonging to minors under guardianship, and deposited in the public financial establishments of Roumania or entrusted to the courts of guardianship, shall be paid or handed over to the Government of the Turkish Republic, which shall, as from that time, provide for the administration and custody thereof until the persons entitled thereto come of age, in accordance with Turkish legislation.

Article 16.

A Special Commission shall be set up composed of a judge, who shall act as president, of a representative of the Departments of the Interior, of Finance and of Agriculture, and of one or two delegates of the Turkish population of the region to be evacuated.

This Commission shall draw up a detailed list of the emigrants, with precise information as to the acreage of their land, and of community and Evkaf property in each zone. The lists of each particular zone shall be used as a basis to fix, in accordance with the provisions laid down by the present Convention, the sums and the annual payments for which the Roumanian Government shall be responsible.

The said Commission shall also be empowered to record the amount of such sums as may become due to emigrants from the Roumanian Government and from co-operative societies, insurance companies or public financial establishments.

Article 17.

Collective certificates issued free of charge, and prepared on the basis of the lists to be supplied to the Special Commission on the departure of each group, shall be issued to emigrants by the Roumanian authorities. The departure and embarkation of the emigrants shall be carried out on the basis of Turkish passports, either individual or collective, previously issued to them by the representatives of the Government of the Republic Turkish in Roumania.

Article 18.

Young Moslem Turks of the Dobrudja who are on military service at the time of the evacuation of the area to which they belong shall be released from military service if they can prove that their family has carried out all the formalities required for emigration and if they state that they themselves wish to emigrate.

Ne seront pas enrôlés, sous les mêmes conditions, les jeunes gens turcs musulmans habitant une région dont la population est destinée à émigrer durant l'année en cours.

Article 19.

Les personnes ayant déjà émigré en Turquie avant la conclusion de la présente convention et qui auraient laissé en Roumanie leurs biens, jouiront des bénéfices de la présente convention.

Article 20.

La présente convention entrera en vigueur à la date de sa ratification par les deux gouvernements.

En foi de quoi les plénipotentaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest en double original, en français, le quatre septembre mil neuf cent trente-six.

(Signé) Suphi TANRIÖER. *(Signé)* Mircea CANCICOV.

ÉCHANGES DE NOTES

I.

BUCAREST, *le* 4 *septembre* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement roumain se réserve le droit de modifier au cours de l'exécution de la convention réglementant l'émigration de la population turque de Dobroudja, signée à Bucarest en date de ce jour, les dispositions finales de l'article 11, concernant les sommes en espèces que chaque émigrant aura la faculté d'emporter librement à sa sortie de Roumanie.

Je saisis cette occasion pour vous prier de bien vouloir agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) CANCICOV.

A Son Excellence
Monsieur Suphi Tanriöer,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Turquie à Bucarest.

II.

BUCAREST, *le* 4 *septembre* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date d'aujourd'hui par laquelle vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement roumain se réserve le droit de modifier au cours de l'exécution de la convention réglementant l'émigration de la population turque de Dobroudja, signée à Bucarest en date de ce jour, les dispositions finales de l'article 11, concernant les sommes en espèce que chaque émigrant aura la faculté d'emporter à sa sortie de Roumanie.

En prenant bonne note de cette communication, je saisis cette occasion pour vous prier de bien vouloir agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Suphi TANRIÖER.

A Monsieur M. Cancicov,
Ministre des Finances.

In the same circumstances, young Moslem Turks living in an area the population of which is to emigrate during the current year shall not be called up for military service.

Article 19.

Persons who have already migrated to Turkey before the conclusion of the present Convention, and who have left their property in Roumania, shall enjoy the benefits provided by the present Convention.

Article 20.

The present Convention shall come into force on the date of its ratification by the two Governments.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Bucharest in duplicate, in French, this fourth day of September, nineteen hundred and thirty-six.

(Signed) Suphi TANRIÖER. *(Signed)* Mircea CANCICOV.

EXCHANGES OF NOTES.

I.

BUCHAREST, *September 4th*, 1936.

SIR,

I have the honour to inform you that the Roumanian Government reserves the right, during the execution of the Convention regulating the Emigration of the Turkish Population of the Dobrudja, signed at Bucharest on to-day's date, to change the final clauses of Article 11 concerning the sums in currency which each emigrant shall be entitled to export freely when leaving Roumania.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) CANCICOV.

His Excellency Monsieur Suphi Tanriöer,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Turkey at Bucharest.

II.

BUCHAREST, *September 4th*, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of to-day's date in which you inform me that the Roumanian Government reserves the right, during the execution of the Convention regulating the Emigration of the Turkish Population of the Dobrudja, signed at Bucharest on to-day's date, to change the final clauses of Article 11 concerning the sums in currency which each emigrant shall be entitled to export freely when leaving Roumania.

In taking due note of this communication, I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) Suphi TANRIÖER.

Monsieur M. Cancicov,
Minister of Finance.

I.

BUCAREST, *le 4 septembre* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement roumain considère qu'au cas où le transport d'émigrants de Roumanie en Turquie ne serait pas assuré gratuitement par les soins du Gouvernement turc, lesdits émigrants devront être tenus de payer leur transport avec les sommes laissées à leur disposition conformément aux stipulations de l'article 11, paragraphe final, de la présente convention.

Il demeure également bien entendu que le transport des marchandises acquises en contre-partie des sommes déposées à la Banque nationale de Roumanie, conformément aux stipulations de l'article 6, paragraphe 2, de la présente convention, est entièrement à la charge de l'importateur. En conséquence, au cas où le transport de ces marchandises ne pourrait être effectué gratuitement sur des vaisseaux turcs, les devises nécessaires au paiement desdits transports seront procurées par la Banque nationale de la République turque.

Je saisis cette occasion pour vous prier de bien vouloir agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) CANCICOV.

A Son Excellence
Monsieur Suphi Tanriöer,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Turquie à Bucarest.

II.

BUCAREST, *le 4 septembre* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date d'aujourd'hui par laquelle vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement roumain considère qu'au cas où le transport des émigrants de Roumanie en Turquie ne serait pas assuré gratuitement par les soins du Gouvernement turc, lesdits émigrants devront être tenus de payer leur transport avec les sommes laissées à leur disposition conformément aux stipulations de l'article 11, paragraphe final, de la présente convention.

Il demeure également bien entendu que le transport des marchandises acquises en contre-partie des sommes déposées à la Banque nationale de Roumanie, conformément aux stipulations de l'article 6, paragraphe 2, de la présente convention, est entièrement à la charge de l'importateur. En conséquence, au cas où le transport de ces marchandises ne pourrait être effectué gratuitement sur des vaisseaux turcs, les devises nécessaires au paiement desdits transports seront procurées par la Banque nationale de la République turque.

Je saisis cette occasion pour vous prier de bien vouloir agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Suphi TANRIÖER.

A Monsieur Mircea Cancicov,
Ministre des Finances.

Pour copie conforme à l'original :

Pour le Ministre,
Camil Demetrescu.

I.

BUCHAREST, *September 4th*, 1936.

SIR,

I have the honour to inform you that the Roumanian Government considers that, should the transport of emigrants from Roumania to Turkey not be provided free of charge through the Turkish Government, such emigrants should be required to pay for their transport out of the sums left at their disposal under Article 11, last paragraph, of the present Convention.

It is also fully understood that the transport of goods acquired in consideration of sums deposited in the National Bank of Roumania under Article 6, paragraph 2, of the present Convention shall be wholly chargeable to the importer. In consequence, if such goods cannot be transported free of charge on Turkish vessels, the foreign currency necessary for the payment of such transport shall be procured by the National Bank of the Turkish Republic.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) CANCICOV.

His Excellency Monsieur Suphi Tanriöer,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of Turkey at Bucharest.

II.

BUCHAREST, *September 4th*, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter ot to-day's date in which you are so good as to inform me that the Roumanian Government considers that, should the transport of emigrants from Roumania to Turkey not be provided free of charge through the Turkish Government, such emigrants should be required to pay for their transport out of the sums left at their disposal under Article 11, last paragraph, of the present Convention.

It is also fully understood that the transport of goods acquired in consideration of sums deposited in the National Bank of Roumania under Article 6, paragraph 2, of the present Convention shall be wholly chargeable to the importer. In consequence, if such goods cannot be transported free of charge on Turkish vessels, the foreign currency necessary for the payment of such transport shall be procured by the National Bank of the Turkish Republic.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) Suphi TANRIÖER.

Monsieur Mircea Cancicov,
Minister of Finance.

No. 4564

N° 4565.

CUBA ET PORTUGAL

Accord commercial, avec annexes et protocole de signature. Signés à La Havane, le 6 septembre 1938.

Textes officiels espagnol et portugais communiqués par le chargé d'Affaires a. i. *de la délégation permanente de Cuba près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le* 11 *mai* 1939.

CUBA AND PORTUGAL

Commercial Agreement, with Annexes and Protocol of Signature. Signed at Havana, September 6th, 1938.

Spanish and Portuguese official texts communicated by the Chargé d'Affaires a.i. *of the Permanent Delegation of Cuba to the League of Nations. The registration took place May* 11*th,* 1939.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 4565. — ACUERDO [1] COMERCIAL ENTRE LA REPUBLICA DE CUBA Y LA REPUBLICA PORTUGUESA. FIRMADO EN LA HABANA, EL 6 DE SEPTIEMBRE DE 1938.

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPUBLICA DE CUBA y SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPUBLICA PORTUGUESA, deseosos de dar mayor desenvolvimiento al intercambio comercial entre sus respectivos países, han resuelto concluir un Acuerdo Comercial, y a ese efecto nombraron sus Plenipotenciarios :

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPUBLICA DE CUBA :

Al doctor Juan J. REMOS Y RUBIO, Secretario de Estado de Cuba ;

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPUBLICA PORTUGUESA :

Al Teniente Coronel Tomaz WYLIE FERNANDES, Técnico de Negociaciones y Conferencias del Ministerio de Negocios extranjeros de Portugal,

Quienes, después de comunicarse sus respectivos Plenos Poderes, reconocidos en buena y debida forma, han convenido lo siguiente :

Artículo I.

Los productos naturales o fabricados originarios de Portugal, de sus islas adyacentes o de sus colonias, enumerados en la Lista «A», anexa al presente Acuerdo, no serán sometidos a su importación en Cuba a derechos, coeficientes, tasas, sobretasas e impuestos diferentes o más elevados que aquellos que en la fecha de la firma de este Acuerdo, o en el futuro, fuesen aplicados a los productos similares de cualquier otro país.

Los productos naturales o fabricados originarios y procedentes de Cuba, enumerados en la

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Lisbonne, le 24 mars 1939.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 4565. — ACÔRDO [1] COMERCIAL ENTRE A REPÚBLICA DE CUBA E A REPÚBLICA PORTUGUESA. ASSINADO EM HAVANA, EM 6 DE SETEMBRO DE 1938.

SUA EXCELENCIA O PRESIDENTE DA REPÚBLICA PORTUGUESA e SUA EXCELENCIA O PRESIDENTE DA REPÚBLICA DE CUBA, desejando dar maior desenvolvimento ao intercambio comercial entre os seus respectivos países, resolveram concluir um Acôrdo Comercial, e para esse efeito nomearam seus Plenipotenciarios :

SUA EXCELENCIA O PRESIDENTE DA REPÚBLICA PORTUGUESA :

O Tenente-Coronel Tomaz WYLIE FERNANDES, Técnico de Negociações e Conferencias do Ministerio dos Negocios Estrangeiros de Portugal ;

SUA EXCELENCIA O PRESIDENTE DA REPÚBLICA DE CUBA :

O Doutor Juan J. REMOS Y RUBIO, Secretario de Estado de Cuba,

Os quais, depois de terem comunicado recíprocamente os respectivos Plenos Poderes, reconhecidos em bôa e devida forma, concordaram no seguinte :

Artigo I.

Os produtos naturais ou fabricados originarios de Portugal, das suas ilhas adjacentes ou das suas colónias, enumerados na Lista « A », anexa ao presente Acôrdo, não serão sujeitos à sua importação em Cuba a direitos, coeficientes, taxas, sôbretaxas ou encargos, diferentes ou mais elevados que aquêles que à data da assinatura dêste Acôrdo, ou de futuro, forem aplicados aos produtos similares de qualquer outro país.

Os produtos naturais ou fabricados originários e provenientes de Cuba, enumerados na

[1] The exchange of ratifications took place at Lisbon, March 24th, 1939.

Lista « B », anexa al presente Acuerdo, no serán sometidos a su importación en Portugal e islas adyacentes, a derechos, coeficientes, tasas, sobretasas o impuestos diferentes o más elevados que aquellos que en la fecha de la firma de este Acuerdo, o en el futuro, fuesen aplicados a los productos similares de cualquier otro país.

Artículo II.

Todos los productos naturales o fabricados originarios de Portugal, de sus islas adyacentes o de sus colonias, que no consten en la Lista « A », disfrutarán a su importación en Cuba de los derechos establecidos en la tarifa mínima actualmente en vigor o en aquella que rigiere en el futuro.

Todos los productos naturales o fabricados originarios y procedentes de Cuba, que no consten en la Lista « B », disfrutarán a su importación en Portugal e islas adyacentes de los derechos establecidos en la tarifa mínima actualmente en vigor o en aquella que rigiere en el futuro.

Artículo III.

Los productos naturales o fabricados exportados del territorio de cada una de las Altas Partes contratantes (excluídos los territorios ultramarinos) con destino al territorio de la otra, no serán sometidos por su exportación a derechos, tasas o impuestos diferentes o más elevados, ni a reglas o formalidades diferentes o más onerosas, que aquellos que se aplicaren a los productos similares destinados al territorio de cualquier otro país.

Artículo IV.

Cada una de las Altas Partes contratantes oblígase a otorgar a favor de las mercancías de la otra, mencionadas o no en el presente Acuerdo, cualquier privilegio, favor o reducción que ella conceda o pueda conceder a las de cualquier otro país en lo que se refiere a la reexportación, al tránsito, al almacenaje, al transbordo de las mercancías y al cumplimiento de las formalidades aduaneras respectivas, así como en lo que se refiere a los derechos y tasas correspondientes a estas diversas operaciones y a las reglas, formalidades y gravámenes de las operaciones aduanales.

Artículo V.

Las Altas Partes contratantes se obligan a concederse recíprocamente el trato de la nación

Lista « B », anexa ao presente Acôrdo, não serão sujeitos à sua importação em Portugal e ilhas adjacentes, a direitos, coeficientes, taxas, sôbretaxas ou encargos, diferentes ou mais elevados que aquêles que à data da assinatura dêste Acôrdo, ou de futuro, forem aplicados aos produtos similares de qualquer outro país.

Artigo II.

Todos os produtos naturais ou fabricados originários de Portugal, das suas ilhas adjacentes ou das suas colónias, que não constem da Lista « A », beneficiarão à sua importação em Cuba dos direitos inscritos na pauta mínima actualmente em vigor ou naquela que vigorar de futuro.

Todos os produtos naturais ou fabricados originários e provenientes de Cuba, que não constem da Lista « B », beneficiarão à sua importação em Portugal e ilhas adjacentes dos direitos inscritos na pauta mínima actualmente em vigor ou naquela que vigorar de futuro.

Artigo III.

Os produtos naturais ou fabricados exportados do território de cada uma das Altas Partes Contratantes (excluidos os territórios ultramarinos) com destino ao território da outra, não serão sujeitos pela sua exportação a direitos, taxas ou encargos diferentes ou mais elevados, nem a regras ou formalidades diferentes ou mais onerosas, que aquêles que se aplicarem aos produtos similares destinados ao território de outro país qualquer.

Artigo IV.

Cada uma das Altas Partes Contratantes obriga-se a fazer beneficiar as mercadorias da outra, mencionadas ou não no presente Acôrdo, de qualquer privilégio, favor ou redução que ela concede ou possa conceder às de qualquer outro país no que se refére à reexportação, ao transito, à armazenagem, ao transbôrdo das mercadorias e ao cumprimento das respectivas formalidades aduaneiras, assim como no que se refére aos direitos e taxas respeitantes àquelas diversas operações e às regras, formalidades e encargos nos actos alfandegários.

Artigo V.

As Altas Partes Contratantes obrigam-se a conceder-se reciprocamente o tratamento da

más favorecida en todo lo que se refiere a derechos, tasas e impuestos interiores, sean de la naturaleza que fueren, a los impuestos de consumo, a los derechos y tasas de monopolio, de barrera, de « accise » (impuestos indirectos sobre artículos de consumo), al impuesto del sello, así como en lo que se refiere a la forma de cobro de esos derechos, tasas e impuestos.

Artículo VI.

Los vinos portugueses no serán sometidos en Cuba a derechos de importación, impuestos interiores o cualquier tratamiento fiscal o discriminación diferentes o más onerosos que aquellos que se aplicaren a los vinos extranjeros del mismo tenor alcohólico, sea cual fuere su origen, procedencia o designación.

El tabaco cosechado o manufacturado en Cuba no será sometido en Portugal e islas adyacentes a derechos de importación, impuestos interiores o cualquier tratamiento fiscal o discriminación diferentes o más onerosos que aquellos que se aplicaren al cosechado o manufacturado en cualquier otro país extranjero, sea cual fuere su origen, procedencia o designación.

Artículo VII.

Cada una de las Altas Partes contratantes se obliga a tomar las medidas necesarias, en conformidad con su propia legislación, para garantizar a los productos naturales o fabricados originarios del territorio de la otra contra la competencia desleal en las operaciones commerciales, especialmente prohibiendo y reprimiendo por la aprehensión o par cualesquiera otras sanciones apropiadas, la importación, la fabricación, la circulación, la venta y la exposición a venta de todos los productos designados por marcas, nombres, inscripciones o cualesquiera señales que figuren, tanto en los propios productos, en su acondicionamiento inmediato o en su envase exterior, como en las facturas, remisiones, conocimientos, documentos de publicidad y otros papeles comerciales, conteniendo, directa o indirectamente, falsas indicaciones sobre el origen, la especie, la naturaleza o las cualidades específicas de dichos productos.

Las medidas anteriormente referidas se aplicarán en el territorio de cada una de las Altas Partes contratantes por diligencia administrativa o a requerimiento del Ministerio Público, conforme con las respectivas legislaciones de cada una de las Altas Partes contratantes, o por iniciativa de una Parte interesada, persona

nação mais favorecida em tudo que se refére aos direitos, taxas e impostos interiores, seja de que natureza forem, aos impostos de consumo, aos direitos e taxas de monopólio, de barreira, de « accise », ao imposto do sêlo, assim como no que se refére à forma de cobrança dêstes direitos, taxas ou impostos.

Artigo VI.

Os vinhos portuguêses não serão sujeitos em Cuba a direitos de importação, taxas internas, ou qualquer tratamento fiscal ou discriminação diferentes ou mais onerosos do que aquêles que se aplicarem aos vinhos estrangeiros do mesmo teor alcoólico, seja qual fôr a sua origem, proveniencia ou designação.

O tabaco produzido ou manufacturado em Cuba não será sujeito em Portugal e ilhas adjacentes a direitos de importação, taxas internas ou qualquer tratamento fiscal ou discriminação diferentes ou mais onerosos do que aquêles que se aplicarem ao produzido ou fabricado em qualquer outro país estrangeiro, seja qual fôr a sua origem, proveniencia ou designação.

Artigo VII.

Cada uma das Altas Partes Contratantes obriga-se a tomar as medidas necessárias, em conformidade com a sua própria legislação, para garantir os produtos naturais ou fabricados originários do território da outra contra a concorrencia desleal nas transacções comerciais, nomeadamente proibindo e reprimindo pela apreensão ou por quaisquer outras sanções apropriadas, a importação, a fabricação, a circulação, a venda e a exposição à venda de todos os produtos designados por marcas, nomes, inscrições ou quaisquer sinais, figurando, quer nos proprios produtos, no seu acondicionamento imediato ou na sua embalagem esterior, quer nas facturas, guias de remessa, conhecimentos, documentos de publicidade ou outros papeis comerciais, e comportando, directa ou indirectamente, falsas indicações sôbre a origem, a espécie, a naturesa ou as qualidades específicas dos ditos produtos.

As medidas acima referidas serão aplicadas no território de cada uma das Altas Partes Contratantes por diligencia administrativa ou a requerimento do Ministério Publico, conforme as legislações respectivas de cada uma das Altas Partes Contratantes, ou por iniciativa de uma Parte interessada, pessoa privada, sindicato,

privada, sindicato, asociación o cualquier otro organismo congénere que sea nacional de una de las Altas Partes contratantes, reconociéndose competencia a los Representantes consulares de cada uno de los dos países, acreditados en el otro, para interponer de oficio las acciones legales necesarias destinadas al cumplimiento de lo estipulado en este artículo.

Artículo VIII.

El Gobierno Cubano reconoce que las designaciones « Porto » y « Madeira » y las combinaciones derivadas del empleo de estos nombres, lo mismo en sus formas originales que traducidos (Oporto, Porto, Portwine, Portwein, Portwijn, y otras ; o Madera, Madère, Madeira Wine, Madeira Wein, Madeira Wijn, etc.), así como las designaciones « Moscatel de Setubal », y « Carcavelos », constituyen marcas regionales o designaciones de origen, debidamente protegidas en Portugal y pertenecientes exclusivamente a los vinos generosos producidos en las regiones portuguesas del Duero, de la Isla de la Madera, de Setúbal y de Carcavelos, respectivamente.

El Gobierno Cubano se obliga a tomar las medidas necesarias para reprimir en el territorio de Cuba la importación, el almacenaje (tanto en almacenes aduanales como en almacenes afianzados o libres), la preparación, la exportación, la circulación, la exposición a venta y la venta de vinos con esas designaciones, cuando ellos no fueran originarios de las regiones portuguesas del Duero, de la Isla de la Madera, de Setúbal y de Carcavelos, y que no hayan sido exportados, respectivamente, el Oporto por la « Barra del Duero » y el puerto de Leixões, el Madera por el puerto de Funchal, el Moscatel de Setúbal por los puertos de Lisboa o Setúbal y el Carcavelos por el puerto de Lisboa.

La autenticidad de esos vinos queda establecida por certificados de origen expedidos por las autoridades portuguesas competentes y cuya presentación será indispensable para su importación en Cuba.

La represión de las contravenciones a las disposiciones del presente artículo se hará efectiva por medio de aprehensión, inutilización o cualesquiera otras sanciones apropiadas, aun cuando el verdadero origen del producto sea mencionado o que las falsas designaciones sean acompañadas de ciertas palabras modificativas, tales como « género », « tipo », « calidad », « rival », « estilo », o de alguna otra indicación regional específica, o de otra especie de indicación, debiendo ser prohibidas todas las marcas,

Artigo VIII.

O Govêrno Cubano reconhece que as designações « Porto » e « Madeira » e as combinações derivadas do emprego dêstes nomes, quer nas suas formas originais quer traduzidos (Oporto, Port, Portwine, Portwein, Portwijn, etc., ou Madera, Madère, Madeira Wine, Madeira Wein, Madeira Wijn, etc.) assim como as designações « Moscatel de Setubal » e « Carcavelos », constituem marcas regionais ou designações de origem, devidamente protegidas em Portugal e pertencentes exclusivamente aos vinhos licorosos produzidos respectivamente nas regiões portuguesas do Douro, da Ilha da Madeira, de Setubal e de Carcavelos.

O Govêrno Cubano obriga-se a tomar as medidas necessárias para reprimir no território de Cuba a importação, a armazenagem (quer em entrepostos alfandegados quer em entrepostos caucionados ou livres), a preparação, a exportação, a circulação, a exposição à venda e a venda de vinhos com essas designações, desde que êles não sejam originários das regiões portuguesas do Douro, da Ilha da Madeira, de Setubal, e de Carcavelos, e que não tenham sido exportados, respectivamente, o Porto pela barra do Douro e porto de Leixões, o Madeira pelo porto do Funchal, o Moscatel de Setubal pelos portos de Lisboa ou de Setubal e o Carcavelos pelo porto de Lisboa.

A autenticidade dêstes vinhos é estabelecida por certificados de origem passados pelas autoridades portuguesas competentes e cuja apresentação será indispensavel para a sua importação em Cuba.

A repressão das contravenções às disposições do presente artigo exercer-se-á por meio de apreensão, inutilisação ou quaisquer outras sanções apropriadas, ainda mesmo que a verdadeira origem do produto seja mencionada ou que as falsas designações sejam acompanhadas de certos correctivos, tais como « género », « tipo », « qualidade », « rival », « estilo », ou de uma outra indicação regional específica, ou de outra espécie de indicação, devendo sêr proíbidas todas as marcas, etiquetas ou ins-

etiquetas o inscripciones que sean susceptibles de inducir a error en el comprador o crear en su espíritu confusión sobre el verdadero origen del vino que adquiere.

Las mismas sanciones serán aplicadas en relación con cualesquiera procedimientos tendientes a poner a la venta vinos generosos con derecho, en los términos de este artículo, a designación de origen, cuyo estado de pureza a la fecha de su importación haya sido alterado por adición de agua o de otros vinos.

Las sanciones antes previstas serán aplicadas por diligencia administrativa o a requerimiento del Ministerio Público, o por iniciativa de una Parte interesada, persona privada, sindicato o asociación, u otro organismo congénere que sea nacional de una de las Altas Partes contratantes, siendo competentes los Representantes consulares de Portugal, acreditados en Cuba, para interponer de oficio las acciones legales necesarias destinadas a promover la aplicación de dichas sanciones.

Artículo IX.

El Gobierno Portugués reconoce que las designaciones « Habana », « Habano », « Tabaco Habano », « Cuba » y « Vuelta Abajo », y las combinaciones derivadas de estos nombres, lo mismo en sus formas originarias que traducidos, (« Havana », « La Havane », « L'Havane », « Havanna », « Havano », « Havanezes », « Cuban », « La Cubana », « Cubain », « Cubaine ». « Havanazigarre », y otras), constituyen designaciones de origen debidamente protegidas en Cuba y pertenecientes, exclusivamente, a la industria tabacalera establecida en el territorio de la República de Cuba.

El Gobierno Portugués se obliga a tomar todas las medidas necesarias para reprimir en el territorio de Portugal, de sus islas adyacentes y colonias, la importación, el almacenaje (tanto en almacenes aduanales como en almacenes afianzados o libres), la preparación, la exportación, la fabricación, la circulación, la venta y exposición a venta de tabaco en rama, tabacos, cigarros, cigarillos y picaduras con las designaciones mencionadas en el párrafo anterior, cuando dichos productos no sean cosechados o elaborados en Cuba, y exportados de la misma acompañados de los correspondientes certificados de origen y destino.

La autenticidad de los tabacos, cigarros, cigarillos y picaduras de Cuba queda establecida por el legítimo Sello de Garantía Nacional de Procedencia, creado por la Ley cubana de 16 de

crições que sejam susceptiveis de induzir o comprador em êrro ou criar no seu espirito confusão sôbre a verdadeira origem do vinho que adquire.

As mesmas sanções serão tomadas em relação a quaisquer processos tendentes a pôr à venda vinhos licorosos com direito, nos termos dêste artigo, a designação de origem, cujo estado de pureza à data da importação tenha sido alterado por adição de agua ou de outros vinhos.

As sanções acima previstas serão aplicadas por diligencia administrativa ou a requerimento do Ministério Publico, ou por iniciativa de uma parte interessada, pessoa privada, sindicato ou associação, ou outro organismo congénere que seja nacional de uma das Altas Partes Contratantes, sendo os representantes consulares de Portugal, acreditados em Cuba, competentes para interpôr as necessárias acções judiciais destinadas a promover a aplicação das ditas sanções.

Artigo IX.

O Govêrno Português reconhece que as designações « Habana », « Habano », « Tabaco Habano », « Cuba », e « Vuelta Abajo », e as combinações derivadas dêstes nomes quer nas suas formas originais quer traduzidos (« Havana », « La Havane », « L'Havane », « Havanna », « Havano », « Havanezes », « Cuban », « La Cubana », « Cubain », « Cubaine », « Havannazigarre » e outras) constituem designações de origem devidamente protegidas em Cuba e pertencentes exclusivamentz à industria de Tabacos estabelecida no território da Republica de Cuba.

O Govêrno Português obriga-se a tomar todas as medidas necessárias para reprimir no território de Portugal, suas ilhas adjacentes e colónias, a importação, a armazenagem (quer em entrepostos alfandegados quer em entrepostos caucionados ou livres) a preparação, a exportação, a fabricação, a circulação, a venda e exposição à venda de tabaco em rama, charutos, cigarros, cigarrilhas e tabaco picado com as designações mencionadas no parágrafo anterior, sempre que os ditos artigos não sejam produzidos ou manufacturados em Cuba, e exportados da mesma, acompanhados dos correspondentes certificados de origem e destino.

A autenticidade dos charutos, cigarros, cigarrilhas e tabaco picado de Cuba será estabelecida pelo sêlo autentico de Garantia Nacional de Procedencia, creado pela lei Cubana de 16

julio de 1912, y la importación, venta o exposición a venta de esos productos no será autorizada por el Gobierno Portugués cuando carezcan del referido Sello de Garantía Oficial de Cuba.

La represión de las contravenciones a las disposiciones del presente artículo se hará efectivo por medio de aprehensión, inutilización o cualesquiera otras sanciones apropiadas, aun cuando el verdadero origen del producto sea mencionado o que las falsas designaciones sean acompañadas de ciertas palabras modificativas, tales como « género », « tipo », « calidad », « rival », « estilo », o de una indicación regional o nacional específica, o de otra especie de indicación, debiendo ser prohibidas todas las marcas, etiquetas o inscripciones que sean susceptibles de inducir a error en el comprador o crear en su espíritu confusión sobre el verdadero origen del tabaco que adquiere.

Las sanciones que el presente artículo establece serán igualmente aplicadas en todos los casos en que, sin haber sido los tabacos, cigarros, cigarillos y picaduras manufacturados en Cuba y exportados de ella, figuren en las cajas, los paquetes o cajetillas, exterior o interiormente, y en los anillos de los tabacos, marcas, inscripciones o signos de cualquier clase que signifiquen o impliquen falsas denominaciones de origen.

Las sanciones anteriormente previstas serán aplicadas por diligencia administrativa o a requerimiento del Ministerio Público, o por iniciativa de una Parte interesada, persona privada, sindicato o asociación, u otro organismo congénere que sea nacional de una de las Altas Partes contratantes, siendo competentes los Representantes consulares de Cuba, acreditados en Portugal, para interponer de oficio las acciones legales necesarias destinadas a promover la aplicación de dichas sanciones.

Cuando, en virtud de diligencia administrativa o a requerimiento de cualquiera de las autoridades o entidades indicadas en el párrafo inmediatamente anterior, fueren aprehendidas en las aduanas portuguesas partidas de tabaco, manufacturado o no, con falsas denominaciones de origen o procedencia, o simulación o falsificación del Sello de Garantía Nacional de Procedencia de Cuba, esas partidas de tabaco no podrán ser vendidas en tiempo alguno, en pública subasta o por cualquier otro procedimiento, sin que previamente se hayan destruído los envases, exteriores e interiores, envolturas y anillos que contengan alguna expresión deter-

de Julho de 1912, e a importação, venda ou exposição à venda dêstes produtos não será autorisada pelo Govêrno Português sem que tragam apôsto o referido sêlo de Garantia Oficial de Cuba.

A repressão das contravenções ás disposições do presente artigo exercer-se-à por meio de apreensão, inutilisação ou quaisquer outras sanções apropriadas, ainda mesmo que a verdadeira origem do producto seja mencionada ou que as falsas designações sejam acompanhadas de certos correctivos, tais como « genero », « tipo », « qualidade », « rival », « estilo », ou de uma indicação regional ou nacional específica, ou de outra espécie de indicação devendo sêr proíbidas todas as marcas, etiquetas ou inscrições que sejam susceptiveis de induzir em êrro o comprador ou criar no seu espirito confusão sôbre a verdadeira origem do tabaco que adquire.

As sanções que o presente artigo estabelece serão igualmente tomadas em todos os casos em que, não tendo sido os charutos, cigarros, cigarrilhas e tabaco picado manufacturados em Cuba e dela exportados, figurem nas caixas, pacotes ou carteiras, externa ou internamente, e nas cintas dos charutos, marcas, inscrições ou sinais de qualquer natureza que signifiquem ou impliquem falsas designações de origem.

As sanções anteriormente previstas serão aplicadas por diligencia administrativa ou a requerimento do Ministerio Publico, ou por iniciativa de uma parte interessada, pessoa privada, sindicato ou associação ou outro organismo congénere que seja nacional de uma das Altas Partes Contratantes, sendo os representantes consulares de Cuba, acreditados em Portugal, competentes para interpôr as necessárias acções judiciais destinadas a promover a aplicação das ditas sanções.

Quando, em virtude de diligencia administrativa ou a requerimento de qualquer das autoridades ou entidades indicadas no parágrafo imediatamente anterior, forem apreendidas nas Alfandegas portuguêsas, partidas de tabaco, manufacturado ou não, com falsa designação de origem ou procedencia, ou simulação ou falsificação do sêlo de Garantia Nacional de Procedencia de Cuba, essas partidas de tabaco não poderão ser vendidas, seja em que tempo fôr, em hasta publica ou por qualquer outro processo, sem que préviamente se tenham destruido as embalagens, externas e internas, envolucros e cintas que contenham alguma expressão

minante de falsa declaración de procedencia de Cuba.

Artículo X.

Ambas Partes contratantes se comprometen a conceder los beneficios estipulados en el presente Acuerdo a los artículos importados en una de ellas, de la cosecha, producción o elaboración de la otra, únicamente cuando dichos artículos sean acompañados de los certificados siguientes, que podrán consistir en uno o dos documentos :

a) Certificado de origen, expedido por las autoridades o entidades legalmente autorizadas en cada uno de los países para expedir tales certificados, de forma que no pueda haber duda alguna de que el artículo importado es verdaderamente de la cosecha, producción o elaboración nacional del otro, o como tal debe ser considerado en virtud de la transformación esencial que hubiere sufrido en el país de procedencia ;

b) Certificado de destino expedido, tanto por las mismas autoridades o entidades que expidan los certificados de origen, como cualesquiera otras a las que el Gobierno del país exportador hubiera conferido tal autorización, en el que se compruebe que el artículo en cuestión fué embarcado, por vía directa o indirecta, para el otro país y destinado a ser importado en el mismo.

Los artículos importados en las condiciones especificadas en los tres párrafos inmediatamente precedentes, aun cuando lo hubieran sido por la vía indirecta, serán incluídos por cada una de las Altas Partes contratantes en sus respectivas estadísticas de importación como originarios de la otra. Cada una de las Altas Partes contratantes incluirá igualmente en sus estadísticas de exportación, como destinados a la otra, todos los artículos de la cosecha, producción o elaboración nacional que fueren exportados, por vía directa o indirecta, acompañados al momento de su exportación de un certificado de origen y destino que indique que los mismos se destinan efectivamente a ser importados en el territorio de aquella otra Parte.

Ambos Gobiernos notificarán uno al otro, en relación a cada producto, el nombre de las autoridades o entidades competentes para acreditar su origen y destino, enviando al mismo tiempo los modelos de los certificados adoptados para cada categoría de productos.

determinante de falsa declaração de procedencia de Cuba.

Artigo X.

Ambas as Altas Partes Contratantes comprometem-se a só conceder os benefícios consignados no presente Acôrdo aos artigos importados numa delas, de produção ou fabricação da outra, quando êsses artigos sejam acompanhados dos certificados seguintes, que poderão consistir num ou dois documentos :

a) Certificado de origem, passado pelas autoridades ou entidades legalmente autorisadas em cada um dos países a passar tais certificados, de forma que não possa haver duvida alguma de que o artigo importado é verdadeiramente de produção ou fabricação nacional do outro, ou como tal deve ser considerado em vista da transformação essencial que sofreu no país de procedencia ;

b) Certificado de destino, passado quer pelas mesmas autoridades ou entidades que passaram os certificados de origem, quer por outras a quem o govêrno do país exportador conferiu tal autorisação, pelo qual se comprove que o artigo em questão foi embarcado, por via directa ou indirecta, para o outro país e é destinado a sêr importado no mesmo.

Os artigos importados nas condições especificadas nos tres parágrafos anteriores, mesmo quando o tenham sido por via indirecta, serão por cada uma das Altas Partes Contratantes incluidos nas suas respectivas estatísticas de importação como originários da outra. Igualmente, cada uma das Altas Partes Contratantes incluirá nas suas estatísticas de exportação, como destinados à outra, todos os artigos de produção ou fabricação nacional que forem exportados, por via directa ou indirecta, acompanhados na ocasião da sua exportação de um certificado de origem e destino que indique serem os mesmos efectivamente destinados a sêr importados no território daquela outra Parte.

Os dois Govêrnos notificarão um ao outro, em relação a cada produto, o nome das autoridades ou entidades competentes para atestar a sua origem e destino, enviando ao mesmo tempo os modelos dos certificados adoptados para cada categoria de produtos.

El Gobierno del país destinatario tendrá derecho a exigir que los certificados de origen y destino sean visados por su Representante diplomático o consular o por una persona u organismo por él habilitada al efecto, cuyo visado será gratuíto.

Artículo XI.

Las dos Altas Partes contratantes están de acuerdo en reconocer que la designación sardina (sardinha) no se puede aplicar legalmente a no ser a la especie conocida como « clupea pilchardus ». Se comprometen a perseguir como fraude el uso de esa designación para indicar cualquier otra especie de pescado.

La aplicación de este artículo queda subordinada a la condición de que los respectivos naturalistas de ambas Altas Partes contratantes decidan, en cada caso particular, cuando una determinada especie de pescado debe o no ser designada como sardina (sardinha).

Artículo XII.

El Gobierno de Cuba se compromete a no aplicar por concepto de certificación de facturas consulares (declarações de carga) tasa alguna superior al 2% del valor declarado en dichas facturas, en cuanto el Gobierno de Portugal no aumentare su tasa actualmente en vigor para los mismos documentos.

Artículo XIII.

En el caso de que una de las Altas Partes contratantes imponga aumento de derechos, restricciones de importación o de concesión de divisas, de naturaleza a dificultar las posibilidades legítimas de importación y de exportación de mercancías, la otra Parte podrá pedir inmediatamente la apertura de negociaciones, y, si éstas no dieren resultado en el plazo de un mes, tomar todas las medidas que le parezcan justificadas.

Artículo XIV.

Los agentes viajeros provistos de una carta de identidad expedida por las autoridades competentes del país de origen gozarán bajo todos los aspectos, y especialmente en todo lo que se refiere a la importación y exportación de las muestras que los acompañen, de los mismos derechos y ventajas que disfruten los agentes viajeros de la nación más favorecida.

O Govêrno do país destinatário terá direito a exigir nos certificados de origem e destino o visto do seu representante diplomatico ou consular ou de uma pessoa ou organismo por êle habilitada, visto êsse que será gratuito.

Artigo XI.

As duas Altas Partes Contratantes estão de acôrdo em reconhecer que a designação sardinha (sardina) não se pode aplicar legalmente a não ser à espécie conhecida como « clupea pilchardus ». Comprometem-se a perseguir como fraude o uso dêsta designação para indicar qualquer outra espécie de peixe.

A aplicação dêste artigo fica subordinada à condição de que os respectivos nauralistas das duas Altas Partes Contratantes decidam, em cada caso particular, quando uma determinada espécie de peixe deve ou não sêr designada como sardinha (sardina).

Artigo XII

O Govêrno de Cuba compromete-se a não aplicar pelo visto nas declarações de carga (facturas consulares) taxa alguma superior a 2% do valor mencionado nas ditas declarações, enquando o Govêrno de Portugal não aumentar a sua taxa actualmente em vigor para os mesmos documentos.

Artigo XIII.

No caso em que uma das Altas Partes Contratantes imponha aumentos de direitos, restrições de importação ou de concessão de divisas, de natureza a dificultar as possibilidades legitimas de importação e de exportação de mercadorias, a outra Parte poderá pedir imediatamente a abertura de negociações, e, se estas não derem resultado no prazo de um mês, tomar todas as medidas que lhe pareçam justificadas.

Artigo XIV.

Os caixeiros viajantes munidos de um carta de legitimação passada pelas autoridades competentes do país de origem gozarão sob todos os aspectos, e nomeadamente em tudo que se refére à importação e exportação das amostras que os acompanham, dos mesmos direitos e vantagens que os caixeiros viajantes da nação mais favorecida.

Artículo XV.

El trato de la nación más favorecida previsto en los artículos precedentes, no comprenderá en lo que respecta a Portugal :

a) A los privilegios que Portugal haya concedido o pueda conceder para facilitar el tráfico fronterizo ;

b) Al régimen especial que Portugal haya instituído o pueda instituir por acuerdos particulares con España o con el Brasil ;

c) Los regímenes especiales que Portugal haya establecido o pueda establecer en materia arancelaria para las importaciones procedentes de sus territorios ultramarinos o para las exportaciones destinadas a esos mismos territorios ;

d) Los derechos y privilegios concedidos a uno o varios otros Estados en vista de una unión aduanera.

Y, en lo que respecta a Cuba :

a) A las concesiones y ventajas, de cualquier clase, que Cuba concede o pueda conceder en el futuro a favor de los Estados Unidos de América ;

b) A los derechos y privilegios concedidos a uno o varios otros Estados en vista de una unión aduanera.

Artículo XVI.

El presente Acuerdo será ratificado y el canje de ratificaciones se efectuará en Lisboa a la mayor brevedad posible. El acuerdo entrará en vigor un mes después del canje de ratificaciones y será obligatorio durante un año, a partir de la fecha de su entrada en vigor, con tácita reconducción por igual período siempre que no fuera denunciado por una de las Altas Partes contratantes con aviso previo de dos meses por lo menos.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios respectivos firman el presente Acuerdo Comercial entre Cuba y Portugal, y le fijan sus sellos.

Hecho en La Habana, República de Cuba, en dos originales, en los idiomas español y portugués, cuyos textos son igualmente fehacientes, el día seis de septiembre de mil novecientos treinta y ocho.

(L. S.) (Firmado) Juan J. REMOS.
(L. S.) (Firmado) Tomaz WYLIE FERNANDES.

Artigo XV.

O tratamento da nação mais favorecida previsto nos artigos precedentes não compreenderá pelo que respeita a Portugal :

a) Os privilégios que Portugal tenha concedido ou possa vir a conceder para facilitar o tráfego fronteiriço ;

b) O regime especial que Portugal instituiu ou possa instituir por acôrdos particulares com a Espanha ou com o Brazil ;

c) Os regimes especiais que Portugal estabeleceu ou possa vir a estabelecer em matéria pautal para as importações provenientes dos seus territórios ultramarinos ou para as exportações destinadas a êsses mesmos territórios ;

d) Os direitos e privilegios concedidos a um ou varios outros Estados, em vista de uma união aduaneira.

E, pelo que respeita a Cuba :

a) Os favores e vantagens, de qualquer natureza, que Cuba concede ou possa de futuro conceder em beneficio dos Estados Unidos da America ;

b) Os direitos e privilegios concedidos a um ou varios outros Estados, em vista de uma união aduaneira.

Artigo XVI.

O presente Acôrdo será ratificado e a troca das ratificações efectuar-se-á em Lisboa o mais cedo que puder sêr. O Acôrdo entrará em vigor um mês depois da troca das ratificações e será obrigatório durante um ano, a partir da data da sua entrada em vigor, com tácita recondução por igual período sempre que não fôr denunciado por uma das Altas Partes Contratantes com aviso prévio, de, pelo menos, dois meses.

Em fé do que os respectivos Plenipotenciarios assinam o presente Acôrdo Comercial entre Portugal e Cuba e lhe apõem os seus sêlos.

Feito em Havana, República de Cuba, em dois exemplares, nas linguas portuguesa e espanhola, fazendo os dois textos igualmente fé, aos seis de Setembro de mil novecentos trinta e oito.

(L. S.) (F.) Tomaz WYLIE FERNANDES.
(L. S.) (F.) Juan J. REMOS.

LISTA « A »

Partidas del Arancel Cubano	Articulos que afora
47–A	Limas de Acero.
100–A	Medicinas patentes (especialidades farmacéuticas).
178–A	Corcho en bruto, en planchas o desperdicios y planchas de aglomerados.
178–B	Corcho manufacturado.
241–A	Tocino o carne de puerco, salada o ahumada.
242–A	Jamones curtidos y ahumados.
245	Queso.
247–B	Sardinas secas y prensadas y similares.
251–A	Ostras y mariscos secos o frescos.
251–B	Pescado fresco (y congelado).
259–A	Cebollas importadas del 15 de noviembre al 15 de junio.
259–B	Cebollas importadas del 16 de junio al 14 de noviembre.
259–C	Ajos.
263	Almendras.
264–A	Higos secos y pasas.
264–B	Ciruelas secas.
265–A	Castañas.
265–B	Nueces, avellanas y similares.
270–B	Atún en conserva.
270–C	Calamares sin relleno.
270–D	Calamares con relleno.
270–E	Sardinas con espinas.
270–F	Sardinas sin espinas.
270–H	Otros pescados y mariscos.
271–B	Aceitunas al natural en envases de más de 2 kilos.
271–C	Aceitunas al natural en envases de 2 kilos o menos.
271–D	Aceitunas rellenas o preparadas de cualquier forma.
273–B	Chorizos, salchichones, mortadella y otros embutidos.
274–A	Aceite de oliva en envases de barro, lata o madera, etc.
276–A	Aguardientes y coñacs (Vinhacs), en barriles.
276–B	Aguardientes, coñacs (Vinhacs) y los demás licores en botellas.
277	Vinos espumantes o espumosos.
278–A	Vinos blancos y tintos de mesa, en barriles.
278–B	Vinos blancos y tintos de mesa, en botellas.
278–C	Vinos de Madera, Oporto y otros secos o dulces, en barriles.
278–D	Vinos de Madera, Oporto y otros secos o dulces, en botella.
280–E	Aguas minerales, carbonatadas y simples.
289	Dulces, mermeladas, jaleas y confituras.
	Sacos acondicionando mercancías cuando sean de tejidos habitualmente empleados para ese fin.

LISTA « A »

Numeros da pauta cubana	Designação dos Artigos
47–A	Limas de aço.
100–A	Especialidades farmaceuticas.
178–A	Cortiça em bruto, em pranchas ou em desperdicios e pranchas de aglomerados.
178–B	Cortiça em obra.
241–A	Toucinho ou carne de porco salgada ou fumada.
242–A	Presuntos curtidos e fumados.
245	Queijo.
247–B	Sardinhas sêcas e prensadas e similares.
251–A	Ostras e mariscos sêcos ou frescos.
251–B	Peixe fresco e conservado pelo frio.
259–A	Cebolas importadas de 15 de Novembro a 15 de Junho inclusive.
259–B	Cebolas importadas de 16 de Junho a 14 de Novembro inclusive.
259–C	Alhos.
263	Amendoas.
264–A	Figos sêcos e passas.
264–B	Ameixas sêcas.
265–A	Castanhas.
265–B	Nozes, avêlas e similares.
270–B	Atum em consêrva.
270–C	Lulas sem recheio em consêrva.
270–D	Lulas com recheio em consêrva.
270–E	Sardinhas com espinha em consêrva.
270–F	Sardinhas sem espinha em consêrva.
270–H	Outros peixes e mariscos em consêrva.
271–B	Azeitonas em consêrva, sem preparo, em vazilhas com pêso total superior a 2 quilos.
271–C	Azeitonas em consêrva, sem preparo, em vazilhas com pêso total de 2 quilos ou menos.
271–D	Azeitonas recheadas ou preparadas de qualquel forma.
273 B	Chouriços, salsichões, mortadelas e outros enchidos.
274–A	Azeite de oliveira em vazilhas de barro, madeira ou lata, etc.
276–A	Aguardente e vinhac em barris.
276–B	Aguardente, vinhac e licores engarrafados.
277	Vinhos espumantes ou espumosos.
278–A	Vinhos brancos e tintos de meza em barris.
278–B	Vinhos brancos e tintos de meza engarrafados.
278–C	Vinhos da Madeira, Porto e outros dôces ou sêcos, em barris.
278–D	Vinhos da Madeira, Porto e outros dôces ou sêcos, engarrafados.
280–E	Aguas mínerais naturais, carbonatadas ou não.
289	Dôces, marmeladas, geleias e compotas de fruta.
	Sacos acondidionando mercadorias quando de tecidos habitualmente empregados para êsse fim.

LISTA « B »

Partidas del Arancel Portugués	Articulos que afora
16	Miel con cera.
16-A	Esponjas en bruto o solo con el preparado indispensable para su conservación.
64	Cairo (fibra de coco) en rama, simplemente torcido o con dos cabos.
74-A	Fibras vegetales no especificadas.
82	Maderas en bruto.
85	Maderas aserradas con grueso superior a 75 mm. y anchura mínima de 25 cm.
86	Maderas aserradas con grueso superior a 75 mm. y anchura inferior a 25 cm.
87	Maderas aserradas con grueso superior a 35 mm. hasta 75 mm.
88	Maderas aserradas con grueso superior a 15 mm. hasta 35 mm.
89	Maderas aserradas con grueso de 1 mm. a 15 mm.
90	Maderas aserradas con grueso inferior a 1 mm.
108	Henequén.
110	Tabaco en rama.
537	Sacos acondicionando mercancías cuando sean de tejidos habitualmente empleados para ese fin.
563	Ron y otras bebidas alcohólicas no especificadas, en envases de capacidad no superior a dos litros.
564	Ron y otras bebidas alcohólicas no especificadas, en envases no especificados.
598	Azúcar areado por el sistema portugués y el superior al tipo 20 de la escala holandesa.
599	Azúcar aromatizado de cualquier calidad.
600	Azúcar no especificado.
606	Café con cáscara o descascarado.
607	Café tostado o molido.
609	Carne de ganado vacuno conservada por el frío.
615	Conservas alimenticias de pescado.
616	Conservas alimenticias no especificadas.
621	Frutas frescas o secas no especificadas.
629	Miel pura.
630	Melaza conteniendo hasta 55% de azúcares totales.
776	Esponjas.
802	Madera en obra, entallada, chapada, encerada, pulida o barnizada, torneada, moldeada, pintada y forrada, excepto con pieles o sus imitaciones o tejidos en que entre seda.
803	Madera en obra, marqueteada, charolada, dorada, con aplicaciones de maderas finas, ornatos de metal o de otras materias y forradas con pieles y sus imitaciones o tejidos en que entre seda.

LISTA « B »

Numeros da pauta portuguesa	Designação dos Artigos
16	Mel com favos.
16-A	Esponjas em bruto ou apenas com o preparo indispensável à sua conservação.
64	Cairo em rama, simplesmente torcido ou com dois cabos.
74-A	Fibras vegetais não especificadas.
82	Madeiras em bruto.
85	Madeiras serradas de espessura superior a 75 mm. e largura minima de 25 cm.
86	Madeiras serradas de espessura superior a 75 mm. e largura inferior a 25 cm.
87	Madeiras serradas de espessura superior a 35 mm. até 75 mm.
88	Madeiras serradas de espessura superior a 15 mm. até 35 mm.
89	Madeiras serradas de espessura de 1 mm. a 15 mm.
90	Madeiras serradas de espessura inferior a 1 mm.
108	Henequen (Sisal).
110	Tabaco em folha.
537	Sacos, acondicionando mercadorias quando de tecidos habitualmente empregados para êsse fin.
563	Rum e outras bebidas alcoólicas não especificadas em vazilhas de capacidade não superior a 2 litros.
564	Rum e outras bebidas alcoólicas não especificadas em vazilhas não especificadas.
598	Açucar areado pelo sistema português e o superior ao tipo 20 da escala holandesa.
599	Açucar aromatizado, de qualquer qualidade.
600	Açucar não especificado.
606	Café com casca ou descascado.
607	Café torrado ou moido.
609	Carne de gado bovino conservada pelo frio.
615	Consêrvas alimenticias de peixe.
616	Consêrvas alimenticias não especificadas.
621	Frutas frescas ou sêcas não especificadas.
629	Mel.
630	Melaço contendo até 55 % de açucares totais.
776	Esponjas.
802	Madeira em obra, entalhada, folheada, encerada, pulida ou envernizada, torneada, moldada, pintada e estofada, excepto com peles ou suas imitações ou com tecidos em que entre sêda.
803	Madeira em obra, marchetada, acharoada, dourada, com aplicações de madeiras finas, ornatos de metal, ou de outras matérias, e estofada com peles e suas imitações, ou tecidos em que entre sêda.

Partidas del Arancel Portugués	Artículos que afora
908	Cajas de cartón en taras de uso habitual cuando estén sujetas a derechos, con o sin palabras escritas.
998	Cordel.
1081	Tabacos y cigarros con capa de tabaco.
1082	Cigarrillos.
1083	Picadura.

PROTOCOLO DE FIRMA

En el momento de proceder a la firma del Acuerdo Comercial concluído en esta fecha, los Plenipotenciarios que suscriben, con objeto de precisar las condiciones de aplicación de una de sus cláusulas, formularon las declaraciones siguientes, las cuales constituyen parte integrante del mismo Acuerdo :

Adición al Artículo XVI.

No obstante las disposiciones concernientes a la tácita reconducción y denuncia del Acuerdo, si, luego de haber transcurrido un año natural de vigencia del mismo, se verificara por el examen del resumen anual de las estadísticas oficiales cubanas, relativas al año natural inmediatamente anterior, que las compras efectuadas por Portugal de artículos cosechados, producidos o elaborados en Cuba no hubieran alcanzado, por lo menos, un valor equivalente al cincuenta por ciento del valor de las importaciones realizadas en Cuba de artículos cosechados, producidos o elaborados en Portugal ;

O si, a partir de la misma fecha, se verificara, por el examen del resumen anual de las estadísticas oficiales potuguesas, relativas al año natural inmediatamente anterior, que las compras efectuadas por Cuba de artículos cosechados, producidos o elaborados en Portugal no hubieran alcanzado, por lo menos, un valor equivalente al cincuenta por ciento del valor de las importaciones realizadas en Portugal de artículos cosechados, producidos o elaborados en Cuba,

El Gobierno del país que no hubiese vendido al otro artículos cosechados, producidos o elaborados en el mismo por el valor mínimo indicado, inmediatamente notificará al de la otra Parte, o publicará oficialmente en su país, el resultado del examen de sus estadísticas, entendiéndose que el Acuerdo cesará automáticamente de surtir sus efectos transcurrido un plazo de dos meses, contados desde la fecha de aquella noti-

Numeros da pauta portuguesa	Designação dos Artigos
908	Caixas de cartão, em taras de uso habitual, quando sujeitas a direitos, com ou sem dizeres.
998	Cordel.
1081	Tabaco em charutos, em cigarrilhas com capa de tabaco.
1082	Tabaco em cigarros.
1083	Tabaco picado.

PROTOCOLO DE ASSINATURA

No momento de proceder à assinatura do Acôrdo Comercial concluido nesta data, os Plenipotenciários abaixo assinados, tendo em vista precisar as condições de aplicação de uma das suas clausulas, fizeram as declarações seguintes, as quais constituem parte integrante do mesmo Acôrdo :

Aditamento ao Artigo XVI.

Sem embargo das disposições respeitantes à tacita recondução e denuncia do Acôrdo se, desde que tenha decorrido um ano civil em que o Acôrdo tenha vigorado, se reconhecer pelo exame do resumo anual das estatísticas oficiais cubanas, relativas ao ano civil imediatamente anterior, que as compras efectuadas por Portugal de artigos produzidos ou fabricados em Cuba não atingiram um valor, pelo menos, equivalente a cincoenta por cento do valor das importações efectuadas em Cuba de artigos produzidos ou fabricados em Portugal,

ou se, a partir da mesma data, se reconhecer, pelo exame do resumo anual das estatísticas oficiais portuguêsas, relativas ao ano civil imediatamente anterior, que as compras efectuadas por Cuba de artigos produzidos ou fabricados em Portugal não atingiram um valor, pelo menos, equivalente a cincoenta por cento do valor das importações efectuadas em Portugal de artigos produzidos ou fabricados em Cuba,

o Govêrno do país que não tenha vendido ao outro artigos nêle produzidos ou fabricados no valor mínimo indicado, notificará imediatamente ao da outra Parte ou publicará oficialmente no seu país o resultado do exame das suas estatísticas, entendendo-se que o Acôrdo cessará automaticamente de produzir os seus efeitos passado um prazo de dois meses contados da data daquela notificação ou publicação

ficación o publicación oficial, si, durante este plazo los dos Gobiernos, en las negociaciones que entablarán para aclarar los motivos que lleven a la cesación de este Acuerdo, o las diferencias que puedan existir entre las estadísticas de ambos países, no hubieran llegado a un mutuo entendimiento.

Para la determinación del valor de las compras anuales efectuadas por cualquiera de ambos países de artículos cochechados, producidos o elaborados en el otro, cada uno de los dos Gobiernos utilizará sus propias estadísticas oficiales. Sin embargo, en caso de divergencia entre las estadísticas portuguesas y cubanas, ambas Partes procurarán establecer la concordancia entre las mismas.

LA HABANA, 6 *de septiembre de* 1938.

(L. S.) (Firmado) Juan J. REMOS.
(L. S.) (Firmado) Tomaz WYLIE FERNANDES.

oficial, se durante êste prazo os dois Govêrnos, nas negociações que iniciarão para esclarecer os motivos que conduzem à cessação dêste Acôrdo ou as diferenças que possam existir entre as estatísticas dos dois países, não tiverem chegado a mutuo entendimento.

Para a determinação do valor das compras anuais efectuadas por qualquer dos dois países de artigos produzidos ou fabricados no outro, cada um dos dois govêrnos servir-se-á das suas próprias estatísticas oficiais ; todavia, em caso de divergencia entre as estatísticas portuguesas e cubanas, procurarão as duas Partes estabelecer a concordancia entre as mesmas.

HAVANA, *aos* 6 *de Setembro de* 1938.

(L. S.) (F.) Tomaz WYLIE FERNANDES.
(L. S.) (F.) Juan J. REMOS.

TRADUCTION.

Nº 4565. — ACCORD COMMERCIAL ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA ET LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE. SIGNÉ A LA HAVANE, LE 6 SEPTEMBRE 1938.

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE, désireux de donner un plus grand développement aux échanges commerciaux entre leurs pays respectifs, ont résolu de conclure un accord commercial et, à cet effet, ont nommé leurs plénipotentiaires, à savoir :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

Le Dr Juan J. REMOS Y RUBIO, secrétaire d'Etat de Cuba ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Le lieutenant-colonel Tomaz WYLIE FERNANDES, conseiller technique du Ministère des Affaires étrangères du Portugal pour les négociations et conférences ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires du Portugal, de ses îles adjacentes ou de ses colonies, énumérés dans la liste « A » annexée au présent accord, ne seront pas soumis à leur importation à Cuba à des droits, coefficients, taxes, surtaxes et impôts autres ou plus élevés que ceux qui, à la date de la signature du présent accord, ou à l'avenir, seraient appliqués aux produits similaires d'un autre pays quelconque.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et provenant de Cuba, énumérés dans la liste « B » annexée au présent accord, ne seront pas soumis, à leur importation au Portugal et dans les îles adjacentes, à des droits, coefficients, taxes, surtaxes ou impôts autres ou plus élevés que ceux qui, à la date de la signature

TRANSLATION.

No. 4565. — COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN THE REPUBLIC OF CUBA AND THE PORTUGUESE REPUBLIC. SIGNED AT HAVANA, SEPTEMBER 6TH, 1938.

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC, being desirous of promoting the development of commercial exchanges between their respective countries, have resolved to conclude a Commercial Agreement, and for that purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA :

Dr. Juan J. REMOS Y RUBIO, Secretary of State of Cuba ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

Lieut.-Col. Tomaz WYLIE FERNANDES, Technical Adviser for Negotiations and Conferences of the Portuguese Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

The natural or manufactured products originating in Portugal, its adjacent islands or colonies, enumerated in List " A " annexed to the present Agreement, shall not be subject on their importation into Cuba to duties, coefficients, charges, surcharges and taxes other or higher than those levied on the date of signature of the present Agreement or at some future date on like products of any other country.

The natural or manufactured products originating in and coming from Cuba, enumerated in List " B " annexed to the present Agreement, shall not be subject on their importation into Portugal and the adjacent islands to duties, coefficients, charges, surcharges or taxes other or higher than those levied on the date of signa-

du présent accord, ou à l'avenir, seraient appliqués aux produits similaires d'un autre pays quelconque.

Article II.

Tous les produits naturels ou fabriqués, originaires du Portugal, de ses îles adjacentes ou de ses colonies, qui ne figurent pas dans la liste « A », jouiront à leur importation à Cuba des droits prévus par le tarif minimum actuellement en vigueur ou celui qui serait ultérieurement en vigueur.

Tous les produits naturels ou fabriqués originaires et provenant de Cuba, qui ne figurent pas dans la liste « B », jouiront à leur importation au Portugal et dans les îles adjacentes des droits prévus par le tarif minimum actuellement en vigueur ou celui qui serait ultérieurement en vigueur.

Article III.

Les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Hautes Parties contractantes (à l'exception des territoires d'outre-mer) à destination du territoire de l'autre, ne seront pas soumis, à leur exportation, à des droits, taxes ou impôts autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses, que ceux qui seraient appliqués à des produits similaires destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Article IV.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire bénéficier les marchandises de l'autre, mentionnées ou non dans le présent accord, de tous privilèges, faveurs ou réductions qu'elle accorde ou pourrait accorder à celles d'un autre pays quelconque en ce qui concerne la réexportation, le transit, le magasinage, le transbordement des marchandises et l'accomplissement des formalités douanières respectives, ainsi qu'en ce qui concerne les droits et taxes afférents à ces diverses opérations et les règles, formalités et frais des opérations douanières.

Article V.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits, taxes et impôts intérieurs de toute nature, les impôts de consommation, les droits et taxes de monopole, d'octroi, d'accise (impôts indirects sur les articles de consommation, les droits et taxes de monopole, d'octroi, d'accise (impôts indirects sur les articles de consomma-

ture of the present Agreement or at some future date on like products of any other country.

Article II.

All natural or manufactured products originating in Portugal, its adjacent islands or colonies not included in List " A " shall enjoy on their importation into Cuba the duties specified in the minimum tariff which is at present in force or which may come into force hereafter.

All natural or manufactured products originating in and coming from Cuba not included in List " B " shall enjoy on their importation into Portugal and the adjacent islands the duties specified in the minimum tariff which is at present in force or which may come into force hereafter.

Article III.

Natural or manufactured products exported from the territory of either of the High Contracting Parties (excluding oversea territories) to the territory of the other shall not be subject to any export duties, charges or taxes other or higher, or to any rules or formalities other or more onerous, than those applicable to like products consigned to the territory of any other country.

Article IV.

Each of the High Contracting Parties undertakes to accord to the goods of the other, whether they are or are not specified in the present Agreement, any privileges, favours or reductions which it grants, or may in future grant, to those of any other country in respect of re-export, transit, warehousing, transhipment of goods and compliance with the respective Customs formalities, and in respect of the duties and charges levied for these various operations and the rules, formalities and charges connected with Customs operations.

Article V.

The High Contracting Parties undertake to grant each other most-favoured-nation treatment in all matters concerning internal duties, charges and taxes of whatsoever description, consumption taxes, monopoly, town or excise duties and charges (indirect taxes on consumers' goods), stamp duty, and in respect

tion), l'impôt du timbre, ainsi qu'en ce qui concerne le mode de recouvrement de ces droits, taxes et impôts.

Article VI.

Les vins portugais ne seront pas soumis à Cuba à des droits d'importation, impôts intérieurs ou traitement fiscal quelconque ou discrimination, autres ou plus onéreux que ceux qui seraient appliqués à des vins étrangers de même teneur alcoolique, quelles que soient leur origine, leur provenance ou leur désignation.

Le tabac récolté ou manufacturé à Cuba ne sera pas soumis au Portugal et dans les îles adjacentes à des droits d'importation, impôts intérieurs ou traitement fiscal quelconque ou discrimination, autres ou plus onéreux que ceux qui seraient appliqués au tabac récolté ou manufacturé dans tout autre pays, quelles que soient son origine, sa provenance ou sa désignation.

Article VII.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre les mesures nécessaires, conformément à sa propre législation, pour garantir les produits naturels ou fabriqués, originaires du territoire de l'autre, contre la concurrence déloyale dans les opérations commerciales et, en particulier, à interdire et à réprimer, par la saisie ou par toute autre sanction appropriée, l'importation, la fabrication, la circulation, la vente et la mise en vente de tous les produits désignés par des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques figurant soit sur les produits eux-mêmes, leur conditionnement immédiat ou leur emballage extérieur, soit sur les factures, bulletins d'expédition, connaissements, documents de publicité ou autres papiers commerciaux, et comportant, directement ou indirectement, de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques desdits produits.

Les mesures mentionnées ci-dessus seront appliquées sur le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes par les soins de l'administration ou à la requête du Ministère public, conformément aux législations respectives de chacune des Hautes Parties contractantes, ou sur l'initiative d'une partie intéressée, personne privée, syndicat, association ou tout autre organisme du même genre ressortissant à l'une des Parties contractantes, et les représentants consulaires de chacun des deux pays, accrédités dans l'autre, auront qualité pour

of the method of collection of such duties, charges and taxes.

Article VI.

Portuguese wines shall not be subject in Cuba to import duties or internal taxes or to any fiscal treatment or discrimination other or more onerous than those applicable to foreign wines with the same alcoholic content, irrespective of their origin, provenance or designation.

Tobacco grown or manufactured in Cuba shall not be subject in Portugal or the adjacent islands to any import duties or internal taxes or to any fiscal treatment or discrimination other or more onerous than those applicable to tobacco grown or manufactured in any other country, irrespective of its origin, provenance or designation.

Article VII.

Each of the High Contracting Parties agrees to take the necessary steps, in accordance with its own legislation, to guarantee natural or manufactured products originating in the territory of the other against unfair competition in commercial transactions, and in particular to prohibit and punish by means of seizure or any other appropriate penalties the importation, manufacture, circulation, sale and offering for sale of all products bearing marks, names, inscriptions or any other signs appearing either on the products themselves, their immediate get-up or outside packing, or on the invoices, despatch notes, bills of lading, advertising matter or other commercial documents, and containing, directly or indirectly, false indications concerning the origin, species, nature or specific qualities of the said products.

The foregoing measures shall be taken in the territory of each of the High Contracting Parties by the Administration or at the request of the Public Prosecutor, in accordance with the respective legislations of each of the High Contracting Parties, or on the initiative of an interested party, a private person, a syndicate, association or any other body of the same kind that is a national of either of the High Contracting Parties. The consular representatives of each of the two countries accredited to the other shall be competent to take *ex officio* the

engager d'office les actions judiciaires nécessaires pour assurer l'exécution des stipulations du présent article.

Article VIII.

Le Gouvernement cubain reconnaît que les désignations « Porto » et « Madère » et les combinaisons dérivées de l'emploi de ces noms, tant sous leur forme originale que traduites (Oporto, Porto, Portwine, Portwein, Portwijn, etc. ; ou Madera, Madère, Madeira Wine, Madeira Wein, Madeira Wijn, etc.), ainsi que les désignations « Muscat de Setubal » et « Carcavelos », constituent des marques régionales ou des désignations d'origine, dûment protégées au Portugal et appartenant exclusivement aux vins généreux produits dans les régions portugaises du Douro, de l'île de Madère, de Setubal et de Carcavelos respectivement.

Le Gouvernement cubain s'engage à prendre les mesures nécessaires pour réprimer sur le territoire de Cuba l'importation, le magasinage (tant dans des entrepôts de douane que dans des entrepôts cautionnés ou libres), la préparation, l'exportation, la circulation, la mise en vente et la vente de vins portant ces désignations si ces vins ne sont pas originaires des régions portugaises du Douro, de l'île de Madère, de Setubal et de Carcavelos et n'ont pas été exportés, le Porto par la « Barre du Douro » et le port de Leixões, le Madère par le port de Funchal, le muscat de Setubal par les ports de Lisbonne ou de Setubal, et le Carcavelos par le port de Lisbonne.

L'authenticité de ces vins est établie par des certificats d'origine délivrés par les autorités portugaises compétentes et dont la présentation sera indispensable pour leur importation à Cuba.

Les infractions aux dispositions du présent article seront réprimées par la saisie, la dénaturation ou par toute autre sanction appropriée, même si la véritable origine du produit est mentionnée ou si les fausses désignations sont accompagnées de certains correctifs tels que « genre », « type », « qualité », « rival », « style », ou de quelque autre indication régionale spécifique, ou d'une autre espèce d'indication ; toutes les marques, étiquettes ou inscriptions susceptibles d'induire l'acheteur en erreur ou de créer dans son esprit une confusion au sujet de l'origine véritable du vin qu'il acquiert, doivent être interdites.

Les mêmes sanctions seront appliquées à l'égard de tout procédé tendant à mettre en

legal proceedings necessary to give effect to the provisions of the present Article.

Article VIII.

The Cuban Government recognises the appellations " Porto " and " Madeira " and combinations derived from these names, whether in their original forms or in a translation (Oporto, Porto, Port Wine, Portwein, Portwijn, etc. ; or Madera, Madère, Madeira Wine, Madeira Wein, Madeira Wijn, etc.), and the appellations " Moscatel de Setubal " and " Carcavelos " as regional marks or appellations of origin duly protected in Portugal and belonging exclusively to generous wines produced in the Portuguese districts of the Douro, the island of Madeira, Setubal and Carcavelos respectively.

The Cuban Government agrees to take the necessary steps to punish in Cuban territory the importation, warehousing (whether in Customs warehouses or in bonded or free warehouses), preparation, exportation, circulation, offering for sale and sale of wines bearing these names when they do not originate in the Portuguese districts of the Douro, the island of Madeira, Setubal or Carcavelos, and the port wine has not been exported through the " Douro Bar " and from the port of Leixões, the Madeira from the port of Funchal, the Moscatel de Setubal from the ports of Lisbon or Setubal, and the Carcavelos from the port of Lisbon.

The genuineness of these wines shall be established by certificates of origin issued by the competent Portuguese authorities, the production of which shall be essential for their importation into Cuba.

Infringements of the present Article shall be punished by the seizure of the product, by rendering it unserviceable or by any other appropriate penalties even when the true origin of the product is mentioned or the false appellations are accompanied by certain qualifying words such as " kind ", " type ", " quality ", " rival ", " style " or any other specific regional indication or other form of indication. All marks, labels or inscriptions likely to mislead the buyer or to create confusion in his mind as to the true origin of the wine which he is buying shall be prohibited.

The same penalties shall be imposed in respect of any attempt to offer for sale generous wines

vente des vins généreux ayant droit, aux termes du présent article, à la désignation d'origine, si leur état de pureté, à la date de leur importation, a été altéré par addition d'eau ou d'autres vins.

Les sanctions prévues ci-dessus seront appliquées par les soins de l'administration ou à la requête du Ministère public ou sur l'initiative d'une partie intéressée, personne privée, syndicat ou association, ou autre organisme du même genre ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes, les représentants consulaires du Portugal accrédités à Cuba ayant qualité pour engager d'office les actions judiciaires nécessaires pour assurer l'application desdites sanctions.

Article IX.

Le Gouvernement portugais reconnaît que les désignations « Habana », « Habano », « Tabaco Habano », « Cuba » et « Vuelta Abajo », et les combinaisons dérivées de ces noms, tant sous leur forme originale que traduites (« Havana », « La Havane », « L'Havane », « Havanna », « Havano », « Havanezes », « Cuban », « La Cubana », « Cubain », « Cubaine », « Havannazigarre », etc.), constituent des désignations d'origine, dûment protégées à Cuba et appartenant exclusivement à l'industrie du tabac établie sur le territoire de la République de Cuba.

Le Gouvernement portugais s'engage à prendre les mesures nécessaires pour réprimer sur le territoire du Portugal, de ses îles adjacentes et colonies, l'importation, le magasinage (tant dans des entrepôts douaniers que dans des entrepôts cautionnés ou libres), la préparation, l'exportation, la fabrication, la circulation, la vente et la mise en vente de tabac en feuilles, de tabac roulé, de cigares, cigarettes et tabac haché, sous les désignations mentionnées au paragraphe précédent, si lesdits produits n'ont pas été récoltés et manufacturés à Cuba et exportés de Cuba accompagnés des certificats d'origine et de destination correspondants.

L'authenticité des tabacs, cigares, cigarettes et tabac haché de Cuba est établie par le sceau authentique de garantie nationale de provenance, créé par la loi cubaine du 16 juillet 1912, et l'importation, la vente ou la mise en vente de ces produits ne sera pas autorisée par le Gouvernement portugais s'ils ne portent pas ledit sceau de garantie officielle de Cuba.

Les infractions aux dispositions du présent article seront réprimées par la saisie, la dénatu-

entitled, in accordance with the present Article, to an appellation of origin, the state of purity of which on the date they were imported has been impaired by the addition of water or other wines.

The foregoing penalties shall be imposed by the Administration or at the request of the Public Prosecutor or on the initiative of an interested party, a private individual, a syndicate, an association or any other body of the same kind that is a national of either of the High Contracting Parties. The consular representatives of Portugal accredited to Cuba shall be competent to take *ex officio* the legal proceedings necessary to enforce the said penalties.

Article IX.

The Portuguese Government recognises the appellations " Habana ", " Habano ", " Tabaco Habano ", " Cuba " and " Vuelta Abajo " and combinations derived from these names both in their original forms and in a translation (" Havana ", " La Havane ", " L'Havane ", " Havanna ", " Havano ", " Havanezes ", " Cuban ", " La Cubana ", " Cubain ", " Cubaine ", " Havanazigarre ", etc.) as appellations of origin duly protected in Cuba and belonging exclusively to the tobacco industry established in the territory of the Cuban Republic.

The Portuguese Government agrees to take all the necessary steps to punish in Portuguese territory, its adjacent islands and colonies the importation, warehousing (whether in Customs warehouses or in bonded or free warehouses), preparation, exportation, manufacture, circulation, sale and offering for sale of leaf tobacco, manufactured tobacco, cigars, cigarettes and cut tobacco bearing the names mentioned in the previous paragraph, when the said products are not grown or manufactured in Cuba and exported from Cuba accompanied by the corresponding certificates of origin and destination.

The authenticity of Cuban tobacco, cigars, cigarettes and cut tobacco shall be established by the legitimate seal of national guarantee of provenance created by the Cuban Law of July 16th, 1912, and the importation, sale or offering for sale of those products shall not be authorised by the Portuguese Government when they are without the above-mentioned Cuban seal of official guarantee.

Infringements of the provisions of the present Article shall be punished by the seizure of the

ration ou par toute autre sanction appropriée, même si la véritable origine du produit est mentionnée ou si les fausses désignations sont accompagnées de certains correctifs tels que « genre », « type », « qualité », « rival », « style », ou d'une indication régionale ou nationale spécifique, ou d'une autre espèce d'indication ; toutes les marques, étiquettes ou inscriptions susceptibles d'induire l'acheteur en erreur ou de créer dans son esprit une confusion au sujet de l'origine véritable du tabac qu'il acquiert, doivent être interdites.

Les sanctions prévues par le présent article seront également appliquées dans tous les cas où, alors que les tabacs, cigares, cigarettes et tabac haché n'ont pas été manufacturés à Cuba et exportés de Cuba, les caisses, paquets ou étuis, à l'extérieur ou à l'intérieur, et les bagues portent des marques, inscriptions ou signes de toute nature comportant ou impliquant de fausses désignations d'origine.

Les sanctions prévues ci-dessus seront appliquées par les soins de l'administration ou à la requête du Ministère public, ou sur l'initiative d'une partie intéressée, personne privée, syndicat ou association, ou autre organisme du même genre ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes, les représentants consulaires de Cuba accrédités au Portugal ayant qualité pour engager d'office les actions judiciaires nécessaires pour assurer l'application desdites sanctions.

Lorsque, à la suite d'une mesure administrative ou à la requête de l'un quelconque des autorités ou organismes indiqués au paragraphe précédent, des colis de tabac, manufacturé ou non, avec de fausses désignations d'origine ou de provenance, ou une contrefaçon ou une falsification du sceau de garantie nationale de provenance de Cuba, auront été saisis dans les bureaux de douane portugais, ces colis de tabac ne pourront être vendus en aucun temps, aux enchères publiques ou de toute autre manière, sans que les emballages extérieurs et intérieurs, enveloppes et bagues qui contiennent une expression comportant une fausse déclaration de provenance de Cuba, aient été préalablement détruits.

Article X.

Les deux Parties contractantes s'engagent à ne faire bénéficier des avantages prévus par le présent accord les articles importés sur le territoire de chacune d'elles et récoltés, produits ou fabriqués sur le territoire de l'autre que si ces

product, by rendering it unusable or by any other appropriate penalties, even when the true origin of the product is mentioned or the false appellations are accompanied by certain qualifying words such as " kind ", " type ", " quality ", " rival ", " style " or any specific regional or national indication or other form of indication. All marks, labels or inscriptions likely to mislead the buyer or to create confusion in his mind as to the true origin of the tobacco he is buying shall be prohibited.

The penalties provided for in the present Article shall also be imposed in all cases in which the tobacco, cigars, cigarettes and cut tobacco have not been manufactured in and exported from Cuba and the outside or inside of the cases, packets or boxes and the tobacco bands bear marks, inscriptions or signs of any kind indicating or implying false appellations of origin.

The foregoing penalties shall be imposed by the Administration or at the request of the Public Prosecutor or on the initiative of an interested party, a private individual, a syndicate, an association or any other body of the same kind that is a national of either of the High Contracting Parties. The consular representatives of Cuba accredited to Portugal shall be competent to take *ex officio* the legal proceedings necessary to enforce the said penalties.

When, as a result of administrative action or at the request of any of the authorities or bodies mentioned in the previous paragraph, consignments of tobacco, whether manufactured or not, bearing false appellations of origin or provenance or an imitation or forgery of the seal of national guarantee of Cuban provenance, are seized by the Portuguese Customs, such consignments may not be sold at any time by public auction or by any other procedure until the outside and inside packing, wrappings and bands containing some expression denoting a false declaration of Cuban provenance have been destroyed.

Article X.

Both Contracting Parties undertake not to grant the advantages provided for under the present Agreement to articles imported into the territory of either of them and grown, produced or manufactured in the other, unless

articles sont accompagnés des certificats suivants, qui pourront consister en un ou deux documents :

a) Certificat d'origine délivré par les autorités ou organisations légalement autorisées dans chacun des deux pays à délivrer de tels certificats, sous une forme telle que l'on ne puisse douter que l'article importé ait été véritablement récolté, produit ou fabriqué sur le territoire de l'autre ou doive être considéré comme tel en raison de la transformation essentielle qu'il a subie dans le pays de provenance ;

b) Certificat de destination délivré, soit par les autorités ou organisations qui délivrent les certificats d'origine, soit par toutes autres autorités ou organisations que le gouvernement aura habilitées à cet effet, et établissant que l'article en question a été expédié, directement ou indirectement, à destination de l'autre pays pour y être importé.

Les articles importés dans les conditions prévues aux trois paragraphes précédents, même s'ils l'ont été indirectement, seront compris par chacune des Hautes Parties contractantes dans ses statistiques d'importation comme originaires de l'autre Partie. Chacune des Hautes Parties contractantes comprendra également dans ses statistiques d'exportation, comme destinés à l'autre, tous les articles récoltés, produits ou fabriqués sur le territoire national qui auront été exportés, directement ou indirectement, accompagnés au moment de leur exportation d'un certificat d'origine et de destination indiquant que ces articles sont effectivement destinés à être importés sur le territoire de cette autre Partie.

Les deux gouvernements se communiqueront mutuellement, pour chaque produit, le nom des autorités ou organisations ayant qualité pour attester leur origine et leur destination, et ils enverront en même temps les modèles des certificats adoptés pour chaque catégorie de produits.

Le gouvernement du pays destinataire aura le droit d'exiger que les certificats d'origine et de destination soient visés par son représentant diplomatique ou consulaire ou par une personne ou une organisation habilitée par lui à cet effet ; ce visa sera gratuit.

such articles are accompanied by the following certificates, which may consist of one or two documents :

(a) A *certificate of origin* issued by the authorities or bodies legally authorised in each country to issue such certificates, so that there can be no doubt that the article imported has actually been grown, produced or manufactured in the other, or should be so regarded owing to the extensive processing it has undergone in the country of provenance ;

(b) A *certificate of destination* issued by the same authorities or bodies that issue certificates of origin, or by any others authorised for that purpose by the Government of the exporting country, testifying that the article in question was shipped, directly or indirectly, to the other country and is to be imported into that country.

Articles imported, even indirectly, under the conditions specified in the preceding three paragraphs shall be included by each of the High Contracting Parties in their respective import statistics as originating in the territory of the other Party. Each of the High Contracting Parties shall likewise include in its export statistics, as intended for the other, all articles grown, produced or manufactured in its territory and exported directly or indirectly, accompanied by a certificate of origin and destination specifying that such articles are actually intended for importation into the territory of the other Party.

Both Governments shall notify each other, in respect of each product, of the name of the authorities or bodies competent to testify to their origin and destination, and shall at the same time send specimens of the certificates adopted for each category of products.

The Government of the country of destination shall have the right to require the certificates of origin and destination to be endorsed by its diplomatic or consular representative or by a person or body authorised by it for that purpose. No charge be shall made for such endorsement.

Article XI.

Les deux Hautes Parties contractantes reconnaissent d'un commun accord que la désignation « sardine » ne peut être appliquée légitimement qu'à l'espèce connue sous le nom de « clupea pilchardus ». Elles s'engagent à poursuivre comme fraude l'emploi de cette désignation pour indiquer toute autre espèce de poissons.

L'application de cet article est subordonnée à la condition suivante, à savoir que les naturalistes respectifs des deux Hautes Parties décideront, dans chaque cas particulier, si une espèce déterminée de poissons doit être ou non appelée sardine.

Article XII.

Le Gouvernement de Cuba s'engage à ne pas percevoir, pour le visa des factures consulaires, une taxe supérieure à 2 % de la valeur déclarée dans ces factures, aussi longtemps que le Gouvernement du Portugal ne relèvera pas la taxe actuellement en vigueur pour les mêmes documents.

Article XIII.

Au cas où l'une des Hautes Parties contractantes établirait des augmentations de droits ou restrictions à l'importation ou à l'octroi des devises de nature à entraver les possibilités légitimes d'importation et d'exportation de marchandises, l'autre Partie pourra demander immédiatement l'ouverture de négociations et, si ces négociations ne donnent aucun résultat dans le délai d'un mois, prendre toutes les mesures qui lui paraissent justifiées.

Article XIV.

Les commis-voyageurs munis d'une carte d'identité délivrée par les autorités compétentes du pays d'origine jouiront, à tous égards, et particulièrement pour tout ce qui concerne l'importation et l'exportation des échantillons qu'ils transportent avec eux, des mêmes droits et avantages que les commis-voyageurs de la nation la plus favorisée.

Article XV.

Le traitement de la nation la plus favorisée, prévu aux articles précédents, ne comprendra pas, en ce qui concerne le Portugal :

a) Les privilèges que le Portugal aurait accordés ou pourrait accorder pour faciliter le trafic frontalier ;

Article XI.

The two High Contracting Parties agree to recognise the appellation " sardine " as legally applicable only to the species known as " clupea pilchardus ". They undertake to institute proceedings in cases where this appellation is fraudulently used to describe any other species of fish.

The application of this Article shall be subject to the following condition, namely, that the respective naturalists of the two High Contracting Parties shall decide in each particular case whether a certain species of fish should or should not be described as sardines.

Article XII.

The Cuban Government undertakes not to charge for the endorsement of consular invoices more than 2 % of the declared value of such invoices, unless the Portuguese Government increases its present charge for the said documents.

Article XIII.

Should either of the High Contracting Parties increase duties, or import or exchange restrictions, thus reducing the legitimate opportunities of importing and exporting goods, the other Party may at once request the opening of negotiations, and should these produce no result within a period of one month, it may take such steps as it considers justifiable.

Article XIV.

Commercial travellers in possession of an identity card issued by the competent authorities of the country of origin shall enjoy in all respects, and particularly in all matters relating to the import and export of the samples which they take with them, the same rights and advantages as commercial travellers of the most-favoured nation.

Article XV.

The most-favoured-nation treatment provided for under the foregoing Articles shall not include, so far as Portugal is concerned :

(a) Any privileges which Portugal has granted or may in future grant for the purpose of facilitating the frontier traffic ;

b) Le régime spécial que le Portugal a établi ou pourrait établir en vertu d'accords particuliers avec l'Espagne ou avec le Brésil ;

c) Les régimes spéciaux que le Portugal a établis ou pourrait établir en matière douanière pour les importations provenant de ses territoires d'outre-mer ou pour les exportations destinées à ces mêmes territoires ;

d) Les droits et privilèges accordés à un ou à plusieurs autres Etats en vue d'une union douanière.

Et, en ce qui concerne Cuba :

a) Les faveurs et avantages de toute nature que Cuba accorde ou pourrait accorder à l'avenir au profit des Etats-Unis d'Amérique ;

b) Les droits et privilèges accordés à un ou plusieurs autres Etats en vue d'une union douanière.

Article XVI.

Le présent accord sera ratifié, et l'échange des ratifications aura lieu à Lisbonne dans le plus bref délai possible. L'accord entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et aura force obligatoire pendant un an à partir de la date de son entrée en vigueur, avec tacite reconduction pour une période égale aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des Hautes Parties contractantes moyennant préavis de deux mois au moins.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord commercial entre Cuba et le Portugal et y ont apposé leurs cachets.

Fait à La Havane, République de Cuba, en deux exemplaires, en langue espagnole et en langue portugaise, les deux textes faisant également foi, le six septembre mil neuf cent trente-huit.

(L. S.) *(Signé)* Juan J. REMOS.
(L. S.) *(Signé)* Tomaz WYLIE FERNANDES.

(b) The special regime which Portugal has instituted or may in future institute under special agreements with Spain or Brazil ;

(c) The special regimes which Portugal has established or may in future establish in regard to Customs matters for imports from or exports to its oversea territories ;

(d) The rights and privileges granted to one or more other States with a view to a Customs Union.

And, so far as Cuba is concerned :

(a) To the concessions and advantages of any kind which Cuba has granted or may in future grant to the United States of America ;

(b) To the rights and privileges granted to one or more other States with a view to a Customs Union.

Article XVI.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as soon as possible at Lisbon. The Agreement shall come into force one month after the exchange of ratifications and shall be valid for one year from the date on which it comes into force. It may be extended for the same period by tacit consent unless denounced by either of the High Contracting Parties on giving at least two months' notice.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Commercial Agreement between Cuba and Portugal and have thereto affixed their seals.

Done at Havana, Republic of Cuba, in duplicate, in the Spanish and Portuguese languages, both texts being equally authentic, on the sixth day of September, one thousand nine hundred and thirty-eight.

(L. S.) *(Signed)* Juan J. REMOS.
(L. S.) *(Signed)* Tomaz WYLIE FERNANDES.

LISTE « A »

N° du tarif douanier cubain	Désignation des marchandises
47–A	Limes d'acier.
100–A	Spécialités pharmaceutiques.
178–A	Liège brut, en plaques ou déchets et plaques d'agglomérés.
178–B	Liège manufacturé.
241–A	Lard ou viande de porc, salée ou fumée.
242–A	Jambon durci et fumé.
245	Fromage.
247–B	Sardines séchées et pressées, et similaires.
251–A	Huîtres et coquillages secs ou frais.
251–B	Poissons frais (et congelés).
259–A	Oignons importés du 15 novembre au 15 juin.
259–B	Oignons importés du 16 juin au 14 novembre.
259–C	Aulx.
263	Amandes.
264–A	Figues sèches et raisins secs.
264–B	Prunes sèches.
265–A	Châtaignes.
265–B	Noix, noisettes et similaires.
270–B	Thon en conserve.
270–C	Seiches non farcies.
270–D	Seiches farcies.
270–E	Sardines avec arêtes.
270–F	Sardines sans arêtes.
270–H	Autres poissons et coquillages.
271–B	Olives au naturel en contenants d'un poids supérieur à 2 kg.
271–C	Olives au naturel en contenants d'un poids de 2 kg. ou moins.
271–D	Olives farcies ou préparées sous toutes formes.
273–B	Cervelas, saucissons, mortadelles et autres saucisses.
274–A	Huile d'olive en contenants de terre, de fer-blanc ou de bois, etc.
276–A	Eaux-de-vie et cognacs en barils.
276–B	Eaux-de-vie, cognacs et autres liqueurs en bouteilles.
277	Vins mousseux.
278–A	Vins blancs et rouges de table en barils.
278–B	Vins blancs et rouges de table en bouteilles.
278–C	Vins de Madère, de Porto et autres, secs ou doux, en barils.
278–D	Vins de Madère, de Porto et autres, secs ou doux, en bouteilles.
280–E	Eaux minérales, carbonatées ou non.
289	Sucreries, marmelades, gelées et confitures.
	Sacs conditionnant des marchandises s'ils sont en tissus habituellement employés pour cet usage.

LIST " A ".

Number in Cuban tariff	Description of goods
47–A	Steel files.
100–A	Patent medicines (pharmaceutical specifics).
178–A	Cork in the rough, in boards or waste, and agglomerated boards.
178–B	Cork, manufactured.
241–A	Bacon, or salted or smoked pork.
242–A	Ham, pickled and smoked.
245	Cheese.
247–B	Sardines, dried and pressed, and other like fishes.
251–A	Oysters and shellfish, dried or fresh.
251–B	Fish, fresh (and frozen).
259–A	Onions imported from November 15th to June 15th.
259–B	Onions imported from June 16th to November 14th.
259–C	Garlic.
263	Almonds.
264–A	Figs, dried, and raisins.
264–B	Prunes.
265–A	Chestnuts.
265–B	Walnuts, hazel-nuts, and the like.
270–B	Tunny, preserved.
270–C	Cuttle-fish, not stuffed.
270–D	Cuttle-fish, stuffed.
270–E	Sardines, with the spine.
270–F	Sardines, without the spine.
270–H	Other fish and shellfish.
271–B	Olives in the natural state, in containers weighing more than 2 kg.
271–C	Olives in the natural state, in containers weighing 2 kg. or less.
271–D	Olives, stuffed or prepared in any form.
273–B	*Chorizos*, sausages, mortadelles and other polonies and sausages.
274–A	Olive oil, in containers of earthenware, tin or wood, etc.
276–A	Brandy and cognac, in barrels.
276–B	Brandy, cognac and other liqueurs, in bottles.
277	Sparkling wines.
278–A	Table wines, white and red, in barrels.
278–B	Table wines, white and red, in bottles.
278–C	Madeira, port, and other dry or sweet wines, in barrels.
278–D	Madeira, port and other dry or sweet wines, in bottles.
280–E	Mineral waters, carbonated or not.
289	Sweets, marmalades, jellies and jams.
	Sacks serving as packing for goods, if made of fabrics generally used for that purpose.

LISTE « B »

N° du tarif douanier portugais	Désignation des marchandises
16	Miel en rayons.
16–A	Eponges brutes ou ayant seulement reçu la préparation indispensable à leur conservation.
64	Fibres de coco brutes, simplement tordues ou à deux bouts.
74–A	Fibres végétales non dénommées.
82	Bois brut.
85	Bois scié ayant plus de 75 mm. d'épaisseur et 25 cm. ou plus de largeur.
86	Bois scié ayant plus de 75 mm. d'épaisseur et moins de 25 cm. de largeur.
87	Bois scié ayant plus de 35 jusqu'à 75 mm. d'épaisseur.
88	Bois scié ayant plus de 15 jusqu'à 35 mm. d'épaisseur.
89	Bois scié ayant de 1 à 15 mm. d'épaisseur.
90	Bois scié ayant moins de 1 mm. d'épaisseur.
108	Sisal.
110	Tabac en feuilles.
537	Sacs conditionnant des marchandises, s'ils sont en tissus habituellement employés pour cet usage.
563	Rhum et autres boissons alcooliques non dénommées, en récipients d'une capacité ne dépassant pas 2 litres.
564	Rhum et autres boissons alcooliques non dénommées, en récipients non dénommés.
598	Sucre raffiné par le procédé portugais et sucre supérieur au type 20 de l'échelle hollandaise.
599	Sucre aromatisé de toutes qualités.
600	Sucre non dénommé.
606	Café, décortiqué ou non.
607	Café torréfié ou moulu.
609	Viande de bovidés, conservée par le froid.
615	Conserves alimentaires de poisson.
616	Conserves alimentaires non dénommées.
621	Fruits frais ou secs non dénommés.
629	Miel pur.
630	Mélasse contenant jusqu'à 55 % de sucre total.
776	Eponges.
802	Articles en bois, sculptés, plaqués, cirés, polis ou vernis, tournés, moulurés, peints, tapissés, sauf avec du cuir et ses imitations ou avec des tissus contenant de la soie.
803	Articles en bois marquetés, laqués, dorés, avec applications de bois fin, ornés de métal ou d'autres matières, et tapissés de cuir et ses imitations ou de tissus contenant de la soie.

LIST " B ".

Number in Portuguese tariff	Description of goods
16	Honey in the comb.
16–A	Sponges, raw, or having simply undergone the preparation indispensable for the preservation thereof.
64	Coir fibre, raw, simply twisted, or with two strands.
74-A	Vegetable fibres, unspecified.
82	Wood, in the rough.
85	Sawn wood, over 75 mm. in thickness and not less than 25 cm. in width.
86	Sawn wood, over 75 mm. in thickness and less than 25 cm. in width.
87	Sawn wood, over 35 mm. and up to 75 mm. in thickness.
88	Sawn wood, over 15 mm. and up to 35 mm. in thickness.
89	Sawn wood, 1 mm. to 15 mm. in thickness.
90	Sawn wood, less than 1 mm. in thickness.
108	Sisal.
110	Tobacco in the leaf.
537	Sacks serving as packing for goods, if made of fabrics generally used for that purpose.
563	Rum and other alcoholic beverages, unspecified, in containers of a capacity not exceeding 2 litres.
564	Rum and other alcoholic beverages, unspecified, in containers unspecified.
598	Sugar, refined by the Portuguese process, and sugar above No. 20 Dutch standard.
599	Sugar, flavoured, of any kind.
600	Sugar, unspecified.
606	Coffee, husked or not.
607	Coffee, roasted or ground.
609	Beef, preserved by cold process.
615	Food preserves of fish.
616	Food preserves, unspecified.
621	Fruit, fresh or dried, unspecified.
629	Honey, pure.
630	Molasses, containing up to 55% of pure sugar.
776	Sponges.
802	Wooden wares, carved, veneered, waxed, polished or varnished, turned, moulded, painted and upholstered, except with leather or imitation leather or with fabrics containing silk.
803	Wooden wares, with marquetry work, lacquered, gilt, with applications of fine woods, ornamented with metal or other materials and upholstered with leather and imitations thereof or with fabrics containing silk.

N° du tarif douanier portugais	Désignation des marchandises
908	Boîtes de carton en tares d'usage habituel, lorsqu'elles sont passibles de droits, avec ou sans inscription.
998	Ficelle.
1081	Tabac et cigares avec robe en tabac.
1082	Cigarettes.
1083	Tabac haché.

Number in Portuguese tariff	Description of goods
908	Cardboard boxes, with or without text, commonly used for packing, when these are dutiable.
998	Twine.
1081	Tobacco and cigars with tobacco wrapping.
1082	Cigarettes.
1083	Tobacco, cut.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de l'accord commercial conclu ce jour, les plénipotentiaires soussignés, afin de préciser les conditions d'application de l'une de ses clauses, ont formulé les déclarations suivantes, qui font partie intégrante dudit accord :

Addition à l'article XVI.

Nonobstant les dispositions relatives à la reconduction tacite et à la dénonciation de l'accord, si, à la fin d'une année civile pendant laquelle l'accord a été appliqué, il ressort de l'examen du résumé annuel des statistiques officielles cubaines relatives à l'année civile immédiatement précédente que les achats effectués par le Portugal d'articles récoltés, produits ou fabriqués à Cuba n'ont pas atteint une valeur au moins équivalente à 50 % de la valeur des importations à Cuba d'articles récoltés, produits ou fabriqués au Portugal ;

Ou si, à partir de la même date, il ressort de l'examen du résumé annuel des statistiques officielles portugaises relatives à l'année civile immédiatement précédente que les achats effectués par Cuba d'articles récoltés, produits ou fabriqués au Portugal n'ont pas atteint une valeur au moins équivalente à 50 % de la valeur des importations au Portugal d'articles récoltés, produits ou fabriqués à Cuba ;

Le gouvernement du pays qui aura vendu à l'autre des articles récoltés, produits ou fabriqués chez lui pour une valeur inférieure au minimum indiqué, notifiera immédiatement au gouvernement de l'autre Partie ou publiera officiellement dans son pays le résultat de l'examen de ses statistiques, et il est entendu que l'accord cessera automatiquement de produire ses effets à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la date de cette notification ou de cette publication officielle si, pendant ce délai,

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On proceeding to sign the Commercial Agreement concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries, with a view to defining more fully the conditions of application of one of its clauses, have made the following declarations, which form an integral part of the said Agreement.

Ad Article 16.

If, notwithstanding the provisions concerning the extension of the Agreement by tacit consent and its denunciation, it is ascertained, after the Agreement has been in force for one calendar year, from an examination of the annual summary of Cuban official statistics for the previous calendar year, that Portuguese purchases of articles grown, produced or manufactured in Cuba have not reached a value equivalent to at least fifty per cent of the value of imports into Cuba of articles grown, produced or manufactured in Portugal ;

Or if, on the same date, it is ascertained from an examination of the annual summary of Portuguese official statistics for the previous calendar year that Cuban purchases of articles grown, produced or manufactured in Portugal have not reached a value equivalent to at least fifty per cent of the value of imports into Portugal of articles grown, produced or manufactured in Cuba ;

The Government of the country which has not sold to the other articles grown, produced or manufactured therein for the minimum value specified above shall at once notify the Government of the other Party or publish officially in its country the results of the examination of its statistics, it being understood that the Agreement shall automatically cease to have effect after a period of two months from the date of such notification or official publication, if during that period the two

les deux gouvernements, au cours des négociations qu'ils engageront pour élucider les causes qui motivent l'abrogation de cet accord ou les différences qui pourraient exister entre les statistiques des deux pays, ne sont pas arrivés à une entente mutuelle.

Pour déterminer la valeur des achats annuels effectués par l'un ou l'autre des deux pays en articles récoltés, produits ou fabriqués dans l'autre, chacun des deux gouvernements utilisera ses propres statistiques officielles. Néanmoins, en cas de divergence entre les statistiques portugaises et cubaines, les deux Parties s'efforceront d'établir la concordance entre ces statistiques.

LA HAVANE, *le 6 septembre* 1938.

(L. S.) *(Signé)* Juan J. REMOS.
(L. S.) *(Signé)* Tomaz WYLIE FERNANDES.

Governments, in the course of the negotiations instituted between them for the purpose of elucidating the reasons for the termination of this Agreement or the differences which may exist between the statistics of both countries, have not reached a mutual agreement.

In order to determine the value of the annual purchases made by either of the two countries of articles grown, produced or manufactured in the other, each of the two Governments shall use its own official statistics. Nevertheless, should there be any discrepancy between Portuguese and Cuban statistics, both Parties shall endeavour to make them agree.

HAVANA, *September 6th,* 1938.

(L. S.) *(Signed)* Juan J. REMOS.
(L. S.) *(Signed)* Tomaz WYLIE FERNANDES.

N° 4566.

BELGIQUE, FRANCE ET PAYS-BAS

Accord relatif à certaines questions touchant le régime applicable à la navigation du Rhin, et protocole de signature, signés à Bruxelles, le 3 avril 1939, et échanges de notes y relatifs de la même date.

Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères de Belgique et des Pays-Bas. L'enregistrement a eu lieu le 12 *mai* 1939.

BELGIUM, FRANCE AND THE NETHERLANDS

Agreement regarding Certain Questions connected with the Regime applicable to Navigation on the Rhine, and Protocol of Signature, signed at Brussels, April 3rd, 1939, and Exchanges of Notes relating thereto of the same Date.

French official text communicated by the Belgian and Netherlands Ministers for Foreign Affairs. The registration took place May 12*th,* 1939.

N° 4566. — ACCORD ENTRE LA BELGIQUE, LA FRANCE ET LES PAYS-BAS RELATIF A CERTAINES QUESTIONS TOUCHANT LE RÉGIME APPLICABLE A LA NAVIGATION DU RHIN. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 3 AVRIL 1939.

LA BELGIQUE, LA FRANCE, et LES PAYS-BAS,

Désireux, en ce qui les concerne, de préciser et de compléter sur certains points le régime applicable à la navigation sur le Rhin et sur les eaux adjacentes, visées dans la Convention[1] de Mannheim du 17 octobre 1868, sans cependant porter atteinte au principe de collaboration entre tous les Etats appelés à faire partie, comme eux-mêmes, de la communauté rhénane,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les marchandises arrivant à Strasbourg, ou en partant, par la voie du Rhin, pour être considérées comme transportées en droiture aux termes de la législation française, peuvent indifféremment être transbordées, avec ou sans entreposage, dans les ports belges d'Anvers et de Gand et les ports néerlandais d'Amsterdam, de Dordrecht et de Rotterdam (y compris Vlaardingen, Schiedam et Hoek van Holland).

Les justifications à produire pour bénéficier du régime visé ci-dessus sont déterminées par la législation française.

Toutes les facilités qui seraient accordées par la France aux marchandises transitant par un des ports visés à l'alinéa premier seront étendues à tous les autres ports énumérés audit alinéa.

Article 2.

Le régime défini à l'article premier, en ce qui concerne les marchandises transitant par les ports néerlandais, sera appliqué :

a) A la date d'entrée en vigueur du présent accord, aux marchandises originaires des territoires néerlandais d'outre-mer ;

b) Un an après cette date, aux marchandises en provenance ou à destination des ports français (y compris les ports algériens) ;

c) Deux ans et demi après la même date, aux marchandises en provenance ou à destination des colonies et protectorats français ;

d) Quatre ans après ladite date, aux marchandises d'origine européenne ;

e) Cinq ans après la date d'entrée en vigueur du présent accord, à toutes les autres marchandises.

Article 3.

En ce qui concerne la navigation rhénane, les Gouvernements belge et néerlandais s'engagent, pendant un délai de dix ans, à dater de l'entrée en vigueur du présent accord, à n'aggraver, sans entente préalable entre eux, aucune mesure actuellement existante destinée à favoriser le trafic en provenance ou à destination des ports belges au détriment des ports néerlandais, et réciproquement.

Pendant le même délai, les deux gouvernements s'engagent à ne prendre aucune mesure nouvelle de même ordre sans entente préalable entre eux.

Article 4.

En ce qui concerne spécialement les primes accordées par le Gouvernement belge au trafic par le Rhin à la montée et à la descente de certaines marchandises, il est convenu que, pendant

---

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, tome XX, page 355.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4566. — AGREEMENT BETWEEN BELGIUM, FRANCE AND THE NETHERLANDS REGARDING CERTAIN QUESTIONS CONNECTED WITH THE REGIME APPLICABLE TO NAVIGATION ON THE RHINE. SIGNED AT BRUSSELS, APRIL 3RD, 1939.

BELGIUM, FRANCE and THE NETHERLANDS,

Desirous, so far as they are concerned, of defining more precisely and completing in certain respects the regime applicable to navigation on the Rhine and the adjacent waters, referred to in the Mannheim Convention [1] of October 17th, 1868, without, however, affecting the principle of collaboration between all the States called upon to form part, like themselves, of the Rhenish community,

Have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Goods arriving at or leaving Strasburg via the Rhine may, in order to be regarded as transported directly in accordance with the terms of French law, be transhipped with or without warehousing either at the Belgian ports of Antwerp or Ghent or at the Netherlands ports of Amsterdam, Dordrecht or Rotterdam (including Vlaardingen, Schiedam and Hook of Holland).

The documents to be produced in order to benefit by the above-mentioned regime shall be prescribed by French law.

All facilities granted by France to goods passing in transit through one of the ports referred to in the first paragraph of this Article shall be extended to all the other ports enumerated in that paragraph.

Article 2.

The regime laid down in Article 1 in respect of goods passing in transit through Netherlands ports shall be applied :

(a) On the date of the entry into force of the present Agreement, to goods from overseas Netherlands territories ;

(b) A year after that date, to goods coming from or consigned to French ports (including Algerian ports) ;

(c) Two and a half years after the same date, to goods coming from or consigned to French colonies and protectorates ;

(d) Four years after the said date, to goods of European origin ;

(e) Five years from the date of the entry into force of the present Agreement, to all other goods.

Article 3.

As regards Rhine navigation, the Belgian and Netherlands Governments reciprocally undertake, for a period of ten years from the entry into force of the present Agreement, not to intensify — without previous mutual consent — any measure at present in force intended to facilitate traffic coming from or consigned to Belgian ports, which might be prejudicial to Netherlands ports.

During the same period, the two Governments undertake not to take any new measure of the same kind without previous mutual agreement.

Article 4.

More particularly, in respect of the bounties granted by the Belgian Government to traffic in certain goods proceeding up or down the Rhine, it is agreed that, during the period of ten years

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 59, page 470.

le délai de dix ans fixé à l'article précédent, le montant total annuel actuellement affecté au service de ces primes ne sera pas majoré, que le taux unitaire alloué par tonne ne sera pas augmenté, et que des primes ne seront pas allouées à des marchandises qui n'en bénéficient pas actuellement.

Il est convenu également qu'au cas où le trafic fluvial, effectué pendant une année au départ des ports de mer belges, à destination du Rhin en amont de la frontière entre les Pays-Bas et l'Allemagne dépasserait au total 24 p. c. de l'ensemble du trafic fluvial arrivant à ladite frontière, tant des ports de mer belges que des ports de mer néerlandais, le Gouvernement belge s'engage à procéder à un rajustement du régime des primes, de manière que le trafic rhénan au départ des ports de mer belges soit ramené en deçà de la limite de 24 p. c. prévue au présent alinéa.

Le montant total annuel visé à l'alinéa premier est de 16 millions 400.000 francs belges, dont 4.000.000 au maximum pourront être affectés au trafic à la descente.

Toutefois, au cas où pendant une année, le rapport entre les deux trafics visés au second alinéa du présent article tomberait au-dessous de 18 p. c., le Gouvernement belge aura le droit de rajuster le régime des primes. Ce rajustement ne pourra être maintenu qu'autant que ledit rapport pour une année n'aura pas atteint 21 p. c.

Les modalités des rajustements prévus au second et au quatrième alinéas du présent article seront concertées entre les Gouvernements belge et néerlandais. En cas de désaccord, elles seront fixées suivant une procédure sommaire d'arbitrage à déterminer sans délai par entente entre les deux gouvernements intéressés.

Les Pays-Bas renoncent à allouer, pendant la même période de dix ans, des primes au trafic en provenance ou à destination du Rhin.

Le trafic mixte rhénan et maritime sans transbordement n'est pas considéré comme trafic fluvial au sens du présent article.

Pour l'application du présent article, sont considérés comme ports de mer belges :

Anvers, Gand, Selzaete, Bruxelles, Bruges, Zeebrugge, Ostende, Louvain, Termonde et Nieuport.

Et comme ports de mer néerlandais :

Rotterdam (y compris Schiedam, Vlaardingen et Hoek van Holland), Amsterdam, Dordrecht, Terneuzen, Sluiskil, Flessingue, Velden, Harlingen et Delfzyl.

Article 5.

Les Gouvernements belge et néerlandais institueront une commission mixte en vue d'examiner la possibilité de fixer d'un commun accord les taxes et redevances dans les ports d'Anvers, Gand, Rotterdam et Amsterdam.

La commission déposera la partie de son rapport relative aux droits de port (havengelden) en ce qui concerne les droits afférents aux navires n'appartenant pas à un sevice régulier, dans les trois mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord, et, en ce qui concerne ceux applicables aux autres navires, dans les six mois à compter de cette date.

Les droits de port applicables aux navires n'appartenant pas à un service régulier ne seront pas modifiés pendant un délai de trois mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord, sauf entente entre les gouvernements intéressés ; les droits applicables aux autres navires ne seront pas modifiés pendant un délai de six mois à compter de cette entrée en vigueur, sauf entente entre lesdits gouvernements.

Article 6.

En attendant l'établissement d'un nouveau régime général pour la navigation du Rhin, répondant aux conditions prévues à l'article 7 ci-après, les Etats contractants acceptent qu'outre les dispositions des articles 2, 3, 4 et 5 de la Convention de Mannheim du 17 octobre 1868, modifiées et complétées ainsi qu'il est dit à l'article 9 du présent accord, les dispositions des articles 7, 9, 10, 11 et 12 de cette convention soient appliquées, en ce qui concerne la navigation en provenance ou à destination du Rhin, sur les voies navigables reliant le Rhin à la Belgique.

fixed in the previous Article, the total yearly sum at present allotted for the payment of such bounties shall not be increased, that the unitary tariff fixed per ton shall not be increased, and that bounties shall not be granted on goods in respect of which they are not granted at present.

It is also agreed that, if the inland waterway traffic carried in any one year from Belgian seaports to the Rhine, above the frontier between the Netherlands and Germany, exceeds 24 % of the total inland waterway traffic arriving at that frontier, whether from Belgian or Netherlands seaports, the Belgian Government undertakes to proceed to a revision of the bounty system, so that the Rhine traffic from Belgian seaports is reduced below the limit of 24 % provided for in the present paragraph.

The total yearly sum referred to in the first paragraph shall be 16,400,000 Belgian francs, of which not more than 4,000,000 may be allocated to downstream traffic.

Nevertheless, if during one year the proportion between the two categories of traffic referred to in the second paragraph of the present Article falls below 18 %, the Belgian Government shall have the right to revise the bounty system. Such revision may be kept in force only as long as the said proportion for a given year has not reached 21 %.

The details of the revisions provided for in the second and fourth paragraphs of this Article shall be determined jointly by the Belgian and Netherlands Governments. If they fail to agree, such details shall be determined by means of a summary arbitration procedure to be fixed without delay by agreement between the two Governments concerned.

The Netherlands undertake not to grant, during the same period of ten years, bounties to traffic from or to the Rhine.

Mixed Rhine and maritime traffic without transhipment shall not be regarded as inland waterway traffic within the meaning of the present Article.

The following are to be regarded as Belgian seaports for the purposes of the present Article :

Antwerp, Ghent, Selzaete, Brussels, Bruges, Zeebrugge, Ostend, Louvain, Termonde and Nieuport,

and as Netherlands seaports :

Rotterdam (including Schiedam, Vlaardingen and Hook of Holland), Amsterdam, Dordrecht, Terneuzen, Sluiskil, Flushing, Velden, Harlingen and Delfzijl.

Article 5.

The Belgian and Netherlands Governments shall set up a Mixed Commission for the purpose of considering the possibility of fixing by common agreement the taxes and dues chargeable in the ports of Antwerp, Ghent, Rotterdam and Amsterdam.

The Commission shall submit the part of its report concerning harbour dues *(havengelden)*, as regards the dues payable by vessels not belonging to a regular service, within three months from the coming into force of the present Agreement, and as regards those applicable to other vessels, within six months from that date.

Harbour dues payable by vessels not belonging to a regular service shall not be changed for three months from the date of the entry into force of the present Agreement, subject to any agreement between the Governments concerned ; the dues payable by other vessels shall not be changed for three months from the date of the said entry into force, subject to any agreement between the said Governments.

Article 6.

Pending the establishment of a new general regime for Rhine navigation fulfilling the conditions laid down in Article 7 below, the contracting States agree that, in addition to the provisions of Articles 2, 3, 4 and 5 of the Mannheim Convention of October 17th, 1868, as amended and completed as set forth in Article 9 of the present Agreement, the provisions of Articles 7, 9, 10, 11 and 12 of that Convention shall be applied to navigation from or to the Rhine over the navigable waters connecting the Rhine with Belgium.

Au cas où le régime défini par les dispositions énumérées à l'alinéa précédent viendrait à être modifié ou complété sur certains points, les Etats contractants conviennent que ces modifications et additions soient appliquées au trafic visé audit alinéa.

Article 7.

Les Etats contractants s'engagent à accepter que les principes énoncés dans les chapitres III, IV, VII et VIII du projet de convention revisée pour la navigation du Rhin, arrêté à Strasbourg au mois de mai 1936, soient appliqués, dans le cadre d'un nouveau régime général du Rhin, aux ports de Rotterdam (y compris Vlaardingen, Schiedam et Hoek van Holland), d'Amsterdam, de Dordrecht, d'Anvers et de Gand et que le trafic rhénan à destination ou en provenance aussi bien desdits ports que de la pleine mer ou de la Belgique soit, en ce qui concerne les matières visées auxdits chapitres, traité comme il le serait sur le Rhin même.

Dans le cadre du nouveau régime général du Rhin visé ci-dessus, les mesures prévues aux articles 2, 3, 4 et 5 du présent accord seront maintenues.

Article 8.

Les Etats contractants concerteront leurs efforts en vue du rétablissement de la communauté rhénane dans une pleine égalité des droits.

Ils s'engagent, pendant la continuation de ces efforts, à ne consentir que d'un commun accord à des modifications du régime actuellement applicable à la navigation du Rhin.

Article 9.

Le présent accord demeurera en vigueur aussi longtemps que continueront à être appliquées par les Etats contractants les dispositions de la Convention de Mannheim du 17 octobre 1868, modifiées par les clauses du Traité de Versailles du 28 juin 1919 dans la mesure où les Pays-Bas y ont adhéré par les Protocoles [1] du 21 janvier 1921 et du 29 mars 1923.

Article 10.

Le présent accord entrera en vigueur le jour de sa signature.

Toutefois, les articles 1 et 2 ainsi que la disposition du troisième alinéa du protocole de signature *ad* article 6 seront mis en application le 1er mai 1939.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à l'Ambassade de France à Bruxelles, le 3 avril 1939, en un seul exemplaire, conservé dans les archives de la République française, qui en délivrera des copies certifiées conformes aux Etats contractants.

(s.) E. CASTEUR.
(s.) J. DERUELLE.
(s.) H. WOESTYN.
(s.) DE LA BAUME.
(s.) CHARGUERAUD-HARTMANN.
(s.) KRÖLLER.
(s.) C. J. M. SCHAEPMAN.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de l'accord relatif à certaines questions touchant le régime applicable à la navigation du Rhin, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus d'y apporter les précisions suivantes, qui auront même force et même durée que ledit accord :

Ad article 4.

Il est entendu que, pour l'application de l'article 4, les statistiques relatives au trafic rhénan des ports de mer belges seront établies par le Comité spécial des relations fluviales Belgique-Rhin,

[1] Vol. XX, page 111 ; et vol. XXIV, page 194, de ce recueil.

If the regime laid down by the provisions enumerated in the previous paragraph is amended or completed in respect of certain points, the contracting States agree that such amendments and additions shall apply to the traffic referred to in the said paragraph.

Article 7.

The contracting States undertake that the principles set forth in Chapters III, IV, VII and VIII of the revised draft convention for Rhine navigation, concluded at Strasburg in May 1936, shall be applied, under a new general regime of Rhine navigation, to the ports of Rotterdam (including Vlaardingen, Schiedam and Hook of Holland), Amsterdam, Dordrecht, Antwerp and Ghent, and that Rhine navigation proceeding to or from both those ports or the open sea or Belgium shall — in respect of the matters referred to in those chapters — receive the same treatment as it would receive on the Rhine itself.

Under the new general regime of the Rhine referred to above, the measures provided for in Articles 2, 3, 4 and 5 of the present Agreement shall remain in force.

Article 8.

The contracting States shall take joint action with a view to the re-establishment of the Rhenish community in full equality of rights.

They undertake, during the continuation of such action, not to consent, unless by joint agreement, to any changes in the regime at present applicable to navigation on the Rhine.

Article 9.

The present Agreement shall remain in force as long as the contracting States continue to apply the provisions of the Mannheim Convention of October 17th, 1868, as amended by the clauses of the Treaty of Versailles of June 28th, 1919, in so far as the Netherlands have acceded thereto by the Protocols [1] of January 21st, 1921, and March 29th, 1923.

Article 10.

The present Agreement shall come into force on the date of its signature.

Nevertheless, Articles 1 and 2, and the clause in the third paragraph of the Protocol of Signature *ad* Article 6, shall come into application on May 1st, 1939.

In faith whereof the undersigned, duly authorised, have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at the French Embassy at Brussels, the 3rd day of April, 1939, in a single copy, to be kept in the archives of the French Republic, which shall communicate certified copies thereof to the contracting States.

(Signed) E. CASTEUR.
(Signed) J. DERUELLE.
(Signed) H. WOESTYN.
(Signed) DE LA BAUME.
(Signed) CHARGUERAUD-HARTMANN.
(Signed) KRÖLLER.
(Signed) C. J. M. SCHAEPMAN.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the time of signing the Agreement relating to certain questions affecting the regime applicable to Rhine navigation, the undersigned, duly authorised, have covenanted to add to the Agreement the following explanatory clauses, which shall have the same effect and shall remain in force for the same period as the said Agreement :

Ad Article 4.

It is understood that, for the purposes of the application of Article 4, the statistics concerning the Rhine traffic of Belgian seaports shall be prepared by the Special Committee on Belgian-

[1] Vol. XX, page 111 ; and Vol. XXIV, page 194, of this Series.

celles relatives au trafic à la frontière entre les Pays-Bas et l'Allemagne par le Bureau central pour la statistique des Pays-Bas.

Le Gouvernement néerlandais prendra des mesures adéquates en vue d'assurer, en ce qui concerne les données statistiques à recueillir à la frontière entre les Pays-Bas et l'Allemagne, un contrôle répondant aux besoins spéciaux du présent arrangement.

Les Gouvernements belge et néerlandais garantissent l'exactitude des données statistiques recueillies par leurs services.

Ad article 4, quatrième alinéa.

Il est entendu que le rajustement prévu au quatrième alinéa de l'article 4 ne pourra entraîner une majoration du montant annuel total visé au troisième alinéa dudit article, ni comporter une extension des primes à des marchandises qui n'en bénéficient pas actuellement.

Toutefois, dans le cas où, pendant le dernier semestre d'une année, le rapport moyen du belga vis-à-vis de l'or fléchirait de plus de 15 p. c. en deçà du cours actuel, ce rajustement pourra entraîner une majoration dudit montant qui ne devra pas excéder le pourcentage de dépréciation du belga.

Le cours actuel du belga vis-à-vis de l'or est de 6.615,46 pour 1 kilogramme d'or fin. Les cours à prendre en considération en cas de modification du rapport du belga vis-à-vis de l'or sont ceux qui sont publiés au *Bulletin d'information et de documentation* de la Banque nationale de Belgique, sous la rubrique : « Cours des métaux précieux à Londres ».

Ad article 6.

Il est entendu que les facilités nouvelles qui seraient accordées en conformité des dispositions du second alinéa de l'article 6 seront étendues à la navigation en provenance ou à destination du Rhin, sur la partie belge de l'Escaut maritime.

Au cas où ces facilités seraient accordées à ladite navigation sur les eaux reliant le Rhin au port d'Amsterdam, elles le seront également sur la partie belge du canal de Gand à Terneuzen.

Il est entendu que, pour l'application de l'article 9 de la Convention de Mannheim sur le Rhin, ses embouchures et les eaux reliant le Rhin à la Belgique, il ne sera en aucun cas perçu de frais de convoyage autres que les frais de nourriture, de feu et de lumière, que la cargaison soit ou non transbordée ou entreposée dans un port franc du Rhin.

Toutefois, la gratuité du convoyage, telle qu'elle est définie à l'alinéa précédent, ne sera maintenue en faveur des bâtiments belges sur les voies d'eau reliant le Rhin à la Belgique que dans la mesure où la même facilité continuera à être accordée à la navigation en provenance ou à destination du Rhin, sur la partie belge de l'Escaut maritime et sur celle du canal de Gand à Terneuzen.

Au cas où la gratuité du convoyage viendrait à être supprimée sur les voies d'eau reliant le Rhin à la Belgique, le Gouvernement belge pourra, par dérogation à l'article 3, rembourser les frais de convoyage aux usagers.

Ad article 7.

Les plénipotentiaires des Pays-Bas déclarent que le Gouvernement néerlandais entend se réserver, dans le cadre d'un nouveau régime général du Rhin, la faculté d'appliquer la législation relative à la répartition proportionnelle du fret au trafic interne néerlandais effectué sur les voies d'eau néerlandaises visées à l'article 7.

Ad article 9.

Il est entendu que l'article 9 ne peut être invoqué pour contester le caractère permanent de la Convention de Mannheim et des dispositions des traités et protocoles visés dans ledit article.

Fait à l'Ambassade de France à Bruxelles, le 3 avril 1939.

(s.) E. CASTEUR.
(s.) J. DERUELLE.
(s.) H. WOESTYN.
(s.) DE LA BAUME.
(s.) CHARGUERAUD-HARTMANN.
(s.) KRÖLLER.
(s.) C. J. M. SCHAEPMAN.

Rhine Inland Waterway Communications, and those concerning frontier traffic between the Netherlands and Germany, by the Netherlands Central Statistical Office.

The Netherlands Government shall take the necessary steps to provide, as regards the statistical data to be collected at the frontier between the Netherlands and Germany, a system of supervision adequate for the special requirements of the present Agreement.

The Belgian and Netherlands Governments hereby guarantee the accuracy of the statistical data compiled by their services.

Ad Article 4, Paragraph 4.

It is understood that the revision provided for in the fourth paragraph of Article 4 may not entail an increase of the total annual sum mentioned in the third paragraph of that Article nor an extension of the bounties to goods on which no bounty is granted at present.

Nevertheless, if, during the last half of a year, the mean gold rate of the belga should fall by more than 15 % below the present rate, such revision might entail an increase of the sum in question, such increase not to exceed the percentage of the depreciation of the belga.

The present gold rate of the belga is 6,615.46 to one kilogramme of fine gold. The rates of exchange to be taken into account in the case of a change in the gold rate of the belga shall be those published in the *Bulletin d'information et de documentation* of the National Bank of Belgium, under the heading : "Rates of Precious Metals in London".

Ad Article 6.

It is understood that any new facilities granted under the provisions of the second paragraph of Article 6 shall be extended to navigation proceeding from or to the Rhine on the Belgian part of the Maritime Scheldt.

If the facilities are granted to such navigation on the waters connecting the Rhine with the port of Amsterdam, they shall also be granted on the Belgian part of the Ghent-Terneuzen Canal.

It is understood that, for the purposes of the application of Article 9 of the Mannheim Convention on the Rhine, its mouths and waterways connecting the Rhine with Belgium, no convoy charges shall be levied other than costs of food, heating and light, whether the cargo is or is not transhipped or warehoused in a Rhine free port.

Nevertheless, free convoy, as defined in the previous paragraph, shall be continued only in respect of Belgian vessels on waterways connecting the Rhine with Belgium, in so far as the same facility continues to be granted to navigation proceeding from or to the Rhine on the Belgian part of the Maritime Scheldt and on that of the Ghent-Terneuzen Canal.

If free convoy is abolished on the waterways connecting the Rhine with Belgium, the Belgian Government may, notwithstanding the provisions of Article 3, refund the convoy charges to users of that waterway.

Ad Article 7.

The Plenipotentiaries of the Netherlands declare that the Netherlands Government reserves, under a new general regime of traffic on the Rhine, the right to apply the laws concerning the proportional allocations of freight charges to Netherlands inland traffic on the Netherlands waterways mentioned in Article 7.

Ad Article 9.

It is understood that Article 9 cannot be cited for the purpose of contesting the permanent character of the Mannheim Convention or the provisions of the Treaties or Protocols referred to in the said Article.

Done at the French Embassy at Brussels, the 3rd day of April, 1939.

(Signed) E. CASTEUR.
(Signed) J. DERUELLE.
(Signed) H. WOESTYN.
(Signed) DE LA BAUME.
(Signed) CHARGUERAUD-HARTMANN.
(Signed) KRÖLLER.
(Signed) C. J. M. SCHAEPMAN.

No. 4566

ÉCHANGES DE NOTES

I.

DÉLÉGATION FRANÇAISE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, BRUXELLES, *le* 3 *avril* 1939.

Me référant à l'accord franco-belgo-néerlandais en date de ce jour et relatif à certaines questions touchant le régime applicable à la navigation du Rhin, j'ai l'honneur de vous confirmer que les dispositions de cet instrument ne portent aucune atteinte à l'application de l'Accord franco-belge du 18 avril 1921, dans la mesure où celui-ci vise des trafics non compris dans l'accord tripartite précité.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(s.) DE LA BAUME.

Monsieur Casteur, Ministre plénipotentiaire,
Président de la Délégation belge.

I *bis.*

DÉLÉGATION BELGE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, BRUXELLES, *le* 3 *avril* 1939.

Vous avez bien voulu m'adresser en date de ce jour la lettre dont la teneur suit :

« Me référant à l'accord franco-belgo-néerlandais en date de ce jour et relatif à certaines questions touchant le régime applicable à la navigation du Rhin, j'ai l'honneur de vous confirmer que les dispositions de cet instrument ne portent aucune atteinte à l'application de l'accord franco-belge du 18 avril 1921, dans la mesure où celui-ci vise des trafics non compris dans l'Accord tripartite précité. »

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(s.) E. CASTEUR.

Monsieur de la Baume, Ministre plénipotentiaire,
Président de la Délégation française.

II.

DÉLÉGATION FRANÇAISE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, BRUXELLES, *le* 3 *avril* 1939.

Me référant à l'alinéa premier de l'article 1er de l'accord franco-belgo-néerlandais en date de ce jour et relatif à certaines questions touchant le régime applicable à la navigation du Rhin, j'ai l'honneur de vous confirmer que cette disposition a pour effet de maintenir les conditions spéciales dont bénéficie actuellement le trafic à destination ou en provenance de Strasbourg par Anvers et la voie du Rhin et de les étendre au trafic de même nature par les autres ports visés dans ladite disposition.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(s.) DE LA BAUME.

Monsieur Casteur, Ministre plénipotentiaire,
Président de la Délégation belge.

EXCHANGES OF NOTES.

I.

FRENCH DELEGATION.

SIR, BRUSSELS, *April 3rd*, 1939.

With reference to the Franco-Belgo-Netherlands Agreement of to-day's date relating to certain questions affecting the regime applicable to Rhine navigation, I have the honour to confirm that the provisions of this instrument shall in no way affect the application of the Franco-Belgian Agreement of April 18th, 1921, in so far as that Agreement applies to traffic not included in the above-mentioned tripartite Agreement.

I have the honour to be, etc.

(Signed) DE LA BAUME.

Monsieur Casteur, Minister Plenipotentiary,
Head of the Belgian Delegation.

I *bis*.

BELGIAN DELEGATION.

SIR, BRUSSELS, *April 3rd*, 1939.

You have been so good as to send me a letter of to-day's date reading as follows :

> " With reference to the Franco-Belgo-Netherlands Agreement of to-day's date relating to certain questions affecting the regime applicable to Rhine navigation, I have the honour to confirm that the provisions of this instrument shall in no way affect the application of the Franco-Belgian Agreement of April 18th, 1921, in so far as that Agreement applies to traffic not included in the above-mentioned tripartite Agreement. "

I have the honour to acknowledge receipt of this communication.

I have the honour to be, etc.

(Signed) E. CASTEUR.

Monsieur de la Baume, Minister Plenipotentiary,
Head of the French Delegation.

II.

FRENCH DELEGATION.

SIR, BRUSSELS, *April 3rd*, 1939.

With reference to Article 1, first paragraph, of the Franco-Belgo-Netherlands Agreement of to-day's date relating to certain questions affecting the regime applicable to Rhine navigation, I have the honour to confirm that the effect of this clause will be to maintain the special conditions to which such traffic proceeding to or from Strasburg via Antwerp and the Rhine is at present entitled and to extend them to traffic of the same kind via the other ports referred to in the said clause.

I have the honour to be, etc.

(Signed) DE LA BAUME.

Monsieur Casteur, Minister Plenipotentiary,
Head of the Belgian Delegation.

II *bis.*

DÉLÉGATION FRANÇAISE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT. BRUXELLES, *le* 3 *avril* 1939.

Me référant à l'alinéa premier de l'article 1er de l'accord franco-belgo-néerlandais en date de ce jour et relatif à certaines questions touchant le régime applicable à la navigation du Rhin, j'ai l'honneur de vous confirmer que cette disposition a pour effet de maintenir les conditions spéciales dont bénéficie actuellement le trafic à destination ou en provenance de Strasbourg par Anvers et la voie du Rhin et de les étendre au trafic de même nature par les autres ports visés dans ladite disposition.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(s.) DE LA BAUME.

Monsieur Kröller, Président de la Délégation néerlandaise.

II *ter.*

DÉLÉGATION BELGE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, BRUXELLES, *le* 3 *avril* 1939.

Vous avez bien voulu m'adresser en date de ce jour la lettre dont la teneur suit :

« Me référant à l'alinéa premier de l'article 1er de l'accord franco-belgo-néerlandais en date de ce jour et relatif à certaines questions touchant le régime applicable à la navigation du Rhin, j'ai l'honneur de vous confirmer que cette disposition a pour effet de maintenir les conditions spéciales dont bénéfice actuellement le trafic à destination ou en provenance de Strasbourg par Anvers et la voie du Rhin et de les étendre au trafic de même nature par les autres ports visés dans ladite disposition. »

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(s.) E. CASTEUR.

Monsieur de la Baume, Ministre plénipotentiaire,
Président de la Délégation française.

II *quater.*

DÉLÉGATION NÉERLANDAISE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, BRUXELLES, *le* 3 *avril* 1939.

Vous avez bien voulu m'adresser en date de ce jour la lettre dont la teneur suit :

« Me référant à l'alinéa premier de l'article 1er de l'accord franco-belgo-néerlandais en date de ce jour et relatif à certaines questions touchant le régime applicable à la navigation du Rhin, j'ai l'honneur de vous confirmer que cette disposition a pour effet de maintenir les conditions spéciales dont bénéficie actuellement le trafic à destination ou en provenance de Strasbourg par Anvers et la voie du Rhin et de les étendre au trafic de même nature par les autres ports visés dans ladite disposition. »

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(s.) KRÖLLER.

Monsieur de la Baume, Ministre plénipotentiaire,
Président de la Délégation française.

II *bis.*

FRENCH DELEGATION.

SIR, BRUSSELS, *April 3rd*, 1939.

With reference to Article 1, first paragraph, of the Franco-Belgo-Netherlands Agreement of to-day's date relating to certain questions affecting the regime applicable to Rhine navigation, I have the honour to confirm that the effect of this clause will be to maintain the special conditions to which traffic proceeding to or from Strasburg via Antwerp and the Rhine is at present entitled and to extend them to traffic of the same kind via the other ports referred to in the said clause.

I have the honour to be, etc.

(Signed) DE LA BAUME.

Monsieur Kröller, Head of the Netherlands Delegation.

II *ter.*

BELGIAN DELEGATION.

SIR, BRUSSELS, *April 3rd*, 1939.

You have been so good as to send me a letter of to-day's date reading as follows :

" With reference to Article 1, first paragraph, of the Franco-Belgo-Netherlands Agreement of to-day's date relating to certain questions affecting the regime applicable to Rhine navigation, I have the honour to confirm to you that the effect of this clause will be to maintain the special conditions to which traffic proceeding to or from Strasburg via Antwerp and the Rhine is at present entitled and to extend them to traffic of the same kind via the other ports referred to in the said clause. "

I have the honour to acknowledge receipt of this communication.

I have the honour to be, etc.

(Signed) E. CASTEUR.

Monsieur de la Baume, Minister Plenipotentiary,
Head of the French Delegation.

II *quater.*

NETHERLANDS DELEGATION.

SIR, BRUSSELS, *April* 3rd, 1939.

You have been so good as to send me a letter of to-day's date reading as follows :

" With reference to Article 1, first paragraph, of the Franco-Belgo-Netherlands Agreement of to-day's date relating to certain questions affecting the regime applicable to Rhine navigation, I have the honour to confirm to you that the effect of this clause will be to maintain the special conditions to which traffic proceeding to or from Strasburg via Antwerp and the Rhine is at present entitled and to extend them to traffic of the same kind via the other ports referred to in the said clause. "

I have the honour to acknowledge receipt of this communication.

I have the honour to be, etc.

(Signed) KRÖLLER.

Monsieur de la Baume, Minister Plenipotentiary,
Head of the French Delegation.

No. 4566

III.

DÉLÉGATION FRANÇAISE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, BRUXELLES, *le* 3 *avril* 1939.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que les marchandises originaires du Togo et du Cameroun sont assimilées, au point de vue douanier, aux marchandises originaires des colonies françaises et que les marchandises syriennes et libanaises sont soumises au régime des marchandises originaires des pays étrangers et par conséquent à celui de la surtaxe d'entrepôt.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(s.) DE LA BAUME.

Monsieur Casteur, Ministre plénipotentiaire,
Président de la Délégation belge.

III *bis.*

DÉLÉGATION FRANÇAISE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, BRUXELLES, *le* 3 *avril* 1939.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que les marchandises originaires du Togo et du Cameroun sont assimilées, au point de vue douanier, aux marchandises originaires des colonies françaises et que les marchandises syriennes et libanaises sont soumises au régime des marchandises originaires des pays étrangers et par conséquent à celui de la surtaxe d'entrepôt.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(s.) DE LA BAUME.

Monsieur Kröller, Président de la Délégation néerlandaise.

III *ter.*

DÉLÉGATION BELGE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, BRUXELLES, *le* 3 *avril* 1939.

Vous avez bien voulu m'adresser, à la date de ce jour, la lettre dont la teneur suit :

« J'ai l'honneur de vous faire savoir que les marchandises originaires du Togo et du Cameroun sont assimilées, au point de vue douanier, aux marchandises originaires des colonies françaises et que les marchandises syriennes et libanaises sont soumises au régime des marchandises originaires des pays étrangers et par conséquent à celui de la surtaxe d'entrepôt. »

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(s.) E. CASTEUR.

Monsieur de la Baume, Ministre plénipotentiaire,
Président de la Délégation française.

III *quater.*

DÉLÉGATION NÉERLANDAISE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, BRUXELLES, *le* 3 *avril* 1939.

Vous avez bien voulu m'adresser, à la date de ce jour, la lettre dont la teneur suit :

« J'ai l'honneur de vous faire savoir que les marchandises originaires du Togo et du Cameroun sont assimilées, au point de vue douanier, aux marchandises originaires des

III.

FRENCH DELEGATION.

SIR, BRUSSELS, *April 3rd*, 1939.

I have the honour to inform you that goods originating in Togoland and the Cameroons are assimilated, for Customs purposes, to goods originating in the French colonies, and that Syrian and Lebanese goods are subject to the regime applicable to goods originating in foreign countries and hence to the warehousing surcharge.

I have the honour to be, etc.

(Signed) DE LA BAUME.

Monsieur Casteur, Minister Plenipotentiary,
Head of the Belgian Delegation.

III *bis*.

FRENCH DELEGATION.

SIR, BRUSSELS, *April 3rd*, 1939.

I have the honour to inform you that goods originating in Togoland and the Cameroons are assimilated, for Customs purposes, to goods originating in the French colonies, and that Syrian and Lebanese goods are subject to the regime applicable to goods originating in foreign countries and hence to the warehousing surcharge.

I have the honour to be, etc.

(Signed) DE LA BAUME.

Monsieur Kröller, Head of the Netherlands Delegation.

III *ter*.

BELGIAN DELEGATION.

SIR, BRUSSELS, *April 3rd*, 1939.

You have been so good as to send me a letter of to-day's date reading as follows :

> " I have the honour to inform you that goods originating in Togoland and the Cameroons are assimilated, for Customs purposes, to goods originating in the French colonies, and that Syrian and Lebanese goods are subject to the regime applicable to goods originating in foreign countries and hence to the warehousing surcharge. "

I have the honour to acknowledge receipt of this communication.

I have the honour to be, etc.

(Signed) E. CASTEUR.

Monsieur de la Baume, Minister Plenipotentiary,
Head of the French Delegation.

III *quater*.

NETHERLANDS DELEGATION.

SIR, BRUSSELS, *April 3rd*, 1939.

You have been so good as to send me a letter of to-day's date reading as follows :

> " I have the honour to inform you that goods originating in Togoland and the Cameroons are assimilated, for Customs purposes, to goods originating in the French

colonies françaises et que les marchandises syriennes et libanaises sont soumises au régime des marchandises originaires des pays étrangers et par conséquent à celui de la surtaxe d'entrepôt. »

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(s.) KRÖLLER.

Monsieur de la Baume, Ministre plénipotentiaire,
Président de la Délégation française.

IV.

DÉLÉGATION BELGE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, BRUXELLES, *le* 3 *avril* 1939.

Me référant à l'article 3 de l'accord franco-belgo-néerlandais en date de ce jour et relatif à certaines questions touchant le régime applicable à la navigation du Rhin, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte du règlement fixant le régime du remorquage gratuit entre Anvers/Gand et Dordrecht en date du 9 octobre 1919, complété le 10 décembre 1932. J'ajoute que les dispositions de ce texte n'ont pas été modifiées depuis et restent les seules actuellement appliquées en la matière.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(s.) E. CASTEUR.

Monsieur Kröller, Président de la Délégation néerlandaise.

RÈGLEMENT

DU REMORQUAGE GRATUIT ANVERS/GAND-DORDRECHT ET VICE VERSA.

(Texte adopté le 10 décembre 1932 par le Comité d'études des relations fluviales Anvers-Strasbourg.)

Article premier.

Ont droit à la traction gratuite de Dordrecht à Anvers/Gand :

Les bateaux chargés exclusivement de marchandises en provenance de Strasbourg pour Anvers/Gand.

Ont droit à la traction gratuite d'Anvers/Gand à Dordrecht :

Les bateaux chargés exclusivement de marchandises en provenance d'Anvers/Gand et à destination de Strasbourg.

Ont droit à une réduction des frais de traction :

Les bateaux chargés partiellement de marchandises en provenance ou à destination de Strasbourg et à destination ou en provenance d'Anvers/Gand.

La réduction sur le prix payé est proportionnelle au rapport du poids des marchandises ci-dessus au poids du chargement total du bateau.

Toutefois, ne bénéficieront pas de la gratuité du remorquage Anvers/Gand-Dordrecht les chalands ne déchargeant pas à Strasbourg au moins 50 tonnes de marchandises en provenance d'Anvers/Gand.

Les bateaux vides allant de Dordrecht à Anvers/Gand ont droit au remboursement de tout ou partie des frais de traction s'ils prennent à la remonte un quart au moins de leur chargement pour Strasbourg, le remboursement étant proportionnel au rapport du chargement pour Strasbourg à la remonte, au chargement total ; dans ce cas le remboursement a lieu au moment du départ du

colonies, and that Syrian and Lebanese goods are subject to the regime applicable to goods originating in foreign countries and hence to the warehousing surcharge. "

I have the honour to acknowledge receipt of this communication.

I have the honour to be, etc.

(Signed) KRÖLLER.

Monsieur de la Baume, Minister Plenipotentiary,
Head of the French Delegation.

IV.

BELGIAN DELEGATION.

SIR, BRUSSELS, *April 3rd*, 1939.

With reference to Article 3 of the Franco-Belgo-Netherlands Agreement of to-day's date relating to certain questions affecting the regime applicable to Rhine navigation, I have the honour to communicate to you herewith the text of the Regulations prescribing the regime for free towage between Antwerp/Ghent and Dordrecht, dated October 9th, 1919, as completed on December 10th, 1932. I may add that the provisions of this text have not been amended since that date and remain the only provisions at present applicable in this matter.

I have the honour to be, etc.

(Signed) E. CASTEUR.

Monsieur Kröller, Head of the Netherlands Delegation.

REGULATIONS

FOR FREE TOWAGE BETWEEN ANTWERP/GHENT-DORDRECHT AND VICE VERSA.

(Text adopted on December 10th, 1932, by the Committee of Enquiry into Inland Waterway Communications between Antwerp and Strasburg.)

Article 1.

The following shall be entitled to free towage from Dordrecht to Antwerp/Ghent :

Vessels the cargo of which consists exclusively of goods coming from Strasburg and consigned to Antwerp/Ghent.

The following shall be entitled to free towage from Antwerp/Ghent to Dordrecht :

Vessels the cargo of which consists exclusively of goods coming from Antwerp/Ghent and consigned to Strasburg.

The following shall be entitled to a reduction of charges for towage :

Vessels the cargo of which consists in part of goods coming from or consigned to Strasburg and coming from or consigned to Antwerp/Ghent.

The reduction on the charge paid shall be proportionate to the ratio of the weight of the above-mentioned goods to the weight of the vessel's total cargo.

Nevertheless, barges which do not discharge at least 50 tons of goods coming from Antwerp/Ghent at Strasburg shall not be entitled to free towage from Antwerp/Ghent to Dordrecht.

Empty vessels proceeding from Dordrecht to Antwerp/Ghent shall be entitled to a refund of all or part of the towage costs if they take upstream at least a quarter of their cargo consigned to Strasburg, such refund being made proportionate to the ratio of the cargo consigned to Strasburg in the journey upstream to the total cargo. In such cases the refund shall be made when the vessel

bateau d'Anvers/Gand. Il est bien entendu que, en ce qui concerne ces bateaux, la première opération commerciale doit être un chargement pour Strasbourg, le départ devant avoir lieu dans un délai de trente et un jours à compter de l'arrivée à Anvers/Gand, sinon la gratuité du remorquage de l'allège vide ne sera pas accordée.

Article 2.

Les marchandises que des nécessités de navigation auraient obligé ou obligeraient à un transbordement en cours de route d'un bateau sur un autre bateau seront considérées comme marchandises en provenance ou à destination de Strasbourg si elles sont accompagnées d'un connaissement de Strasbourg sur Anvers/Gand ou *vice versa.*

Les marchandises transbordées en cours de route de wagon sur bateau et de bateau sur wagon ne seront pas considérées comme donnant droit à l'exonération, sauf le cas où l'emploi de la voie ferrée résulterait d'un cas de force majeure indiscutable.

Article 3.

La traction des bateaux est effectuée par les soins du Gouvernement belge et à ses frais soit au moyen des remorqueurs lui appartenant, soit par tous autres remorqueurs de son choix, selon les règles de remorquage de Rotterdam.

Article 4.

Il est constitué un comité de surveillance du remorquage gratuit. Ce comité se compose de trois membres belges et de trois membres français au maximum et du personnel de gestion nécessaire. Il dispose d'un bureau à Anvers, d'un bureau à Strasbourg et à tout autre endroit où le Comité le jugera utile.

Article 5.

Tout patron d'un bateau qui veut bénéficier des dispositions du présent règlement doit remettre au moment où il est prêt pour le départ au bureau local du Comité de surveillance : 1° une demande en double, de traction gratuite ; 2° une copie dûment signée du manifeste, la nature et le poids des marchandises de/ou pour Strasbourg étant indiqués séparément.

Il sera remis au patron, après vérification et signature par lui d'une pièce reconnaissant l'acceptation des clauses du présent règlement, une fiche numérotée et datée, extraite d'un registre à talon, indiquant qu'il a droit en totalité ou en partie à la traction gratuite. Cette fiche lui permettra d'obtenir son inscription au bureau du service de remorquage contre paiement, dans le cas d'exonération partielle, de la partie des frais de traction restant à la charge du bateau. Cette fiche ne pourra être utilisée que pendant le jour de la délivrance et la journée suivante.

Pour les chalands partant de Strasbourg, la fiche dont question ci-dessus est délivrée à Dordrecht.

Dans le cas d'un bateau vide allant à Anvers/Gand, le patron doit s'adresser à l'agent du service de remorquage à Dordrecht et en réclamer sa traction à titre onéreux, faute de quoi il ne pourra lui être fait de remboursement au moment du départ d'Anvers/Gand. Il sera remis par l'agent au patron une fiche indiquant la date de départ présumée, le nom du remorqueur devant effectuer la traction, ainsi que le prix dû pour le remorquage.

En vue de permettre le contrôle, les manifestes et les demandes de traction gratuite remis au bureau du Comité de surveillance de Strasbourg seront transmis au bureau d'Anvers qui avisera son délégué à Dordrecht du départ des chalands de Strasbourg.

Le bureau de Gand transmettra à celui d'Anvers les manifestes et les demandes de traction gratuite qui lui sont remis.

Périodiquement, le bureau d'Anvers transmettra à celui de Strasbourg une liste détaillée des bateaux ayant quitté Anvers/Gand.

Article 6.

A l'arrivée à destination, les armements bénéficiaires sont tenus de produire sur réquisition du délégué local du Comité de surveillance les reçus délivrés par les réceptionnaires constatant les quantités déchargées.

leaves Antwerp/Ghent. It is clearly understood that, in the case of these vessels, the first commercial transaction must be the shipment of cargo for Strasburg, and that departure must take place within thirty-one days from the day of arrival at Antwerp/Ghent, otherwise free towage of the empty lighter will not be granted.

Article 2.

Goods which, in view of the requirements of navigation, have had to be or may have to be transhipped from one vessel to another during the voyage shall be regarded as goods coming from or consigned to Strasburg if they are accompanied by a bill of lading from Strasburg to Antwerp/Ghent or *vice versa*.

Goods transhipped during the journey from rail to ship and from ship to rail shall not be regarded as entitled to exemption, unless the use of the railway was unquestionably due to *force majeure*.

Article 3.

Towage of vessels shall be provided by the Belgian Government and at its expense either by its own tugs or by such other tugs as it may choose, and in accordance with the Rotterdam towage rules.

Article 4.

A Supervisory Committee for Free Towage shall be established. It shall consist of not more than three Belgian and three French members and the necessary administrative staff. It shall have offices at Antwerp, at Strasburg and at any other place which the Committee may think desirable.

Article 5.

Any master of a vessel who wishes to avail himself of the provisions of the present Regulations must, when ready to depart, present at the local office of the Supervisory Committee: (1) an application in duplicate for free towage; (2) a duly signed copy of the manifest, the nature and weight of the goods from or for Strasburg being shown separately.

The master shall receive, after verifying and signing a certificate recognising the acceptance of the clauses of the present Regulations, a numbered and dated voucher taken from a counterfoil register, stating that he is entitled either to fully or to partly free towage. Such voucher shall enable him to obtain registration at the office of the towage service, subject to payment, in the case of partial exemption, of that part of the towage costs for which his vessel is still responsible. The voucher may be used only on the day of issue and the following day.

In the case of barges leaving Strasburg, the voucher referred to above shall be issued at Dordrecht.

In the case of an empty vessel proceeding to Antwerp/Ghent, the master must apply to the representative of the towage service at Dordrecht and must claim towage on payment, otherwise no refund may be made to him when he leaves Antwerp/Ghent. The said representative shall give the master a voucher stating the presumed date of departure, the name of the tug to be employed and the towage charge.

In order to enable inspection to be carried out, the manifests and the applications for free towage submitted to the office of the Supervisory Committee at Strasburg shall be forwarded to the Antwerp office, which shall notify its representative at Dordrecht of the departure of barges from Strasburg.

The Ghent office shall forward to the Antwerp office the manifests and applications for free towage which are submitted to it.

The Antwerp office shall periodically forward to the Strasburg office a detailed list of vessels leaving Antwerp/Ghent.

Article 6.

On arrival at destination, the vessels which have been allowed free towage must, when required, present the receipts given them by the consignees certifying the cargo discharged to the local representative of the Supervisory Committee.

En cas d'allégement en cours de route, les patrons des divers bateaux emportant une partie de la cargaison devront se présenter au bureau local du comité avec les pièces justificatives permettant de rattacher chaque partie du chaland initial.

Le Comité de surveillance pourra refuser le bénéfice du remorquage gratuit aux cargaisons pour lesquelles les formalités ci-dessus n'auraient pas été remplies.

Les résultats des vérifications seront transmis au bureau d'Anvers, qui centralisera la statistique et le contentieux.

Article 7.

Sur la fiche présentée au service du remorquage, il sera inscrit la date et l'heure de la présentation de ce document, le nom du remorqueur affecté à la traction et la date du départ.

Article 8.

Le Comité de surveillance transmettra directement ses observations à l'Etat belge (Service de la batellerie) lorsqu'il le jugera utile. En cas de différend, le litige sera soumis au Comité d'études Anvers-Strasbourg, qui, s'il ne peut arriver à un accord, transmettra l'affaire aux Gouvernements belge et français avec l'avis des deux délégations au Comité d'études.

Article 9.

Dans le cas où le troisième jour après le dépôt de la demande de traction au service de remorquage la traction n'aurait pas été entreprise, le patron serait libre — à moins que le retard apporté au remorquage ne résulte d'un cas de force majeure dûment constaté — de s'adresser à une entreprise de traction quelconque.

Le Comité de surveillance ou son délégué local devra avoir été avisé avant l'entreprise de la traction. Le Comité de surveillance déterminera le montant du remboursement à effectuer pour cette traction.

En cas de désaccord entre le bénéficiaire et le Comité de surveillance ou entre ce dernier et le Gouvernement belge, la décision finale appartiendra au Comité d'études Anvers-Strasbourg.

Article 10.

Dans le cas de fraude, fausse déclaration, etc., le bénéficiaire sera tenu à rembourser le double du montant de la traction dont le bateau a été indûment exonéré. En cas de récidive, le Comité de surveillance pourra exclure l'intéressé temporairement ou définitivement du bénéfice du remorquage gratuit.

Article 11.

Le budget du Comité de surveillance sera établi par le Comité d'études Anvers-Strasbourg, qui assurera le contrôle de la comptabilité.

Les frais du Comité de surveillance seront couverts par une taxe sur le tonnage exonéré fixée, sur la proposition du Comité de surveillance, par le Comité d'études Anvers-Strasbourg. Cette taxe sera perçue au moment de la demande d'exonération et reste acquise en tout état de cause.

Article 12.

Le présent règlement pourra être modifié de commun accord par les Gouvernements français et belge sur proposition du Comité d'études Anvers-Strasbourg.

Article 13.

Dans le présent règlement, le terme Strasbourg doit être entendu comme signifiant l'ensemble des bassins compris dans la circonscription du port de Strasbourg, définie par le décret du 27 septembre 1925.

Should there be any lightening during the voyage, the masters of the various vessels which carry part of the cargo shall be required to appear at the local office of the Committee with documents enabling each part of the original cargo to be identified.

The Supervisory Committee may refuse to allow free towage of a cargo if the above-mentioned formalities have not been complied with.

The results of the inspection shall be forwarded to the Antwerp office, which shall centralise the statistical information and shall deal with disputes.

Article 7.

On the voucher submitted to the towage service shall be entered the date and hour at which the document is presented, the name of the tug employed and the date of departure.

Article 8.

The Supervisory Committee shall send its observations direct to the Belgian Government (Inland Waterway Navigation Service) when it thinks fit. Any dispute that arises shall be submitted to the Antwerp-Strasburg Committee of Enquiry, which, if it cannot arrive at an agreement, shall refer the case to the Belgian and French Governments, together with the opinions of the two delegations on the Committee of Enquiry.

Article 9.

If, on the third day after the application for towage has been made to the towage service, no towage has been provided, the master may — unless the delay in towage was caused by a duly established case of *force majeure* — apply to any towage undertaking.

The Supervisory Committee or its local representative must be notified before towage is undertaken. The Supervisory Committee shall fix the amount to be refunded for such towage.

Should there be any dispute between the person entitled to a refund and the Supervisory Committee or between the latter and the Belgian Government, the final decision shall lie with the Antwerp-Strasburg Committee of Enquiry.

Article 10.

In the case of fraud, a false declaration, etc., the person concerned shall be obliged to repay double the sum due for the towage charges from which the vessel has been improperly exempted. If the offence is repeated, the Supervisory Committee may temporarily or permanently deprive the person concerned of the benefit of free towage.

Article 11.

The budget of the Supervisory Committee shall be prepared by the Antwerp-Strasburg Committee of Enquiry, which shall be responsible for supervision of accounts.

The expenses of the Supervisory Committee shall be met by a charge levied on exempted tonnage, fixed on a proposal of the Supervisory Committee by the Antwerp-Strasburg Committee of Enquiry. Such charge shall be levied at the time of the application for exemption and shall in no case be recoverable.

Article 12.

The present Regulations may be amended subject to joint agreement by the French and Belgian Governments on a proposal of the Antwerp-Strasburg Committee of Enquiry.

Article 13.

In the present Regulations, the term Strasburg shall be held to mean the whole of the docks included in the area of the Port of Strasburg, as defined by the Decree of September 27th, 1925.

IV *bis.*

DÉLÉGATION NÉERLANDAISE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, BRUXELLES, *le* 3 *avril* 1939.

Vous avez bien voulu m'adresser en date de ce jour la lettre dont la teneur suit :

« Me référant à l'article 3 de l'accord franco-belgo-néerlandais en date de ce jour et relatif à certaines questions touchant le régime applicable à la navigation du Rhin, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte du règlement fixant le régime du remorquage gratuit entre Anvers/Gand et Dordrecht en date du 9 octobre 1919, complété le 10 décembre 1932. J'ajoute que les dispositions de ce texte n'ont pas été modifiées depuis et restent les seules actuellement appliquées en la matière. »

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(s.) KRÖLLER.

Monsieur Casteur, Ministre plénipotentiaire,
Président de la Délégation belge.

V.

DÉLÉGATION BELGE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, BRUXELLES, *le* 3 *avril* 1939.

Me référant à l'article 4 de l'accord signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-après l'état des primes allouées actuellement, selon les modalités arrêtées par le Comité spécial des relations fluviales Belgique-Rhin, aux propriétaires, ou, dans le cas d'affrètement à temps, aux affréteurs de bateaux effectuant des voyages à charge par l'Escaut maritime ou le Canal de Terneuzen au départ des ports belges vers les points de déchargement fixés par ledit comité et *vice versa :*

1° *A la remonte du Rhin :*

a) Minerais concentrés ou non (y compris les pyrites, scories, poussiers de hauts fourneaux) . . . . . 3,— fr. par tonne
b) Toutes autres marchandises . . . . . 2,50 » » »

2° *A la descente du Rhin :*

Produits métallurgiques . . . . . 2,— » » »

3° *A la remonte et à la descente du Rhin :*

Toutes marchandises transportées par des lignes régulières de navigation rhénane . . . . . 2,50 » » »

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(s.) E. CASTEUR.

Monsieur Kröller, Président de la Délégation néerlandaise.

V *bis.*

DÉLÉGATION NÉERLANDAISE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, BRUXELLES, *le* 3 *avril* 1939.

Vous avez bien voulu m'adresser, à la date de ce jour, la lettre dont la teneur suit :

« Me référant à l'article 4 de l'accord signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-après l'état des primes allouées actuellement, selon les modalités arrêtées

IV *bis.*

NETHERLANDS DELEGATION.

SIR, BRUSSELS, *April 3rd*, 1939.

You have been so good as to send me to-day a letter which reads as follows :

" With reference to Article 3 of the Franco-Belgo-Netherlands Agreement of to-day's date relating to certain questions affecting the regime applicable to Rhine navigation, I have the honour to communicate to you herewith the text of the Regulations prescribing the regime for free towage between Antwerp/Ghent and Dordrecht, dated October 9th, 1919, as completed on December 10th, 1932. I may add that the provisions of this text have not been amended since that date and remain the only provisions at present applicable in this matter. "

I have the honour to acknowledge receipt of this communication.

I have the honour to be, etc.

(Signed) KRÖLLER.

Monsieur Casteur, Minister Plenipotentiary,
Head of the Belgian Delegation.

V.

BELGIAN DELEGATION.

SIR, BRUSSELS, *April 3rd*, 1939.

With reference to Article 4 of the Agreement signed this day, I have the honour to communicate to you below the amounts of the bounties at present granted, in accordance with the arrangements made by the Special Committee for Belgian-Rhine Inland Waterway Communications, to the owners or, in the case of chartering for a specified period, to the charterers of vessels carrying cargoes through the Maritime Scheldt or Terneuzen Canal from Belgian ports to the discharging points fixed by the said Committee, and *vice versa :*

1. *Up the Rhine :*
   (a) Mineral ores, concentrated or not (including pyrites, slag or cinders, blast-furnace coal dust) . . . . . 3.— fr. per ton
   (b) All other goods . . . . . 2.50 ,, ,, ,,
2. *Down the Rhine :*
   Metallurgical products . . . . . 2.— ,, ,, ,,
3. *Up and down the Rhine :*
   All goods carried by regular Rhine navigation lines . . 2.50 ,, ,, ,,

I have the honour to be, etc.

(Signed) E. CASTEUR.

Monsieur Kröller, Head of the Netherlands Delegation.

V *bis.*

NETHERLANDS DELEGATION.

SIR, BRUSSELS, *April 3rd*, 1939.

You have been so good as to send me to-day a letter which reads as follows :

" With reference to Article 4 of the Agreement signed this day, I have the honour to communicate to you below the amounts of the bounties at present granted, in accor-

par le Comité spécial des relations fluviales Belgique-Rhin, aux propriétaires, ou, dans le cas d'affrètement à temps, aux affréteurs, de bateaux effectuant des voyages à charge par l'Escaut maritime ou le Canal de Terneuzen au départ des ports belges vers les points de déchargement fixés par ledit Comité et *vice versa :*

» 1° *A la remonte du Rhin :*				
a) Minerais concentrés ou non (y compris les pyrites, scories, poussiers de hauts fourneaux)	3,—	fr.	par	tonne
b) Toutes autres marchandises	2,50	»	»	»
» 2° *A la descente du Rhin :*				
Produits métallurgiques	2,—	»	»	»
» 3° *A la remonte et à la descente du Rhin :*				
Toutes marchandises transportées par des lignes régulières de navigation rhénane	2,50	»	»	»

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(s.) KRÖLLER.

Monsieur Casteur, Ministre plénipotentiaire,
Président de la Délégation belge.

VI.

DÉLÉGATION NÉERLANDAISE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, BRUXELLES, *le* 3 *avril* 1939.

Me référant aux conversations qui viennent d'avoir lieu entre les délégations belge, française et néerlandaise, et qui ont eu pour résultat la conclusion d'un accord en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer l'accord du Gouvernement néerlandais sur la disposition suivante :

« Les Gouvernements néerlandais et belge tiennent à déclarer qu'ils n'ont pas, par les stipulations de l'accord susvisé, entendu porter atteinte au maintien de facilités plus grandes pouvant résulter de traités antérieurs.

» En ce qui concerne spécialement l'extension aux voies d'eau reliant le Rhin à la Belgique des facilités douanières résultant des articles 7, 9, 10, 11 et 12 de la Convention de Mannheim, le Gouvernement belge renonce à revendiquer l'application sur lesdites voies d'eau de ces facilités en faveur des bâtiments belges en provenance ou à destination du Rhin.

» Il déclare s'en tenir à cet égard aux dispositions conventionnelles néerlando-belges régissant la matière. »

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(s.) KRÖLLER.

Monsieur Casteur, Ministre plénipotentiaire,
Président de la Délégation belge.

VI *bis.*

DÉLÉGATION BELGE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, BRUXELLES, *le* 3 *avril* 1939.

Me référant aux conversations qui viennent d'avoir lieu entre les délégations belge, française et néerlandaise, et qui ont eu pour résultat la conclusion d'un accord en date de ce

dance with the arrangements made by the Special Committee for Belgian-Rhine Inland Waterway Communications, to the owners or, in the case of chartering for a specified period, to the charterers of vessels carrying cargoes through the Maritime Scheldt or Terneuzen Canal from Belgian ports to the discharging points fixed by the said Committee, and *vice versa* :

" 1. *Up the Rhine :*

(a) Mineral ores, concentrated or not (including pyrites, slag or cinders, blast-furnace coal dust) . . . 3.— fr. per ton

(b) All other goods . . . . . 2.50 „ „ „

" 2. *Down the Rhine :*

Metallurgical products . . . . . 2.— „ „ „

" 3. *Up and down the Rhine :*

All goods carried by regular Rhine navigation lines 2.50 „ „ „ . "

I have the honour to acknowledge receipt of this communication.

I have the honour to be, etc.

(Signed) KRÖLLER.

Monsieur Casteur, Minister Plenipotentiary,
Head of the Belgian Delegation.

VI.

NETHERLANDS DELEGATION.

SIR, BRUSSELS, *April 3rd*, 1939.

With reference to the conversations which have just taken place between the Belgian, French and Netherlands Delegations, and which have resulted in the conclusion of an Agreement of to-day's date, I have the honour to confirm to you the agreement of the Netherlands Government to the following provision :

" The Netherlands and Belgian Governments desire to declare that they have not, by the provisions of the above-mentioned Agreement, intended to cause the discontinuance of such greater facilities as may result from previous treaties.

" With particular reference to the extension, to the waterways connecting the Rhine with Belgium, of the Customs facilities provided for in Articles 7, 9, 10, 11 and 12 of the Mannheim Convention, the Belgian Government hereby declares that it waives any claim to the application on the said waterways of such facilities to Belgian vessels coming from or proceeding to the Rhine.

" It declares that in this respect it will abide by the provisions of conventions between the Netherlands and Belgium governing this matter. "

I have the honour to be, etc.

(Signed) KRÖLLER.

Monsieur Casteur, Minister Plenipotentiary,
Head of the Belgian Delegation.

VI *bis.*

BELGIAN DELEGATION.

SIR, BRUSSELS, *April 3rd*, 1939.

With reference to the conversations which have just taken place between the Belgian, French and Netherlands Delegations, and which have resulted in the conclusion of an Agreement of to-day's

jour, j'ai l'honneur de vous confirmer l'accord du Gouvernement belge sur la disposition suivante :

« Les Gouvernements belge et néerlandais tiennent à déclarer qu'ils n'ont pas, par les stipulations de l'accord susvisé, entendu porter atteinte au maintien de facilités plus grandes pouvant résulter de traités antérieurs.

» En ce qui concerne spécialement l'extension aux voies d'eau reliant le Rhin à la Belgique des facilités douanières résultant des articles 7, 9, 10, 11 et 12 de la Convention de Mannheim, le Gouvernement belge renonce à revendiquer l'application sur lesdites voies d'eau de ces facilités en faveur des bâtiments belges en provenance ou à destination du Rhin.

» Il déclare s'en tenir à cet égard aux dispositions conventionnelles belgo-néerlandaises régissant la matière. »

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(s.) E. CASTEUR.

Monsieur Kröller, Président de la Délégation néerlandaise.

VII.

DÉLÉGATION BELGE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, BRUXELLES, *le* 3 *avril* 1939.

Etant donnée l'impossibilité de garantir pour l'année 1939 l'exactitude des données statistiques visées à l'article 4 de l'accord signé en date de ce jour, il est entendu qu'aux lieu et place des deuxième et quatrième alinéas dudit article les dispositions suivantes seront appliquées :

« Il est convenu qu'au cas où le trafic fluvial effectué pendant l'année 1939, au départ des ports d'Anvers et de Gand à destination du Rhin, en amont de la frontière entre les Pays-Bas et l'Allemagne, dépasserait 20 p. c. du trafic total (trafic mixte rhénan et maritime compris) recensé à la remonte du Rhin à ladite frontière, le Gouvernement belge s'engage à rajuster le régime des primes de manière que le trafic rhénan au départ des ports belges susvisés soit ramené en 1940 en deçà de la limite de 20 p. c. prévue au présent alinéa.

» Au cas où pendant l'année 1939 le rapport entre les deux trafics visés à l'alinéa précédent tomberait au-dessous de 15 p. c., le Gouvernement belge aura le droit de rajuster le régime des primes. Ce rajustement ne pourra être maintenu qu'autant que ledit rapport pour l'année 1940 n'aura pas atteint 17,5 p. c.

» Les statistiques visées ci-dessus seront établies, comme il est dit au premier alinéa du protocole de signature *ad* article 4.

» Il est entendu que, à partir du 1er janvier 1940, les dispositions prévues aux deuxième et quatrième alinéas de l'article 4 entreront en application. »

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(s.) E. CASTEUR.

Monsieur Kröller, Président de la Délégation néerlandaise.

VII *bis*.

DÉLÉGATION NÉERLANDAISE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, BRUXELLES, *le* 3 *avril* 1939.

Etant donnée l'impossibilité de garantir pour l'année 1939 l'exactitude des données statistiques visées à l'article 4 de l'accord signé en date de ce jour, il est entendu qu'aux lieu et place des deuxième et quatrième alinéas dudit article les dispositions suivantes seront appliquées :

« Il est convenu qu'au cas où le trafic fluvial effectué pendant l'année 1939, au départ des ports d'Anvers et de Gand à destination du Rhin, en amont de la frontière entre les

date, I have the honour to confirm to you the agreement of the Belgian Government to the following provision :

" The Belgian and Netherlands Governments desire to declare that they have not, by the provisions of the above-mentioned Agreement, intended to cause the discontinuance of greater facilities which may result from previous treaties.

" With particular reference to the extension, to the waterways connecting the Rhine with Belgium, of the Customs facilities provided for in Articles 7, 9, 10, 11 and 12 of the Mannheim Convention, the Belgian Government hereby declares that it waives any claim to the application on the said waterways of such facilities to Belgian vessels coming from or proceeding to the Rhine.

" It declares that in this respect it will abide by the provisions of conventions between Belgium and the Netherlands governing this matter. "

I have the honour to be, etc.

(Signed) E. CASTEUR.

Monsieur Kröller, Head of the Netherlands Delegation.

VII.

BELGIAN DELEGATION.

SIR, BRUSSELS, *April 3rd*, 1939.

In view of the impossibility of guaranteeing for the year 1939 the accuracy of the statistical data referred to in Article 4 of the Agreement signed this day, it is understood that in place of the second and fourth paragraphs of the said Article the following provisions shall be applicable :

" It is agreed that, if the inland waterway traffic carried during the year 1939 from the ports of Antwerp and Ghent to the Rhine, above the frontier between the Netherlands and Germany, exceeds 20 % of the total traffic (mixed Rhine and maritime traffic included) registered as proceeding up the Rhine at the said frontier, the Belgian Government undertakes to revise the bounty system so that the Rhine traffic from the above-mentioned Belgian ports is reduced in 1940 below the limit of 20 % provided for in the present paragraph.

" If, during the year 1939, the proportion between the two categories of traffic referred to in the previous paragraph falls below 15 %, the Belgian Government shall have the right to revise the bounty system. Such revision may be kept in force only so long as the said proportion for the year 1940 has not reached 17.5 %.

" The above-mentioned statistics shall be prepared as prescribed in the first paragraph of the Protocol of Signature *ad* Article 4.

" It is hereby agreed that as from January 1st, 1940, the provisions laid down in the second and fourth paragraphs of Article 4 shall come into force. "

I have the honour to be, etc.

(Signed) E. CASTEUR.

Monsieur Kröller, Head of the Netherlands Delegation.

VII *bis*.

NETHERLANDS DELEGATION.

SIR, BRUSSELS, *April 3rd*, 1939.

In view of the impossibility of guaranteeing for the year 1939 the accuracy of the statistical data referred to in Article 4 of the Agreement signed this day, it is understood that in place of the second and fourth paragraphs of the said Article the following provisions shall be applicable :

" It is agreed that, if the inland waterway traffic carried during the year 1939, from the ports of Antwerp and Ghent to the Rhine, above the frontier between the Netherlands

Pays-Bas et l'Allemagne, dépasserait 20 p. c. du trafic total (trafic mixte rhénan et maritime compris) recensé à la remonte du Rhin à ladite frontière, le Gouvernement belge s'engage à rajuster le régime des primes de manière que le trafic rhénan au départ des ports belges susvisés soit ramené en 1940 en deçà de la limite de 20 p. c. prévue au présent alinéa.

» Au cas où pendant l'année 1939 le rapport entre les deux trafics visés à l'alinéa précédent tomberait au-dessous de 15 p. c., le Gouvernement belge aura le droit de rajuster le régime des primes. Ce rajustement ne pourra être maintenu qu'autant que ledit rapport pour l'année 1940 n'aura pas atteint 17,5 p. c.

» Les statistiques visées ci-dessus seront établies, comme il est dit au premier alinéa du protocole de signature *ad* article 4.

» Il est entendu que, à partir du 1er janvier 1940, les dispositions prévues aux deuxième et quatrième alinéas de l'article 4 entreront en application. »

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(s.) KRÖLLER.

Monsieur Casteur, Ministre plénipotentiaire,
Président de la Délégation belge.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général du
Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas,
E. N. van Kleffens.

I. S. G.

and Germany, exceed 20 % of the total traffic (mixed Rhine and maritime traffic included) registered as proceeding up the Rhine at the said frontier, the Belgian Government hereby undertakes to revise the bounty system so that the Rhine traffic from the above-mentioned Belgian ports is reduced in 1940 below the limit of 20 % provided for in the present paragraph.

" If, during the year 1939, the proportion between the two categories of traffic referred to in the previous paragraph falls below 15 %, the Belgian Government shall have the right to revise the bounty system. Such revision may be kept in force only so long as the said proportion for the year 1940 has not reached 17.5 %.

" The above-mentioned statistics shall be prepared as prescribed in the first paragraph of the Protocol of Signature *ad* Article 4.

" It is hereby agreed that as from January 1st, 1940, the provisions laid down in the second and fourth paragraphs of Article 4 shall come into force. "

I have the honour to be, etc.

(Signed) KRÖLLER.

Monsieur Casteur, Minister Plenipotentiary,
Head of the Belgian Delegation.

ERRATUM

Volume LXXXIV, N° 1901.

(Traduction.)

Page 24, article 2, alinéa 2 :

Au lieu de :

« Si l'assistance est temporaire, elle ne pourra donner lieu à un remboursement que si l'indigent lui-même demande son rapatriement. »

Lire :

« Si l'assistance est temporaire, il ne pourra être question que de remboursement, à moins que l'indigent ne demande lui-même son rapatriement. »

Volume LXXXIV, No. 1901.

(Translation.)

Page 25, Article 2, paragraph 2 :

Instead of :

" Where the poor relief is of a temporary character, no question of reimbursement can arise unless the indigent person himself applies to be repatriated. "

Read :

" When the poor relief is of a temporary character, the question of reimbursement alone can arise, unless the indigent person himself applies to be repatriated. "

Imprimé pour la Société des Nations par les Imprimeries Réunies S.A., Lausanne (Suisse).
Printed for the League of Nations by Imprimeries Réunies S.A., Lausanne (Switzerland).